



Perspectives économiques de l'OCDE 2018

Numéro 2, Novembre



PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

104

NOVEMBRE 2018

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2018), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Volume 2018 Numéro 2, Éditions OCDE, Paris.
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-fr

ISBN 978-92-64-30874-9 (imprimé)
ISBN 978-92-64-30875-6 (PDF)

Série : Perspectives économiques de l'OCDE
ISSN 0304-3274 (imprimé)
ISSN 1684-3436 (en ligne)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Crédits photo : Couverture © leondelmonte.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

© OCDE 2018

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à rights@oecd.org. Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), info@copyright.com, ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), contact@efcopies.com.

Table des matières

Éditorial : La croissance est à son pic, la négociation d'un atterrissage en douceur s'annonce délicate	7
Chapitre 1. Évaluation générale de la situation macroéconomique	11
Introduction	12
La croissance mondiale devrait ralentir	14
Principaux enjeux et risques majeurs	24
Impératifs pour l'action publique	38
Options de politique publique en cas de retournement conjoncturel	48
Références	52
Annexe 1.1. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions	54
Chapitre 2. Découplage salaires-productivité : Quelles conséquences sur les politiques publiques ?	57
Introduction et résumé	58
En préambule	59
Les déterminants : données agrégées et données désagrégées	66
Références	71
Chapitre 3. Évolution dans les pays membres de l'OCDE et dans certaines économies non membres	75
Afrique du Sud	76
Allemagne	79
Argentine	83
Australie	86
Autriche	89
Belgique	92
Brésil	95
Canada	99
Chili	103
Chine	106
Colombie	110
Corée	113
Costa Rica	116
Danemark	119
Espagne	122
Estonie	125
États-Unis	128
Finlande	132
France	135
Grèce	139
Hongrie	142
Inde	145
Indonésie	149
Irlande	153
Islande	156
Israël	159
Italie	162
Japon	167
Lettonie	171
Lituanie	174
Luxembourg	177
Mexique	180
Norvège	183
Nouvelle-Zélande	186
Pays-Bas	189
Pologne	192
Portugal	195
République slovaque	198
République tchèque	201
Royaume-Uni	204
Russie	208
Slovénie	212
Suède	215
Suisse	218
Turquie	221
Zone euro	225
Annexe statistique	229

Encadrés

1.1. Les restrictions commerciales ont augmenté cette année	25
1.2. Mesures non tarifaires et échanges	29
1.3. Facteurs de vulnérabilité des banques italiennes	42

Tableaux

1.1. La croissance mondiale va ralentir	12
2.1. Les tendances en termes de découplage macroéconomique sont très variables selon les pays	63
2.2. Déterminants du découplage	68

Graphiques

1.1. La croissance mondiale s'essouffle et la confiance s'érode	15
1.2. L'intensification des tensions commerciales affecte les projets de dépenses en capital et ajoute aux incertitudes	16
1.3. La croissance mondiale devrait céder progressivement du terrain	18
1.4. Le commerce mondial ralentit et l'intensité des échanges reste modeste	19
1.5. La crise a eu un impact durable sur les niveaux de vie	21
1.6. La croissance de la production potentielle devrait ralentir si les politiques actuelles sont maintenues	21
1.7. Les indicateurs ressortant des enquêtes montrent une augmentation des contraintes de capacités	22
1.8. Les salaires pourraient repartir rapidement à la hausse avec le resserrement des marchés du travail	23
1.9. L'inflation devrait augmenter modérément dans les économies avancées	24
1.10. L'impact des droits de douane est déjà visible dans les données relatives aux échanges et aux prix aux États-Unis	26
1.11. L'impact négatif du relèvement des droits de douane pourrait être plus important	26
1.12. Droits de douane et mesures non tarifaires dans quelques économies	29
1.13. Effets de prix et similitude réglementaire avec les partenaires	30
1.14. Des ruptures d'approvisionnement pourraient orienter les cours du pétrole à la hausse, exerçant un impact négatif sur l'activité mondiale	31
1.15. Les tensions financières ont augmenté dans les économies de marché émergentes	34
1.16. Les expositions financières et commerciales vis-à-vis de l'Argentine et de la Turquie sont généralement faibles	35
1.17. Effet de l'augmentation des primes de risque sur la production dans les économies de marché émergentes	35
1.18. Les fondamentaux diffèrent d'une économie de marché émergente à l'autre.	36
1.19. Évolution des conditions financières dans les économies de marché émergentes pendant les turbulences passées et récentes.	37
1.20. Plusieurs banques centrales sont devenues de gros détenteurs d'obligations d'État	39
1.21. Les risques souverains et les risques bancaires ont augmenté en Italie	42
1.22. Coût et croissance du crédit bancaire.	43
1.23. Les banques italiennes restent exposées à la dette souveraine	44

1.24. La politique budgétaire sera globalement neutre et la dette publique diminuera dans la plupart des pays de l'OCDE	45
1.25. Le coût du service de la dette pourrait reculer dans certains pays du G7	46
1.26. Impact de certaines réformes structurelles sur le PIB dans les pays du G7	48
1.27. L'interaction des risques de révision à la baisse des prévisions entraînerait un ralentissement marqué de la croissance mondiale	49
1.28. Options offertes aux pouvoirs publics pour compenser une récession conjoncturelle mondiale	51
2.1. Le cadre conceptuel derrière l'analyse du découplage	60
2.2. Les salaires réels médians se sont dissociés de la productivité du travail	62
2.3. Salaires moyens et productivité moyenne dans les entreprises situées à la frontière et les autres entreprises	64
2.4. « Le(s) grand(s) écart(s) » de salaires et de productivité	65
2.5. Des compétences élevées réduisent la substitution du capital au travail	69

Suivez les publications de l'OCDE sur :



http://twitter.com/OECD_Pubs



<http://www.facebook.com/OECDPublications>



<http://www.linkedin.com/groups/OECD-Publications-4645871>



<http://www.youtube.com/oecdlibrary>



<http://www.oecd.org/oecdirect/>

Ce livre contient des...

StatLinks 

Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

En bas des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>, ou de cliquer sur le lien depuis la version PDF de l'ouvrage.

Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
e	Euro	Billion	Mille milliards
mb/j	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
-	Sans objet		

ÉDITORIAL

LA CROISSANCE EST À SON PIC, LA NÉGOCIATION D'UN ATERRISSAGE EN DOUCEUR S'ANNONCE DÉLICATE

L'économie mondiale traverse des zones de turbulences. La croissance du PIB mondial est élevée, mais a probablement atteint son pic. Dans de nombreux pays, le chômage est bien en dessous de ses niveaux d'avant-crise, les tensions sur l'emploi augmentent et l'inflation demeure modérée. Mais les échanges et l'investissement marquent le pas, sur fond de hausse de certains droits de douane. De nombreuses économies émergentes sont confrontées à des sorties de capitaux et ont vu s'affaiblir leur monnaie. L'économie mondiale paraît prête pour un atterrissage en douceur, avec une croissance du PIB mondial qui devrait passer de 3.7 % en 2018 à 3.5 % en 2019-20. Mais les risques s'accumulent et les gouvernements et banques centrales devront naviguer prudemment pour préserver des rythmes de croissance du PIB certes plus modestes, mais durables.

Négocier un atterrissage en douceur a toujours été délicat, mais l'exercice est particulièrement difficile aujourd'hui. Avec des banques centrales qui réduisent progressivement, et à juste titre, leurs injections de liquidités, les marchés ont commencé à revoir les prix des risques, la volatilité fait son retour, le prix de certains actifs baisse. Les flux de capitaux, qui ont contribué à l'expansion des économies de marché émergentes, s'inversent progressivement. Les tensions commerciales génèrent de l'incertitude et risquent de perturber les chaînes de valeur mondiales et l'investissement, plus spécialement dans les régions aux liens étroits avec les États-Unis et la Chine. Des incertitudes politiques et géopolitiques montent également en Europe et au Moyen-Orient.

Une accumulation de risques pourrait créer les conditions d'un atterrissage plus brutal que prévu. La recrudescence des tensions commerciales pourrait peser sur la croissance des échanges et du PIB, et générer encore plus d'incertitude pour l'investissement des entreprises. Le durcissement des conditions financières pourrait accélérer les sorties de capitaux en provenance des économies émergentes et faire reculer encore la demande. Un net ralentissement de l'activité en Chine frapperait non seulement les économies émergentes, mais aussi les économies avancées, si ce choc entraînait un repli des cours des actions et une augmentation des primes de risque dans le monde.

Les tensions politiques autres que commerciales augmentent aussi. Au Moyen-Orient et au Venezuela, les difficultés géopolitiques et politiques ont accru la volatilité des cours

du pétrole. En Europe, les négociations autour du Brexit suscitent des inquiétudes. Dans certains pays de la zone euro, l'exposition des banques à la dette souveraine pourrait peser sur la croissance du crédit si les primes de risque devaient encore augmenter, ce qui ralentirait la consommation, l'investissement, la croissance et l'emploi.

Dans ce contexte, nous invitons instamment les responsables politiques à rétablir la confiance dans les institutions internationales et dans le dialogue entre tous les pays. Notamment pour apporter une solution coopérative aux discussions sur les échanges commerciaux. L'adoption de mesures concrètes au niveau du G20 serait aussi un signal positif, démontrant que les pays peuvent agir de manière coordonnée et concertée si la croissance devait ralentir plus nettement que prévu.

La coopération est d'autant plus nécessaire que les marges de manœuvre de politique économique sont limitées. Dans certains pays, les taux sont très bas et la politique monétaire est encore très accommodante, alors que les ratios dette privée/PIB et dette publique/PIB se situent à des niveaux historiquement élevés. Le soutien budgétaire diminue, à juste titre, mais si la croissance devait ralentir plus brutalement, les pouvoirs publics devraient profiter de la faiblesse des taux d'intérêt pour s'engager dans une relance budgétaire coordonnée. Dans cette édition des *Perspectives économiques*, nous présentons des simulations qui montrent qu'une relance budgétaire coordonnée au niveau mondial serait un moyen efficace de réagir rapidement à un ralentissement plus marqué que prévu.

La fragilité de l'environnement rend d'autant plus important l'achèvement de l'Union monétaire européenne, comme suggéré dans la dernière *Étude économique de la zone euro* réalisée par l'OCDE. Il est urgent que l'Europe mène à son terme l'union bancaire. L'absence de progrès dans ce domaine n'incite pas les banques à réduire la part, toujours importante, d'obligations souveraines domestiques dans leur bilan, ce qui nourrit la perception du risque de redénomination. Progresser sur la mise en œuvre d'une capacité budgétaire commune aiderait aussi à accroître la confiance dans l'aptitude de la zone euro à réagir aux chocs, et à inscrire la croissance dans la durée.

Enfin, la reprise mondiale depuis la crise financière n'a pas produit d'améliorations tangibles du niveau de vie pour un grand nombre de citoyens. Si la pauvreté absolue a fortement reculé dans un certain nombre d'économies émergentes, la crise a montré que les écarts de bien-être entre la partie de la population mobile et hautement qualifiée et la part, plus nombreuse, de personnes moins mobiles et souvent moins qualifiées, se sont creusés depuis plusieurs décennies dans de nombreuses économies avancées. Les écarts de revenu se perpétuent d'une génération à l'autre : trop souvent les perspectives d'avenir de chaque individu dépendent de l'endroit où il est né, où il a été scolarisé et où il a commencé à rechercher un emploi. Ces inégalités, l'absence de mobilité intergénérationnelle, menacent la croissance et alimentent le rejet de la mondialisation, qui a pourtant été vecteur de prospérité de nombreuses régions du monde.

Le ralentissement des gains de productivité dans de nombreuses économies bride la hausse des salaires réels mais même dans les entreprises très productives, la progression des salaires a été modeste. L'innovation technologique, qui tire vers le bas le prix relatif des investissements, renforce le pouvoir de marché des entreprises très productives. En même temps, la baisse du prix relatif des investissements peut entraîner une substitution du capital au travail, en particulier pour les emplois faiblement qualifiés et répétitifs, pour toutes les entreprises. Avec la diffusion du numérique, le fossé entre les emplois hautement qualifiés peu répétitifs et les emplois faiblement qualifiés répétitifs se creuse.

Conjuguées à une redistribution moins poussée, ces tendances risquent d'aggraver les inégalités.

Les pouvoirs publics peuvent faire davantage pour favoriser l'augmentation de la productivité et des salaires. Renforcer la concurrence sur les marchés des produits permettrait de favoriser la croissance de nouvelles entreprises, d'encourager une diffusion plus large des nouvelles technologies, et de contribuer ainsi à une hausse des gains de productivité, mais aussi de mieux répercuter les gains de productivité sur les salaires. Renforcer les compétences est également essentiel parce qu'une main-d'œuvre qualifiée est moins facile à remplacer par de nouvelles technologies. Des politiques actives du marché du travail et des politiques de formation axées sur les compétences sont aussi clés pour aider ceux qui courent le risque d'être exclus du marché du travail.

Certaines décisions des pouvoirs publics renforcent les vents contraires qui soufflent sur nos économies. Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin de meilleures politiques, qui reposent sur la coopération, la confiance et l'ouverture, pour pouvoir créer des emplois, pérenniser la croissance et relever les niveaux de vie.

21 novembre 2018



Laurence Boone
Chef économiste de l'OCDE

Chapitre 1

ÉVALUATION GÉNÉRALE DE LA SITUATION MACROÉCONOMIQUE

Introduction

L'expansion mondiale a connu son point culminant. De fait, la croissance du PIB mondial devrait, selon les prévisions, céder progressivement du terrain et revenir de 3.7 % en 2018 à environ 3 ½ pour cent en 2019 et 2020, soit un niveau globalement conforme à la croissance de la production potentielle mondiale (tableau 1.1). À court terme, les mesures d'accompagnement prises par les pouvoirs publics et la forte progression de l'emploi vont continuer de soutenir la demande intérieure. Cependant, les politiques macroéconomiques devraient devenir moins accommodantes au fil du temps, et les tensions commerciales, le durcissement des conditions financières et le relèvement des

Tableau 1.1. **La croissance mondiale va ralentir**

Total OCDE, sauf mention contraire

	Moyenne 2011-2018	2017	2018	2019	2020	2018 T4	2019 T4	2020 T4	
		Pourcentage							
Croissance du PIB en volume¹									
Monde ²	3.4	3.6	3.7	3.5	3.5	3.5	3.6	3.5	
G20 ²	3.6	3.8	3.8	3.7	3.7	3.7	3.8	3.7	
OCDE ²	2.1	2.5	2.4	2.1	1.9	2.2	2.1	1.9	
États-Unis	2.3	2.2	2.9	2.7	2.1	3.1	2.4	2.0	
Zone euro	1.2	2.5	1.9	1.8	1.6	1.5	1.9	1.4	
Japon	1.3	1.7	0.9	1.0	0.7	0.6	0.6	1.1	
Non-OCDE ²	4.6	4.6	4.7	4.7	4.7	4.6	4.8	4.7	
Chine	7.1	6.9	6.6	6.3	6.0	6.4	6.1	6.0	
Inde ³	7.0	6.7	7.5	7.3	7.4				
Brésil	0.1	1.0	1.2	2.1	2.4				
Écart de production⁴	-1.8	-1.0	-0.6	-0.4	-0.5				
Taux de chômage⁵	6.9	5.8	5.3	5.1	5.0	5.2	5.1	4.9	
Inflation^{1,6}	1.6	2.0	2.3	2.6	2.5	2.6	2.5	2.5	
Solde des administrations publiques⁷	-4.1	-2.3	-2.9	-3.1	-3.0				
Croissance du commerce mondial¹	3.6	5.2	3.9	3.7	3.7	3.3	3.8	3.6	

1. Pourcentage de variations ; dans les trois dernières colonnes figure la variation en glissement annuel.

2. Pondérations variables, PIB en parités de pouvoir d'achat.

3. Exercice budgétaire.

4. Pourcentage du PIB potentiel.

5. Pourcentage de la population active.

6. Déflateur de la consommation privée.

7. Pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

prix du pétrole devraient continuer à peser sur l'activité. Dans la zone OCDE, la croissance devrait ralentir graduellement et passer d'environ 2 ½ pour cent en 2017-18 à un peu moins de 2 % d'ici 2020. Les salaires et les prix devraient augmenter, mais modérément. L'importance du rapport de cause à effet entre capacités et inflation demeure très incertaine, et des risques de redémarrage plus vigoureux de l'inflation existent. L'augmentation des prix du pétrole intervenue cette année a poussé l'inflation globale à la hausse, et les droits de douane à l'importation ont commencé à contribuer à l'augmentation des prix dans quelques pays. Les échanges mondiaux ont déjà faibli, et les restrictions commerciales ont un impact négatif sur la confiance et les projets d'investissement ; au niveau mondial, la progression des échanges devrait probablement rester inférieure à 4 % par an en moyenne sur la période 2018-20.

Les résultats économiques pourraient être encore moins bons si les risques qui pèsent sur la croissance économique devaient se concrétiser. De nouvelles mesures des États-Unis et de la Chine visant à accroître les obstacles aux échanges bilatéraux nuiraient à la production dans ces économies, avec des conséquences négatives sur la croissance et les échanges au niveau mondial. Des perturbations affectant l'offre de pétrole exercerait des tensions à la hausse sur l'inflation dans le monde, ne serait-ce qu'à titre temporaire, et la croissance s'en trouverait ralentie. Les pressions exercées au niveau des marchés de capitaux sur les économies de marché émergentes pourraient s'intensifier, surtout si une inflation plus forte que prévu dans les économies avancées devait provoquer une nouvelle hausse des taux directeurs et une nouvelle série d'ajustement des prix des actifs. Une décennie après la crise financière, persistent également dans de nombreuses économies des vulnérabilités liées au niveau élevé des prix des actifs et des niveaux d'endettement. S'agissant des risques de révision à la hausse des prévisions, une résolution rapide des tensions commerciales, ou des ambitions de réformes structurelles plus affirmées dans le monde, pourraient améliorer la confiance et empêcher que le niveau d'incertitude élevée ne freine par trop l'investissement.

Les évolutions récentes et les perspectives qui s'annoncent constituent des défis considérables pour les responsables politiques. Dans l'immédiat, il est nécessaire de réduire les incertitudes politiques en stoppant la tendance au protectionnisme et en renforçant, à l'échelle mondiale, le système commercial international fondé sur des règles au moyen d'un dialogue multilatéral. Les impératifs d'action macroéconomique varient d'un pays à l'autre, reflétant la diversité des enjeux auxquels ils sont confrontés. Dans les principales économies avancées, la politique monétaire accommodante peut être progressivement abandonnée, mais à des rythmes différents. La politique budgétaire devrait devenir globalement neutre dans la plupart des pays de l'OCDE en 2019-20 après l'assouplissement sensible observé ces dernières années. L'orientation neutre de la politique budgétaire qui s'annonce est appropriée compte tenu des perspectives économiques ; le surcroît d'assouplissement annoncé dans quelques pays où la dette publique est déjà élevée pourrait entraîner des réactions négatives sur les marchés de capitaux. Dans les économies de marché émergentes, il faudra opérer des choix judicieux pour maintenir la crédibilité de l'action publique. Les économies dotées d'un cadre macroéconomique robuste et d'un taux de change flottant n'auront peut-être besoin que d'un resserrement modeste de leur politique monétaire compatible avec l'ajustement des prix des actifs en cours. Leur situation budgétaire solide leur donne une marge de manœuvre suffisante pour leur permettre de procéder, si nécessaire, à un assouplissement de leur politique afin de soutenir la demande. Cette marge de manœuvre est plus réduite

dans les économies de marché émergentes où la viabilité de la situation budgétaire ou de la situation extérieure est préoccupante. Parmi les autres priorités d'action publique qui concernent l'ensemble des pays, on peut citer la nécessité de renforcer la résilience face aux risques, en particulier aux vulnérabilités financières persistantes nées d'un endettement important, et d'intensifier la mise en place de réformes visant à améliorer les perspectives d'une croissance de long terme qui puisse à la fois être durable et offrir des opportunités à tous.

La matérialisation simultanée des principaux risques pesant sur l'environnement économique aurait pour effet d'affaiblir considérablement la croissance de la production et des échanges au niveau mondial, avec un niveau de la production mondiale qui pourrait s'établir à un niveau inférieur de plus de ½ pour cent par rapport aux prévisions d'ici 2020. Si ces risques devaient entraîner un ralentissement mondial plus brutal qu'on ne le prévoit actuellement, c'est par une action coordonnée entre les pays que l'on pourrait le plus efficacement contrebalancer ses effets. Compte tenu des possibilités réduites d'actionner à brève échéance les leviers de la politique monétaire dans certains pays et de la nécessité de mobiliser des instruments ayant des effets rapides sur la croissance, l'assouplissement de la politique budgétaire jouera probablement un rôle important pour rétablir la croissance, même si le niveau élevé de la dette publique a réduit les marges de manœuvre. Se préparer dès maintenant à une telle éventualité en planifiant des projets susceptibles d'être lancés rapidement permettrait d'accroître l'efficacité d'une réponse budgétaire coordonnée.

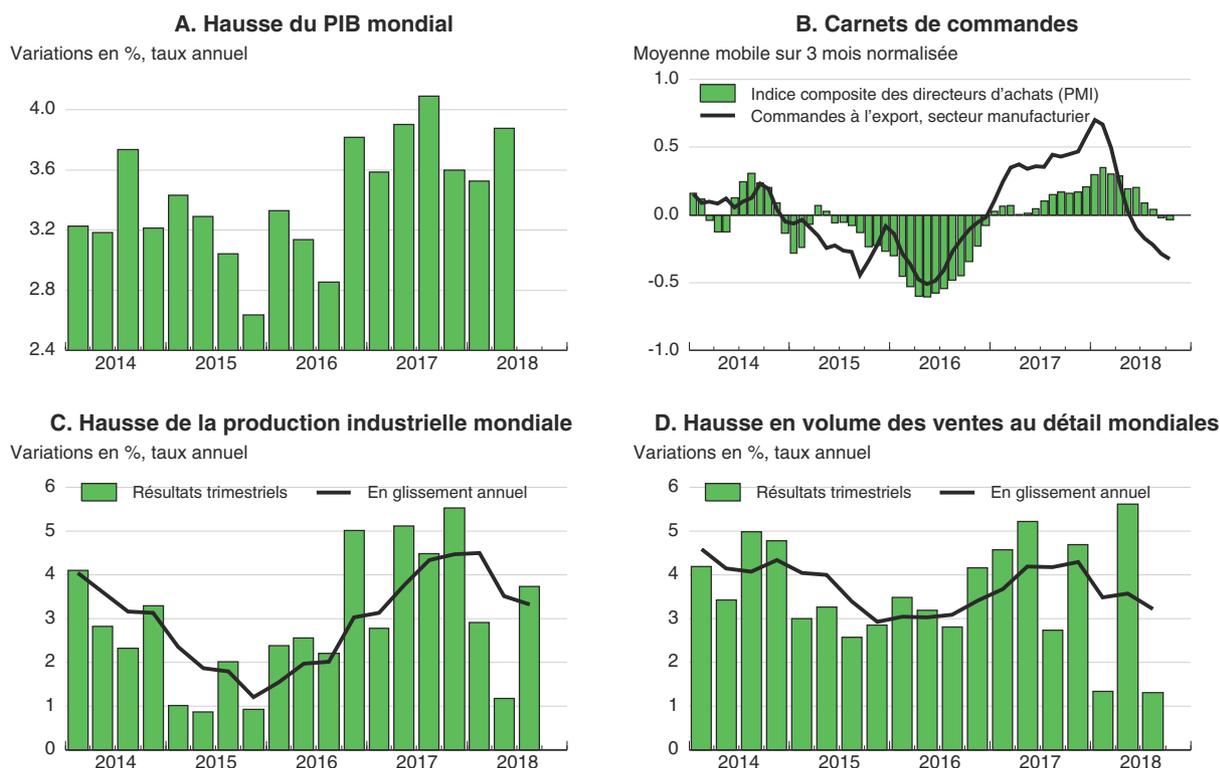
La croissance mondiale devrait ralentir

Le rythme de la croissance mondiale devrait être modéré au cours des deux années à venir

Les évolutions récentes donnent à penser que l'expansion mondiale a connu un point culminant et qu'elle va probablement marquer le pas au cours des deux années à venir. La hausse du PIB mondial s'est établie aux alentours de 3.7 % cette année (graphique 1.1, partie A), et son évolution diffère selon les pays et selon les secteurs, contrairement à ce qui s'était produit avec l'expansion généralisée observée en 2017. La situation du marché du travail continue de s'améliorer, avec un taux de chômage qui, à l'échelle de l'OCDE, est aujourd'hui à son niveau le plus bas depuis 1980, mais la progression de l'investissement et celle des échanges se sont révélées plus modestes que prévu, la situation s'est tendue sur les marchés financiers et la confiance a continué de s'éroder. Selon les données préliminaires issues des comptes nationaux pour le troisième trimestre de 2018, les résultats restent solides aux États-Unis, mais la croissance ralentit en Chine, dans la zone euro et au Japon. Les données issues des enquêtes de conjoncture laissent elles aussi attendre un fléchissement de la croissance dans les économies avancées comme dans les économies de marché émergentes, et les carnets de commandes sont moins remplis, notamment dans le secteur manufacturier (graphique 1.1, partie B). D'autres indicateurs à haute fréquence, comme la production industrielle et les ventes au détail, suggèrent également que la croissance est en train de céder du terrain (graphique 1.1, parties C et D). Le ralentissement de la progression des échanges, le durcissement de la situation financière dans le monde et la hausse des prix du pétrole sont autant de facteurs qui, tous, contribuent à l'affaiblissement de l'expansion mondiale.

Sur fond d'intensification des tensions commerciales, la hausse des échanges mondiaux en volume (biens et services) a ralenti cette année, et les résultats ont été

Graphique 1.1. La croissance mondiale s'essouffle et la confiance s'érode



Note : Des données à PPA ont été utilisées pour les données agrégées du PIB, de la production industrielle et des ventes au détail. Pour la partie D, les données concernent les ventes au détail dans la majorité des pays, mais pour les États-Unis, c'est la consommation mensuelle des ménages qui a été utilisée et pour le Japon, l'indicateur synthétique de la consommation mensuelle. La partie D n'inclut pas de données concernant l'Inde.

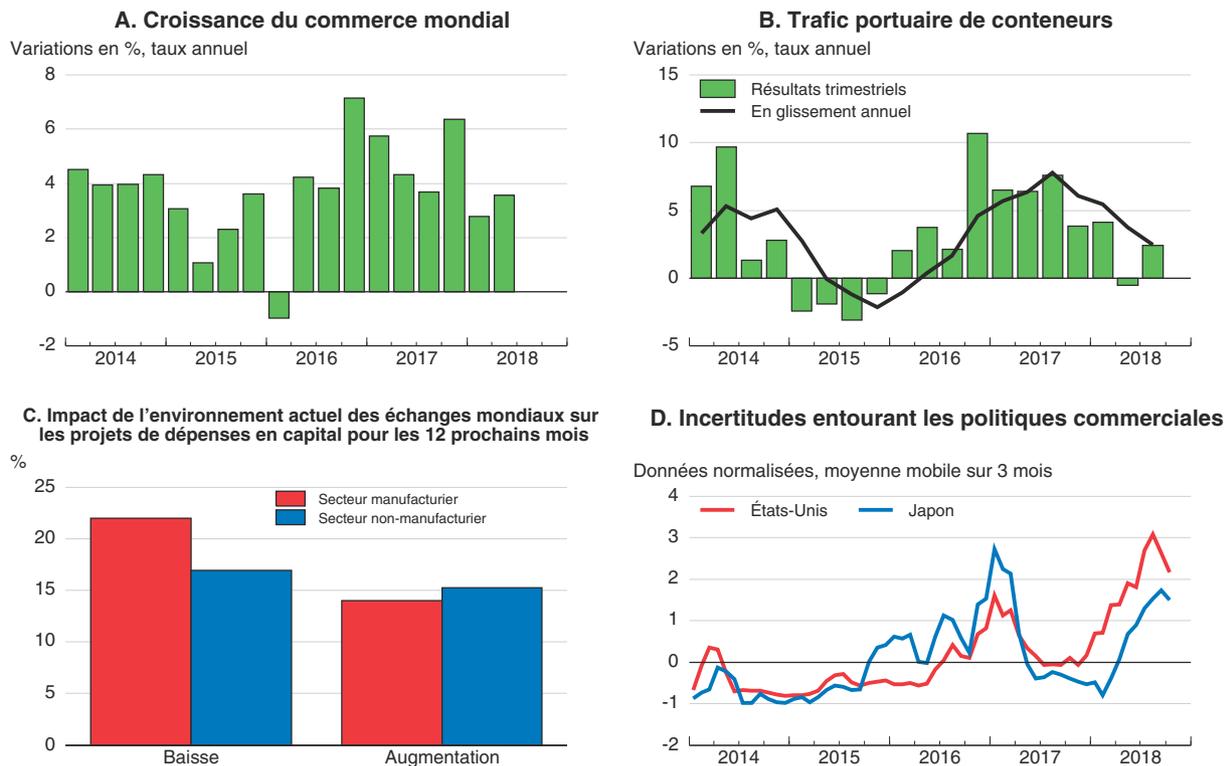
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; Thomson Reuters ; Markit ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879482>

particulièrement faibles au premier semestre de cette année (graphique 1.2, parties A et B). Les indicateurs à haute fréquence, comme les commandes de biens destinés à l'exportation et le trafic portuaire de conteneurs, semblent indiquer que les perspectives de progression future des échanges restent modestes. Plusieurs nouveaux droits de douane et mesures de représailles sont déjà entrés en vigueur cette année, et on risque d'en voir davantage être mises en place l'année prochaine. Les nouvelles politiques commerciales restrictives ont provoqué des changements marqués des flux d'échanges et des prix dans certains des secteurs concernés, notamment aux États-Unis et en Chine, certaines transactions étant avancées pour précéder la mise en place des droits de douane annoncés. Les déclarations des responsables publics ont aussi un impact sur la confiance des entreprises et les projets d'investissement, en particulier dans le secteur manufacturier, et ont ajouté aux incertitudes ambiantes (Banque de réserve fédérale d'Atlanta, 2018 ; graphique 1.2, parties C et D)¹.

1. Parmi les autres facteurs contribuant à la mollesse des échanges mondiaux, on peut citer la moindre croissance de l'investissement (qui constitue une composante de la demande ayant une intensité d'échanges relativement forte) et le ralentissement de la croissance de la production dans la zone euro (partie du monde où l'intensité commerciale est relativement élevée du fait de l'importance des échanges intra-zone).

Graphique 1.2. L'intensification des tensions commerciales affecte les projets de dépenses en capital et ajoute aux incertitudes



Note : Dans la partie C, les données correspondent aux réponses combinées de 513 entreprises, dont 100 appartiennent au secteur manufacturier. Les diminutions (augmentations) concernent toutes les entreprises faisant état d'une baisse (hausse) légère, modérée ou significative de leurs projets de dépenses en capital.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; Institute of Shipping Economics and Logistics (ISL) ; Duke CFO Global Business Survey, septembre 2018 ; policyuncertainty.com ; et calculs de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933879501>

Les conditions financières ont été durcies cette année, sur fond de hausse des taux d'intérêt à long terme, en particulier aux États-Unis, ce qui a déclenché un ajustement des prix sur de nombreux marchés d'actifs et provoqué des turbulences significatives dans quelques économies de marché émergentes. L'évolution connexe de la perception des risques a contribué à une dépréciation sensible des monnaies par rapport au dollar des États-Unis dans de nombreuses économies de marché émergentes, notamment dans celles pour lesquelles les déséquilibres extérieurs sont importants et grandissants. Comme on le verra ci-après, une nouvelle dégradation de la perception des marchés vis-à-vis des économies de marché émergentes nuirait encore à la croissance de ces dernières et exercerait une nouvelle pression à la baisse sur leurs monnaies.

L'augmentation du niveau et de la volatilité des prix du pétrole au cours de l'année écoulée est venue ajouter aux difficultés dans les économies importatrices. De fait, si l'on se fonde sur les cours relevés à la mi-novembre, ils ont été cette année supérieurs de plus de 30 % à ceux de 2017. Aux États-Unis et en Russie, la production a atteint des niveaux record, mais les incertitudes, toujours présentes, liées à de potentielles ruptures d'approvisionnement dans certains pays de l'OPEP, en particulier le Venezuela et l'Iran (qui, à eux deux, représentent actuellement environ 4 % de l'offre mondiale) et les anticipations

de ralentissement de la hausse de la demande se traduisent par une volatilité considérable des prix. L'augmentation intervenue au cours des douze derniers mois exerce déjà un effet très légèrement négatif sur la croissance mondiale, et s'ajoute à l'inflation. Ces évolutions pourraient s'intensifier si de nouvelles perturbations affectant l'approvisionnement devaient se produire (voir ci-après).

Globalement, au vu des évolutions économiques et financières récentes et de l'intensification des risques de dégradation par rapport aux prévisions, il apparaît que la croissance devrait être plus modérée, avec des résultats moins synchronisés entre les grandes économies. La croissance du PIB mondial devrait céder progressivement du terrain et revenir de 3.7 % en 2018 aux alentours de 3 ½ pour cent en 2019 et en 2020, soit un taux proche de la croissance de la production potentielle mondiale. Les résultats pourraient être encore inférieurs si les risques de révision à la baisse des prévisions s'intensifient (voir ci-après), ou si les incertitudes politiques ont pour effet de freiner durablement l'investissement.

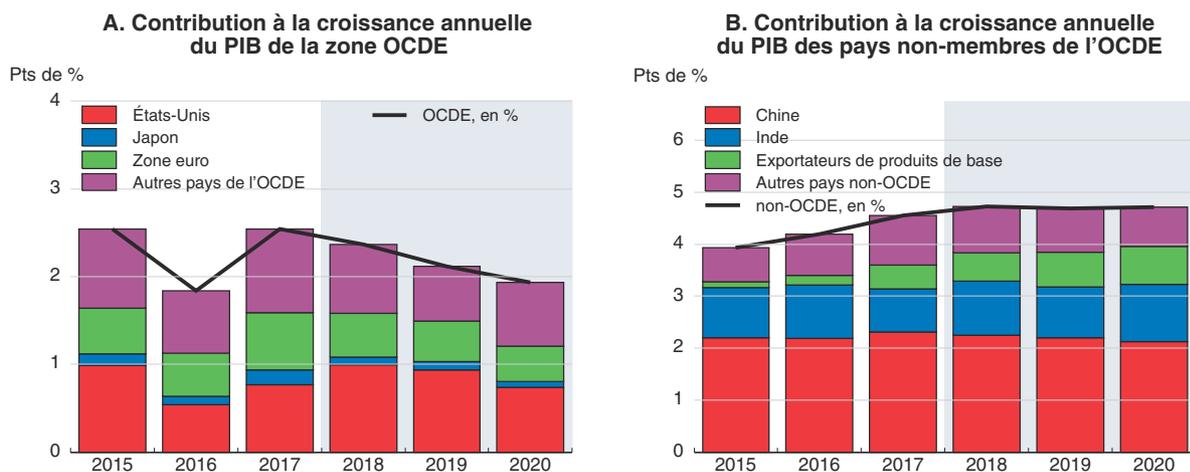
Le ralentissement de la croissance est le reflet de la transition vers des politiques macroéconomiques moins accommodantes qui va s'opérer au cours des deux prochaines années, et des effets toujours négatifs des tensions commerciales, du durcissement des conditions financières et de la hausse des prix du pétrole. Au niveau de la médiane de l'OCDE, l'orientation de la politique budgétaire devrait rester globalement neutre en 2019 et 2020 après avoir connu un assouplissement de l'ordre de 0.4 % du PIB en 2018². En revanche, un assouplissement équivalent à environ 0.4 % du PIB est toujours prévu aux États-Unis, dans la zone euro et au Royaume-Uni en 2019, et il devrait être supérieur ou égal à 0.5 % du PIB en Allemagne, en Italie, en Corée et dans quelques petites économies européennes. La normalisation de la politique monétaire devrait par ailleurs se poursuivre dans la plupart des économies, dont les États-Unis, et être engagée dans la zone euro.

À court terme, la robustesse de la croissance de l'emploi et les effets des mesures, passées et présentes, d'accompagnement budgétaire et monétaire de l'activité devraient continuer de soutenir la demande intérieure dans les économies avancées. Toutefois, l'exacerbation des tensions commerciales, la hausse des prix du pétrole, l'érosion de la confiance et l'accroissement des incertitudes vont probablement peser sur les résultats en matière d'échanges et d'investissement, avec des conséquences négatives sur les perspectives de croissance à moyen terme. L'apparition de contraintes de capacités, en particulier du fait des tensions au niveau des marchés du travail, pourrait aussi ralentir la croissance dans plusieurs pays et ajouter aux tensions inflationnistes. Dans l'ensemble, la croissance du PIB dans la zone OCDE devrait selon les prévisions ralentir et passer d'environ 2 ½ pour cent en 2018 à légèrement moins de 2 % d'ici 2020 (graphique 1.3, partie A).

- Aux États-Unis, la croissance du PIB devrait ralentir, passant de près de 3 % en 2018 à un peu plus de 2 % en 2020, en ligne avec la croissance potentielle, à mesure que le soutien fourni par l'assouplissement budgétaire va s'atténuer et que la normalisation progressive de la politique monétaire se poursuivra. Les réformes fiscales, l'augmentation des dépenses publiques, le niveau élevé de la confiance et la vigueur du marché du travail continuent d'étayer la demande intérieure. En revanche, la hausse des droits de

2. L'orientation de la politique budgétaire correspond à l'évolution du solde primaire sous-jacent des administrations publiques exprimé en pourcentage du PIB potentiel.

Graphique 1.3. La croissance mondiale devrait céder progressivement du terrain



Note : Calculs effectués à l'aide de pondérations en PPA. Les exportateurs de produits de base sont l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, l'Argentine, le Brésil, la Colombie, l'Indonésie et la Russie ainsi que d'autres pays producteurs de pétrole.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879520>

douane a commencé à alourdir les coûts supportés par les entreprises et pourrait exercer un effet de freinage sur l'investissement.

- Dans la zone euro, la croissance devrait s'émausser lentement et passer d'environ 2 % en 2018 à un niveau légèrement supérieur à 1 ½ pour cent d'ici 2020. Une politique monétaire accommodante, une politique budgétaire modérément expansionniste en 2019, une solide croissance de l'emploi et des conditions de financement favorables se conjugueront pour soutenir la demande intérieure, mais l'essoufflement de la demande extérieure et l'accroissement des incertitudes liées à l'action publiques constituent des freins à l'activité.
- Au Japon, la croissance du PIB devrait s'établir aux alentours de 1 % en 2018 et 2019, dans un contexte où les bénéfices élevés des entreprises et les graves pénuries de main-d'œuvre stimuleront l'investissement, avant de ralentir pour revenir juste en dessous de ¾ pour cent en 2020. La consolidation budgétaire reprendra, après le relèvement prévu du taux de la taxe sur la consommation en octobre 2019, mais l'augmentation des dépenses sociales en amortira en partie l'impact à court terme.

Dans les économies de marché émergentes et les économies en développement considérées dans leur ensemble, les perspectives de croissance apparaissent stables sur la période 2018-20 (graphique 1.3, partie B), mais ce résultat masque des divergences entre les principales économies concernées. Les perspectives de croissance sont particulièrement faibles dans les économies confrontées à des tensions considérables sur les marchés de capitaux et à de lourdes incertitudes quant au rythme futur des réformes. En revanche, l'horizon s'éclaircit dans certains pays exportateurs de matières premières, en particulier les économies productrices de pétrole :

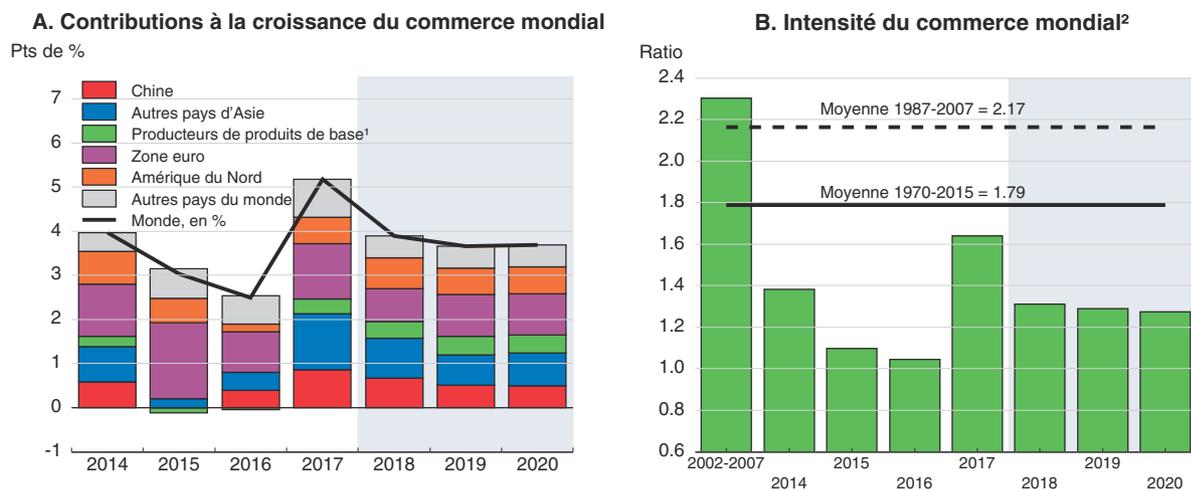
- En Chine, la croissance du PIB devrait diminuer lentement pour ressortir à 6 % d'ici 2020. Les investissements dans les infrastructures et la hausse du crédit ont tous deux ralenti, la population d'âge actif diminue, et les tensions commerciales vont probablement peser sur la progression des exportations. Les mesures récemment prises par les pouvoirs

publics ont permis d'améliorer les conditions financières, et il est possible d'augmenter le soutien budgétaire si nécessaire, mais cela pourrait retarder le désendettement nécessaire du secteur des entreprises et aggraver les risques pesant sur la stabilité financière.

- En Inde, la vigueur de la demande intérieure, dopée par de nouveaux programmes d'infrastructures et des réformes structurelles récentes, devrait permettre de maintenir la croissance du PIB à un niveau proche de 7 ½ pour cent en 2019 comme en 2020.
- Au Brésil, la croissance devrait s'affermir progressivement pour atteindre entre 2 et 2 ½ pour cent en 2019-20, la consommation privée bénéficiant de la baisse de l'inflation et de l'amélioration des marchés du travail. Les incertitudes d'ordre politique restent fortes, mais le redémarrage des réformes, en particulier de celle des retraites, contribueraient à stimuler la confiance.

La croissance des échanges mondiaux devrait rester modérée et se replier, passant de quelque 4 % en 2018 à 3 ¾ pour cent en 2019 comme en 2020, si les tensions commerciales ne s'aggravent pas. À ce rythme, l'intensité des échanges resterait modérée à l'aune des niveaux d'avant la crise, mais serait globalement conforme aux performances moyennes observées sur la période 2012-17 (graphique 1.4). Les échanges devraient nettement ralentir en Chine et dans d'autres économies d'Asie, en partie sous l'effet de l'impact probable des mesures douanières prises en compte dans les prévisions et des perturbations potentielles dans les chaînes régionales d'approvisionnement. Si les restrictions commerciales entre les États-Unis et la Chine, ou d'autres pays, devaient s'intensifier en 2019, les échanges mondiaux pourraient s'en trouver encore sensiblement réduits d'ici 2020 (voir ci-après).

Graphique 1.4. **Le commerce mondial ralentit et l'intensité des échanges reste modeste**



1. Les producteurs de produits de base regroupent l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Indonésie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Russie et d'autres pays producteurs de pétrole.
2. Volume d'échanges mondiaux de biens et services et PIB mondial à prix constants et aux taux de change du marché. Chaque moyenne est le ratio entre la croissance annuelle moyenne du commerce mondial et la croissance annuelle moyenne du PIB sur la période considérée.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879539>

Les perspectives de croissance à long terme sont modestes

La modération du rythme de la croissance des échanges s'inscrit dans le droit fil de l'évolution en demi-teinte des perspectives de l'investissement dans de nombreuses économies. L'augmentation des incertitudes entourant l'action publique, la révision à la baisse du consensus concernant les anticipations de croissance future du PIB mondial³, l'essoufflement de la dynamique des entreprises dans plusieurs pays (OCDE, 2017a) et le ralentissement des efforts de réforme visant les réglementations qui entravent la concurrence sur les marchés de produits (OCDE, 2018a) sont autant d'éléments qui réduisent les incitations à investir. Au niveau de l'OCDE, la hausse de l'investissement des entreprises devrait ainsi, selon les prévisions, retomber à un niveau tout juste supérieur à 3 % par an sur la période 2019-20, contre plus de 4 % en 2017-18, dans un contexte marqué par l'aggravation des incertitudes politiques. À ce rythme, la croissance du stock de capital productif net restera inférieur à son niveau d'avant la crise dans la plupart des pays⁴. Les perspectives d'une reprise plus vigoureuse de l'investissement pendant les prochaines années sont étroitement liées aux choix de politique structurelle qui seront opérés. Dans certains pays, en particulier l'Allemagne, une hausse des dépenses en infrastructures publiques s'impose également pour accroître le stock de capital productif et contribuer à atténuer l'accumulation de déséquilibres extérieurs.

Ces prévisions donnent à penser que la crise financière mondiale a un impact négatif durable sur les niveaux de vie dans de nombreuses économies et ce, malgré la longue période pendant laquelle, ensuite, les politiques publiques ont exceptionnellement soutenu l'activité. Dans la plupart des économies de l'OCDE et non-OCDE, les revenus par habitant continuent d'être inférieurs à ce que l'on aurait pu attendre avant la crise si, pendant la dernière décennie, la croissance s'était poursuivie aux taux de croissance potentiels d'alors (graphique 1.5). Cette situation s'explique par des tendances démographiques moins favorables et par les conséquences d'une décennie pendant laquelle l'investissement et la productivité ont été inférieurs à ce qu'ils étaient avant la crise. En conséquence, les perspectives d'une amélioration forte et durable des niveaux de vie et des revenus à moyen et à long terme restent plus médiocres qu'elles ne l'étaient avant la crise, dans les économies avancées comme dans les économies de marché émergentes (graphique 1.6).

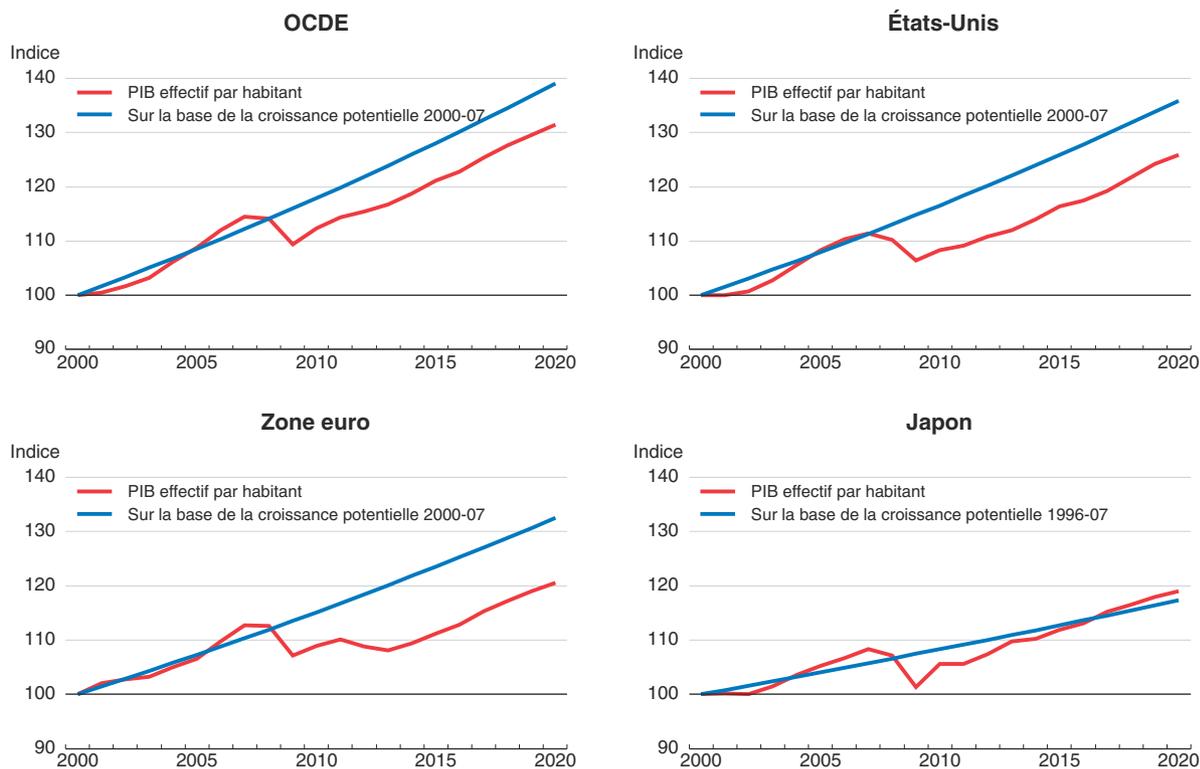
Les tensions sur les salaires et les prix devraient s'accroître

Les tensions sur les salaires et les prix devraient s'accroître dans les grandes économies avancées au fur et à mesure de la diminution du volant de capacités inutilisées, mais modérément seulement étant donné le bon ancrage des anticipations d'inflation. Les indicateurs classiques de sous-utilisation des capacités, tels que les écarts de production et de chômage, tendent à indiquer que le volant de capacités inutilisées est désormais modeste dans la plupart des économies avancées et diminue au niveau mondial. Les taux de chômage sont déjà inférieurs aux niveaux qui prévalaient avant la crise dans la majorité

3. Selon le consensus sur les prévisions de croissance, on prévoit maintenant que la hausse du PIB mondial pondéré par les PPA devrait s'établir en moyenne à seulement 3½ pour cent par an au cours de la prochaine décennie, alors qu'avant la crise et immédiatement après, on anticipait que la croissance annuelle mondiale se situerait en moyenne entre 4 et 4½ pour cent par an.
4. À cause de l'augmentation des taux d'amortissement, due en partie au raccourcissement de la durée de vie des investissements dans la technologie, des investissements bruts bien plus importants sont désormais requis pour parvenir au même niveau de croissance du stock de capital net.

Graphique 1.5. La crise a eu un impact durable sur les niveaux de vie

Indice 2000 = 100, revenus par habitant en prix constants

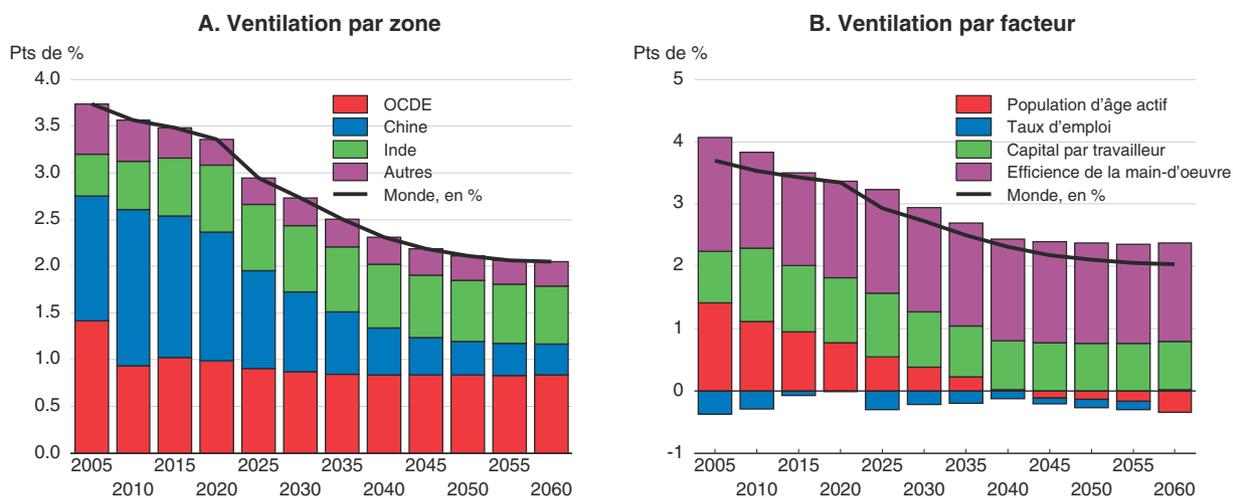


Note : La ligne bleue correspond à une projection linéaire établie à partir du taux de croissance annuel moyen du PIB potentiel par habitant sur la période 2000-2007 pour tous les pays, sauf le Japon pour lequel on a utilisé la moyenne période 1996-2007 afin de permettre une comparaison entre les pics conjoncturels.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933879558>

Graphique 1.6. La croissance de la production potentielle devrait ralentir si les politiques actuelles sont maintenues



Note : La catégorie « Monde » est un agrégat de 46 pays qui représentent aujourd'hui environ 82 % de la production mondiale à PPA.

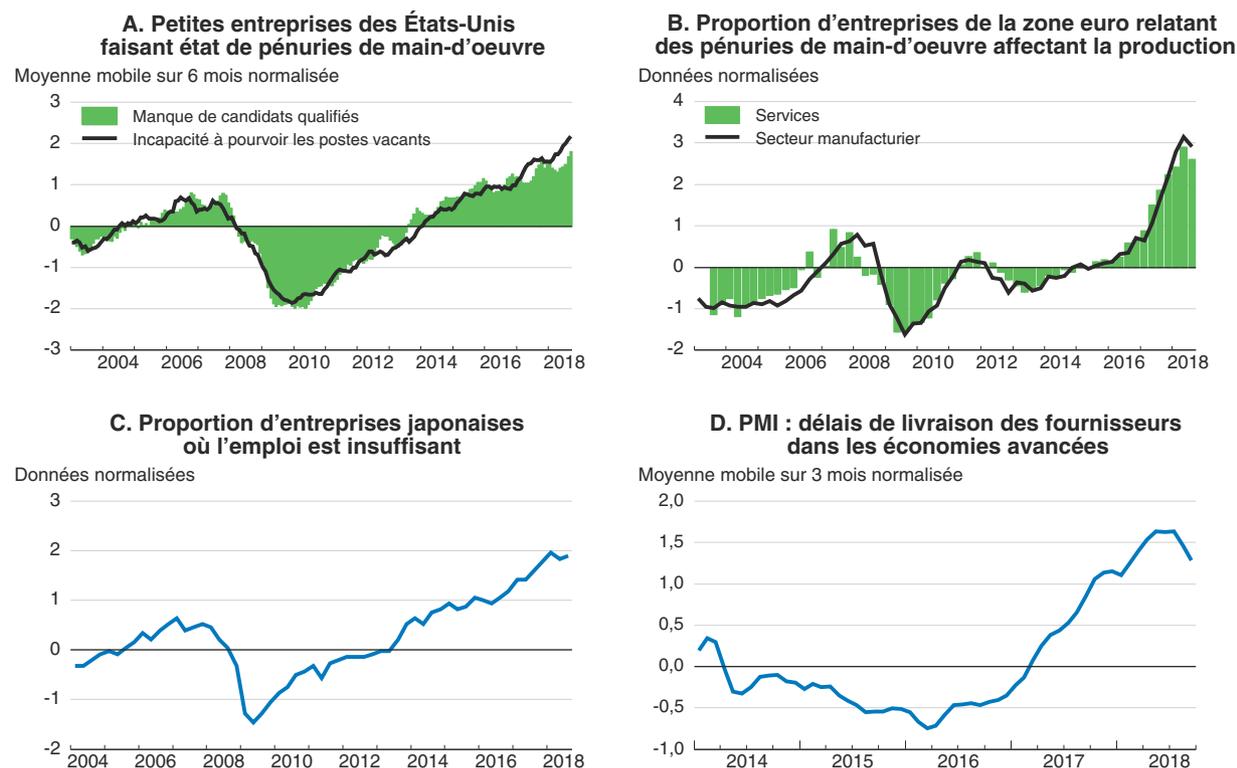
Source : Guillemette, Y. et D. Turner (2018), « The Long View : Scenarios for the World Economy to 2060 », Documents de travail de l'OCDE sur la politique des affaires économiques, n° 22.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933879558>

des économies avancées et très souvent, ils sont en deçà des taux estimés viables à long terme. Certains indicateurs établis à partir d'enquêtes laissent également entrevoir des pressions de plus en plus grandes sur les ressources, notamment des signes de pénuries de main-d'œuvre, en particulier pour le travail très qualifiée (OCDE, 2018b), et un allongement des délais de livraison chez les fournisseurs (graphique 1.7). Cela étant, les taux d'activité demeurent inférieurs aux niveaux d'avant la crise dans certains pays, notamment aux États-Unis, et dans certaines autres économies, en particulier en Europe, il reste de la marge pour augmenter le nombre d'heures travaillées.

Les marchés du travail devraient continuer de se tendre au cours de la période considérée. L'emploi devrait connaître encore une croissance régulière dans la plupart des économies entre 2019 et 2020, mais son rythme devrait être plus lent qu'au cours des deux années passées, son taux à l'échelle de l'OCDE progressant de 0.9 % par an en moyenne. Le taux de chômage dans l'OCDE devrait poursuivre son repli et redescendre à 5 % d'ici la fin de 2020, soit près de ¾ de point de pourcentage en deçà du taux estimé viable à long terme pour le chômage. Quant à la croissance des salaires, elle augmente désormais dans la majorité des économies de l'OCDE, en particulier dans un certain nombre de petits pays européens où la hausse rapide de la demande a abouti à de très fortes tensions sur les marchés du travail. Dans l'ensemble, les salaires réels devraient progresser en moyenne d'environ 0.8 % par an dans les économies de l'OCDE en 2019-20, par rapport à une hausse annuelle de quelque 0.6 %, en moyenne, en 2017-18.

Graphique 1.7. **Les indicateurs ressortant des enquêtes montrent une augmentation des contraintes de capacités**



Source : National Federation of Independent Business ; Commission européenne ; Banque du Japon ; Markit ; et calculs de l'OCDE.

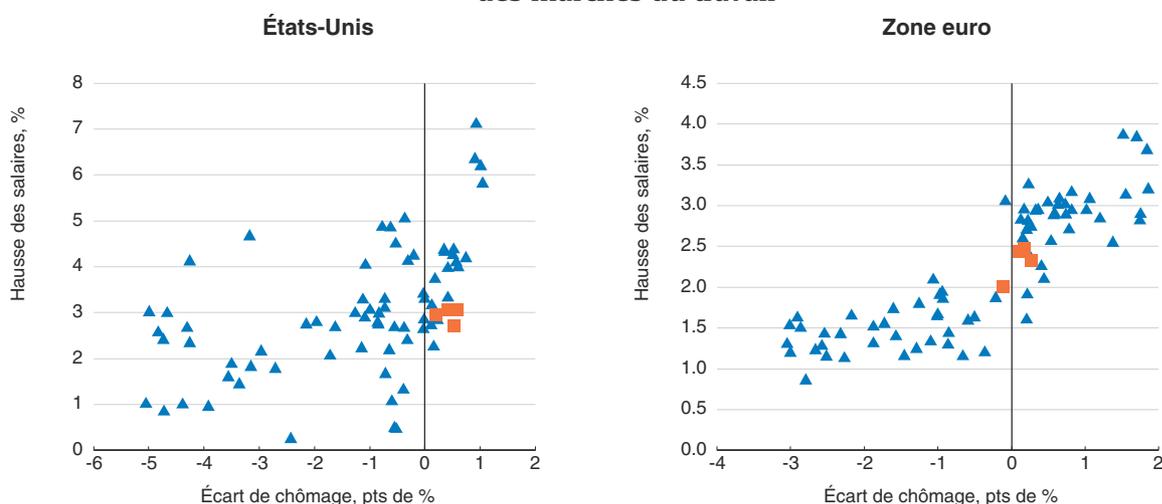
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879596>

Le risque est réel que la croissance des salaires (ou d'autres coûts) soit plus forte que prévu et ajoute aux tensions inflationnistes, étant donné qu'on a vu parfois la progression salariale augmenter de façon non linéaire à mesure que se tendait le marché du travail (graphique 1.8). Cela étant, l'ampleur de la répercussion de cette progression des salaires sur les prix sera également fonction de l'évolution des gains de productivité et du degré de capacité des entreprises à absorber un renchérissement des coûts de main-d'œuvre dans leur marge. Une croissance plus forte de la productivité aiderait à compenser l'impact d'une progression plus rapide des salaires et à limiter l'augmentation des coûts unitaires de main-d'œuvre.

Dans de nombreux pays, la croissance des salaires réels est plus lente que celle de la productivité depuis quelque temps, ce qui a permis de contenir les tensions sur les coûts du travail même si ces gains de productivité étaient eux-mêmes nettement inférieurs à leurs niveaux d'avant la crise. Ainsi qu'on le verra dans le chapitre 2, cette question va de pair avec l'expansion des chaînes de valeur mondiales, le changement technologique, et avec les parts de marché que gagnent chaque jour un peu plus un certain nombre d'entreprises très productives, à forte intensité capitalistique et peu consommatrices de main-d'œuvre. Pour autant, il n'est pas possible de dire avec certitude dans quelle mesure la modération observée dans les tensions globales sur les salaires et les prix sont imputables à ces changements structurels.

La hausse globale des prix à la consommation est d'ores et déjà proche de 2 % dans l'économie avancée médiane, à la faveur d'une forte croissance des prix des produits de base au cours de la dernière année (graphique 1.9, partie A). L'inflation sous-jacente est plus modeste – et s'établit dans une fourchette de 1-1 ¼ pour cent dans l'économie médiane, mais devrait grimper à plus de 2 % d'ici le second semestre de 2020, avec la résorption du volant de capacités inutilisées et le lent affermissement de la croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre (graphique 1.9, partie B). Aux États-Unis, où le marché du travail est déjà tendu et où de nouveaux droits de douane ajoutent aux tensions sur les prix

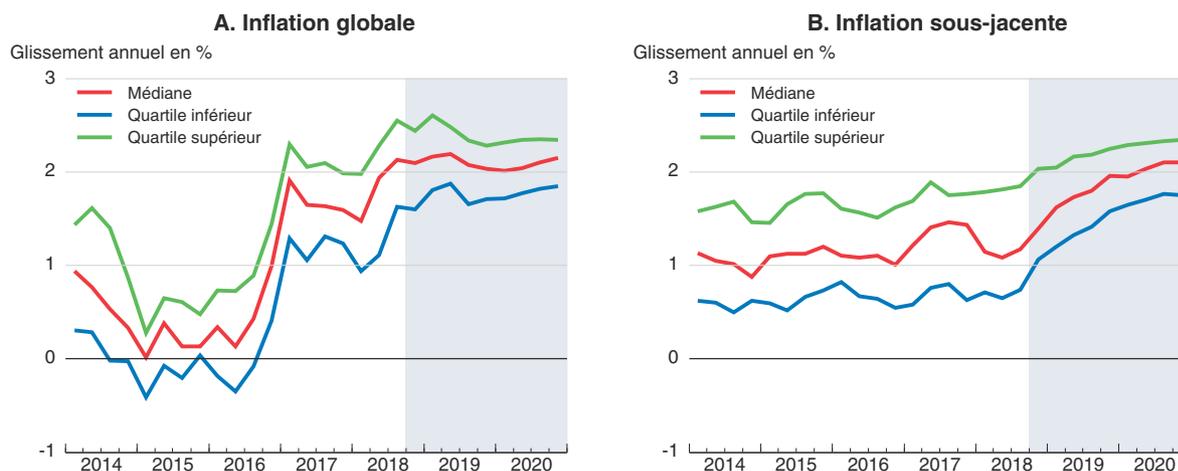
Graphique 1.8. **Les salaires pourraient repartir rapidement à la hausse avec le resserrement des marchés du travail**



Note : Hausse des salaires en glissement annuel et écart de chômage sur la période 200T1-2018T4. Les points orange correspondent aux observations faites en 2018. L'écart de chômage est mesuré à partir de l'estimation du taux de chômage non accélérateur de l'inflation (NAIRU) après déduction du taux de chômage effectif ; les salaires correspondent à la rémunération par salarié.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879615>

Graphique 1.9. **L'inflation devrait augmenter modérément dans les économies avancées**

Note : Données établies à partir d'un échantillon de 31 économies avancées. Les données relatives au Japon ne tiennent pas compte de l'impact de la hausse de la taxe sur la consommation intervenue en 2014 et de celle qui doit en toute hypothèse avoir lieu en octobre 2019.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879634>

dans certains secteurs, l'inflation globale et sa composante sous-jacente devraient culminer à un peu moins de 2 ½ pour cent. L'inflation générale des prix à la consommation augmente actuellement dans la majorité des économies de marché émergentes, ce qui s'explique par l'impact de la dépréciation de certaines monnaies et par la hausse des prix des produits de base, mais sans doute marquera-t-elle le pas à mesure que les effets du resserrement des politiques monétaires se feront sentir.

Principaux enjeux et risques majeurs

Une intensification des restrictions commerciales pourrait avoir un coût non négligeable

La recrudescence des tensions commerciales et des incertitudes entourant les politiques commerciales est une source majeure de risque de révision à la baisse des prévisions pour l'investissement, l'emploi et les niveaux de vie au niveau mondial. L'imposition de nouvelles restrictions commerciales fait baisser le niveau de vie des consommateurs, en particulier des ménages modestes, et génèrent des coûts de production supplémentaires pour les entreprises. Le relèvement des droits de douane sur les biens (et les services) de consommation intermédiaire peut s'avérer spécialement coûteux dès lors que des produits franchissent des frontières à plusieurs reprises au fil de leur parcours dans les chaînes de valeur mondiales (OCDE, 2017b).

De nouveaux droits de douane et mesures de représailles sont d'ores et déjà entrés en vigueur depuis le début de l'année et d'autres pourraient encore être appliqués dans les prochains mois (encadré 1.1). Bien que les conséquences directes des restrictions commerciales imposées cette année commencent seulement à se faire sentir à l'échelle macroéconomique, certains effets et distorsions sont d'ores et déjà visibles dans les secteurs où un relèvement des droits de douane a été opéré ou annoncé. La croissance en volume des importations aux États-Unis de marchandises en provenance de Chine a commencé à ralentir et les prix sur le marché intérieur de certains produits concernés ont d'ores et déjà fortement augmenté (graphique 1.10).

Encadré 1.1. **Les restrictions commerciales ont augmenté cette année**

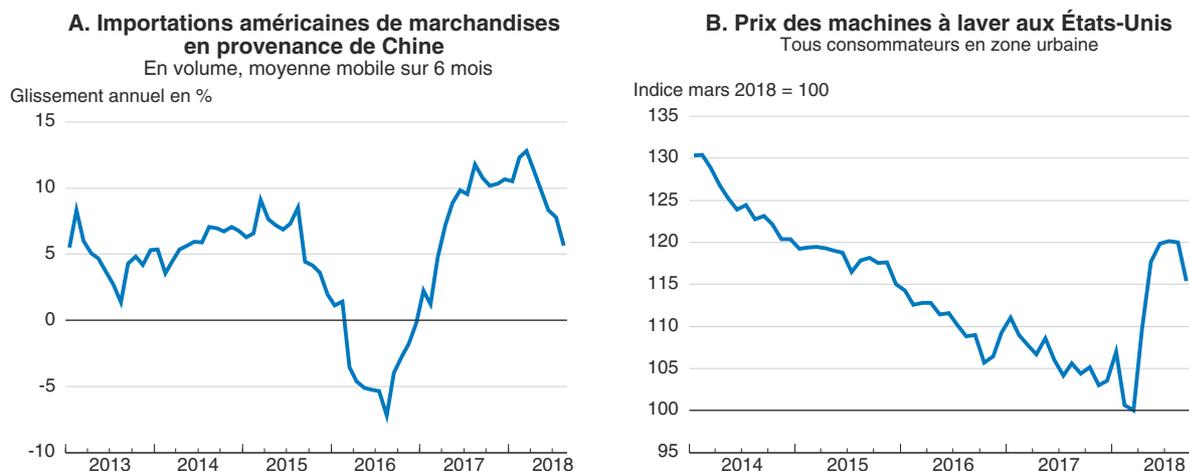
Dans les grandes économies, le nombre de nouvelles mesures de restriction des échanges a progressé en 2017-18, avec un éventail de produits couverts beaucoup plus large qu'en 2016-17 (OCDE-CNUCED-OMC, 2018). En particulier, un nombre notable de mesures nouvelles ont été adoptées par les États-Unis et la Chine, qui les ont appliquées à leurs relations commerciales bilatérales, avec le risque que ces restrictions continuent de s'intensifier au cours des prochains mois.

- Une première série de nouveaux droits de douane a été imposée par les États-Unis sur leurs importations de panneaux solaires et de lave-linge (en février), puis d'acier et d'aluminium (en mars), ce dernier produit bénéficiant toutefois de certaines exemptions. Les importations américaines de ces produits avoisinaient 60 milliards USD en 2017. Quelques pays touchés par le relèvement des droits de douane sur l'acier et l'aluminium ont pris des mesures en représailles.
- Les États-Unis ont ensuite imposé de nouveaux droits de douane sur divers produits importés de Chine. Ainsi, des droits ont été imposés à un taux de 25 % sur 50 milliards USD d'importations en juillet et en août, puis à un taux de 10 % sur 200 milliards USD supplémentaires d'importations en septembre, ce dernier étant susceptible d'être porté à 25 % à partir de janvier 2019. Le scénario de référence retenu pour ces prévisions intègre le relèvement de 10 % de septembre, mais part de l'hypothèse que l'augmentation prévue pour janvier prochain ne sera pas appliquée (annexe 1.1). Le risque est réel, également, de voir des droits pouvant atteindre 25 % appliqués sur le reste des importations américaines de marchandises chinoises (soit sur quelque 260 milliards USD d'importations en 2017), ce qui entraînerait une hausse des droits de douane sur un large éventail de biens de consommation en plus des biens intermédiaires visés en priorité par les mesures prises cette année.
- À son tour, la Chine a annoncé un relèvement de ses droits de douane sur 110 milliards USD d'importations en provenance des États-Unis, mais ces mesures ont été partiellement compensées par un abaissement des droits de douane sur ses importations depuis d'autres pays. De nouvelles mesures américaines pourraient entraîner soit un nouveau relèvement des taux douaniers chinois sur ces mêmes importations provenant des États-Unis, soit de nouveaux droits de douane pouvant atteindre 25 % sur le reste des importations chinoises en provenance des États-Unis (soit 40 milliards USD environ en 2017).
- L'Union européenne, le Japon et de nombreuses autres économies, parties intégrantes des chaînes d'approvisionnement régionales, y compris les pays exportateurs de produits de base, risquent également d'être touchés par ces mesures douanières bilatérales et par la réorientation des échanges qu'elles induisent, en particulier si de nouveaux droits de douane devaient être imposés sur les importations de véhicules de tourisme, de poids lourds et de pièces automobiles.

Des simulations sur la base du modèle économétrique mondial NiGEM illustrent les effets néfastes qu'un renchérissement des droits de douane pourrait avoir sur la production et les échanges mondiaux à court terme (voir aussi OCDE, 2018b), et montrent dans quelle mesure ces effets néfastes pourraient encore être amplifiés si les hausses des droits de douane devaient provoquer une aggravation des incertitudes qui entraînerait un ralentissement de l'investissement dans le monde.

- Les droits de douane qui ont déjà été imposés cette année par les États-Unis et par la Chine auront pour effet de ralentir la croissance et de pousser l'inflation à la hausse (graphique 1.11). D'ici 2020-21, la production aux États-Unis et en Chine pourrait être inférieure d'environ 0.2 à 0.3 % à ce qu'elle serait sans ces restrictions, avec une réduction des échanges mondiaux d'environ 0.4 %, et les niveaux combinés des volumes d'importations aux États-Unis et en Chine seraient en repli d'approximativement $\frac{3}{4}$ pour cent. L'alourdissement des droits de douane a également pour effet de pousser à la

Graphique 1.10. L'impact des droits de douane est déjà visible dans les données relatives aux échanges et aux prix aux États-Unis



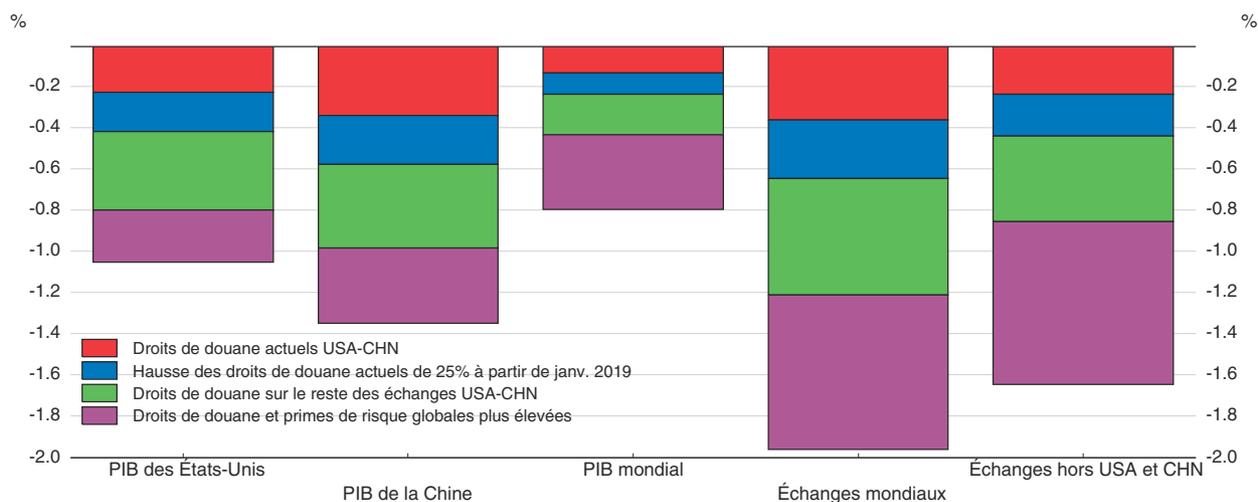
Source : United States International Trade Commission ; Bureau of Labor Statistics ; et calculs de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933879653>

hausse les coûts supportés par les producteurs et les prix payés par les consommateurs. Aux États-Unis, la hausse des prix à la consommation gagnerait 0.2 point de pourcentage environ en 2019 comme en 2020. Les effets de ces mesures douanières bilatérales États-Unis-Chine sur les autres économies seraient relativement modestes, mais néanmoins négatifs. Sur plus longue période, d'autres pays pourraient profiter

Graphique 1.11. L'impact négatif du relèvement des droits de douane pourrait être plus important

Impact sur le PIB et les échanges d'ici 2021, écart en % par rapport au scénario de référence



Note : Le premier scénario montre l'impact des droits de douane imposés sur les échanges bilatéraux entre les États-Unis et la Chine en 2018 jusqu'à la fin de septembre de cette année. Le deuxième scénario montre l'impact supplémentaire qui se produirait si les États-Unis faisaient passer de 10 % à 25 % les droits de douane sur 200 milliards USD d'importations en provenance de Chine à compter de janvier 2019 (avec une mesure réciproque de la Chine portant sur 60 milliards USD d'importations en provenance des États-Unis). Le troisième scénario illustre l'impact supplémentaire qu'aurait l'imposition de droits de douane de 25 % sur la totalité des autres échanges bilatéraux hors produits de base entre la Chine et les États-Unis à compter de juillet 2019.

Source : Calculs de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933879672>

d'une meilleure compétitivité sur le marché américain, mais à court terme, l'impact sur leur revenu d'un recul global de la demande aux États-Unis et en Chine l'emporterait sur l'effet de substitution et la croissance des échanges et de la production diminuerait dans toutes les économies.

- Les effets négatifs de ces mesures douanières seraient considérablement plus marqués si les États-Unis portaient à 25 % leurs droits de douane sur 200 milliards USD supplémentaires d'importations en provenance de Chine à compter de janvier 2019 et que la Chine prenait des mesures en représailles (encadré 1.1). L'impact sur le PIB aux États-Unis et en Chine en serait presque doublé d'ici 2020 et 2021 (graphique 1.11), et les échanges mondiaux diminueraient de plus de 0.6 %. Les prix à la consommation aux États-Unis en 2020 seraient supérieurs d'environ 0.6 % à ce qu'ils seraient sinon.
 - Il existe aussi un risque que des taux de 25 % soient ensuite appliqués par les États-Unis sur tout le reste des importations en provenance de Chine, celle-ci, en réponse, frappant à un taux de 25 % tout le reste de ses importations depuis les États-Unis (encadré 1.1). Dans un tel scénario (intervenant, par hypothèse, en juillet 2019), les effets à court terme seraient nettement plus forts et plus répandus. Les échanges mondiaux seraient en retrait de plus de 1 ¼ pour cent par rapport au niveau de référence, les volumes d'importations aux États-Unis et en Chine se contractant de plus de 2 % en 2020 et 2021 (graphique 1.11). Le PIB des États-Unis pourrait être en 2021 inférieur d'environ ¾ pour cent à son niveau de référence, l'investissement des entreprises reculant d'environ 2 % et les prix à la consommation augmentant de 0.9 %. Les partenaires commercialement très proches, à l'image du Canada et du Mexique, seraient atteints par le ralentissement de l'activité aux États-Unis et pourraient voir en 2020 leur PIB respectif fléchir d'environ ¼ de point de pourcentage par rapport à son niveau de référence.
 - L'aggravation des incertitudes liées aux politiques commerciales et les inquiétudes relatives à la possibilité que le relèvement des droits de douane porte sur un éventail plus large d'importations pourraient avoir des conséquences néfastes sur les projets d'investissement des entreprises dans le monde entier (Berthou et al., 2018 ; BCE, 2018). Une hausse de 50 points de base, pendant trois ans, des primes de risque dans tous les pays renchérirait le coût du capital et aggraverait l'impact des droits de douane sur la production : le PIB mondial s'inscrirait en repli de 0.8 % par rapport au niveau de référence d'ici 2021 et les échanges mondiaux diminueraient d'environ 2 % (graphique 1.11). À l'échelle de l'OCDE, l'investissement des entreprises reculerait en moyenne de près de 2 ¾ pour cent en 2020-21⁵, et aux États-Unis, la baisse de l'investissement pourrait atteindre 3 ¾ pour cent.
 - Dans les simulations effectuées, la charge des mesures douanières repose essentiellement à court terme sur les consommateurs des États-Unis, sous la forme d'un renchérissement des prix. Une réponse plus ferme des exportateurs chinois par les prix, avec un ajustement intégral de la tarification de leurs produits au marché américain, ferait supporter le coût des mesures douanières aux exportateurs (et, à leur tour, à leurs fournisseurs). L'impact sur la croissance et l'inflation aux États-Unis serait alors plus modeste, mais les effets néfastes sur la croissance chinoise seraient supérieurs du fait de la dégradation des termes de l'échange.
5. Cela correspond plus ou moins à l'impact le plus fort, sur l'investissement, d'un choc d'incertitude d'un écart-type tel que calculé par Caggiano et al. (2017).

Ces chocs ont des implications pour les politiques macroéconomiques. L'importance de la réaction de la politique monétaire à un relèvement des droits de douane varie selon que celui-ci va entraîner une modification ponctuelle du niveau des prix ou qu'il aura ensuite des effets indirects plus larges sur les salaires, les prix et les anticipations d'inflation. De tels effets sont plus probables si l'alourdissement des droits de douane concerne un large éventail de biens de consommation et d'intrants intermédiaires. Dans toutes les simulations, il apparaît que la politique monétaire des États-Unis prendrait un tour plus restrictif que celui qu'elle aurait pris autrement, et que l'on observerait une légère appréciation du dollar. Dans le scénario envisageant deux nouveaux cycles de relèvement des droits de douane en 2019, les taux d'intérêt directs aux États-Unis seraient supérieurs d'environ ½ point de pourcentage par rapport à leur niveau de référence et le taux de change effectif du dollar s'apprécierait de 2 %, ce qui ajouterait aux tensions financières dans les économies de marché émergentes. Dans d'autres pays, la dépréciation de plusieurs monnaies par rapport à la devise américaine pousserait à la hausse les prix des importations et entraînerait un léger resserrement de la politique monétaire. Les droits de douane pourraient également fournir des recettes publiques supplémentaires, qui pourraient être de l'ordre de ¼ pour cent de PIB en 2019 sur les droits de douane imposés cette année (y compris ceux frappant les importations d'acier et d'aluminium), voire supérieures dans les scénarios prenant en compte l'adoption de mesures supplémentaires en 2019 ; toutefois, ce surplus de recettes serait en partie contrebalancé par un recul de l'activité.

La baisse d'intensité des échanges résultant de l'imposition de nouveaux droits de douane pourrait également avoir certains effets négatifs sur la productivité et les niveaux de vie à moyen terme car elle entraînerait un repli de la concurrence, une diminution des possibilités de spécialisation et une diffusion plus lente des idées par-delà les frontières nationales (Haugh et al., 2016 ; Guillemette et Turner, 2018)⁶. En revanche, toute mesure d'abaissement des droits de douane pourrait être porteuse de gains généralisés (OCDE, 2018c). De nouvelles mesures de relèvement des obstacles non tarifaires qui, dans de nombreux pays, sont déjà supérieurs aux droits de douane, pourraient faire rejaillir l'impact des restrictions commerciales sur de nombreux autres secteurs et multiplier les coûts à moyen terme (encadré 1.2).

Une hausse des cours du pétrole continue de faire peser un risque de divergence à la baisse par rapport aux prévisions

En dépit d'une forte hausse de la production aux États-Unis et en Russie, les prix du pétrole ont augmenté depuis le début de l'année, portés par une croissance continue de la demande, l'arrêt de la production au Venezuela et les incertitudes concernant l'impact des sanctions sur la production de l'Iran (graphique 1.14, parties A et B). Alors que les pays producteurs de l'OPEP et certains pays producteurs hors OPEP s'étaient mis d'accord en mai pour assouplir leurs restrictions d'approvisionnement, les capacités de production encore disponibles ont nettement diminué et le marché pétrolier se trouve ainsi exposé à des risques de perturbations majeures, qui pourraient soumettre les prix à des tensions à court terme plus vives (graphique 1.14, partie C).

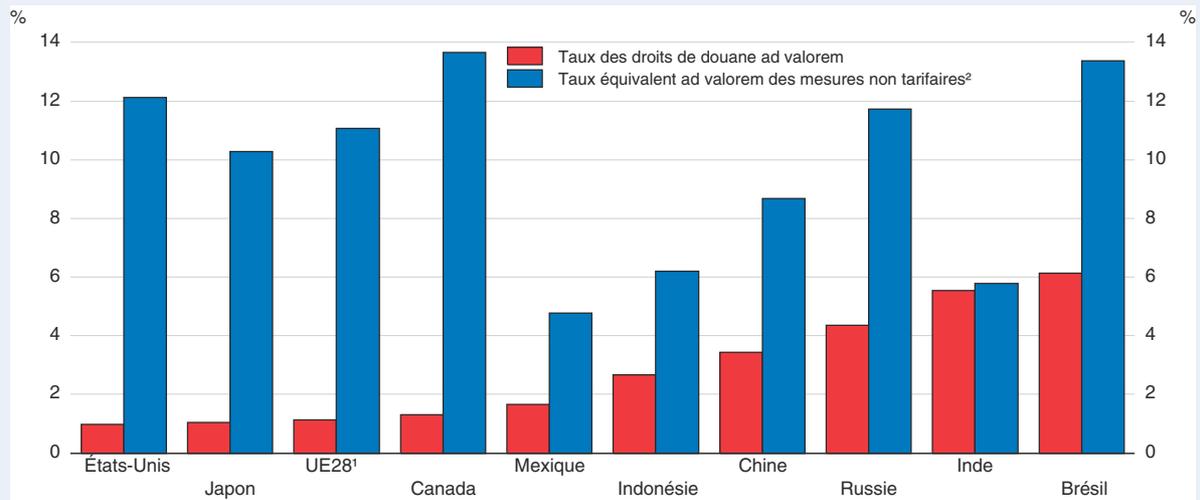
6. Selon des estimations de l'OCDE, une diminution de 4 points de pourcentage de l'ouverture commerciale aurait pour conséquence d'abaisser d'environ 0.8 % la productivité totale des facteurs (PTF) au bout de cinq ans, et de près de 1.2 % au bout de dix ans (Égert and Gal, 2017).

Encadré 1.2. Mesures non tarifaires et échanges

Les « mesures non tarifaires » désignent un ensemble de dispositifs divers dans leur finalité, leur forme juridique et leur impact sur l'économie. Ces mesures correspondent à toutes les politiques publiques autres que les droits de douane et les contingents douaniers, qui ont un impact plus ou moins direct sur le prix des produits importés/exportés, leur quantité, voire les deux. En principe, les mesures non tarifaires découlent de réglementations nationales qui ont pour but de surmonter, ou d'atténuer, les effets des imperfections du marché, notamment les externalités négatives, les asymétries d'information et les risques pour la santé humaine, animale ou végétale. Elles ont généralement tendance à majorer les coûts de production et ceux des échanges et peuvent influencer, dans un sens positif ou négatif, sur le développement de technologies ou de méthodes de production nouvelles.

Des estimations récentes de l'OCDE sur les équivalents *ad valorem* des mesures non tarifaires montrent que pour la plupart des économies, les niveaux des mesures non tarifaires actuellement en place sont deux fois supérieurs aux niveaux des droits de douane (graphique 1.12). Le commerce international des biens et des services peut ainsi être fortement affecté – dans un sens à la fois positif et négatif – par des mesures non tarifaires. Or, parce que celles-ci peuvent avoir précisément des effets positifs et négatifs, il ne serait pas réaliste d'attendre des autorités qu'elles les suppriment comme elles le feraient de droits de douane. Ainsi, l'étiquetage obligatoire, en tant que réponse aux asymétries d'information, peut certes majorer les coûts supportés par les entreprises, mais cette obligation envoie en même temps un signal de qualité et renforce de ce fait la confiance des consommateurs dans les produits étrangers.

Graphique 1.12. Droits de douane et mesures non tarifaires dans quelques économies



1. Hors échanges intra-UE.

2. Concerne quatre types de mesures non tarifaires : Mesures sanitaires et phytosanitaires, obstacles techniques au commerce, mesures de contrôle aux frontières et restrictions quantitatives.

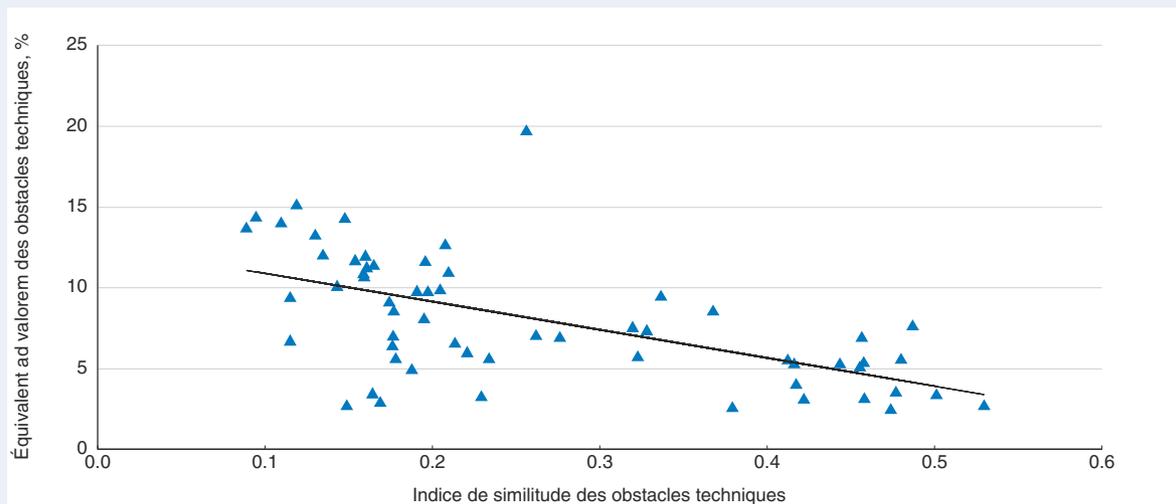
Source : Les données relatives aux droits de douane sont tirées de la base de données du modèle METRO. Les estimations des mesures non douanières sont tirées de Cadot et al. (2018), « Estimating Ad Valorem Equivalents of Non-Tariff Measures: Combining Price-Based and Quantity-Based Approaches », Documents de travail de l'OCDE sur la politique commerciale, n° 215.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879691>

Encadré 1.2. **Mesures non tarifaires et échanges** (suite)

Il reste toutefois qu'il est possible d'intensifier les échanges internationaux en diminuant le coût des mesures non tarifaires, tout en permettant tout de même aux autorités de tenir leurs objectifs. En effet, le problème ne tient pas nécessairement en soi aux objectifs de la réglementation, lesquels peuvent être communs d'un pays à l'autre. Le plus souvent, l'application de normes ou méthodes différentes qu'impliquent des mesures réglementaires a pour effet de renchérir les coûts supportés par les entreprises désireuses d'accéder à différents marchés. Ces coûts peuvent être imputables à de multiples obligations à remplir, en termes de produits et de production, d'évaluation de conformité et d'homologation, ou encore d'information, pour accéder à un nouveau marché. Ces obligations peuvent être lourdes spécialement pour les microentreprises et les PME, pour lesquelles le coût à supporter pour rassembler toutes les informations nécessaires à cet effet peut être considérable.

Il semble de plus en plus évident, ainsi que le montrent aussi des estimations récentes de l'OCDE, que le fait de réduire l'hétérogénéité des réglementations fait baisser le coût des échanges (OCDE, 2017c ; Cadot et al., 2018). En utilisant un indice de distance réglementaire entre partenaires commerciaux, Cadot et al. (2018) montrent que d'une manière générale, plus les différences de réglementation sont grandes, plus les équivalents *ad valorem* estimés pour plusieurs mesures non tarifaires sont élevés (graphique 1.13). Ainsi, il est possible de diminuer le coût des échanges si l'on aplanit les différences réglementaires, y compris en suivant diverses pistes pour la coopération internationale sur ces questions. Les coûts et avantages d'une plus grande cohésion et d'une moindre diversité réglementaire ont également été pointés dans les travaux en cours sur les accords commerciaux préférentiels. Les éléments recueillis corroborent l'idée que la coopération internationale sur des questions comme les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et les obstacles techniques au commerce (OTC) exerce un fort impact positif sur les flux commerciaux bilatéraux.

Graphique 1.13. **Effets de prix et similitude réglementaire avec les partenaires**

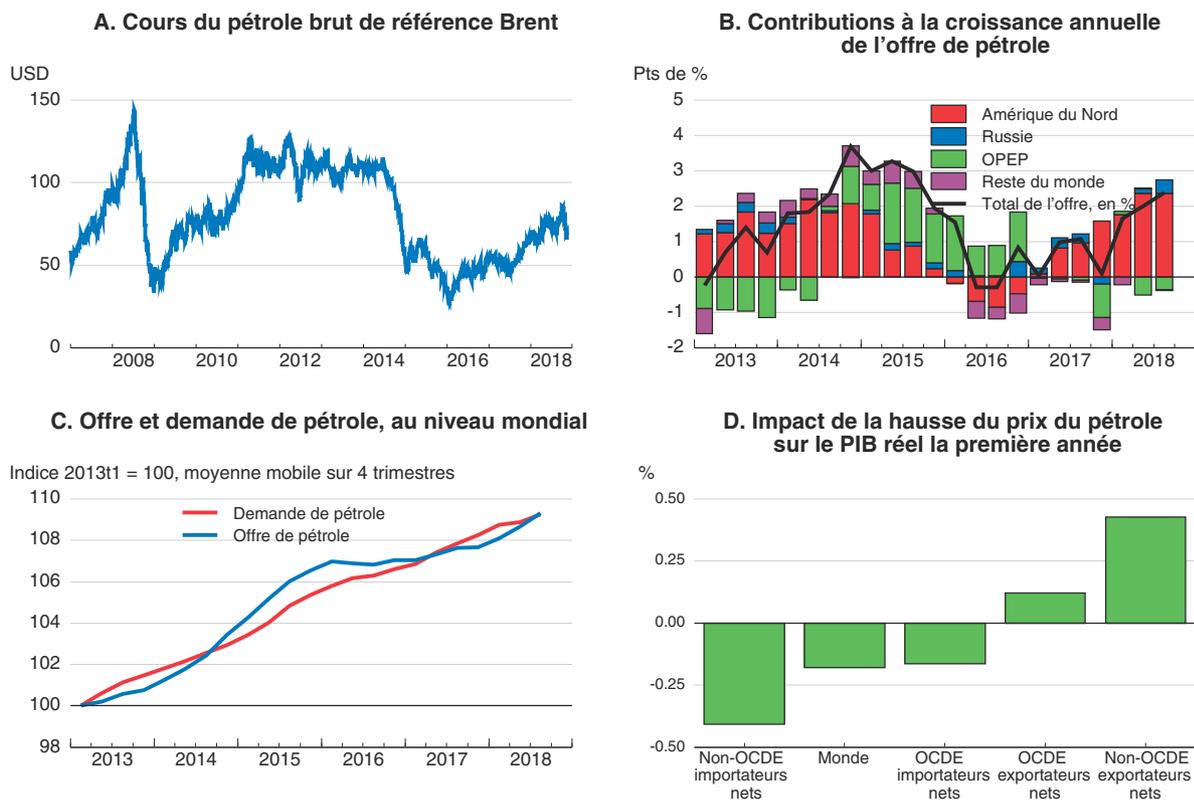
Note : La similitude réglementaire s'apprécie en évaluant si deux pays ont la même mesure sur un produit donné identifié par le code à six chiffres du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (oui = indice 1, non = indice 0). Les résultats sont ensuite agrégés et normalisés pour arriver à un chiffre situé entre zéro et un.

Source : Cadot et al. (2018). « Estimating Ad Valorem Equivalents of Non-Tariff Measures: Combining Price-Based and Quantity-Based Approaches », Documents de travail de l'OCDE sur la politique commerciale, n° 215.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879710>

Une montée des cours du pétrole entraîne une redistribution du revenu entre producteurs et consommateurs de pétrole. Un renchérissement des cours tend à

Graphique 1.14. **Des ruptures d'approvisionnement pourraient orienter les cours du pétrole à la hausse, exerçant un impact négatif sur l'activité mondiale**



Note : Dans la partie D, les résultats reposent sur le modèle NiGEM, utilisé en retenant l'hypothèse d'une hausse de 20 USD du baril de pétrole à compter de 2019. Un choc négatif sur la prime de risque sur les investissements a été également appliquée sur deux ans pour le Canada afin de mieux rendre compte du coup de pouce à l'investissement dans le secteur pétrolier qu'un tel choc est susceptible de produire. Le groupe des pays de l'OCDE importateurs nets comprend les pays de la zone euro et l'Australie, la Corée, les États-Unis, la Hongrie, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Les pays de l'OCDE exportateurs nets sont le Canada, le Danemark et la Norvège. Les pays non membres de l'OCDE importateurs nets sont l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Indonésie. Les pays non membres de l'OCDE exportateurs nets sont la Russie et les groupes régionaux de pays d'Afrique, du Moyen-Orient et de la CEI pris en compte dans le modèle NiGEM. Les groupes de pays sont pondérés collectivement à l'aide des parités de pouvoir d'achat.

Source : Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; Thomson Reuters ; Service de données mensuelles sur le pétrole de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879729>

augmenter les coûts de production et à pousser à la hausse les prix à la consommation dans toutes les économies, mais les pays producteurs devraient profiter d'un regain d'investissement dans le secteur pétrolier et d'un gonflement de leurs recettes d'exportations pétrolières. L'impact net de la montée des cours sur l'activité mondiale devrait toutefois être négatif, la propension à consommer des pays importateurs de pétrole étant généralement supérieure à celle des pays producteurs.

Des simulations sur la base du modèle économétrique mondial NiGEM illustrent les conséquences d'une augmentation des cours du pétrole de 20 USD par baril à partir de 2019 et pour une période de cinq ans. On suppose que la politique monétaire et le taux de change réagissent de façon endogène. Un choc de cette nature pèserait sur les échanges, réduisant les volumes d'échanges mondiaux de 1 % d'ici 2020. La production mondiale baisserait également en 2019 et 2020, avec des différences, toutefois, d'un pays à l'autre

(graphique 1.14, partie D) :

- Dans les pays importateurs nets de pétrole, un renchérissement du prix du baril pèserait sur l'investissement, la consommation et les volumes d'exportations. Cet impact serait plus négatif dans les pays importateurs nets de pétrole non membres de l'OCDE car l'énergie y occupe une place plus importante dans les paniers de consommation et les méthodes de production.
- Aux États-Unis, qui demeurent un importateur net de pétrole, un renchérissement du prix du baril aurait un impact négatif sur la production étant donné son degré de répercussion relativement important sur les prix à la consommation et à la production dans l'économie. Toutefois, les simulations réalisées à partir de ce modèle sous-estiment peut-être le coup de pouce à court terme que la hausse des cours du pétrole pourrait donner à l'investissement dans le pétrole de schiste.
- Les pays exportateurs nets de pétrole bénéficieraient d'un renchérissement des cours du baril sous la forme d'une hausse de leurs rentrées fiscales et de leurs recettes à l'exportation. Le regain d'activité serait spécialement notable dans les pays exportateurs nets hors OCDE car, en moyenne, leur économie est moins diversifiée et repose pour une plus large part sur le secteur pétrolier.
- L'inflation augmenterait également substantiellement la première année suivant un choc pétrolier, d'environ $\frac{1}{4}$ de point de pourcentage dans les économies de l'OCDE et de 0.4 point dans les pays hors OCDE.

Certaines études suggèrent que les fluctuations des prix pétroliers pourraient aussi jouer sur les anticipations d'inflation des ménages et des marchés (Coibion et Gorodnichenko, 2015). En effet, la baisse des prix du pétrole entre 2014 et 2016 a coïncidé avec un repli, durant la même période, des indicateurs d'anticipations d'inflation à long terme établis à partir des marchés. Ce constat suscite des préoccupations quant à l'impact à long terme que pourrait avoir l'épisode de montée des prix de l'an passé sur les anticipations d'inflation. Cela étant, cette corrélation pourrait être imputable à des facteurs sous-jacents communs. Il est important de faire la distinction entre les hausses des prix du pétrole induites par l'offre et celles induites par la demande. Certaines analyses empiriques ont montré que seules les deuxièmes influent notablement sur les anticipations à long terme (Perez-Segura et Vigfusson, 2016 ; Conflitti et Cristadoro, 2018), ce qui est cohérent avec la théorie selon laquelle les augmentations de prix induites par l'offre jouent négativement sur l'activité économique, ce qui peut faire baisser les anticipations d'inflation à long terme.

Des facteurs de vulnérabilité financière refont surface

Des risques de durcissement soudain des conditions financières perdurent

La montée des taux d'intérêt de marché et la baisse des prix des actifs sont des processus normaux d'ajustement en période de resserrement de la politique monétaire. Néanmoins, l'accentuation connexe de la volatilité pourrait constituer une source de risques pour la stabilité financière, dans la mesure où les corrections des prix des actifs pourraient être amplifiées et se propager à différentes catégories d'actifs et à divers pays, mettant au jour des facteurs de vulnérabilité. Ces risques sont aujourd'hui élevés. La politique monétaire dans les principales économies de l'OCDE a été extrêmement accommodante pendant une période prolongée, maintenant à un bas niveau les

rendements des obligations d'État à long terme, malgré les récentes hausses observées dans quelques pays, et favorisant la prise de risque.

Les récents efforts de réforme ont rendu le système bancaire plus résilient aux chocs, mais certains risques se sont déplacés vers les établissements financiers non bancaires. Les investisseurs institutionnels en obligations, notamment les organismes de retraite, sont devenus plus vulnérables face aux hausses de taux d'intérêt, car ils ont acquis des titres de dette plus risqués et assortis d'échéances plus longues. Les organismes de placement collectifs et les fonds indiciels cotés, qui ont enregistré une forte croissance ces dernières années, sont exposés à des risques comparables à des retraits bancaires massifs, dans la mesure où ils émettent des créances liquides sur des actifs sous-jacents illiquides, ce qui est lourd de conséquences pour la stabilité financière globale (Chen *et al.*, 2010 ; FMI, 2015). Les sociétés d'assurance-vie, en particulier dans l'Union européenne (UE), ont accumulé des positions longues sur des contrats d'échange de taux d'intérêt pour se couvrir contre les risques de taux d'intérêt inhérents aux contrats d'assurance (CERS, 2015). Une forte hausse des taux d'intérêt entraînerait une perte de valeur des actifs fournis en garantie et déclencherait des appels de marge sur les contrats d'échange de taux d'intérêt susceptibles de contraindre les sociétés concernées à vendre des actifs de crédit et de propager le choc à d'autres catégories d'actifs. Les marchés des produits dérivés de gré à gré sont certes devenus plus transparents, mais le rôle de la compensation centrale a été renforcé et les contreparties centrales peuvent maintenant accentuer la volatilité des marchés (Heller et Vause, 2012 ; OCDE, 2017a).

Les tensions financières se sont accentuées dans de nombreuses économies de marché émergentes, mais à des degrés divers

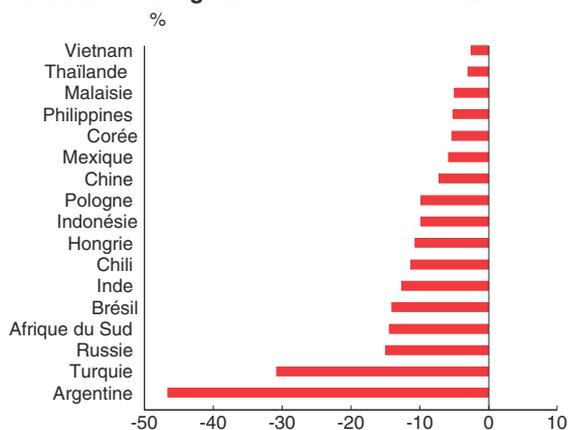
L'Argentine et la Turquie ont connu de graves turbulences financières (graphique 1.15). L'accentuation des tensions dans ces économies, dans un contexte marqué par la normalisation de la politique monétaire des États-Unis et par des facteurs internes idiosyncratiques, a débouché sur un revirement du sentiment des marchés à l'égard des économies de marché émergentes et déclenché des sorties de capitaux. Néanmoins, la réévaluation des actifs financiers et la réaction connexe des autorités monétaires dans d'autres économies de marché émergentes ont été plus ordonnées et d'une ampleur plus modeste, reflétant dans une large mesure des différences de fondamentaux macroéconomiques (graphiques 1.15 et 1.18)⁷.

Les tensions financières observées en Argentine et en Turquie ne représentent pas nécessairement des risques systémiques pour l'économie mondiale, compte tenu des liens financiers et commerciaux qu'entretiennent ces deux pays avec le reste du monde (graphique 1.16). Les effets d'entraînement pourraient être plus conséquents en cas de dégradation plus générale des perceptions des marchés. Ainsi, une augmentation durable de 100 points de base des primes de risque d'investissement dans les économies de marché émergentes pourrait entraîner une réduction du PIB de l'ordre de ½ pour cent au cours des deux prochaines années dans les grandes économies de marché émergentes (graphique 1.17). Cela aurait un impact limité sur les économies de l'OCDE considérées

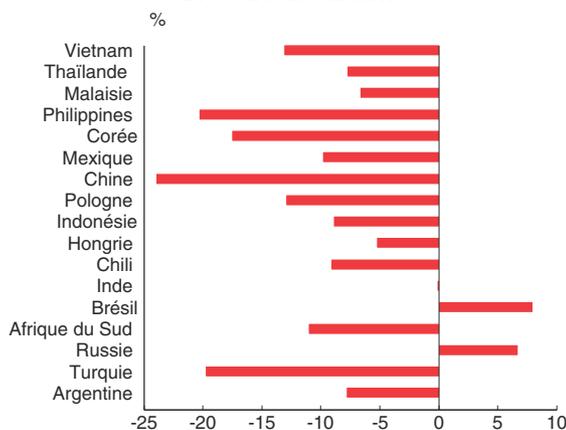
7. Les écarts de rendement des obligations d'État entre les économies de marché émergentes et les États-Unis se sont creusés, mais ils demeurent inférieurs aux récents sommets atteints à la fin de 2015 et au début de 2016. Les cours des actions ont diminué dans la plupart des économies et leur volatilité s'est accentuée.

Graphique 1.15. Les tensions financières ont augmenté dans les économies de marché émergentes

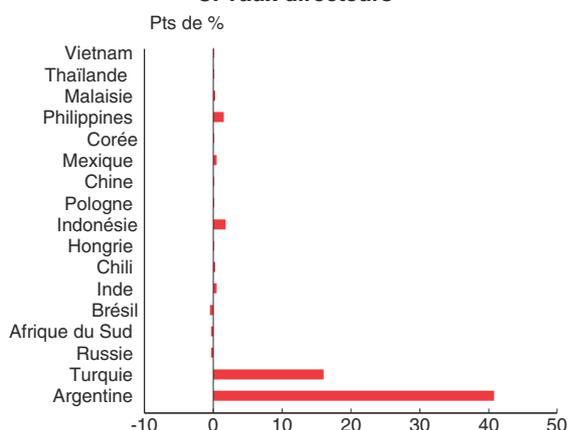
A. Taux de change vis-à-vis du dollar des États-Unis¹



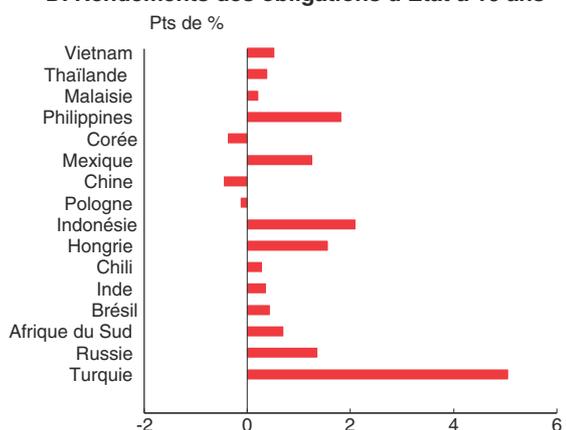
B. Cours des actions¹



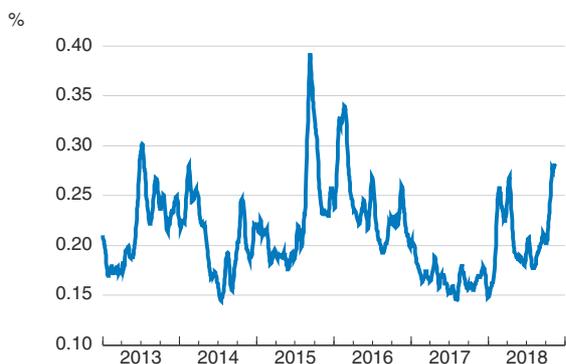
C. Taux directeurs¹



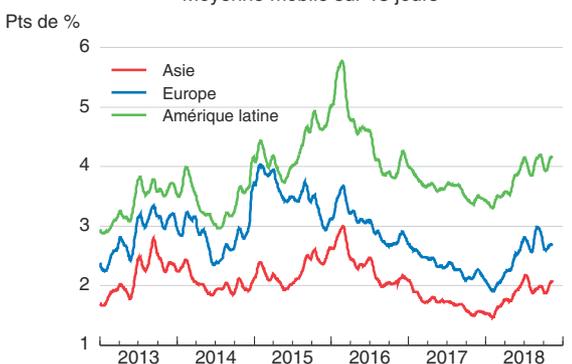
D. Rendements des obligations d'État à 10 ans¹



E. Indice de volatilité des marchés émergents²
Moyenne mobile sur 15 jours



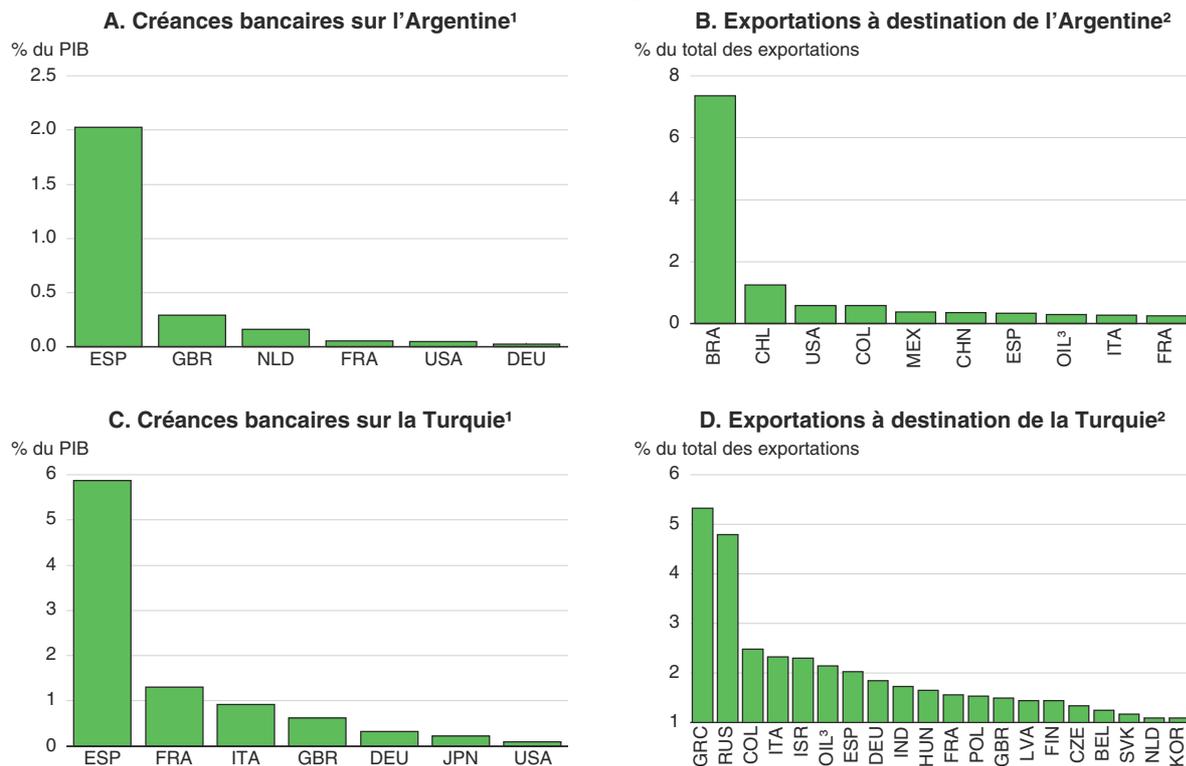
F. Écarts de rendement EMBI pour les économies de marché émergentes³
Moyenne mobile sur 15 jours



1. Variation des moyennes pour janvier et mi-novembre 2018. Les variations des taux directeurs concernent la période comprise entre le 1^{er} janvier 2018 et le 15 novembre 2018. Pour l'Argentine, on ne dispose pas de données concernant les rendements des obligations d'État de référence à 10 ans.
2. Les indices de volatilité des marchés d'actions calculés à partir d'options mesurent une fourchette symétrique attendue de variations de l'indice iShares MSCI Emerging Markets utilisé pour les économies de marché émergentes.
3. EMBI désigne le J.P. Morgan Emerging Market Bond Index. Cet indice mesure les écarts de rendement entre les obligations d'État des pays émergents libellées en dollars des États-Unis et les obligations du Trésor des États-Unis.

Source : Thomson Reuters ; et calculs de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933879748>

Graphique 1.16. **Les expositions financières et commerciales vis-à-vis de l'Argentine et de la Turquie sont généralement faibles**

Note : Les pourcentages correspondant au rapport PIB/total des exportations sont ceux des pays individuels.

1. Sur la base du risque ultime.

2. Estimations des échanges bilatéraux de biens et de services en 2016 effectuées par l'OCDE.

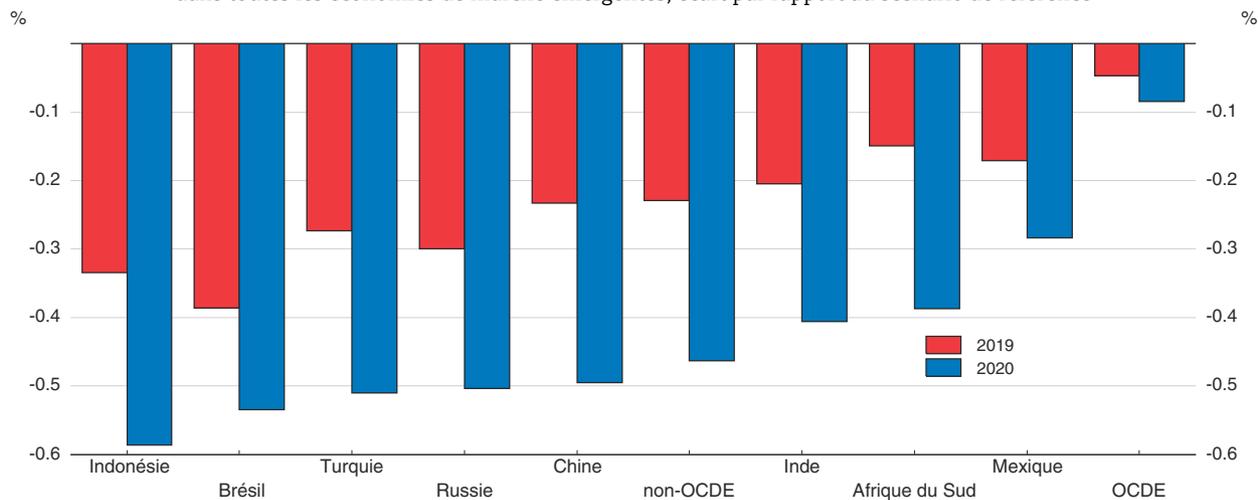
3. Les pays producteurs de pétrole sont : Algérie, Angola, Azerbaïdjan, Bahreïn, Brunei, République du Congo, Émirats arabes unis, Équateur, Gabon, Guinée équatoriale, Irak, Iran, Kazakhstan, Koweït, Libye, Nigéria, Oman, Qatar, Soudan, Tchad, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Venezuela et Yemen.

Source : Base de données des Perspectives économiques, n° 104 ; Banque des règlements internationaux (BRI) ; et calculs de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933879767>

Graphique 1.17. **Effet de l'augmentation des primes de risque sur la production dans les économies de marché émergentes**

Impact sur le PIB d'une hausse de 100 points de base de la prime de risque d'investissement dans toutes les économies de marché émergentes, écart par rapport au scénario de référence



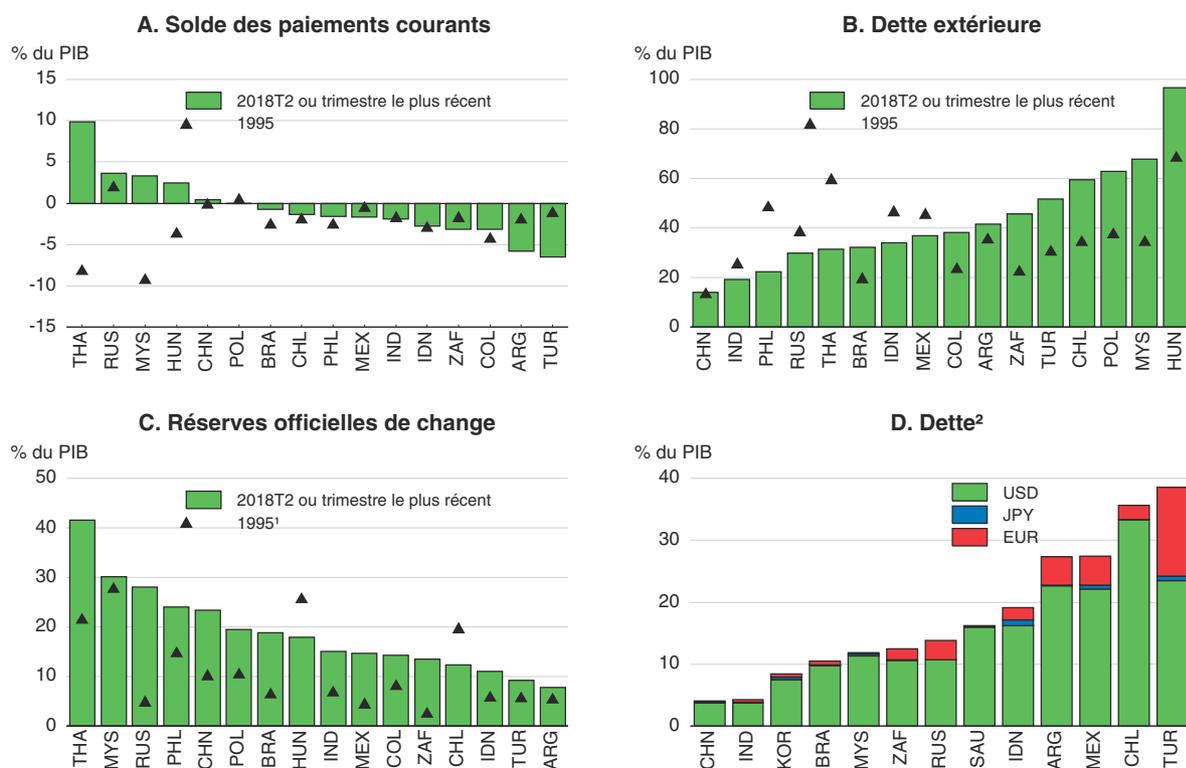
Source : Calculs de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933879786>

dans leur ensemble, mais les pays fortement exposés aux économies de marché émergentes pourraient être plus sensiblement affectés.

Les économies de marché émergentes restent exposées à un nouveau revirement des marchés, en particulier dans l'éventualité d'une normalisation plus rapide que prévue de la politique monétaire dans les économies avancées. L'impact de tels chocs dépendrait de leur ampleur et de leur durée, ainsi que des paramètres économiques fondamentaux et de la situation politique dans les économies touchées. Les pays caractérisés par d'importants déficits budgétaires des administrations publiques et déficits des paiements courants, des réserves de change modestes et une forte proportion de leur dette libellée en devises seront sans doute particulièrement exposés (graphique 1.18). La dette extérieure et la dette publique ont augmenté à partir du milieu des années 1990 (en pourcentage du PIB) dans de nombreuses économies de marché émergentes, exception faite de certaines économies d'Asie et de la Russie, mais leur situation économique et financière s'est généralement améliorée à de nombreux autres égards. Dans les économies de marché émergentes, l'inflation a nettement diminué, les soldes extérieurs se sont améliorés, les réserves de change ont augmenté, les marchés de capitaux se sont développés et les régimes de change sont devenus plus flexibles. Ces deux derniers éléments expliquent peut-être en partie le fait que la baisse médiane des cours des actions ait été généralement plus limitée au cours des récents épisodes de turbulences sur les marchés que pendant la crise asiatique, et le fait que

Graphique 1.18. **Les fondamentaux diffèrent d'une économie de marché émergente à l'autre**

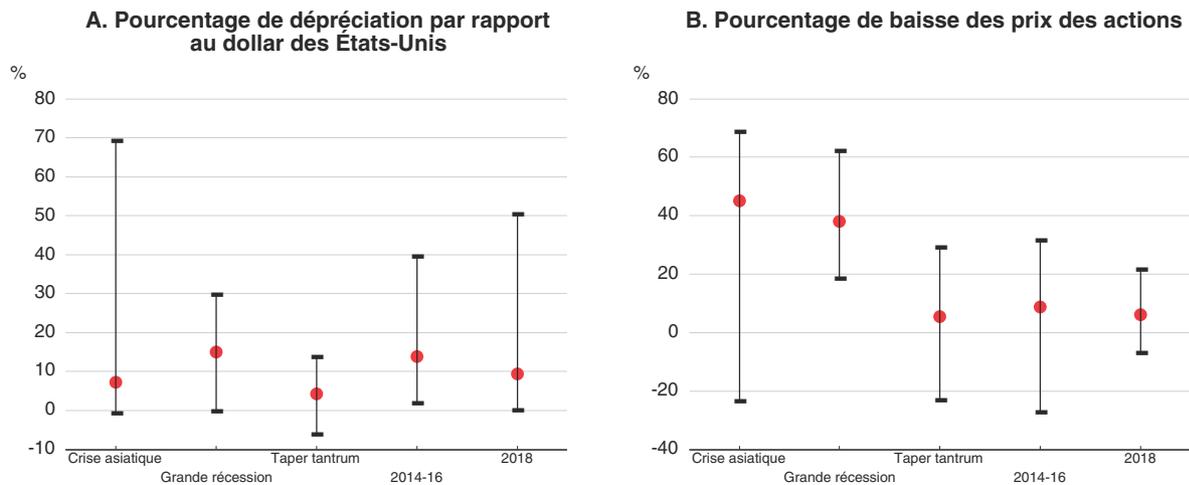


1. Les données se réfèrent à 2000 pour la Malaisie et à 1998 pour les Philippines.

2. Dette des emprunteurs non bancaires sous la forme de prêts bancaires et de titres d'endettement libellés en devises, 2018T2.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; Base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI ; Base de données des indicateurs de liquidité mondiale de la Banque des règlements internationaux ; Banque mondiale, Statistiques trimestrielles sur la dette extérieure ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879805>

Graphique 1.19. **Évolution des conditions financières dans les économies de marché émergentes pendant les turbulences passées et récentes**

Note : Les points correspondent à la médiane, et les segments à la fourchette de résultats des pays concernés. « Crise asiatique » : évolution intervenue entre le niveau minimum de juin-juillet 1997 et le niveau maximum de janvier-septembre 1998 ; « Grande récession » : évolution intervenue entre le niveau de juillet 2007 et le niveau maximum de novembre 2008-mars 2009 ; « Taper tantrum » : évolution intervenue entre le niveau minimum de mars-avril 2013 et le niveau maximum de septembre 2013-février 2014 ; « 2014-16 » : évolution intervenue entre le niveau minimum de mai-août 2014 et le niveau maximum de novembre 2015-janvier 2017 ; « 2018 » : évolution intervenue entre janvier et septembre 2018. Les données se réfèrent aux pays suivants : Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Chili, Chine, Hongrie, Inde, Indonésie, Malaisie, Mexique, Philippines, Pologne, Russie, Thaïlande, Turquie et Vietnam.

Source : Thomson Reuters ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879824>

la dépréciation médiane des monnaies ait été un peu plus importante pendant l'épisode de « taper tantrum » (les turbulences provoquées sur les marchés par la perspective d'une sortie progressive de l'assouplissement quantitatif de la politique monétaire aux États-Unis) et l'épisode de 2018 qu'à la fin des années 1990 (graphique 1.19). En outre, les économies de marché émergentes ont déjà procédé à des ajustements liés à une dépréciation importante et prolongée de leurs monnaies en 2014-16 (graphique 1.19).

Les risques de ralentissement se sont accentués en Chine, et la question de l'équilibre à trouver entre préservation d'une croissance forte et maintien de la stabilité reste posée

La croissance a fléchi en Chine au cours de l'année 2018, sur fond de durcissement des règles applicables au secteur bancaire parallèle (qui a entraîné un ralentissement de la croissance des flux totaux de financement de l'économie), d'application de procédures d'approbation plus rigoureuses aux investissements des collectivités locales, et d'imposition de nouveaux droits de douane sur les exportations chinoises à destination des États-Unis. Ce dernier facteur a pesé sur les cours des actions et la production industrielle et, conjugué à la réduction de l'écart de taux d'intérêt entre la Chine et les États-Unis, sur le taux de change du yuan (graphique 1.15). Les autorités ont commencé à annoncer de nouvelles mesures de relance, en sus des réductions d'impôt déjà prévues, notamment des initiatives de la banque centrale destinées à assouplir les conditions financières. La Banque populaire de Chine a déclaré qu'elle n'utiliserait pas la politique de change pour gérer les tensions commerciales et autres questions extérieures. Néanmoins, l'impression que la monnaie chinoise est utilisée à ces fins pourrait inciter d'autres pays de la région à lui emboîter le pas afin de préserver la compétitivité internationale de leur

économie, et accentuer ainsi les frictions commerciales de manière plus générale. La dépréciation du yuan compense dans une certaine mesure les hausses de droits de douane aux États-Unis auxquelles sont confrontés les exportateurs, mais elle est susceptible de mettre en difficulté leurs concurrents, en particulier ceux qui sont établis dans le reste de l'Asie.

Un assouplissement des conditions financières pourrait contribuer à favoriser une accélération de la croissance du crédit et à limiter le ralentissement de l'augmentation du PIB. Néanmoins, cela pourrait accentuer les risques pesant sur la stabilité financière et retarder le désendettement nécessaire du secteur des entreprises, accentuant le risque d'un fléchissement sensible de l'activité économique par la suite. Le crédit aux sociétés non financières a commencé à diminuer légèrement, mais son niveau demeure très élevé, aux alentours de 160 % du PIB, après une période prolongée d'expansion économique rapide. Côté positif, les autorités surveillent maintenant l'endettement des entreprises publiques, pour lequel ont été définis des seuils, ce qui pourrait contribuer à limiter leur endettement. En outre, la croissance des actifs du secteur bancaire parallèle (les prêts pour compte de tiers, les prêts de sociétés fiduciaires et les acceptations bancaires) s'est ralentie. De même, toute mesure d'assouplissement budgétaire supplémentaire pourrait contribuer à entretenir la croissance de la demande, mais limiterait les marges de manœuvre budgétaires disponibles pour soutenir l'activité économique si celle-ci venait ensuite à fléchir fortement. Qui plus est, si le ralentissement est de nature structurelle, toute mesure de relance pourrait s'avérer inefficace à moins d'être judicieusement ciblée.

Un ralentissement de la croissance du PIB chinois nettement plus prononcé que celui anticipé dans le scénario de référence aurait des conséquences négatives sensibles sur l'expansion économique mondiale, en particulier s'il devait entamer la confiance des marchés de capitaux (OCDE, 2015 ; OCDE, 2018d). Une diminution de 2 points de pourcentage du taux de croissance de la demande intérieure en Chine pendant deux ans pourrait réduire la croissance annuelle du PIB d'environ $\frac{1}{4}$ de point de pourcentage en moyenne au Japon, en Asie de l'Est et dans les économies exportatrices de produits de base au cours des deux années. Globalement, la croissance du PIB mondial pourrait enregistrer une baisse de l'ordre de 0.3 à 0.4 point de pourcentage par an. L'effet induit serait plus de deux fois plus important si le choc affectant la demande s'accompagnait d'un recul sensible des cours des actions et d'une augmentation des primes de risque au niveau mondial, même si la baisse des prix des produits de base jouait un rôle d'amortisseur (OCDE, 2015).

Impératifs pour l'action publique

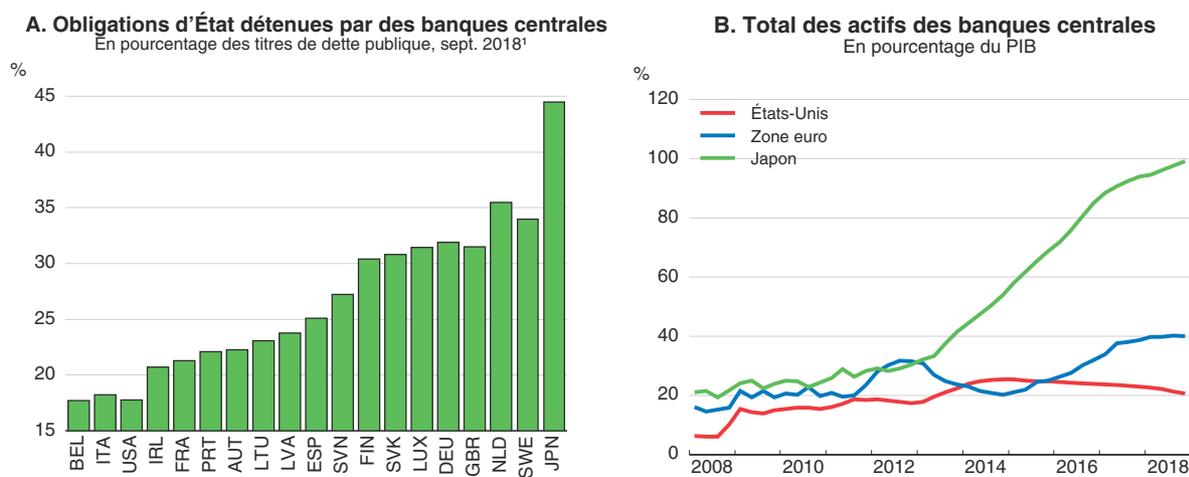
Les politiques macroéconomiques doivent permettre de préserver l'expansion économique mondiale, de réduire au minimum l'accumulation de facteurs de vulnérabilité financière et de garantir des marges de manœuvre suffisantes pour pouvoir soutenir l'activité économique si celle-ci venait à fléchir. Cela passe par une réduction progressive des mesures de relance monétaire et budgétaire, quoique à des rythmes différents selon les économies, doublée de réformes ambitieuses du côté de l'offre destinées à renforcer les perspectives de croissance à moyen terme et à améliorer les opportunités de chacun. Une réglementation et une surveillance financières adéquates, notamment un déploiement amélioré d'instruments macroprudentiels, pourraient atténuer certains des arbitrages survenant lors de la réalisation de ces objectifs.

Impératifs de politique monétaire et financière

Compte tenu des différences d'évolution de l'inflation, du chômage et de la production, on a pu observer dans les économies avancées une divergence des politiques monétaires, qui devrait s'accroître :

- Aux États-Unis, il faut que la normalisation de la politique monétaire se poursuive comme prévu, compte tenu de la vigueur de la croissance attendue à court terme et de la probabilité que la faiblesse du chômage entraîne des tensions inflationnistes à moyen terme, même lorsque la politique budgétaire aura pris une orientation moins expansionniste. La Réserve fédérale a déjà relevé son taux directeur de 200 points de base depuis la fin de 2015, portant à 2.25 % la limite supérieure de la fourchette-cible du taux des fonds fédéraux, et elle a commencé à réduire peu à peu son portefeuille d'obligations d'État et de titres adossés à des créances hypothécaires émis par des organismes parapublics (graphique 1.20). Sur la base des prévisions susmentionnées, ces mesures devraient se poursuivre pour porter la limite supérieure de la fourchette retenue comme objectif pour le taux des Fonds fédéraux à 3 ½ pour cent d'ici à la fin de 2019, puis la laisser inchangée en 2020 pour autant que les tensions inflationnistes se stabilisent. Dans la mesure où la réduction des actifs financiers accumulés antérieurement aura bien avancé en 2020, la Réserve fédérale devrait communiquer sur le niveau normal souhaité de ses actifs totaux et sur le futur cadre opérationnel de sa politique monétaire, contribuant ainsi à réduire au minimum les risques de tensions sur

Graphique 1.20. **Plusieurs banques centrales sont devenues de gros détenteurs d'obligations d'État**



1. Pour les États-Unis, titres du Trésor négociables, à l'exclusion des bons du Trésor, détenus par la Réserve fédérale en pourcentage de l'encours des titres du Trésor négociables, à l'exclusion des bons du Trésor, à la valeur de marché. Pour le Royaume-Uni, avoirs de la facilité d'achat d'actifs (Asset Purchase Facility) de la Banque d'Angleterre en pourcentage de l'encours des fonds d'État (conventionnels et indexés), à la valeur de marché. Pour le Japon, obligations d'État détenues par la Banque du Japon en pourcentage de l'encours des titres du Trésor, à l'exclusion des bons du Trésor à court terme et y compris les obligations PPIP, à la valeur de marché. Pour les pays de la zone euro, achats cumulatifs nets d'obligations publiques dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public de l'Eurosystème, à la valeur comptable, en pourcentage de l'encours des obligations d'État à la valeur nominale. Pour la Suède, montant des achats d'obligations d'État (330.74 milliards SEK au 15 juillet 2018) en pourcentage de l'encours des obligations d'État émises en monnaie nationale en juillet 2018, à la valeur nominale. Deuxième trimestre 2018 pour le Japon et les États-Unis.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; Conseil des gouverneurs du Système de Réserve fédérale ; Banque du Japon ; Banque de Suède ; SCB, statistiques sur la dette des administrations publiques (Swedish Central Government Debt) ; UK Debt Management Office ; Banque centrale européenne ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879843>

les marchés. Elle pourrait continuer à appliquer un système de plancher allant de pair avec un bilan volumineux, ou revenir à un système de corridor permettant de ramener son bilan à une taille plus modeste (OCDE, 2017a).

- Dans la zone euro, la politique monétaire devrait conserver une orientation accommodante, mais le degré d'assouplissement de l'action publique devrait être peu à peu réduit. La Banque centrale européenne (BCE) a déjà réduit ses achats nets d'actifs et devrait y mettre complètement fin d'ici à la fin de 2018. Dans la mesure où l'inflation sous-jacente devrait augmenter pour atteindre environ 2 % d'ici au second semestre de 2020, la BCE devrait commencer à relever à la fin de 2019 le taux de sa facilité de dépôt, aujourd'hui négatif, pour le porter au moins à 0.2 % à la fin de 2020. Parallèlement à la normalisation des taux d'intérêt directeurs, un plan de réduction progressive des actifs détenus faisant l'objet d'une communication adéquate serait souhaitable pour réduire au minimum le risque de volatilité sur les marchés de capitaux. Néanmoins, il pourrait être nécessaire de modérer le rythme de cette normalisation en cas d'accentuation des incertitudes.
- La Banque du Japon a renforcé ses orientations prospectives, dans la mesure où la réalisation de l'objectif de 2 % d'inflation prend davantage de temps que prévu⁸. L'inflation reste nettement inférieure à l'objectif visé, malgré les efforts de relance massifs des cinq dernières années et les signes indiquant que la croissance économique pourrait déjà avoir atteint, voire dépassé, son niveau potentiel. Dans ce contexte, une réévaluation de la stratégie et du cadre de la politique monétaire pourrait être mise (laquelle pourrait déboucher, par exemple, sur l'adoption d'un objectif d'inflation défini par une fourchette dont la limite inférieure serait en deçà de l'objectif d'inflation actuel, voir OCDE, 2018d). Cela pourrait également passer par des mesures ne relevant pas de la politique monétaire, telles que des augmentations plus marquées des salaires minimums⁹. Assouplir le dispositif de contrôle de la courbe des rendements pourrait être également justifié si l'inflation se rapproche de l'objectif.

De nouveaux épisodes de volatilité sur les marchés de capitaux pourraient se produire pendant la normalisation de la politique monétaire dans les principales économies avancées, rendant nécessaire l'adoption de mesures de renforcement de la résilience du système financier. Celle-ci dépend notamment de l'existence d'un cadre de réglementation et de surveillance adéquat, garantissant que les banques et autres établissements financiers disposent de volants de fonds propres et de liquidité suffisants. Le recours aux politiques macroprudentielles s'est accru après la crise financière

8. La Banque du Japon a acquis des obligations d'État pour un montant équivalant à 80% du PIB environ, et détient maintenant près de 45% de l'encours total d'obligations d'État (graphique 1.20). Elle a également assoupli dans une certaine mesure son objectif de rendement des obligations d'États à 10 ans, et s'est donné davantage de latitude pour ajuster en fonction des circonstances ses achats de parts de fonds indiciels cotés et de sociétés d'investissement immobilier cotées japonaises. Cette politique a eu pour effet secondaire d'alléger le coût du service de la dette publique.
9. Le gouvernement a déjà accordé un allègement fiscal de trois ans aux entreprises qui revalorisent de plus de 3 % la rémunération de leurs salariés et accroissent leurs investissements en capital fixe et en ressources humaines. En 2016, elles se sont également engagées à augmenter les salaires minimums de 3 % par an, ce qui a été le cas jusqu'ici. Étant donné que le salaire minimum s'établit à 40 % environ du salaire médian (c'est-à-dire en deçà de la moyenne de l'OCDE) et que le taux de chômage est faible, une hausse des salaires minimums de plus de 3 % pourrait être envisagée, mais il faudrait éviter de combler trop rapidement l'écart entre le niveau des salaires minimums et celui du salaire moyen.

mondiales dans les économies de marché émergentes et, dans une moindre mesure, dans les économies avancées (OCDE, 2018d). Néanmoins, dans la zone euro, les conditions nécessaires pour garantir une forte résilience du système financier ne sont toujours pas réunies, et les progrès accomplis à cet égard au cours des cinq dernières années ont été limités. En juin, il a été convenu que le Mécanisme européen de stabilité (MES) servirait de filet de sécurité commun au Fonds de résolution unique, mais les modalités pratiques restent à déterminer et l'on ignore si des ressources suffisantes seront garanties. En outre, aucun progrès n'a été accompli vers l'achèvement de l'union bancaire par la mise en place d'un système commun d'assurance des dépôts européen, ni vers la rupture de la boucle de rétroaction négative existant entre les emprunteurs souverains et les banques (OCDE, 2018e). La récente augmentation des risques souverains et bancaires en Italie (encadré 1.3) rend la mise en œuvre de ces réformes encore plus difficile sur le plan politique.

Impératifs de politique budgétaire

Sur le plan budgétaire, l'assouplissement considérable et généralisé qui a marqué 2018 devrait laisser place à une politique globalement neutre dans la plupart des pays de l'OCDE durant les deux prochaines années (graphique 1.24). Les améliorations cycliques, couplées à une baisse des paiements nets d'intérêt, contribueront à un léger affermissement des soldes budgétaires globaux dans la majorité des pays de l'OCDE, à l'exception des États-Unis, de la Corée et de quelques pays de la zone euro, dont l'Allemagne et l'Italie. La dette et les déficits publics demeurent élevés (supérieurs, dans la plupart des pays, aux niveaux qu'ils atteignaient avant la crise financière mondiale) et, dans bien des pays, la dette ne devrait guère diminuer dans les années à venir, ni en termes absolus, ni par rapport à ce qui a pu être observé par le passé (graphique 1.24)¹⁰.

L'impact favorable des politiques monétaires accommodantes prolongées sur le coût du service de la dette dans bon nombre de pays avancés devrait persister à court terme, mais s'atténuer peu à peu. Le glissement vers le bas et l'aplatissement des courbes de rendements dans de nombreuses économies avancées ont concouru à la diminution des coûts du service de la dette et donc, à l'amélioration des soldes budgétaires globaux¹¹. Cette évolution des courbes de rendements a dans le même temps permis d'allonger l'échéance moyenne de la dette publique, ce qui contribue à une baisse des risques de refinancement sans induire d'importants coûts budgétaires supplémentaires, et ralentit la répercussion des taux d'intérêt du marché sur les coûts du service de la dette (Maravalle et Rawdanowicz, 2018). Si, dans les économies du G7, les obligations à long terme arrivant à échéance dans les deux prochaines années sont reconduites avec la même échéance, il est probable qu'elles seront assorties de taux d'intérêt inférieurs et qu'elles contribueront par

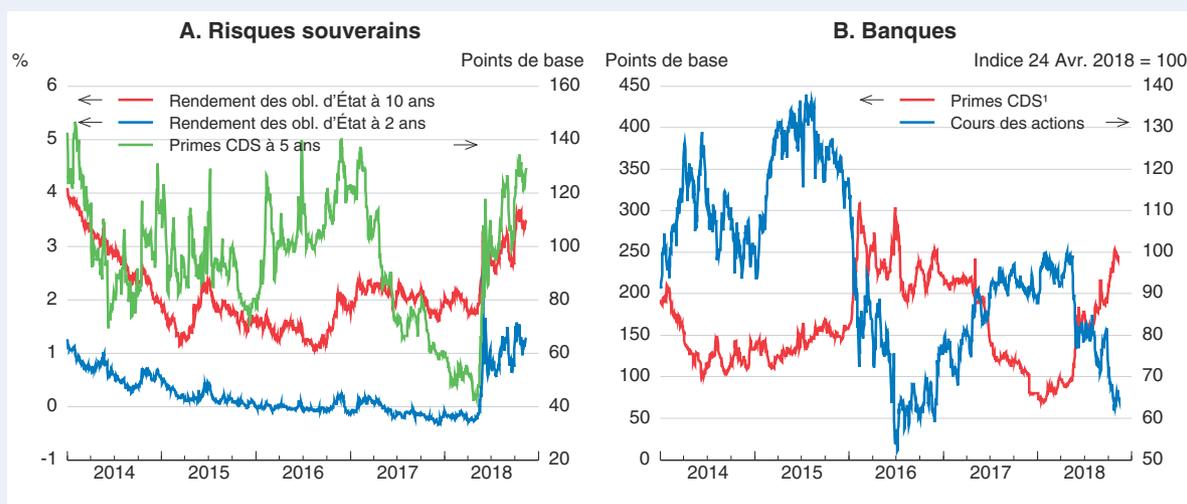
10. La baisse médiane attendue de la dette publique brute en proportion du PIB devrait être plus lente que la diminution médiane observée dans les pays de l'OCDE entre 1980 et 2017.

11. Outre l'impact direct de la baisse des taux d'intérêt, certains gouvernements ont profité d'une augmentation des transferts de bénéfices des banques centrales. Ces dernières années, aux États-Unis, les bénéfices de la Réserve fédérale ont été équivalents à plus de 10 % des charges brutes d'intérêts de l'État, soit deux fois plus qu'en 2008. En Italie, les transferts de bénéfices de la Banque d'Italie (intégrant la part italienne des bénéfices de la BCE) ont augmenté pour atteindre 7.5 % des charges brutes d'intérêts de l'État en 2017, contre environ 2 % en 2008-10. Au Royaume-Uni, les versements de trésorerie par le Fonds de la Facilité d'achats d'actifs au Trésor britannique se sont montés à 20 % environ des charges brutes d'intérêt au cours des quatre dernières années. Au Japon, les sommes versées par la Banque du Japon à l'État ont représenté quelque 5 % des charges brutes d'intérêts.

Encadré 1.3. Facteurs de vulnérabilité des banques italiennes

L'incertitude liée à l'action publique a entraîné une vente massive d'obligations souveraines italiennes et une dégradation de la confiance à l'égard des banques italiennes. Le rendement des obligations d'État demeure supérieur de plus de 100 points de base à la moyenne de ces trois dernières années, les cours des actions des banques italiennes ont diminué de 35 % environ depuis la fin d'avril, et les taux des contrats d'échange sur risque de défaillance (CDS, *Credit Default Swaps*) ont considérablement augmenté tant pour les emprunteurs souverains que pour les établissements bancaires, puisqu'ils ont plus que doublé par rapport à leurs récents points bas (graphique 1.21).

Graphique 1.21. Les risques souverains et les risques bancaires ont augmenté en Italie



1. L'indice des contrats d'échange sur risque de défaillance des banques italiennes correspond à la moyenne non pondérée des indices CDS sur 5 ans pour les établissements suivants : Intesa San Paolo, Unicredit, Mediobanca, Banca Monte dei Paschi et Unione Banche Italiane.

Source : Thomson Reuters ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879862>

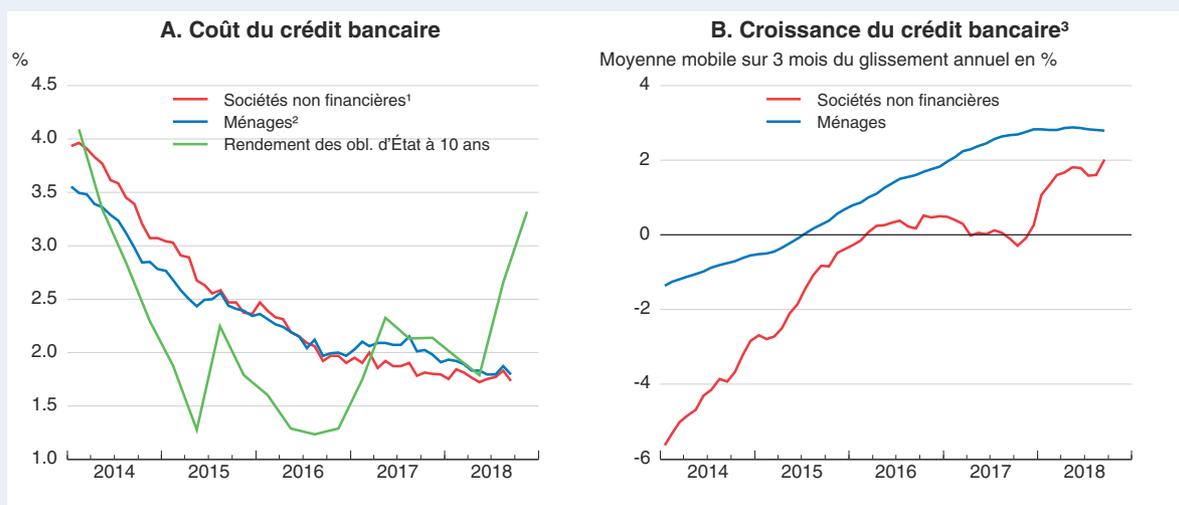
Ce regain de turbulences intervient alors que la solidité des banques italiennes s'est améliorée, même si elles présentent toujours des facteurs de vulnérabilité. Considérées dans leur ensemble, les banques ont multiplié par deux le ratio entre leurs fonds propres réglementaires de base et leurs actifs pondérés en fonction des risques, pour le porter à 14.6 %, au cours des dix dernières années. Peu de créances douteuses ou litigieuses (CDL) nouvelles ont été enregistrées, et leur stock a été considérablement réduit, grâce à la participation d'investisseurs internationaux et à l'instauration d'une garantie publique pour les tranches de rang supérieur des émissions obligataires obtenues par titrisation de CDL. Cela étant, à 9 % du total des prêts bruts, l'encours brut de CDL reste volumineux. La gouvernance des banques italiennes s'est également améliorée et leur rentabilité a progressé, en partie grâce à la diminution de leurs provisions pour pertes sur prêts.

Néanmoins, si les tensions sur la dette souveraine persistent, elles pourraient avoir des effets négatifs sur les banques italiennes, pesant sur les conditions de l'offre de crédit et l'expansion économique. Le crédit au secteur privé progresse, mais lentement, malgré le coût de plus en plus faible du crédit bancaire, ce qui traduit sans doute la faiblesse de la demande de crédit (graphique 1.22). L'accentuation des incertitudes relative à l'économie italienne pourrait ralentir la cession, par les banques, de leurs créances douteuses, et pourrait aussi accroître les risques de crédit pour les intermédiaires, renforçant ainsi la

Encadré 1.3. **Facteurs de vulnérabilité des banques italiennes (suite)**

boucle de rétroaction négative entre la sphère réelle de l'économie et les banques. Trois mécanismes spécifiques pourraient jouer un rôle :

- Sur la base de données de 2011, les études empiriques sur les banques italiennes montrent que les taux des prêts bancaires vont probablement augmenter à la suite de la hausse du risque de crédit souverain, notamment dans les établissements moins bien capitalisés et présentant un niveau élevé de CDL¹. À ce jour, la hausse des rendements des obligations d'État ne s'est pas encore répercutée sur les taux des prêts bancaires au secteur privé (graphique 1.22).
- D'ici juin 2020 à mars 2021, les banques italiennes devront rembourser 240 milliards EUR de prêts qui leur avaient été accordés par le biais des opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO) de la zone euro, représentant environ 7 % de leurs engagements totaux actuels. Même si elles disposent de 70 milliards EUR d'excédents de liquidités et si elles auront accès à des financements peu onéreux grâce à d'autres facilités de prêt de la BCE cela se traduira sans doute par un alourdissement relatif de leurs coûts de refinancement.
- L'exposition des banques italiennes vis-à-vis des obligations souveraines italiennes reste importante, si bien qu'elles demeurent exposées au risque d'une dépréciation de leurs portefeuilles d'obligations souveraines liée à leur évaluation au prix du marché (graphique 1.23)². En l'absence de mesures compensatoires, une baisse des cours des obligations souveraines comparable à celle observée l'année dernière n'entraînerait en moyenne qu'une réduction à la marge des ratios de fonds propres du système bancaire dans son ensemble (graphique 1.23). En revanche, un repli marqué des cours des obligations souveraines pourrait nuire davantage aux banques les plus fortement exposées au risque souverain. Si les banques souhaitaient volontairement ramener leurs ratios de fonds propres au niveau auquel ils se situaient avant le choc, afin de disposer de capacités adéquates d'absorption de chocs futurs, une reconstitution de leurs fonds propres serait coûteuse compte tenu de la faiblesse des cours des actions des banques. Les banques pourraient donc choisir de réduire leur bilan afin de porter leur ratio de fonds propres aux niveaux réglementaire et souhaité, ce qui s'accompagnerait d'une réduction de l'offre de crédit pesant sur la croissance économique.

Graphique 1.22. **Coût et croissance du crédit bancaire**

Note : Les données s'entendent par fréquence mensuelle.

1. Coût total d'emprunt.

2. Taux d'intérêt sur les hypothèques pour les ménages.

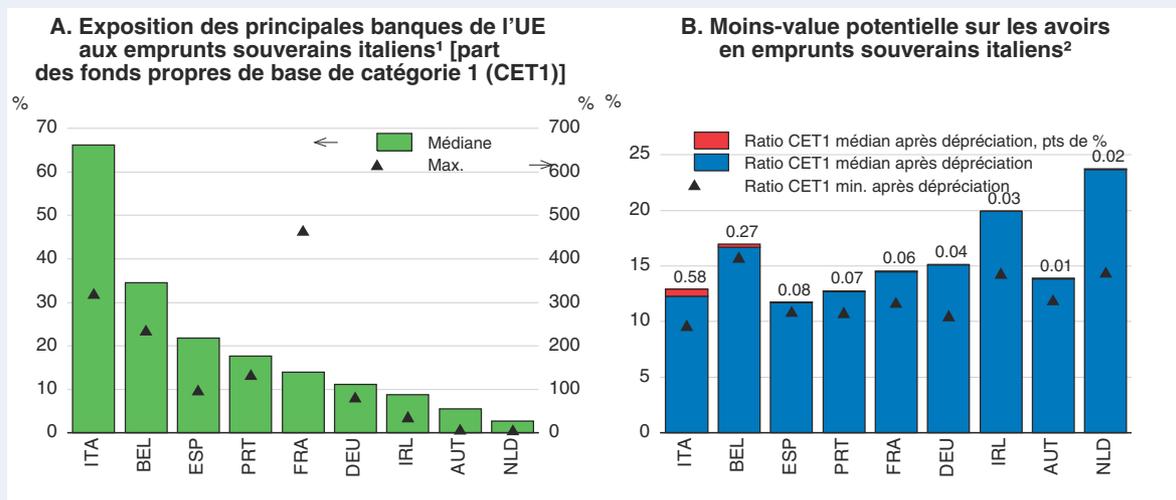
3. Prêts bancaires ajustés des ventes et de la titrisation, indice des stocks notionnels.

Source : Banque centrale européenne ; Thomson Reuters ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879881>

Encadré 1.3. Facteurs de vulnérabilité des banques italiennes (suite)

Graphique 1.23. Les banques italiennes restent exposées à la dette souveraine



1. Le risque concerne à la fois les titres prêts à être cédés et les titres conservés jusqu'à l'échéance, à la date de juin 2017, sur la base de l'échantillon de banques ayant participé aux tests de résistance bancaire menés par l'ABE en 2017 pour lesquelles on dispose de données sur l'exposition aux emprunts souverains italiens. Il n'a pas été tenu compte des renforcements de fonds propres ou des ajustements de portefeuilles ayant pu intervenir depuis juin 2017.
2. Impact estimé, sur le ratio des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) des banques, d'une dépréciation aux prix du marché de leurs avoirs en obligations d'État italiennes (classées dans les catégories de titres « prêts à être cédés », « conservés jusqu'à l'échéance » et « comptabilisés à la juste valeur ») due à un relèvement parallèle de 100 points de base de la courbe des rendements italienne. Les estimations s'entendent pour la maturité moyenne des avoirs en obligations d'État italiennes.

Source : Autorité bancaire européenne ; et calculs de l'OCDE.

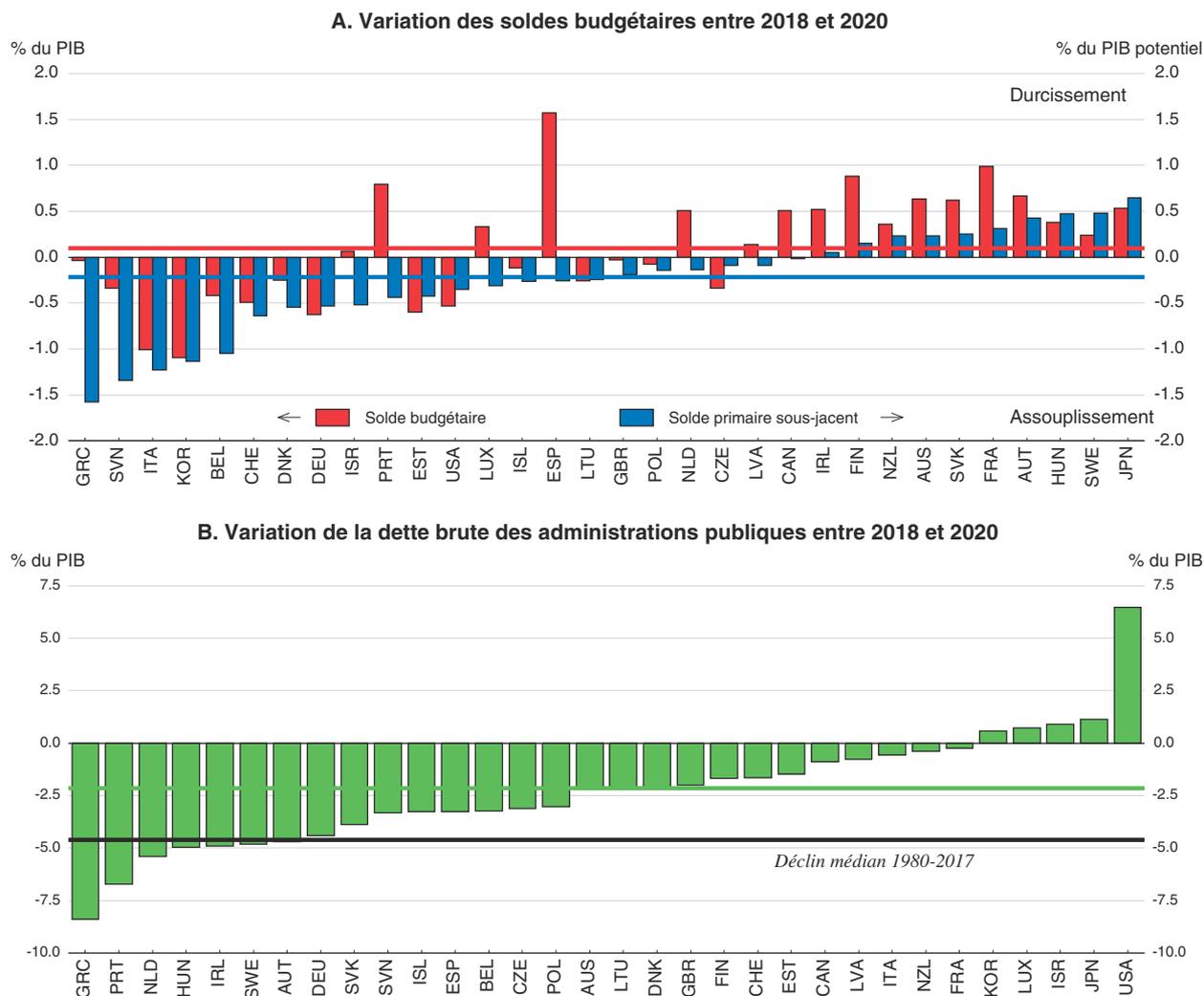
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933879900>

1. Selon Zoli (2013), environ 30 % à 40 % de l'augmentation des primes de risque souverain sont transmis aux taux débiteurs appliqués aux entreprises dans un délai de trois mois, et 50 % à 60 % dans un délai de six mois, sachant que cette répercussion est un peu plus forte pour les prêts modestes. D'après Albertazzi et al. (2014), une hausse temporaire de 100 points de base des écarts de rendement des obligations d'État à 10 ans entre l'Italie et l'Allemagne se traduit par une augmentation des taux des prêts bancaires aux entreprises de l'ordre de 50 points de base au bout d'un trimestre, tandis qu'une hausse durable des primes de risque souverain est intégralement transmise au bout d'un an.
2. Pour la banque italienne médiane, le niveau des avoirs en obligations d'État italiennes est nettement supérieur à celui des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1). Les banques des autres pays européens sont généralement moins exposées à la dette publique italienne, mais des poches de risque subsistent dans quelques intermédiaires financiers dotés de portefeuilles d'obligations souveraines italiennes plus volumineux (graphique 1.23).

conséquent à réduire les coût moyen du service de la dette en Allemagne, en France, au Japon et au Royaume-Uni (graphique 1.25).

Les priorités budgétaires diffèrent selon les économies, reflétant la disparité des conditions et déséquilibres macroéconomiques ainsi que des besoins en termes de politique publique. La politique budgétaire neutre attendue dans la plupart des pays en 2019 et 2020 paraît généralement adéquate au vu des perspectives économiques. Dans certains pays, la relance budgétaire substantielle prévue en 2019 semble justifiée. C'est le cas de l'Allemagne, qui jouit d'une position solide en termes de dette publique, affiche un excédent élevé des paiements courants et a besoin de rénover ses infrastructures publiques. En Italie au contraire, où la dette publique est considérable et où la croissance de la productivité est faible, la politique d'expansion budgétaire projetée risque de

Graphique 1.24. **La politique budgétaire sera globalement neutre et la dette publique diminuera dans la plupart des pays de l'OCDE**



Note : Les lignes horizontales représentent les valeurs médianes des variables correspondantes. Dans la partie B, la valeur médiane de la diminution de la dette publique brute représente l'équivalent sur deux ans de la diminution annuelle moyenne de la dette intervenue pendant au moins deux ans dans les pays de l'OCDE entre 1980 et 2017.

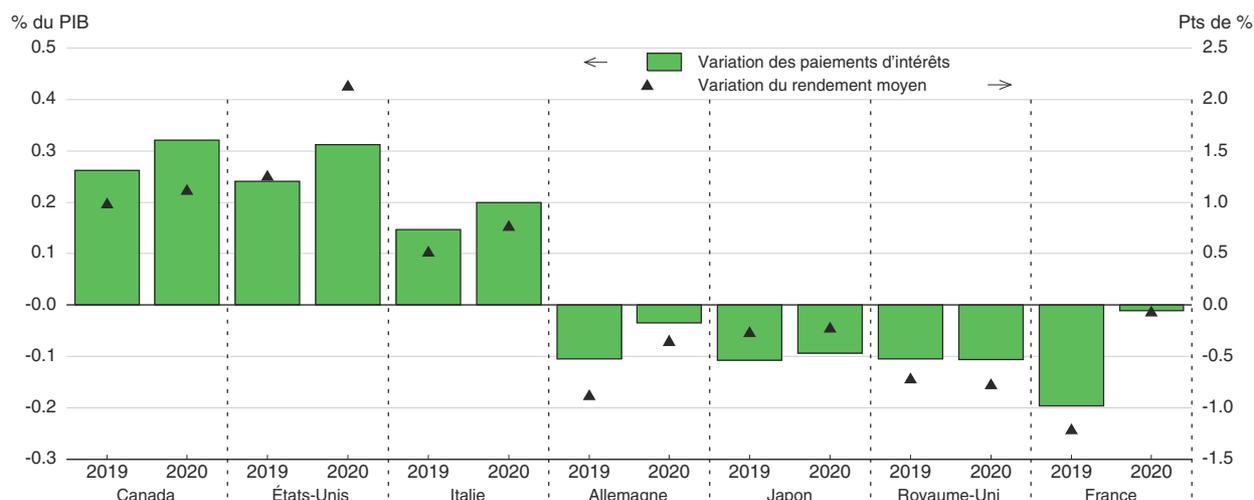
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879919>

maintenir, voire d'accroître, les primes de risque souverain, ce qui pèsera sur la croissance. Aux États-Unis, la poursuite de la relance budgétaire en 2019 en dépit de bonnes conditions cycliques réduira la marge d'intervention en cas de retournement conjoncturel ultérieur. Quelques rares pays seulement devraient sensiblement durcir leur politique budgétaire en 2019-20. Au Japon, le resserrement budgétaire prévu en 2020 reflète l'augmentation de la taxe sur la consommation, qui devrait être en partie compensée par une hausse des dépenses sociales. Même si cela contribuera à la réduction de l'endettement, des mesures budgétaires supplémentaires devront être prises pour que l'objectif de solde primaire puisse être atteint d'ici le milieu des années 2020.

Compte tenu de l'orientation attendue la politique budgétaire, les autorités doivent donner la priorité à des mesures visant à soutenir la croissance à long terme et à favoriser

Graphique 1.25. Le coût du service de la dette pourrait reculer dans certains pays du G7



Note : Les variations agrégées des paiements d'intérêts et du rendement moyen concernent des instruments de dette négociables particuliers (obligations à taux fixe et à coupon zéro en octobre 2018) arrivant à échéance pendant les années indiquées. Elles sont calculées en partant de l'hypothèse que la dette arrivant à échéance est reportée avec la même échéance initiale à des rendements calculés à partir des courbes de rendement sur la base des prévisions de taux d'intérêt à court et à long terme établies par l'OCDE.

Source : Bloomberg ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879938>

l'inclusivité. Les pays où le chômage reste élevé et où les inégalités et l'incidence de la pauvreté sont importantes (ce qui est le cas de la plupart des pays européens touchés par la crise) devraient faire en sorte que des programmes sociaux appropriés soient mis en place, notamment en investissant dans l'éducation et en menant des politiques actives du marché du travail. De la même manière, les économies associant une croissance faible et de forts besoins en infrastructures devraient prendre des mesures de soutien à l'offre, par exemple en augmentant les structures de garde d'enfants pour accroître le taux d'activité (Japon) ou en renforçant les dépenses publiques en infrastructures, notamment numériques (Allemagne, pays d'Europe centrale et orientale).

Options de politique publique à disposition des économies de marché émergentes pour faire face aux effets d'entraînement provenant des économies avancées

Les économies de marché émergentes demeurent exposées à un brusque changement de sentiment des investisseurs, en particulier si la normalisation des politiques monétaires devait être plus rapide que prévu dans les économies avancées. Dans nombre d'entre elles, les tensions inflationnistes s'intensifient dans le sillage des dépréciations des monnaies qui se sont produites au cours des derniers mois. Les mesures de politique publique à adopter dépendent de l'ampleur du changement d'attitude des investisseurs, du degré d'accumulation des fragilités et de la marge d'intervention disponible pour atténuer ces tensions.

- Les économies de marché émergentes disposant d'un cadre de politique macroéconomique crédible et de régimes de change flexibles, et dont les expositions à la dette en devises sont gérables, pourraient se passer de mesures discrétionnaires et laisser les ajustements de change amortir les chocs. Une certaine dose de resserrement monétaire supplémentaire pourrait être nécessaire pour empêcher les baisses des taux de change d'alimenter l'inflation (au-delà de l'impact initial), mais les pays jouissant d'une position

budgétaire solide pourraient, si nécessaire, assouplir leur politique budgétaire afin de soutenir la demande.

- À l'inverse, les pays ayant des taux de change fixe ou des fondamentaux macroéconomiques moins robustes pourraient être contraints de durcir l'orientation globale de leur politique macroéconomique pour restaurer la confiance des investisseurs, au prix d'une dégradation de la demande intérieure.
- L'imposition de droits de douane sur les importations et de contrôles des prix pour faire face aux déséquilibres macroéconomiques (déficits des comptes courants et inflation élevée inclus) sont à éviter car ils s'accompagnent de distorsions de marché et sont susceptibles de nuire aux perspectives de croissance.

Les ambitions en termes de politiques structurelles doivent être revues à la hausse

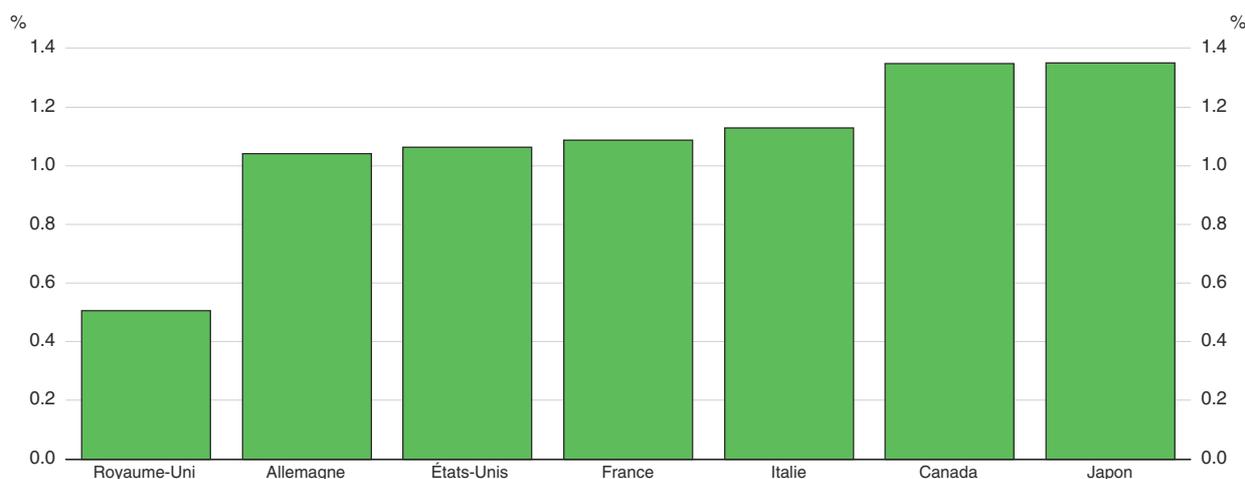
Les efforts en matière de réformes structurelles se sont récemment stabilisés, tant dans les économies avancées que dans les économies de marché émergentes, mais le rythme de leur mise en place reste inférieur à celui qui avait été observé après la crise financière. Depuis 2014, les pays du G20 ont, collectivement, mis en œuvre un certain nombre de réformes bénéfiques, mais insuffisantes pour atteindre l'objectif d'une hausse de 2 % de leur PIB cumulé d'ici à 2018. Intensifier les efforts de réforme dans les économies avancées comme dans les économies émergentes contribuerait à améliorer les niveaux de vie, à renforcer les perspectives d'investissement et de productivité à moyen terme et à répartir plus largement les bénéfices de la croissance.

Les conditions cycliques actuelles, marquées par une solide croissance de l'emploi, sont une bonne occasion de mettre en œuvre des réformes. De fait, de telles conditions permettent de maximiser les bénéfices des réformes, tandis qu'agir en période de crise – ce qui est souvent le cas – peut en accroître les coûts à court terme. Dans tous les pays, des réformes plus vigoureuses sont nécessaires pour soutenir le dynamisme de l'activité et la diffusion des savoirs, augmenter l'acquisition de compétences et des capacités d'innovation, et permettre aux actifs de tirer parti des évolutions rapides du marché du travail. Une meilleure redistribution par le biais de politiques de prélèvements et de transferts doit également faire partie intégrante d'un ensemble de mesures bien conçu pour valoriser le travail, soutenir les groupes les plus vulnérables de la société et contribuer à tirer la croissance du revenu réel des foyers les plus pauvres.

En guise d'illustration des bénéfices potentiels d'une ambition de réforme plus affirmée, il apparaît que dans les économies du G7, des réformes structurelles ayant pour effet d'assouplir la réglementation dans les secteurs de l'énergie, des transports et des communications ou d'accroître les dépenses consacrées à des politiques actives du marché du travail pourraient en moyenne accroître le PIB de 1 % après cinq ans (graphique 1.26 ; Égert et Gal, 2017), avec des effets à long terme encore légèrement plus élevés¹². Les

12. Parvenir à ces résultats nécessiterait soit des modifications dans les deux domaines d'action publique cités d'une ampleur conforme à ce qui a été observé par le passé dans les pays de l'OCDE, soit un alignement sur le pays le plus performant lorsque la variation typique du pays concerné est plus importante que l'écart par rapport au pays le plus performant. La variation typique correspond à l'évolution moyenne d'un indicateur observé dans les pays ayant mis en œuvre cette réforme structurelle particulière dans le passé (Égert et Gal, 2017). Parmi les indicateurs possibles, on peut citer la réglementation globale de l'énergie, des transports et des communications, et les dépenses consacrées à des politiques actives du marché du travail par chômeur (exprimées en pourcentage du PIB par habitant).

Graphique 1.26. Impact de certaines réformes structurelles sur le PIB dans les pays du G7



Note : Les effets sur le PIB correspondent à la différence cumulée sur cinq ans entre un scénario de réforme propre à un pays, tel qu'estimé par Égert et Gal (2017), prenant en compte l'impact des réformes structurelles, et les projections de référence à long terme établies par l'OCDE. Les réformes structurelles correspondent à une amélioration typique observée par le passé dans les pays de l'OCDE, ou à une amélioration par rapport au pays le plus performant si l'écart avec celui-ci est inférieur à l'amélioration typique pour deux indicateurs (réglementation de l'énergie, des transports et des communications - RETC, et dépenses consacrées à des politiques actives du marché du travail - PAMT).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; Égert et Gal (2017), « The quantification of structural reforms in OECD Countries: A New Framework », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1354, Éditions OCDE, Paris; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879957>

domaines à réformer sont cités à titre d'exemple, mais coïncident globalement avec les principales priorités de réforme identifiés dans l'édition 2019 d'*Objectif croissance* (OCDE, à paraître). Des gains de PIB de cet ordre pourraient aussi améliorer la viabilité de la dette publique dans les pays fortement endettés.

Couper court à la tendance au protectionnisme et renforcer le système commercial international fondé sur des règles grâce au dialogue multilatéral contribuerait en outre à créer un climat de confiance propice à l'investissement des entreprises et empêcherait qu'un renoncement à l'ouverture des marchés n'assombrisse les perspectives de croissance mondiale. Parallèlement aux mesures visant à préserver le système de commercial international fondé sur des règles, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour atténuer l'impact d'une plus forte intégration mondiale sur les travailleurs et les régions fragiles, en aidant les plus exposés à trouver de nouveaux emplois et à acquérir de nouvelles compétences. Il est également crucial d'éviter les erreurs de politique publique, telles que la mise en œuvre de mesures commerciales qui limitent les importations au lieu de promouvoir les exportations.

Options de politique publique en cas de retournement conjoncturel

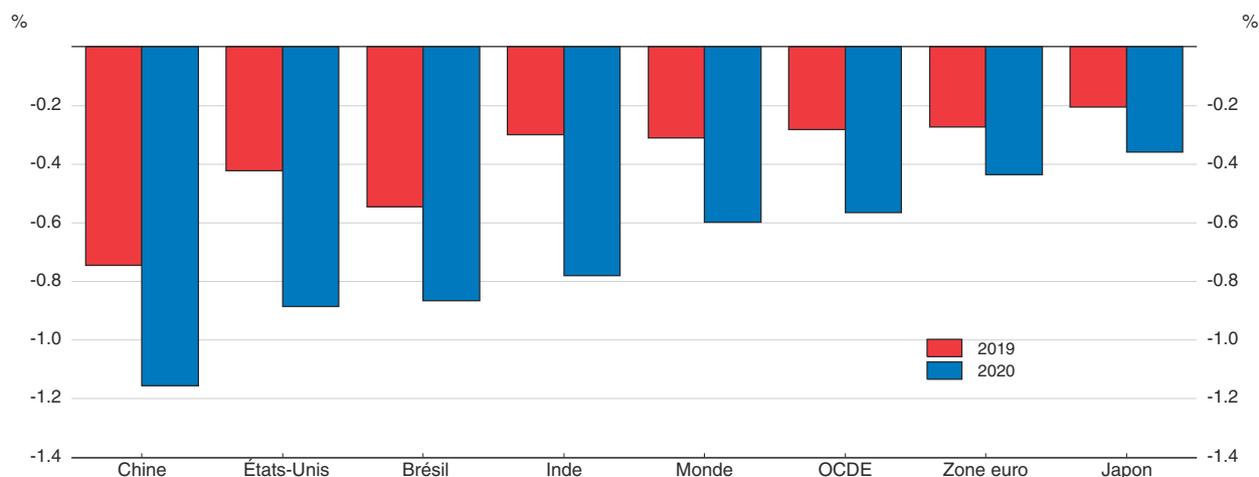
Le renforcement des risques de dégradation par rapport aux prévisions justifie une évaluation des options s'offrant aux responsables de l'action publique en cas d'affaiblissement de la croissance plus important qu'on ne le prévoit actuellement. Les risques de dégradation liés à la montée des tensions commerciales, aux pressions sur les marchés financiers des économies émergentes et à la hausse des prix du pétrole pourraient tous interagir les uns avec les autres, notamment si des tensions plus

importantes que prévu sur les prix, alimentées par l'augmentation des droits de douane ou une perturbation de l'offre de pétrole, devaient conduire de nombreux pays à resserrer de nouveau leur politique monétaire. Si des risques substantiels de révision à la baisse devaient se présenter, les responsables des politiques publiques pourraient avoir la tâche délicate de devoir gérer un ralentissement sensible de la croissance à un moment où l'inflation accélère et où la marge de manœuvre est limitée dans de nombreux pays. Par exemple, l'interaction de certains des risques susmentionnés pourrait se traduire par une réduction de plus de 0.5 % du PIB mondial par rapport au scénario de référence et de plus de 2 % des échanges mondiaux d'ici à 2020 (graphique 1.27), sur la base des simulations effectuées à l'aide du modèle macroéconomique NiGEM. L'inflation mondiale serait quant à elle supérieure de plus de ½ point de pourcentage tant en 2019 qu'en 2020. Si l'aggravation des incertitudes liées à la politique commerciale devaient se traduire par un investissement des entreprises encore inférieur aux hypothèses retenues pour construire ce scénario, le recul de la production mondiale serait encore plus marqué et atteindrait près de 1 % d'ici la fin de 2020, tandis que les échanges mondiaux baisseraient d'environ 3 %.

Dans de nombreux pays, le recours à la politique macroéconomique pour soutenir la croissance sera moins aisé que lors de précédents épisodes de ralentissement. En raison du niveau très bas des taux directs et de la baisse des taux d'intérêt neutres, il est difficile de réduire fortement les taux d'intérêt réels. La marge de manœuvre budgétaire est également limitée dans certains pays où le risque existe qu'une relance budgétaire au plan national accroisse les primes de risque souverain. Tout indique qu'un resserrement de la coopération internationale, sur le plan monétaire comme sur le plan budgétaire, s'imposera dans le cas où une récession sévère affecterait un grand nombre d'économies. Une telle coopération, même si elle n'est pas formalisée, pourrait être à même d'apporter

Graphique 1.27. **L'interaction des risques de révision à la baisse des prévisions entraînerait un ralentissement marqué de la croissance mondiale**

PIB à prix constants : différence en pourcentage par rapport au scénario de référence



Note : Effets combinés de plusieurs facteurs : hausse de 20 USD du prix du baril de pétrole, augmentation de 100 points de base des primes de risque d'investissement dans toutes les économies de marché émergentes et poursuite du relèvement des droits de douane sur les échanges bilatéraux entre les États-Unis et la Chine à compter de 2019. On suppose que tous les chocs vont durer au moins cinq ans.

Source : Calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879976>

une réponse collective suffisante à un ralentissement mondial, et permettre à chaque pays d'assouplir plus facilement sa politique macroéconomique, et ce à un moindre coût.

Selon des scénarios de politique publique coordonnée faisant appel au modèle économétrique mondial de NiGEM utilisés à titre d'illustration, des initiatives en faveur d'un soutien budgétaire supplémentaire permettraient sans doute de contrer plus rapidement un ralentissement cyclique brutal que des mesures concertées d'assouplissement monétaire, mais ces dernières auraient en revanche un impact plus durable. En particulier, deux scénarios prospectifs sont envisagés :

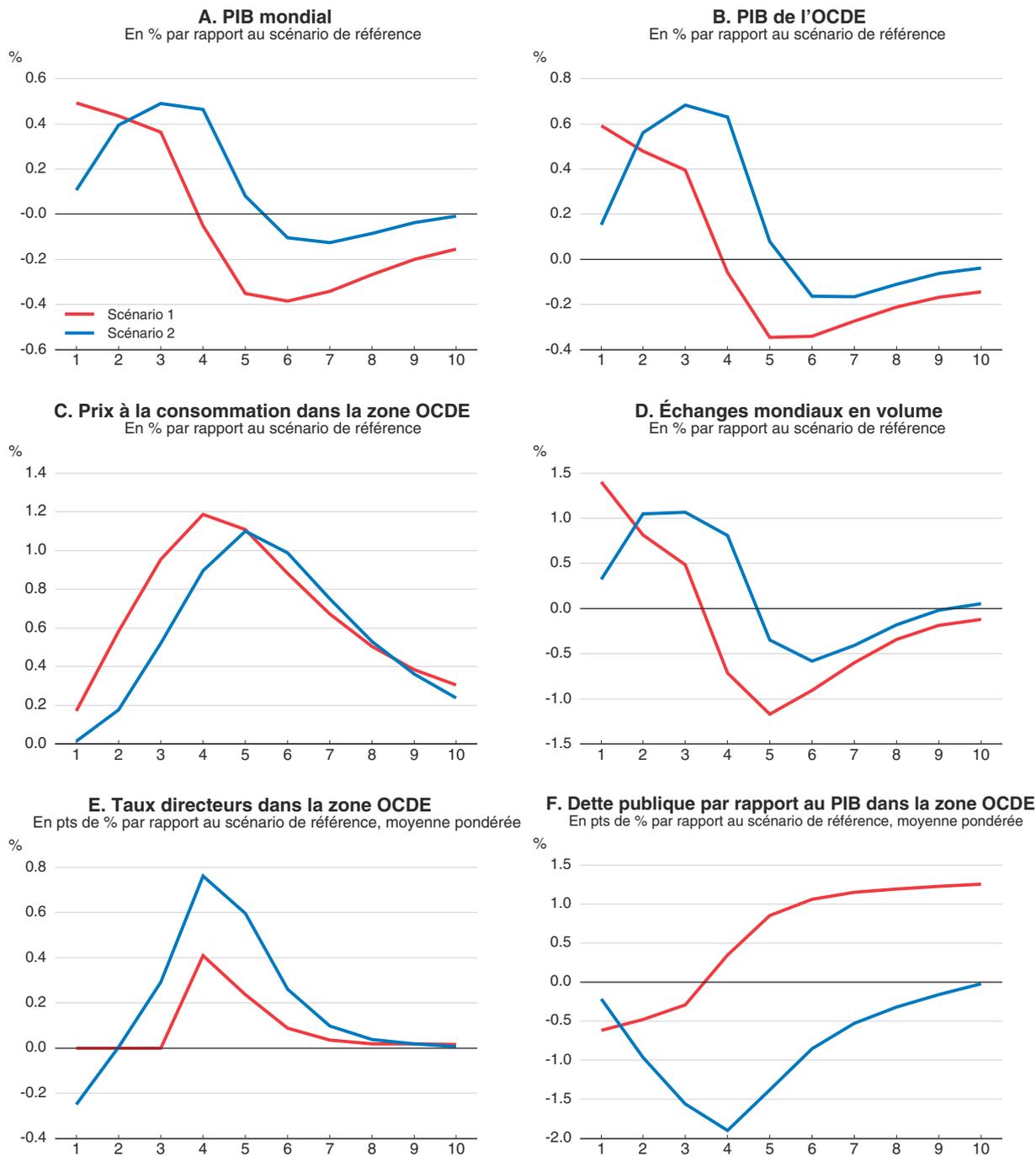
- Un soutien budgétaire triennal à hauteur de 0.5 % du PIB dans tous les pays et régions, les objectifs de budget de l'État étant abaissés d'un montant équivalent. Dans la plupart des économies, ce scénario passerait par une hausse du volume de la consommation publique mais, dans certaines économies de marché émergentes, il prendrait la forme d'une augmentation générale des dépenses publiques nominales à hauteur de 0.5 % du PIB en raison des limites du modèle. Les taux directeurs resteraient à leur valeur de référence pendant trois ans.
- Le second scénario, qui s'applique également à toutes les économies et régions, consisterait à mener de manière temporaire une politique monétaire expansionniste. Il s'agit d'examiner l'impact d'une baisse initiale de ¼ de point de pourcentage des taux directeurs dans chaque économie, à laquelle s'ajoutent des mesures d'assouplissement quantitatif durant trois ans¹³. Cet assouplissement quantitatif est supposé entraîner une baisse de 50 points de base sur trois ans de la prime d'échéance des obligations d'État à dix ans, soit une relance correspondant à la moitié des mesures initiales d'assouplissement quantitatif prises par certaines économies avancées au lendemain de la crise financière mondiale.

Le scénario d'expansion budgétaire coordonnée permet d'accroître la production mondiale d'environ 0.5 % la première année, ce qui correspond à un multiplicateur de 1, mais ses effets commencent à s'estomper dès lors que l'inflation et les taux directeurs augmentent (graphique 1.28). Par rapport au scénario de soutien budgétaire, la relance monétaire coordonnée a pour conséquence un recul des taux d'intérêt à long terme et dans les économies de l'OCDE, les rendements à long terme sont inférieurs d'environ 25 points de base à leur valeur de référence à court terme. Ce résultat pourrait être difficile à atteindre dans les économies qui ont déjà connu un assouplissement quantitatif de grande ampleur et où les taux d'intérêt sont à leur plancher effectif ou s'en approchent. La baisse des taux d'intérêt s'accompagne d'une nette augmentation de la production, qui met toutefois plus de temps à se produire que les effets d'un choc budgétaire pur et simple. Par la suite, les taux directeurs font l'objet d'un relèvement marqué face à l'accumulation de tensions inflationnistes à l'échelle mondiale (par rapport au scénario de référence).

Ces mesures, outre qu'elles ont un impact différent sur la production et l'inflation, ont aussi des conséquences sur les marchés de capitaux ainsi que sur le niveau et la composition de la dette. Cependant, les conséquences sur l'endettement des agents sont assez modestes dans la plupart des cas, en partie du fait du caractère provisoire du ralentissement et de la réaction des pouvoirs publics. L'expansion budgétaire, centrée sur la consommation publique, entraîne une hausse modeste du ratio dette publique/PIB à

13. La modification des taux directeurs est entraînée par une hausse de l'objectif de PIB nominal de 1 % sur trois ans dans la règle par défaut du modèle NiGEM.

Graphique 1.28. Options offertes aux pouvoirs publics pour compenser une récession conjoncturelle mondiale



Note : Le scénario « 1 » budgétaire correspond à un assouplissement budgétaire coordonné à l'échelle mondiale de 0.5 % du PIB pendant trois ans, avec des taux directeurs fixés pour trois ans. Le scénario « 2 » monétaire correspond à une situation dans laquelle l'objectif de PIB nominal est relevé d'un point de pourcentage pendant trois ans et la prime d'échéance sur les obligations d'État à long terme est réduite de 50 points de base pendant une durée similaire.

Source : Calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879995>

moyen terme. En revanche, en cas d'expansion monétaire, ce ratio reste inférieur ou égal au niveau du scénario de référence.

Au vu de ces résultats, il semble que la coordination des politiques publiques pourrait constituer un contrepois efficace à un ralentissement conjoncturel mondial marqué. En outre, elle aurait probablement un impact plus sensible que ce qui a été décrit ci-dessus dans la mesure où l'action collective permettrait de soutenir la confiance et de réduire les incertitudes. Face à un retournement conjoncturel, un soutien budgétaire impliquant une phase d'augmentation temporaire des dépenses publiques offrirait une réponse plus rapide, mais une relance monétaire pourrait avoir des effets plus durables. Toutefois, une relance monétaire de l'ampleur considérée serait très difficile à mettre en œuvre dans les économies où les taux d'intérêt s'approchent de leur plancher effectif, renforçant l'importance des mesures budgétaires. Comme il faut généralement du temps pour mettre en place de nouvelles mesures budgétaires et coordonner des réponses nationales, il serait également justifié d'anticiper et de planifier de telles initiatives dans l'éventualité d'un ralentissement brutal de l'activité. Profiter de la marge de manœuvre disponible, tant que la croissance économique demeure supérieure à la tendance, pour reconstituer les volants de sécurité budgétaire donnerait aux pouvoirs publics des moyens d'action supplémentaires en cas de ralentissement.

Références

- Albertazzi, U. et al. (2014), « The Impact of the Sovereign Debt Crisis on the Activity of Italian Banks », *Journal of Banking & Finance*, 46, 387-402.
- Banque de réserve fédérale d'Atlanta (2018), « Are Tariff Worries Cutting Into Business Investment? », *Federal Reserve Bank of Atlanta macroblog*, août.
- BCE (2018), « Implications macroéconomiques d'une montée du protectionnisme », *Le Bulletin économique de la BCE*, n°6, Banque centrale européenne.
- Berthou, A. et al. (2018), « Quantifying The Losses From A Global Trade War », *Banque de France ECO Notepad*, juillet.
- Cadot, O., J. Gourdon et F. van Tongeren (2018), « Estimating Ad Valorem Equivalents of Non-Tariff Measures: Combining Price-Based and Quantity-Based Approaches », *Documents de travail de l'OCDE sur la politique commerciale*, n° 215, Éditions OCDE, Paris.
- Caggiano, G., E. Castelnuovo et G. Pellegrino (2017), "Estimating the Real Effects of Uncertainty Shocks at the Zero Lower Bound", *European Economic Review*, 100, 257-272.
- CERS (2015), *Report on Systemic Risks in the EU Insurance Sector*, décembre 2015, Comité européen du risque systémique, Francfort-sur-le-Main.
- Chen, Q., I. Goldstein et W. Jiang (2010), « Payoff Complementarities and Financial Fragility: Evidence from Mutual Fund Outflows », *Journal of Financial Economics*, 97(2)2, 239-262.
- Coibion, O. et Y. Gorodnichenko (2015), « Is the Philips Curve Alive and Well after All? Inflation Expectations and the Missing Disinflation », *American Economic Journal: Macroeconomics*, 7(1), 197-232.
- Conflitti, C. et R. Cristadoro (2018), « Oil Prices and Inflation expectations », *Questioni di Economia e Finanza (Occasional Papers)*, Banque d'Italie, n° 423, Janvier.
- Égert B. et P. Gal (2017), « The quantification of structural reforms in OECD countries: A new framework », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1354, Éditions OCDE, Paris.
- FMI (2015), *Global Financial Stability Report*, Fonds monétaire international, Washington, avril.
- Guillemette, Y. et D. Turner (2018), « The Long-View: Scenarios for the World Economy to 2060 », *Documents de travail de l'OCDE sur la politique des affaires économiques*, n° 22, Éditions OCDE, Paris.

- Haugh, D. et al. (2016), « Cardiac Arrest or Dizzy Spell: Why is World Trade So Weak and What can Policy Do About It? », *Documents de travail de l'OCDE sur la politique des affaires économiques*, n° 18, Éditions OCDE, Paris,
- Heller, D. et N. Vause (2012), « Collateral Requirements for Mandatory Central Clearing of Over-the-counter Derivatives », *Documents de travail de la BRI*, n° 373, Banque des règlements internationaux, Bâle.
- Maravalle, A. et Ł. Rawdanowicz (2018), « To shorten or to lengthen? Public debt management in the low interest rate environment », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1483, Éditions OCDE, Paris,
- OCDE (2015), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Volume 2015, Numéro 2, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2017a), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Volume 2017, Numéro 2, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2017b), *Mettre les échanges au service de tous*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2017c), *International Regulatory Co-operation and Trade: Understanding the Trade Costs of Regulatory Divergence and the Remedies*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2018a), *Réformes économiques 2018: Objectif croissance – Rapport intermédiaire*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2018b), « Trade Policy and the Global Economy Scenario 2: Increasing Tariffs », *Trade Policy Brief*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2018c), « Trade Policy and the Global Economy Scenario1: Reducing Tariffs », *Trade Policy Brief*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2018d), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Volume 2018, Numéro 1, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2018e), *Études économiques de l'OCDE : Zone Euro 2018*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (à paraître), *Economic Policy Reforms 2019: Going for Growth*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE-CNUCED-OMC (2018), *19th OECD-UNCTAD-WTO Report on G20 Trade and Investment Measures*, Éditions OCDE, Paris.
- Perez-Segura, A. et R.J. Vigfusson (2016), « The Relationship between Oil Prices and Inflation Compensation », *IFDP Notes*, Board of Governors of the Federal Reserve System,
- Zoli, E. (2013), « Italian Sovereign Spreads; Their Determinants and Pass-through to Bank Funding Costs and Lending Conditions », *Documents de travail du FMI*, n° 13/84, Fonds monétaire international, Washington, D.C.

ANNEXE 1.1

Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions

Les hypothèses concernant les paramètres des politiques budgétaires pour 2018-20 sont fondées autant que possible sur les mesures concernant la fiscalité et les dépenses qui ont été adoptées par les parlements, et concordent avec les prévisions concernant la croissance, l'inflation et les salaires. Lorsque des projets ont été annoncés par les gouvernements sans avoir été adoptés par le pouvoir législatif, il en est tenu compte s'il paraît clair qu'ils seront mis en œuvre sous une forme proche de celle qui a été annoncée. Lorsqu'on ne dispose pas d'informations suffisantes pour déterminer quels seront les résultats budgétaires, on présume que les soldes primaires sous-jacents resteront inchangés, ce qui suppose l'absence de modification discrétionnaire de l'orientation de la politique budgétaire. Pour les pays de la zone euro, les objectifs indiqués dans les Programmes de stabilité sont également pris en compte.

S'agissant de la politique monétaire, les hypothèses relatives au profil d'évolution des taux d'intérêt directs correspondent au résultat le plus probable, sur la base des prévisions de l'OCDE concernant l'activité économique et l'inflation, ces prévisions pouvant être différentes de la trajectoire indiquée par les autorités monétaires.

- Aux États-Unis, on suppose que la limite supérieure de la fourchette retenue comme objectif pour le taux des Fonds fédéraux sera progressivement relevée pour passer de 2.25 % aujourd'hui à 3.5 % en décembre 2019, et restera constante en 2020.
- Au Japon, il est présumé que le taux à court terme sur les soldes des comptes courants détenus par les institutions financières auprès de la banque centrale sera maintenu à -0.1 % pendant toute la période considérée.
- Dans la zone euro, on pose l'hypothèse que le taux négatif de la facilité de dépôt sera relevé par rapport à son niveau actuel de -0.4% pour passer à 0.2% d'ici la fin de 2020.
- En Chine, on présume que la politique monétaire sera légèrement accommodante.
- Dans le cas de l'Inde, on pose l'hypothèse que le taux des prises en pension sera porté de son niveau actuel de 6.5 % à 7 % à la mi-2019, puis ramené à 6.75 % en 2020.
- Au Brésil, on suppose que le taux directeur sera relevé progressivement pour atteindre 8.25 % d'ici la fin de 2020.

Bien que leur impact soit difficile à évaluer, on pose l'hypothèse que les mesures suivantes d'assouplissement quantitatif seront prises au cours de la période considérée, avec un effet implicite sur les taux d'intérêt à long terme. Aux États-Unis, on suppose que

la Réserve fédérale réduira son stock d'actifs, comme elle l'a annoncé. Au Japon, il est présumé que la banque centrale poursuivra ses achats d'actifs et sa politique de contrôle de la courbe des rendements, mais avec plus de souplesse concernant ce dernier aspect, jusqu'à la fin de 2020, ce qui implique à ce moment-là une légère hausse du rendement des obligations d'État à 10 ans. Dans la zone euro, on pose l'hypothèse que la Banque centrale européenne (BCE) réduira progressivement ses achats d'actifs en 2018, ce qui entraînera une augmentation graduelle des taux d'intérêt à long terme en 2019-20.

Seules sont prises en compte les réformes structurelles déjà mises en œuvre ou annoncées pour la période considérée. On suppose qu'aucune autre réforme ne sera mise en œuvre.

Les prévisions reposent sur l'hypothèse que les taux de change resteront aux niveaux observés à la date du 30 octobre 2018, où le dollar des États-Unis valait 112.7 JPY, 0.88 EUR (ce qui signifie que l'euro valait 1.14 USD) et 6.97 CNY.

Il est supposé que le cours du baril de pétrole brut de référence Brent restera constant à 80 USD pendant toute la période considérée, conformément au niveau moyen de septembre et d'octobre. On retient comme hypothèse que les prix des produits de base non pétroliers resteront également inchangés au cours de la période considérée, à leurs niveaux moyens d'octobre 2018.

Les prévisions relatives au Royaume-Uni reposent sur l'hypothèse technique d'un accord de transition avec l'UE couvrant une période allant jusqu'à la fin de 2020, après la sortie officielle du Royaume-Uni de l'UE à la fin de mars 2019. Un tel accord minimiserait les risques de perturbations des échanges. Il est présumé que la fin de la période de transition se déroulera sans heurts, mais que l'issue définitive de l'accord sur les relations futures entre l'Union européenne et le Royaume-Uni restera incertaine jusqu'en 2020.

Les droits de douane imposés par les États-Unis et la Chine sur leurs échanges bilatéraux jusqu'en octobre 2018 ont été pris en compte dans les projections, mais on pose comme hypothèse qu'aucune mesure supplémentaire ne sera prise.

Ces prévisions ont été établies à partir d'informations collectées jusqu'à la date du 14 novembre 2018.

Chapitre 2

DÉCOUPLAGE SALAIRES-PRODUCTIVITÉ : QUELLES CONSÉQUENCES SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES ?

Introduction et résumé

Plusieurs pays de l'OCDE doivent non seulement composer avec de faibles gains de productivité, mais enregistrent également un ralentissement de la croissance des salaires réels par rapport à celle de la productivité, ce qui se traduit par une baisse de la part des salaires dans le PIB. De plus, la progression des salaires médians et des bas salaires est inférieure à la croissance moyenne de l'ensemble des salaires, d'où un creusement des inégalités. La conjonction de ces tendances a entraîné un découplage entre la croissance des bas salaires et des salaires médians d'une part et l'augmentation de la productivité d'autre part.

Ce chapitre permet de dresser le bilan des recherches effectuées récemment par l'OCDE sur les déterminants du découplage salaires-productivité et d'en examiner les conséquences en termes de politiques publiques. Les principaux résultats peuvent être résumés comme suit :

- Dans un certain nombre de pays, le découplage est allé de pair avec une stagnation des salaires réels médians. Aux États-Unis, par exemple, la croissance annuelle des salaires réels médians s'est établie à environ ½ pour cent au cours des deux dernières décennies, alors qu'elle a atteint entre 1 ½ et 2 % dans des pays enregistrant une croissance de la productivité similaire mais sans découplage, comme la France, la Finlande et le Royaume-Uni.
- Le progrès technologique et l'expansion des chaînes de valeur mondiales ont contribué au découplage entre croissance des salaires réels médians et gains de productivité, mais les dynamiques au niveau des entreprises sont très variables selon les pays. Dans les pays où la croissance des salaires réels médians s'est dissociée de la croissance de la productivité du travail, les entreprises situées à la frontière technologique, à faible part des salaires, se sont démarquées du reste des entreprises. Leur essor s'est accompagné d'une forte croissance de la productivité et d'un taux de rotation élevé à la frontière technologique, ce qui suggère que ce processus s'explique principalement par le dynamisme technologique.
- Les politiques publiques et les institutions sont des déterminants importants du lien entre productivité et salaires. L'investissement dans les compétences peut contribuer à ce que les gains issus du progrès technologique soient largement partagés avec les travailleurs, le capital se substituant moins facilement à une main-d'œuvre qualifiée à mesure que le prix des nouvelles technologies diminue. Parallèlement, les politiques actives du marché du travail jouent un rôle utile en contribuant à préserver les compétences des travailleurs qui ont perdu leur emploi et à maintenir leurs liens avec le marché du travail. La mise en œuvre de réformes favorables à la concurrence sur les marchés de produits peut faciliter la transmission des gains de productivité aux salaires en comprimant les rentes qui, sur ces marchés, vont souvent au capital, mais elle peut également contribuer à creuser les inégalités salariales en accentuant la dispersion de la productivité et des salaires entre les entreprises. Dans les pays où les salaires minimums sont peu élevés ou dans lesquels les règles relatives à la protection de l'emploi sont particulièrement limitées pour certaines catégories de travailleurs, le relèvement des salaires minimums ou le renforcement de la protection de l'emploi pour ces travailleurs permettraient de compenser les effets négatifs

d'une réforme des marchés de produits sur les inégalités de salaire. En revanche, dans les pays où une large part de la main-d'œuvre est couverte par des dispositions contraignantes en matière de salaire minimum et où les règles relatives à protection de l'emploi sont strictes, ces mesures risquent d'encourager la substitution du capital au travail.

Le reste de chapitre est organisé ainsi : la section qui suit décrit le cadre conceptuel utilisé pour examiner la mesure dans laquelle le découplage entre salaires réels médians et productivité peut être attribuée respectivement à l'évolution de la part du travail dans le revenu des facteurs et à celle des inégalités de salaire. Elle fournit également des éléments descriptifs fondés sur des données globales concernant le découplage dans les pays de l'OCDE couverts par l'analyse (Schwellnus, Kappeler et Pionnier, 2017). La section suivante récapitule les résultats d'études qui ont analysé les effets des tendances structurelles et de l'évolution des politiques sur la transmission des gains de productivité aux salaires réels médians au niveau des pays, des secteurs d'activité et des entreprises de la zone OCDE, en s'intéressant tout particulièrement aux dynamiques récentes à l'échelon des entreprises (Berlingieri, Blanchenay et Criscuolo, 2017 ; Pak et Schwellnus, 2018 ; Schwellnus et al., 2018).

En préambule

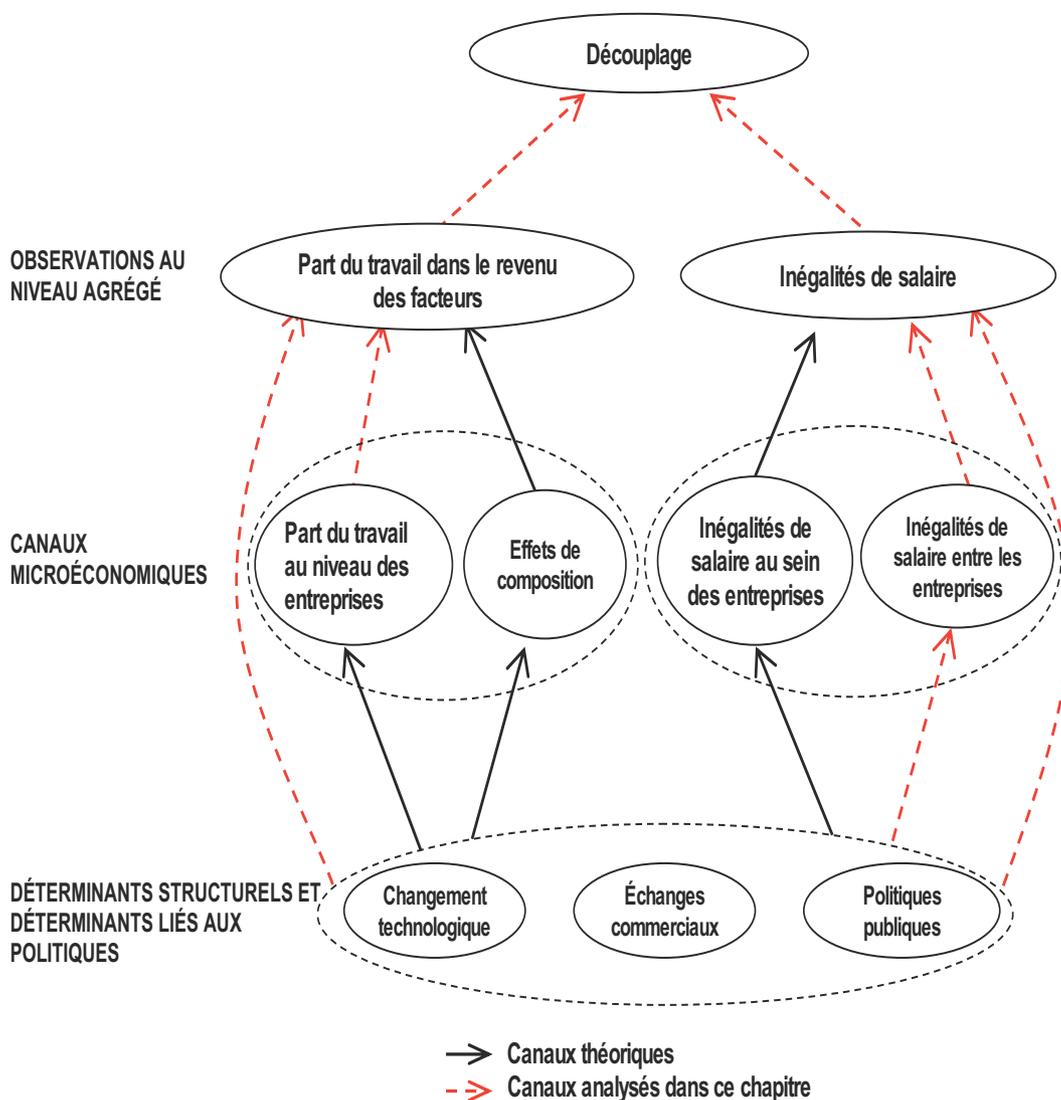
Un cadre conceptuel

D'un point de vue comptable, le découplage au niveau agrégé entre croissance des salaires réels médians et croissance de la productivité du travail reflète (i) le découplage entre la croissance des salaires réels *moyens* et la croissance de la productivité du travail et/ou (ii) le découplage entre la croissance des salaires réels *médians* et la croissance des salaires réels *moyens*¹. Lorsque les salaires réels sont exprimés en termes de prix à la production (comme c'est le cas dans ce chapitre), le découplage entre croissance des salaires réels *moyens* et croissance de la productivité du travail se manifeste par un déclin de la part du travail dans le revenu des facteurs, tandis que le découplage entre croissance des salaires réels *médians* et croissance des salaires réels *moyens* peut s'interpréter comme une mesure partielle des inégalités de salaire².

1. D'autres études consacrées au découplage ont utilisé le même type de décomposition comptable ; c'est le cas notamment de Bivens et Mishel (2015), Sharpe et Ugucioni (2017) et Pessoa et van Reenen (2013).
2. La productivité du travail est mesurée par la valeur ajoutée brute réelle au coût des facteurs et par travailleur. Du point de vue de la répartition des revenus, il est sans doute préférable de calculer la productivité du travail à partir de la valeur ajoutée nette et non brute, dans la mesure où seule la valeur ajoutée nette de l'amortissement du capital est disponible pour rémunérer la main-d'œuvre (Bridgman, 2014 ; Rognlie, 2015 ; Cho, Hwang et Schreyer, 2017). Cependant, une grande incertitude entoure les mesures de l'amortissement du capital qui figurent dans les comptes nationaux, l'amortissement étant un paramètre non observé qui doit être imputé. De surcroît, les pays n'utilisent pas tous les mêmes méthodes sous-jacentes d'imputation, ce qui réduit la comparabilité internationale de la valeur ajoutée nette par rapport à la valeur ajoutée brute. Enfin, le fait de déduire l'amortissement du capital peut déboucher sur des mesures extrêmement cycliques de la valeur ajoutée et ainsi fausser les mesures de la croissance de la productivité à moyen terme (Schwellnus, Kappeler et Pionnier, 2017). La mesure des salaires utilisée dans cette étude est calculée en tant que rémunération par travailleur, ce qui intègre les éléments non salariaux, tels que les cotisations de sécurité sociale patronales et salariales, de sorte que les variations des éléments non salariaux de la rémunération sont sans incidence sur le découplage. Les salaires sont déflatés par l'indice des prix de la valeur ajoutée. Si les salaires réels étaient exprimés en termes de prix à la consommation et non de prix de la valeur ajoutée, le découplage apparaîtrait plus marqué en moyenne, étant donné que les prix à la consommation ont progressé plus vite que les prix à la production dans la plupart des pays de l'OCDE.

Les évolutions de la part du travail dans le revenu des facteurs et des inégalités de salaire au niveau agrégé peuvent à leur tour être décomposées en deux éléments : l'évolution interne aux entreprises et l'évolution entre entreprises (graphique 2.1). Par exemple, le déclin de la part du travail au niveau agrégé dans le revenu des facteurs peut s'expliquer en partie par le déclin de la part moyenne du travail au sein des entreprises (augmentation des marges dans toutes les entreprises par exemple) ou par un changement de composition au profit des entreprises où la part du travail est peu élevée (augmentation de la part de marché des entreprises à marge élevée par exemple). De même, l'augmentation au niveau agrégé des inégalités de salaire au niveau des travailleurs peut résulter en partie de l'augmentation des inégalités moyennes de salaire au sein des entreprises (hausse de la rémunération des cadres par exemple) ou d'une augmentation des inégalités de salaire entre les entreprises (par exemple, si les entreprises versant les salaires les plus élevés accroissent leur avance sur le reste des entreprises, ou si celles

Graphique 2.1. **Le cadre conceptuel derrière l'analyse du découplage**



Source : OCDE.

versant les salaires les plus bas accentuent leur retard). Bien que l'on puisse supposer que l'évolution technologique, l'expansion des chaînes de valeur mondiales et les politiques publiques exercent toutes une influence sur le découplage au niveau agrégé à travers l'ensemble des canaux microéconomiques susmentionnés, ce chapitre ne s'attarde que sur certains d'entre eux. Les petites entreprises n'étant qu'imparfaitement couvertes par les données à l'échelon des entreprises qui sous-tendent les analyses de la part du travail dans le revenu des facteurs, il n'est pas possible de procéder à une décomposition structurelle-résiduelle complète. En l'absence de données transnationales permettant de relier les salariés aux entreprises qui les emploient (données appariées employeur-employé), il n'est pas possible de décomposer les inégalités de salaire au niveau des travailleurs en composantes intra-entreprise et inter-entreprise.

Compte tenu de ces limites de données, l'analyse de la part du travail dans le revenu des facteurs résumée ci-après présente des éléments descriptifs sur le rôle des entreprises situées à la frontière technologique (bien couvertes par les données à l'échelon des entreprises dont nous disposons) dans l'évolution de la part du travail au niveau agrégé. Le rôle des déterminants structurels et des déterminants liés aux politiques dans l'évolution de la part du travail est analysé directement à l'échelon des pays et des secteurs. L'analyse des inégalités de salaire se concentre principalement sur les inégalités entre les entreprises. Elle présente des éléments descriptifs sur le rôle de ces dernières dans les inégalités à l'échelon des travailleurs, ainsi que des données économétriques sur leurs déterminants structurels et ceux liés aux politiques en s'appuyant sur les données micro-agrégées du projet MultiProd de l'OCDE³. Des éléments complémentaires tirés de données à l'échelon des pays permettent d'établir des liens directs entre les inégalités de salaire au niveau agrégé et la technologie, les échanges et les politiques publiques.

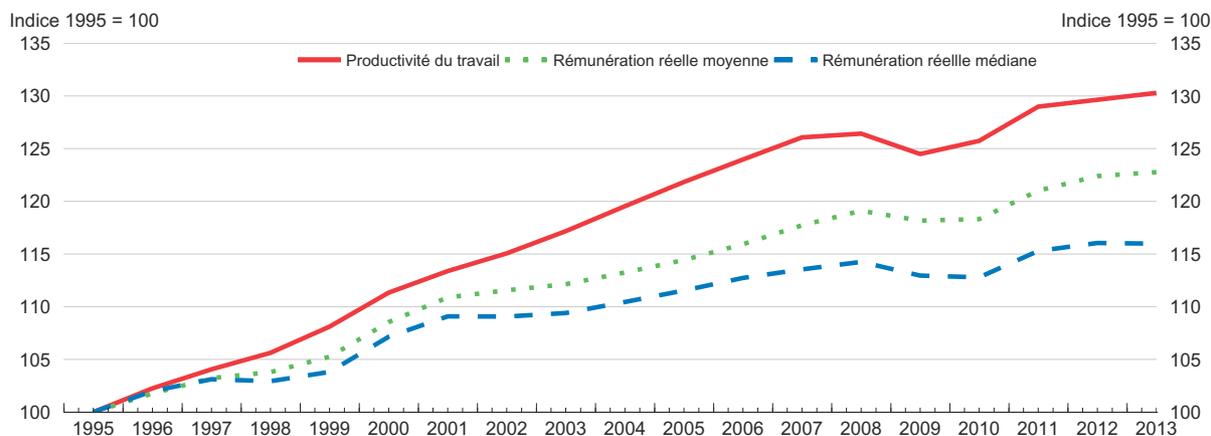
Le changement technologique et l'essor des chaînes de valeur mondiales peuvent exercer des influences comparables sur la part du travail et les inégalités de salaire : ils peuvent induire une substitution du capital au travail et réduire la demande relative de travailleurs peu qualifiés, entraînant simultanément une baisse de la part du travail et un creusement des inégalités de salaire (Karabarbounis et Neiman, 2014 ; Acemoglu et Autor, 2011). A contrario, les réformes des politiques publiques peuvent produire des effets antagonistes sur la part du travail et les inégalités de salaire. Par exemple, l'augmentation du salaire minimum est susceptible de réduire les inégalités de salaire en rehaussant le niveau des salaires situés dans le bas de la distribution, mais peut également favoriser la substitution du capital au travail, en particulier si une large part de la main-d'œuvre est déjà couverte par des dispositions contraignantes en matière de salaire minimum, provoquant une réduction de la part du travail.

Les faits : situation d'un point de vue agrégé et d'un point de vue désagrégé

En moyenne, dans 24 pays de l'OCDE, la croissance des salaires réels médians s'est fortement dissociée de la croissance de la productivité au cours des deux dernières décennies (graphique 2.2). L'analyse ne prend pas en considération les fluctuations de la part du travail dans le secteur primaire, le secteur du logement et le secteur non marchand, qui sont largement déterminées par les variations des prix des actifs ou les choix

3. Voir <http://www.oecd.org/sti/ind/multiprod.htm> et Berlingieri, Blanchenay et Criscuolo (2017) pour de plus amples précisions sur le projet MultiProd.

Graphique 2.2. Les salaires réels médians se sont dissociés de la productivité du travail
Économie totale hors secteur primaire, secteur immobilier et secteur non marchand



Note : Moyenne pondérée par l'emploi pour 24 pays (moyennes mobiles sur deux ans jusqu'aux années indiquées). 1995-2013 pour l'Allemagne, la Corée, les États-Unis, la Finlande et le Japon ; 1995-2012 pour la France, l'Italie et la Suède ; 1996-2013 pour l'Autriche, la Belgique et le Royaume-Uni ; 1996-2012 pour l'Australie et l'Espagne ; 1997-2013 pour le Danemark, la Hongrie et la République tchèque ; 1997-2012 pour la Pologne ; 1996-2010 pour les Pays-Bas ; 1998-2013 pour la Norvège ; 1998-2012 pour le Canada et la Nouvelle-Zélande ; 1999-2013 pour l'Irlande ; 2002-2011 pour Israël ; 2003-2013 pour la République slovaque. Toutes les séries sont déflatées par l'indice des prix de la valeur ajoutée pour l'économie hors secteur primaire, secteur immobilier et secteur non marchand. Les secteurs exclus sont les suivants (CITI rév. 4) : (1) Agriculture, sylviculture et pêche (A), (2) Activités extractives (B), (3) Activités immobilières (L), (4) Administration publique et défense, sécurité sociale et obligatoire (O), (5) Éducation (P), (6) Santé et action sociale (Q), (7) Activités des ménages privés employant du personnel domestique (T) et (8) Activités des organisations et organismes extra-territoriaux (U).

Source : Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux, base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus d'activité.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876195>

d'imputation et dont les effets en termes de répartition peuvent donc différer de ceux des fluctuations dans le secteur de la production⁴.

Les tendances sont très variables selon les pays, aussi bien en ce qui concerne le processus global de découplage que la mesure dans laquelle il s'est accompagné d'une stagnation des salaires réels médians (tableau 2.1). Dans un certain nombre de pays qui affichent une croissance de la productivité supérieure à la moyenne, comme la Corée, la Pologne ou la République slovaque, les salaires réels médians ont progressé à un rythme nettement supérieur à la moyenne OCDE malgré un découplage important entre salaires et productivité. Inversement, dans des pays où la productivité a augmenté à un rythme à peu près équivalent ou inférieur à la moyenne OCDE, tels que le Canada, les États-Unis ou le Japon, le découplage est allé de pair avec une quasi-stagnation des salaires réels médians. Dans à peu près un tiers des pays de l'OCDE couverts, les salaires réels médians ont augmenté autant ou même davantage que la productivité du travail. Dans certains d'entre eux comme la République tchèque et la Suède, les salaires réels médians ont crû à un rythme supérieur à la moyenne ; dans quelques autres qui ont enregistré une croissance de la productivité inférieure à la moyenne, comme l'Italie et l'Espagne, les salaires réels médians ont néanmoins progressé très faiblement.

4. Le secteur primaire, le secteur immobilier et le secteur non marchand représentent de l'ordre de 30 % de la valeur ajoutée dans les pays de l'OCDE. L'économie totale englobe des secteurs pour lesquels la part du travail dans le revenu des facteurs est largement déterminée par les fluctuations des prix des matières premières et des actifs, tels que le secteur primaire et le secteur immobilier, ou pour lesquels la part du travail est déterminée par des choix d'imputation, tels que le secteur non marchand.

Tableau 2.1. Les tendances en termes de découplage macroéconomique sont très variables selon les pays

À l'exclusion du secteur primaire, du secteur immobilier et du secteur non marchand
Taux de croissance annualisés en points de pourcentage, 1995-2013

	Taux de croissance annuels moyens			Contributions au découplage de		
	Productivité du travail	Salaires réels moyens	Salaires réels médians	la part du travail dans le revenu des facteurs	l'inégalité des salaires	Découplage total
	(1)	(2)	(3)	(2) - (1)	(3) - (2)	(3) - (1)
Pologne	4.2	2.8	2.2	-1.3	-0.6	-2.0
Corée	4.1	3.1	2.7	-1.1	-0.4	-1.5
États-Unis	1.8	1.2	0.5	-0.6	-0.7	-1.3
Hongrie	1.9	1.5	0.6	-0.4	-0.9	-1.3
Irlande	2.5	1.4	1.3	-1.1	-0.1	-1.2
Canada	0.9	0.4	0.2	-0.5	-0.2	-0.7
Pays-Bas	1.8	1.3	1.1	-0.5	-0.2	-0.7
Australie	1.6	1.2	1.0	-0.4	-0.3	-0.7
Israël	1.6	0.7	0.9	-0.9	0.2	-0.7
Japon	0.7	0.3	0.2	-0.5	-0.1	-0.5
République slovaque	3.8	3.6	3.3	-0.2	-0.3	-0.5
Belgique	1.4	1.1	1.0	-0.3	-0.1	-0.4
Allemagne	0.7	0.6	0.5	-0.1	-0.1	-0.2
Autriche	1.1	1.0	0.9	-0.1	-0.1	-0.2
Norvège	1.5	1.4	1.3	-0.1	-0.1	-0.2
République tchèque	3.2	3.6	3.2	0.4	-0.4	0.0
Nouvelle Zélande	1.0	1.4	1.0	0.4	-0.4	0.1
Danemark	1.1	1.4	1.3	0.3	-0.1	0.2
Suède	2.4	2.7	2.6	0.3	-0.1	0.2
France	1.1	1.4	1.4	0.3	0.0	0.3
Royaume-Uni	1.2	1.8	1.6	0.6	-0.2	0.4
Finlande	1.5	2.0	1.9	0.5	-0.1	0.4
Espagne	0.1	0.3	0.6	0.2	0.3	0.5
Italie	-0.3	0.3	0.2	0.5	0.0	0.5
OCDE (moyenne pondérée)	1.5	1.2	0.8	-0.3	-0.3	-0.7
OCDE (moyenne non pondérée)	1.7	1.5	1.3	-0.2	-0.2	-0.4

Note : Les pays sont classés par ordre croissant des valeurs figurant dans la colonne « Découplage total ». La moyenne pondérée est la moyenne de l'indicateur pondérée par l'emploi de chacun des 24 pays. Les contributions sont calculées à partir des chiffres exacts des valeurs des colonnes (1)-(3) ; elles peuvent donc être différentes de ce qu'indiquent les valeurs arrondies présentées dans le tableau. Pour la plupart des pays, les données sur les salaires réels médians ne sont pas disponibles après 2013 dans la base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus d'activité ; par conséquent, la période 2014-17 est exclue de l'analyse.

Source : Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux, base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus d'activité.

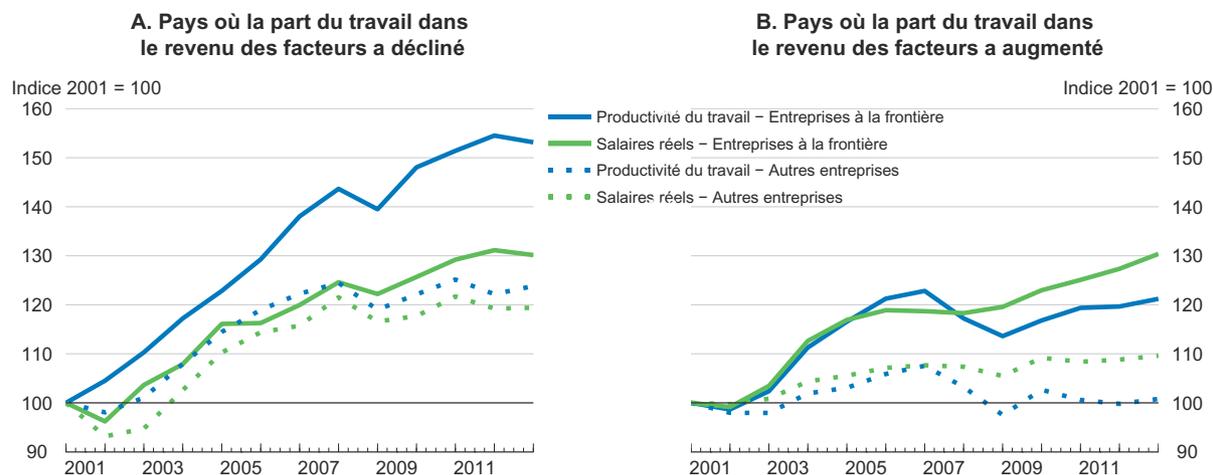
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876271>

Les contributions relatives de la part du travail et des inégalités de salaire au découplage au niveau agrégé sont elles aussi très variables, ce qui laisse penser que les facteurs propres aux pays – notamment les politiques relatives au marché du travail et aux marchés de produits et le niveau des compétences et leur répartition dans la population – jouent également un rôle (tableau 2.1). Par exemple, le déclin de la part du travail est responsable de la moitié environ du découplage (0.6 point de pourcentage sur 1.3) aux États-Unis, mais de presque la totalité du découplage au Japon.

Le découplage au niveau agrégé entre salaires médians et productivité reflète en partie le recul de la part du travail à la frontière technologique (définie par les 5 % des entreprises les plus performantes en termes de productivité du travail dans chaque groupe de pays, dans chaque secteur et pour chaque année). Dans les pays où la part du travail au niveau agrégé a diminué, le découplage salaires réels-productivité a été particulièrement marqué dans les entreprises situées à la frontière technologique (graphique 2.3)⁵. Ce résultat pourrait traduire l'existence d'une dynamique du « winner-takes-most », les entreprises situées à la frontière profitant des économies d'échelle et d'envergure permises par la technologie ou la mondialisation, pour réduire la part des coûts fixes de main-d'œuvre dans la valeur ajoutée (coûts liés à la recherche-développement, à la conception des produits ou à la commercialisation par exemple) et/ou pour acquérir une position dominante leur permettant d'accroître leurs marges (Autor et al., 2017 ; Calligaris, Criscuolo et Marcolin, 2018 ; Philippon, 2018). Dans les pays où la part du travail a augmenté, en revanche, on n'observe pas ce découplage entre salaires réels et productivité dans les entreprises situées à la frontière.

Le découplage entre salaires et productivité à la frontière technologique s'est accompagné d'une augmentation des parts de marché détenues par les entreprises situées à la frontière (Andrews, Criscuolo et Gal, 2016 ; Schweltnus et al., 2018). La part du travail dans le revenu des

Graphique 2.3. **Salaires moyens et productivité moyenne dans les entreprises situées à la frontière et les autres entreprises**



Note : La productivité du travail et les salaires réels sont obtenus en calculant les moyennes non pondérées de la valeur ajoutée réelle par travailleur et de la rémunération réelle du travail par travailleur sur l'ensemble des entreprises. Les entreprises situées à la frontière sont les 5 % des entreprises les plus performantes en termes de productivité du travail dans chaque groupe de pays, dans chaque secteur et pour chaque année. Les pays où la part du travail dans le revenu des facteurs a diminué (hors secteur primaire, secteur immobilier, secteur financier et secteur non marchand) entre 2001 et 2013 sont les suivants : Allemagne, Belgique, Corée, Danemark, États-Unis, Irlande, Japon, Royaume-Uni et Suède. Les pays où elle a augmenté sont les suivants : Autriche, Espagne, Estonie, Finlande, France, Italie, Pays-Bas et République tchèque.

Source : Schweltnus C., M. Pak, P. Pionnier et E. Crivellaro (2018), « Labour Share Developments Over the Past Two Decades: The Role of Technological Progress, Globalisation and "Winner-Takes-Most" Dynamics », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 150, Éditions OCDE, Paris.

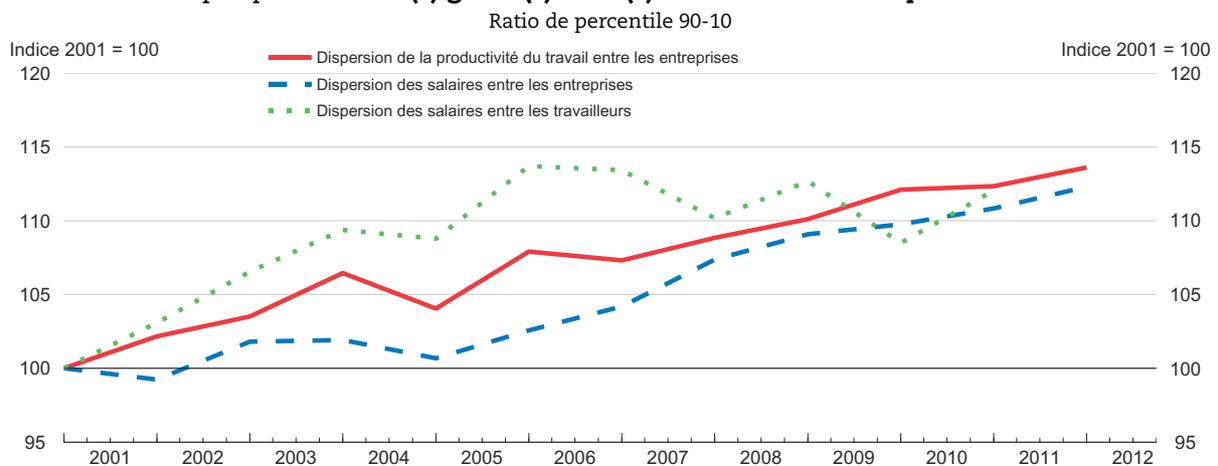
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876214>

5. Le découplage entre salaires et productivité dans les entreprises situées à la frontière peut difficilement s'expliquer par l'augmentation de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions, la période 2001-13 couverte par cette analyse ayant été caractérisée par de faibles rendements boursiers. Song et al. (2015) montrent que la rémunération des dirigeants des plus grandes entreprises des États-Unis, options d'achat d'actions comprises, a évolué à peu près au même rythme que la rémunération des autres employés de ces entreprises après 1999.

facteurs étant généralement beaucoup plus réduite dans ces entreprises que dans d'autres, leur essor a accentué les pressions à la baisse sur la part du travail au niveau agrégé. En principe, cette tendance pourrait être le signe de l'émergence de forces anticoncurrentielles, mais elle pourrait aussi être liée à un renforcement temporaire de la concentration du marché résultant du dynamisme technologique. En fait, le découplage salaires-productivité observé à la frontière technologique résulte principalement de l'accession à la frontière d'entreprises caractérisées par une part du travail peu élevée (Schwellnus et al., 2018). De plus, aux États-Unis, le renforcement de la concentration du marché concerne surtout des secteurs d'évolution technologique rapide (Autor et al., 2017). De même, l'augmentation des marges a été particulièrement sensible dans les activités de services à forte intensité de numérique, qui ont connu un changement technologique plus rapide (Calligaris, Criscuolo et Marcolin, 2018). Le risque existe néanmoins que les entreprises actuellement en pointe sur le plan technologique ne cherchent à se protéger contre la menace de nouvelles entrées sur le marché en adoptant des pratiques anticoncurrentielles.

Sur le plan de la productivité et des salaires, les entreprises très performantes ont divergé des autres entreprises, contribuant à un accroissement de la dispersion des salaires entre les travailleurs (Berlingieri, Blanchenay et Criscuolo, 2017) (graphique 2.4)⁶.

Graphique 2.4. « Le(s) grand(s) écart(s) » de salaires et de productivité



Note : La ligne pleine et la ligne tiretée se fondent sur une estimation des variables annuelles correspondant à des régressions du logarithme de la productivité et de la dispersion des salaires entre les entreprises respectivement, pour des pairs pays-secteur incluant les pays suivants : Australie, Autriche, Belgique, Chili, Danemark, Finlande, France, Hongrie, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas et Suède. La ligne en pointillés repose sur une estimation des variables annuelles correspondant à une régression de la dispersion globale des salaires entre les travailleurs tirée de la base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus d'activité dans chaque pays (Australie, Finlande, France, Hongrie, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas et Suède).

Source : Berlingieri, G., P. Blanchenay and C. Criscuolo (2017), « The great divergence(s) », *OECD Science, Technology and Industry Policy Papers*, No. 39. and OECD calculations.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876233>

6. L'écart de percentile 90-10 des salaires à l'échelon des travailleurs est étroitement corrélé au ratio salaires moyens/salaires médians, mesure de la dispersion des salaires utilisée dans l'analyse au niveau agrégé. Ce résultat rejoint un vaste corpus factuel fondé sur des données appariées employeur-employé, duquel il ressort que la divergence des salaires entre les entreprises est un facteur explicatif clé de la divergence des salaires entre les travailleurs individuels. Ce constat a été effectué notamment pour l'Allemagne (Baumgarten, Felbermayr et Lehwald, 2016 ; Card, Heining et Kline, 2013 ; Goldschmidt et Schmieder, 2015), le Brésil (Helpman et al., 2017), le Danemark (Bagger, Sørensen et Vejlin, 2013), les États-Unis (Dunne et al., 2004 ; Barth et al., 2016 ; Song et al., 2015), l'Italie (Card, Devicienti et Maida, 2014), le Portugal (Card, Cardoso et Kline, 2016), le Royaume-Uni (Faggio, Salvanes et van Reenen, 2010) et la Suède (Skans, Edin et Holmlund, 2009).

Les divergences de productivité et de salaires entre entreprises pourraient s'expliquer en partie par le fait qu'il y a entre elles des écarts de performance fondamentaux qui se répercutent sur les salaires par le biais du partage des rentes. Ou alors, elles pourraient résulter d'un processus « tri » en vertu duquel les travailleurs à salaire élevé sont employés dans les entreprises qui versent des rémunérations élevées, et les travailleurs à bas salaire dans les entreprises qui versent de faibles rémunérations, une tendance peut-être liée au développement de l'externalisation.

Les déterminants : données agrégées et données désagrégées

Changement technologique

Les baisses des prix de l'investissement dues au changement technologique entraînent un recul de la part du travail dans le revenu des facteurs (Schwellnus et al., 2018). Dans la moyenne des secteurs, un déclin de 9 % des prix de l'investissement vis-à-vis des prix de la valeur ajoutée – qui correspond à la baisse moyenne des prix relatifs de l'investissement observé dans la zone OCDE entre 1995 et 2013 – fait reculer la part du travail dans le revenu des facteurs d'environ 1.7 point de pourcentage. Cela pourrait tenir au fait que le progrès technologique a accéléré les suppressions d'emplois au fil du temps, en particulier dans les années 2000 (Autor et Salomons, 2018). D'un côté, les nouvelles technologies permettent d'automatiser un plus grand nombre de tâches existantes, ce qui conduit à des suppressions d'emplois et à une diminution de la part du travail dans le revenu des facteurs. D'un autre côté, les nouvelles technologies créent aussi de nouvelles tâches qui ne peuvent pas être exécutées par des machines (Acemoglu et Restrepo, 2018). À mesure que la nature du progrès technologique évolue, l'équilibre entre les effets de suppression d'emplois et de création de tâches nouvelles imputables aux nouvelles technologies peut se modifier à son tour. Il est possible, en particulier, que les technologies de l'information et des communications (TIC) aient fait pencher la balance du côté de l'effet « suppression d'emplois » et facilité l'émergence d'entreprises « superstars » dans lesquelles la part du travail est très réduite⁷.

Il apparaît en outre que le changement technologique contribue au creusement des inégalités de salaire. Pour un niveau donné de dotations en main-d'œuvre qualifiée et peu qualifiée (dont la quantité ne peut être ajustée que lentement dans la durée), le changement technologique peut renforcer les inégalités de salaire s'il complète la main-d'œuvre qualifiée mais se substitue à la main-d'œuvre peu qualifiée. Confirmant cette hypothèse, des études constatent une association positive entre le ratio dépenses de R-D sur PIB et les inégalités de salaire au niveau agrégé (De Serres et Schwellnus, 2018) et une

7. L'observation selon laquelle les baisses des prix relatifs de l'investissement dues au changement technologique entraînent un recul de la part du travail dans le revenu des facteurs implique une élasticité de substitution du capital au travail supérieure à un. Bien que Karabarbounis et Neiman (2014) obtiennent une élasticité de substitution de l'ordre de 1.2 à 1.5 en utilisant un dispositif proche de celui employé par les études de l'OCDE résumées dans ce chapitre, la plupart des estimations donnent une élasticité de substitution inférieure à un (Chirinko, 2008). Si les études récentes de l'OCDE parviennent à des niveaux d'élasticité de substitution élevés, c'est peut-être en partie parce qu'elles portent sur une période récente : en effet, l'élasticité de substitution entre le capital des TIC apparu dans les années 1990 et le travail est beaucoup plus élevée que l'élasticité de substitution vis-à-vis d'autres biens d'équipement et dépasse largement l'unité (Tevlin et Whelan, 2003 ; Bakhshi, Oulton et Thompson, 2003).

association positive entre l'essor du numérique et l'accroissement de la dispersion des salaires entre les entreprises (Berlingieri, Blanchenay et Criscuolo, 2017).

Expansion des chaînes de valeur mondiales

Les analyses récentes de l'OCDE indiquent par ailleurs que l'expansion des chaînes de valeur mondiales a contribué à comprimer la part du travail dans le revenu des facteurs (Schwellnus et al., 2018). De fait, une augmentation de la participation aux chaînes de valeur mondiales de dix points de pourcentage de la valeur ajoutée réduit la part du travail de 1 point de pourcentage. Dans la mesure où la participation aux chaînes de valeur mondiales dans la zone OCDE a augmenté d'environ 6 points de pourcentage de la valeur ajoutée en moyenne entre 1995 et 2013, on peut déduire que l'expansion des chaînes de valeur mondiales a entraîné un recul de la part du travail de 0.6 point de pourcentage dans la moyenne des pays. S'il convient de préciser que l'expansion des chaînes de valeur mondiales n'est sans doute pas indépendante du changement technologique (Bloom, Draca et van Reenen, 2016), en termes quantitatifs, son effet ne représente qu'environ un tiers de celui du déclin des prix relatifs de l'investissement.

Il semble également que l'intégration commerciale ait un rôle dans le renforcement des inégalités de salaire. Au niveau agrégé, il existe une association négative entre le ratio salaires médians/salaires moyens et les importations en valeur ajoutée, notamment en provenance de Chine (De Serres et Schwellnus, 2018). Une explication possible est que le renforcement de l'intégration commerciale avec la Chine a fait baisser davantage la demande de main-d'œuvre peu qualifiée que la demande de main-d'œuvre qualifiée (Autor, Dorn et Hanson, 2015 ; Autor, Dorn et Hanson, 2016). De plus, les données micro-agrégées indiquent que la dispersion des salaires entre les entreprises a augmenté dans les secteurs qui se sont davantage ouverts aux échanges (Berlingieri, Blanchenay et Criscuolo, 2017)⁸.

Les résultats empiriques, qui reposent sur des sources de données et des méthodologies variées, s'accordent dans l'ensemble sur le fait que le changement technologique et le renforcement de l'intégration commerciale ont contribué au découplage entre salaires médians et productivité, à la fois en réduisant la part du travail dans le revenu des facteurs et en creusant les inégalités de salaire. Pour autant, cela ne signifie pas que le changement technologique et le renforcement de l'intégration commerciale sont préjudiciables aux travailleurs, un vaste corpus de données montrant que ces phénomènes accroissent la productivité globale, notamment par le biais d'une réallocation des ressources favorable à l'efficacité, entraînent les prix à la baisse et élargissent la gamme de produits disponibles (Melitz et Redding, 2014 ; OCDE, 2015). La question se pose néanmoins de savoir comment les politiques publiques peuvent favoriser un plus large partage des gains de productivité résultant du changement technologique et du renforcement de l'intégration commerciale.

8. Ce résultat rejoint les conclusions d'études consacrées à la contribution des échanges aux inégalités de salaire qui se sont appuyées sur des données appariées employeur-employé relatives à des pays spécifiques, parmi lesquels l'Allemagne et le Brésil (Baumgarten, Felbermayr et Lehwald, 2016 ; Helpman et al., 2017).

Rôle des politiques publiques et des institutions

Les politiques publiques sont essentielles pour garantir que les gains de productivité issus du changement technologique et de l'expansion des chaînes de valeur mondiales soient largement partagés avec les travailleurs. Un certain nombre de constats importants émergent de plusieurs études récentes de l'OCDE (tableau 2.2)⁹. Plus particulièrement, il est crucial de préserver et améliorer les compétences des travailleurs non seulement pour dynamiser la croissance de la productivité mais aussi pour favoriser un partage plus large

Tableau 2.2. **Déterminants du découplage**

Effets moyens dans l'ensemble des pays, sur la base de recherches récentes de l'OCDE

	Ratio salaires moyens/productivité du travail	Ratio salaires médiens/salaires moyens ou salaires les plus bas/salaires les plus hauts au niveau des entreprises
	Part du travail dans le revenu des facteurs ¹	Mesure inverse des inégalités de salaire ²
Changement technologique	↘	↘
Intégration commerciale	↘	↘
Compétences élevées	↗	↗
Réforme des marchés de produits favorable à la concurrence	↗	↘
Assouplissement de la protection de l'emploi	↗	↘
Réduction des salaires minimums	↗	↘
Décentralisation des négociations collectives	⊖	↘
Augmentation des dépenses consacrées aux PAMT	↗	?

Note: Les flèches indiquent le sens de l'effet moyen sur l'ensemble des pays, les effets au niveau des pays étant susceptibles de dépendre du niveau initial des déterminants structurels et des politiques. Une flèche orientée vers le bas indique un découplage entre les bas salaires et les salaires médians d'une part et la productivité d'autre part (la croissance des salaires réels des travailleurs percevant un salaire faible ou médian est inférieure à la croissance de la productivité). Une flèche orientée vers le haut dénote l'effet inverse, ⊖ indique l'absence de signification statistique et un point d'interrogation signifie que le déterminant en question n'a pas fait l'objet d'une analyse empirique robuste dans le contexte des études examinées dans ce chapitre.

1. D'après Schweltnus et al. (2018) et Pak et Schweltnus (2018).

2. D'après de Serres et Schweltnus (2018) et Berlingieri, Blanchenay et Criscuolo (2017).

Source: Schweltnus, C., M.Pak, P.Pionnier et E.Crivellaro (2018), "Labour Share Developments Over the Past Two Decades: The Role of Technological Progress, Globalisation and 'Winner-Takes-Most' Dynamics", *Documents de travail du Département des affaires économiques*, n° 1503; Pak, M. et C. Schweltnus (2018), "Labour Share Developments Over the Past Two Decades: The Role of Public Policies", *Documents de travail du Département des affaires économiques*, à paraître; de Serres, A. et C. Schweltnus (2018), "A General Equilibrium (LM and PM reforms) Perspective to Inequality", dans Astarita, C. et G. D'Adamo (dir. pub.) "Inequality and Structural Reforms: Methodological Concerns and Lessons from Policy, Workshop Proceedings", *European Economy Discussion Papers* No 71, Commission européenne, Bruxelles; et Berlingieri, G., P. Blanchenay et C. Criscuolo (2017), "The Great Divergence(s)", *OECD Science, Technology and Industry Policy Papers*, No. 39.

9. Les impôts peuvent modifier le prix relatif du capital par rapport au travail et induire une substitution du capital au travail. Cependant, les travaux récents de l'OCDE ne livrent pas de conclusions tranchées quant aux effets des cotisations de sécurité sociale et des impôts sur les sociétés sur la part du travail dans le revenu des facteurs. Ils rejoignent en cela des travaux récents du FMI, qui ne relèvent pas d'effet de l'imposition des sociétés sur la part du travail (FMI, 2017).

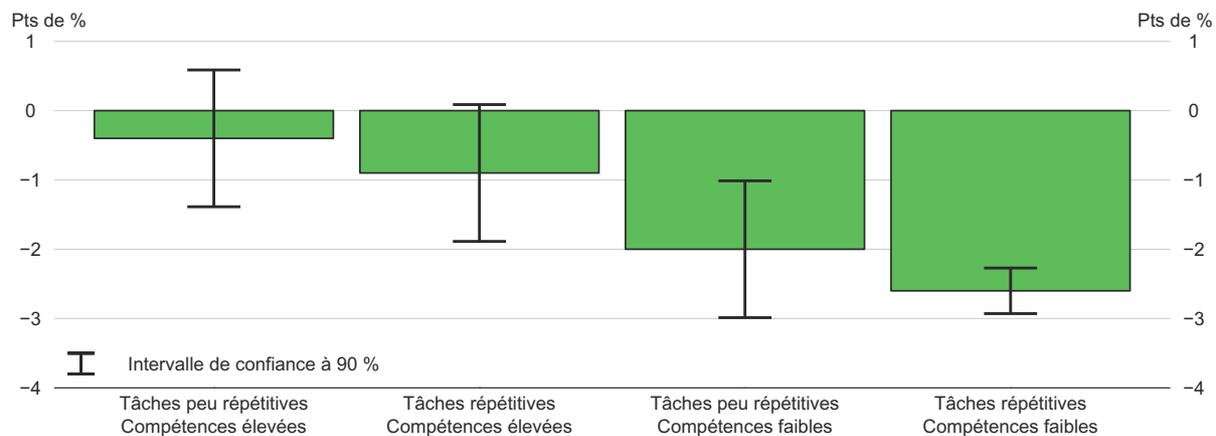
des gains de productivité, à la fois en soutenant les salaires au bas de l'échelle et en élevant la part du travail dans le revenu des facteurs. Certaines autres politiques favorables à la croissance de la productivité peuvent produire des effets antagonistes sur la part du travail et les inégalités de salaire, le cadre initial des politiques ayant probablement une influence sur l'ampleur relative de ces effets.

Le déclin de la part du travail associé à la baisse des prix relatifs de l'investissement est plus modéré dans les pays et secteurs comptant une part élevée de travailleurs très qualifiés (graphique 2.5). Même dans les secteurs à forte intensité de tâches répétitives, le déclin des prix relatifs de l'investissement n'entraîne qu'un déclin modeste de la part du travail si le secteur emploie un grand nombre de travailleurs ayant de solides compétences en calcul ou en résolution de problèmes (Schwellnus et al., 2018). Ceci est probablement dû au fait que les compétences sont un déterminant essentiel de la substituabilité du capital au travail, des compétences élevées impliquant généralement une substituabilité moindre (Krusell et al., 2000).

Les politiques relatives aux marchés de produits qui encouragent la concurrence non seulement stimulent la productivité mais favorisent la transmission des gains de productivité aux salaires moyens. L'impact des réformes des marchés de produits favorables à la concurrence sur la part du travail dans le revenu des facteurs est *a priori* ambigu : d'un côté, la réduction des rentes versées aux détenteurs du capital sur ces marchés tend à accroître la part du travail, et de l'autre, la diminution des obstacles réglementaires à l'investissement peut induire une substitution du capital au travail. Les résultats empiriques laissent néanmoins penser que ces réformes contribuent davantage à accroître la part du travail (en réduisant les marges) qu'à la faire baisser (via la substitution du capital au travail), de sorte que leur effet net est une augmentation de la part du travail.

Graphique 2.5. Des compétences élevées réduisent la substitution du capital au travail

Variation de la part du travail dans le revenu des facteurs consécutive à une baisse de 10 % des prix relatifs de l'investissement, en points de pourcentage



Note : Calculs effectués à partir des résultats relatifs aux compétences en calcul au niveau sectoriel figurant dans Schwellnus et al. (2018).
Source : Schwellnus C., M. Pak, P. Pionnier et E. Crivellaro (2018), « Labour Share Developments Over the Past Two Decades: The Role of Technological Progress, Globalisation and "Winner-Takes-Most" Dynamics », Documents de travail du Département des affaires économiques, no. 1503.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876252>

Les réformes des marchés de produits favorables à la concurrence peuvent certes réduire les rentes versées aux détenteurs du capital, mais elles sont également associées à une dispersion accrue des salaires entre les entreprises (Berlingieri, Blanchenay et Criscuolo, 2017). Ce constat est conforme aux résultats d'études antérieures indiquant que ces réformes sont associées à un creusement des inégalités de salaire (Braconier et Ruiz-Valenzuela, 2014) et pourrait s'expliquer par le fait qu'avant la mise en œuvre des réformes, les travailleurs situés au bas de l'échelle de répartition de la productivité et des salaires sont plus susceptibles de profiter des rentes générées par le manque de concurrence sur les marchés de produits que les travailleurs situés au sommet de l'échelle.

Les politiques du marché du travail qui renforcent le pouvoir de négociation des travailleurs peuvent entraîner des hausses de salaires, en particulier pour les travailleurs faiblement rémunérés, mais peuvent aussi avoir des conséquences involontaires sur le partage des gains de productivité. Le renforcement du pouvoir de négociation des travailleurs tend à accroître la part du travail dans le revenu des facteurs en donnant un coup de pouce aux salaires, mais à moyen terme, cela peut encourager la substitution du capital au travail. Lorsque le capital et le travail sont facilement substituables, les gains de productivité du travail permis par l'accroissement de l'intensité capitaliste peuvent être supérieurs aux gains salariaux initiaux, entraînant une diminution de la part du travail.

Dans les pays en moyenne, des salaires minimums plus élevés et des règles plus strictes sur la protection de l'emploi ont tendance à réduire la part du travail à moyen terme mais rendent la répartition des salaires moins inégale. À moyen terme, la substitution du capital au travail qui s'opère en réaction à l'augmentation des coûts de main-d'œuvre fait plus que contrebalancer la hausse de la part du travail découlant directement du relèvement des salaires¹⁰. A contrario, des salaires minimums plus élevés et des règles plus strictes en matière de protection de l'emploi peuvent réduire le découplage entre croissance des salaires réels médians et croissance de la productivité en modérant la dispersion des salaires entre les entreprises (Berlingieri, Blanchenay et Criscuolo, 2017). L'impact global de la revalorisation des salaires minimums et du durcissement des règles en matière de protection de l'emploi sur le découplage dépend selon toute vraisemblance de leurs niveaux initiaux. Dans les cas où les salaires minimums sont peu élevés et où les règles relatives à la protection de l'emploi sont limitées pour certaines catégories de travailleurs, les effets négatifs de la substitution du capital au travail sur le degré de partage des gains de productivité peuvent être plus que compensés par le recul des inégalités de salaire.

Pour faciliter la transmission des gains de productivité aux salaires, une solution consisterait à renforcer le pouvoir de négociation des travailleurs en révisant les systèmes de négociation collective. Dans les pays en moyenne, un certain degré de centralisation des négociations collectives ne semble pas réduire la part du travail dans le revenu des facteurs, mais peut en revanche atténuer la dispersion des salaires entre les entreprises

10. À court terme, le relèvement des salaires minimums conduit à une augmentation de la part du travail si l'ampleur de la réponse de l'emploi demeure modeste (Card et Krueger, Tour d'horizon annuel 1994 ; Neumark, Salas et Wascher, 2014), mais à moyen terme – l'horizon sur lequel portent les études résumées dans ce chapitre –, la hausse des salaires minimums déclenche une substitution du capital au travail (Lordan et Neumark, 2017). Dans leur étude, qui porte sur un échantillon de pays et une période différents, Ciminelli, Duval et Furceri (2018) constatent que l'effet positif direct exercé par le durcissement des règles en matière de protection de l'emploi sur la part du travail au travers du relèvement des salaires fait plus que compenser l'effet négatif qui s'exerce au travers de la substitution du capital au travail.

(Berlingieri, Blanchenay et Criscuolo, 2017)¹¹. À l'inverse des salaires minimums et des règles relatives à la protection de l'emploi, qui sont généralement fixés à un niveau unique, valable pour l'ensemble des secteurs, les négociations collectives centralisées se déroulent habituellement au niveau des secteurs, ce qui permet le cas échéant aux travailleurs de bénéficier de rentes sectorielles, sans impact notable sur la substitution du capital au travail.

Les négociations collectives centralisées ont néanmoins un revers : elles réduisent la marge de manœuvre dont disposent les entreprises individuelles en matière de fixation des salaires, ce qui peut entraver la croissance de la productivité à long terme. De fait, des données indiquent que des négociations plus centralisées sont associées à un lien entre productivité et dispersion des salaires plus ténu ; par conséquent, elles pourraient réduire l'incitation qu'ont les travailleurs à se faire embaucher dans une entreprise à productivité élevée (Berlingieri, Blanchenay et Criscuolo, 2017). Pour équilibrer les effets bénéfiques d'une centralisation accrue des négociations collectives sur le partage des gains de productivité et ses effets potentiellement défavorables à la croissance de la productivité à long terme, il faudra instaurer une dose de décentralisation dans les négociations centralisées à l'échelon sectoriel, par exemple en créant des possibilités de désengagement contrôlé ou en permettant explicitement que les accords soient affinés à l'échelon des entreprises ou au niveau individuel (Carluccio, Fougère et Gautier, 2015 ; OCDE, 2018).

Encourager le retour à l'emploi des personnes qui ont perdu le leur en s'appuyant sur les politiques actives du marché du travail peut contribuer à accroître la part du travail dans le revenu des facteurs et faciliter la transmission des gains de productivité aux salaires. D'après les analyses récentes de l'OCDE, les politiques actives du marché du travail qui offrent aux travailleurs disposant de compétences adéquates des services d'aide à la recherche d'emploi et aux travailleurs les moins employables la possibilité de se former et d'acquérir une expérience professionnelle favorisent la transmission des gains de productivité permis par la technologie et la mondialisation aux salaires (Schwellnus et al., 2018).

Références

- Acemoglu, D. et D. Autor (2011), « Skills, Tasks and Technologies: Implications for Employment and Earnings », *Handbook of Labor Economics*, vol. 4B, 1043-1171.
- Acemoglu, D. et P. Restrepo (2018), « Artificial Intelligence, Automation and Work », *NBER Working Paper*, n° 24196, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Andrews, D., C. Criscuolo et P. Gal (2016), « The Best versus the Rest : The Global Productivity Slowdown, Divergence across Firms and the Role of Public Policy », *OECD Productivity Working Papers*, n° 5, Éditions OCDE, Paris.
- Autor, D., D. Dorn et G. Hanson (2015), « Untangling Trade and Technology: Evidence from Local Labour Markets », *The Economic Journal*, 125, 621-646.
- Autor, D., D. Dorn et G. Hanson (2016), « The China Shock: Learning from Labor-Market Adjustment to Large Changes in Trade », *Annual Review of Economics*, 8, 205-240.
- Autor, D. et al. (2017), « Concentrating on the Fall of the Labor Share », *NBER Working Paper*, n° 23108, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.

11. L'observation selon laquelle la centralisation des négociations collectives réduit les inégalités de salaire concorde avec les résultats d'autres études suggérant qu'elle affaiblit le pouvoir de négociation des travailleurs très qualifiés (Dahl, le Maire et Munch, 2013 ; Leonardi, Pellizzari et Tabasso, 2015).

- Autor, D. et A. Salomons (2018), « Is Automation Labor-Displacing? Productivity Growth, Employment, and the Labor Share », *Brookings Papers on Economic Activity Conference Drafts*.
- Bagger, J., K. Sørensen et R. Vejlin (2013), « Wage Sorting Trends », *Economics Letters*, 118/1, 63-67.
- Bakhshi, H., N. Oulton et J. Thompson (2003), « Modelling Investment when Relative Prices are Trending: Theory and Evidence for the United Kingdom », *Bank of England Working Papers*, n° 189.
- Barth, E. et al. (2016), « It's Where You Work: Increases in the Dispersion of Earnings across Establishments and Individuals in the United States », *Journal of Labor Economics*, 34/S2, S67-S97.
- Baumgarten, D., G. Felbermayr et S. Lehwald (2016), « Dissecting between-plant and within-plant wage dispersion Evidence from Germany Dissecting between-plant and within-plant wage dispersion: Evidence from Germany », *Ifo Working Paper*, n° 216, Ifo Institute – Leibniz Institute for Economic Research at the University of Munich.
- Berlingieri, G., P. Blanchenay et C. Criscuolo (2017), « The Great Divergence(s) », *OECD Science, Technology and Industry Policy Papers*, n° 39, Éditions OCDE, Paris.
- Bivens, J. et L. Mishel (2015), « Understanding the Historic Divergence Between Productivity and a Typical Worker's Pay: Why It Matters and Why It's Real », *Briefing Paper*, no° 406, Economic Policy Institute.
- Bloom, N., M. Draca et J. van Reenen (2016), « Trade Induced Technical Change? The Impact of Chinese Imports on Innovation, IT and Productivity », *The Review of Economic Studies*, 83/1, 87-117.
- Braconier, H. et J. Ruiz-Valenzuela (2014), « Gross Earning Inequalities in OECD countries and Major Non-Member Economies: Determinants and Future Scenarios », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1139, Éditions OCDE, Paris.
- Bridgman, B. (2014), « Is Labor's Loss Capital's Gain? Gross versus Net Labor Shares », Bureau of Economic Analysis.
- Calligaris, S., C. Criscuolo et L. Marcolin (2018), « Mark-ups in the Digital Era », *Documents de travail du Département de la science, de la technologie et de l'industrie de l'OCDE*, 2018/10, Éditions OCDE, Paris.
- Card, D., A. Cardoso et P. Kline (2016), « Bargaining, Sorting, and the Gender Wage Gap: Quantifying the Impact of Firms on the Relative Pay of Women », *The Quarterly Journal of Economics*, 131/2, 633-686.
- Card, D., F. Devicienti et A. Maida (2014), « Rent-Sharing, Holdup, and Wages: Evidence from Matched Panel Data », *The Review of Economic Studies*, 81/1, 84-111..
- Card, D., J. Heining et P. Kline (2013), « Workplace Heterogeneity and the Rise of West German Wage Inequality », *The Quarterly Journal of Economics*, 128/3, 967-1015..
- Card, D. et A. Krueger (Tour d'horizon annuel 1994), « Minimum Wages and Employment: A Case Study of the Fast-Food Industry in New Jersey and Pennsylvania », *The American Economic Review*, 84/4, 772-793..
- Carluccio, J., D. Fougère et E. Gautier (2015), « Trade, Wages and Collective Bargaining: Evidence from France », *The Economic Journal*, 125/584, 803-837,.
- Chirinko, R. (2008), « The Long and Short of it », *Journal of Macroeconomics*, 30/2 671-686.
- Cho, T., S. Hwang et P. Schreyer (2017), « Has the Labour Share Declined? : It Depends », *OECD Statistics Working Papers*, vol. 2017/1, Éditions OCDE, Paris.
- Ciminelli, G., R. Duval et D. Furceri (2018), « Employment Protection Deregulation and Labor Shares in Advanced Economies », *IMF Working Paper No. 18/186*.
- Dahl, C., D. le Maire et J. Munch (2013), « Wage Dispersion and Decentralization of Wage Bargaining », *Journal of Labor Economics*, 31/3, 501-533.
- De Serres, A. et C. Schwellnus (2018), « A General Equilibrium (LM and PM Reforms) Perspective to Inequality », dans Astarita, C. et G. D'Adamo (dir. pub.), *Inequality and Structural Reforms : Methodological Concerns and Lessons from Policy. Workshop Proceedings, European Economy Discussion Papers No. 71*, Commission européenne, Bruxelles.
- Dunne, T. et al. (2004), « Wage and Productivity Dispersion in United States Manufacturing: The Role of Computer Investment of the Census », *Journal of Labor Economics*, 22/2, 397-429..
- Faggio, G., K. Salvanes et J. van Reenen (2010), « The evolution of inequality in productivity and wages: panel data evidence », *Industrial and Corporate Change*, 19/6, 1919-1951.

- FMI (2017), « Chapter 3 : Understanding the Downward Trend in Labor Income Shares », dans *Perspectives de l'économie mondiale, avril 2017 : Un nouvel élan ?*, Fonds monétaire international, Washington D.C.
- Goldschmidt, D. et J. Schmieder (2015), « The Rise of Domestic Outsourcing and the Evolution of the German Wage Structure », *NBER Working Paper*, n° 21366.
- Helpman, E. et al. (2017), « Trade and Inequality: From Theory to Estimation », *Review of Economic Studies*, 84, 357-405.
- Karabarbounis, L. et B. Neiman (2014), « The Global Decline of the Labor Share », *The Quarterly Journal of Economics*, v129/1, 61-103.
- Krusell, P. et al. (2000), « Capital-Skill Complementarity and Inequality: A Macroeconomic Analysis », *Econometrica*, vol. 68/5, pp. 1029-1053.
- Leonardi, M., M. Pellizzari et D. Tabasso (2015), « Wage compression within the firm », *CEPR Discussion Paper Series*, n° 10770.
- Lordan, G. et D. Neumark (2017), « People Versus Machines: The Impact of Minimum Wages on Automatable Jobs », *NBER Working Paper*, n° 23667.
- Melitz, M. et S. Redding (2014), « Heterogeneous Firms and Trade », *Handbook of International Economics*, 4, 1-54.
- Neumark, D., J. Salas et W. Wascher (2014), « Revisiting the Minimum Wage-Employment Debate: Throwing Out the Baby with the Bathwater? », *Industrial & Labor Relations Review*, 67, supplément, 608-648.
- OCDE (2018), « The role of collective bargaining systems for good labour market performance », dans *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2018*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2015), *The Future of Productivity*, Éditions OCDE, Paris.
- Pak, M. et C. Schwellnus (2018, à paraître), « Labour share developments over the past two decades: The role of public policies », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris.
- Pessoa, J. et J. van Reenen (2013), « Decoupling of Wage Growth and Productivity Growth? Myth and Reality », *CEP Discussion Paper*, n° 1246.
- Philippon, T. (2018), *A Primer On Concentration, Investment and Growth*.
- Rognlie, M. (2015), « Deciphering the fall and rise in the net capital share: Accumulation or scarcity? », *Brookings Papers on Economic Activity*, printemps.
- Schwellnus, C., A. Kappeler et P. Pionnier (2017), « The Decoupling of Median Wages from Productivity in OECD Countries », *International Productivity Monitor*, 32.
- Schwellnus, C. et al. (2018), « Labour share developments over the past two decades : The role of technological progress, globalisation and "winner-takes-most" dynamics », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1503, Éditions OCDE, Paris.
- Sharpe, A. et J. Ugucconi (2017), « Decomposing the Productivity- Wage Nexus in Selected OECD Countries, 1986-2013 », *International Productivity Monitor*, 32, 25-43.
- Skans, O., P. Edin et B. Holmlund (2009), « Wage Dispersion Between and Within Plants: Sweden 1985-2000 », dans Lazear, E. et K. Shaw (dir. pub.), *The Structure of Wages : An International Comparison*, University of Chicago Press.
- Song, J. et al. (2015), « Firming Up Inequality », *NBER Working Paper*, n° 21199.
- Tevlin, S. et K. Whelan (2003), « Explaining the Investment Boom of the 1990s », *Journal of Money, Credit and Banking*, 35/1, 1-22.
- van Reenen, J. (2018), *Increasing Differences between firms: Market Power and the Macro-Economy*.

Chapitre 3

ÉVOLUTION DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCDE ET DANS CERTAINES ÉCONOMIES NON MEMBRES

AFRIQUE DU SUD

La croissance économique devrait se raffermir lentement en 2019-20, grâce aux exportations. La consommation privée augmentera également, les salaires progressant à un rythme modéré. Le chômage demeurera cependant élevé, pesant sur la demande et la confiance. L'investissement devrait se redresser, dans la mesure où l'on s'attend à une dissipation progressive de l'incertitude liée à l'action publique. Le niveau élevé des cours du pétrole et la faiblesse de la monnaie tireront l'inflation dans la partie supérieure de la fourchette de 3-6 % retenue comme objectif.

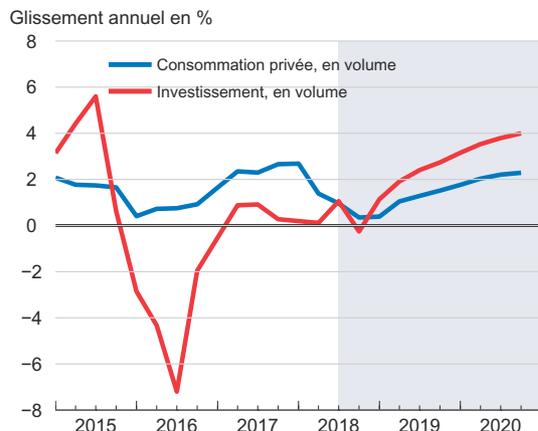
Les autorités monétaires devront remédier aux tensions inflationnistes alors que la croissance est faible. La politique monétaire devrait conserver son orientation accommodante pour soutenir la croissance, mais se durcir modérément si l'inflation continue d'augmenter. Le déficit budgétaire des administrations publiques devrait rester élevé en proportion du PIB. Des réformes structurelles crédibles s'imposent pour renforcer la concurrence et élargir l'éventail des possibilités économiques, afin de soutenir la croissance.

La faiblesse de la demande intérieure pèse sur la croissance

La croissance économique a ralenti en 2018. Un regain temporaire de confiance des entreprises et des consommateurs en début d'année a fait place à une incertitude grandissante liée à l'action publique, qui a affaibli l'investissement. La consommation privée a été limitée par des modifications récentes de la fiscalité et par une faible expansion du crédit. Malgré une stabilisation des prix des produits alimentaires et une hausse modérée des salaires, la consommation des ménages est freinée par la hausse des cours du pétrole. Les créations d'emplois ont été insuffisantes et le chômage reste élevé, à près de 28 % de la population active, ce qui contribue à la persistance d'inégalités de revenu et de perspectives économiques.

Afrique du Sud

La demande intérieure devrait repartir à la hausse



La faiblesse du taux de change pousse l'inflation à la hausse



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°104 ; et Statistics South Africa.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877240>

Afrique du Sud : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de ZAR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	4 044.0	0.6	1.3	0.7	1.7	1.8
Consommation privée	2 417.3	0.7	2.2	1.3	1.1	2.1
Consommation publique	828.9	1.9	0.6	1.2	1.0	1.0
Formation brute de capital fixe	828.2	-4.1	0.4	0.3	2.0	3.6
Demande intérieure finale	4 074.5	0.0	1.5	1.1	1.2	2.1
Variation des stocks ¹	21.7	-0.8	0.3	-0.2	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	4 096.2	-0.9	1.8	0.8	1.1	2.1
Exportations de biens et services	1 221.7	1.0	-0.1	2.0	5.9	2.9
Importations de biens et services	1 273.9	-3.8	1.6	2.3	3.8	4.1
Exportations nettes ¹	- 52.2	1.5	-0.5	-0.1	0.6	-0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	7.2	5.7	4.3	5.6	5.4
Indice des prix à la consommation	—	6.3	5.3	4.5	5.6	5.5
IPC sous-jacent ²	—	5.7	4.6	4.2	5.0	5.1
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-3.5	-4.0	-3.7	-3.7	-3.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.8	-2.4	-3.5	-3.5	-3.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878152>

Des progrès s'imposent en matière de réformes structurelles

Le niveau élevé des cours du pétrole et la faiblesse du taux de change consécutive au mouvement de désengagement des marchés émergents tirent l'inflation dans la moitié supérieure de la fourchette de 3-6 % retenue comme objectif par la Banque de réserve sud-africaine. La politique monétaire s'inscrit dans un environnement difficile de faible croissance et de tensions inflationnistes. Elle conserve son orientation accommodante pour soutenir l'investissement, mais la Banque de réserve devra relever progressivement son taux d'intérêt directeur en cas d'accentuation des tensions sur les prix.

Les marges de manœuvre budgétaires sont étroites. Les recettes supplémentaires tirées d'un élargissement de la base d'imposition ont été compensées par une hausse des salaires dans le secteur public, des investissements dans l'enseignement supérieur gratuit et des prestations sociales. Dans le cadre du budget, il a été annoncé que les priorités en matière de dépenses allaient être revues en faveur de la création d'emplois et des infrastructures dans le plan de redressement et de relance économique présenté en septembre 2018. Pour renforcer l'emploi, l'inclusivité et les recettes fiscales à moyen et long terme, les créations d'emplois doivent aller de pair avec des investissements qui rehaussent la productivité, consistant par exemple à améliorer la qualité de l'enseignement. C'est d'autant plus important que 39 % des 15-34 ans ne sont ni scolarisés, ni en formation, ni en emploi, ce qui contribue aux graves pénuries de main-d'œuvre.

Il est nécessaire de progresser en matière de réformes structurelles et de réduire l'incertitude liée à l'action publique pour soutenir la croissance à moyen et long terme. Le plan de redressement et de relance économique intègre d'importantes réformes

structurelles proposées dans le budget, comme la réduction des obstacles à la concurrence dans plusieurs industries de réseau. Leur mise en œuvre en temps voulu permettrait de renforcer la confiance des investisseurs et l'investissement.

La croissance restera fragile

La croissance devrait se raffermir lentement, mais elle restera vulnérable aux incertitudes liées à l'action publique et aux chocs extérieurs. Les exportations seront le principal moteur de la croissance, en raison de la faiblesse du taux de change. L'investissement augmente, mais modérément, en raison des incertitudes entourant le débat sur la réforme agraire et la gouvernance des entreprises publiques. Une accélération des investissements pourrait produire un effet d'entraînement positif en cas de dissipation des incertitudes liées à l'action publique et de progrès accomplis en matière de réformes structurelles. Des créations d'emplois supérieures aux prévisions pourraient stimuler davantage la croissance en se traduisant par un accroissement de la consommation des ménages. Sur le plan extérieur, l'économie restera vulnérable à une normalisation plus rapide que prévu des politiques monétaires des États-Unis et de l'Union européenne (UE), à un renforcement du protectionnisme mondial, à un durcissement des conditions financières à l'échelle mondiale et à une défiance des investisseurs vis-à-vis des marchés émergents. L'Afrique du Sud se caractérisant par une dépendance relativement forte à l'égard des entrées de capitaux étrangers par rapport à d'autres économies de marché émergentes, un ralentissement potentiel de ces flux pourrait compromettre la croissance.

ALLEMAGNE

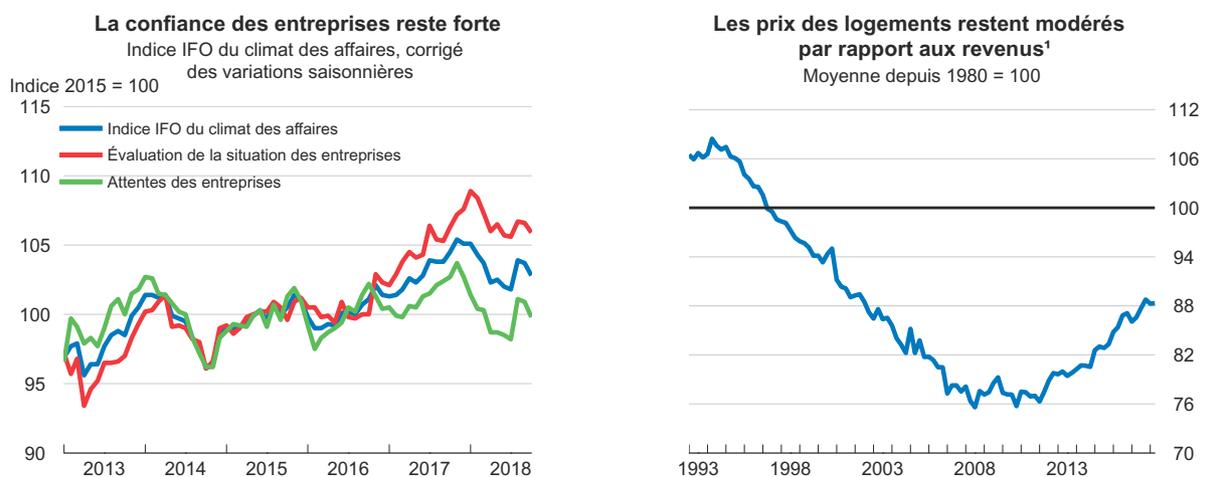
La croissance économique devrait ralentir mais demeurer soutenue, portée par de solides créations d'emplois et une politique de relance budgétaire. Les incertitudes qui entourent le commerce international et le ralentissement de la demande mondiale pèseront sur les exportations. La consommation privée montera en régime à la faveur d'une solide progression des salaires et des mesures budgétaires visant à augmenter le revenu disponible des ménages. La faiblesse des taux d'intérêt, le taux élevé d'utilisation des capacités et la demande croissante de logements soutiendront l'investissement résidentiel et celui des entreprises. L'excédent des paiements courants diminuera sous l'effet d'une demande intérieure plus solide qui dopera les importations.

La forte augmentation conjoncturelle des recettes publiques permettra au pays de conserver un solde budgétaire excédentaire. La marge de manœuvre ainsi dégagée devrait être mise à profit pour accroître les dépenses consacrées à l'éducation, aux réseaux à très haut débit et à des infrastructures de transport plus propre, qui permettraient de renforcer les gains de productivité et l'inclusivité. Des allègements d'impôt en faveur des bas salaires et des seconds apporteurs de revenu, ainsi qu'un alourdissement des taxes environnementales et de la fiscalité immobilière, devraient favoriser une croissance plus verte et plus inclusive. Le renforcement de la formation tout au long de la vie aiderait la main-d'œuvre à s'adapter au changement technologique et à se préparer aux emplois de demain.

La croissance économique est de plus en plus portée par la demande intérieure

La croissance vigoureuse des exportations a connu un coup d'arrêt en 2018, du fait des incertitudes concernant les politiques commerciales à venir. En outre, la mise en place de nouveaux tests d'émission ont occasionné des retards chez les constructeurs automobiles. Cependant, la confiance des entreprises et l'appétence des investisseurs demeurent

Allemagne



1. Rapport entre le prix nominal des logements et le revenu disponible nominal par personne normalisé par la moyenne de long terme à partir de 1980.

Source : Enquête IFO Business Climate, octobre 2018 ; et OCDE, Base de données analytique des prix des logements.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933876689>

Allemagne : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	3 046.0	2.2	2.5	1.6	1.6	1.4
Consommation privée	1 631.1	1.9	2.0	1.2	1.8	1.7
Consommation publique	587.4	4.0	1.6	1.2	2.5	1.8
Formation brute de capital fixe	604.1	3.4	3.6	3.0	2.5	2.2
Demande intérieure finale	2 822.6	2.6	2.3	1.6	2.1	1.8
Variation des stocks ¹	- 19.6	0.3	-0.1	0.3	0.1	0.0
Demande intérieure totale	2 803.0	2.9	2.2	2.0	2.2	1.8
Exportations de biens et services	1 425.3	2.1	5.3	2.5	2.9	3.2
Importations de biens et services	1 182.3	4.0	5.3	3.6	4.4	4.4
Exportations nettes ¹	243.0	-0.5	0.4	-0.2	-0.4	-0.3
<i>Pour mémoire</i>						
PIB sans ajustements jours travaillés	3 048.9	2.2	2.2	1.6	1.6	1.8
Déflateur du PIB	—	1.4	1.5	1.9	2.2	2.3
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.4	1.7	1.9	2.2	2.2
IPCH sous-jacent ²	—	1.1	1.3	1.3	1.8	2.2
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.2	3.8	3.4	3.0	2.7
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	9.8	9.9	9.9	9.9	9.9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.9	1.0	1.6	1.1	1.0
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	76.1	71.4	68.1	65.8	63.7
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	68.0	63.8	60.5	58.1	56.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	8.5	8.0	7.7	7.2	6.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

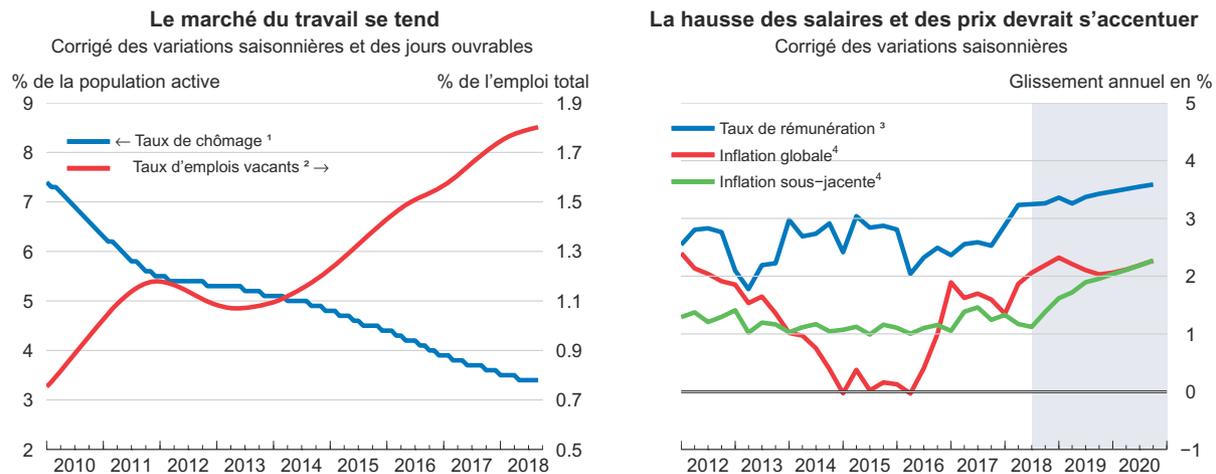
Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877715>

solides du fait du taux élevé d'utilisation des capacités et du faible coût du crédit. L'immigration, la hausse du revenu des ménages et la faiblesse des taux d'intérêt ont stimulé la demande et la construction de logements. Les prix des logements ont considérablement grimpé, en particulier dans les zones urbaines, là où l'offre de terrains à bâtir est réduite et inélastique. En conséquence, il est de plus en plus difficile, pour les ménages à revenu modeste et moyen, d'accéder à des logements abordables dans les villes en plein essor. Si, globalement, les prix de l'immobilier au niveau national demeurent bas par rapport aux niveaux observés par le passé, l'immobilier d'habitation commence à donner des signes de surévaluation dans certaines zones urbaines en plein développement. Le crédit hypothécaire n'a pas progressé plus vite que les revenus, et l'endettement des ménages, modeste par rapport à d'autres pays, est demeuré stable.

La croissance vigoureuse de l'emploi a ramené le taux de chômage à un point bas record, tandis que le nombre d'emplois vacants a continué d'augmenter, en particulier dans les secteurs des soins de longue durée et de la construction. La vigueur du marché du travail s'est traduite par une progression générale des salaires, qui sous-tend la consommation privée. La qualité des emplois connaît également une embellie, avec une

Allemagne



1. Population de 15 à 74 ans. Données issues de l'enquête sur la population active en Allemagne.

2. Pourcentage d'emplois vacants non pourvus par rapport au total de l'emploi.

3. Salaire nominal moyen par salarié.

4. Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH). L'IPCH sous-jacent ne tient pas compte des prix de l'énergie, des produits alimentaires, de l'alcool et du tabac. Prévisions à partir du quatrième trimestre de 2018 pour l'IPCH et l'IPCH sous-jacent.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Statistisches Bundesamt.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933876708>

forte augmentation du nombre de contrats de travail permanents à temps plein. Enfin, l'inflation globale remonte depuis peu, à la faveur du renchérissement des prix de l'énergie, mais l'inflation sous-jacente reste modeste.

La politique budgétaire devrait avoir pour but de renforcer les gains de productivité et l'inclusivité

La politique budgétaire est expansionniste. Les abattements fiscaux et les prestations pour enfant à charge sont revus en hausse, de même que les pensions de retraite des mères de famille, tandis que les cotisations sociales diminuent, en particulier sur les bas salaires. Le gouvernement allemand envisage d'investir 37.9 milliards d'euros par an à partir de 2019 dans les infrastructures, l'éducation, le logement et le numérique. Un fonds doté d'une enveloppe de 2.4 milliards d'euros a été constitué pour développer les réseaux à très haut débit et aider les municipalités à investir dans l'équipement numérique des établissements scolaires. Ces baisses d'impôt discrétionnaires et ces augmentations de dépenses réduiront le solde financier des administrations publiques en 2019 et 2020.

La plupart de ces mesures budgétaires sont appropriées puisqu'elles favorisent la croissance à long terme et l'inclusivité. Cela étant, les aides versées aux familles pour l'accession à la propriété risquent d'alimenter encore un marché de l'immobilier déjà en pleine effervescence, qui pâtit de déficits de main-d'œuvre et d'une élasticité insuffisante de l'offre. L'accès des ménages modestes à des logements abordables risque de n'en être que plus compliqué encore. Il serait préférable de se concentrer sur de nouveaux investissements dans l'éducation et dans des infrastructures qui concourent à la croissance de la productivité et à l'inclusivité. Offrir aux jeunes enfants issus de milieux socioéconomiques défavorisés plus de possibilités pour accéder à des structures d'accueil de qualité et accroître le nombre de places dans l'enseignement primaire à plein temps sont des mesures qui permettront d'améliorer le capital humain à long terme, tout en

aidant les ménages à mieux concilier la vie de famille et l'allongement du temps de travail, en particulier pour les femmes. Le gouvernement s'est engagé à instituer, d'ici 2025, une garantie juridique du droit d'accès à la scolarisation à plein temps dans l'enseignement primaire. Enfin, il faudrait que les aides financières, accordées aux municipalités pour leurs investissements dans des infrastructures matérielles et numériques, aillent de pair avec une simplification des procédures pour bénéficier des fonds et de l'assistance technique des autorités fédérales ou régionales à la planification et à la gestion de leurs projets d'infrastructures.

La croissance économique restera soutenue

La croissance économique marquera le pas en raison du ralentissement de la demande extérieure et d'un regain d'incertitudes. Cependant, elle restera vigoureuse, portée par une forte consommation privée et une politique budgétaire expansionniste. Les limitations de capacités et les déficits de main-d'œuvre pèseront sur la production, en particulier dans le secteur de la construction, et alimenteront la hausse des salaires et des prix. La vigueur de la demande intérieure continuera de favoriser une progression dynamique des importations et permettra de ce fait de réduire quelque peu l'important excédent des paiements courants. Toutefois, une nouvelle montée des protectionnismes freinerait la croissance économique et l'emploi, notamment si elle était synonyme d'un ralentissement de la croissance en Chine, ou d'application de droits de douane sur les exportations allemandes de véhicules. De même, la résurgence de turbulences sur les marchés financiers et de chocs économiques dans les grandes économies européennes aurait pour effet de diminuer les exportations. En revanche, une insertion réussie des migrants sur le marché du travail, l'amélioration de l'éducation et de la formation et l'allongement du temps de travail des femmes, suite aux réformes menées récemment, pourraient aider à pallier les déficits de main-d'œuvre et permettre aux entreprises de monter en régime dans leur production.

ARGENTINE

La conjonction de resserrements budgétaire et monétaire très marqués maintiendra l'économie en récession en 2018 et 2019. La consommation privée et l'investissement resteront orientées à la baisse, du fait de la diminution des revenus réels et de taux d'intérêt élevés, et le chômage augmentera. Toutefois, une meilleure récolte et la baisse du taux de change réel feront progresser les exportations.

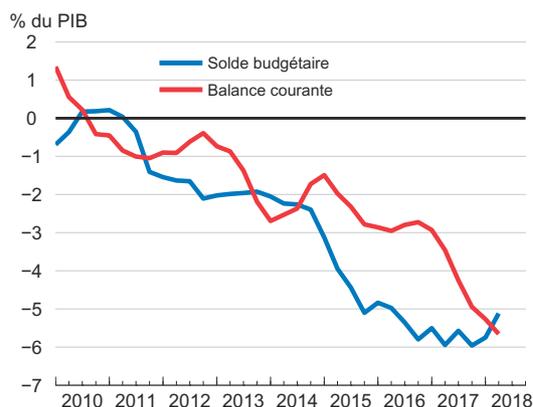
Après la crise, l'Argentine a adopté un vaste programme du Fonds monétaire international (FMI). L'accélération de l'assainissement budgétaire et une politique monétaire restrictive freineront la croissance à court terme, mais elles sont nécessaires pour réduire les déséquilibres persistants du budget et de la balance courante. Ces orientations ainsi que le projet de renforcement de l'indépendance de la banque centrale, s'il est mis à exécution, contribueront à rétablir la confiance. L'augmentation envisagée des transferts sociaux atténuerait les conséquences sociales de la récession. À plus long terme, des réformes relatives à la fiscalité, à la concurrence et aux procédures administratives amélioreront la productivité. Les droits de douane ont diminué dans quelques secteurs, mais il faut aller plus loin pour favoriser l'intégration de l'Argentine dans l'économie mondiale. La réduction des obstacles à l'entrepreneuriat est également essentielle.

L'économie est en récession

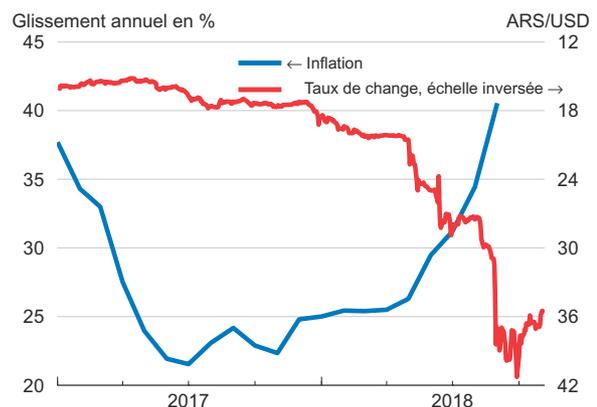
Dans un contexte de grande vulnérabilité résultant de déséquilibres persistants et d'une dette en devises élevée, la fuite des capitaux et l'attaque spéculative contre la monnaie nationale ayant commencé en avril se sont intensifiées en août, entraînant une baisse de la moitié environ de la valeur du peso cette année. Les primes de risque augmentant, le financement des amples déficits jumeaux est devenu difficile, ce qui a déclenché une forte contraction budgétaire et le recours à un vaste programme du FMI. La hausse des taux d'intérêt consécutive à l'attaque spéculative contre la monnaie, conjuguée

Argentine

Les déséquilibres budgétaires et extérieurs se sont aggravés



La monnaie s'est dépréciée fortement et l'inflation a augmenté



Source : INDEC ; Ministère de l'Économie ; CEIC ; et Thomson Reuters.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876290>

Argentine : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de ARS	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2004)				
PIB aux prix du marché	5 954.5	-1.8	2.9	-2.8	-1.9	2.3
Consommation privée	3 924.4	-1.0	3.5	0.1	-2.1	2.0
Consommation publique	1 077.7	0.3	2.2	-2.0	-3.2	-2.5
Formation brute de capital fixe	926.8	-4.9	11.0	-3.4	-11.1	4.0
Demande intérieure finale	5 928.8	-1.4	4.3	-0.8	-3.6	1.4
Variation des stocks ¹	89.7	0.2	1.8	-0.9	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	6 018.5	-1.3	6.3	-2.0	-4.1	1.6
Exportations de biens et services	637.5	5.3	0.4	-2.9	9.3	8.3
Importations de biens et services	701.5	5.7	15.0	0.3	-2.7	4.2
Exportations nettes ¹	- 64.0	-0.1	-2.0	-0.4	1.7	0.7
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	40.1	25.3	31.3	17.5	14.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.7	-4.9	-5.0	-2.9	-2.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877411>

à une perte de confiance, a entraîné un repli de l'investissement. La poussée d'inflation, la diminution des salaires réels et la montée du chômage affaiblissent encore plus la demande intérieure et la croissance. En 2018, une sécheresse exceptionnelle a réduit les exportations, creusant encore l'ample déficit des paiements courants.

Les politiques budgétaire et monétaire visent à réduire les déséquilibres et à rétablir la confiance

Pour lutter contre la persistance d'une inflation élevée, la banque centrale s'est engagée en septembre à freiner vigoureusement la croissance de la base monétaire, en ramenant son taux de 44 % à 0 %, et à geler la base monétaire en termes nominaux jusqu'en juin 2019. Les contraintes de financement et la forte hausse de la charge de la dette publique ont exigé une révision des objectifs budgétaires, qui consistent désormais à obtenir un budget primaire équilibré en 2019 et un excédent primaire de 1 % du PIB en 2020. Cela équivaut à un resserrement budgétaire cumulé de près de 4 points de PIB en 2019-2020. Cette orientation restrictive des politiques macroéconomiques freinera la demande intérieure à court terme, mais elle est nécessaire pour rétablir la confiance et réduire progressivement les déséquilibres. L'engagement persistant en faveur du flottement du taux de change, accompagné d'interventions limitées aux situations d'extrême volatilité, devrait permettre de préserver les gains de compétitivité liés à son évolution et favoriser une amélioration des résultats à l'exportation.

Des réformes structurelles sont indispensables pour renforcer la croissance et la rendre plus inclusive

Des avancées notables ont été accomplies sur le plan des réformes structurelles, mais il faut aller plus loin pour améliorer la productivité, stimuler les exportations et accélérer la croissance. La concurrence reste faible dans de nombreux secteurs en raison des

restrictions internes à l'entrée des entreprises et des volumineux obstacles aux importations. La baisse des prix à la consommation qui résulterait d'un renforcement de la concurrence intérieure et extérieure améliorerait le pouvoir d'achat des ménages, en particulier de ceux qui ont de faibles revenus. Un meilleur accès aux consommations intermédiaires rehausserait la productivité et la compétitivité, ce qui permettrait aux entreprises de créer des emplois mieux rémunérés. Une réduction des obstacles à l'entrepreneuriat favoriserait également un renforcement de la productivité et de la création d'emplois. Améliorer l'accès à des services d'enseignement et de formation de qualité aiderait les travailleurs à se préparer à exploiter ces nouvelles possibilités, tandis qu'une assurance chômage plus efficace pourrait soutenir les revenus des actifs touchés par des transferts d'emplois entre entreprises ou entre secteurs. Le développement des marchés de capitaux diversifierait les sources de financement de l'investissement et de la dette publique.

Sortir de la récession prendra du temps

Le PIB devrait continuer de diminuer en 2019 et le chômage augmenter jusqu'en 2020. Les exportations tireront la reprise, mais la demande intérieure se redressera plus lentement, compte tenu de l'orientation restrictive des politiques monétaire et budgétaire. L'utilisation des marges de manœuvre budgétaires prévues dans l'accord conclu avec le FMI pour accroître les dépenses affectées à des prestations sociales judicieusement ciblées atténuerait la hausse probable du chômage et de la pauvreté. L'inflation et le déficit des paiements courants devraient diminuer. Une fois le processus d'ajustement achevé, les paramètres macroéconomiques fondamentaux seront plus solides et les facteurs de vulnérabilité auront été réduits.

Il existe des risques importants de divergence à la baisse par rapport aux prévisions. La demande intérieure pourrait se contracter davantage que prévu, étant donné l'ampleur de l'ajustement macroéconomique nécessaire. La montée du chômage et une dégradation des indicateurs sociaux pourraient compromettre l'adhésion politique à ce processus d'ajustement. Par ailleurs, un dérapage budgétaire pourrait susciter un nouveau recul de la confiance. La dette publique étant libellée à 70 % en devises, la dépréciation du peso argentin a fait grimper sa valeur, en monnaie nationale, rapportée au PIB. Malgré la stabilité de la monnaie ces dernières semaines, on ne saurait exclure de nouvelles dépréciations qui dégraderaient le profil de risque de la dette publique.

AUSTRALIE

La solide croissance économique devrait se poursuivre. La mise en service de nouvelles installations dans le secteur des ressources naturelles soutiendra les exportations et l'investissement des entreprises progressera. La hausse des salaires et des prix s'accélérera graduellement, tandis que le taux de chômage continuera de diminuer quelque peu. En 2020, la croissance de la production marquer le pas légèrement sous l'effet d'une accentuation des contraintes de capacités, d'un ralentissement de l'expansion des marchés d'exportation et d'une moindre volonté des ménages de prélever sur leur épargne pour pouvoir consommer.

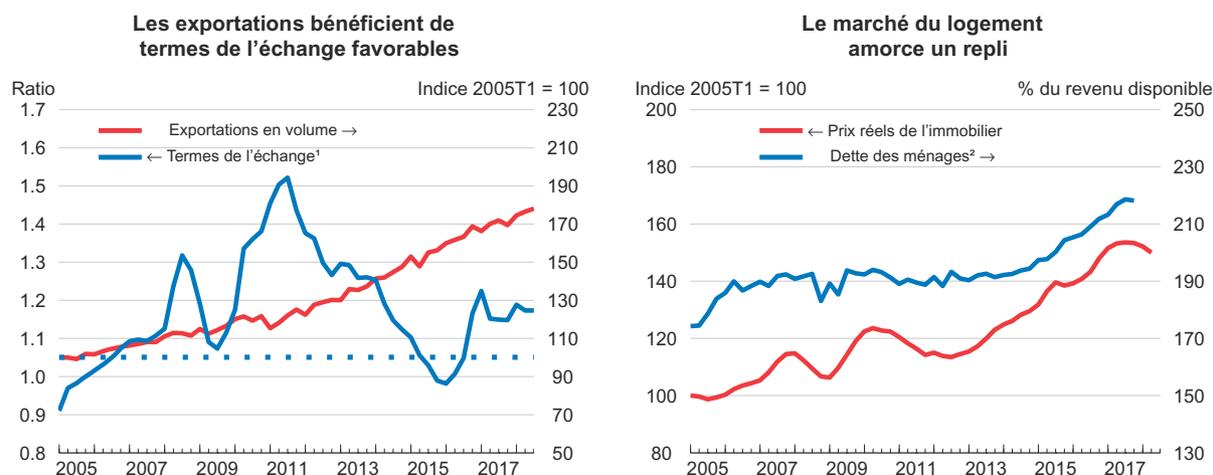
Il faudra resserrer la politique monétaire en raison de l'accélération du redressement des salaires et des prix. Compte tenu des risques liés au marché du logement et à l'endettement élevé des ménages, une vigilance constante est de mise. En 2019, le gouvernement devrait atteindre un excédent budgétaire, ce qui lui donnerait des marges de manœuvre suffisantes pour soutenir l'activité et protéger les revenus des catégories vulnérables en cas de fléchissement inattendu de l'activité économique.

Les demandes intérieure et extérieure tirent la croissance

Les termes de l'échange favorables et l'augmentation des exportations de ressources naturelles soutiennent l'économie. L'effet de freinage induit par la baisse des investissements miniers arrive à son terme, tandis que les autres formes d'investissement des entreprises se redressent, en partie alimentées par l'investissement public dans les infrastructures. La hausse de l'emploi stimule les revenus et la consommation.

Le taux de chômage a atteint son niveau le plus bas depuis cinq ans et le taux d'activité n'a jamais été aussi élevé depuis le boom de l'investissement minier. Toutefois, les mesures du sous-emploi indiquent qu'une proportion significative des travailleurs à

Australie



1. Les termes de l'échange correspondent au ratio entre les prix des exportations et les prix des importations dans un pays. La ligne en pointillés correspond à la moyenne des termes de l'échange sur 20 ans.
2. Passif des ménages en pourcentage du revenu disponible net des ménages.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et OCDE, Base de données analytique des prix des logements. StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876309>

Australie : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de AUD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015/2016)				
PIB aux prix du marché	1 638.1	2.6	2.2	3.1	2.9	2.6
Consommation privée	949.3	2.9	2.7	2.5	2.1	1.7
Consommation publique	300.7	4.1	3.7	4.4	3.2	2.8
Formation brute de capital fixe	420.7	-2.2	3.4	3.4	4.0	2.9
Demande intérieure finale	1 670.6	1.8	3.1	3.1	2.8	2.2
Variation des stocks ¹	4.8	0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	1 675.4	1.9	3.0	3.1	2.7	2.2
Exportations de biens et services	323.1	6.8	3.7	4.6	4.1	3.8
Importations de biens et services	360.4	0.5	7.8	5.6	6.1	4.9
Exportations nettes ¹	- 37.3	1.2	-0.9	-0.2	-0.4	-0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.2	3.4	1.5	1.1	1.4
Indice des prix à la consommation	—	1.3	2.0	2.0	2.1	2.4
IPC sous-jacent ²	—	1.5	1.7	1.6	2.0	2.4
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.7	5.6	5.4	5.3	5.1
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	4.9	2.8	2.2	2.2	2.1
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-1.5	-0.6	-0.1	0.2	0.5
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	42.7	43.6	42.0	39.8	39.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.3	-2.6	-2.9	-3.3	-3.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877430>

temps partiel souhaiteraient accroître leur temps de travail, ce qui laisse à penser qu'il existe encore des capacités inutilisées sur le marché de l'emploi. Les taux de salaire n'ont pas augmenté sensiblement, et l'inflation reste modérée.

Les autorités peuvent mettre fin progressivement à leur politique de soutien de la demande

La politique monétaire reste accommodante : le taux directeur, qui est de 1.5 %, n'a pas changé depuis plus de deux ans. Le démantèlement des mesures de relance s'amorcera dans les deux ans à venir à mesure que la progression des salaires et des prix enregistrera une nouvelle accélération et que la poursuite de la croissance de la productivité provoquera un resserrement du marché du travail provoqué.

Les prix de l'immobilier d'habitation ont commencé à fléchir et la croissance du crédit au logement a ralenti, mais l'endettement des ménages reste important. Les autorités de réglementation ont pris des mesures pour limiter la croissance des prêts pour investissement locatif, et dissuadent les établissements financiers d'accorder des crédits à forte quotité de financement (ratio prêt/valeur du bien). Le secteur bancaire est bien capitalisé et les indicateurs de tensions financières relatifs aux ménages sont bas, bien que la situation dans certaines régions – minières, notamment – demeure préoccupante.

Compte tenu des risques financiers et macroéconomiques potentiels, les autorités de surveillance devraient rester vigilantes.

Le ratio dette publique/PIB a augmenté ces dernières années, mais il est encore relativement bas. En outre, il devrait commencer à diminuer, le gouvernement fédéral s'étant engagé à réduire le déficit d'environ ½ point de PIB par an à un horizon budgétaire de quatre ans. D'après le programme budgétaire, les réductions à court et moyen terme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques devraient être financées grâce au dynamisme des recettes résultant de la croissance économique, ainsi que par des mesures de maîtrise des dépenses et de lutte contre l'évasion et la fraude fiscales. L'effort de réduction des déséquilibres budgétaires est important. Toutefois, lutter contre l'exclusion socioéconomique, par exemple en réformant l'éducation et en améliorant les aides aux demandeurs d'emploi, doit demeurer la priorité.

La croissance restera vigoureuse

L'expansion économique devrait se poursuivre à un rythme vigoureux, puis légèrement plus modéré en 2020 en raison du ralentissement de la croissance mondiale et de contraintes de capacités. Les exportations et l'investissement soutiendront la croissance économique. La progression de la consommation des ménages ralentira, ceux-ci étant moins enclins à puiser dans leur épargne en raison de la baisse des prix des logements et du durcissement des conditions financières. La sécheresse qui a pénalisé le secteur agricole aura une incidence légèrement négative sur la croissance. L'inflation ne s'accélérera que progressivement et le taux de chômage diminuera encore. Les marchés mondiaux des produits de base demeurent une importante source de revenus et de croissance, mais aussi d'incertitudes et de risques, en particulier du fait de l'exposition à un fléchissement de l'activité et à un rééquilibrage éventuels en Chine. L'endettement élevé des ménages reste également un risque. De fortes corrections inattendues des prix des logements pourraient réduire le patrimoine et la consommation des ménages, et avoir des conséquences sur le secteur de la construction.

AUTRICHE

La croissance économique devrait, selon les prévisions, rester solide mais ralentir en 2019 et 2020. La dégradation de l'environnement extérieur freinera la progression des exportations et de l'investissement. La croissance solide de l'emploi favorise l'augmentation des salaires et de la consommation privée. L'inflation reste modérée.

La fermeté de la croissance économique, le contexte de taux d'intérêt faibles et les efforts pour maîtriser les dépenses publiques ont contribué à réduire le déficit budgétaire. Toutefois, de nouvelles mesures, notamment destinées à remédier aux inefficiences dans l'éducation, la santé et les administrations, permettraient de traiter le problème des coûts liés à une société vieillissante et de dégager des fonds qui pourraient être consacrés à des dispositifs servant à mieux concilier vie professionnelle et vie familiale.

La vigueur de la demande intérieure et extérieure génère une croissance à large assise

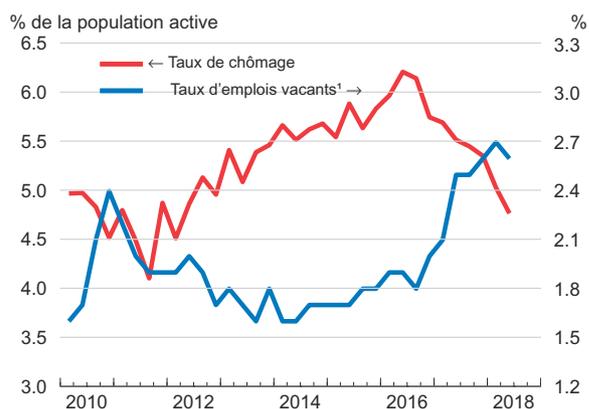
La conjonction de facteurs intérieurs et extérieurs continue de soutenir la croissance économique. La forte demande et les contraintes de capacités de production observées actuellement favorisent la hausse de l'investissement des entreprises, mais les pénuries de compétences et les obstacles réglementaires risquent de limiter les possibilités de gains de productivité. La poursuite de la baisse du taux de chômage et le grand nombre de postes non pourvus concourent à la progression des salaires et à la fermeté de la consommation privée, même si l'afflux de main-d'œuvre étrangère, l'augmentation des taux d'activité des femmes et des seniors et les négociations collectives contribuent à modérer l'impact d'un marché du travail tendu.

Des réformes structurelles sont indispensables pour assurer une plus grande solidarité et affermir la croissance à long terme

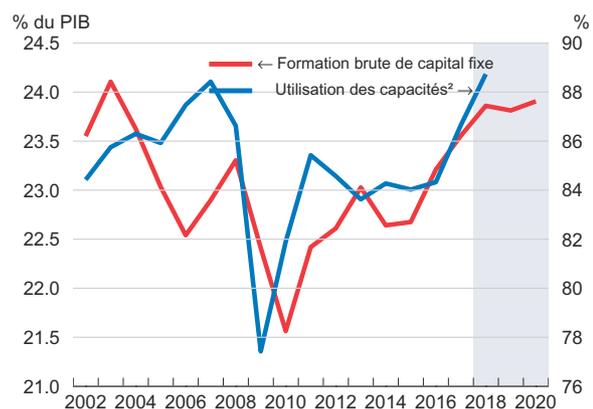
La politique budgétaire est globalement neutre, la hausse des recettes dépassant légèrement seulement celle des dépenses. Grâce au quasi-équilibre budgétaire et à des

Autriche

Le marché du travail se tend



Les contraintes de capacité étayent les investissements



1. Hors agriculture, activités des ménages en qualité d'employeurs et activités des organisations extraterritoriales.

2. Niveau actuel d'utilisation des capacités dans le secteur manufacturier.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Eurostat.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876328>

Autriche : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché*	344.3	2.0	2.7	2.6	1.9	1.9
Consommation privée	181.2	1.5	1.6	1.8	1.6	1.5
Consommation publique	68.0	1.7	1.5	0.9	0.6	0.5
Formation brute de capital fixe	78.1	4.4	3.9	3.4	2.0	2.0
Demande intérieure finale	327.3	2.2	2.1	2.0	1.5	1.4
Variation des stocks ¹	3.6	-0.2	0.5	-0.1	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	331.0	2.0	2.6	1.9	1.4	1.4
Exportations de biens et services	182.8	2.9	4.9	3.9	3.2	3.2
Importations de biens et services	169.5	3.1	5.1	2.3	2.1	2.4
Exportations nettes ¹	13.4	0.0	0.1	0.9	0.7	0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	1.4	1.2	1.6	1.9	2.2
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	1.0	2.2	2.1	2.1	2.0
IPCH sous-jacent ²	–	1.6	2.1	1.8	1.9	1.9
Taux de chômage (% de la population active)	–	6.0	5.5	4.8	4.5	4.5
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	7.8	6.8	5.6	5.0	5.0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-1.6	-0.8	-0.1	0.3	0.6
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	106.1	99.4	97.3	95.1	92.6
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	83.0	78.2	76.1	73.9	71.4
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	2.5	1.9	2.2	2.4	2.8

* Basé sur des données trimestrielles corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés; peut différer des données annuelles officielles qui n'incluent pas de corrections pour les jours ouvrés.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877449>

taux d'intérêt faibles, le ratio dette publique/PIB diminue à un rythme régulier. La charge fiscale sur le travail reste élevée par rapport à ce que l'on observe dans des pays comparables, bien que la réforme de la fiscalité en 2016 ait permis de stimuler la consommation privée en réduisant l'imposition des revenus des personnes physiques.

Les obstacles à l'emploi à plein temps des femmes restent importants et contribuent à leur sortie, complète ou partielle, de la population active après la naissance du premier enfant. Remédier aux inefficacités en matière de dépenses permettrait de dégager des fonds pour améliorer l'accès aux crèches et à la scolarisation à plein temps. Les responsables publics devraient continuer d'envisager des mesures permettant de s'attaquer aux incitations budgétaires qui favorisent l'emploi à temps partiel, afin d'augmenter le taux d'activité des femmes, qui est actuellement relativement bas. La productivité bénéficierait d'un renforcement de la concurrence dans les professions de services et d'une transition accélérée vers le numérique.

L'activité économique devrait s'essouffler

Après une accélération généralisée en 2018, on prévoit que la croissance s'infléchira pour revenir vers son taux potentiel d'environ 2 % en 2019 et 2020, du fait de contraintes de capacités freinant la production et d'un environnement extérieur moins porteur. La consommation privée restera ferme. L'inflation devrait ralentir à 2 % au cours des deux prochaines années. Les incertitudes relatives aux échanges internationaux, à la zone euro et au Brexit pourraient freiner davantage les exportations et l'investissement. La consommation privée pourrait réserver une bonne surprise si la confiance actuelle persiste, et la forte compétitivité pourrait entraîner une progression des exportations supérieure à ce qui est anticipé.

BELGIQUE

La croissance économique a ralenti en 2018 et devrait se maintenir à environ 1 ½ pour cent en 2019 et en 2020. La demande intérieure en sera le moteur essentiel. L'investissement public sera vigoureux en 2020 et l'investissement privé dynamisera lui aussi la croissance au cours des deux prochaines années. L'inflation sous-jacente se redressera progressivement, du fait de l'accélération de la progression des salaires sur un marché du travail tendu.

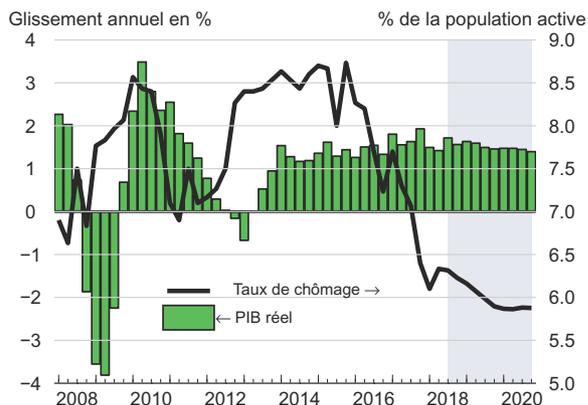
La dette publique devrait diminuer tout au long de la période considérée, malgré un certain assouplissement de la politique budgétaire imputable à des réductions d'impôts. Accroître les niveaux de compétences et les perspectives d'emploi des groupes de population défavorisés permettrait de rendre la croissance plus inclusive. Il faudrait améliorer les infrastructures de transport et généraliser les redevances de congestion pour parvenir à une croissance plus verte. Par ailleurs, la réduction des obstacles à l'entrée et à la sortie des entreprises du marché permettrait de générer des gains productivité.

La croissance s'est affaiblie

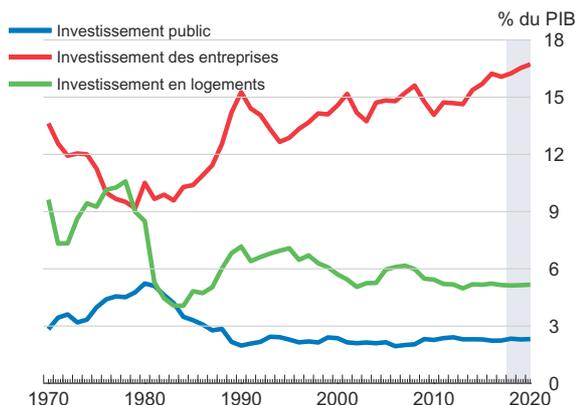
La croissance économique a marqué le pas sur fond de ralentissement de la consommation privée, malgré le maintien de la croissance de l'emploi portée par l'allègement de la fiscalité du travail. La confiance des consommateurs comme celle des entreprises s'est quelque peu émoussée ces derniers mois, mais demeure au-dessus de la moyenne. L'investissement public a augmenté et l'investissement des entreprises s'affermi. Les exportations montrent quelques signes de reprise après un début d'année 2018 atone. L'inflation a augmenté en 2018 sous l'effet d'une hausse brutale des prix des produits énergétiques. La progression des salaires s'est accélérée, à un rythme supérieur à celui de l'inflation sous-jacente et ce, malgré la réforme récente du mode de fixation des salaires destinée à mieux prendre en compte la compétitivité-coûts internationale.

Belgique

La croissance s'est affaiblie, mais le taux de chômage restera modeste



L'investissement public reste relativement peu élevé



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876347>

Belgique : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2016)				
PIB aux prix du marché	411.0	1.5	1.7	1.5	1.4	1.4
Consommation privée	210.0	1.7	1.1	1.1	1.6	1.7
Consommation publique	98.1	-0.2	0.6	1.0	1.0	0.8
Formation brute de capital fixe	95.0	3.8	1.8	2.0	2.5	2.4
Demande intérieure finale	403.1	1.7	1.1	1.3	1.7	1.7
Variation des stocks ¹	2.1	0.3	0.0	-0.4	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	405.1	2.0	1.1	0.9	1.6	1.6
Exportations de biens et services	332.1	7.6	5.0	3.4	3.3	3.2
Importations de biens et services	326.2	8.5	4.3	2.8	3.5	3.5
Exportations nettes ¹	5.9	-0.5	0.6	0.6	-0.2	-0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	1.8	1.7	1.6	2.3	2.0
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	1.8	2.2	2.3	2.2	2.0
IPCH sous-jacent ²	–	1.8	1.5	1.3	1.8	1.9
Taux de chômage (% de la population active)	–	7.9	7.1	6.2	6.0	5.9
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	3.9	4.0	4.4	4.4	4.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-2.4	-0.9	-1.0	-1.3	-1.4
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	128.5	121.9	120.2	118.3	116.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	106.1	103.4	101.6	99.8	98.4
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	-0.6	0.7	-0.4	-0.8	-0.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877468>

L'inclusivité et la productivité pourraient être renforcées

Le déficit budgétaire se creusera au cours des deux prochaines années pour atteindre 1.4 % du PIB en 2020. Comme la dette publique est élevée, il est important que le gouvernement tienne ses objectifs budgétaires à moyen terme pour permettre une réduction régulière du ratio dette/PIB. Il faudrait accroître l'investissement public, faible depuis plusieurs décennies, pour doper la croissance de la productivité, et le financer par des coupes dans les dépenses publiques inefficaces, par le prélèvement de redevances d'utilisation ou par des apports provenant de sources de financement privées, afin d'assurer la viabilité des finances publiques.

L'amélioration des infrastructures de transport à la périphérie des grandes zones urbaines, la généralisation des redevances de congestion et une modification du traitement fiscal préférentiel appliqué aux véhicules de société permettraient de rendre la croissance plus verte. Pour qu'elle soit plus inclusive, il conviendrait d'améliorer les compétences et la situation des immigrés, des travailleurs peu qualifiés et des seniors sur le marché du travail. Un nouvel allègement de la fiscalité du travail, en particulier du travail peu qualifié, serait également utile à cet égard, car le coin fiscal belge sur les revenus du travail reste l'un des plus élevés en Europe. Impliquer davantage les partenaires sociaux

dans les plans de diversité au niveau des entreprises, y compris dans le secteur public, où la proportion d'immigrés dans les effectifs est faible, permettrait d'accroître le taux d'emploi de cette catégorie de population en particulier.

La productivité serait favorisée par l'intensification de la concurrence et de l'innovation et par une amélioration de la dynamique des entreprises. Les obstacles réglementaires à l'entrée et à la sortie des entreprises du marché devraient être abaissés et le régime d'insolvabilité, réformé. Il est particulièrement important, d'une part, de veiller à ce que les jeunes entreprises innovantes disposent d'outils de financement adéquats pour pouvoir se développer et, d'autre part, de poursuivre la simplification des aides publiques à la R-D et à l'innovation. Il faudrait également assouplir la réglementation des services de détail et mettre en place une autorité de régulation unique pour chaque industrie de réseau.

La croissance devrait se stabiliser

La croissance du PIB devrait se maintenir à environ 1½ pour cent en 2019 et en 2020. La consommation privée sera un moteur essentiel de la croissance et sera soutenue par les mesures, déjà prises ou annoncées, d'allègement de la fiscalité du travail. L'investissement privé restera vigoureux tout au long de la période de prévision, porté par des conditions de financement favorables et des niveaux de rentabilité élevés. L'investissement public contribuera à dynamiser l'activité économique en 2020 grâce au lancement de plusieurs grands projets d'investissement publics. La croissance de l'emploi devrait se poursuivre, permettant un nouveau recul du taux de chômage, qui devrait être ramené à 5.9 % en 2020.

La croissance économique pourrait manquer de dynamisme si la consommation privée progressait moins vite qu'escompté. En revanche, l'investissement des entreprises pourrait être plus vigoureux que prévu, si les tensions sur le marché du travail donnaient lieu à des investissements générateurs d'économies de main-d'œuvre plus nombreux que prévu.

BRÉSIL

La croissance s'accélérera en 2019 et en 2020, parallèlement à l'augmentation de la consommation privée, soutenue par l'amélioration des conditions sur le marché du travail. Le redémarrage du crédit et la meilleure lisibilité de l'action publique une fois que le nouveau gouvernement aura pris ses fonctions favoriseront la reprise. Les incertitudes politiques liées à la mise en œuvre des réformes restent importantes et pourraient mettre en péril le redressement de l'activité, mais si elles se dissipent et si les réformes progressent comme prévu, l'investissement s'affermira.

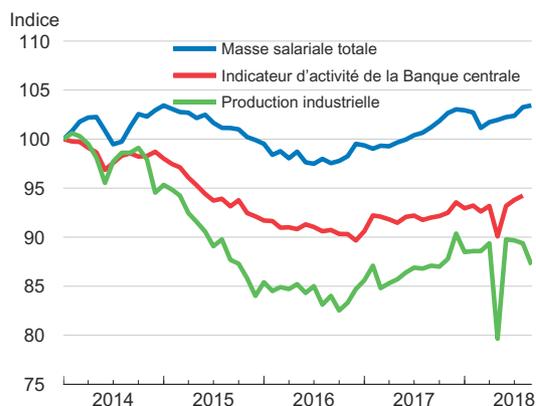
La politique monétaire devrait se durcir en 2019 dans un contexte d'accélération de la croissance. Sans baisse drastique des dépenses, la viabilité des comptes budgétaires pourrait être compromise, en particulier du fait de la hausse des dépenses de retraite. Le prochain gouvernement devra s'acquitter de la délicate tâche de trouver un consensus politique sur la réforme des retraites. Pour maintenir une croissance dynamique, il sera nécessaire de consentir de nouveaux efforts pour accroître la productivité, y compris en approfondissant l'intégration du pays dans l'économie mondiale.

Après un ralentissement temporaire dû à une grève des transporteurs routiers, l'expansion se poursuit

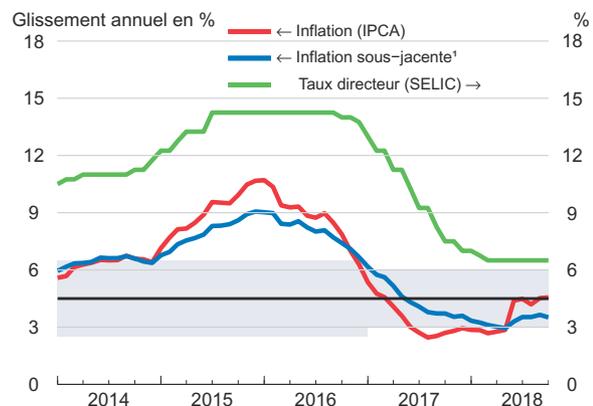
Après avoir faibli de façon passagère en raison d'une grève, le dynamisme de la croissance semble s'affermir, porté par la reprise des flux de crédit. La réévaluation des risques sur les marchés financiers internationaux a entraîné des sorties de capitaux et une dépréciation de la monnaie, mais la faiblesse des engagements extérieurs en a limité les effets sur l'économie intérieure. L'inflation et l'inflation sous-jacente sont inférieures aux objectifs fixés et les taux d'intérêt sont restés bas, favorisant la dépense des ménages. La croissance modérée des salaires et l'amélioration des conditions sur le marché du travail, bien que graduelle, dopent la consommation privée. Jusqu'à présent, les créations

Brésil

L'activité et les salaires repartent à la hausse



L'inflation est proche de l'objectif et les taux d'intérêt restent peu élevés



1. L'inflation sous-jacente est définie comme la moyenne de trois mesures d'inflation sous-jacentes publiées par la Banque centrale du Brésil.

Source : Banque centrale du Brésil ; IBGE ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876366>

Brésil : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de BRL	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2000)				
PIB aux prix du marché	5 995.8	-3.4	1.0	1.2	2.1	2.4
Consommation privée	3 835.2	-4.4	0.9	1.7	1.8	2.5
Consommation publique	1 185.8	0.0	-0.6	0.2	1.1	1.0
Formation brute de capital fixe	1 069.4	-10.4	-1.9	4.0	4.9	3.7
Demande intérieure finale	6 090.4	-4.6	0.2	1.7	2.2	2.4
Variation des stocks ¹	- 25.4	-0.4	0.8	0.2	0.2	0.0
Demande intérieure totale	6 064.9	-5.0	1.1	2.0	2.4	2.4
Exportations de biens et services	773.5	1.7	5.7	-0.3	3.7	4.1
Importations de biens et services	842.6	-10.1	5.5	6.2	5.4	4.0
Exportations nettes ¹	- 69.1	1.6	0.0	-0.8	-0.2	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	8.1	3.7	3.3	4.4	4.5
Indice des prix à la consommation	—	8.7	3.4	3.8	4.6	4.3
Déflateur de la consommation privée	—	9.2	2.9	3.0	4.9	4.7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-9.0	-7.8	-7.3	-6.5	-6.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-1.3	-0.5	-1.2	-1.8	-1.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877487>

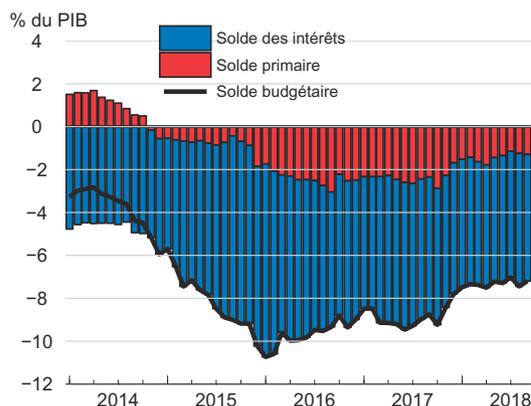
d'emplois ont toutefois péché par la qualité dans la mesure où un nombre disproportionné d'entre elles ont eu lieu dans le secteur informel.

Améliorer la qualité des finances publiques reste une priorité

La dette publique brute a augmenté pour atteindre 77 % du PIB et le solde primaire, qui s'établit à -1.2 % du PIB, demeure significativement inférieur au niveau nécessaire pour

Brésil

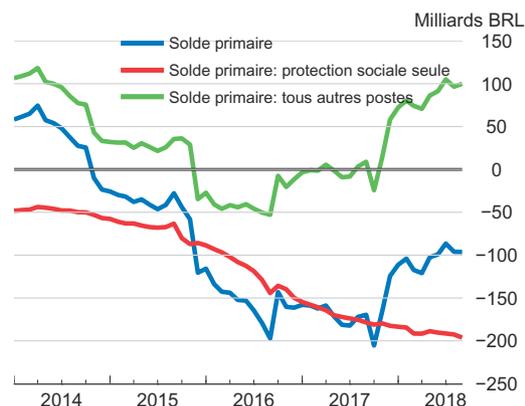
Les résultats budgétaires s'améliorent progressivement après avoir connu une détérioration marquée



1. Cumulé sur 12 mois.

Source : Banque centrale du Brésil; et Trésor national.

Les dépenses de retraite ont contribué par le passé à la détérioration des résultats budgétaires¹



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876385>

stabiliser la dette publique, estimé à +2 %. La dégradation des comptes budgétaires par le passé s'explique essentiellement par l'augmentation des dépenses de sécurité sociale et cette tendance devrait se poursuivre faute de réforme des prestations sociales, en particulier des pensions de vieillesse.

La réforme des retraites reste donc la principale priorité pour parvenir à une stabilisation de la dette publique à moyen terme et pour préserver la confiance des investisseurs dans des finances publiques saines et une gestion efficace de l'économie. La hausse des dépenses de retraite a fait diminuer les ressources disponibles pour financer les prestations sociales visant à lutter contre les inégalités et la pauvreté, qui touchent principalement les enfants et les jeunes. Le salaire minimum fait office de niveau plancher pour l'ensemble des prestations de retraite et il s'est envolé au cours des dernières années. De ce fait, la hausse des prestations de retraite a principalement profité aux classes moyennes, tandis que les transferts très efficaces aux ménages pauvres ont stagné. Limiter les futures augmentations des prestations de retraite permettrait de financer davantage de transferts sociaux vers les plus démunis tout en ramenant les comptes budgétaires sur une trajectoire plus soutenable.

Le relèvement des seuils d'admissibilité au bénéfice du programme de transferts monétaires conditionnels *Bolsa Família*, dont le coût ne représente que 0.5 % du PIB, serait également un moyen d'accroître les incitations à améliorer l'assiduité scolaire et le suivi médical des populations pauvres, ce qui réduirait les inégalités dans le domaine de l'éducation et de la santé. Il conviendrait de poursuivre les efforts engagés pour réduire les avantages fiscaux et les subventions au crédit en faveur des entreprises du secteur privé, qui ont fait le lit de la corruption, sans bénéfices perceptibles en matière de bien-être ou de productivité.

Parmi les mesures définies en réponse à la récente grève des transporteurs routiers, figurent la baisse de la fiscalité sur le gazole et la réglementation des prix des services de transport de marchandises. Il conviendrait à terme de supprimer ces mesures car elles ont sapé les efforts d'assainissement des finances publiques, restreint la concurrence et miné la compétitivité des exportations en faisant augmenter les prix des consommations intermédiaires dans de nombreux autres secteurs. Le gazole était déjà moins taxé que l'essence, alors que d'un point de vue environnemental, il faudrait que ce soit l'inverse. L'intensité d'émission de CO₂ de l'économie ayant récemment augmenté, il conviendrait d'alourdir la fiscalité sur les combustibles fossiles, et non de l'alléger. En outre, les pauvres sont les plus exposés à la pollution atmosphérique et ceux qui pâtissent le plus de ses effets négatifs sur la santé.

Les gains de productivité seront le principal moteur de la croissance à plus long terme. Pour dynamiser la croissance, il faudra intensifier la concurrence dans de nombreux secteurs de façon à permettre un redéploiement du travail et du capital au profit d'activités à fort potentiel. Une intégration plus poussée au sein de l'économie mondiale contribuerait à doper l'efficacité en exposant un plus grand nombre d'entreprises à la concurrence étrangère et en améliorant l'accès à des biens intermédiaires et à des biens d'équipement à moindre coût. Abaisser les obstacles à l'entrée au niveau national et mettre en œuvre des politiques de réduction des coûts, notamment en allégeant les obligations fiscales auxquelles les contribuables doivent se plier ou en améliorant l'exécution des contrats permettraient aussi de générer des gains d'efficacité. Une refonte en profondeur du système fragmenté de la fiscalité indirecte, dans la perspective de l'instauration d'une taxe

sur la valeur ajoutée unifiée, pourrait accroître la compétitivité des entreprises dans l'ensemble du pays.

La croissance devrait être en hausse

La croissance devrait progresser en 2019 et en 2020 du fait que le faible niveau de l'inflation, la progression modérée des salaires et la décrue du chômage favoriseront la consommation privée et que les progrès accomplis sur le plan des réformes dynamiseront l'investissement. Porté par le regain de confiance des entreprises, le chômage devrait poursuivre son repli, notamment grâce à la création de davantage d'emplois dans le secteur formel.

Les risques sont principalement liés à la mise en œuvre des réformes. La fragmentation du paysage politique rendra difficile l'émergence d'un consensus politique sur des réformes essentielles, comme celle des retraites, sans lesquelles la dette publique augmentera. Les vulnérabilités extérieures du Brésil sont certes limitées en raison du faible déficit courant et de la part modeste de la dette publique libellée en devise, mais il n'est pas à exclure que la dégradation de la situation en Argentine rejaillisse sur le pays. L'Argentine représente environ 7 % des exportations brésiliennes, mais elle est une destination d'exportation stratégique pour le secteur industriel. La possibilité d'une montée des tensions commerciales fait également peser des risques sur le Brésil, car la Chine et les États-Unis sont ses principaux partenaires commerciaux.

CANADA

La croissance devrait prochainement ralentir pour s'établir à un peu moins de 2 % d'ici à 2020, compte tenu, d'une part, du ralentissement de la consommation liée à la progression moins forte que prévu du patrimoine résidentiel et, d'autre part, du ralentissement de l'emploi et des exportations parallèlement à l'essoufflement de la croissance aux États-Unis. Le chômage devrait rester proche de ses points bas historiques et l'inflation se hisser légèrement au-dessus de 2 %.

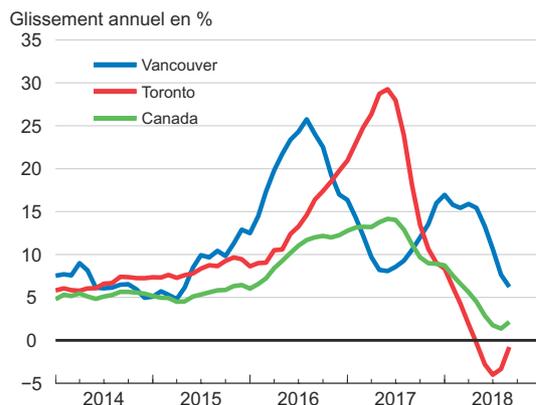
La Banque du Canada devrait continuer de réduire progressivement son action de relance monétaire pour stabiliser l'inflation autour du point médian de la fourchette de 1-3 % définie comme objectif à moyen terme. Si la politique budgétaire devrait rester neutre, une contraction du déficit budgétaire structurel permettrait d'alléger le fardeau qui pèse sur la politique monétaire et de créer une plus grande marge de manœuvre pour soutenir l'économie en cas de repli inattendu de l'activité. Les politiques macroprudentielles ont été durcies et les marchés immobiliers se stabilisent. Les pouvoirs publics devraient suivre de près les effets de ce récent durcissement, en particulier le nombre d'emprunteurs fortement endettés, et prendre des mesures si ce nombre ne diminue pas significativement.

La croissance économique reste vigoureuse

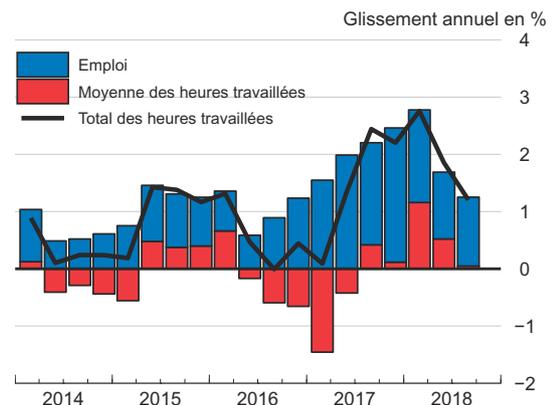
La croissance économique reste dynamique, même en faisant abstraction du rebond attribuable à des facteurs temporaires (un ajustement anticipé de la production automobile et l'arrêt d'un pipeline d'hydrocarbures) qui ont pesé sur la croissance fin 2017. Sa composition est cependant en train de changer. La consommation et l'investissement résidentiel décelèrent du fait du ralentissement de la progression des prix du logement et de la hausse des taux d'intérêt. À l'inverse, les exportations et l'investissement des entreprises s'affermissent, portés respectivement par le dynamisme des marchés d'exportation et l'exacerbation des contraintes de capacité. L'Accord États-Unis-Mexique-

Canada

La hausse des prix des logements a ralenti



L'augmentation du total d'heures travaillées est moins rapide



Source : Teranet et Banque nationale du Canada, Indice de Prix de Maison ; et Statistique Canada.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876404>

Canada : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de CAD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2007)				
PIB aux prix du marché	1 994.9	1.4	3.0	2.1	2.2	1.9
Consommation privée	1 146.2	2.3	3.4	2.3	2.3	1.8
Consommation publique	417.0	2.2	2.3	2.4	1.4	1.2
Formation brute de capital fixe	476.0	-3.0	2.8	3.8	2.5	2.4
Demande intérieure finale	2 039.2	1.1	3.0	2.6	2.2	1.8
Variation des stocks ¹	5.0	-0.2	0.8	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	2 044.2	0.8	3.8	2.6	2.1	1.8
Exportations de biens et services	629.0	1.0	1.1	2.6	3.4	3.4
Importations de biens et services	678.3	-1.0	3.6	4.2	3.2	3.1
Exportations nettes ¹	- 49.3	0.7	-0.9	-0.6	0.0	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.6	2.3	2.0	2.0	2.1
Indice des prix à la consommation	—	1.4	1.6	2.3	2.1	2.1
IPC sous-jacent ²	—	1.9	1.6	1.9	2.0	2.1
Taux de chômage (% de la population active)	—	7.0	6.3	5.9	5.8	5.8
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	3.4	3.7	3.4	3.1	3.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-1.1	-1.1	-0.9	-0.5	-0.4
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	97.8	93.8	93.0	92.6	92.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.2	-2.9	-3.1	-3.0	-2.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

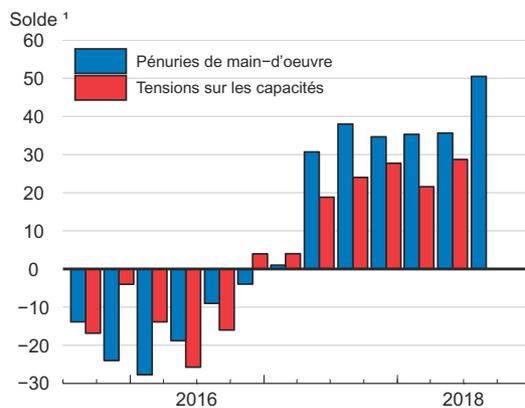
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877506>

Canada (AEUMC), conclu récemment afin de remplacer l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), réduit les incertitudes relatives à l'accès au marché des États-Unis, qui pesaient sur les perspectives d'évolution des exportations et de l'investissement des entreprises. Depuis la légalisation du cannabis en octobre 2018, les activités connexes sont prises en compte dans les statistiques économiques officielles, d'où une augmentation du PIB réel de 0.2 point de pourcentage en 2019. Cet effet disparaîtra lorsque les séries de PIB des périodes précédentes auront été recalculées.

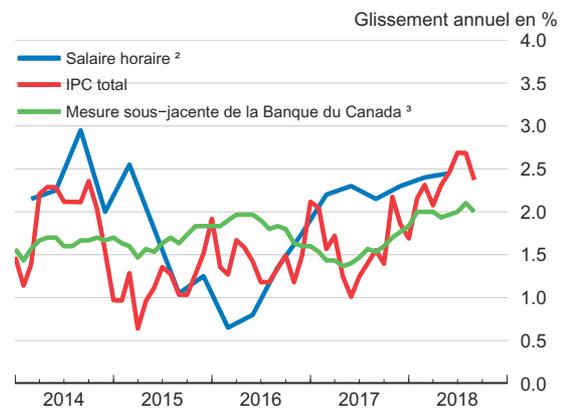
La croissance de l'emploi ralentit et le taux de chômage est tombé à moins de 6 %, soit quasiment son plus bas niveau depuis 40 ans. La progression du salaire horaire s'accélère et la hausse des salaires minimums provinciaux lui donnera un nouveau coup de pouce au cours des prochaines années. L'inflation mesurée par les prix à la consommation a augmenté, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie, pour s'établir au-dessus du point médian de la fourchette cible de 1-3 % définie par la Banque du Canada comme objectif à moyen terme pour l'inflation annuelle. La moyenne des mesures de l'inflation fondamentale privilégiées par la Banque du Canada a atteint 2 %. Les anticipations d'inflation restent bien ancrées, étant donné que presque toutes les entreprises tablent sur une inflation comprise dans la fourchette cible durant les deux années à venir, même si pour la plupart d'entre elles, l'inflation se situera dans la partie supérieure de la fourchette.

Canada

Les tensions sur les capacités et les pénuries de main-d'oeuvre se sont intensifiées



La hausse des salaires et des prix redémarre



1. Pourcentage d'entreprises faisant état des tensions sur les capacités (ou de pénuries de main-d'oeuvre) plus vives qu'il y a 12 mois, moins pourcentage d'entreprises faisant état de tensions moins vives.
2. Médiane des mesures de la croissance des salaires horaires fondée sur des données issues de l'Enquête sur la population active, des comptes nationaux, des comptes de productivité et de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail.
3. Moyenne des trois mesures de l'inflation sous-jacente privilégiées par la Banque du Canada, à savoir l'IPC-tronq (moyenne tronquée), l'IPC-méd (médiane pondérée) et l'IPC-comm (composante commune).

Source : Banque du Canada (2018), Enquête sur les perspectives des entreprises ; Banque du Canada (2018), Revue de politique monétaire, juillet ; et Statistique Canada, tableaux 18-10-0006-01 et 18-10-0256-01.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876423>

L'orientation des politiques macroéconomiques devient moins accommodante

La Banque du Canada a réduit progressivement ses mesures de relance monétaire depuis la mi-2017. Étant donné que l'inflation sous-jacente se situe déjà au point médian de la fourchette cible et que les capacités excédentaires se résorbent, de nouveaux relèvements de taux seront nécessaires pour stabiliser le taux d'inflation à un niveau proche du point médian à moyen terme. D'après les prévisions de l'OCDE, la Banque du Canada devrait relever son taux directeur de 125 points de base supplémentaires d'ici à la fin de 2020, portant le taux à 2.75 %, une valeur comprise dans la fourchette de 2.5-3.5 % dans laquelle se situe le taux d'intérêt neutre d'après les estimations de la Banque. Les taux d'intérêt à long terme vont également augmenter face à la hausse des primes d'échéance à l'échelle mondiale, ce qui va encore resserrer les conditions financières. L'accroissement des taux d'intérêt devrait avoir un effet plus important sur le marché immobilier et sur l'activité économique que par le passé en raison du niveau élevé d'endettement des ménages (qui atteint environ 170 % du revenu disponible, contre 100 % il y a vingt ans).

Une série de mesures macroprudentielles ont eu pour effet d'atténuer les risques engendrés par le récent boom de l'immobilier, la plus importante d'entre elles étant le durcissement des conditions de souscription des prêts hypothécaires non assurés entré en vigueur en janvier 2018. Pourtant, les prix des logements et la dette des ménages restent élevés par rapport au revenu disponible, en particulier à Toronto et à Vancouver. Nombre de nouveaux détenteurs d'hypothèques, en particulier sur ces marchés où les prix sont élevés, présentent des ratios prêt/revenu importants qui les exposent au risque de ne pas pouvoir faire face à leurs échéances en cas de choc économique négatif, par exemple une hausse des taux hypothécaires (ceux qui sont fixés pour une période supérieure à 5 ans).

étant peu nombreux). Les pouvoirs publics devraient suivre de près les effets du récent durcissement des règles macroprudentielles, en particulier sur le nombre d'emprunteurs fortement endettés, et prendre des mesures si ce nombre ne diminue pas significativement. En outre, il est nécessaire d'améliorer la coordination entre les autorités de réglementation fédérales et provinciales, notamment en incitant les institutions financières soumises à la réglementation provinciale à respecter les normes d'octroi de prêts hypothécaires prescrites par la réglementation fédérale.

L'orientation de la politique budgétaire a été expansionniste ces deux dernières années, au cours desquelles le solde primaire sous-jacent a diminué, selon les estimations, de 1.1 point de pourcentage du PIB, mais elle devrait être neutre au cours des deux prochaines années. À ce stade avancé du cycle conjoncturel, un assainissement budgétaire plus marqué serait plus indiqué, car il permettrait d'alléger le fardeau pesant sur la politique monétaire et de disposer d'une marge de manœuvre budgétaire plus ample pour soutenir l'activité économique dans l'hypothèse où elle subirait un fléchissement.

La croissance devrait refluer vers son niveau potentiel

Le principal facteur qui va contribuer au tassement de la croissance est la consommation privée, qui diminuera en réaction au ralentissement de la progression de l'emploi et du patrimoine des ménages et à la hausse des taux d'intérêt. L'investissement des entreprises devrait rester vigoureux, face aux contraintes de capacité. Le taux de chômage devrait lentement descendre à 5.8 % en 2020 et les tensions sur les salaires devraient s'accroître légèrement. Compte tenu de la hausse des coûts de production, l'inflation devrait se hisser juste au-dessus de 2 % d'ici à la fin de 2020. Une augmentation plus importante que prévu des taux hypothécaires constitue un risque majeur de révision à la baisse des prévisions. En effet, celle-ci pourrait compromettre la capacité de nombreux ménages à assurer le service de leur dette hypothécaire, entraîner une correction du marché du logement et, sous l'effet d'une perte de patrimoine, faire diminuer la consommation. Un autre risque de révision à la baisse réside dans la dégradation de l'accès au marché des États-Unis, même si l'AEUMC est ratifié. À l'inverse, les revenus du secteur pétrolier pourraient être tirés vers le haut par la hausse des prix mondiaux du pétrole et la levée des difficultés de nature réglementaire qui entravent l'accroissement des capacités de transport de pétrole par oléoduc.

CHILI

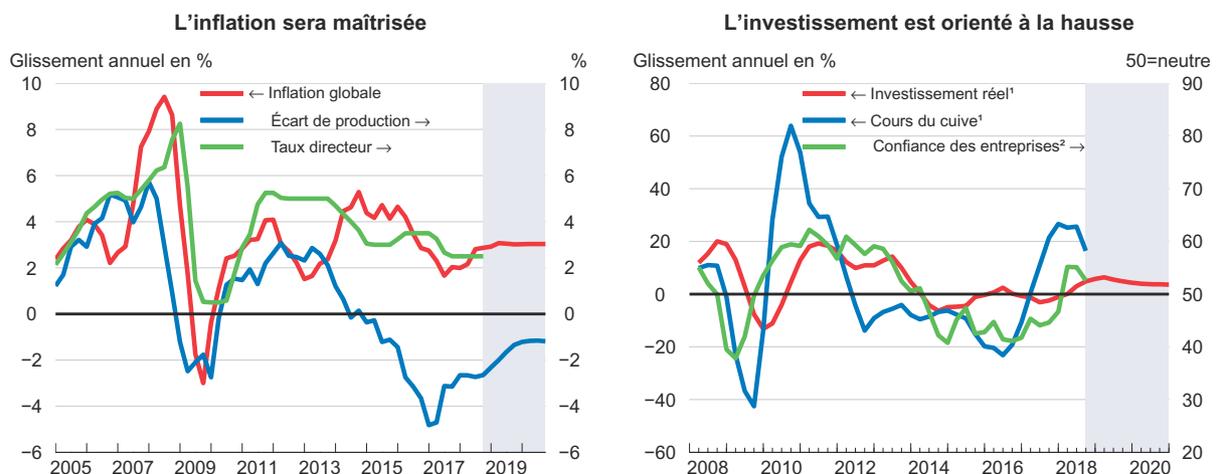
Selon les prévisions, la croissance devrait rester forte au cours des deux prochaines années. Face à un environnement extérieur incertain, la fermeté de la demande intérieure soutiendra la croissance qui bénéficiera en outre d'une inflation stable, de projets d'infrastructures publiques et des effets d'une réforme fiscale. Les inégalités, quoiqu'en recul, demeurent marquées avec une économie informelle et un chômage qui restent élevés et des transferts sociaux faibles.

La banque centrale a entamé un resserrement progressif de sa politique monétaire et devrait le poursuivre car la hausse des salaires et la diminution des capacités inemployées sur le marché du travail commencent à mettre les prix sous tensions. Le plan d'assainissement budgétaire graduel est de bon aloi et permettra de stabiliser le ratio dette publique/PIB à court terme. Cependant, il faudra peut-être accroître les recettes pour financer les dépenses sociales et les investissements publics nécessaires. L'amélioration des compétences, l'intégration des récents flux d'immigrés, la simplification des procédures de délivrance de permis et de la réglementation ainsi que le renforcement de la concurrence dans les services de réseaux sont des facteurs essentiels pour que croissance soit plus forte et plus inclusive.

La croissance économique atteint un point culminant, mais la création d'emplois reste morne

La vigueur de la demande intérieure a tiré la croissance au premier semestre de 2018, la consommation des ménages s'accroissant sur fond de tensions inflationnistes modérées et de regain de confiance. L'investissement a également progressé, à la faveur du dynamisme des dépenses dans les secteurs non miniers. Le marché du travail reste mal orienté, le taux de chômage étant stable du fait que l'afflux d'immigrés sur le marché du travail suit un rythme supérieur à la croissance de l'emploi. Cet excédent de capacités a

Chili



1. Moyenne mobile sur quatre trimestres.

2. Résultats supérieurs (inférieurs) à 50 = optimisme (pessimisme).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Banque centrale du Chili.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876442>

Chili : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de CLP	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2013)				
PIB aux prix du marché	159 605.9	1.2	1.6	4.1	3.7	3.4
Consommation privée	101 269.2	2.1	2.5	4.3	3.8	3.4
Consommation publique	20 732.2	6.3	4.1	2.5	2.7	2.7
Formation brute de capital fixe	37 934.3	-0.7	-1.1	5.8	4.3	3.6
Demande intérieure finale	159 935.7	2.0	1.9	4.4	3.8	3.4
Variation des stocks ¹	20.6	-0.7	1.2	0.8	-0.4	0.0
Demande intérieure totale	159 956.3	1.5	3.3	5.2	3.3	3.3
Exportations de biens et services	46 870.9	-0.2	-1.0	4.9	4.5	4.0
Importations de biens et services	47 221.3	0.2	4.7	9.6	4.9	3.6
Exportations nettes ¹	- 350.3	-0.1	-1.6	-1.2	-0.1	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.8	4.5	2.6	3.1	3.0
Indice des prix à la consommation	—	3.8	2.2	2.5	3.0	3.0
Déflateur de la consommation privée	—	3.4	2.1	2.1	2.9	3.0
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.5	6.7	6.8	6.4	6.1
Solde de l'administration centrale (% du PIB)	—	-2.7	-2.8	-1.8	-1.7	-1.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-1.4	-1.5	-2.4	-2.3	-2.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877525>

bridé les salaires. L'inflation globale a augmenté, se rapprochant de l'objectif de 3 % fixé par la banque centrale, sous l'effet de la hausse des cours du pétrole et de la dépréciation du peso par rapport au dollar américain.

Il faut prendre des mesures pour stimuler la productivité

La banque centrale a commencé à relever son taux directeur et devrait continuer de le faire progressivement à mesure que le marché du travail se tendra et que les salaires amorceront une hausse. La politique budgétaire est globalement appropriée, l'assainissement graduel étant conforme à la règle budgétaire. Le gouvernement s'est fixé pour objectif de contenir les dépenses afin de réduire le déficit structurel du secteur public d'environ 0.2 point de PIB par an. Il existe une marge pour augmenter les recettes et modifier la structure fiscale et faire que la fiscalité soit plus porteuse d'équité et de croissance, par exemple en renforçant la fiscalité environnementale ou immobilière, ou en élargissant l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Les fruits de la croissance seraient ainsi mieux partagés.

Le programme de réformes structurelles est ambitieux. La loi obligeant les banques à se conformer aux normes de Bâle III, approuvée en octobre 2018, améliorera la stabilité et la résilience du système financier. Une réforme fiscale en cours d'examen au Congrès, qui a pour but de simplifier le code des impôts et prévoit des dispositions autorisant l'amortissement accéléré et des remboursements de TVA plus rapides, devrait stimuler l'investissement. La nouvelle instance chargée des questions de productivité va s'efforcer d'alléger les procédures et de faciliter la création de petites entreprises. La simplification

des réglementations et des procédures d'octroi de permis, ainsi que l'augmentation des investissements en recherche-développement, seront déterminantes pour doper la croissance à moyen terme. Le projet de réforme visant à améliorer les pensions de retraite, qui a été récemment soumis au Congrès, prévoit un relèvement des cotisations, faibles actuellement, et un renforcement du pilier solidarité ainsi qu'une plus grande ouverture à la concurrence du système, mais aussi une aide publique destinée à encourager un report des départs à la retraite. L'alignement de l'âge de la retraite des femmes et des hommes, et son indexation sur l'espérance de vie, permettraient d'améliorer la viabilité du système des pensions de vieillesse.

La croissance restera vigoureuse, mais des risques extérieurs se profilent

Selon les prévisions, la croissance devrait ralentir quelque peu, mais rester cependant vigoureuse. La solidité des fondamentaux macroéconomiques et la confiance des milieux d'affaires confortent les perspectives de croissance. La vive progression de l'investissement, favorisée par des projets d'investissement publics, la bonne tenue des cours du cuivre et des incitations à investir, entraînera une hausse de l'emploi et des salaires. La stabilité de l'environnement inflationniste et le dynamisme accru de la création d'emplois stimuleront la consommation privée. Toutefois, la dégradation de l'environnement extérieur – surtout due à la montée du protectionnisme dans le monde, à des facteurs d'instabilité régionale et à la normalisation plus rapide que prévu de la politique monétaire des États-Unis – reste un risque important de divergence à la baisse par rapport aux prévisions. En revanche, la mise en œuvre intégrale de l'ambitieux programme de réformes structurelles pourrait faire grimper l'investissement davantage que prévu.

CHINE

Après avoir bien résisté une bonne partie de l'année 2018, la croissance a récemment ralenti et elle devrait baisser en 2019-20. Le fléchissement de la production industrielle, des bénéfices des entreprises et des recettes figure au nombre des signes de cet essoufflement. Les flux du commerce extérieur perdront un peu de leur vigueur du fait de l'escalade des tensions commerciales. Le ralentissement de l'activité résulte également de la contraction des investissements dans les infrastructures, sachant que la dette des collectivités locales fait l'objet d'un contrôle plus strict. Ces investissements pourraient toutefois rebondir sous l'effet de la récente accélération des émissions de titres de dette et de l'annonce de nouveaux projets.

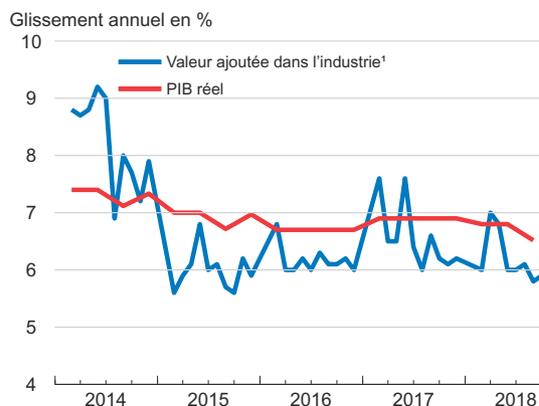
Les autorités monétaires sont en train d'assouplir l'orientation de leur politique pour soutenir l'activité économique. L'escalade des tensions commerciales a entraîné une chute du taux de change, stoppée par l'intervention des pouvoirs publics, et un repli des cours des actions. La politique budgétaire demeurera accommodante afin de contrebalancer le ralentissement de la croissance. L'efficacité des dépenses publiques sera renforcée par le système global de budgétisation axée sur les résultats qui vient d'être mis en place, mais il faudra accroître l'efficacité de l'affectation des capitaux en supprimant progressivement les garanties implicites dont bénéficient les entreprises et autres entités publiques. Les mesures prises récemment pour abaisser le taux moyen des droits de douane sont opportunes et il conviendrait de les poursuivre tout en continuant à faciliter l'activité des entreprises étrangères.

L'économie a été relativement épargnée par la montée des incertitudes à l'échelle mondiale

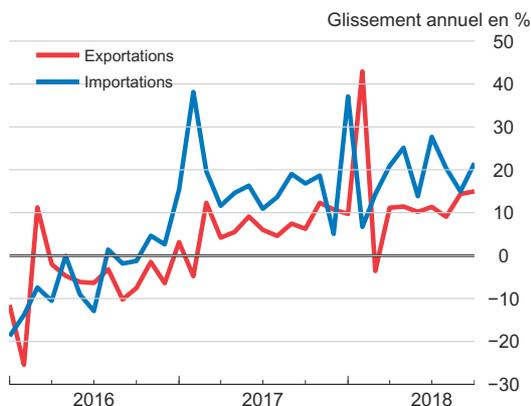
La croissance a bien résisté, malgré l'escalade des tensions commerciales et l'accentuation des incertitudes à l'échelle mondiale. La concentration des exportations en

Chine

La croissance de la production industrielle a ralenti



La croissance des échanges de marchandises est restée relativement forte



1. Pour la valeur ajoutée dans l'industrie, les données mensuelles de janvier et de février ne sont pas publiées individuellement, mais pour les deux mois combinés. Les données manquantes sont calculées par interpolation linéaire.

Source : CEIC.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876461>

Chine : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants trillions de CNY	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	68.9	6.7	6.9	6.6	6.3	6.0
Demande intérieure totale	66.7	7.7	6.0	7.1	6.3	6.0
Exportations de biens et services	14.8	1.9	11.0	5.4	5.0	4.8
Importations de biens et services	12.6	6.3	6.9	7.9	4.9	4.7
Exportations nettes ¹	2.3	-0.7	1.0	-0.3	0.1	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.1	4.1	2.9	3.0	3.0
Indice des prix à la consommation	—	2.1	1.5	2.0	3.0	3.0
Solde financier des administrations publiques ² (% du PIB)	—	-3.0	-3.1	-3.1	-3.3	-3.5
Balance budgétaire principale ³ (% du PIB)	—	-2.9	-2.9	-2.9	-3.0	-3.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.8	1.4	0.4	0.4	0.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Prend en considération les soldes de l'ensemble des quatre comptes budgétaires (compte général, compte de fonds, caisses de sécurité sociale et comptes des entreprises publiques).

3. Le solde budgétaire global est le solde officiel défini comme la différence entre les recettes et les dépenses. Les recettes comprennent : les recettes du budget général, les recettes du fonds central de stabilisation et l'ajustement budgétaire infranational. Les dépenses comprennent : les dépenses du budget général, le renflouement du fonds central de stabilisation et le remboursement du principal de la dette infranationale.

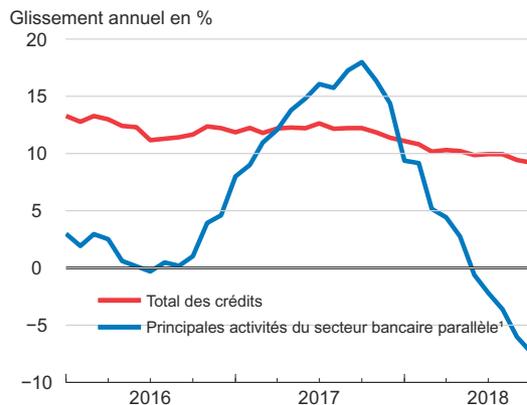
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877544>

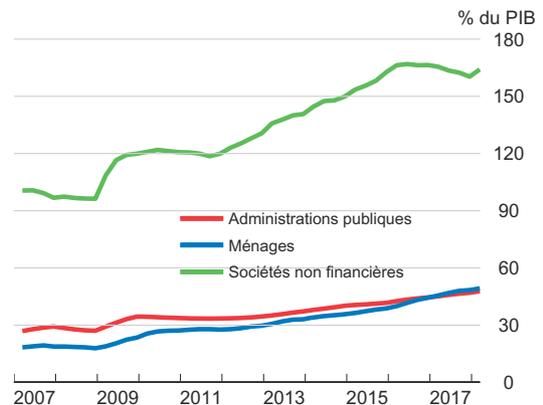
début de période et la dépréciation du yuan ont jusqu'ici atténué les effets de la hausse des droits de douane. Les importations sont également restées fermes, à la faveur des abaissements des droits de douane entrés en vigueur en début d'année et du fait que les hausses de droits appliquées par la suite en représailles sont restées ciblées et que le

Chine

Le secteur bancaire parallèle voit ses activités endiguées



La dette des entreprises se stabilise, mais à un niveau élevé



1. Le système bancaire parallèle comprend les prêts inter-entreprises, les prêts consentis par l'intermédiaire de fonds fiduciaires et les acceptations bancaires non escomptées.

Source : CEIC ; et BRI.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876480>

tourisme émetteur est demeuré dynamique. En conséquence, la balance courante a été déficitaire au premier semestre pour la première fois depuis deux décennies. La demande intérieure, en particulier la consommation, est restée vigoureuse et continuera d'être un moteur stable de la croissance grâce à l'augmentation des revenus disponibles. Les investissements dans les infrastructures ont marqué le pas à la suite des restrictions imposées au secteur financier parallèle, source importante de leur financement. Plusieurs secteurs industriels se heurtent toujours à des problèmes de surcapacité, qui pèsent sur l'investissement des entreprises. Les services, en revanche, progressent régulièrement, en particulier dans les secteurs du numérique et de l'économie collaborative.

La politique monétaire et la politique fiscale pourraient être assouplies, mais il faudrait accélérer les réformes structurelles

La politique monétaire s'est quelque peu durcie du fait des restrictions imposées au secteur bancaire parallèle, nécessaires pour préserver la stabilité financière. Ces restrictions ont pesé de façon disproportionnée sur les entreprises privées et les petites entreprises, qui ont moins accès aux concours des banques commerciales, et elles ont amené les autorités à inciter les banques à accorder des prêts aux petites entreprises en les exonérant de l'impôt dû au titre de cette activité. La hausse des défauts sur obligations a fait augmenter la prime de risque de crédit. Dans la période à venir, un assouplissement modéré de la politique monétaire est envisagé pour alléger le fardeau de la dette. La dette des entreprises exprimée en pourcentage du PIB s'est stabilisée, mais le désendettement reste lent. Le dévissage des cours des actions minera la confiance.

La relance budgétaire soutiendra la croissance, mais une meilleure tarification du risque est nécessaire pour réduire la mauvaise affectation du capital. La suppression des garanties implicites dont bénéficient les entreprises et autres entités publiques contribuerait également à cet objectif, et la décision annoncée récemment de laisser les structures de financement des collectivités locales en difficulté quitter le marché va dans ce sens. Des effets de confiance négatifs et des réformes structurelles trop lentes pourraient limiter les effets des réductions d'impôt censées stimuler la consommation. Il faudrait assurer un niveau minimum de services publics grâce à une meilleure affectation des ressources de façon à favoriser l'égalité des chances quel que soit le lieu de naissance des individus. Il est impératif que les services publics de base, comme l'éducation et la santé, soient financés par l'État central pour garantir un niveau suffisant de prestation de services.

La politique de lutte contre la pauvreté devrait avoir pour objectif principal d'aider les individus à acquérir des compétences valorisées par le marché de façon à éviter la dépendance à l'égard des aides sociales. Accroître l'offre de services peu onéreux de garde et d'éducation des jeunes enfants dans l'ensemble du pays contribuerait à contenir la pauvreté des enfants et à favoriser l'égalité des chances en matière d'ascension sociale. En outre, les examens d'entrée dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne devraient pas porter sur des connaissances et des compétences que l'enseignement public ne permet pas d'acquérir, de sorte que les élèves dont les familles ne peuvent pas s'offrir les services d'écoles préparatoires onéreuses ne soient pas évincés. Les prix du logement dans les grandes villes sont inaccessibles pour les salariés modestes et l'offre de logement social est insuffisante.

La croissance devrait rester vigoureuse

La croissance devrait légèrement ralentir, faisant reculer l'inflation mesurée par les prix à la production. L'inflation mesurée par les prix à la consommation se redressera malgré tout à la faveur de la hausse des prix des produits alimentaires frais, due pour partie à la peste porcine africaine, mais ces tensions ponctuelles resteront bénignes. Les exportations et importations de biens enregistreront un certain ralentissement même si les effets des tensions commerciales seront tempérés par les réductions des droits à l'importation récemment décidées par la Chine et par l'augmentation des remboursements de TVA sur les biens exportés. Dans les industries de transformation, où la part des biens de consommation intermédiaire est élevée et la valeur ajoutée, faible, il en résultera un renforcement considérable de la compétitivité. Déjà, de plus en plus d'exportations destinées au marché américain sont acheminées via des pays tiers non concernés par les hausses de droits de douane. L'essor du tourisme à l'étranger continuera de réduire l'excédent des paiements courants. Les investissements dans les infrastructures rebondiront grâce à la reprise des projets locaux financés par des obligations.

Juguler les activités du secteur bancaire parallèle permettrait d'améliorer la stabilité financière et la transparence, mais pourrait entraîner des problèmes de financement pour les petites entreprises. L'accélération du désendettement des entreprises est indispensable pour assainir les bilans, dans un contexte d'alourdissement du service de la dette. Un désendettement lent se traduirait certes par une croissance plus vigoureuse à court terme, mais aussi par des déséquilibres plus importants par la suite. Une dynamique de relance budgétaire plus modérée pourrait avoir un impact négatif sur la croissance, mais atténuerait le risque d'une nouvelle accumulation d'engagements implicites des administrations publiques. Les investissements dans les infrastructures sont principalement financés par des fonds publics qui ne proviennent toutefois qu'en partie du budget, ce qui réduit la transparence. Il est possible que les frictions commerciales pèsent de façon disproportionnée sur les petites entreprises qui sont moins à même de réduire leurs marges bénéficiaires pour s'adapter au relèvement des droits de douane, et sur certaines régions dont la croissance est davantage tributaire des exportations. Le yuan pourrait de nouveau se déprécier, ce qui pourrait atténuer quelque peu l'impact des restrictions aux exportations.

COLOMBIE

Selon les prévisions, la croissance devrait s'accélérer car les projets d'infrastructures, la baisse de l'imposition sur les sociétés et la hausse des prix du pétrole stimuleront l'investissement. L'amélioration de la confiance et des conditions de financement soutiendront la consommation. La croissance s'accélégrant, le chômage diminuera. Les indicateurs sociaux progressent, mais l'activité informelle et les inégalités resteront élevées.

L'orientation accommodante de la politique monétaire est appropriée. La politique budgétaire devra rester assez prudente pour assurer une diminution progressive du déficit, conformément à la règle budgétaire. Pour stimuler la productivité, il convient de renforcer la concurrence, de simplifier les réglementations et de s'ouvrir davantage aux échanges. De nouvelles initiatives pour réduire l'emploi informel, en abaissant les coûts de main-d'œuvre non salariaux et les disparités entre les sexes, et en développant les services de garde d'enfants, rendraient la croissance plus inclusive.

La croissance a gagné en vigueur

La croissance économique s'affermi progressivement, avec l'investissement soutenu par des taux d'intérêt bas, et la consommation s'est accélérée, le recul de l'inflation donnant un coup de pouce aux revenus réels des ménages. L'amélioration des termes de l'échange a augmenté les recettes d'exportations et contribué à réduire le déficit de la balance courante, qui est en grande partie financé par l'investissement étranger. Le taux de chômage augmente depuis peu, le marché du travail n'étant pas assez flexible pour absorber la hausse du taux d'activité.

La structure des dépenses et des recettes pourrait être plus équilibrée et gagner en efficacité, et des réformes structurelles stimuleraient la croissance à moyen terme

L'intervention rapide de la banque centrale a permis de ramener l'inflation à l'objectif de 3 %. À terme, la politique monétaire devrait rester accommodante, puis se normaliser

Colombie



1. Les termes de l'échange correspondent au ratio prix à l'exportation/prix à l'importation des biens et des services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Base de données des statistiques des recettes publiques.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933876499>

Colombie : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants trillions de COP	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	804.7	2.0	1.8	2.8	3.3	3.4
Consommation privée	551.0	1.4	1.8	2.6	3.2	3.2
Consommation publique	119.2	1.8	4.0	4.9	2.7	2.5
Formation brute de capital fixe	188.1	-2.7	3.3	-0.7	4.5	4.7
Demande intérieure finale	858.3	0.5	2.4	2.3	3.3	3.4
Variation des stocks ¹	3.2	0.7	-0.6	0.2	0.0	0.0
Demande intérieure totale	861.5	1.2	1.8	2.4	3.3	3.3
Exportations de biens et services	125.9	-1.4	-0.7	3.3	5.4	4.5
Importations de biens et services	182.8	-4.0	0.3	5.1	3.8	3.5
Exportations nettes ¹	-56.8	0.7	-0.2	-0.5	0.1	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	5.3	5.5	3.9	3.4	3.6
Indice des prix à la consommation	—	7.5	4.3	3.2	3.2	3.3
IPC sous-jacent ²	—	6.5	4.9	2.9	3.1	3.3
Taux de chômage (% de la population active)	—	9.2	9.4	9.5	9.3	9.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-4.3	-3.4	-3.2	-3.1	-3.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation de base, services publics et combustibles.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877563>

progressivement à mesure que l'écart de production se résorbera. La politique budgétaire restera prudente, réduisant le déficit des administrations publiques à 1 % du PIB en 2022, conformément à la règle budgétaire. Cette stratégie permet d'instaurer un juste équilibre entre les besoins de dépenses et la nécessité de soutenir une reprise progressive et d'assurer la viabilité de la dette. Les recettes publiques réalisées sur le secteur pétrolier progresseront en 2018, mais il faudra de nouvelles mesures pour améliorer l'efficacité de la dépense publique et augmenter les recettes afin que soit respectée la règle budgétaire. Il faudra également que la structure de la fiscalité gagne en efficacité et en équité car les entreprises du secteur formel supportent une charge fiscale lourde et complexe, tandis que de particuliers acquittent l'impôt sur le revenu.

Une croissance plus forte et inclusive exige de doper la productivité au moyen de réformes structurelles qui favoriseraient également un développement régional plus équilibré. L'amélioration des routes, des ports et de la logistique douanière ainsi que l'allègement des formalités réglementaires rendraient les entreprises plus compétitives et créeraient des emplois plus rémunérateurs. Une plus grande ouverture aux échanges ferait gagner en concurrence et en productivité. Les résultats dans le domaine de l'éducation ont progressé au fil du temps, mais il existe encore une marge importante pour mieux faire correspondre les compétences aux besoins du marché du travail.

Le secteur informel a diminué ces dernières années mais dans les plus grandes villes, près de la moitié de la main-d'œuvre continue d'y travailler. Il faut donc redoubler d'efforts pour réduire l'économie informelle en abaissant encore les coûts de main-d'œuvre non salariaux, en révisant le salaire minimum pour encourager la création d'emplois et en

simplifiant les procédures d'enregistrement des sociétés et d'affiliation des salariés à la sécurité sociale. Doté d'une couverture insuffisante, le système de retraite est très inégalitaire car il bénéficie surtout aux hauts salaires du secteur formel. Il est nécessaire de le réformer en profondeur pour favoriser une croissance inclusive. L'extension du champ d'application et la revalorisation des prestations au titre du revenu minimum garanti contribueraient en particulier à réduire la pauvreté à l'âge de la vieillesse. Le développement des services d'éducation et d'accueil des jeunes enfants améliorerait les résultats scolaires et permettrait à davantage de femmes d'exercer une activité rémunérée.

La croissance va s'accélérer

La croissance devrait s'accélérer, soutenue par la hausse de la demande intérieure. L'investissement en constituera un déterminant essentiel, encouragé par l'augmentation des prix du pétrole et les projets d'infrastructures. Le regain de confiance et la faible inflation favoriseront la consommation. Les risques d'écart à la hausse par rapport aux prévisions tiennent à des niveaux de prix supérieurs du pétrole ou du charbon, qui stimuleraient encore plus l'investissement. Grâce à la fin du conflit armé, le secteur du tourisme peut également réserver d'éventuelles bonnes surprises. Quant aux risques à la baisse, ils tiennent à de nouveaux retards dans la réalisation des projets de grandes infrastructures, à la montée du protectionnisme dans le monde, aux incertitudes politiques régionales et la propagation de la volatilité financière dans les économies de marché émergentes. La recrudescence de l'immigration en provenance du Venezuela pourrait entraîner une augmentation des dépenses, mais pour peu qu'elle soit bien gérée, elle pourrait aussi soutenir la croissance à moyen terme.

CORÉE

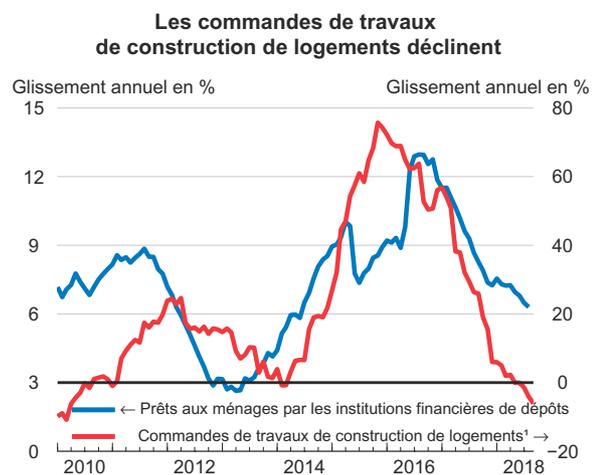
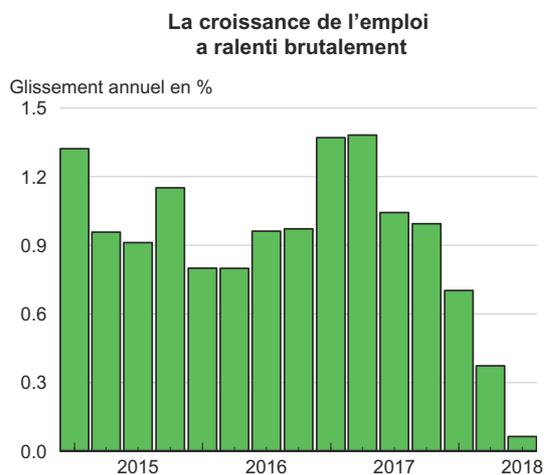
La croissance économique devrait rester proche de 3 % jusqu'à la fin de 2020, les mesures de relance budgétaire compensant une progression atone de l'emploi, imputable à une hausse à deux chiffres du salaire minimum en 2018-19 et à une restructuration du secteur manufacturier. Les mesures destinées à stabiliser le marché du logement ont entraîné un repli des commandes de travaux de construction de logements. L'inflation, qui ressort à 1 ½ pour cent, devrait se rapprocher lentement de l'objectif de 2 %, tandis que l'excédent des paiements courants se maintiendra au-dessus de 5 % du PIB.

Les hausses du salaire minimum devraient être modérées, afin qu'elles n'aient pas d'incidence négative sur l'emploi. La stratégie de « croissance tirée par les revenus », qui repose sur une progression du salaire minimum, de l'emploi public et des dépenses sociales, doit être étayée par des réformes visant à réduire les écarts de productivité entre l'industrie manufacturière et le secteur des services, et entre les grandes et les petites entreprises. La relance budgétaire à court terme devrait s'accompagner d'un cadre à long terme adapté au vieillissement de la population, qui sera plus rapide en Corée que dans tout autre pays de l'OCDE. L'inflation étant en deçà de l'objectif visé, la banque centrale devrait réduire progressivement l'orientation accommodante de sa politique monétaire.

La demande intérieure ralentit

La croissance de la production est passée sous la barre des 3 % en 2018, en raison d'un ralentissement de l'investissement en capital fixe et de l'emploi. La progression de l'emploi étant revenue de 1.2 % en 2017 à 0.4 % au cours des trois premiers trimestres de 2018, le taux de chômage a atteint 4 % pour la première fois depuis 2010. La revalorisation de 16.4 % du salaire minimum en 2018 et la restructuration de l'industrie manufacturière ont pesé sur le marché du travail, même si un regain de croissance des salaires limite les effets

Corée



1. Moyenne mobile sur 24 mois.

Source : Statistics Korea ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Banque de Corée.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876974>

Corée : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants trillions de KRW	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	1 564.1	2.9	3.1	2.7	2.8	2.9
Consommation privée	771.2	2.5	2.6	2.8	2.7	2.8
Consommation publique	234.8	4.5	3.4	5.2	6.5	5.6
Formation brute de capital fixe	458.4	5.6	8.6	-2.2	-0.6	2.1
Demande intérieure finale	1 464.4	3.8	4.7	1.6	2.3	3.1
Variation des stocks ^{1,2}	- 9.2	0.0	0.4	0.0	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	1 455.2	3.8	5.1	1.6	2.1	3.1
Exportations de biens et services	709.1	2.6	1.9	4.7	4.5	3.4
Importations de biens et services	600.2	4.7	7.0	1.9	3.1	4.1
Exportations nettes ¹	108.9	-0.7	-1.7	1.3	0.8	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.0	2.3	0.7	2.0	2.1
Indice des prix à la consommation	—	1.0	1.9	1.6	1.9	1.9
IPC sous-jacent ³	—	1.9	1.5	1.2	1.6	1.9
Taux de chômage (% de la population active)	—	3.7	3.7	3.9	4.0	4.0
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	8.7	8.8	9.0	8.6	8.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	2.4	2.8	2.7	2.1	1.6
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	45.1	44.5	43.3	43.3	43.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	7.0	5.1	5.2	5.5	5.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Le montant effectif pour 2015 inclut la divergence statistique d'un montant de -3.1 trillions de KRW.

3. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877905>

induits sur les revenus des ménages et la consommation privée. Compte tenu du durcissement des règles relatives aux prêts hypothécaires, les commandes de travaux de construction de logements ont amorcé un repli à la mi-2018. L'inflation sous-jacente est tombée à 1 % dans un contexte de demande intérieure atone, de mesures prises par les autorités pour réduire le coût de l'enseignement et des soins de santé et d'une baisse de la taxe sur la consommation appliquée aux véhicules automobiles. La croissance des exportations est restée solide en dépit du ralentissement du commerce international.

Les politiques macroéconomiques expansionnistes devraient s'accompagner de réformes structurelles

Le gouvernement fait face au fléchissement de la demande intérieure en adoptant des mesures de relance budgétaire. Les dépenses devraient croître de 9.7 % en 2019, soit la plus forte hausse enregistrée depuis celle de 2009, intervenue dans le sillage de la récession mondiale. La priorité est donnée aux dépenses sociales, ainsi qu'à celles destinées à favoriser les créations d'emploi, qui devraient augmenter de 22 %. En outre, le gouvernement s'est fixé pour but de faire progresser l'emploi public de 34 % entre 2017 et 2022. Malgré la hausse des dépenses, le budget des administrations publiques continuera d'afficher un excédent de quelque 2 % du PIB en 2019, tandis que la dette publique demeurera peu élevée, légèrement en deçà de 45 % du PIB.

Le taux d'intérêt directeur s'établit toujours à 1.5 % depuis la fin de 2017. L'inflation mesurée par la hausse des prix à la consommation étant inférieure à 2 %, la normalisation de la politique monétaire devrait se faire progressivement. Les autorités monétaires doivent aussi tenir compte des sources de risques potentiels pour la stabilité financière, incluant les flux de capitaux et l'endettement des ménages, qui a progressé à un rythme de 8 % au premier semestre de 2018. Dans la mesure où elle représentait 186 % de leur revenu disponible net en 2017, la dette des ménages continue de freiner la consommation privée.

L'augmentation de la productivité du travail, qui est inférieure de 46 % à celle de la moitié supérieure des pays de l'OCDE, revêt une importance grandissante pour la croissance, étant donné que la population d'âge actif a atteint un pic en 2017. La priorité doit être donnée à la réforme de la réglementation, en particulier dans le secteur des services, où la productivité du travail est inférieure à la moitié de celle observée dans l'industrie manufacturière coréenne. Des mesures de promotion de l'entrepreneuriat et d'amélioration de la productivité des petites et moyennes entreprises (PME) sont également nécessaires pour promouvoir une croissance inclusive. Le renforcement de l'emploi des femmes et la réduction de l'écart de salaire entre les sexes, qui s'établit à 37 %, soit le plus ample de la zone OCDE, revêtent également une importance prioritaire.

La croissance devrait être stable

La croissance de la production devrait rester proche de 3 %, en dépit d'une progression atone de l'emploi en 2019, en partie du fait d'une nouvelle augmentation du salaire minimum, à hauteur de 10.9 %. De nouvelles hausses importantes, conformes à l'engagement du gouvernement de revaloriser considérablement le salaire minimum, pèseraient sur l'emploi et la croissance de la production. L'amélioration des relations avec la Corée du Nord marque une étape décisive, qui pourrait aussi produire des effets économiques positifs. De plus, des avancées en matière de réformes structurelles destinées à améliorer la productivité dans les secteurs qui sont à la traîne stimuleraient la croissance de la production. Le protectionnisme commercial demeure toutefois une source de préoccupation : les biens intermédiaires représentant les quatre cinquièmes des exportations de la Corée vers la Chine, son principal partenaire commercial, la Corée est sensible au renforcement par les États-Unis des obstacles à l'importation de produits chinois.

COSTA RICA

La croissance devrait se redresser pour s'établir aux alentours de 3¼ pour cent en 2020 et reposer sur une large assise, portée à la fois par la demande intérieure et extérieure. Toutefois, les incertitudes relatives en particulier au projet de réforme budgétaire pèsent sur l'expansion économique à court terme. Ces prévisions reposent sur l'hypothèse d'une application de la réforme budgétaire à partir de 2019, un resserrement budgétaire modéré limitant la croissance en 2019 et 2020.

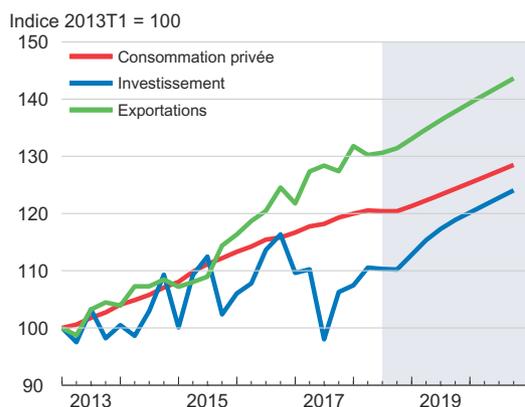
Il est nécessaire de redresser très rapidement la situation intenable des finances publiques, afin d'éviter une nouvelle dégradation des perceptions des investisseurs. Le projet de réforme budgétaire constitue un pas important dans la bonne direction, mais il faudra aller plus loin pour rétablir la viabilité budgétaire. Des réformes structurelles destinées à remédier aux problèmes de l'inadéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail et de l'économie informelle, à améliorer l'éducation, à réduire les carences des infrastructures et à renforcer la concurrence stimuleraient la productivité et réduiraient les inégalités.

La croissance ralentit mais conserve une large assise

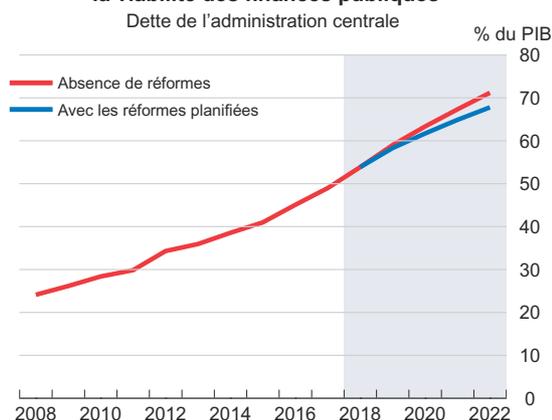
La croissance continue de ralentir, la situation budgétaire pesant sur la confiance et les conditions financières se durcissant à l'échelle mondiale. Les grèves organisées pour protester contre le projet de réforme budgétaire a perturbé les services publics (en particulier l'éducation) en septembre et en octobre 2018, mais leur impact sur l'activité du secteur privé s'est confiné pour l'essentiel au commerce de détail. Toutefois, le projet de loi correspondant a été voté en première lecture à l'Assemblée législative et l'hypothèse retenue dans ces prévisions est qu'il sera adopté d'ici à la fin de l'année. Cette réforme réduira la croissance à court terme, mais son incidence sera limitée par le caractère modeste de l'assainissement et la faiblesse du multiplicateur budgétaire. La demande extérieure se modérera, mais restera vigoureuse, grâce à l'investissement direct étranger

Costa Rica

La croissance est alimentée par des facteurs intérieurs et extérieurs



Les réformes prévues vont dans le sens de la viabilité des finances publiques



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et ministère des Finances du Costa Rica.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876518>

Costa Rica : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants trillions de CRC	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2012)				
PIB aux prix du marché	29.3	4.2	3.3	2.9	3.0	3.3
Consommation privée	19.0	4.0	2.9	2.0	2.1	3.4
Consommation publique	5.1	2.3	3.1	1.9	1.7	1.7
Formation brute de capital fixe	5.5	4.6	-4.4	3.4	5.9	5.2
Demande intérieure finale	29.6	3.8	1.6	2.2	2.7	3.4
Variation des stocks ¹	0.0	0.4	0.8	-0.1	0.3	0.0
Demande intérieure totale	29.6	4.3	2.3	1.7	2.9	3.5
Exportations de biens et services	9.0	9.5	5.2	3.8	3.4	4.4
Importations de biens et services	9.3	8.9	2.4	0.4	3.0	4.8
Exportations nettes ¹	-0.3	-0.2	0.9	1.2	0.1	-0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.0	1.9	2.5	3.3	2.8
Indice des prix à la consommation	—	0.0	1.6	2.0	3.1	2.7
IPC sous-jacent ²	—	0.1	1.2	2.0	3.2	2.7
Taux de chômage (% de la population active)	—	9.5	9.1	9.7	9.7	9.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.3	-2.9	-2.7	-2.4	-2.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877582>

(IDE) ainsi qu'à la diversification croissante et au niveau de complexité grandissant des exportations.

On estime que la croissance des importations s'est contractée au second semestre de 2018, le regain d'incertitude ayant fait baisser les dépenses dans les biens durables. Toutefois, l'investissement privé se redresse et l'investissement public devrait augmenter fortement en 2019 et 2020 du fait des projets d'infrastructures. Le climat d'incertitude a également contribué à une dépréciation récente de la monnaie et afin d'atténuer les effets inflationnistes, la banque centrale a relevé son taux directeur de 25 points de base pour le porter à 5.25 % en novembre. L'élargissement programmé de l'assiette de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) entraînera une hausse ponctuelle du niveau des prix, mais l'inflation devrait rester dans la fourchette de 2-4 % retenue comme objectif par la banque centrale.

Tout le monde n'a pas récolté les fruits de la croissance à large assise qu'a connue le Costa Rica. Les inégalités se sont creusées et l'emploi informel reste largement répandu. Le chômage demeure également élevé, témoignant de problèmes structurels d'inadéquation entre l'offre et la demande de compétences, parallèlement à la montée en puissance des activités à forte intensité de savoir dans l'économie.

Il faut remédier de toute urgence à la situation intenable des finances publiques

La dette publique a augmenté rapidement, passant de 24 % du PIB en 2008 à 49 % en 2017. En l'absence de réformes, des estimations officielles indiquent que le ratio de la dette publique au PIB atteindra 71 % en 2022, le déficit budgétaire se hissant de 6.2 % du PIB en 2017 à un point culminant de 8.3 % en 2020. Les possibilités de financement du

gouvernement sont de plus en plus limitées. En septembre, il a recouru à un emprunt à 90 jours auprès de la banque centrale pour un montant équivalent à 5 % du budget national, qui est le maximum autorisé par la loi. Les réformes prévues sont positives, mais de nouvelles mesures visant à mieux maîtriser la masse salariale du secteur public et à réduire les rigidités du budget, dues aux dépenses publiques obligatoires et à la préaffectation des recettes fiscales, sont nécessaires.

La situation budgétaire représente un risque majeur de divergence à la baisse par rapport aux perspectives

Même si les mesures budgétaires devraient modérer la croissance à court terme, l'économie devrait se redresser en 2020 sous l'impulsion de la consommation privée, de l'investissement et des exportations. Toutefois, la trajectoire intenable de la dette publique constitue un important risque à la baisse. Si elle n'était pas corrigée, la stabilité macroéconomique serait menacée et les autorités se verraient contraintes de procéder à un assainissement budgétaire plus radical. L'incertitude quant à la date d'adoption de la réforme budgétaire demeure, avec un risque non négligeable que cette adoption soit retardée. Cela étant, si elle est mise en œuvre rapidement, la réforme atténuera certes les tensions immédiates, mais elle risque de ne pas améliorer sensiblement les possibilités de financement de l'État en raison de la modestie de l'ajustement. En revanche, les réformes pourraient renforcer la confiance et, partant, stimuler la demande intérieure davantage que prévu.

Une instabilité financière dans les économies de marché émergentes et une normalisation plus rapide qu'on ne l'anticipe de la politique monétaire dans les économies avancées pourraient déclencher des sorties de capitaux qui entraîneraient une dépréciation inattendue de la monnaie. Cela représente un risque pour la stabilité financière, le secteur bancaire costaricien restant fortement dollarisé et la majorité des crédits libellés en dollars ayant été consentis à des emprunteurs non couverts. En outre, une telle dépréciation dégraderait encore la situation budgétaire du Costa Rica, même si la composition favorable en monnaies de sa dette souveraine permettrait d'atténuer cet effet.

DANEMARK

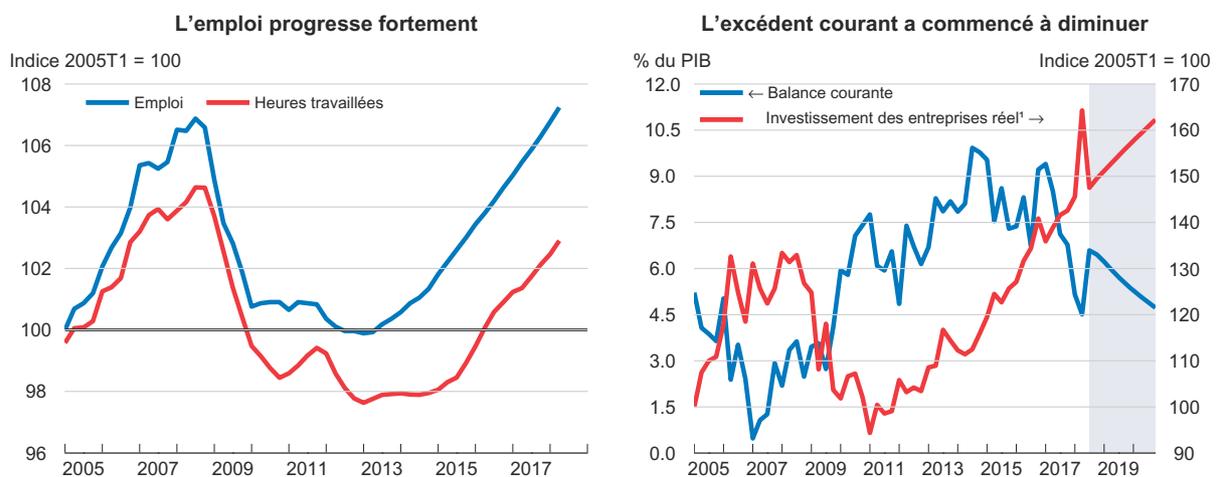
La croissance économique, qui repose sur une large assise, devrait se poursuivre en 2019 avant de prendre un rythme plus modéré en 2020. La forte progression des revenus réels et l'amélioration constante de l'emploi soutiendront la consommation privée. La pénurie de main-d'œuvre devrait prendre de l'ampleur et se traduire par une croissance des salaires plus rapide et par une reprise de l'inflation. La vigueur de la demande intérieure dopera les importations et contribuera à réduire un excédent courant très important.

La politique budgétaire est expansionniste à court terme, ce qui s'explique par les mesures gouvernementales antérieures, puis elle prendra un tour globalement neutre. Les conditions monétaires très accommodantes, qui découlent de l'ancrage de la couronne à l'euro, devraient rester d'actualité, ce qui justifiera des mesures budgétaires de prudence si les contraintes de capacités s'accroissent encore. Un transfert de la charge fiscale permettant d'alléger un peu plus la fiscalité du travail et des sociétés, renforcerait les incitations à augmenter le nombre d'heures travaillées.

L'expansion continue est tirée par la demande intérieure

L'économie danoise connaît une expansion continue, de plus en plus tirée par la consommation privée et l'investissement des entreprises. La confiance des consommateurs et des chefs d'entreprise est grande et progresse dans l'industrie manufacturière et le bâtiment. La forte croissance de l'emploi s'est traduite par un chômage nettement inférieur à son niveau structurel estimé et par une amorce de progression des salaires. Toutefois, l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation reste faible, surtout en raison des prix des produits alimentaires. Les chiffres du PIB ont été faussés du fait qu'un seul brevet danois a été comptabilisé dans les statistiques d'exportations, de sorte que la croissance a été gonflée en 2017 et amputée

Danemark



1. Formation brute de capital fixe du secteur privé non résidentiel.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Statistics Denmark.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876556>

Danemark : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de DKK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	2 036.4	2.4	2.3	1.2	1.9	1.6
Consommation privée	959.4	2.1	2.1	2.5	2.2	2.2
Consommation publique	518.6	0.2	0.7	0.5	0.5	0.4
Formation brute de capital fixe	404.2	7.6	4.6	7.7	1.5	3.3
Demande intérieure finale	1 882.2	2.7	2.3	3.1	1.6	2.0
Variation des stocks ¹	15.9	-0.2	-0.1	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	1 898.1	2.5	2.2	3.1	1.5	2.0
Exportations de biens et services	1 128.5	3.9	3.6	-0.5	2.8	3.0
Importations de biens et services	990.3	4.2	3.6	2.9	2.2	3.8
Exportations nettes ¹	138.2	0.1	0.2	-1.7	0.5	-0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	0.7	1.4	0.3	2.0	1.9
Indice des prix à la consommation	–	0.3	1.1	0.9	1.8	2.0
IPC sous-jacent ²	–	0.7	0.9	0.8	1.8	2.0
Taux de chômage (% de la population active)	–	6.2	5.7	5.2	5.1	4.9
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	4.6	5.2	5.1	4.7	4.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-0.4	1.1	0.0	-0.3	-0.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	51.7	49.3	48.4	47.3	46.3
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	37.3	35.6	34.6	33.6	32.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	7.9	8.0	5.7	5.8	5.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877620>

en 2018. Le ralentissement des exportations et l'augmentation des importations réduisent la contribution des exportations nettes à la croissance.

De nouvelles réformes structurelles contribueraient à pérenniser une croissance inclusive

La politique budgétaire stimule la croissance actuellement, mais elle devrait devenir neutre pour permettre d'atteindre l'objectif de solde structurel fixé par les autorités après 2020. Les tensions qui apparaissent sur le marché du travail exigent une politique économique prudente pour atténuer les risques d'accélération de l'inflation des salaires et des prix, surtout en raison de la persistance de taux d'intérêt bas, qui pourrait alimenter une hausse de la consommation privée et entraîner une surchauffe de l'économie. Les taux d'intérêt exceptionnellement bas offrent une occasion idéale pour réduire encore la déductibilité fiscale des intérêts d'emprunts, ce qui atténuerait les facteurs de vulnérabilité résultant d'une augmentation excessive du bilan des ménages.

Pour soutenir durablement la croissance et garantir un accès suffisant aux ressources en main-d'œuvre, il faudra mettre en œuvre d'autres réformes de la structure de la fiscalité afin de stimuler l'investissement et d'accroître le nombre moyen d'heures travaillées qui sont plus bas que dans la plupart des pays de l'OCDE. Il sera utile dans cette optique

d'alléger encore l'imposition marginale des revenus et de réduire le biais en faveur de l'endettement induit par la fiscalité des entreprises. L'âge légal de la retraite sera repoussé de 65 à 67 ans au cours de la période 2019-22, ce qui favorisera la croissance de la population active. Les réformes des retraites et des prestations qui ont été menées antérieurement ont permis d'améliorer l'inclusivité du marché du travail. Redoubler d'efforts pour maintenir au travail les seniors ayant une capacité de travail réduite et insérer dans l'emploi des catégories ayant des liens ténus avec le marché du travail pourraient procurer des gains supplémentaires en termes d'emploi sur un marché du travail dynamique. Un programme expérimental récent en faveur de l'intégration des réfugiés et des migrants, géré avec les partenaires sociaux, devrait être affiné encore et pérennisé, sachant qu'il a fait la preuve de son efficacité pour surmonter les obstacles dus à des salaires d'embauche élevés.

La croissance devrait prendre un rythme plus modéré

La croissance de l'économie danoise devrait s'établir autour de 2 % en 2019 avant de ralentir en 2020. Portée par l'augmentation des salaires réels et la mise en place d'allègements de l'impôt sur le revenu, la consommation privée sera un moteur important de la croissance. Les entreprises continueront d'investir car les contraintes de capacités deviendront plus pesantes. L'inflation devrait remonter et renouer avec un niveau d'environ 2 % d'ici la fin de 2020. Les risques de divergence à la baisse par rapport aux prévisions sont élevés. Un Brexit dur serait source d'énormes bouleversements, sachant que le Royaume-Uni est un partenaire commercial de premier plan. Les révélations récentes à propos d'un vaste scandale de blanchiment d'argent dans la succursale estonienne de la plus grande banque danoise pourraient connaître une escalade et provoquer des remous dans le secteur financier risquant d'occasionner de graves difficultés économiques.

ESPAGNE

La croissance économique a été vigoureuse, mais elle devrait se modérer en 2019 et 2020. Quand bien même, le taux de chômage poursuivra son recul, mais il restera élevé. La demande intérieure, soutenue par des taux d'intérêt bas et une forte hausse de l'emploi, demeurera le principal moteur de la croissance.

Une réduction durable du ratio élevé de la dette publique par rapport au PIB passera par de nouvelles diminutions du solde structurel, cependant que le gouvernement devra s'en tenir à ses objectifs d'assainissement budgétaire à moyen terme. Elle nécessitera aussi le maintien d'une forte croissance économique. Pour stimuler la croissance, des réformes porteuses de gains de productivité pour développer la concurrence et l'innovation et améliorer les compétences devront aussi être introduites. Ces réformes permettraient également de générer des emplois mieux rémunérés et de réduire les inégalités.

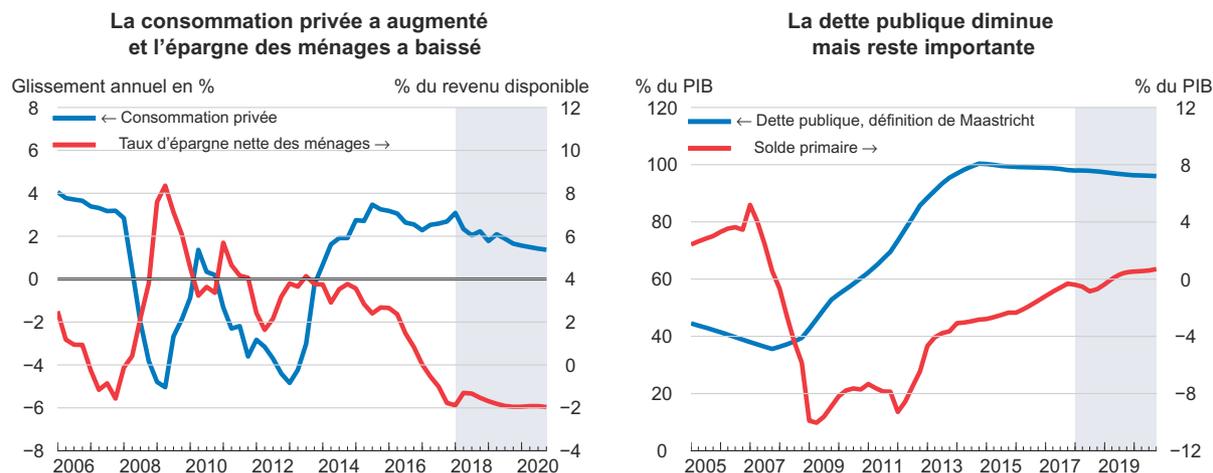
La demande intérieure demeure le principal moteur de la croissance

La demande intérieure reste solide, bien que les effets favorables qu'ont engendrés la faiblesse des prix du pétrole et les baisses d'impôt de ces dernières années se sont dissipés. Les conditions financières propices, les gains d'emploi solides et certaines mesures inscrites au budget 2018, comme la revalorisation des salaires et des retraites, continuent de porter la consommation privée. L'investissement des entreprises poursuit sa progression, à la faveur de coûts de financement faibles et d'une amélioration des marges bénéficiaires. La croissance des exportations a marqué le pas, celle des marchés d'exportation ayant amorcé une décélération.

Les pouvoirs publics devraient s'attaquer aux déséquilibres qui perdurent et à la faiblesse de la productivité

La politique monétaire de la zone euro restera accommodante, stimulant ainsi l'investissement et la consommation. L'orientation budgétaire a également accompagné la

Espagne



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°104.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933877259>

Espagne : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	1 081.2	3.2	3.0	2.6	2.2	1.9
Consommation privée	626.0	2.9	2.5	2.4	1.8	1.5
Consommation publique	208.9	1.0	1.9	2.1	1.6	1.3
Formation brute de capital fixe	214.7	2.9	4.8	6.1	3.8	3.8
Demande intérieure finale	1 049.7	2.5	2.9	3.1	2.2	2.0
Variation des stocks ¹	6.3	-0.1	0.1	0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	1 055.9	2.4	3.0	3.2	2.3	1.9
Exportations de biens et services	356.1	5.2	5.2	1.6	2.8	4.0
Importations de biens et services	330.9	2.9	5.6	3.5	2.9	4.1
Exportations nettes ¹	25.2	0.8	0.1	-0.5	0.0	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	0.3	1.2	0.9	1.9	1.8
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	-0.3	2.0	1.9	1.9	1.7
IPCH sous-jacent ²	–	0.7	1.2	1.2	1.6	1.7
Taux de chômage (% de la population active)	–	19.6	17.2	15.3	13.8	12.5
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	1.8	-0.8	-1.5	-1.8	-1.9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-4.5	-3.1	-2.7	-1.8	-1.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	116.5	114.7	114.6	113.1	111.4
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	99.0	98.1	97.7	96.5	96.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	2.3	1.8	1.0	1.0	1.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878171>

croissance cette année ; le déficit atteindra 2.7 % du PIB en 2018, un chiffre supérieur aux prévisions initiales. La politique budgétaire devrait être globalement neutre en 2019-20. Le gouvernement devrait s'en tenir à ses objectifs d'assainissement à moyen terme pour assurer une réduction durable du ratio de la dette publique par rapport au PIB, et toute évolution de la croissance plus positive que prévu devrait être mise à profit pour réduire encore la dette.

Le marché du travail reste segmenté et marqué par un fort chômage de longue durée et des jeunes et par la multitude des contrats temporaires. Ne pas relâcher l'effort pour lutter contre l'abus des contrats de ce type est primordial pour atténuer le dualisme du marché du travail. Une meilleure coordination des services sociaux et de l'emploi permettrait de faire reculer le chômage et les inégalités. Le développement de l'offre d'éducation pour les jeunes enfants de 0 à 3 ans doperait le taux d'activité des femmes et améliorerait la formation de capital humain à terme, en particulier pour ce qui concerne les enfants issus de milieux défavorisés. Une meilleure formation des enseignants et le développement de nouvelles offres dans l'enseignement et la formation professionnels en alternance renforceraient aussi les compétences, ainsi que les perspectives d'emploi des catégories vulnérables.

La faiblesse des gains de productivité est un frein à une croissance durable et inclusive. La mise en œuvre effective des réformes structurelles adoptées précédemment pour lutter contre la fragmentation des marchés intérieurs de produits sera la clé pour créer des économies d'échelle. Enfin, renforcer encore la coordination et l'évaluation des politiques d'innovation régionales et nationales pour éviter les doublons, et encourager le développement et la spécialisation des universités, seraient gage d'une innovation de meilleure qualité.

La croissance devrait modérer son allure

La croissance devrait s'essouffler progressivement pour revenir à 2.2 % et 1.9 % en 2019 et 2020, respectivement. La demande intérieure va marquer le pas, avec le rythme des créations d'emplois qui ralentira et l'épargne des ménages qui commencera à se stabiliser à son faible niveau d'aujourd'hui. Les paiements courants resteront excédentaires, mais dans une proportion moindre qu'au cours des deux dernières années, la progression des exportations ralentissant dans le sillage de celle des marchés d'exportation. Compte tenu de la forte proportion des emplois temporaires et à temps partiel, la hausse des salaires devrait rester en demi-teinte face à un taux de chômage toujours élevé. L'inflation progressera lentement avec la résorption du volant de capacités inutilisées, mais elle restera mesurée.

Les risques entourant les perspectives demeurent considérables. Un ralentissement de la croissance du commerce mondial pourrait nuire aux exportations. Des turbulences sur les marchés internationaux et le climat d'incertitude politique pourraient éroder la confiance du secteur privé, pesant ainsi sur la demande intérieure. À l'inverse, la demande intérieure pourrait s'avérer plus résiliente que prévu si les créations d'emplois étaient supérieures aux prévisions.

ESTONIE

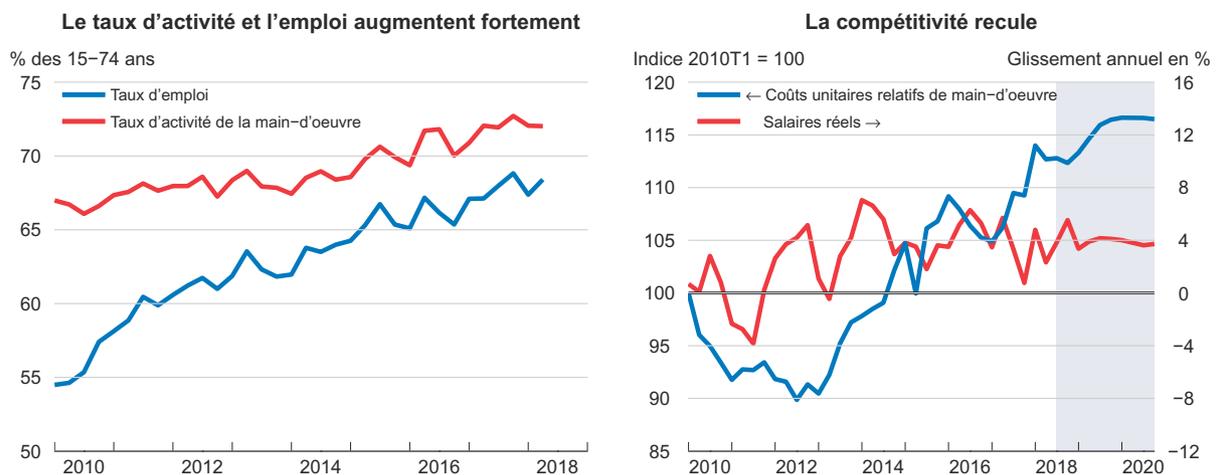
La croissance économique devrait atteindre 3.5 % en 2019, avant de ralentir à 2.3 % en 2020, dans le droit fil de l'érosion de la demande extérieure. La progression des salaires réels favorisera une croissance vigoureuse de la consommation privée. L'investissement devrait se redresser, sous l'impulsion de chefs d'entreprise, très confiants, et de la reprise du marché du logement. L'inflation restera élevée, entretenue par de nouvelles tensions sur le marché du travail.

Le solde des finances publiques devrait être excédentaire au cours de la période considérée, tandis que le ratio dette publique/PIB figurera encore parmi les plus bas de l'OCDE. S'il convient d'éviter une politique budgétaire qui serait procyclique, il existe néanmoins une marge pour que celle-ci joue un rôle plus actif pour stimuler les créations d'emplois, investir dans les infrastructures et lutter contre les atteintes à l'environnement.

L'économie continue sur la voie d'une croissance solide, reposant sur plusieurs piliers

L'expansion de l'économie estonienne se poursuit, avec une assise relativement large de la croissance. Le fort sentiment de confiance prévalant dans les ménages et les entreprises soutient la consommation privée. L'investissement résidentiel s'est redressé après un repli du marché du logement et contribue désormais de manière non négligeable à la croissance. La vigueur de la demande extérieure a favorisé la progression des exportations. Avec la disparition du volant de ressources inutilisées dans l'économie et la progression de l'emploi, la croissance des salaires nominaux a été soutenue, à un taux d'environ 6 % par an, et des pénuries de main-d'œuvre apparaissent, notamment dans des secteurs comme la distribution. Pour l'heure, cette forte progression des salaires ne s'est pas traduite par une accélération de la hausse des prix. L'inflation sous-jacente s'établit à environ 1 % actuellement, alors que l'inflation globale ressort à quelque 3-4 %, poussée par des droits d'accise en hausse et par d'amples fluctuations des prix de l'énergie.

Estonie



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Base de données des Statistiques de la population active de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933876575>

Estonie : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	20.6	3.5	4.7	3.3	3.5	2.3
Consommation privée	10.6	4.1	2.7	4.3	4.0	3.5
Consommation publique	4.1	2.1	0.6	0.0	0.9	0.8
Formation brute de capital fixe	4.9	3.5	12.9	1.8	6.1	4.6
Demande intérieure finale	19.6	3.6	4.9	2.8	3.8	3.2
Variation des stocks ¹	0.2	1.0	-0.5	0.2	0.0	0.0
Demande intérieure totale	19.8	4.7	4.4	3.0	3.8	3.2
Exportations de biens et services	16.0	5.2	3.5	4.4	4.4	3.1
Importations de biens et services	15.2	5.4	3.6	5.1	4.3	4.4
Exportations nettes ¹	0.8	0.0	0.1	-0.3	0.2	-0.8
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	1.4	4.0	3.7	3.1	3.2
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	0.8	3.7	3.1	2.9	2.8
IPCH sous-jacent ²	–	1.2	2.0	1.4	2.8	2.8
Taux de chômage (% de la population active)	–	6.8	5.8	5.8	5.8	6.0
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	6.5	7.9	7.9	7.6	7.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-0.3	-0.4	0.7	0.3	0.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	12.7	12.6	11.9	11.2	10.4
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	9.2	8.7	8.1	7.4	6.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	1.9	3.1	2.7	2.3	1.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877639>

Des réformes propices à des gains de productivité et l'immigration sont indispensables à une croissance durable

La politique monétaire dans la zone euro devrait rester très accommodante pendant encore un certain temps. S'il faut éviter une politique budgétaire expansionniste, qui aurait pour effet d'exacerber les tensions sur le marché du travail et les marchés de produits, il est possible de remédier aux contraintes affectant l'offre et d'accélérer la redistribution par le système de prélèvements et de prestations afin d'améliorer les perspectives des individus actuellement exposés au risque de pauvreté.

L'évolution démographique défavorable et l'émigration de la main-d'œuvre accentuent les pénuries en la matière et grèvent de plus en plus les coûts de recrutement. Un tiers environ des chômeurs inscrits sont des individus à capacité de travail réduite, ce qui s'explique par la mise en œuvre de la réforme sur l'aptitude au travail pour réintégrer ces individus dans la population active. Des mesures qui aideraient les personnes à s'insérer dans l'emploi pourraient aider à relâcher certaines tensions tout en augmentant aussi les revenus des ménages. Les tensions sur le marché du travail seront encore aggravées, à terme, par la diminution de la population en âge de travailler, qui limite le potentiel de croissance de l'économie. La réforme récente de la politique d'immigration a

assoupli l'accès à une main-d'œuvre qualifiée originaire de pays hors UE. Les quotas annuels demeurent restrictifs mais pourraient être à nouveau assouplis, ce qui permettrait de réduire les pénuries de main-d'œuvre.

L'investissement fixe des entreprises a nettement ralenti et se situe à présent à des niveaux historiquement bas en pourcentage du PIB. En outre, l'investissement est insuffisant dans des secteurs peu productifs. La faiblesse de l'investissement signifie que l'économie a fini par toucher aux limites de ses capacités. La compétitivité risque donc de se dégrader. Toutefois, les exportations estoniennes ont progressé le long de la chaîne de valeur, ce qui a permis d'augmenter les prix et ainsi, de compenser l'augmentation des coûts de main-d'œuvre. Des mesures structurelles, visant à doper les gains de productivité, contribueront à pérenniser la progression des revenus. Une amélioration des procédures d'insolvabilité pour accélérer le redéploiement des ressources serait utile à cet égard.

La croissance devrait ralentir

La croissance économique devrait ralentir et prendre un rythme plus viable au cours de la période considérée. L'investissement des entreprises se redressera toutefois, en partie grâce aux aides des Fonds structurels de l'UE. À titre d'exemple, la construction de l'axe ferroviaire Rail Baltica entraînera un regain d'investissement à la fois dans le secteur public et dans les entreprises en 2020. Face au ralentissement économique, l'inflation se stabilisera. Comme l'économie se rapproche des limites que lui impose l'offre, la hausse des salaires et des prix risque d'être plus marquée, ce qui pourrait éroder un peu plus la compétitivité. En outre, compte tenu de son profil d'économie très ouverte, l'Estonie est particulièrement exposée au repli de la demande extérieure.

ÉTATS-UNIS

La croissance devrait ralentir durant les deux prochaines années, la politique macroéconomique prenant une orientation moins expansionniste. Si la croissance de l'emploi ralentit, celle de la consommation reste vigoureuse, grâce à une augmentation des salaires plus soutenue, sur fond d'accentuation des tensions sur le marché du travail. La réforme fiscale récente et les conditions financières favorables assureront le dynamisme de l'investissement des entreprises en 2019 et 2020. La dégradation des perspectives mondiales ainsi que les mesures commerciales déjà adoptées pèsent sur l'activité.

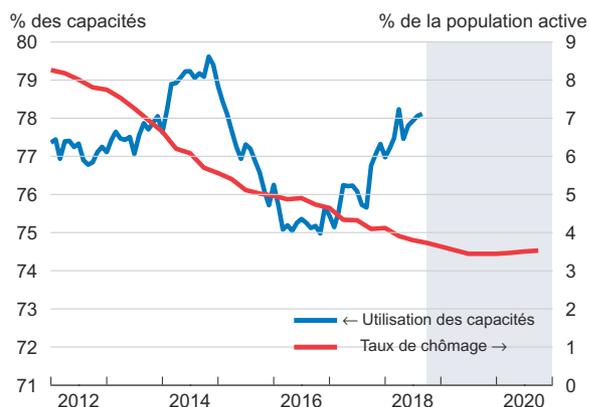
L'ample relance budgétaire, fondée sur des mesures adoptées en 2017 et 2018, se poursuivra en 2019, quoique à un rythme plus modéré ; le budget aura une incidence globalement neutre sur l'activité en 2020. La politique monétaire sera resserrée afin que l'inflation reste proche de l'objectif de 2 % et que les anticipations d'inflation demeurent bien ancrées. De nouvelles restrictions aux importations devraient être évitées, car elles affaibliraient la croissance intérieure. Les risques que font peser sur la stabilité financière le niveau élevé des prix des actifs et la dette du secteur des sociétés non financières devraient susciter des préoccupations d'ordre macroprudentiel ; les autorités devraient envisager d'imposer la constitution de volants de fonds propres contracycliques si ces phénomènes perdurent.

La phase d'expansion continue

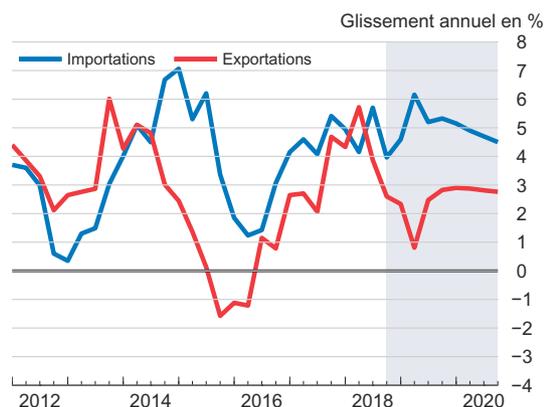
La longue phase d'expansion se traduit par une résorption du volant de ressources inutilisées dans l'économie. La croissance vigoureuse de l'emploi a ramené le taux de chômage à un très bas niveau. Cette progression de l'emploi et les augmentations de salaires, quoique modestes, tirent la croissance de la consommation, tandis que la hausse des cours du pétrole et la récente réforme fiscale soutiennent l'investissement et, partant, les importations. Les indicateurs de confiance des consommateurs et des entreprises sont

États-Unis

Le volant de ressources économiques inutilisées est en train de se résorber



La croissance des exportations va ralentir



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et données économiques de la Réserve fédérale.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877373>

États-Unis : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de USD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2012)				
PIB aux prix du marché	18 219.3	1.6	2.2	2.9	2.7	2.1
Consommation privée	12 294.5	2.7	2.5	2.7	2.7	2.0
Consommation publique	2 612.7	1.5	-0.1	1.5	3.6	2.7
Formation brute de capital fixe	3 704.8	1.7	4.0	4.9	4.2	3.8
Demande intérieure finale	18 612.0	2.3	2.5	3.0	3.1	2.5
Variation des stocks ¹	128.7	-0.5	0.0	0.1	0.1	0.0
Demande intérieure totale	18 740.7	1.8	2.5	3.0	3.2	2.5
Exportations de biens et services	2 265.0	-0.1	3.0	4.1	2.1	2.8
Importations de biens et services	2 786.5	1.9	4.6	4.7	5.3	4.8
Exportations nettes ¹	- 521.4	-0.3	-0.3	-0.2	-0.6	-0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.1	1.9	2.2	2.2	2.5
Indice des prix à la consommation	—	1.1	1.8	2.1	2.1	2.4
Déflateur sous-jacent de la consommation privée ²	—	1.7	1.6	1.9	2.1	2.4
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.9	4.3	3.9	3.5	3.5
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	6.7	6.7	6.7	6.7	7.0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-5.4	-4.3	-6.6	-6.9	-7.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	106.6	105.1	106.8	109.9	113.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.3	-2.3	-2.4	-2.9	-3.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix liés aux dépenses de consommation des ménages hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878266>

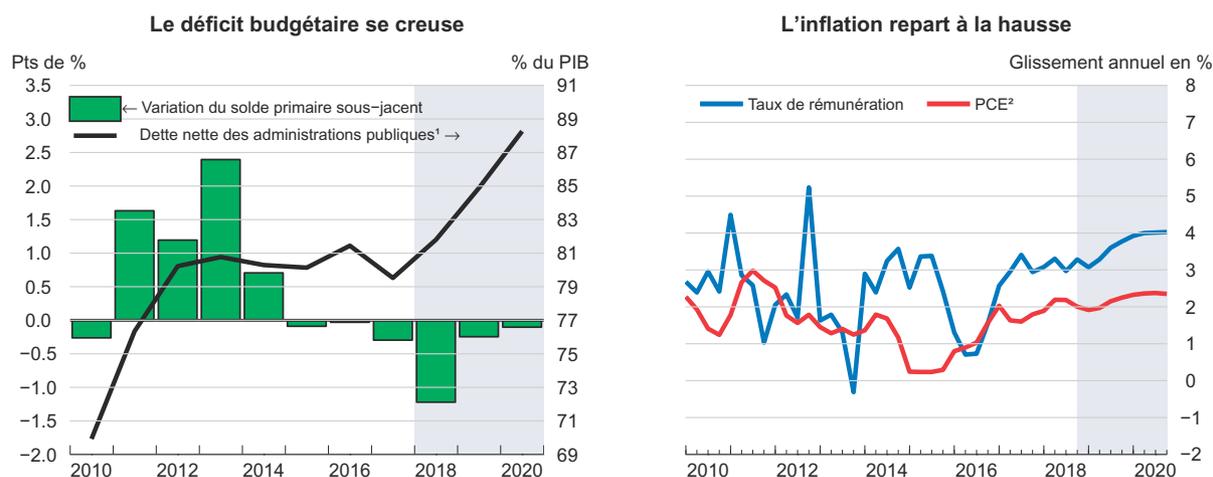
élevés. Malgré ces bons résultats, la croissance de la productivité demeure atone, même s'il s'agit d'une caractéristique commune à l'ensemble des pays de l'OCDE.

Des mesures sont nécessaires pour soutenir l'expansion

Du fait de la longue phase d'expansion, il n'existe quasiment plus de ressources inutilisées sur le marché du travail et l'utilisation des capacités augmente. Dans un contexte de forte création d'emplois et de pressions démographiques résultant du vieillissement de la population, des pénuries de main-d'œuvre commencent à apparaître. Il est donc important que la politique budgétaire devienne, comme prévu, moins expansionniste, de façon à atténuer les tensions croissantes sur les capacités de production.

Des mesures destinées à améliorer les perspectives d'emploi de ceux qui restent en marge du marché du travail, ainsi que des réformes des marchés de produits permettant d'accélérer les gains de productivité, pourraient soutenir la croissance. Le ratio emploi-population est bas par rapport à de nombreux autres pays de l'OCDE. Des mesures consistant, par exemple, à renforcer l'aide à la recherche d'emploi et la formation accroîtraient les possibilités d'emploi et réduiraient les inégalités. Un allègement des contraintes réglementaires et une augmentation des investissements en infrastructure permettraient de réduire les goulets d'étranglement qui sont apparus. Renforcer les

États-Unis



1. Les chiffres relatifs aux administrations publiques font référence aux comptes consolidés (c'est-à-dire établis hors montant des opérations entre administrations publiques) pour tous les niveaux d'administration (administration centrale, États fédérés et collectivités locales), à partir des comptes nationaux de l'OCDE. Cette mesure diffère de la dette fédérale détenue par le public, qui ressortait à 76,5 % du PIB pour l'exercice budgétaire 2017.
2. L'indice PCE (*Personal Consumption Expenditures*) est le déflateur de la consommation des ménages.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877392>

pressions concurrentielles, par exemple en réduisant les restrictions qui freinent l'activité dans les services exportables, en allégeant le système de délivrance des autorisations professionnelles et en limitant le recours aux clauses de non-concurrence, rehausserait la productivité.

La croissance des échanges a surmonté l'appréciation antérieure du dollar, mais les perspectives sont incertaines, compte tenu de la faiblesse de la demande extérieure et de la possibilité que de nouvelles restrictions commerciales soient instaurées. Ces prévisions reposent sur l'hypothèse que les mesures tarifaires déjà appliquées resteront en place, mais qu'aucune autre initiative ne sera prise. Les mesures en vigueur stimulent légèrement l'inflation et pèsent un peu sur la croissance. Si les importations devaient faire l'objet de nouvelles restrictions importantes, prenant notamment la forme d'un relèvement à 25 % des droits de douane sur les importations en provenance de la Chine, les prix augmenteraient encore et la croissance du PIB ralentirait davantage. Sur un plan plus positif, le récent accord entre les États-Unis, le Mexique et le Canada réduit l'incertitude concernant les chaînes d'approvisionnement nord-américaines.

La politique budgétaire s'est sensiblement assouplie à la fin de 2017, la réforme des impôts ayant entraîné une diminution des recettes fiscales. Les augmentations des dépenses fédérales en 2018 et 2019 contribuent à creuser encore le déficit budgétaire et à accroître la dette publique. En 2020, l'effet de la politique budgétaire sur la croissance deviendra globalement neutre, la hausse des dépenses ralentissant. La préservation de la viabilité budgétaire à long terme constitue une source d'inquiétude, et les efforts déployés pour limiter la croissance des dépenses et accroître les recettes occuperont une place importante dans le programme de réformes à venir.

La politique monétaire se resserre progressivement, la hausse des prix se rapprochant de l'objectif de 2 % visé par la Réserve fédérale. L'inflation devrait dépasser légèrement cet

objectif, sous l'effet de la résorption du volant de ressources économiques inutilisées et de la légère hausse des prix liée à l'application des mesures tarifaires adoptées. La Réserve fédérale devrait porter les taux d'intérêt à 3.5 % d'ici à la fin de 2019, puis les maintenir à ce niveau en 2020, parallèlement au ralentissement de l'économie. Malgré cette baisse de régime de l'activité, la politique monétaire devrait rester restrictive, compte tenu du renforcement des tensions inflationnistes liées aux marchés du travail. Les salaires devraient se redresser et augmenter de plus de 4 % en 2020. En outre, un certain nombre de risques financiers sont apparus, en particulier le niveau élevé des prix des actifs sur certains marchés et l'augmentation de l'endettement du secteur des sociétés non financières. Pour renforcer la résilience à ces risques, il faudrait adopter des mesures macroprudentielles, consistant par exemple à imposer la constitution de volants de fonds propres contracycliques dans le système bancaire.

La croissance devrait rester forte

Parallèlement à la dissipation de l'effet de relance de la politique budgétaire et au resserrement de la politique monétaire, la croissance ralentira. Dans un contexte de fléchissement de la demande extérieure, les exportations n'augmenteront que faiblement. Le déficit commercial s'accroît, la demande d'importations demeurant vigoureuse en raison de la forte hausse de l'investissement, malgré les mesures tarifaires adoptées. Ces évolutions, conjuguées à un recul de l'épargne nationale résultant de l'assouplissement budgétaire, contribueront à creuser le déficit des paiements courants.

Après une longue période de faible augmentation, les prix et les salaires pourraient enregistrer une hausse plus rapide que prévu à mesure que les ressources économiques inutilisées se résorberont. Les anticipations d'inflation semblent bien ancrées, mais une réaction rapide des autorités monétaires pourrait être nécessaire en cas de risques d'inflation. Les échanges commerciaux constituent eux aussi un risque pour les perspectives. Une approche multilatérale des préoccupations liées aux échanges minimiserait le risque de mesures de rétorsion pénalisant la croissance des échanges à l'échelle mondiale comme aux États-Unis, et dissiperait l'incertitude susceptible d'hypothéquer les décisions d'investissement. Les risques financiers se sont accumulés dans certains domaines, notamment dans le secteur des sociétés non financières, où l'endettement est élevé. Dans le cadre des efforts de réforme visant à alléger les contraintes réglementaires dans le secteur financier, les autorités devraient prendre garde de ne pas accentuer les facteurs de vulnérabilité, en particulier dans les plus grands établissements financiers d'importance systémique.

FINLANDE

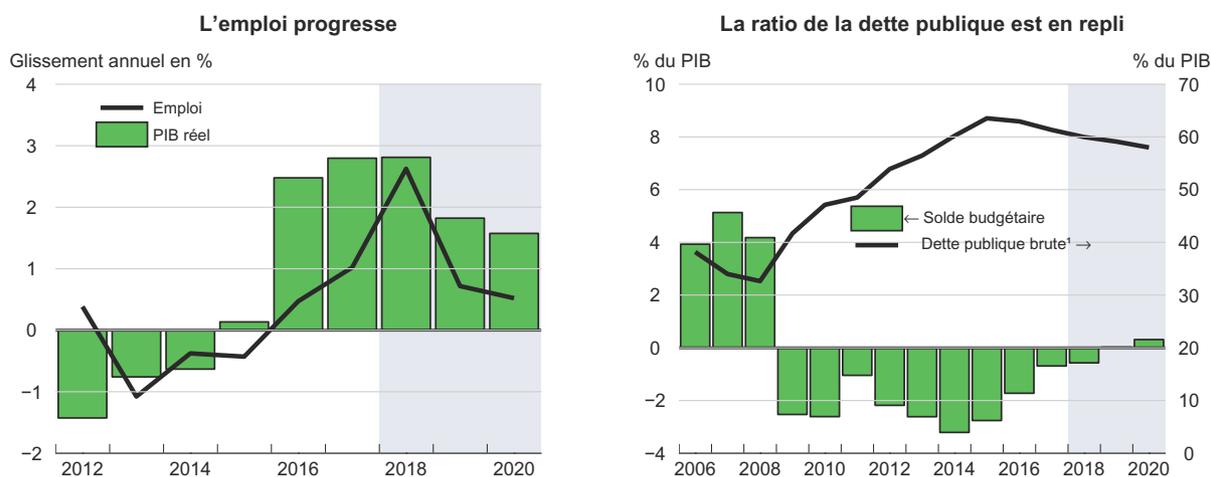
La croissance de la production devrait rester vigoureuse, quoique plus modérée après le redressement prononcé de 2016-18. Les exportations continueront à bénéficier de la hausse de la demande extérieure et du regain de compétitivité. La progression des salaires et l'amélioration de l'emploi stimuleront la consommation privée. L'inflation remontera progressivement à mesure que l'économie se rapprochera de la pleine utilisation des capacités.

La reprise économique et les mesures d'assainissement des finances publiques stabilisent la dette publique. Toutefois, la hausse des dépenses liées au vieillissement démographique s'avère problématique sur le long terme pour la viabilité budgétaire. Les récentes réformes des retraites et du marché du travail consolident les finances publiques, mais un renforcement des incitations au travail s'impose pour rehausser encore l'emploi. Des gains d'efficacité sont aussi indispensables pour continuer à offrir des services publics de qualité de manière durable.

La croissance est forte et repose sur une large assise

Après plusieurs années de croissance en demi-teinte, l'économie finlandaise a enregistré une croissance vigoureuse ces trois dernières années sous l'effet de la vigueur de la demande intérieure et extérieure. La progression des revenus d'activité et de l'emploi a stimulé la consommation privée. L'investissement en logements a progressé pour atteindre un niveau exceptionnellement élevé, à la faveur de bas taux d'intérêt et d'une hausse marquée des revenus. Le niveau élevé d'utilisation des capacités et la vigueur de la demande d'exportations renforcent l'investissement des entreprises. L'emploi a augmenté sensiblement et le taux d'emploi se rapproche à présent de l'objectif de 72 % fixé par les autorités pour 2019. Le taux de chômage a nettement reculé mais reste relativement élevé, en partie du fait de problèmes d'inadéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail. L'inflation globale s'est redressée en raison de l'envolée des prix de l'énergie.

Finlande



1. Définition de Maastricht.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933876632>

Finlande : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	209.6	2.5	2.8	2.8	1.8	1.6
Consommation privée	115.9	2.0	1.3	2.0	1.9	1.3
Consommation publique	51.1	1.8	-0.5	2.2	0.0	0.8
Formation brute de capital fixe	42.7	8.5	4.0	3.3	1.5	1.7
Demande intérieure finale	209.8	3.3	1.5	2.4	1.4	1.3
Variation des stocks ^{1,2}	0.8	-0.2	0.6	-1.0	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	210.6	3.1	2.1	1.3	1.2	1.3
Exportations de biens et services	76.5	3.9	7.5	3.3	4.0	3.4
Importations de biens et services	77.5	5.6	3.5	2.3	2.5	2.8
Exportations nettes ¹	- 1.0	-0.6	1.4	0.4	0.6	0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.6	0.8	1.5	1.7	1.8
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.4	0.8	1.1	1.3	1.7
IPCH sous-jacent ³	—	1.1	0.6	0.3	1.2	1.7
Taux de chômage (% de la population active)	—	8.8	8.6	7.4	6.9	6.5
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	-1.8	-2.1	-2.3	-3.0	-2.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-1.7	-0.7	-0.6	0.0	0.3
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	75.4	73.8	72.4	71.6	70.7
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	62.9	61.3	59.9	59.1	58.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-0.7	-0.7	-0.3	0.5	0.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Y compris la divergence statistique.

3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877677>

En revanche, l'inflation sous-jacente demeure très modérée. La croissance des salaires commence toutefois à s'accélérer, sur fond de regain de productivité et de resserrement du marché du travail.

Il est indispensable de renforcer encore l'emploi pour la viabilité des finances publiques

La situation budgétaire des administrations publiques s'est améliorée à la faveur d'une augmentation des recettes fiscales et de mesures d'assainissement. Cependant, il est difficile de réduire davantage la dette publique, sachant que le vieillissement démographique accroît les dépenses sociales et fait diminuer la population en âge de travailler. Il faut endiguer la croissance des dépenses publiques grâce à des gains d'efficacité dans les services publics, notamment les soins de santé et aux personnes âgées, et il est nécessaire de renforcer encore l'emploi pour accroître les recettes. Diverses réformes ont été mises en œuvre. La réforme des retraites est entrée en vigueur en 2017, une réforme des services de santé et sociaux devrait être mise en œuvre en janvier 2021, les taxes sur la consommation de produits nuisibles à la santé et à l'environnement ont été

augmentées, et des mesures visant à limiter la croissance des dépenses publiques ont été prises.

Il est capital de renforcer l'emploi pour remédier aux difficultés budgétaires à long terme. Le taux d'emploi reste inférieur à celui de tous les autres pays nordiques, et le chômage structurel demeure relativement élevé. Pour renforcer les incitations au travail, la durée de versement des prestations d'assurance chômage liées aux revenus d'activité antérieurs a été raccourcie. Au début de 2018, un modèle révisé d'activation de la main-d'œuvre, caractérisé par une conditionnalité plus stricte, est entré en vigueur et les frais de scolarisation des jeunes enfants ont été revus à la baisse pour les familles à revenus moyens ou faibles, ce qui devrait offrir à davantage de femmes de meilleures perspectives d'emploi rémunéré. Toutefois, une réforme de la protection sociale s'imposera pour faire progresser encore l'emploi, dans la mesure où la lourdeur de l'impôt implicite sur la reprise d'une activité professionnelle et la complexité des règles relatives aux prestations affaiblissent toujours les incitations au travail.

La croissance économique ralentira sur fond d'incertitude grandissante

La croissance économique devrait ralentir, tandis que l'économie se rapproche de la pleine utilisation des capacités et que le climat d'incertitude provoque une dégradation de la confiance des entreprises et des consommateurs. La croissance de la consommation privée fléchira quelque peu, la hausse de l'inflation pesant sur le revenu réel des ménages. Une réduction du nombre de permis de construire laisse entrevoir un ralentissement de l'investissement en logements. En revanche, l'investissement non résidentiel sera dynamique en 2020 grâce à plusieurs grands projets prévus, notamment dans l'industrie forestière. Les exportations continueront à progresser, avec une forte contribution de l'industrie forestière et du secteur du transport maritime, tandis que le redressement de l'investissement non résidentiel stimulera la croissance des importations. La croissance de l'emploi sera modérée, la population en âge de travailler continuant à diminuer. Le principal risque de divergence à la baisse par rapport aux prévisions tient à un ralentissement de la demande extérieure. À l'inverse, la consommation privée et l'investissement pourraient être plus vigoureux que prévu si les risques extérieurs s'atténuent.

FRANCE

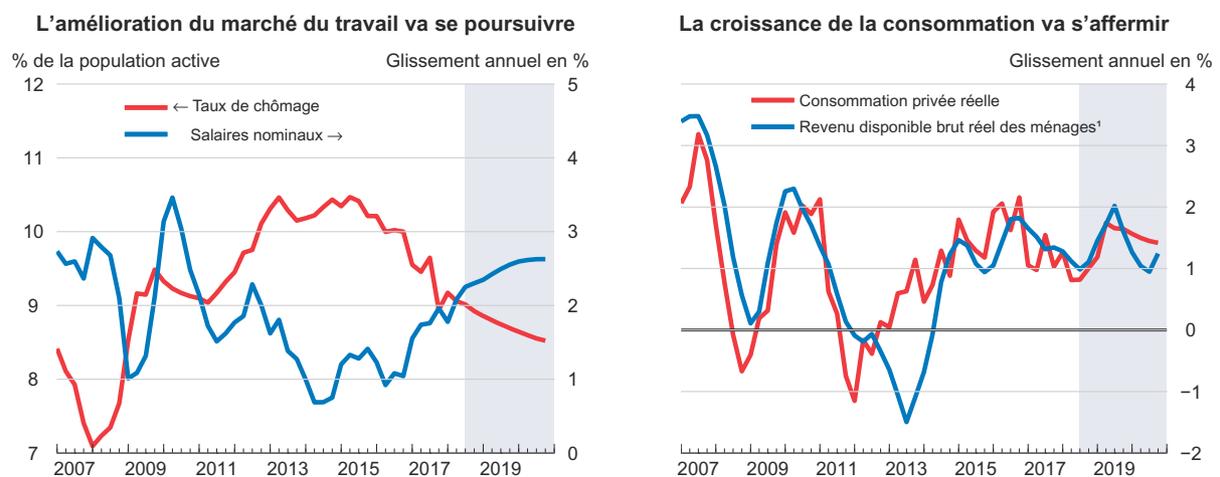
La croissance économique devrait se poursuivre à un rythme d'environ 1 ½ pour cent en 2019 et 2020. La persistance de conditions de financement favorables et les baisses d'impôts accordées aux entreprises stimuleront leurs investissements, malgré le ralentissement de la demande extérieure. La diminution des prélèvements sur le travail, la flexibilisation du marché de l'emploi et l'amélioration des possibilités de formation favoriseront la création d'emplois, notamment pour la main-d'œuvre peu qualifiée, soutenant la consommation des ménages. L'inflation sous-jacente se renforcera, sous l'effet du raffermisssement de l'activité économique et de la hausse progressive des salaires.

Le déficit budgétaire diminuera peu à peu, malgré une augmentation temporaire due à la réforme d'un dispositif de crédit d'impôt en 2019. Les efforts d'assainissement des finances publiques demeurent cependant modestes. Une nouvelle réduction des dépenses non prioritaires est nécessaire pour inscrire le ratio dette publique/PIB, actuellement proche de 100 % (au sens de Maastricht), sur une trajectoire résolument descendante et financer durablement les baisses d'impôts en cours en faveur des entreprises et des ménages. Parallèlement, le gouvernement devra poursuivre les réformes structurelles pour que la croissance soit plus inclusive et durable.

La croissance est bien ancrée

L'activité économique a rebondi après un ralentissement temporaire. L'épisode de chaleur, les grèves prolongées et le fléchissement du pouvoir d'achat des ménages, dû à un pic d'inflation et à la hausse de certains impôts, ont ralenti la consommation et l'investissement des ménages au début de 2018. Cela étant, leur pouvoir d'achat a progressé par la suite, la croissance de l'emploi demeurant forte et l'allègement de la taxe d'habitation ainsi que de certaines cotisations sociales prenant effet.

France



1. Moyenne mobile sur quatre trimestres.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

France : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2014)				
PIB aux prix du marché	2 198.3	1.1	2.3	1.6	1.6	1.5
Consommation privée	1 188.5	1.9	1.2	1.0	1.6	1.5
Consommation publique	523.4	1.4	1.4	0.9	0.8	0.4
Formation brute de capital fixe	472.6	2.7	4.7	2.9	2.4	2.4
Demande intérieure finale	2 184.5	2.0	2.0	1.4	1.6	1.4
Variation des stocks ¹	26.4	-0.4	0.2	-0.3	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	2 210.9	1.6	2.2	1.1	1.5	1.4
Exportations de biens et services	672.2	1.5	4.7	3.3	3.6	3.4
Importations de biens et services	684.8	3.1	4.1	1.5	3.2	3.3
Exportations nettes ¹	- 12.6	-0.5	0.1	0.5	0.1	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.2	0.7	0.9	1.4	1.6
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.3	1.2	2.2	1.8	1.8
IPCH sous-jacent ²	—	0.6	0.6	0.9	1.2	1.6
Taux de chômage ³ (% de la population active)	—	10.1	9.4	9.0	8.8	8.6
Taux d'épargne brute des ménages (% du revenu disponible)	—	13.7	13.8	14.0	14.0	13.8
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-3.6	-2.7	-2.7	-2.9	-1.7
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	125.6	124.3	125.0	125.5	124.7
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	98.3	98.5	99.1	99.8	99.4
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-0.8	-0.6	-0.4	-0.2	0.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

3. Y compris les départements d'outre-mer.

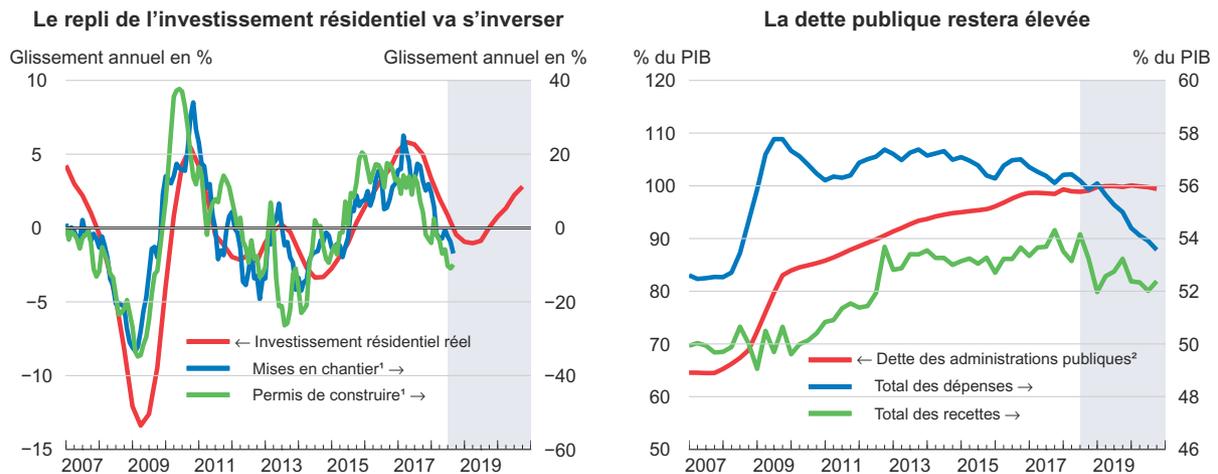
Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877696>

Le taux de chômage baisse et le recours aux emplois aidés et aux contrats de courte durée a diminué. Les pénuries de main-d'œuvre très qualifiée sont en hausse, et la croissance des salaires est montée en régime. Néanmoins, les taux d'emploi demeurent faibles et les travailleurs peu qualifiés sont confrontés à des taux de chômage plus élevés, ils occupent des emplois de moindre qualité et leur accès à la formation est plus limité, ce qui pèse sur le bien-être et les revenus.

Les effets des récentes hausses des cours du pétrole et des augmentations progressives des taxes sur le tabac et l'énergie ont entraîné une accélération temporaire de l'inflation des prix à la consommation cette année. Le renforcement de l'économie, ainsi que les effets indirects du renchérissement de l'énergie, alimentent une remontée progressive de l'inflation sous-jacente, mais celle-ci est en partie freinée par le fait que l'euro s'est apprécié. La montée des cours du pétrole et le récent trou d'air dans les exportations ont entraîné une dégradation du solde commercial, mais les exportations devraient s'accélérer à la faveur du renforcement des livraisons aéronautiques et d'un rebond du tourisme.

France



1. Pourcentage de variation en glissement annuel des flux cumulés sur 3 mois.

2. Définition de Maastricht.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Ministère de l'Environnement.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933876670>

Les réformes structurelles favoriseront une croissance plus inclusive

Le déficit budgétaire se creusera à cause d'un allègement ponctuel d'ampleur de la fiscalité des entreprises en 2019, mais il devrait ensuite refluer à un niveau proche de 1.7 % du PIB en 2020. Néanmoins, les efforts d'assainissement budgétaire sont modestes. Les mesures destinées à alléger la charge fiscale pesant sur les ménages et les entreprises s'équilibrent globalement avec les efforts de réduction des dépenses publiques courantes, et avec les hausses de taxes qu'il convient de saluer sur l'environnement et sur le tabac, au cours de la période considérée. Le fait que le travail et les entreprises soient moins imposés va renforcer les incitations à l'emploi et stimuler l'activité économique. La dette publique va toutefois demeurer, à près de 100 % du PIB (au sens de Maastricht), à un niveau historiquement élevé.

Des efforts supplémentaires de réduction des dépenses inefficaces et non prioritaires seront nécessaires pour permettre les baisses d'impôts en cours, reconstituer les marges de manœuvre budgétaires et durablement diminuer la dette publique. En particulier, les autorités devront avoir effectivement recours aux examens ciblés des dépenses publiques pour réduire les chevauchements de compétences entre les collectivités territoriales et identifier les domaines dans lesquels il est possible de ne pas remplacer chaque fonctionnaire partant à la retraite. La mise en œuvre rapide des réformes de la formation des adultes, des soins de santé et des retraites pourrait également renforcer l'inclusion sociale et la croissance à long terme et alléger la dette plus rapidement.

Les récentes réformes du marché du travail contribueront à améliorer l'inclusion, les compétences et la qualité des emplois. Les réformes du travail menées en 2017 facilitent les négociations au niveau de l'entreprise, réduisent l'insécurité juridique qui entoure les licenciements économiques, simplifient la représentation des salariés et permettent une meilleure prise en compte de la situation des petites entreprises dans les accords de branche. Leur mise en œuvre et le développement de nouveaux accords d'entreprise et de

branche permettront d'assurer une meilleure concordance entre les évolutions de la productivité et des salaires au niveau des entreprises, ainsi que de favoriser les embauches en contrat à durée indéterminée (CDI). Les financements supplémentaires pour la formation des travailleurs peu qualifiés et des chômeurs, la refonte du système de formation professionnelle et l'accent mis sur l'apprentissage contribueront également à améliorer les compétences et à assurer une meilleure adéquation entre offres et demandes d'emploi. Une intensification de la concurrence dans les services renforcerait également la croissance de l'emploi.

La croissance devrait rester ferme

Le taux de croissance économique restera à 1.6 % en 2019, avant de se replier doucement à 1.5 % en 2020. Les réformes budgétaires et du marché du travail en cours soutiendront les exportations et l'investissement des entreprises. Les gains d'emploi et les conditions de financement favorables, ainsi que l'allègement des impôts prélevés sur les ménages, stimuleront la consommation privée et l'investissement en logements. Les tensions sur le marché du travail devraient se traduire par une accélération de la progression des salaires et de la hausse des prix. Le redressement de l'investissement public se poursuivra. Néanmoins, l'essoufflement de la dynamique internationale pèsera sur les exportations et l'investissement des entreprises vers la fin de la période considérée.

La croissance de la consommation pourrait se révéler plus forte ou plus faible qu'anticipé, dans la mesure où il est difficile de prévoir les effets qu'auront les modifications en cours de la fiscalité sur la confiance des ménages et leur comportement d'épargne. Les répercussions des baisses d'impôts et de charges sociales payés par les entreprises, ainsi que de l'amélioration temporaire de leur situation financière en 2019, pourraient aussi être plus importantes qu'on ne s'y attend, ce qui se traduirait par un regain de dynamisme de l'investissement, de la croissance de l'emploi et de la consommation. Néanmoins, les entreprises pourraient décider de privilégier la réduction de leur endettement, ce qui affaiblirait l'expansion économique. La résurgence de turbulences sur les marchés de capitaux, ainsi que des chocs économiques affectant les grandes économies européennes, pourraient aussi tirer vers le bas les exportations et l'investissement.

GRÈCE

La croissance du PIB devrait se redresser pour atteindre 2.2 % en 2019, avant de se replier légèrement en 2020. La forte contribution des exportations à la croissance diminuera, mais la reprise de la consommation des ménages et de l'investissement montera en puissance grâce à un regain de confiance. La poursuite de la mise en œuvre du programme gouvernemental de réforme favorisera la reprise. Le chômage, tout en demeurant élevé, poursuivra sa décrue.

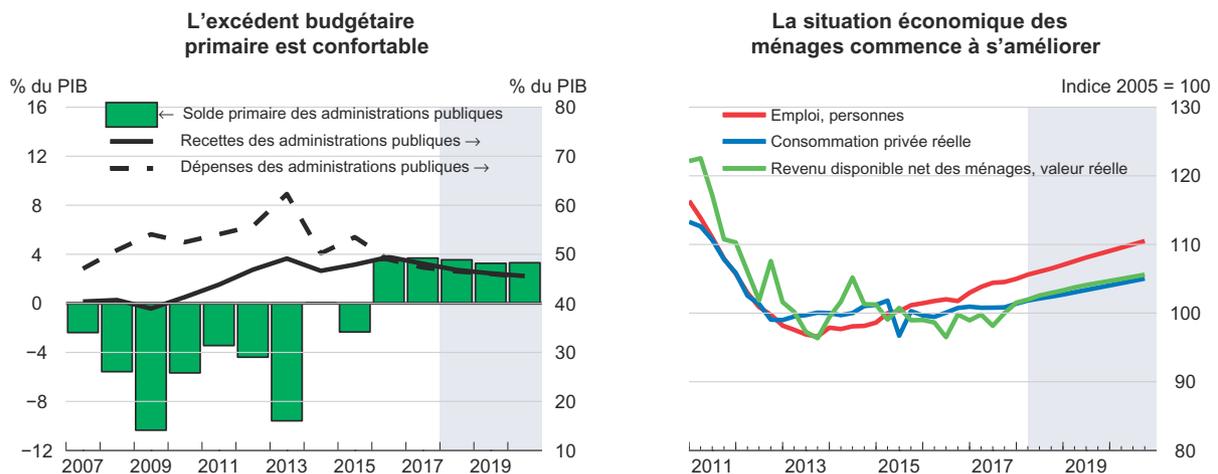
Sur le plan budgétaire, les objectifs d'excédent primaire à moyen terme fixés par les autorités devraient être atteints. La politique budgétaire devient expansionniste avec une réduction de l'imposition des bénéfices des sociétés et des dividendes, et avec une baisse de la fiscalité immobilière et des cotisations de sécurité sociale. L'allègement de la dette et les mesures convenues récemment avec les partenaires européens ont pour effet de plafonner le besoin de financement brut des administrations publiques de la Grèce, de réintégrer la Grèce dans le cadre du Semestre européen et de mettre en place un suivi régulier des politiques suivies. Le montant cumulé des réserves de liquidités de l'État constitue une sécurité face à l'instabilité sur le plan extérieur.

La reprise se poursuit

Les exportations se sont accrues fortement, grâce au tourisme et aux biens non pétroliers. La production industrielle s'est redressée et les indicateurs de confiance se sont améliorés. Quoique solide, la croissance de l'emploi a fléchi. Cependant, le chômage poursuit son repli et une part croissante des emplois créés sont des emplois à temps plein. Les salaires progressent et la consommation privée repart, après une longue période de stagnation. Le chômage et les capacités excédentaires demeurent toutefois à des niveaux élevés.

Le manque de financements pèse lourdement sur les dépenses d'équipement et les progrès sont lents pour ce qui est d'attirer de nouveaux investissements directs étrangers et de privatiser les actifs appartenant à l'État.

Grèce



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876727>

Grèce : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	177.3	-0.2	1.5	2.1	2.2	2.1
Consommation privée	123.1	0.0	0.9	1.1	1.2	1.3
Consommation publique	36.0	-0.7	-0.4	0.5	1.2	1.2
Formation brute de capital fixe	20.5	4.7	9.1	2.4	8.8	7.6
Demande intérieure finale	179.5	0.6	1.6	1.5	2.3	2.2
Variation des stocks ^{1,2}	-2.4	0.1	0.0	-0.3	0.0	0.0
Demande intérieure totale	177.2	0.4	2.0	0.9	2.3	2.2
Exportations de biens et services	55.9	-1.8	6.8	7.7	4.7	2.7
Importations de biens et services	55.8	0.3	7.1	3.5	5.0	3.0
Exportations nettes ¹	0.1	-0.7	-0.1	1.4	-0.1	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-0.2	0.6	0.5	0.8	0.9
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.0	1.1	0.8	1.3	1.5
IPCH sous-jacent ³	—	0.6	0.3	0.3	1.0	1.5
Taux de chômage (% de la population active)	—	23.5	21.5	19.5	18.1	17.0
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	-17.1	-17.1	-14.1	-13.7	-13.8
Solde financier des administrations publiques ⁴ (% du PIB)	—	0.5	0.8	0.3	0.1	0.3
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	188.2	190.9	187.6	183.7	179.2
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	178.5	176.1	172.8	168.9	164.5
Balance des opérations courantes ⁵ (% du PIB)	—	-1.2	-1.0	-0.7	-0.5	-0.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Y compris la divergence statistique.

3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

4. Sur la base des comptes nationaux. Les données comprennent également les profits des banques de l'Eurosystème réalisés sur les obligations du gouvernement grec lesquels ont été remis à la Grèce. Pour les années 2015 à 2019, les données comprennent le soutien estimé du gouvernement aux institutions financières et les recettes des privatisations.

5. Sur la base des règlements.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877734>

Le crédit bancaire aux secteurs plus dynamiques, à l'instar du tourisme et des échanges, s'est stabilisé mais l'activité de prêt globale poursuit son repli. Les dépôts refont peu à peu leur apparition, à mesure que les contrôles sur les mouvements de capitaux sont assouplis. Le mécanisme de fourniture de liquidités d'urgence aux banques a été pratiquement supprimé. Les banques atteignent leurs objectifs de réduction des créances douteuses et litigieuses, essentiellement grâce à des cessions ou des abandons de créances. Les prêts aux entreprises et les prêts à la consommation improductifs font l'objet d'une résolution plus rapide que les prêts hypothécaires car ces derniers bénéficient d'une protection juridique plus importante. Les cours des actions des banques demeurent volatiles en raison des craintes quant à leur capacité à lever de nouveaux fonds si nécessaire.

La poursuite des réformes et l'amélioration de la structure des dépenses favorisent la stabilité des finances publiques

Les autorités comptent dépasser l'objectif d'excédent primaire fixé à 3,5 % du PIB en 2018, sachant que les recettes augmenteront plus vite que les dépenses. Le projet de budget 2019 prévoit d'atteindre cet objectif tout en stimulant l'activité et l'inclusion sociale. Il est notamment prévu : d'alléger l'imposition des bénéficiaires des sociétés et des dividendes et la fiscalité immobilière ; d'abaisser les taux des cotisations de sécurité sociale pour les travailleurs indépendants et les jeunes ; d'adopter de nouvelles mesures de protection sociale ; et de mettre un terme à la réduction du nombre de fonctionnaires. Si un ralentissement de la croissance mettait en péril les objectifs budgétaires, ou si le solde budgétaire était supérieur aux objectifs, les pouvoirs publics devraient alors donner la priorité à des investissements bien ciblés dans le secteur social et dans les infrastructures et à la poursuite de l'élargissement de la base d'imposition.

La Grèce s'est entendue avec ses partenaires européens sur les modalités faisant suite à la conclusion du troisième Programme de soutien à la stabilité. Les nouvelles mesures adoptées, consistant à allonger la durée des prêts et à différer le paiement des intérêts, améliorent la viabilité de la dette de la Grèce à moyen terme et plafonnent le besoin de financement brut du pays à 20 % du PIB, au moins jusqu'en 2032. Une réserve de liquidités de 24 milliards d'euros peut permettre de couvrir les besoins de financement à moyen terme. La Grèce a consenti à dégager un excédent primaire supérieur à 3,5 % du PIB jusqu'en 2022, et de 2,2 % du PIB en moyenne par la suite. Elle a aussi accepté un suivi régulier de ses politiques publiques et la poursuite des réformes structurelles dans de nombreux domaines. À la suite de l'accord, les agences de notation ont relevé leur notation de la dette souveraine grecque, et les rendements obligataires ont continué d'évoluer dans une fourchette se situant bien en deçà des niveaux des dernières années.

Il faut investir davantage pour entretenir la reprise en Grèce

La croissance du PIB devrait se redresser en 2019, à mesure que la reprise de la consommation privée et de l'investissement montera en puissance, avant de fléchir légèrement sur fond de détente de la situation extérieure en 2020. Le fait que l'excédent budgétaire soit au niveau de l'objectif à moyen terme favorisera la demande intérieure en 2019 et sera également bénéfique aux revenus et à la confiance des ménages.

Si la croissance récente est encourageante, la reprise demeure fragile. L'investissement reste l'une des principales sources de l'incertitude pesant sur la pérennité du redressement. Le volume des créances douteuses et litigieuses des banques demeure un facteur de vulnérabilité. La dégradation de la situation sur les marchés financiers et des conditions extérieures, en partie imputable à l'actualité en Italie et en Turquie, pourrait freiner les investissements nouveaux. Si la dette publique reste élevée, le service de cette dette est désormais plafonné et les réserves de liquidités constituent un volant de sécurité. En gardant le cap d'une politique budgétaire durable et la dynamique de réforme, la Grèce pourra limiter les risques nouveaux pour ses finances publiques et sa croissance. Continuer d'améliorer les relations entre la Grèce et ses voisins du nord pourrait contribuer à renforcer encore le redémarrage de l'investissement et des échanges. Des réformes plus en profondeur, destinées à améliorer les marchés de produits, les services professionnels et la compétitivité, alliées à des investissements publics propices à la croissance et à des transferts sociaux, conforteraient les perspectives économiques de la Grèce et l'inclusivité de sa croissance.

HONGRIE

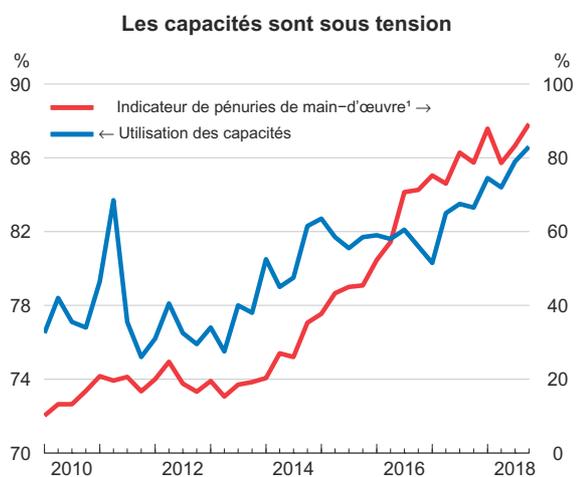
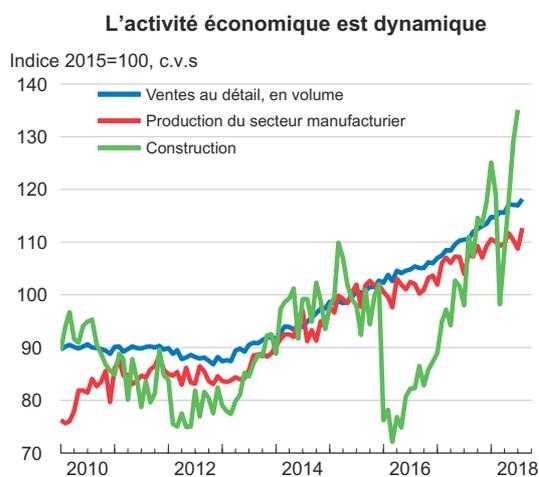
La forte expansion économique devrait ralentir progressivement au cours des deux prochaines années. La progression des salaires réels et le niveau record atteint par l'emploi étayeront la consommation privée. Parallèlement, la construction de logements et l'activité des entreprises stimuleront l'investissement, de même que les versements de fonds structurels de l'UE, qui s'effectueront cependant à un rythme plus lent. Les tensions sur le marché du travail provoqueront une hausse de l'inflation, qui devrait atteindre 4 % en 2019. Les contraintes de capacité faisant sentir leurs effets, la demande est de plus en plus satisfaite grâce aux importations et la croissance s'essoufflera peu à peu.

Les politiques budgétaire et monétaire sont expansionnistes. En 2018, les autorités ont allégé les prélèvements fiscaux et augmenté les dépenses publiques, et de nouvelles réductions d'impôts sont programmées pour 2019. La banque centrale a laissé ses taux directeurs inchangés, bien que l'inflation globale dépasse l'objectif central fixé à 3 %. Il conviendrait de durcir progressivement les politiques macroéconomiques pour empêcher une surchauffe de l'économie. Ce durcissement aiderait aussi les autorités à atteindre leur objectif de réduction de la dette publique visant à ramener celle-ci en deçà de 50 % du PIB à moyen terme.

La demande intérieure restera vigoureuse

La demande intérieure tire la croissance, à la faveur de la progression des revenus réels, de la fermeté de la confiance des consommateurs et de l'orientation expansionniste des politiques macroéconomiques. L'investissement progresse rapidement grâce aux versements de fonds de l'UE, au dynamisme de la construction de logements et à la nécessité d'accroître les capacités. La persistance d'une demande extérieure soutenue stimule les exportations. Toutefois, la forte intensité en importations de la consommation

Hongrie



1. Pourcentage d'entreprises manufacturières désignant la pénurie de main-d'oeuvre comme un facteur de limitation de la production.
Source : Base de données Eurostat Industry ; et Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

Hongrie : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de HUF	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2005)				
PIB aux prix du marché	34 378.6	2.2	4.4	4.6	3.9	3.3
Consommation privée	17 012.7	4.0	4.8	5.6	4.7	4.0
Consommation publique	6 822.6	0.7	1.3	1.1	1.1	0.8
Formation brute de capital fixe	7 743.5	-11.7	18.2	15.7	9.5	4.8
Demande intérieure finale	31 578.8	-0.6	7.0	7.0	5.2	3.6
Variation des stocks ¹	15.3	1.4	-0.2	-1.6	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	31 594.1	0.8	6.7	5.2	4.9	3.6
Exportations de biens et services	30 586.2	5.1	4.7	8.3	7.5	5.9
Importations de biens et services	27 801.8	3.9	7.7	9.6	8.8	6.3
Exportations nettes ¹	2 784.5	1.4	-1.9	-0.4	-0.6	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.0	3.6	4.5	4.9	4.3
Indice des prix à la consommation	—	0.4	2.3	3.0	4.0	4.0
IPC sous-jacent ²	—	1.5	1.8	2.1	3.3	3.9
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.1	4.2	3.6	3.2	3.1
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	8.1	7.3	10.8	10.6	10.8
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-1.6	-2.2	-2.4	-2.0	-2.0
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	99.5	93.9	91.3	88.4	86.3
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	75.9	73.3	70.6	67.8	65.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	6.2	3.2	1.7	0.9	0.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/88893387753>

privée et de la production du secteur manufacturier entraîne une hausse des importations, ce qui réduit l'excédent des paiements courants.

Le taux de chômage a reflué à 3.6 % en 2018, soit son plus bas niveau historique, et l'emploi a régulièrement progressé. Les tensions sur le marché du travail, l'augmentation des salaires dans le secteur public et une revalorisation du salaire minimum ont amené une croissance des salaires de 12 % au cours des huit premiers mois de 2018. L'inflation globale a atteint 3.8 % en octobre 2018, ce qui s'explique par le renchérissement des combustibles, des produits alimentaires, du tabac et de l'alcool, et non par les tensions salariales sous-jacentes ; l'inflation sous-jacente a moins progressé.

La période de croissance supérieure à la tendance offre l'occasion de s'attaquer aux problèmes budgétaires qui se profilent à moyen et long terme, notamment à l'augmentation des dépenses de retraite et de soins de santé liées au vieillissement démographique. La vigueur de la croissance élargit les perspectives d'emploi, ce qui devrait permettre aux autorités de réduire l'ampleur des programmes de travaux d'intérêt public. Le secteur exportateur, essentiellement sous contrôle étranger, est au cœur du redressement économique, tandis que le secteur des petites et moyennes entreprises (PME) nationales se caractérise par une expansion et une productivité faibles et par une

propension limitée à innover. Pour renforcer les PME, il faudra améliorer la politique en matière de réglementation, afin d'offrir aux entreprises de meilleures conditions d'exercice de leurs activités, et mieux valoriser le capital humain grâce au développement des compétences.

La croissance devrait fléchir, mais des tensions inflationnistes subsisteront

La croissance économique ralentira progressivement au cours des deux prochaines années, sur fond d'intensification des contraintes de capacité. De ce fait, la demande intérieure sera de plus en plus satisfaite grâce aux importations. La consommation privée continuera à bénéficier de la forte progression des revenus réels, tandis que l'investissement des entreprises augmentera en réponse à l'accentuation des tensions sur les capacités. La construction de logements ralentira en raison du rétablissement de la TVA sur les logements neufs à compter de 2019. La mise en service de nouvelles capacités industrielles stimulera les exportations, mais la hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre freinera les gains de parts de marché et l'essor des marchés d'exportation marquera le pas. Il existe des risques de divergence à la baisse par rapport aux prévisions. Des augmentations de salaires plus rapides que prévu pourraient provoquer un désancrage des anticipations d'inflation et nécessiter un durcissement brutal de la politique monétaire, préjudiciable à la croissance. Par ailleurs, une réduction accélérée des programmes de travaux d'intérêt public pourrait atténuer les tensions sur les salaires, au bénéfice d'une croissance durable. La Hongrie reste exposée aux retombées qu'auraient des turbulences financières dans les économies de marché émergentes qui mettraient en péril la stabilité financière. Un Brexit dur pénaliserait les exportations de la Hongrie et nuirait à la confiance des entreprises.

INDE

La croissance économique ralentira quelque peu, mais restera soutenue, atteignant un rythme proche de 7 ½ pour cent en 2019 et 2020. La hausse des prix du pétrole et la dépréciation de la roupie provoquent des tensions sur la demande, l'inflation, le solde des paiements courants et les finances publiques. Néanmoins, l'investissement des entreprises et les exportations seront dynamiques, car les réformes structurelles portent leurs fruits, notamment le nouveau Code de l'insolvabilité et de la faillite, la simplification des obligations fiscales relatives à la taxe sur les biens et services, l'amélioration des routes et des réseaux d'électricité ainsi que la recapitalisation des établissements bancaires.

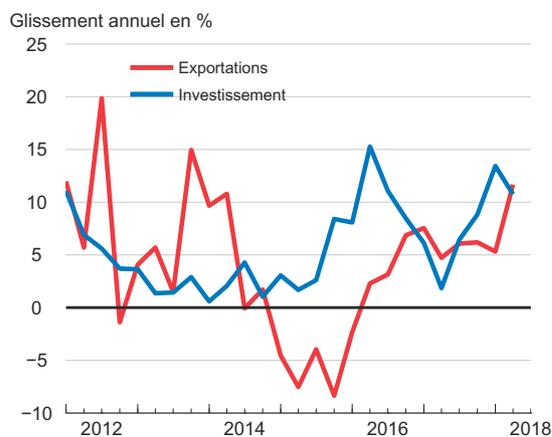
Il sera nécessaire de durcir la politique monétaire, étant donné que les anticipations d'inflation sont orientées à la hausse et que plusieurs facteurs risquent d'accroître l'inflation sous-jacente. Pour freiner la hausse du ratio dette publique/PIB relativement élevé, il faudrait maîtriser les dettes éventuelles, comme celles imputables aux banques et aux entreprises publiques. Une nouvelle réforme des subventions permettrait d'accroître l'efficacité des dépenses sociales. En outre, il est essentiel d'améliorer la gouvernance des banques publiques afin d'éviter une nouvelle vague de créances douteuses et de soutenir le redressement de l'investissement.

L'investissement et les exportations sont les principaux moteurs de la croissance

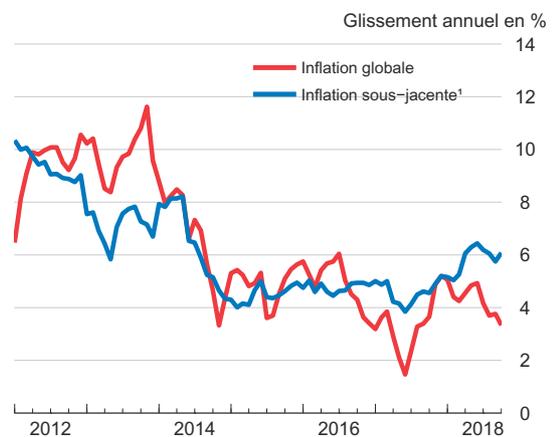
L'investissement progresse de façon régulière, sous l'effet de la hausse progressive du taux d'utilisation des capacités, de la mise en œuvre de grands programmes d'infrastructures et des récentes réformes structurelles qui soutiennent la confiance des investisseurs, en particulier l'adoption du nouveau Code de l'insolvabilité et de la faillite et la recapitalisation des banques publiques. Le rebond des exportations est favorisé par la baisse de la roupie et par la simplification des obligations fiscales relatives à la taxe sur les

Inde

Les exportations et l'investissement sont repartis à la hausse



L'inflation sous-jacente est sous tension



1. L'inflation sous-jacente ne tient pas compte des produits alimentaires, des boissons et de l'énergie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Office central de statistique (CSO, Central Statistics Office).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876784>

Inde : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants trillions de INR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2012/2013)				
PIB aux prix du marché	137.6	7.1	6.7	7.5	7.3	7.4
Consommation privée	80.9	7.3	6.6	7.2	7.4	7.4
Consommation publique	14.3	12.2	10.9	7.0	7.3	5.3
Formation brute de capital fixe	39.2	10.1	7.6	6.2	6.0	8.6
Demande intérieure finale	134.4	8.6	7.3	6.9	7.0	7.5
Variation des stocks ¹	6.4	-1.2	0.0	0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	140.8	6.9	8.1	8.3	6.9	7.5
Exportations de biens et services	27.3	5.0	5.6	8.9	4.5	6.3
Importations de biens et services	30.4	4.0	12.4	12.0	3.4	6.9
Exportations nettes ¹	- 3.2	0.1	-1.5	-0.9	0.1	-0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	3.5	3.1	4.9	4.7	4.3
Indice des prix à la consommation	—	4.5	3.6	4.5	5.0	4.5
Indice des prix de gros ²	—	1.7	2.9	4.8	4.6	4.3
Solde financier des administrations publiques ³ (% du PIB)	—	-7.0	-6.6	-6.4	-6.2	-6.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-0.6	-1.9	-2.1	-2.8	-3.0

Note : Les données se réfèrent à l'exercice comptable commençant en avril.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Tous biens.

3. Solde budgétaire brut du gouvernement central et des états.

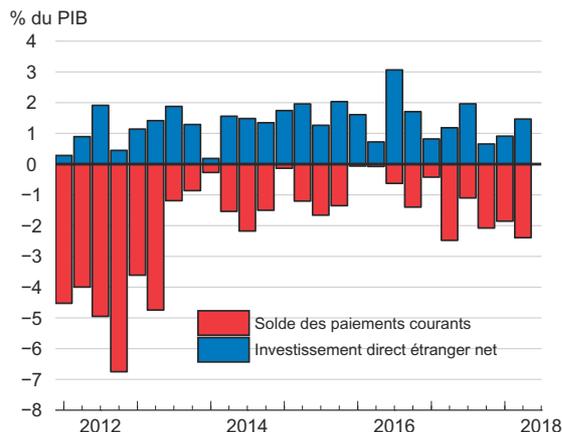
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877791>

biens et services (GST, *Goods and Services Tax*). La consommation privée reste vigoureuse, notamment dans les zones rurales où les revenus ont bénéficié d'une mousson favorable ainsi que de la régularité des dépenses publiques consacrées au logement, aux programmes en faveur de l'emploi et aux routes en milieu rural.

Inde

Le déficit courant se creuse

Le taux de change effectif réel¹ se déprécie

1. Le taux de change effectif réel est calculé à partir d'un panier de 36 monnaies (pondéré par les échanges).

Source : Banque de réserve de l'Inde (RBI, Reserve Bank of India).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876803>

La hausse des prix à la consommation demeure à l'intérieur de la fourchette retenue comme objectif, en partie du fait de facteurs exceptionnels, comme la mousson favorable, la baisse des droits d'accises sur les produits pétroliers et la demande adressée par le gouvernement aux entreprises publiques de commercialisation de produits pétroliers pour qu'elles diminuent leurs marges. Les tensions sur l'inflation s'accroissent néanmoins en raison de la dépréciation de la roupie et des récentes augmentations de la rémunération et de l'allocation logement des salariés du secteur public. L'inflation sous-jacente et les anticipations d'inflation progressent légèrement.

Le déficit des opérations courantes se creuse, du fait du différentiel de croissance entre l'Inde et d'autres économies et de l'augmentation des prix du pétrole. Le financement du déficit devient plus difficile, étant donné que les entrées d'investissement direct étranger sont faibles et que les investissements de portefeuille quittent le pays, attirés par des rendements plus élevés dans les économies avancées. Le gouvernement a relevé les droits à l'importation afin de limiter le déficit courant et assoupli les contraintes pesant sur le recours à l'emprunt extérieur par les entreprises. La dépréciation du taux de change effectif réel reste modérée. Les facteurs de vulnérabilité extérieurs suscitent aujourd'hui moins de préoccupations que lors des précédents épisodes de turbulences financières, du fait de l'amélioration des paramètres macroéconomiques fondamentaux et de la reconstitution des réserves de change.

Il est indispensable de mener de nouvelles réformes structurelles pour améliorer le niveau de vie de l'ensemble de la population

L'Inde dispose d'une faible marge de manœuvre budgétaire et monétaire. Le déficit et la dette publics restent élevés en proportion du PIB. La démonétisation, la mise en œuvre de la GST et les amnisties fiscales ont accéléré la réduction de l'économie informelle et conduit à une augmentation du nombre de contribuables. Cependant, la hausse des salaires et des retraites dans le secteur public, les tensions auxquelles sont soumis les bilans des entreprises et des banques, l'effacement de la dette des agriculteurs et la baisse des droits d'accises pèsent sur les résultats budgétaires. De ce fait, il n'est guère possible de financer l'amélioration des infrastructures et des services sociaux. Les prévisions reposent sur l'hypothèse d'un relèvement marginal des taux directeurs permettant de maintenir l'inflation à l'intérieur de la fourchette retenue comme objectif et d'ancrer les anticipations d'inflation.

Des réformes structurelles sont indispensables pour pérenniser la croissance et élever les niveaux de vie. La réforme des subventions en cours, qui consiste à remplacer les subventions aux prix par des transferts monétaires directs aux ménages versés sur leurs comptes bancaires et à utiliser un numéro d'identification unique, accroît l'équité et l'efficacité des aides aux ménages. En outre, elle renforce l'inclusion financière, réduit les distorsions sur les marchés et génère des économies pour l'État. Les initiatives qui, à l'échelle locale, ont permis de réformer les subventions aux produits alimentaires et aux engrais, devraient être étendues. Le nouveau Code de l'insolvabilité et de la faillite facilite l'apurement des créances douteuses et change progressivement le comportement des débiteurs. Pour en tirer pleinement parti, il faudrait accroître les ressources judiciaires. Afin d'assainir le secteur financier, la recapitalisation prévue des banques publiques devrait s'accompagner d'une réforme de la gouvernance et d'une amélioration des systèmes destinés à prévenir les fraudes bancaires.

La création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité est une priorité pour élever les niveaux de vie, faire reculer l'économie informelle et réduire les inégalités de revenus. Il est essentiel d'adapter les programmes de formation aux besoins des employeurs afin de renforcer les créations d'emploi dans le secteur formel, les gains de productivité et les résultats à l'exportation. Les réformes de la réglementation du travail mises en œuvre au niveau des États fédérés devraient être évaluées et étendues lorsqu'elles sont efficaces, ce qui nécessiterait des données à jour sur l'emploi et sur la qualité des emplois. Par ailleurs, l'Inde a la possibilité d'améliorer sa participation aux chaînes de valeur mondiales, de réaliser des gains de productivité et d'accroître les revenus en facilitant davantage l'exercice des activités économiques et en libéralisant les échanges et l'investissement.

La croissance du PIB devrait rester vigoureuse en 2019 et en 2020

Le durcissement des conditions financières, la hausse des prix du pétrole, des termes de l'échange défavorables, l'affaiblissement de la croissance dans les pays partenaires et l'accroissement des incertitudes politiques en Inde comme à l'étranger tendront à réduire quelque peu la croissance. Pourtant, l'activité économique, dynamique, ne devrait que légèrement ralentir. Les progrès accomplis récemment dans l'administration de la GST, qui ont permis de raccourcir les délais de remboursement d'impôts des entreprises exportatrices, ainsi que la dépréciation de la roupie, vont doper les exportations. L'investissement des entreprises restera vigoureux, porté par les récentes réformes structurelles et l'amélioration des infrastructures (routière et de distribution d'énergie en particulier). La décision d'augmenter les prix de soutien minimums et les achats publics de certains produits agricoles accentuera les tensions inflationnistes. La crédibilité de la Banque de réserve en matière de ciblage de l'inflation et les légères hausses des taux directeurs prévues contribueront à ancrer l'inflation. Si les établissements financiers non bancaires rencontraient des difficultés imprévues et si la réduction des créances douteuses prenait du retard, la confiance et l'investissement seraient pénalisés. Les principaux risques extérieurs résident dans une nouvelle hausse des prix du pétrole et la propagation de turbulences survenues dans d'autres économies de marché émergentes. En revanche, le relèvement des droits de douane appliqués par les États-Unis aux importations chinoises pourrait se révéler favorable aux exportations indiennes, notamment du secteur du textile.

INDONÉSIE

La croissance économique devrait rester supérieure à 5 % en 2019-20. La progression des revenus stimulera la consommation privée. Le durcissement des conditions financières pèsera sur l'investissement des entreprises mais des investissements continus dans les infrastructures constitueront un facteur de soutien. Le ralentissement de la croissance dans les pays partenaires commerciaux freinera les exportations. Cependant, les progrès sur le front de la réglementation et de la connectivité des réseaux de transport, ainsi qu'une meilleure compétitivité-prix du fait de la dépréciation de la monnaie, devraient aider le pays à gagner des parts de marché. L'inflation devrait rester relativement faible, malgré la dépréciation de la roupie et le renchérissement des prix de l'énergie. La hausse des prix à l'importation a creusé le déficit de la balance courante.

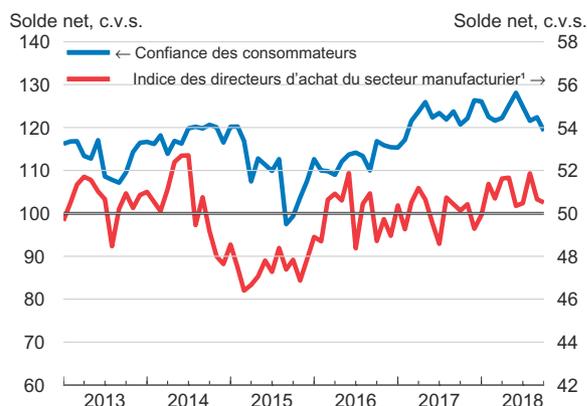
La Banque d'Indonésie a relevé ses taux d'intérêt de 175 points de base depuis la mi-mai afin de contenir les sorties de capitaux. Un nouveau tour de vis à titre préventif est prévu compte tenu du relèvement des taux d'intérêt aux États-Unis. Le déficit budgétaire devrait diminuer légèrement. Des réformes visant à améliorer l'efficacité de la dépense publique, à réorienter l'action sociale vers des prestations ciblées et à réduire encore le coût de l'activité économique favoriseraient une croissance inclusive.

La croissance économique est saine

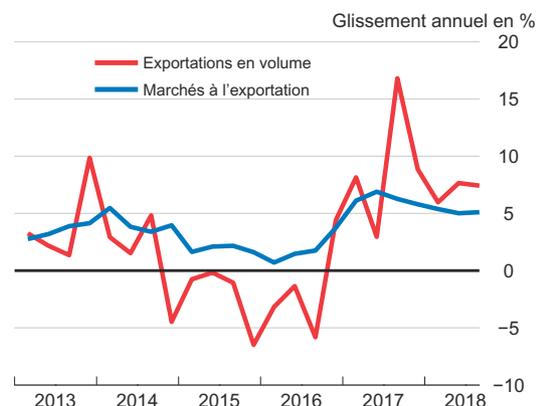
La croissance de la consommation s'est redressée sous l'effet de créations d'emplois soutenues et du développement des programmes sociaux des pouvoirs publics. Les indicateurs de confiance se sont légèrement repliés tout récemment mais indiquent toujours une croissance continue. La faiblesse de l'inflation globale, qui ressort à environ 3 %, favorise aussi la progression des revenus réels. L'inflation sous-jacente est également faible et les prix réglementés de l'énergie sont gelés pour 2018-19. La croissance de

Indonésie

La confiance des ménages et des entreprises reste à un bon niveau



Les exportations ont augmenté plus rapidement que les marchés à l'exportation



1. L'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier est un indicateur avancé établi à partir d'une enquête. Une valeur supérieure à 50 est le signe d'une expansion globale de l'activité, et une valeur inférieure à 50 indique une contraction.

Source : CEIC ; Markit ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876822>

Indonésie : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants trillions de IDR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	11 526.3	5.0	5.1	5.2	5.2	5.1
Consommation privée	6 621.9	5.0	5.0	5.1	5.2	5.3
Consommation publique	1 123.7	-0.1	2.1	5.5	4.7	3.6
Formation brute de capital fixe	3 782.0	4.5	6.2	6.8	6.1	5.9
Demande intérieure finale	11 527.6	4.4	5.1	5.7	5.5	5.4
Variation des stocks ¹	- 45.4	0.6	-0.2	0.6	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	11 482.2	5.0	4.8	6.1	5.3	5.2
Exportations de biens et services	2 439.0	-1.6	9.1	7.6	5.4	5.2
Importations de biens et services	2 394.9	-2.4	8.1	12.5	5.8	5.7
Exportations nettes ¹	44.1	0.2	0.3	-0.8	0.0	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.5	4.2	3.9	4.2	4.0
Indice des prix à la consommation	—	3.5	3.8	3.3	3.7	3.8
Déflateur de la consommation privée	—	3.1	3.5	3.5	3.6	3.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-2.4	-2.5	-2.0	-2.0	-1.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-1.8	-1.7	-2.8	-2.6	-2.5

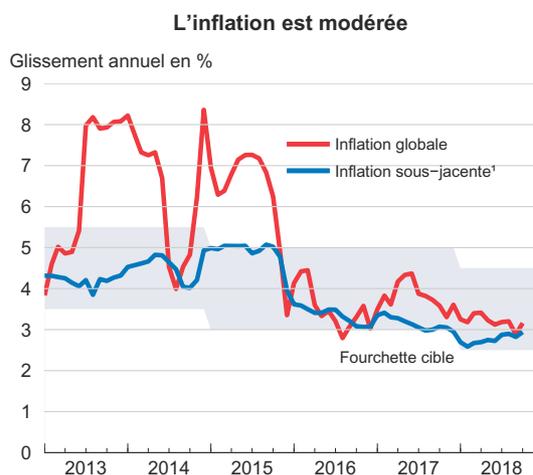
1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877810>

l'investissement a fléchi après avoir atteint des niveaux élevés, mais elle reste portée par les dépenses en infrastructures.

La croissance des exportations a été plus rapide que celle des marchés d'exportation. L'augmentation des importations de biens d'équipement et la hausse des cours du pétrole se sont traduites par une balance commerciale déficitaire en 2018. Par conséquent, le

Indonésie

1. Hors prix des produits alimentaires, administrés et instables.

Source : CEIC ; Thomson Reuters ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876841>

déficit courant s'est creusé même s'il reste modéré, à 2.9 % du PIB sur les trois premiers trimestres de 2018.

Les politiques monétaire et budgétaire privilégient la stabilité

Tout au long de 2018, les sorties de capitaux ont fait monter les rendements obligataires et baisser les cours des actions, d'où un durcissement des conditions financières. Le relèvement des taux d'intérêt aux États-Unis a provoqué une hausse des rendements de la dette libellée en dollar (USD), mais l'écart de rendement de la dette indonésienne ne s'est que légèrement creusé. La dépréciation de la roupie majore le coût du service de la dette libellée en devises. Si le prix du charbon est élevé, ceux de l'huile de palme et du caoutchouc ont baissé.

La Banque d'Indonésie a relevé ses taux directeurs de 175 points de base depuis la mi-mai afin d'endiguer les sorties de capitaux. Pour l'heure, les taux débiteurs des banques – qui sont élevés par rapport aux taux de rémunération des dépôts – n'évoluent guère, ce qui limite l'impact de ce resserrement monétaire sur l'économie nationale. Cependant, la Banque d'Indonésie devra probablement relever une nouvelle fois ses taux au cours de la période considérée, face à la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis. Autoriser une nouvelle dépréciation progressive de la roupie réduirait l'ampleur du tour de vis nécessaire. La Banque d'Indonésie met actuellement en place de nouveaux instruments financiers pour faciliter la couverture des risques, parmi lesquels un nouveau taux d'intérêt de référence au jour le jour et des contrats d'échange de taux d'intérêt. Enfin, un nouvel effort de développement des marchés de capitaux pourrait renforcer leur résilience.

Le déficit budgétaire devrait diminuer, ce qui élargira la marge par rapport au plafond de déficit de 3 % du PIB et réduira le recours à l'emprunt. Une plus grande efficacité de la dépense publique pourrait soutenir la croissance. Les cours internationaux du pétrole ont augmenté depuis le dernier budget, mais il faudrait rejeter l'idée de nouvelles hausses des subventions au gazole pour ne pas réduire d'autres dépenses. Une relance de la réforme des subventions énergétiques libérerait des fonds supplémentaires pour des mesures d'action sociale mieux ciblées. Une tarification des combustibles, plus conforme au coût, réduirait la demande, freinerait les importations et améliorerait ainsi la situation au regard de l'environnement. Une meilleure discipline fiscale, qui passerait par des investissements dans les services fiscaux, permettrait de financer des dépenses dans les infrastructures et dans le domaine social.

Les autorités ont annoncé une série de mesures pour réduire les importations, parmi lesquelles l'obligation d'utiliser davantage le biogazole et la majoration des taxes prélevées à la source sur 1 147 biens importés (essentiellement des biens de consommation). Donner un coup de pouce aux exportations en simplifiant les réglementations et en raccourcissant les délais d'attente dans les ports, par exemple, permettrait de mieux soutenir l'économie.

La relance de la dynamique des réformes pourrait renforcer la résilience et l'inclusivité de l'économie, sur fond de montée des tensions commerciales à l'échelle mondiale. Poursuivre sur la voie d'une réduction du coût de l'activité économique, de la lutte contre la corruption et de l'assouplissement de la liste négative d'investissement contribuerait à attirer l'investissement direct étranger. Le nouveau service unique de délivrance en ligne des licences et autorisations est une bonne chose et devra être amélioré en fonction des retours d'expérience des utilisateurs. L'expérimentation d'un assouplissement de la

réglementation de l'emploi et d'un salaire minimum réduit en faveur des jeunes dans les zones économiques spéciales pourrait permettre d'accroître l'emploi formel.

La croissance restera solide

La croissance du PIB devrait rester supérieure à 5 % au cours des deux prochaines années. La progression des revenus facilitera une reprise de la consommation. La croissance de l'investissement devrait demeurer vigoureuse, en partie grâce aux projets d'investissements dans les infrastructures déjà en cours. Le ralentissement de la croissance chez les partenaires commerciaux pèsera de plus en plus sur les exportations. Cependant, la récente dépréciation du taux de change freinera les importations et améliorera la compétitivité des exportations, ce qui ira dans le sens de la croissance de la production et contribuera à réduire le déficit de la balance courante. Les améliorations antérieures apportées à la réglementation et aux infrastructures favoriseront aussi la croissance des exportations. La hausse des prix à l'importation, y compris du pétrole, entraînera probablement une légère remontée de l'inflation, laquelle devrait toutefois se maintenir à l'intérieur de la fourchette retenue comme objectif, qui sera ramenée à 2-4 % en 2020.

Un risque majeur de divergence à la baisse par rapport aux prévisions serait que les sorties de capitaux s'accélérent, ce qui pourrait provoquer une nouvelle dépréciation et imposerait sans doute un durcissement de la politique monétaire. La demande intérieure s'essoufflerait si les banques répercutaient davantage les relèvements des taux directeurs sur leurs taux débiteurs. Bien que l'Indonésie soit moins intégrée dans les chaînes de valeur mondiales que les autres pays de la région, une exacerbation des tensions commerciales briderait la croissance en faisant baisser les exportations mais aussi indirectement, via la confiance et les cours des produits de base. Un repli des cours du pétrole relâcherait les tensions sur les coûts, stimulerait la croissance et réduirait le déficit de la balance courante. En revanche, un rebond des cours des produits de base que l'Indonésie exporte entraînerait une progression des revenus.

IRLANDE

L'activité économique devrait rester dynamique en Irlande mais fléchir peu à peu. Si l'on fait abstraction des composantes volatiles de l'activité des entreprises multinationales, la demande intérieure sous-jacente restera vigoureuse, soutenue par une progression solide de l'emploi et de la consommation. L'économie approchant le plein emploi, le taux de croissance de l'emploi modérera son allure, tandis que les tensions salariales seront fortes et alimenteront la remontée de l'inflation. Les prix de l'immobilier demeureront très élevés et stimuleront l'investissement dans la construction.

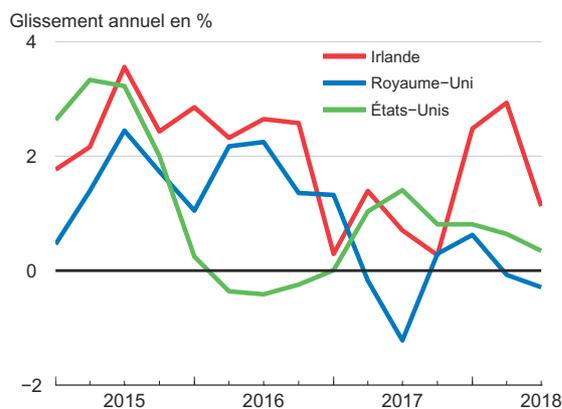
La situation budgétaire ne s'améliorera guère au cours des deux prochaines années. Les autorités devraient maintenir leur détermination à améliorer les finances publiques, mais se tenir prêtes à assouplir la politique budgétaire pour atténuer les effets d'une conclusion potentiellement chaotique des négociations sur le Brexit. L'Irlande serait l'un des pays de l'UE les plus pénalisés par une telle issue. La mise en œuvre d'un nouveau plan de développement à visées économiques, environnementales et sociales devrait être subordonnée à l'amélioration de la situation budgétaire, et les autorités devraient veiller à ce que les projets en la matière soient hiérarchisés avec soin en fonction de leur caractère prioritaire.

La forte expansion se poursuit

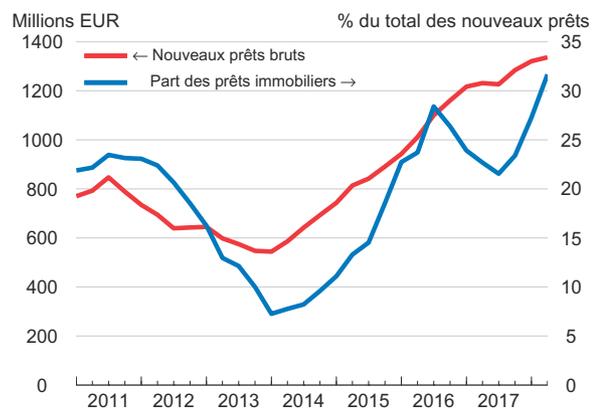
La croissance de la demande intérieure sous-jacente s'est établie à plus de 5 % en rythme annuel au cours des derniers trimestres. Cette robustesse de la consommation s'explique par une forte progression de l'emploi et des revenus, et plus généralement par un regain de confiance chez les consommateurs. Le taux de chômage ayant reflué rapidement, la croissance des salaires s'est nettement amplifiée. La confiance des chefs d'entreprise se maintient à des niveaux élevés dans tous les secteurs. Pour autant,

Irlande

Les salaires réels ont fortement progressé¹



Les nouveaux prêts aux PME sont tirés par les prêts en lien avec l'immobilier²



1. Les salaires réels s'entendent comme les salaires nominaux corrigés de l'inflation globale.

2. Moyenne sur 4 trimestres des nouveaux prêts bruts consentis par des banques à des PME résidentes en Irlande.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°104; et Banque centrale d'Irlande.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876860>

Irlande : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2016)				
PIB aux prix du marché	262.1	4.9	7.2	5.9	4.1	3.4
Consommation privée	86.9	3.8	1.8	3.2	2.6	2.2
Consommation publique	32.2	3.4	3.7	3.5	2.6	1.9
Formation brute de capital fixe	62.5	52.8	-30.5	-8.3	6.7	5.2
Demande intérieure finale	181.7	20.4	-12.3	-0.6	4.0	3.2
Variation des stocks ¹	5.4	2.3	-1.3	0.9	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	187.1	22.0	-16.0	1.4	3.7	3.1
Exportations de biens et services ²	320.1	4.4	7.7	5.3	5.6	4.8
Importations de biens et services	245.0	18.5	-9.3	-0.9	6.1	5.1
Exportations nettes ¹	75.0	-11.9	19.0	7.2	1.6	1.4
<i>Pour mémoire</i>						
VAB ³ , à l'exclusion des secteurs dominés par des entreprises multinationales étrangères	—	4.9	7.2	4.8	3.9	3.4
Déflateur du PIB	—	-0.8	0.4	0.2	1.1	2.3
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	-0.2	0.3	0.8	1.9	2.2
IPCH sous-jacent ⁴	—	0.7	0.2	0.3	1.5	2.2
Taux de chômage (% de la population active)	—	8.4	6.7	5.6	5.2	5.1
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	3.8	6.6	5.6	5.2	5.1
Solde financier des administrations publiques ⁵ (% du PIB)	—	-0.5	-0.2	-0.4	-0.2	0.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	85.3	78.2	75.7	73.4	70.7
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	73.5	68.5	66.0	63.8	61.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-4.2	8.5	11.5	10.5	9.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Le contrat des entreprises multinationales nommé "contrat manufacturier" (exportations de biens produits à l'étranger sous convention d'une entité basée en Irlande) est supposé constant, à son niveau de 2017, en 2018 et 2019.

3. Valeur ajoutée brute. Les données pour 2016-2020 sont des estimations de l'OCDE.

4. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

5. Le déficit inclut l'effet des mesures ponctuelles de recapitalisations dans le secteur bancaire.

Source. Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877829>

l'inflation demeure faible, essentiellement en raison de l'appréciation de l'euro face à la livre sterling, mais elle est plus élevée dans les secteurs non exportateurs, où elle ressort à 2 % et plus.

Le marché immobilier, qui reste dynamique, est à l'origine d'une forte expansion du crédit. Les prix des logements continuent d'augmenter fortement, mais ils s'établissent aujourd'hui à des niveaux bien inférieurs à ceux d'avant la crise, sous l'effet d'une nette progression des revenus et d'une pénurie de l'offre. Les nouvelles livraisons de logements rattrapent leur retard sur la demande, mais des pénuries subsisteront pendant quelque temps dans le parc de logements. La hausse des prix de l'immobilier devient préoccupante pour la compétitivité et pour l'accessibilité financière du logement pour les ménages modestes. Le secteur de la construction contribue de plus en plus à l'emploi et à l'investissement.

Les politiques publiques devraient avoir pour but d'assurer la viabilité à long terme

Les instruments de politique macroprudentielle actuellement en place, à l'instar du plafonnement des quotités de financement, ont réduit la proportion de prêts à risque dans le système financier. Compte tenu du risque de surchauffe du marché immobilier, la Banque centrale d'Irlande va imposer, à compter de juillet 2019, un volant de fonds propres supplémentaire égal à 1 % des actifs bancaires pondérés en fonction des risques, et des exigences supplémentaires devraient venir s'ajouter rapidement si besoin en était.

L'amélioration de la situation budgétaire marquera le pas au cours des deux prochaines années. Étant donné les incertitudes entourant les présentes perspectives, les autorités devraient maintenir leur détermination à améliorer les finances publiques, mais se tenir prêtes à assouplir la politique budgétaire pour atténuer les effets qu'une conclusion chaotique des négociations sur le Brexit pourrait entraîner. Dans le cadre du Plan national de développement, les autorités prévoient d'augmenter encore l'investissement public à hauteur de 116 milliards EUR (soit 39.5 % du PIB 2017) au cours des dix prochaines années, en privilégiant l'éducation, les transports publics et le logement. Ce plan devrait être mis en œuvre sous réserve de poursuivre sur la voie d'une nouvelle réduction de la dette publique et de ne réaliser que les seuls projets à très haut rendement pour la collectivité.

L'économie sera confrontée à des contraintes de capacités et à des incertitudes

L'économie devrait enregistrer une croissance solide ces deux prochaines années. Toutefois, la croissance de la production prendra une allure plus modérée en raison de contraintes de capacités qui pèseront de plus en plus et d'un grand climat d'incertitude extérieure. Avec un taux de chômage qui atteindra des niveaux historiquement bas, les tensions salariales seront fortes et provoqueront une nette remontée de l'inflation, même avec la dissipation des effets de la dépréciation de la livre sterling.

Les risques de divergence par rapport aux prévisions sont grands, le plus immédiat étant une conclusion chaotique des négociations sur le Brexit. Les changements de régime fiscal international pourraient influencer sur les décisions d'IDE des entreprises multinationales, ce qui créerait un risque majeur pour l'Irlande. Les prix de l'immobilier pourraient augmenter plus fortement que prévu, ce qui stimulerait encore un peu plus l'activité de construction à court terme, mais pourrait porter en germe une nouvelle alternance cyclique de forte expansion et de récession si tout cela s'accompagnait à nouveau d'une poussée de l'expansion du crédit. La persistance d'un fort endettement privé constitue aussi un risque de divergence à la baisse car elle rend l'économie sensible à une hausse des taux d'intérêt.

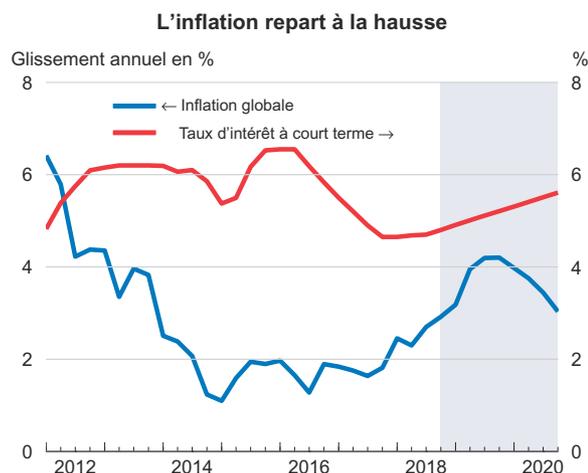
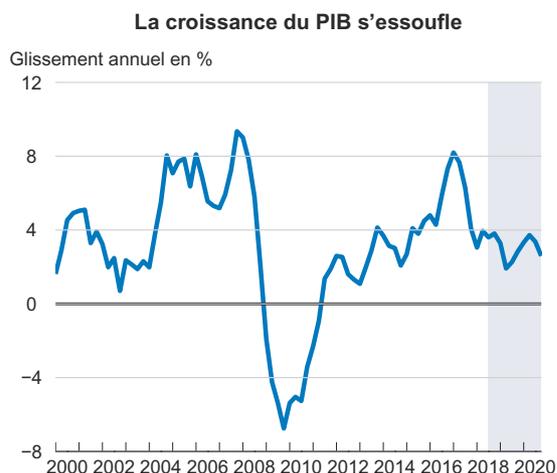
ISLANDE

L'expansion économique devrait ralentir pour prendre un rythme plus viable. La croissance de la consommation fléchira sur fond de baisse de régime de l'emploi et des salaires. Les exportations de biens et services, notamment touristiques, se tasseront après avoir été vigoureuses en 2018, tandis que les importations diminueront à la suite d'un ralentissement de la demande intérieure. L'expansion du marché du logement deviendra plus modérée et la croissance de l'investissement privé s'essouffera. Le taux de chômage reste faible, aux alentours de 3 %.

L'inflation monte lentement, essentiellement sous l'effet d'une baisse du taux de change et d'une hausse des prix à l'importation. La banque centrale a relevé son taux d'intérêt directeur et devrait procéder à de nouvelles augmentations pour ancrer les anticipations d'inflation, qui sont orientées à la hausse. La politique budgétaire devrait être globalement neutre. Il serait cependant souhaitable que les autorités lui donnent une orientation plus restrictive en maîtrisant les dépenses courantes, dans la mesure où les tensions sur les prix perdurent et où la dette publique ne diminue que légèrement. Les allègements d'impôts prévus pour les faibles revenus d'activité permettront de renforcer les incitations au travail et de faire de l'Islande un pays encore plus égalitaire.

La croissance ralentit

Malgré une forte progression des salaires, la consommation privée ralentit en raison du tassement de la croissance de l'emploi. Les exportations de produits de la mer ont été exceptionnellement élevées en 2018, mais les arrivées à l'aéroport de Keflavik mettent en évidence un fléchissement du tourisme étranger. L'investissement des entreprises se redresse après l'effondrement enregistré plus tôt cette année, mais il reste plus faible qu'on ne s'y attendait en raison de l'essoufflement de la dynamique de la demande. Les flux de capitaux restent modérés malgré la réduction de l'écart de taux d'intérêt entre l'Islande et d'autres économies. Le chômage demeure faible et le sous-emploi continue à diminuer.

Islande

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876765>

Islande : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de ISK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2005)				
PIB aux prix du marché	2 288.0	7.4	4.0	3.8	2.8	2.6
Consommation privée	1 146.6	7.2	7.9	5.3	3.7	2.5
Consommation publique	535.3	1.9	3.1	2.8	1.9	2.1
Formation brute de capital fixe	439.0	21.7	9.5	5.9	4.6	3.8
Demande intérieure finale	2 120.9	8.8	7.1	4.8	3.5	2.7
Variation des stocks ¹	3.5	-0.6	-0.5	0.2	0.2	0.0
Demande intérieure totale	2 124.3	8.2	6.6	5.0	3.6	2.7
Exportations de biens et services	1 188.4	10.9	5.5	2.6	2.8	2.6
Importations de biens et services	1 024.7	14.5	12.5	5.4	5.0	3.4
Exportations nettes ¹	163.7	-0.8	-2.5	-1.1	-1.0	-0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.9	0.5	2.2	3.9	3.3
Indice des prix à la consommation	—	1.7	1.8	2.6	3.9	3.5
IPC sous-jacent ²	—	2.2	2.4	2.4	3.5	3.5
Taux de chômage (% de la population active)	—	3.0	2.8	2.7	2.7	2.9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	12.3	0.1	1.3	1.3	1.2
Dette brute des administrations publiques ³	—	64.4	63.9	62.1	60.3	58.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	7.5	3.3	1.3	1.6	1.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

3. La dette non provisionnée au titre des fonds de pension des employés du gouvernement est incluse.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877772>

La politique budgétaire reste accommodante

Ces prévisions intègrent une hausse significative des dépenses budgétaires, comme prévu par les autorités, en particulier un accroissement des dépenses d'infrastructure qui rehaussent la croissance potentielle. L'allègement de l'impôt sur le revenu et des cotisations sociales pour les faibles revenus d'activité renforcera les incitations au travail et contribuera à réduire les inégalités de revenu. Bien que le budget reste excédentaire et favorise une croissance inclusive, les autorités devraient mener une politique budgétaire plus restrictive, notamment en rationalisant la consommation publique, de manière à constituer des marges de manœuvre budgétaires. Sur la base des politiques actuelles, la dette publique ne diminuera que progressivement.

L'inflation est inférieure à l'objectif de la banque centrale mais a légèrement augmenté au second semestre de 2018, essentiellement en raison de la dérive des salaires, de l'affaiblissement de la couronne et de la hausse des prix à l'importation. En novembre, la banque centrale a relevé son taux directeur pour la première fois depuis 2015. Cette hausse de 0.25 % devrait être suivie de nouvelles augmentations de taux d'intérêt afin de réduire les tensions inflationnistes, ce qui contribuera aussi à stabiliser la couronne. Le tassement des entrées de capitaux en Islande se poursuivra parallèlement à la baisse des taux de rendement relatifs.

L'Islande est un des pays de l'OCDE les plus égalitaires grâce à un niveau élevé d'emploi, aux faibles écarts de rémunération et d'emploi entre les hommes et les femmes, et à un système de prélèvements et de prestations ciblé. Au cours des dernières années, les inégalités de revenu ont continué à diminuer. Les allègements d'impôts et de cotisations sociales prévus pour les faibles revenus d'activité contribueront faire de l'Islande un pays encore plus égalitaire.

La croissance continue à ralentir

La croissance devrait ralentir pour s'établir à 2.8 % en 2019 puis à 2.6 % en 2020, en raison du fléchissement des exportations, du tassement de l'investissement des entreprises, et de la baisse de régime de la consommation des ménages. Les investissements publics consacrés aux routes, aux établissements scolaires et à un nouvel hôpital compenseront en partie la baisse de l'investissement des entreprises et amélioreront la croissance potentielle à long terme. Compte tenu de sa petite taille, l'économie islandaise est instable et vulnérable, et une évolution mineure des perspectives des principaux marchés étrangers peut rapidement se traduire par un important rééquilibrage interne. Par ailleurs, il existe toujours le risque qu'une éruption volcanique de grande ampleur détruise des infrastructures et perturbe les échanges commerciaux et les transports bien au-delà de l'Islande.

ISRAËL*

La croissance devrait rester vigoureuse mais fléchir légèrement jusqu'à la fin de 2020. L'orientation expansionniste de la politique budgétaire et la faiblesse des taux d'intérêt stimuleront la demande intérieure. La balance courante restera néanmoins légèrement excédentaire. L'inflation remontera pour se rapprocher du milieu de la fourchette retenue comme objectif par la Banque d'Israël.

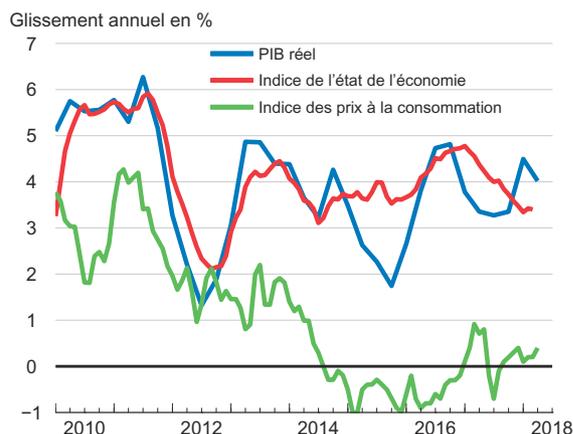
Les déficits budgétaires prévus sont élevés pour ce stade du cycle. L'assainissement continu des finances publiques sera indispensable pour réduire le ratio dette publique sur PIB et garantir une marge de manœuvre lors du prochain ralentissement de l'activité. Compte tenu de la remontée de l'inflation dans la fourchette-cible et de la faiblesse du chômage, les autorités monétaires devraient envisager de relever progressivement leurs taux d'intérêt, extrêmement bas actuellement.

La croissance sous-jacente se poursuit malgré une mauvaise passe en milieu d'année

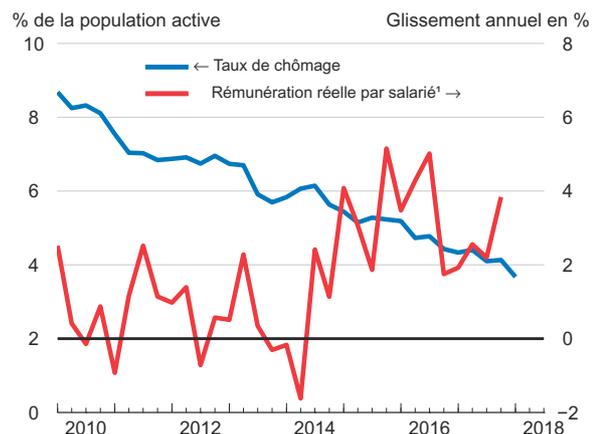
La croissance sous-jacente est restée vigoureuse malgré un ralentissement d'activité temporaire en milieu d'année. L'investissement en logements a reculé assez rapidement, tandis que les autres secteurs d'investissement et la demande des consommateurs restaient dynamiques. Les chiffres du chômage sont bas, mais ne baissent plus. L'inflation est montée au cours de l'année, avec des salaires qui repartaient à la hausse et le renchérissement des prix de l'énergie, mais elle se maintient toutefois dans la partie inférieure de la fourchette de 1-3 % retenue comme objectif par la banque centrale. Le déficit des échanges de biens s'est creusé, sur fond de croissance soutenue des importations en début d'année et de hausse des prix de l'énergie.

Israël

La croissance est vigoureuse, mais l'inflation reste très faible



Les tensions sur le marché du travail s'intensifient



1. Corrigé du déflateur de la consommation privée.

Source : Banque d'Israël ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876879>

* Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Israël : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de NIS	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	1 167.9	4.0	3.4	3.6	3.5	3.3
Consommation privée	637.2	6.4	3.3	3.8	3.3	3.5
Consommation publique	261.5	4.2	3.4	3.8	4.1	2.9
Formation brute de capital fixe	221.6	12.8	2.9	3.1	3.0	2.6
Demande intérieure finale	1 120.3	7.1	3.2	3.6	3.4	3.2
Variation des stocks ¹	10.1	-0.4	0.2	1.3	0.2	0.0
Demande intérieure totale	1 130.4	6.7	3.4	5.0	3.6	3.1
Exportations de biens et services	365.6	1.4	5.1	4.6	4.3	5.0
Importations de biens et services	328.1	10.2	5.0	9.7	4.7	4.4
Exportations nettes ¹	37.5	-2.4	0.1	-1.3	-0.2	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.0	0.2	-0.2	1.2	1.3
Indice des prix à la consommation	—	-0.5	0.2	0.9	1.4	1.4
IPC sous-jacent ²	—	0.0	0.0	0.5	0.8	1.4
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.8	4.2	4.0	4.1	4.1
Solde financier des administrations publiques ³ (% du PIB)	—	-1.4	-1.0	-3.0	-3.2	-3.0
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	62.0	60.4	61.6	62.1	62.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	3.7	2.6	1.0	0.7	0.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

3. A l'exclusion des profits de la Banque d'Israël et des coûts implicites des obligations d'État indexées sur l'IPC.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877848>

Une politique budgétaire prudente s'impose

Compte tenu des engagements actuels, l'augmentation des dépenses publiques stimulera la croissance en 2018-19. Cette augmentation des dépenses, qui a été en partie alimentée par des recettes exceptionnelles, n'en compliquera que plus la tâche aux autorités pour tenir leurs objectifs budgétaires actuels. Qui plus est, sachant que l'écart de production est positif et se creuse, il faudrait éviter une orientation procyclique de la politique budgétaire, si ce n'est des mesures visant à doper la croissance à moyen terme. Par conséquent, des coupes dans les dépenses ou des augmentations d'impôts s'avéreront nécessaires ces prochaines années pour abaisser le ratio dette/PIB et garantir une marge de manœuvre suffisante dans l'hypothèse d'un ralentissement de l'activité. La Banque d'Israël a laissé son taux directeur inchangé à 0.1 % depuis mars 2015. Comme l'inflation se situe à nouveau dans la fourchette-cible de la banque centrale pour la première fois depuis 2013, que le chômage reste faible et que l'écart de production est positif et se creuse, un relèvement progressif des taux d'intérêt, tel que prévu, est de rigueur.

Des réformes structurelles visant à accroître le taux d'activité et la productivité des catégories défavorisées de la population, notamment par le biais d'une meilleure formation des Arabes israéliens et des ultra-orthodoxes, ainsi que des réformes ciblant le fonctionnement des marchés de produits et les infrastructures de transport public, devraient être mises en œuvre pour conforter à la fois la situation du côté de l'offre et la cohésion sociale. Il faudrait aussi privilégier des mesures qui permettent de combler les

écarts de salaire, relativement importants, entre hommes et femmes, par exemple en incitant davantage de filles à faire des études secondaires et supérieures dans les filières STEM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques).

La croissance devrait rester vigoureuse

Le relèvement prévu des taux directeurs concourra à freiner la croissance de la consommation privée et de l'investissement. La demande intérieure diminuera progressivement, ce qui entraînera une lente remontée des taux de chômage vers les niveaux potentiels à long terme. En 2019, l'exploitation de nouveaux gisements gaziers en mer devrait permettre de réduire les importations d'énergie et d'améliorer le solde de la balance commerciale. Dans l'ensemble, ces facteurs soutiendront les taux de croissance du PIB, qui reculeront néanmoins peu à peu pour tendre vers des niveaux plus viables. L'exacerbation des tensions géopolitiques dans la région constitue un risque de divergence à la baisse par rapport aux prévisions, tandis que l'exploitation plus rapide que prévu de gisements gaziers en mer ainsi que de nouveaux contrats d'exportation de gaz pourraient doper la croissance du PIB.

ITALIE

Le taux de croissance du PIB devrait s'établir à 0.9 % en 2019 comme en 2020. La consommation privée s'affaiblira en raison de la baisse de la croissance de l'emploi et de la hausse des prix à la consommation qui modéreront la progression du revenu disponible réel des ménages et contrebalanceront les effets positifs de la politique budgétaire expansionniste. L'investissement des entreprises ralentira dans un contexte d'essoufflement de la demande, intérieure comme extérieure. Compte tenu de la faiblesse de la demande intérieure, l'excédent des paiements courants restera proche de 2.5 % du PIB.

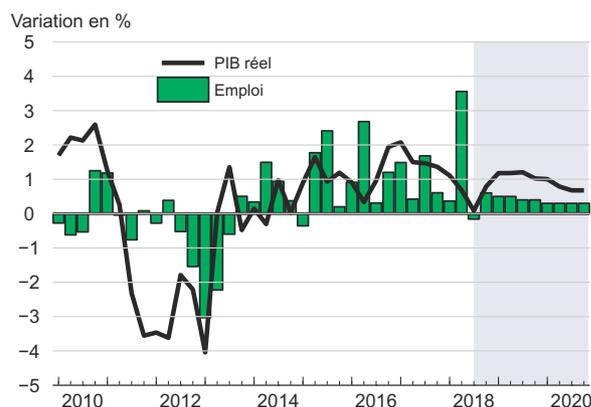
La politique budgétaire deviendra expansionniste en 2019, ce qui aura pour effet de creuser le déficit budgétaire pour le porter à 2.5 % du PIB en 2019 et à 2.8 % en 2020. En revanche, la dette publique, qui a progressivement reculé en proportion du PIB, se stabilisera à un niveau élevé. Les rendements des obligations d'État ont bondi de 185 points de base depuis le milieu de l'année 2018. L'action publique devrait permettre de garantir la viabilité, l'efficacité et l'équité, sur le plan intergénérationnel, des dépenses sociales. Certes les banques systémiques sont bien capitalisées et le stock de créances douteuses ou litigieuses continue de baisser, mais les bilans des banques sont vulnérables face à de nouvelles hausses des rendements des obligations souveraines. Il faudra prendre des mesures destinées à stimuler la concurrence sur les marchés de produits, à rehausser l'éducation et les compétences et à améliorer les incitations au travail si l'on veut que la croissance économique suive durablement une pente ascendante.

La reprise a perdu de son élan

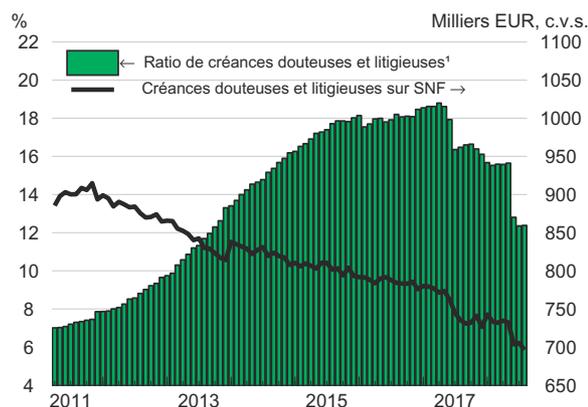
La consommation privée ralentit et le taux d'épargne des ménages a augmenté. La croissance de l'emploi, qui résulte dans une large mesure de contrats temporaires, et s'est stabilisée récemment. Le chômage recule, mais des demandeurs d'emploi découragés

Italie

La reprise s'essouffle



Les créances douteuses et litigieuses des banques ont fortement diminué



1. Créances douteuses et litigieuses en pourcentage du total des concours bancaires à des sociétés non financières (SNF).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Banque d'Italie.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933876898>

Italie : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	1 651.4	1.0	1.6	1.0	0.9	0.9
Consommation privée	1 006.7	1.4	1.4	0.8	0.7	0.7
Consommation publique	311.7	0.6	0.1	0.1	0.2	0.1
Formation brute de capital fixe	279.5	3.3	3.9	4.5	3.5	2.9
Demande intérieure finale	1 597.9	1.6	1.6	1.3	1.1	1.0
Variation des stocks ¹	5.6	-0.3	-0.2	0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	1 603.4	1.3	1.3	1.4	1.1	1.0
Exportations de biens et services	493.2	2.6	6.0	0.2	2.7	2.8
Importations de biens et services	445.2	3.8	5.7	1.6	3.5	3.1
Exportations nettes ¹	47.9	-0.3	0.3	-0.4	-0.1	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.8	0.6	1.5	1.6	1.4
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	-0.1	1.3	1.3	1.6	1.4
IPCH sous-jacent ²	—	0.5	0.8	0.8	1.2	1.4
Taux de chômage (% de la population active)	—	11.7	11.3	10.4	9.7	9.6
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	3.2	2.3	2.4	2.6	2.1
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-2.6	-2.4	-1.8	-2.5	-2.8
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	157.4	154.5	153.3	152.7	152.7
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	132.0	131.7	130.5	129.9	129.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	2.5	2.8	2.5	2.5	2.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

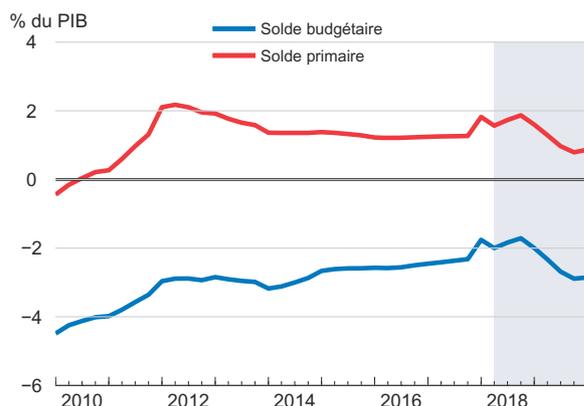
2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

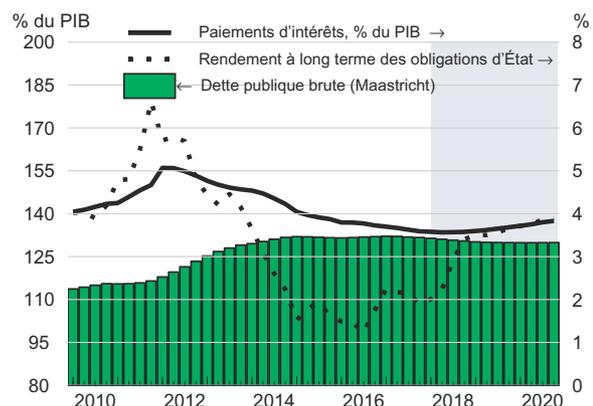
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877867>

Italie

**La politique budgétaire expansionniste
va creuser le déficit budgétaire**



**L'augmentation des paiements d'intérêts va
contribuer à stopper la baisse du ratio dette/PIB**



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876917>

quittent la population active. Les prix de l'énergie ont amplifié la hausse des prix à la consommation, qui a dépassé le taux de croissance des salaires dans le secteur privé, érodant ainsi le pouvoir d'achat des ménages. L'essoufflement de la demande extérieure et l'incertitude entourant les accords commerciaux mondiaux ont pénalisé les exportations.

L'investissement privé est encore en progression, porté par des incitations fiscales et la reprise des prêts bancaires aux sociétés non financières. Les taux des prêts bancaires restent bas, même s'ils ont commencé à augmenter à la mi-2018. Le stock de créances douteuses ou litigieuses inscrites aux bilans des banques a nettement chuté au cours des deux dernières années et les nouvelles créances douteuses ou litigieuses représentent moins de 2 % de l'encours de prêts. Le dernier test de résistance à l'échelle de l'UE indique que les banques systémiques italiennes sont bien capitalisées. En revanche, la part des obligations souveraines italiennes dans le total des actifs a augmenté, passant de 9 % à la fin de 2017 à 10 %, ce qui a renforcé le lien entre la situation des finances publiques et la santé du secteur bancaire.

L'investissement résidentiel n'a pas encore amorcé sa reprise, bien que la demande de prêts hypothécaires soit en hausse et que les prix des logements aient cessé de chuter. La production dans le secteur de la construction commence à remonter et le nombre de permis de construire augmente. En revanche, l'investissement public diminue, freiné par les délais de planification et de réalisation qui posent problème depuis longtemps. L'inflation sous-jacente a été stable pendant les six derniers mois.

Des politiques budgétaires prudentes et des réformes structurelles s'imposent pour dynamiser la croissance et remédier aux profondes disparités sociales et régionales

Le déficit budgétaire des administrations publiques devrait augmenter et passer de 1.8 % du PIB en 2018 à 2.5 % en 2019. Pour 2019, le gouvernement prévoit d'adopter un budget expansionniste dont les nouvelles mesures représenteraient en termes nets 1.2 % du PIB, correspondant essentiellement à des augmentations des dépenses. Parmi les principales dispositions expansionnistes figurent l'annulation de la hausse programmée de la TVA, l'abaissement de l'âge de la retraite, l'instauration d'un revenu minimum garanti ciblant les pauvres et l'accroissement de l'investissement public. Elles ne seront que partiellement compensées par des réductions des dépenses et par diverses mesures destinées à accroître les recettes qui seront appliquées aux banques et aux entreprises. Dans l'ensemble, d'après le projet de plan budgétaire, les prélèvements fiscaux sur les bénéficiaires des entreprises (hors taxes et impôts applicables aux banques) progresseront d'environ 0.1 % du PIB. L'OCDE table, dans ses prévisions, sur le fait que le gouvernement italien prendra d'autres mesures, comme prévu, pour contenir le déficit si la croissance de la production en 2019 se révélait inférieure à ce qu'il a anticipé. Le déficit budgétaire devrait se creuser encore pour atteindre 2.8 % du PIB, en partant du principe qu'aucun changement de cap majeur dans les politiques publiques ne se produira et qu'il n'y aura aucune hausse de la TVA.

Le budget vise à juste titre à aider les pauvres, mais du fait de sa composition, il risque de produire des effets positifs modestes en termes de croissance, en particulier à moyen terme. L'instauration d'un revenu minimum garanti renforce notablement les programmes de lutte contre la pauvreté, mais pour être efficace et parvenir à maîtriser les coûts, le gouvernement doit accélérer les réformes afin de renforcer les programmes de formation et d'aide à la recherche d'emploi de même que les politiques d'inclusion sociale. Prendre appui sur le travail déjà accompli par un grand nombre de municipalités dans le contexte

du nouveau plan de lutte contre la pauvreté (prévoyant un revenu d'insertion) qui est entré en vigueur début 2018 permettrait d'obtenir plus rapidement de meilleurs résultats. L'abaissement de l'âge de la retraite aggravera les inégalités intergénérationnelles en faisant augmenter des dépenses de retraite déjà élevées et pèsera sur la croissance à long terme car la population en âge de travailler sera moins nombreuse. L'alourdissement de la fiscalité des bénéficiaires des entreprises sera plus que compensé par l'effet positif de faible ampleur de l'élargissement limité du régime fiscal simplifié (impôt forfaitaire) aux travailleurs indépendants et aux microentreprises. Compte tenu de l'atonie de la croissance, de l'augmentation des charges d'intérêt et du creusement du déficit, le ratio de la dette publique cessera de décliner pour se maintenir à un niveau proche de 130 % du PIB au sens de Maastricht.

L'Italie doit mener des réformes économiques et sociales et une politique budgétaire prudente si elle veut renforcer la cohésion sociale et dynamiser la croissance. Faute de politique budgétaire viable, la marge de manœuvre dont dispose le secteur public pour verser des prestations et aider les pauvres se rétrécira inévitablement. Il est indispensable d'accroître progressivement l'excédent du solde primaire et de doper la croissance pour faire reculer durablement la dette publique rapportée au PIB.

Pour pouvoir appliquer des programmes de lutte contre la pauvreté ciblés et correctement financés, il est nécessaire de mettre en œuvre des politiques efficaces en matière de recherche d'emploi et de formation de façon à encourager la participation au marché du travail formel et à combattre l'exclusion sociale. Des réformes visant à intensifier la concurrence dans des secteurs où des restrictions à l'entrée subsistent, comme dans de nombreux services publics locaux, ouvriraient la possibilité d'insuffler aux entreprises un regain de dynamisme et d'assurer aux usagers de meilleurs services. Un abaissement, à titre permanent, des cotisations de sécurité sociale encouragerait les entreprises à recruter. Il est primordial de renforcer l'agence qui coordonne les politiques actives du marché du travail des diverses régions (*Agenzia Nazionale per le Politiche Attive del Lavoro* - ANPAL) pour stimuler la croissance de l'emploi. Accroître l'efficacité des administrations publiques centrales et locales – grâce à la généralisation de l'utilisation des technologies numériques et à une meilleure gestion des ressources humaines – permettrait d'offrir plus de services et de biens publics essentiels dans l'ensemble du pays et d'atténuer les disparités géographiques, mais aussi de conforter la confiance dans les institutions publiques. Il est également déterminant que les administrations publiques réalisent des gains d'efficacité afin d'accélérer la mise en œuvre de projets d'infrastructures et d'accroître l'efficacité des politiques de développement régional. La simplification du code des marchés publics permettrait d'accélérer l'investissement public sans pour autant compromettre les mesures visant à prévenir et à combattre la corruption. Les missions et les compétences de l'autorité nationale anticorruption (*Autorità Nazionale Anticorruzione* - ANAC) devraient être préservées.

La croissance sera faible

La croissance du PIB devrait revenir à 0.9 % en 2019 et 2020. La montée des incertitudes et la hausse des taux d'intérêt amputeront la propension des ménages et des entreprises à consommer et à investir, ce qui annulera les effets de l'expansion budgétaire sur l'activité. Le ralentissement de la croissance des principaux partenaires commerciaux de l'Italie freinera la progression des exportations. Le redressement de l'investissement, bien qu'en perte de vitesse, continuera de soutenir l'essor des importations. Les prix à la

consommation seront en hausse, mais la faiblesse des gains de productivité entravera la progression des salaires, ce qui entraînera des pertes de salaire réel. Cette évolution, parallèlement au fléchissement de la croissance de l'emploi, bridera la consommation des ménages.

Un retour des turbulences sur les marchés financiers aurait pour effet d'accélérer la hausse des coûts d'emprunt pour les ménages et les entreprises et de miner la confiance, au détriment de la croissance de l'investissement et de la consommation. Une nouvelle hausse soutenue des rendements des obligations d'État pèserait sur la situation financière et sur les ratios de fonds propres des banques, ce qui pourrait provoquer une contraction des activités de prêt ainsi qu'une forte augmentation du coût du service de la dette publique. L'intensification du protectionnisme serait préjudiciable aux échanges internationaux car elle conduirait à un ralentissement des exportations et amènerait les entreprises à revoir à la baisse leurs plans d'investissement. À l'inverse, l'investissement pourrait se montrer plus résilient que prévu en cas de redémarrage de l'investissement résidentiel et de l'activité dans le secteur de la construction. Une baisse des prix de l'énergie doperait le pouvoir d'achat des ménages et la consommation privée.

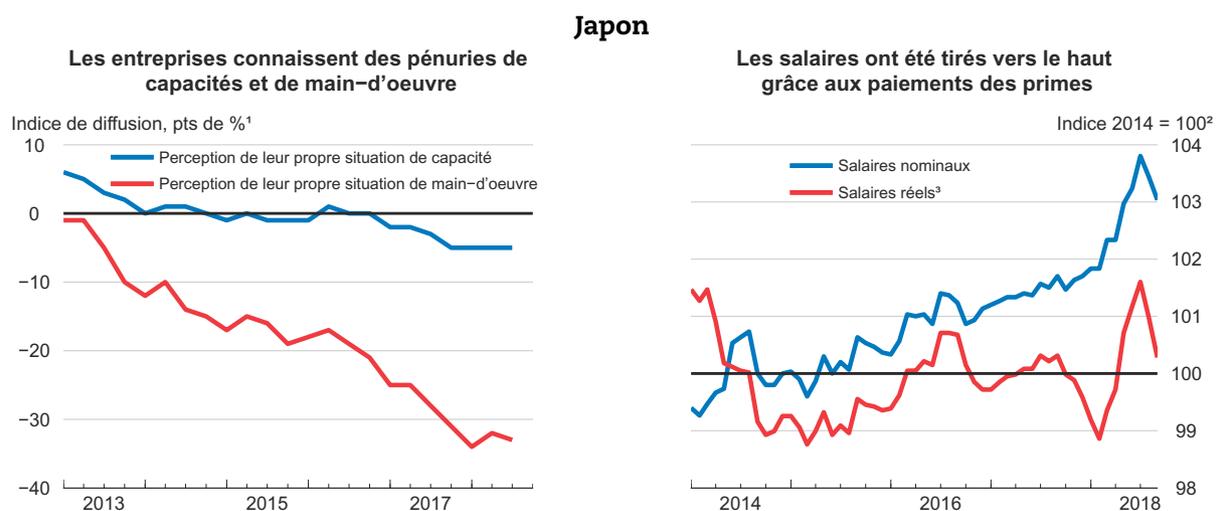
JAPON

La croissance économique devrait rester aux alentours de 1 % en 2018-19, les bénéfices record des entreprises et les pénuries de main-d'œuvre stimulant l'investissement des entreprises. En outre, la forte progression des salaires favorisera le redressement de la consommation privée en 2019. Il est vrai que l'augmentation de la taxe sur la consommation qui entrera en vigueur en octobre 2019 affaiblira temporairement la demande, mais la croissance devrait repartir début 2020, dynamisée par de nouvelles dépenses publiques et la tenue des Jeux olympiques à Tokyo en 2020. Une croissance soutenue, conjuguée à la hausse des prix du pétrole, devrait porter l'inflation à 1 ½ pour cent (hors effet de la hausse de la taxe sur la consommation) en 2020.

Le ratio dette publique/PIB, qui atteint le niveau le plus élevé jamais enregistré dans la zone OCDE, représente un risque grave. Pour garantir la viabilité des finances publiques, il est nécessaire d'engager un programme d'assainissement précis, prévoyant un processus d'augmentation progressive de la taxe sur la consommation qui commencera par le relèvement prévu pour 2019, ainsi que des mesures permettant de maîtriser les dépenses dans un contexte de vieillissement démographique rapide. Étant donné que la population en âge de travailler décline, la mise en œuvre de nouvelles mesures favorables à l'emploi et de réformes structurelles porteuses de gains de productivité est une priorité. La politique monétaire devra rester expansionniste jusqu'à ce que l'objectif de 2 % d'inflation soit atteint.

La consommation privée et l'investissement des entreprises ont été les moteurs de la croissance

L'expansion actuelle, qui a débuté en décembre 2012, est en passe de devenir début 2019 la plus longue phase ascendante que le Japon ait connue depuis la Seconde



1. Ces indices de diffusion montrent le nombre d'entreprises répondant qu'elles ont un nombre excessif de travailleurs après déduction de celles indiquant une pénurie, et au nombre de celles répondant qu'elles ont une capacité excédentaire après déduction de celles déclarant une pénurie. Un chiffre négatif indique donc une pénurie générale de main-d'œuvre et de capacité.

2. Données corrigées des variations saisonnières (moyenne mobile sur trois mois), fondées sur les établissements comptant 30 salariés ou plus.

3. Corrigés de l'indice des prix à la consommation, hors loyers.

Source : Banque du Japon ; et Ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876936>

Japon : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants trillions de YEN	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2011)				
PIB aux prix du marché	532.0	1.0	1.7	0.9	1.0	0.7
Consommation privée	301.2	0.1	1.0	0.4	0.9	-0.1
Consommation publique	105.3	1.3	0.4	0.5	0.6	1.0
Formation brute de capital fixe	126.5	1.1	2.5	1.7	1.5	0.8
Demande intérieure finale	533.0	0.6	1.2	0.7	1.0	0.4
Variation des stocks ¹	1.2	-0.2	-0.1	0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	534.2	0.4	1.2	0.8	1.0	0.4
Exportations de biens et services	93.6	1.7	6.7	2.8	1.4	3.8
Importations de biens et services	95.8	-1.6	3.5	2.6	1.4	2.0
Exportations nettes ¹	- 2.2	0.6	0.6	0.1	0.0	0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.3	-0.2	-0.1	0.3	1.6
Indice des prix à la consommation ²	—	-0.1	0.5	1.0	1.4	1.9
IPC sous-jacent ³	—	0.4	-0.1	0.2	1.2	1.9
Taux de chômage (% de la population active)	—	3.1	2.8	2.4	2.4	2.4
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	2.6	3.0	4.2	4.1	4.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-3.4	-3.7	-3.2	-3.0	-2.6
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	222.3	224.2	226.4	227.9	227.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	3.8	4.0	3.3	2.6	3.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Calculés comme la somme des indices trimestriels corrigés des variations saisonnières pour chaque année.

3. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

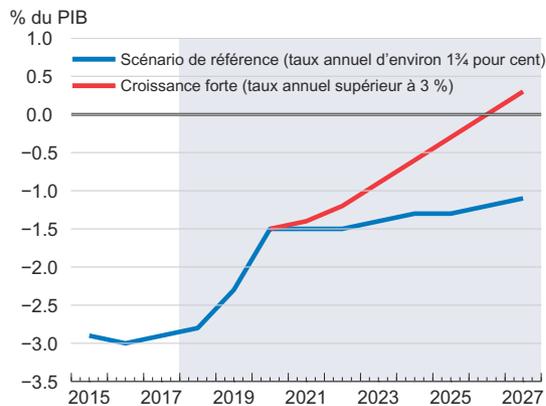
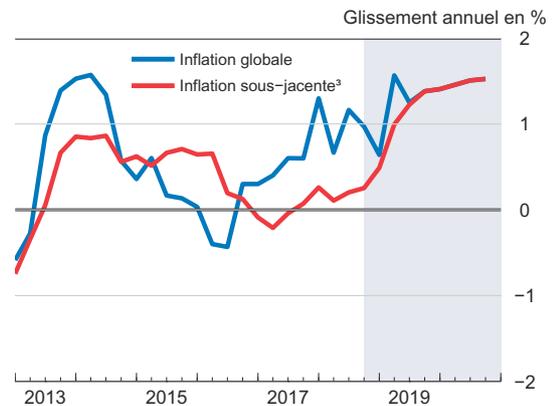
Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877886>

Guerre mondiale. Cependant, ses retombées bénéfiques sur les ménages ont été limitées par l'atonie de la croissance des salaires. Durant cette phase d'expansion, la consommation privée par habitant a progressé à un rythme annuel de seulement 0.6 %, bien inférieur à celui de la production par habitant ressortant à 1.5 %. Quant à l'inflation globale mesurée par l'indice des prix à la consommation, elle s'établit autour de 1 % en 2018.

La croissance a été nourrie par la consommation privée et l'investissement des entreprises. La diminution de plus en plus rapide de la population en âge de travailler accentue les pénuries de main-d'œuvre, en particulier dans le secteur des services. Le taux de chômage atteint 2 ½ pour cent environ, tandis que le ratio entre offres et demandes d'emploi a atteint son plus haut niveau depuis 1974. La progression des salaires a été portée par l'augmentation de 8.6 % des primes d'été dans les grandes entreprises en 2018 et par des incitations fiscales dont a bénéficié la consommation privée. Les pénuries de main-d'œuvre, conjuguées aux pénuries de capacités et au niveau historiquement élevé des bénéfices des entreprises en 2018, dynamisent l'investissement des entreprises. Les exportations ont toutefois fléchi au troisième trimestre de 2018 sur fond de fléchissement de la croissance des échanges internationaux.

Japon

Le déficit budgétaire primaire va probablement continuer à politiques inchangées¹La hausse des prix à la consommation reste inférieure à l'objectif de 2 %²

1. Prévisions gouvernementales en juillet 2018. On suppose que la hausse du taux de la taxe sur la consommation, qui doit passer de 8 % à 10 %, interviendra comme prévu en 2019. Solde primaire de l'administration centrale et des collectivités locales, en pourcentage du PIB pour l'exercice budgétaire.
2. Les données ne tiennent pas compte de l'effet du relèvement de la taxe sur la consommation intervenu en avril 2014, dont le gouvernement estime qu'il a fait augmenter l'inflation de 2 points de pourcentage au cours de l'exercice 2014. Elles excluent également la hausse de la taxe sur la consommation prévue pour octobre 2019, qui aurait pour effet de majorer l'inflation de 1.0 point de pourcentage au quatrième trimestre de 2019 et l'impact de la gratuité des services de garde pour les enfants âgés de trois à cinq ans, qui la minorerait de 0.5 point de pourcentage, selon une estimation de l'OCDE.
3. Mesure de l'OCDE excluant les produits alimentaires et l'énergie.

Source : Bureau du Cabinet ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Banque du Japon.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876955>

La viabilité des finances publiques dépend également de la politique monétaire et des réformes structurelles

La dette brute des administrations publiques du Japon a augmenté pour s'établir à 226 % du PIB. Compte tenu d'un déficit primaire d'environ 3 % du PIB en 2018, la date visée pour dégager un excédent primaire, initialement fixée à l'exercice 2020, a été repoussée à l'exercice 2025. Afin de contrebalancer les effets du relèvement du taux de la taxe sur la consommation, qui doit passer de 8 % à 10 % en octobre 2019, le gouvernement prévoit d'appliquer des mesures exceptionnelles, comme la baisse de la fiscalité sur les automobiles et le logement, durant l'exercice 2019-20. La décision d'utiliser la moitié des recettes supplémentaires pour financer de nouveaux programmes de dépenses atténuera les effets, sur le déficit budgétaire, de la hausse de la taxe sur la consommation. Le Japon a besoin d'un programme précis et concret d'assainissement budgétaire afin de donner confiance dans la viabilité de ses finances publiques en atteignant un excédent primaire et en amenant le ratio d'endettement public sur une trajectoire descendante. Les mesures visant à accroître les recettes devraient s'appuyer au premier chef sur une fiscalité ayant moins d'effets de distorsion, notamment sur la taxe sur la consommation et les taxes environnementales. Le relèvement de la taxe sur la consommation attendu pour 2019 devrait être suivi de nouvelles augmentations progressives rapprochant le taux japonais de la moyenne de l'OCDE, égale à 19 %. S'agissant des dépenses, l'essentiel est de contenir les dépenses sociales, en particulier les dépenses de santé et de dépendance.

Les achats massifs d'obligations d'État par la Banque du Japon, désormais détentrice de 45 % de leur encours total, ont atténué l'impact du niveau élevé de la dette publique. Dans le cadre de sa politique de « contrôle de la courbe des rendements », la banque

centrale maintient le taux de rendement des obligations d'État à dix ans proche de zéro. Elle est résolue à continuer d'accroître la base monétaire jusqu'à ce que la hausse de l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation (hors produits alimentaires frais), s'établisse de manière stable au-dessus de l'objectif de 2 %. D'après les projections, la politique monétaire devrait conserver une orientation accommodante jusqu'à fin 2020.

Face à la diminution et au vieillissement de la population japonaise, il est important de lever les obstacles à l'emploi des personnes âgées en menant une réforme du marché du travail, notamment en supprimant l'âge de départ obligatoire à la retraite, actuellement fixé à 60 ans par la plupart des entreprises. Mettre fin au dualisme du marché du travail permettrait de promouvoir l'emploi féminin et de réduire les écarts de rémunération considérables qui existent entre les hommes et les femmes. Le gouvernement a proposé d'autoriser les étrangers ayant achevé un programme de formation au Japon à rester jusqu'à cinq années supplémentaires pour travailler dans des secteurs confrontés à de sévères pénuries de main-d'œuvre, comme les secteurs de la construction et de la dépendance. Le nouveau plan d'action économique fixe un objectif ambitieux : doubler le taux de croissance de la productivité pour le porter à 2 % d'ici 2020, grâce à une série de mesures parmi lesquelles des réformes de la gouvernance des entreprises, des aides financières à l'investissement dans les technologies de l'information et de la communication pour les petites et moyennes entreprises et des incitations fiscales à revaloriser les salaires et à investir. Le Japon s'emploie à promouvoir la libéralisation des échanges en jouant un rôle de premier plan dans l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTP-11), qui devrait entrer en vigueur en 2019.

La hausse de la taxe sur la consommation n'aura qu'un effet temporaire sur la production.

La croissance de la production devrait demeurer autour de 1 %, niveau conforme au taux potentiel, en 2018-19 avant de revenir à 0.7 % en 2020, du fait de la hausse de la taxe sur la consommation en 2019. Toutefois, l'impact de cette hausse sera temporaire et partiellement compensé par les mesures fiscales déjà programmées. La croissance est fortement tributaire de l'évolution des salaires. L'envolée des primes observée en 2018 est de bon augure, mais pour soutenir la consommation privée, il est important que les salaires de base progressent davantage. Le protectionnisme reste une source de risques, même si dans le cadre du nouveau projet d'accord de libre-échange sur le commerce de marchandises avec les États-Unis, aucune nouvelle restriction commerciale ne pourra être instaurée durant la période de négociation. Le niveau sans précédent de la dette publique du Japon constitue un risque majeur. Toute érosion de la confiance dans la viabilité des finances publiques du pays pourrait déstabiliser le secteur financier et l'économie réelle, avec des retombées négatives de grande ampleur sur l'économie mondiale.

LETTONIE

La croissance est vigoureuse et repose sur une large assise, mais elle devrait se modérer pour s'établir en deçà de 3 ½ pour cent en 2020. La consommation privée sera soutenue par le dynamisme persistant du marché du travail. Après s'être effondré, l'investissement a fortement rebondi en 2017-18, les investisseurs ayant utilisé les fonds structurels de l'UE, mais l'expansion des dépenses d'équipement va revenir à des niveaux plus viables dans les deux prochaines années.

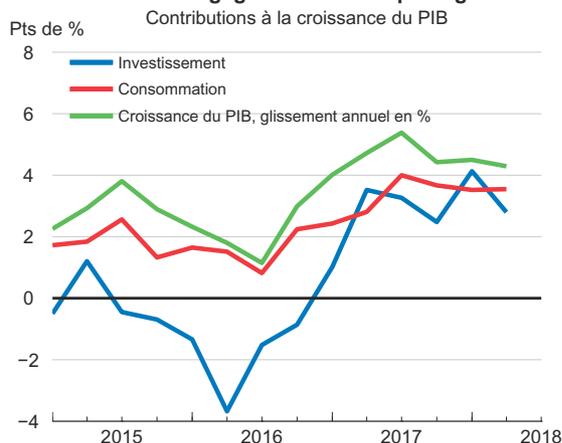
Les répercussions budgétaires des réformes de l'imposition du revenu des personnes physiques et des bénéfices des sociétés survenues en 2018 et 2019 ne sont que partiellement compensées par un relèvement des droits d'accise et par des mesures de maîtrise des dépenses. La politique budgétaire est de ce fait légèrement expansionniste. La hausse des dépenses de santé contribue à améliorer l'accès aux soins, actuellement marqué par des inégalités. Le gouvernement entend améliorer les programmes de reconversion et développer le marché locatif pour renforcer la mobilité des travailleurs, ce qui est judicieux pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre qualifiée et aux problèmes d'inadéquation des compétences.

Les politiques monétaire et budgétaire expansionnistes stimulent la croissance

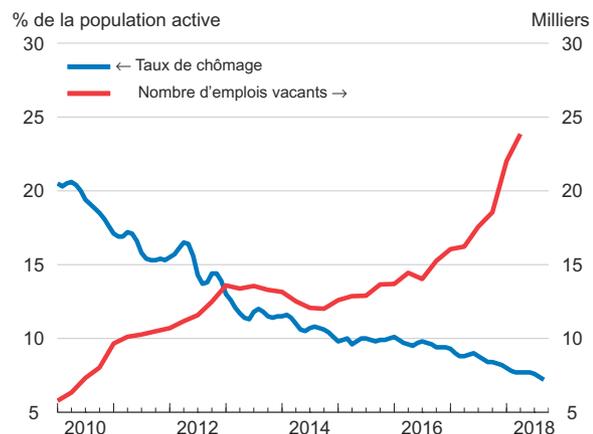
L'activité économique est en forte croissance, sous l'effet de la demande intérieure. Une hausse marquée des revenus d'activité, due à des tensions sur le marché du travail, et une majoration de 13 % du salaire minimum en 2018 alimentent la consommation privée. L'investissement a rapidement progressé, car les investisseurs privés et publics se sont adaptés aux nouvelles règles d'utilisation des fonds structurels de l'UE, faisant grimper le taux de croissance du PIB au-dessus de 4 % en 2017 et 2018. Les exportations sont restées vigoureuses, la progression des salaires demeurant globalement en phase avec les gains de productivité dans le secteur exportateur, et Riga s'est imposée en tant que centre d'externalisation de services aux entreprises et destination touristique.

Lettonie

L'économie est engagée dans une reprise généralisée



Le marché du travail se tend



Source : Bureau central de la statistique de la Lettonie ; Eurostat ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876993>

Lettonie : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	24.3	2.1	4.6	4.7	3.9	3.3
Consommation privée	14.7	1.4	4.1	4.4	3.8	3.6
Consommation publique	4.4	3.9	4.1	3.5	2.8	2.6
Formation brute de capital fixe	5.4	-8.4	13.1	18.6	8.1	4.4
Demande intérieure finale	24.4	-0.3	5.9	7.2	4.6	3.6
Variation des stocks ¹	0.0	2.3	0.4	-2.1	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	24.4	2.1	6.2	4.9	4.3	3.7
Exportations de biens et services	14.7	4.4	6.2	4.7	4.3	4.0
Importations de biens et services	14.8	4.4	8.9	5.0	5.0	4.6
Exportations nettes ¹	-0.1	0.0	-1.5	-0.2	-0.4	-0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.9	3.2	3.4	2.6	3.0
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.1	2.9	2.6	3.0	2.7
IPCH sous-jacent ²	—	1.2	1.7	2.0	2.6	2.7
Taux de chômage (% de la population active)	—	9.7	8.7	7.5	7.2	7.0
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	-5.5	-6.5	-3.5	-2.6	-1.0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.1	-0.6	-0.8	-0.8	-0.6
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	50.3	48.1	47.4	47.1	46.7
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	40.3	40.0	39.3	39.0	38.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.6	0.7	0.4	-0.8	-1.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877924>

Les postes à pourvoir sont toujours plus nombreux et le chômage a rapidement diminué pour s'établir en dessous de 8 %. Néanmoins, si l'on prend également en compte les emplois à temps partiel subi, les travailleurs découragés, et ceux qui sont prêts à travailler mais ne recherchent pas activement un emploi, le taux de chômage élargi demeure supérieur à 14 %. Il est nettement plus élevé dans les régions les plus pauvres, mais faute de logements abordables, les travailleurs ont du mal à déménager pour s'installer à Riga ou dans d'autres lieux où la demande de main-d'œuvre est la plus forte. La faible mobilité des travailleurs contribue aux pénuries de compétences, de même que la poursuite de l'émigration.

Une amélioration des programmes de reconversion et de l'accès au logement atténuerait les pénuries de compétences

Malgré son accélération rapide, la hausse des salaires a produit un effet modéré sur l'inflation sous-jacente, car la productivité a progressé au même rythme que la rémunération du travail dans le secteur manufacturier, et la forte rentabilité des entreprises leur a permis d'absorber l'augmentation de leurs coûts de main-d'œuvre. Le taux de croissance du crédit bancaire aux ménages et aux sociétés non financières reste très bas. De ce fait, il n'y a guère lieu de penser que les faibles taux d'intérêt contribuent

sensiblement à la hausse de la demande et à l'inflation. Sachant que les effets des augmentations du salaire minimum et des droits d'accise se dissiperont après 2018, l'inflation devrait se stabiliser en deçà de 3 %.

L'orientation de la politique budgétaire sera légèrement expansionniste en 2018 et 2019, le gouvernement mettant en œuvre progressivement une réforme de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. La hausse des cotisations sociales permet de financer un accroissement opportun des dépenses de santé. L'adoption d'une politique budgétaire légèrement plus restrictive en 2020 devrait favoriser un ralentissement de la croissance du PIB et de l'inflation.

Grâce à la diminution des prélèvements sur les bas salaires, les travailleurs devraient être davantage incités à accepter un emploi sur le marché du travail formel, ce qui aura des effets positifs sur la sécurité de l'emploi, le développement des compétences et les recettes fiscales. Le gouvernement doit absolument poursuivre ses efforts d'amélioration du recouvrement de l'impôt, afin de financer des dépenses de santé accrues et un meilleur accès au logement, à l'éducation et à la formation. Développer le marché du logement locatif et renforcer les programmes de formation des adultes et de reconversion, comme prévu, améliorerait l'inclusivité et le bien-être. Cela devrait aussi contribuer à amener un plus grand nombre de travailleurs sur le marché de l'emploi et à remédier aux pénuries de main-d'œuvre qualifiée et aux problèmes d'inadéquation des compétences.

La croissance devrait se modérer

La croissance du PIB devrait ralentir pour s'établir à un taux proche de 3 % en 2020. La progression de l'investissement devrait être plus modérée après la hausse prononcée enregistrée en 2017-18 et les exportations augmenteront moins vite, à l'image du commerce mondial. Les risques à la baisse tiennent notamment à l'éventualité que le Royaume-Uni quitte l'Union européenne (UE) sans accord et à une montée des tensions commerciales mondiales. L'une et l'autre pèseraient sur les exportations et sur l'investissement de la Lettonie. Si le développement du marché locatif et l'amélioration des dispositifs de formation se concrétisaient plus rapidement que prévu, la croissance de l'emploi et de l'activité économique pourrait être plus forte pendant plus longtemps.

LITUANIE

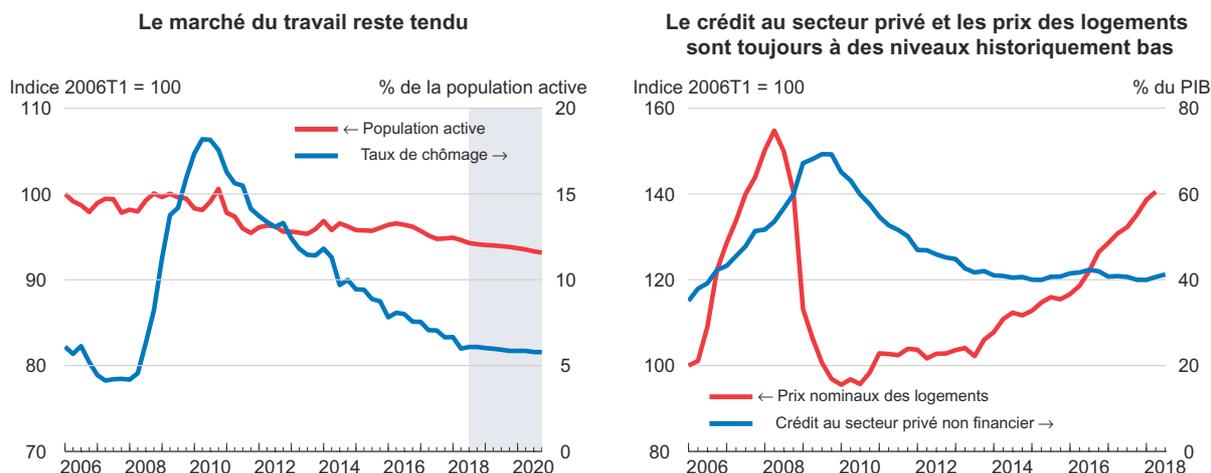
La croissance du PIB devrait ralentir progressivement, à mesure que la dynamique de la demande extérieure s'essoufflera et que les contraintes qui pèsent sur l'offre de main-d'œuvre se feront sentir. L'investissement restera solide, bien qu'inférieur au niveau actuel, à la faveur d'un haut degré d'utilisation des capacités et de la mise en place de projets cofinancés avec des fonds de l'Union européenne (UE). La forte progression des salaires, en particulier dans le secteur des services, soutiendra la consommation, mais pèsera également sur l'inflation. L'économie informelle contribue aux inégalités.

Après une orientation légèrement expansionniste en 2018 due à un arsenal de réformes structurelles, la politique budgétaire deviendra globalement neutre en 2019-20. L'utilisation de la marge de manœuvre budgétaire pour introduire des mesures de nature à doper la productivité et à réduire les inégalités et la pauvreté est une bonne chose. La simplification des procédures d'insolvabilité renforcerait la dynamique des entreprises. Adapter davantage les compétences aux besoins du marché du travail et assurer des programmes d'activation plus efficaces pour les demandeurs d'emploi permettraient de rendre le marché du travail plus inclusif, et donc d'améliorer le bien-être.

La demande intérieure dope la croissance

L'activité économique est restée soutenue. L'investissement a continué de progresser avec vigueur grâce à une augmentation des dépenses des entreprises et à une accélération de la mise en place de projets cofinancés avec des fonds de l'UE. La hausse rapide des salaires sur un marché du travail tendu et l'expansion, dans de saines conditions, du crédit soutiennent la consommation privée. Cela étant, la croissance des exportations a ralenti, la demande extérieure ayant fléchi, de mauvaises récoltes ayant affecté les exportations, et les importations massives russes, destinées à la reconstitution des stocks, ayant marqué un coup d'arrêt. Toute progression des salaires réels au-delà des gains de productivité, bien que réduisant les inégalités, risquerait de peser sur les résultats à l'exportation. En

Lituanie



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Banque centrale européenne.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933877012>

Lituanie : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	37.4	2.4	4.1	3.4	2.9	2.6
Consommation privée	23.5	5.0	3.3	4.3	4.1	3.6
Consommation publique	6.4	-0.1	-0.4	0.4	0.7	0.6
Formation brute de capital fixe	7.3	0.3	6.8	8.3	5.6	4.7
Demande intérieure finale	37.2	3.2	3.4	4.4	3.8	3.3
Variation des stocks ¹	0.4	-1.0	-0.6	-1.4	-0.4	0.0
Demande intérieure totale	37.6	2.1	2.9	3.1	3.5	3.3
Exportations de biens et services	28.4	4.0	13.6	5.0	4.3	3.2
Importations de biens et services	28.6	3.8	12.0	4.7	4.9	4.1
Exportations nettes ¹	-0.2	0.1	1.3	0.4	-0.5	-0.7
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	1.4	4.3	2.6	2.5	2.5
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	0.7	3.7	2.6	2.5	2.5
IPCH sous-jacent ²	–	1.7	2.6	2.0	2.3	2.5
Taux de chômage (% de la population active)	–	7.9	7.1	6.2	5.9	5.8
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	-3.6	-5.2	-5.0	-4.8	-4.7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	0.3	0.5	0.5	0.3	0.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	51.6	47.8	43.1	41.9	40.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	39.9	39.4	34.6	33.4	32.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	-1.3	1.1	0.6	-0.5	-0.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877943>

glissement annuel, l'inflation a ralenti, car les effets du relèvement, l'année dernière, de certains droits d'accise se sont dissipés, mais la fermeté de la demande intérieure et la hausse des salaires continuent de peser sur les prix des services.

Favoriser une croissance inclusive demeure une priorité essentielle

La politique monétaire de la zone euro reste accommodante et le crédit au secteur privé augmente. Le niveau relativement faible du loyer de l'argent et la progression des revenus alimentent l'activité sur le marché du logement et entretiennent une forte montée des prix dans ce secteur, même si de fortes différences persistent entre les régions. L'endettement du secteur privé et le prix des logements restant modérés au regard de leur évolution passée, les risques pour la stabilité financière semblent contenus. Les autorités doivent néanmoins continuer de recourir par anticipation à des mesures macroprudentielles, afin d'empêcher l'apparition de déséquilibres.

La politique budgétaire a été légèrement expansionniste en 2018, ce qui était approprié malgré la vigueur de la croissance, car elle a permis de financer d'importantes réformes structurelles visant à réduire les inégalités et la pauvreté et à gagner en productivité. La politique budgétaire devrait être globalement neutre en 2019-20. Les

dépenses sociales supplémentaires, destinées à aider les plus vulnérables, seront en partie compensées par une augmentation des recettes résultant d'une amélioration de l'administration fiscale et d'une hausse de certains prélèvements.

L'accroissement de la productivité et de l'inclusivité dépendra de nouvelles améliorations dans les résultats scolaires, grâce à des mesures de nature à relever la qualité de l'enseignement et à mieux faire concorder les études dans l'enseignement professionnel et le supérieur avec les besoins du marché du travail. Les perspectives d'emploi pourront aussi être améliorées grâce à des programmes actifs du marché du travail plus efficaces et à des mesures bien pensées d'apprentissage tout au long de la vie, et grâce à la réduction des prélèvements fiscaux sur le travail des moins qualifiés. Pour aider les entreprises à gagner en productivité, il faudrait simplifier les procédures d'insolvabilité, élargir l'éventail des solutions de financement offertes aux plus petites entreprises et prendre des mesures pour promouvoir la collaboration sur les projets d'innovation entre le monde de l'entreprise et celui de la recherche.

L'activité économique va modérer l'allure progressivement

La croissance de la production devrait revenir à quelque 2 ¾ pour cent en 2019-20. Le ralentissement de la demande extérieure continuera de peser sur les exportations. La demande intérieure cédera également du terrain, puisque la progression de la consommation sera freinée par une main-d'œuvre en repli et que l'investissement marquera le pas, les flux de fonds de l'UE revenant à la normale. En revanche, les entreprises devraient accroître leurs investissements dans l'automatisation afin d'atténuer les contraintes pesant sur l'offre. Le taux de chômage devrait chuter aux alentours de 6 % en 2019-20 et, la progression des salaires restant soutenue, l'inflation sous-jacente devrait rester orientée à la hausse. Une croissance plus faible que prévu dans la zone euro pourrait assombrir les perspectives de croissance, tandis que les envois de fonds de la population émigrée pourraient diminuer du fait du Brexit. Une hausse plus rapide que prévu des coûts unitaires de main-d'œuvre pourrait être préjudiciable à la compétitivité. À l'inverse, l'introduction de réformes destinées à accroître la productivité pourrait améliorer les perspectives.

LUXEMBOURG

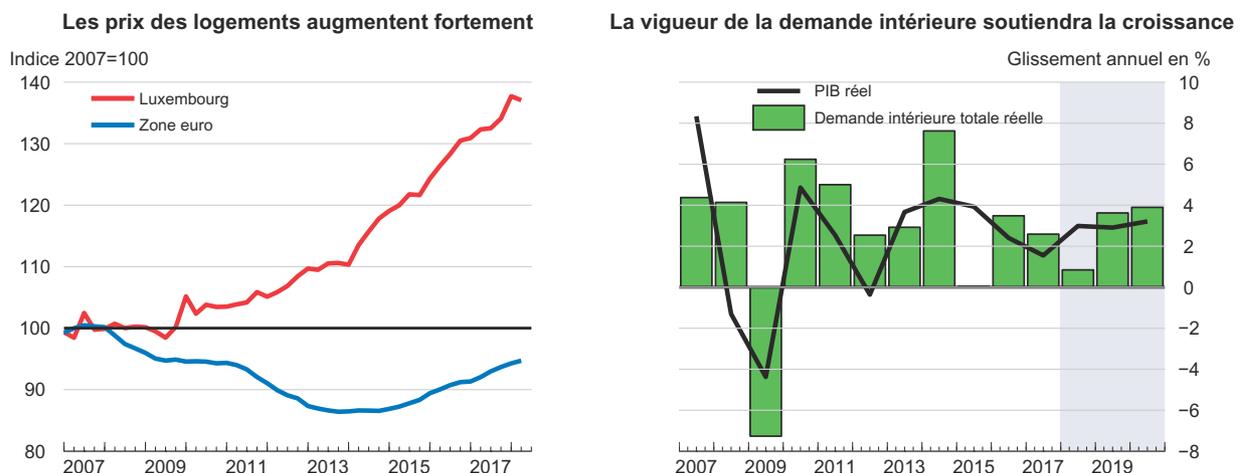
La croissance est robuste et devrait le rester en 2019 et 2020. La demande intérieure soutiendra l'activité économique, la consommation privée étant stimulée par un marché du travail vigoureux et par les effets durables de la réforme fiscale. La dynamique de croissance dans la zone euro alimentera la vigueur des exportations de services financiers et non financiers. Si les emplois qui continuent de se créer bénéficieront au premier chef aux travailleurs frontaliers, ils contribueront également à faire baisser le taux de chômage qui s'établira à un peu plus de 5 %.

La politique budgétaire est saine et pourrait être mise à profit pour promouvoir la croissance verte grâce à une majoration de la fiscalité des carburants utilisés dans les transports. De par sa dépendance à l'égard de son secteur financier, le Luxembourg est exposé à un risque accru de volatilité financière qui se transmet par les fonds d'investissement internationaux, ce qui légitime une surveillance continue de ces institutions et la poursuite de la diversification de l'économie. La question des contraintes pesant sur l'offre de logements doit être abordée car les prix des logements continuent de grimper et les ménages sont fortement endettés.

La résilience de la demande intérieure soutient la croissance

La consommation des ménages, robuste, continue de soutenir la croissance économique. Les exportations de services financiers compensent les déficits d'exportations de biens et de services non financiers. Le reflux du chômage, le taux élevé d'emplois vacants et les contraintes de capacités, en termes de main-d'œuvre qualifiée et de décalage persistant entre l'offre et la demande de compétences, sont autant de signes indicateurs de tensions sur le marché du travail. La position de plate-forme financière mondiale qu'occupe le Luxembourg aboutit à ce que des volumes d'actifs toujours plus gros soient gérés par des fonds d'investissement en quête de rendement et d'effets positifs sur leur valorisation. La contribution à la croissance du secteur financier devrait être

Luxembourg



Source : Base de données des prix du logement de l'OCDE ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933877031>

Luxembourg : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	51.6	2.4	1.6	3.0	2.9	3.2
Consommation privée	15.9	1.7	3.0	3.8	3.5	3.9
Consommation publique	8.7	2.6	3.4	3.3	3.3	3.2
Formation brute de capital fixe	9.4	10.0	4.1	-6.4	5.1	4.7
Demande intérieure finale	33.9	4.2	3.4	0.8	3.8	3.9
Variation des stocks ¹	0.5	-0.4	-0.5	0.1	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	34.4	3.5	2.6	0.8	3.6	3.9
Exportations de biens et services	115.9	3.8	-1.9	5.9	4.4	4.5
Importations de biens et services	98.7	4.5	-2.2	5.7	4.7	4.9
Exportations nettes ¹	17.2	0.1	-0.1	2.3	0.9	0.6
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	1.0	2.1	2.7	1.7	2.1
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	0.0	2.1	2.0	2.1	2.1
IPCH sous-jacent ²	–	1.0	1.4	0.8	1.5	2.1
Taux de chômage (% de la population active)	–	6.3	5.9	5.5	5.2	5.0
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	14.9	14.9	14.4	14.0	13.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	1.6	1.4	1.8	1.9	2.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	27.3	28.9	29.9	30.2	30.6
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	20.7	23.0	24.0	24.3	24.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	5.1	4.9	5.2	4.1	4.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877962>

positive pour 2018, mais les risques doivent être étroitement surveillés, sur fond de durcissement des conditions financières et de perturbations possibles résultant de l'émergence de technologies financières non conventionnelles comme les services bancaires mobiles, les plates-formes de financement participatif par prêt et les crypto-monnaies.

Des réformes structurelles devraient promouvoir la croissance verte et améliorer l'offre de logements

À un niveau de 24 % du PIB, la dette publique brute est parmi les plus faibles de l'OCDE. En effet, la position financière nette des administrations publiques est créditrice étant donné l'ampleur des actifs détenus par l'administration de la sécurité sociale. Le solde budgétaire des administrations publiques est excédentaire et devrait le rester à court terme, malgré la contraction des rentrées fiscales liée aux baisses du barème d'imposition des sociétés et à un moins-perçu sur les recettes de la TVA du commerce en ligne en 2019. La politique budgétaire peut favoriser la croissance verte grâce à une majoration des taxes et des droits d'accise sur les carburants, éventuellement associée à l'introduction de péages de décongestion dans Luxembourg-Ville. La contre-incitation à travailler inhérente au système de prélèvements et de prestations, qui constitue un obstacle à une nouvelle

baisse du chômage et à la lutte contre les pièges de l'inactivité, figure parmi les autres défis structurels auxquels la politique budgétaire doit apporter des réponses. Enfin, à long terme, le vieillissement de la population et l'afflux continu de résidents risquent de mettre le système de retraite, actuellement excédentaire, sous tension.

Les contraintes qui pèsent sur l'offre dans le secteur du logement ont abouti à une hausse des prix de l'immobilier et partant, à une rétractation du parc de logements abordables. L'immigration a fait gonfler la demande. Toutefois, l'offre reste bridée parce qu'on ne construit pas assez dans le secteur de l'immobilier d'habitation. L'adoption de mesures, comme la limitation de la durée de validité des permis de construire, et l'application d'une fiscalité plus lourde aux terrains constructibles non utilisés, devrait aider à résoudre les difficultés rencontrées pour trouver des terrains à bâtir en incitant davantage les propriétaires et les promoteurs à utiliser le foncier disponible pour construire des logements.

La croissance devrait rester robuste

La croissance devrait rester sur sa lancée à la faveur d'une demande intérieure et extérieure résiliente, et s'établir à 2.9 % en 2019 et 3.2 % en 2020. Les baisses d'impôt sur le revenu des personnes physiques et sur les bénéfices des sociétés continueront de stimuler la demande intérieure au cours des deux prochaines années. Les tensions qui pourraient peser sur les échanges mondiaux et la recrudescence de facteurs d'instabilité financière constituent les principaux risques de divergence à la baisse par rapport aux prévisions à moyen terme et pourraient brider la demande extérieure. En revanche, certaines sociétés de services financiers ont annoncé leur intention de réimplanter certaines de leurs activités au Luxembourg après le Brexit, ce qui pourrait être le signe d'une attractivité encore plus grande du secteur financier luxembourgeois, à la réputation établie de longue date.

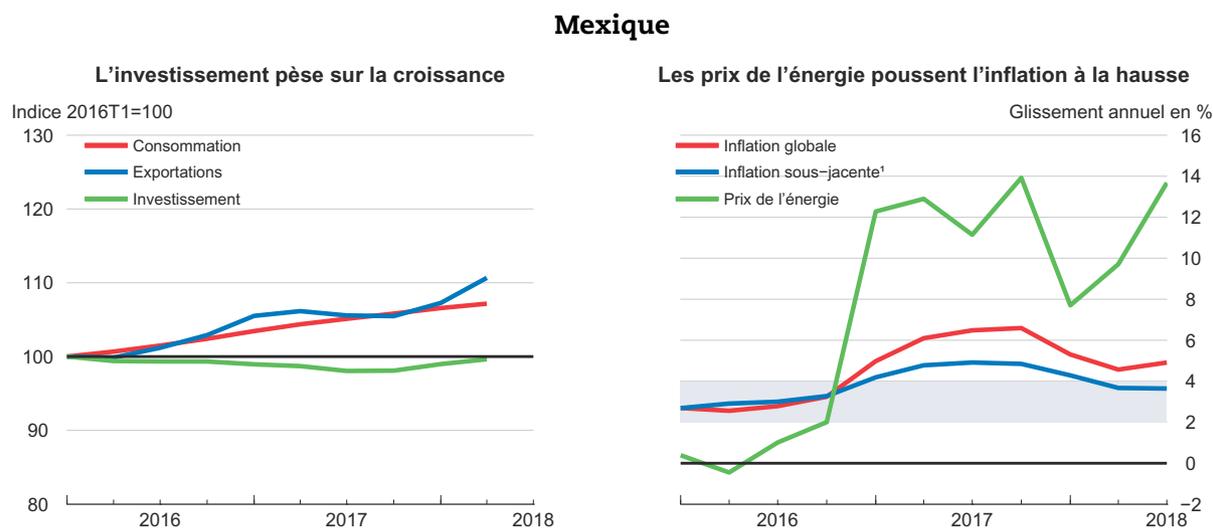
MEXIQUE

La croissance devrait monter progressivement pour atteindre 2 ¾ pour cent en 2020. Le faible niveau du chômage, l'ampleur des envois de fonds des travailleurs émigrés et le redressement des salaires réels soutiendront la consommation des ménages. L'investissement, dont la faiblesse est persistante, se renforcera à la faveur du programme d'investissement public annoncé et du regain de confiance suscité par la signature de l'accord commercial entre les États-Unis, le Mexique et le Canada. Les exportations vont marquer le pas, du fait de conditions mondiales moins favorables, en particulier aux États-Unis. L'inflation a été tirée à la hausse par l'augmentation des prix de l'énergie, mais les anticipations et l'inflation sous-jacente restent ancrées et demeurent dans la fourchette cible fixée par la banque centrale. L'économie informelle cède lentement du terrain, mais demeure importante et contribue à la persistance de fortes inégalités et à une faible productivité.

La politique monétaire devrait légèrement s'assouplir sur fond de modération progressive de l'inflation. Les risques d'inflation sont considérables, du fait des prix de l'énergie et de nouvelles pressions à la baisse sur le cours du peso. Les anticipations d'inflation demeurent bien ancrées. Les autorités seraient contraintes de relever leurs taux d'intérêt si ces risques devaient se matérialiser par de plus fortes tensions inflationnistes. Il est important de maintenir la discipline budgétaire pour que le ratio dette publique/PIB reste orienté à la baisse. Toutefois, l'ampleur des besoins sociaux pourrait nécessiter de mieux cibler les dépenses et d'améliorer le taux de recouvrement de l'impôt, actuellement faible. L'élargissement de l'assiette d'imposition et la modification de la structure fiscale pourraient aussi aider à lutter contre l'économie informelle.

La consommation intérieure et la vigueur des exportations tirent la croissance

L'économie a continué de tirer profit d'une forte demande extérieure, en particulier aux États-Unis. Le faible niveau du chômage et la régularisation d'un plus grand nombre



1. L'inflation sous-jacente exclut l'énergie, les produits agricoles et les prix administrés.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Banque centrale du Mexique.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933877050>

Mexique : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de MXN	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2013)				
PIB aux prix du marché	18 562.5	2.6	2.3	2.2	2.5	2.8
Consommation privée	12 167.2	3.5	3.3	2.6	2.2	2.5
Consommation publique	2 287.9	2.3	0.1	2.3	1.2	1.2
Formation brute de capital fixe	4 179.1	1.1	-1.5	2.7	2.3	3.3
Demande intérieure finale	18 634.2	2.8	1.8	2.6	2.1	2.6
Variation des stocks ¹	309.0	0.1	-0.1	-0.1	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	18 943.2	2.8	1.7	2.4	1.9	2.5
Exportations de biens et services	6 410.1	3.5	3.9	7.6	6.0	5.3
Importations de biens et services	6 790.7	2.4	7.0	5.9	3.9	4.5
Exportations nettes ¹	- 380.6	0.3	-1.3	0.5	0.8	0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	5.5	6.0	5.7	5.6	4.6
Indice des prix à la consommation	—	2.8	6.0	4.9	4.2	3.4
IPC sous-jacent ²	—	3.0	4.7	3.8	3.6	3.4
Taux de chômage ³ (% de la population active)	—	3.9	3.4	3.3	3.3	3.2
Besoin de financement du secteur public ⁴	—	-0.5	-1.1	-2.5	-2.4	-2.4
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.2	-1.7	-2.0	-2.1	-2.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indices de prix à la consommation à l'exclusion des produits volatils : agriculture, énergie et tarifications approuvées par les différents niveaux gouvernementaux.

3. Données établies sur la base de l'enquête nationale sur l'emploi.

4. Administration centrale et entreprises publiques. En 2016 et 2017, le besoin de financement du secteur public inclut l'excédent brut d'exploitation de la banque centrale.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877981>

d'emplois informels, en particulier dans le secteur tertiaire en expansion, ainsi que l'ampleur des envois de fonds de la population émigrée et le redressement des salaires réels, soutiennent la consommation des ménages. L'investissement est resté modéré, en raison des efforts d'assainissement budgétaire et des incertitudes qui persistent quant à l'évolution future de l'action publique et des accords commerciaux. Le recul de la production de pétrole continue de peser sur la croissance. Le processus de désinflation amorcé au début de 2018 s'est provisoirement inversé du fait de la hausse continue des prix de l'énergie. Toutefois, les anticipations d'inflation et l'inflation sous-jacente restent stables et dans la fourchette-cible de la banque centrale (2-4 %).

L'amélioration de la croissance et du bien-être requiert de nouvelles mesures

Un solide cadre macroéconomique est le fondement d'une croissance stable et de la résilience aux chocs extérieurs et intérieurs. L'orientation restrictive de la politique monétaire est appropriée au vu de la persistance des poussées inflationnistes. Toutefois, en l'absence de nouveaux chocs, l'inflation devrait ralentir progressivement et les autorités monétaires devraient disposer d'une marge de manœuvre pour soutenir l'expansion du crédit et de l'investissement.

Les engagements pris au titre de la politique budgétaire pour faire baisser le ratio dette publique/PIB sont en bonne voie. Néanmoins, cet ajustement est opéré en limitant

l'investissement public et les dépenses sociales, ce qui freine la croissance à plus long terme et creuse les inégalités. Par conséquent, les projets annoncés, visant à accroître l'investissement dans les infrastructures et à renforcer les programmes sociaux, sont une bonne chose, à condition qu'ils puissent être mis en œuvre tout en maintenant la discipline budgétaire. Parvenir à une meilleure qualité de la dépense publique, en regroupant les programmes sociaux et en défragmentant les systèmes de santé, permettrait de gagner en efficacité dans la prestation des services. Améliorer le taux de recouvrement de l'impôt, en luttant contre la fraude fiscale, en supprimant certaines exonérations et en recourant davantage à la fiscalité immobilière et environnementale, permettrait d'accroître l'équité et de dégager des ressources pour les dépenses prioritaires.

Le rythme modéré de la croissance n'a pas permis de faire baisser sensiblement les taux de pauvreté et de réduire l'activité informelle. Le gouvernement a adopté un ambitieux programme de réformes structurelles, destinées à stimuler l'investissement et la productivité et à aller plus loin encore dans la régularisation des emplois informels. Il est fondamental d'accélérer la mise en place des réformes, dans tout le pays, dans des domaines clés de l'action publique, dans celui de la justice, par exemple, pour améliorer l'environnement des entreprises. Le maintien d'un environnement porteur pour les entreprises est indispensable pour que les réformes menées se traduisent par une accélération de l'investissement et du taux de croissance. Continuer d'accroître la présence des femmes sur le marché du travail, élargir l'accès à un enseignement de qualité et faire reculer l'économie informelle sont des conditions essentielles pour stimuler la croissance et le bien-être.

La croissance devrait s'affermir puisque les risques ont diminué, mais des difficultés persistent

La croissance devrait monter progressivement au cours des deux prochaines années. Les augmentations attendues du niveau des salaires réels, la faiblesse du chômage et l'ampleur des envois de fonds de la population émigrée soutiendront la consommation intérieure. Une fois ratifié, l'accord commercial entre les États-Unis, le Mexique et le Canada ouvrira la voie à des projets d'investissement du secteur privé, jusqu'à présent différés. Le programme d'investissement public annoncé par le nouveau gouvernement va aussi permettre de consolider la croissance. Le ralentissement attendu de l'économie américaine en 2020, toutefois, bridera les exportations. Les perspectives pourraient évoluer si une exacerbation plus générale des tensions commerciales empêchait la réalisation des investissements différés et limitait les exportations. Un durcissement plus rapide que prévu des conditions sur les marchés financiers mondiaux pourrait provoquer des sorties de capitaux et une dépréciation du taux de change, qui pourraient inciter la banque centrale à relever ses taux d'intérêt pour contenir l'inflation. En revanche, la mise en œuvre accélérée des projets d'investissement dans le secteur pétrolier, qui doperait les exportations, améliorerait les termes de l'échange et réduirait le déficit commercial énergétique, constitue un risque de divergence à la hausse par rapport aux prévisions.

NORVÈGE

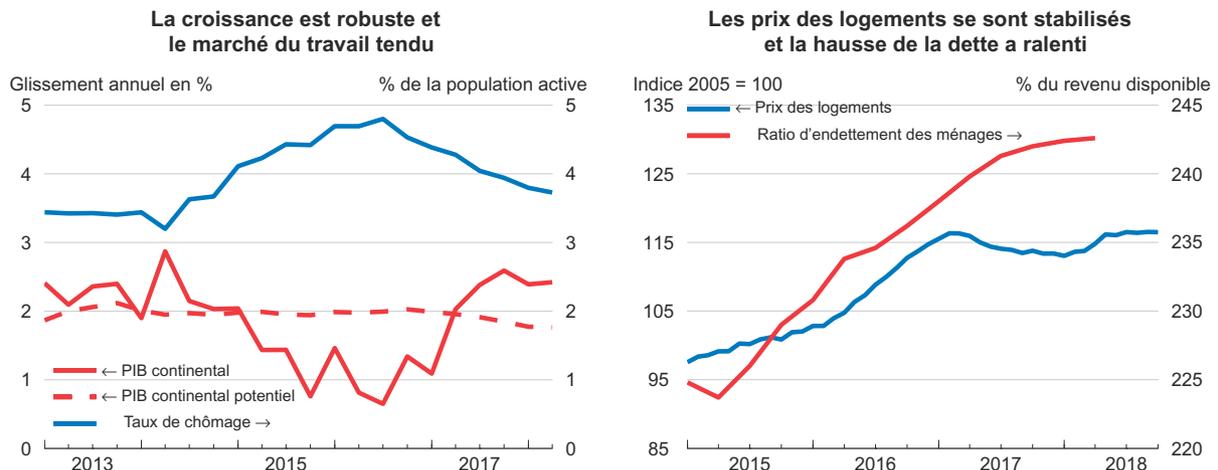
La croissance de la production continentale prendra une allure plus modérée au cours des deux prochaines années, dans la mesure où le coup de fouet donné par les récentes augmentations des prix du pétrole s'atténuera, les tensions sur les capacités globales se renforceront et le chômage poursuivra son recul. La construction de logements restera en demi-teinte. Les prix à la consommation et les salaires augmenteront progressivement.

L'orientation neutre de la politique budgétaire, dictée par la règle budgétaire et proposée dans le budget 2019, est appropriée étant donné que la croissance de la production est solide, bien qu'en perte de vitesse. La banque centrale annonce un nouveau relèvement de son taux directeur en mars 2019, ce qui est judicieux pour contenir les tensions inflationnistes. Les réformes structurelles devraient continuer de viser en priorité l'amélioration de l'environnement des entreprises, tout en maintenant de bons résultats sur le plan social, dont un allègement de la fiscalité financé grâce à une meilleure efficacité de la dépense publique. Il sera important de mettre à exécution les mesures proposées pour satisfaire aux engagements pris au regard du changement climatique.

La croissance de la production est solide

La croissance de la production continentale (c'est-à-dire abstraction faite de la production de pétrole et de gaz) a été portée par les dernières augmentations des prix du pétrole, via le redressement progressif de l'investissement et des revenus qui les a accompagnées. La progression de l'emploi reste vigoureuse, le taux de chômage continue de reculer et les salaires demeurent orientés à la hausse. Une flambée du prix de l'électricité pendant l'été, due au fait que les faibles chutes de pluie ont réduit la production hydroélectrique, a fait grimper l'indice des prix à la consommation, mais l'inflation sous-jacente reste faible. La construction de logements a continué de se contracter, sous l'effet d'une détente sur le marché du logement. Le rebond du prix des

Norvège



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; Statistics Norway ; et Real Estate Norway (Eiendom Norge).
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877107>

Norvège : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de NOK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2016)				
PIB continental aux prix du marché¹	2 621.0	1.1	2.0	2.3	2.2	2.0
PIB total aux prix du marché	3 118.1	1.2	2.0	1.6	1.9	2.3
Consommation privée	1 353.7	1.3	2.2	2.0	2.3	1.9
Consommation publique	729.3	2.1	2.5	1.9	1.8	2.0
Formation brute de capital fixe	741.4	5.2	3.6	-0.3	2.7	2.5
Demande intérieure finale	2 824.4	2.5	2.6	1.4	2.3	2.1
Variation des stocks ²	118.3	-0.5	0.1	0.6	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	2 942.7	2.0	2.6	1.9	1.9	2.0
Exportations de biens et services	1 176.1	1.1	-0.2	0.3	2.5	3.9
Importations de biens et services	1 000.7	3.3	1.6	1.4	2.5	3.3
Exportations nettes ²	175.4	-0.7	-0.6	-0.4	0.1	0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-1.1	3.9	5.9	3.3	2.2
Indice des prix à la consommation	—	3.6	1.9	2.7	2.3	2.1
IPC sous-jacent ³	—	3.3	1.7	1.1	1.8	2.1
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.7	4.2	3.7	3.5	3.3
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	7.3	7.0	7.3	6.8	6.5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	4.0	5.1	5.3	5.4	5.5
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	42.5	43.0	59.1	62.9	75.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	4.0	5.6	9.0	10.0	10.4

1. PIB non compris le pétrole et la marine marchande.

2. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

3. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878038>

logements semble avoir pris fin, le stock de maisons invendues est important et les délais de vente des biens immobiliers s'allongent.

Les politiques budgétaire et monétaire sont de moins en moins expansionnistes

Les propositions budgétaires du gouvernement pour 2019 impliquent de maintenir une orientation neutre de la politique budgétaire, ce dont il faut se féliciter, qui s'explique par la croissance solide de la production et la règle budgétaire, laquelle impose que le déficit structurel dans le temps soit égal à 3 % de la valeur du fonds pétrolier (Fonds SPU, Fonds public pour les retraites–Composante étrangère). Compte tenu de la vigueur de la croissance, la banque centrale (Norges Bank) a relevé son taux directeur pour le porter de 0.5 % à 0.75 % en septembre, et ses prévisions en la matière indiquent un relèvement progressif jusqu'à 2 % d'ici la fin de 2021.

Les mesures fiscales occupent une place importante dans le budget et incluent un nouvel abaissement du taux forfaitaire d'imposition des « revenus ordinaires », qui s'applique aux ménages comme aux entreprises. Les dépenses supplémentaires inscrites au budget comprennent des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment en renforçant le soutien au transport ferroviaire et en apportant des

cofinancements supplémentaires aux investissements dans les technologies de réduction des émissions. Le maintien de la neutralité budgétaire, tout en satisfaisant à ces baisses d'impôt et à l'augmentation des dépenses, souligne combien il est important d'optimiser la dépense publique en Norvège, un point souligné dans les *Études économiques* de l'OCDE.

La baisse tendancielle du taux d'activité place les questions de compétences et d'offre de main-d'œuvre au premier plan. Une réforme des retraites du secteur public a été approuvée en 2018 pour limiter les incitations à partir en retraite anticipée. Les propositions budgétaires de 2019 prévoient des mesures destinées à favoriser l'activité notamment des immigrés hors EEE, des personnes présentant un handicap et de celles souffrant d'addictions. La priorité continue d'aller au renforcement du système éducatif, y compris de l'enseignement professionnel, ce qui est également une bonne chose.

La croissance de la production va marquer le pas

La croissance de la production continentale va modérer son allure au cours des deux prochaines années. Cette évolution s'explique par la dissipation de l'effet stimulant des dernières hausses des prix du pétrole sur les revenus et l'activité, par la faiblesse de la construction de logements et par les tensions pesant de plus en plus sur les capacités dans l'ensemble de l'économie, du fait notamment d'un ralentissement dans le taux de progression de la population d'âge actif. Quoi qu'il en soit, la réduction des capacités inutilisées, dont la diminution du taux de chômage est un signe, va entraîner progressivement une hausse des prix à la consommation et des salaires. L'un des risques essentiels serait que la détente sur le marché du logement puisse s'accroître, entraînant de lourdes conséquences pour l'économie. Parallèlement, il existe un risque à la hausse portant sur l'activité d'investissement, dans la mesure où les indicateurs de confiance en matière d'investissement sont élevés et où les investissements liés au pétrole pourraient augmenter plus rapidement que prévu.

NOUVELLE-ZÉLANDE

La croissance économique devrait refluer lentement à 2.6 % d'ici à 2020, principalement en raison du ralentissement de la consommation privée, tandis que l'effet stimulant de l'augmentation de l'aide financière accordée aux familles se dissipera, que le solde migratoire diminuera et que les gains de patrimoine résidentiel s'estomperont. La croissance des exportations devrait aussi fléchir une fois que le rebond actuel, qui a fait suite à une période de sécheresse, aura pris fin. L'inflation devrait se hisser légèrement au-dessus de 2 % en 2019 et 2020, sous l'effet d'une augmentation des prix des importations et des salaires néo-zélandais.

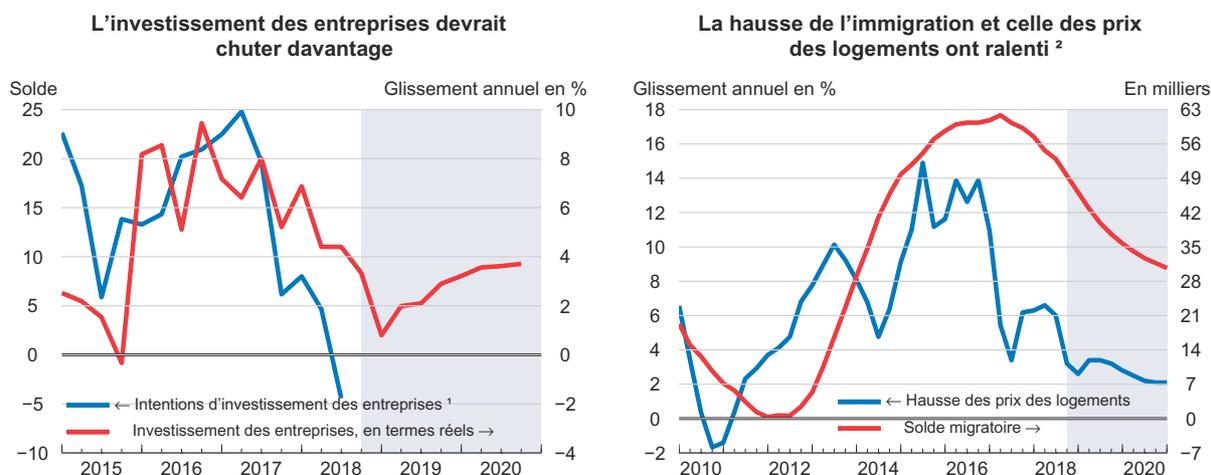
La politique monétaire devrait se durcir progressivement à partir de la fin de 2019. La politique budgétaire devrait aussi se resserrer quelque peu, ce qui est approprié à ce stade avancé du cycle économique. Un meilleur ciblage de certaines initiatives récentes des pouvoirs publics favoriserait la concrétisation des objectifs sociaux.

La croissance économique reste solide

La croissance économique a été solide au cours de l'année écoulée, soutenue au deuxième trimestre par un rebond des exportations de produits agricoles et connexes, après la sécheresse qui a frappé certaines régions du pays à la fin de 2017. L'investissement des entreprises a bien résisté, alors que leur confiance est tombée à son plus bas niveau depuis 2009, mais il a commencé à donner des signes de faiblesse. La dégradation de la confiance des entreprises témoigne de leurs inquiétudes quant à la politique du gouvernement, au coût et à la disponibilité de la main-d'œuvre, et à l'étroitesse de leurs marges bénéficiaires.

Le marché du travail est tendu, le chômage s'établissant à son plus bas niveau depuis dix ans. La hausse des salaires est néanmoins modérée. L'inflation s'est hissée juste en

Nouvelle-Zélande



1. Pourcentage d'entreprises prévoyant d'accroître leur investissement en immobilisations corporelles d'ici un an moins pourcentage d'entreprises prévoyant une baisse.

2. Projections de la Banque de réserve de Nouvelle-Zélande. Les données du solde migratoire concernent la population d'âge actif.

Source : ANZ Bank, *Business Outlook Survey* ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Banque de réserve de Nouvelle-Zélande (2018), *Monetary Policy Statement*, novembre.

Nouvelle-Zélande : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de NZD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2009/2010)				
PIB aux prix du marché	251.4	4.1	2.7	2.9	2.8	2.6
Consommation privée	144.8	4.8	4.4	2.9	2.9	2.4
Consommation publique	46.5	1.6	4.5	4.2	2.2	1.7
Formation brute de capital fixe	57.5	6.4	3.4	3.8	2.8	3.8
Demande intérieure finale	248.7	4.6	4.2	3.4	2.7	2.6
Variation des stocks ¹	0.6	0.0	-0.1	0.5	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	249.4	4.6	4.1	3.9	2.6	2.6
Exportations de biens et services	70.3	2.1	1.8	4.2	4.2	3.3
Importations de biens et services	68.3	3.4	7.0	7.4	3.4	3.2
Exportations nettes ¹	2.0	-0.3	-1.3	-0.8	0.2	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.8	3.4	1.1	2.0	2.1
Indice des prix à la consommation	—	0.6	1.9	1.7	2.3	2.2
IPC sous-jacent ²	—	1.3	1.4	1.2	2.2	2.2
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.1	4.7	4.2	4.1	4.2
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	-2.8	-3.3	-1.6	-1.4	-1.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	1.2	0.9	0.0	0.0	0.4
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	37.6	36.0	36.0	36.0	35.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.2	-2.9	-3.6	-3.1	-2.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878019>

dessous de 2 %, le point médian de la fourchette retenue comme objectif, tirée vers le haut par les relèvements des droits d'accise sur l'essence et la montée des prix des importations, qui fait suite à une dépréciation de la monnaie et à une hausse des cours du pétrole. L'inflation sous-jacente est légèrement inférieure, en raison de l'importance de facteurs temporaires. Les prix des logements sont restés stationnaires à Auckland au cours des 18 derniers mois, mais ont continué de progresser ailleurs.

Les politiques budgétaire et monétaire vont prendre une orientation moins expansionniste

La politique budgétaire a aujourd'hui une orientation expansionniste, fondée sur l'augmentation des dépenses. Ces dépenses supplémentaires ne menacent pas la viabilité budgétaire, la dette publique poursuivant son recul en proportion du PIB. Toutefois, une partie de ces nouvelles dépenses est mal ciblée. Ainsi, le chèque énergie hivernal (WEP, *Winter Energy Payment*) n'est pas soumis à conditions de ressources pour les personnes âgées de 65 ans ou plus, l'enseignement supérieur gratuit profite davantage aux groupes socioéconomiques favorisés, et les principaux bénéficiaires du programme *KiwiBuild* sont les personnes qui ont les moyens financiers d'acquérir un logement. Un ralentissement de la progression des dépenses se traduira par une orientation légèrement restrictive de la politique budgétaire en 2020.

La banque centrale devrait relever son taux d'intérêt directeur à la fin de 2019 et en 2020, de manière à contenir l'inflation. Des taux d'intérêt plus élevés réduiront encore l'accessibilité financière des logements, la hausse rapide des prix de l'immobilier d'habitation observée depuis 2011 ayant considérablement accru l'endettement des ménages. Le renchérissement des logements a été modéré par les décisions des autorités d'interdire les achats de logements anciens par des étrangers, de durcir les normes de chauffage et d'isolation pour l'immobilier locatif, et d'élargir le champ de l'imposition des plus-values réalisées lors de la cession d'un bien immobilier de placement. Si elles se concrétisent, les propositions visant à imposer de manière plus générale les plus-values réalisées sur des placements immobiliers, à cantonner les pertes sur investissement locatif (en les rendant non déductibles des autres formes de revenus imposables) et à garantir une plus grande sécurité d'occupation permettraient de limiter davantage la hausse des prix. L'investissement en logements sera soutenu à partir de la mi-2019 par le programme *KiwiBuild*, même si l'on présume que les investissements supplémentaires correspondants ne se concrétiseront pas intégralement au cours de la période considérée, compte tenu de la persistance d'obstacles liés à l'urbanisme, à la fourniture des services d'infrastructure et aux capacités du secteur de la construction.

La croissance devrait ralentir

Le durcissement de l'orientation des politiques monétaire et budgétaire, conjugué au fléchissement de la consommation privée, entraînera un ralentissement de la croissance économique en 2020, même s'il sera partiellement compensé par un renforcement de l'investissement résidentiel et des entreprises. La progression des salaires sera soutenue par des décisions en faveur de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes, par des hausses de salaire dans le secteur public et par les projets d'augmentation de 21 % du salaire minimum d'ici à 2021. La progression de la consommation sera plus forte si le solde migratoire diminue moins que prévu, en particulier si cela a entraîné un rebond des gains de patrimoine découlant d'une hausse des prix des logements à Auckland. Les risques liés au fort endettement des ménages, associé au niveau élevé des prix des logements, se sont atténués grâce à l'amélioration des critères d'octroi des prêts, mais ils restent le principal risque intérieur. Il existe aussi des risques à la baisse pour l'investissement des entreprises, si leur confiance se redresse plus lentement que prévu.

PAYS-BAS

La croissance du PIB devrait ralentir, en revenant de 2 ¾ pour cent environ en 2018 à un peu plus de 2 % en 2020, sous l'effet d'un ralentissement de la consommation privée et de l'investissement. La hausse des salaires et l'inflation augmenteront de façon constante en raison des tensions observées sur le marché du travail. L'ample excédent des paiements courants devrait continuer de croître.

Les dépenses budgétaires devraient être axées sur des mesures de nature à stimuler la croissance à long terme. Les réformes potentielles du système de retraite professionnel devraient essentiellement viser à en améliorer la transparence. Des réformes du marché du travail, comme l'extension de la couverture de sécurité sociale complémentaire pour les travailleurs indépendants, devraient être mises en œuvre pour améliorer son inclusivité, notamment les perspectives offertes aux personnes vulnérables.

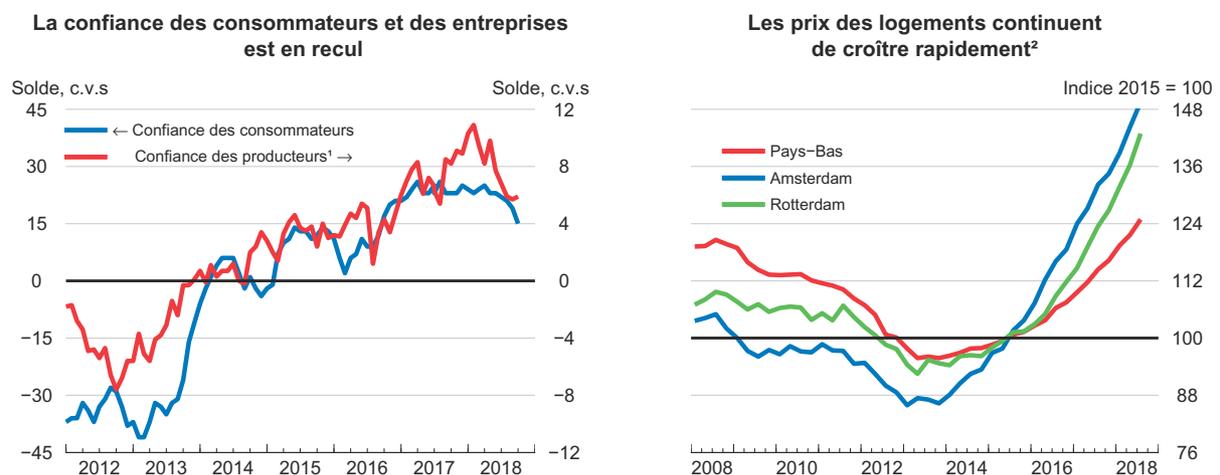
La croissance ralentit, mais demeure vigoureuse

La croissance économique s'est modérée quelque peu, mais demeure vigoureuse. La consommation privée est solide et l'investissement résidentiel reste très dynamique. Des conditions financières favorables ont soutenu la hausse de la consommation et de l'investissement des entreprises. La faiblesse du chômage et les pénuries grandissantes de main-d'œuvre tirent vers le haut le coût du travail et contribuent à la progression actuelle des recrutements sous contrat permanent, et donc au renversement de la tendance à l'augmentation du travail indépendant observée ces dernières années. Le taux d'inflation s'est redressé, mais il reste bas.

Les pouvoirs publics devraient s'attaquer aux facteurs de vulnérabilité financière et améliorer l'inclusivité

L'orientation expansionniste de la politique budgétaire actuelle demeure appropriée, compte tenu de l'accroissement de l'excédent budgétaire de base et de la trajectoire

Pays-Bas



1. Données pour le secteur manufacturier.

2. Indice des prix des logements individuels existants situés sur le territoire néerlandais et vendus à des personnes privées.

Source : Office statistique des Pays-Bas (CBS).

Pays-Bas : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	690.1	2.1	3.0	2.7	2.5	2.1
Consommation privée	310.8	1.1	1.9	2.7	1.8	1.6
Consommation publique	172.4	1.3	1.1	1.3	2.6	1.8
Formation brute de capital fixe	152.7	-7.3	6.2	4.5	3.0	3.0
Demande intérieure finale	635.9	-0.9	2.6	2.7	2.3	2.0
Variation des stocks ¹	2.4	0.1	-0.3	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	638.3	-0.8	2.3	2.8	2.2	2.0
Exportations de biens et services	570.4	1.5	5.6	2.6	3.2	3.0
Importations de biens et services	518.6	-2.1	5.2	2.8	3.1	3.0
Exportations nettes ¹	51.8	2.8	0.9	0.2	0.5	0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	0.5	1.2	2.2	2.3	2.3
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	0.1	1.3	1.7	2.5	2.0
IPCH sous-jacent ²	–	0.6	0.8	1.0	1.6	2.0
Taux de chômage (% de la population active)	–	6.0	4.9	3.9	3.7	3.7
Taux d'épargne nette des ménages ³ (% du revenu disponible)	–	10.0	9.1	8.8	8.8	8.8
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	0.0	1.2	0.9	1.0	1.4
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	76.8	69.9	67.2	64.6	61.8
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	61.9	56.9	54.2	51.6	48.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	8.1	10.5	10.4	10.6	10.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

3. Incluant l'épargne à l'assurance vie et aux régimes de retraite.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878000>

favorable de la dette. Toutefois, la solidité de la situation budgétaire pourrait être davantage mise à profit pour tempérer le ralentissement anticipé de la croissance et stimuler la production potentielle. Cela aurait pour conséquence de réduire l'excédent des paiements courants, qui, mesuré en proportion du PIB, est le plus élevé de la zone OCDE. Il faut poursuivre l'ajustement de la structure de la fiscalité et des dépenses pour améliorer la croissance à long terme.

La faiblesse des taux d'intérêt continue de soutenir l'augmentation rapide des prix des logements. Le haut niveau d'endettement des ménages et la forte exposition des banques aux prêts hypothécaires limitent l'accès de ces dernières aux financements externes et contribuent à la vulnérabilité du système financier. L'accélération de la suppression progressive de la déductibilité des intérêts d'emprunts hypothécaires devrait s'accompagner d'une nouvelle réduction du ratio prêt sur valeur du bien applicable aux nouveaux crédits hypothécaires, afin de réduire ces facteurs de vulnérabilité.

Les incitations fiscales en faveur des travailleurs indépendants devraient être revues à la baisse, et une couverture minimum d'assurance maladie et invalidité devrait être introduite pour cette catégorie de travailleurs. L'aide à la recherche d'emploi devrait être ciblée sur les catégories vulnérables, et une coordination accrue de la mise en œuvre des

mesures d'activation améliorerait la mobilité de la main-d'œuvre entre les régions. Il faudrait allonger encore le congé de paternité rémunéré pour renforcer la participation des pères à la prise en charge des jeunes enfants et remédier aux disparités entre hommes et femmes en matière de travail à temps partiel.

La croissance devrait encore ralentir

La croissance devrait marquer le pas, sous l'effet de la dégradation de la confiance des consommateurs et des entreprises et de l'accentuation des incertitudes. L'investissement devrait connaître une baisse de régime, en raison de la montée de l'incertitude liée aux échanges et de l'impact de la détérioration de la confiance des entreprises. Le fléchissement de la progression de la consommation prévu est dû à la hausse de l'inflation, liée en partie à l'augmentation du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en 2019, et à une légère perte de dynamisme du marché du travail, résultant de la dégradation des perspectives d'évolution de la demande intérieure. Une intensification des tensions commerciales mondiales et une sortie désordonnée du Royaume-Uni de l'Union européenne, à l'issue des négociations entre ce pays et l'UE, constituent d'importants risques à la baisse par rapport aux prévisions. Une surchauffe du marché du logement représente un risque pour la stabilité financière et économique.

POLOGNE

La croissance économique devrait rester vigoureuse, mais s'essouffler progressivement à mesure que les ressources en main-d'œuvre se feront plus rares et que les coûts de production augmenteront. La demande intérieure continuera de tirer la croissance : la consommation sera soutenue par un marché du travail tendu, et l'investissement profitera des décaissements des Fonds structurels de l'UE et de la faiblesse des taux d'intérêt réels. L'intensification des pénuries de main-d'œuvre stimulera la progression des salaires et l'inflation.

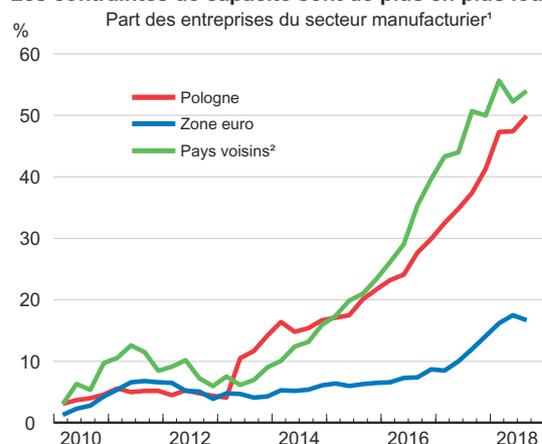
Le déficit budgétaire restera globalement stable, mais une orientation plus restrictive aiderait à relever les défis démographiques et à renforcer la situation des finances publiques pour faire face à un éventuel fléchissement d'activité futur. La banque centrale devrait rehausser progressivement ses taux d'intérêt pour contrer la montée des tensions inflationnistes. Lever les obstacles à l'emploi des seniors et des femmes et faire un usage plus efficace des compétences de la main-d'œuvre permettraient de faire progresser la croissance à moyen terme et le niveau de vie, tandis que de nouveaux investissements dans l'éducation des jeunes enfants serait source de croissance plus inclusive.

La croissance économique a été vigoureuse

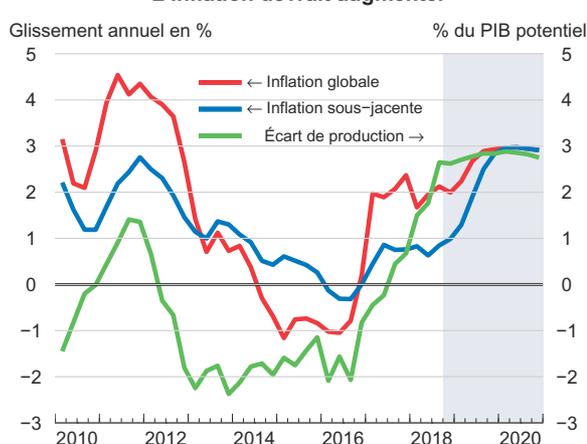
L'activité économique a continué de croître à un rythme rapide. Le plein essor du marché du travail et la progression des transferts sociaux ont soutenu la consommation des ménages. L'investissement reprend des couleurs, tiré par un rebond de l'investissement public et un redressement de la construction résidentielle. Les résultats à l'exportation ont poursuivi leur amélioration, mais l'excédent commercial se contracte, les importations ayant progressé plus vite, dernièrement, que les exportations.

Pologne

Les contraintes de capacité sont de plus en plus lourdes



L'inflation devrait augmenter



1. Entreprises désignant la pénurie de main-d'œuvre comme un facteur de limitation de la production.

2. Moyenne simple de la Hongrie, de la République tchèque et de la République slovaque.

Source : Eurostat, Base de données de l'Enquête auprès des entreprises ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Pologne : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de PLN	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	1 800.2	3.1	4.8	5.2	4.0	3.3
Consommation privée	1 051.5	3.9	4.9	4.6	4.2	3.7
Consommation publique	324.7	1.9	3.5	3.9	4.2	4.1
Formation brute de capital fixe	361.5	-8.2	3.9	6.4	6.9	5.8
Demande intérieure finale	1 737.7	1.0	4.4	4.8	4.7	4.2
Variation des stocks ¹	6.8	1.2	0.5	1.0	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	1 744.5	2.3	4.9	5.7	4.5	4.1
Exportations de biens et services	891.1	8.8	9.5	6.2	7.2	5.7
Importations de biens et services	835.4	7.6	10.0	6.9	8.4	7.3
Exportations nettes ¹	55.7	0.8	0.1	-0.1	-0.4	-0.8
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.3	2.0	0.6	2.4	3.3
Indice des prix à la consommation	—	-0.7	2.1	1.9	2.7	2.9
IPC sous-jacent ²	—	-0.2	0.7	0.8	2.1	2.9
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.1	4.9	3.7	3.2	3.0
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	1.5	-1.2	-1.8	-0.2	1.0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-2.2	-1.4	-0.8	-0.8	-0.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	54.2	50.6	49.2	47.6	46.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-0.5	0.1	-0.2	-0.9	-1.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878057>

Le marché du travail est de plus en plus tendu, car le taux de chômage a atteint un point bas record. Les emplois vacants sont nombreux, les entreprises font de plus en plus état de pénuries de main-d'œuvre et les salaires augmentent rapidement. L'inflation sous-jacente reste néanmoins faible pour l'instant.

Des réformes génératrices de recettes supplémentaires aideraient à relever les défis à moyen terme

La reprise de l'investissement public et l'augmentation des dépenses de retraite due à l'abaissement de l'âge légal de la retraite exercent des tensions à la hausse sur les dépenses publiques. Cela étant, la vigueur de la consommation des ménages et les mesures prises pour améliorer le respect des obligations fiscales gonflent les recettes de la fiscalité indirecte, tandis que les cotisations de sécurité sociale et les prélèvements directs sur les ménages bénéficient de la bonne tenue du marché du travail. Au vu du dynamisme actuel de l'économie et de l'évolution future des dépenses nécessaires liées au vieillissement, il serait judicieux d'introduire des réformes génératrices de recettes. La suppression des taux de TVA réduits, le relèvement des taxes environnementales et l'augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, avec la mise en place d'un seuil d'imposition initial plus bas et de plusieurs tranches d'imposition intermédiaires et la fin du traitement fiscal préférentiel appliqué aux indépendants, sont

autant de mesures qui permettraient d'accroître les recettes publiques, tout en favorisant une croissance plus durable pour l'environnement et plus inclusive.

La politique monétaire a été accommodante à juste titre, compte tenu de la modération des tensions inflationnistes. Pourtant, la hausse des salaires devrait s'accélérer, à mesure que les tensions pèseront de plus en plus sur les capacités. La banque centrale devrait amorcer un cycle de resserrement monétaire au début de 2019 pour contrer la montée des tensions inflationnistes.

Des mesures structurelles pourraient renforcer la croissance et l'inclusivité. Il faudra impérativement développer encore des services de qualité pour la garde d'enfants afin de favoriser l'activité économique des femmes et le développement infantile, en particulier pour les enfants issus de milieux défavorisés. La montée en puissance des initiatives pour sensibiliser l'opinion publique aux avantages d'une prolongation de carrière pourrait inciter les travailleurs à différer leur départ en retraite. Faire en sorte que la Pologne gagne en attractivité aux yeux des travailleurs nationaux et étrangers, en élaborant une stratégie migratoire, et que les compétences de la main-d'œuvre soient utilisées plus efficacement, en incitant les employeurs à promouvoir la formation des adultes et la formation professionnelle, serait également un moyen de stimuler la croissance et de donner à ceux qui sont actuellement défavorisés de meilleures opportunités.

La croissance va fléchir peu à peu

La croissance du PIB réel devrait décélérer pour revenir à 4 % en 2019 et 3.3 % en 2020. La consommation des ménages va continuer de croître fortement, portée par le marché du travail en plein essor, mais elle va s'essouffler car les nouvelles allocations familiales ne permettront plus de soutenir la progression du revenu disponible des ménages. La hausse de l'investissement s'accélérera grâce à l'augmentation des décaissements des Fonds structurels de l'UE et à la faiblesse des taux d'intérêt réels. Le principal risque intérieur de révision à la hausse est une consommation des ménages plus élevée que prévu, soutenue par la bonne tenue du marché du travail, ou un investissement privé supérieur aux prévisions, poussé par les contraintes pesant sur les capacités. La montée des protectionnismes aurait des effets néfastes sur les exportations et l'investissement, et éroderait la productivité et la croissance potentielle.

PORTUGAL

La croissance du PIB devrait rester globalement stable, aux alentours de 2 % par an en 2019 et 2020. La demande intérieure et de nouveaux gains à l'exportation soutiendront l'activité économique. En particulier, la progression de la consommation restera soutenue, le taux de chômage poursuivant son repli. La hausse des coûts de main-d'œuvre entraînera une accélération de l'inflation.

Le déficit budgétaire devrait se résorber d'ici 2020 et le ratio dette/PIB est fermement orienté à la baisse, ce qu'il convient de faire au vu des problèmes de viabilité budgétaire à long terme. Si la croissance devait être plus forte que prévu, l'ensemble des recettes exceptionnelles devraient être mises à profit pour réduire plus rapidement le ratio d'endettement. La transition verte de l'économie peut être améliorée encore en relevant les taxes environnementales, de sorte que les prix des différentes sources d'énergie reflètent convenablement leurs incidences sur l'environnement.

L'activité économique reste stable

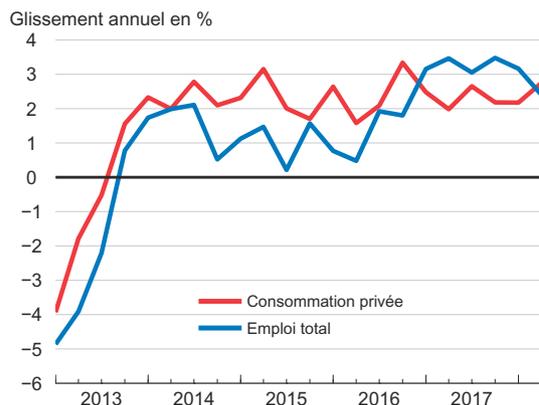
La confiance des entreprises et celle des consommateurs se sont érodées ces tout derniers mois, mais l'une comme l'autre restent à des niveaux relativement élevés. La progression de l'investissement privé est étayée par les dépenses en machines et équipement, le secteur de la construction automobile montrant les signes notables d'une utilisation accrue de capacités. L'investissement dans le logement enregistre une forte hausse due à une progression vigoureuse des prix des logements neufs et anciens. Les conditions continuent de s'améliorer sur le marché du travail, le taux de chômage ayant désormais reflué à moins de 7 %.

Les pouvoirs publics vont devoir continuer de soutenir les finances publiques

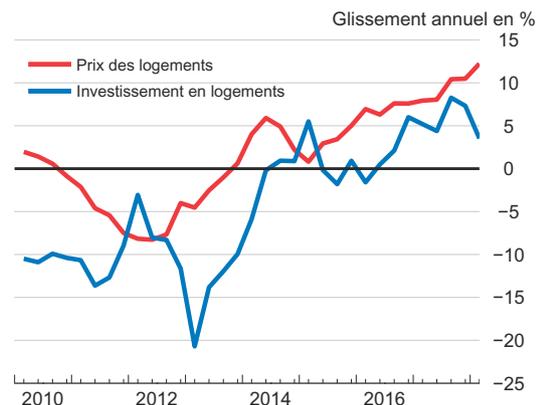
Après avoir été légèrement expansionniste en 2018, l'orientation budgétaire devrait être globalement neutre en 2019 et 2020. Les autorités doivent continuer de trouver un

Portugal

L'amélioration de la situation sur le marché du travail soutient la consommation



L'investissement résidentiel s'est redressé sur fond de hausse des prix



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°104; et Statistics Portugal.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877145>

Portugal : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2011)				
PIB aux prix du marché	179.8	1.9	2.8	2.2	2.1	1.9
Consommation privée	117.7	2.4	2.3	2.2	1.8	2.0
Consommation publique	32.6	0.8	0.2	1.0	0.2	-0.3
Formation brute de capital fixe	27.8	2.3	9.2	4.6	6.0	5.0
Demande intérieure finale	178.2	2.1	3.0	2.4	2.2	2.1
Variation des stocks ¹	0.6	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	178.8	2.0	3.0	2.4	2.2	2.1
Exportations de biens et services	72.6	4.4	7.8	5.8	4.3	4.0
Importations de biens et services	71.6	4.7	8.1	6.2	4.8	4.5
Exportations nettes ¹	1.0	-0.1	0.0	-0.1	-0.2	-0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.8	1.5	1.4	1.4	1.4
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.6	1.6	1.3	1.5	1.4
IPCH sous-jacent ²	—	0.9	1.2	1.1	1.4	1.4
Taux de chômage (% de la population active)	—	11.1	8.9	7.1	6.4	5.7
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	-3.7	-4.1	-5.2	-5.8	-6.0
Solde financier des administrations publiques ³ (% du PIB)	—	-2.0	-3.0	-0.7	-0.2	0.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	146.7	147.0	144.0	140.6	137.2
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	129.2	124.8	121.7	118.4	115.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	0.6	0.5	-0.9	-0.4	-0.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

3. Sur la base des comptes nationaux.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878076>

juste équilibre entre les objectifs d'amélioration des finances publiques et de soutien à la reprise économique. Dans ce contexte, le projet du gouvernement d'atteindre un budget à l'équilibre d'ici 2020 est une bonne chose. Les recettes exceptionnelles éventuelles devront être mobilisées pour réduire encore le ratio dette publique/PIB qui, à plus de 120 % du PIB, reste extrêmement élevé.

Des pistes sont possibles pour modifier la structure fiscale et améliorer l'efficacité des dépenses publiques, ce qui serait bénéfique pour les finances publiques et pour l'économie. Ainsi, il est envisageable d'alourdir la fiscalité environnementale de sorte que les prix de l'énergie en reflètent convenablement les coûts pour l'environnement. Dans le même temps, les activités d'innovation des jeunes entreprises, qui accusent souvent des pertes, pourraient être mieux encouragées en autorisant le report pour une durée indéterminée des crédits d'impôt non utilisés de la recherche-développement, ou leur remboursement.

Les ressources des Fonds structurels de l'UE devraient contribuer de façon positive à la progression de l'investissement en 2019 et 2020 et le secteur bancaire est désormais en meilleure posture pour financer des projets d'investissement. Moody's ayant récemment

relevé la note de la dette souveraine, le coût de financement des investissements devrait s'en trouver abaissé.

La croissance devrait rester stable

Le rythme de l'activité économique devrait rester globalement inchangé en 2019 et 2020 et s'établir aux alentours de 2 % par an. Des gains d'emplois et la hausse des salaires réels soutiendront la progression de la consommation et favoriseront une légère accélération de l'inflation dans les années qui viennent. Le ralentissement attendu du rythme de l'activité chez les principaux partenaires commerciaux du Portugal freinera la croissance à l'avenir.

Les risques de divergence par rapport aux prévisions tiennent au durcissement des conditions financières. En particulier, un relèvement du taux d'intérêt versé sur les obligations d'État pourrait entraîner des difficultés financières, en raison des fragilités accrues que font peser le niveau élevé de la dette publique et l'importance du stock de créances douteuses et litigieuses dans le système bancaire. De nouvelles hausses du prix du pétrole pourraient aussi peser sur la croissance, puisque le Portugal est un important importateur net de pétrole. À l'inverse, des mesures visant à achever l'union bancaire dans la zone euro pourraient doper la confiance et stimuler l'investissement au Portugal.

RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

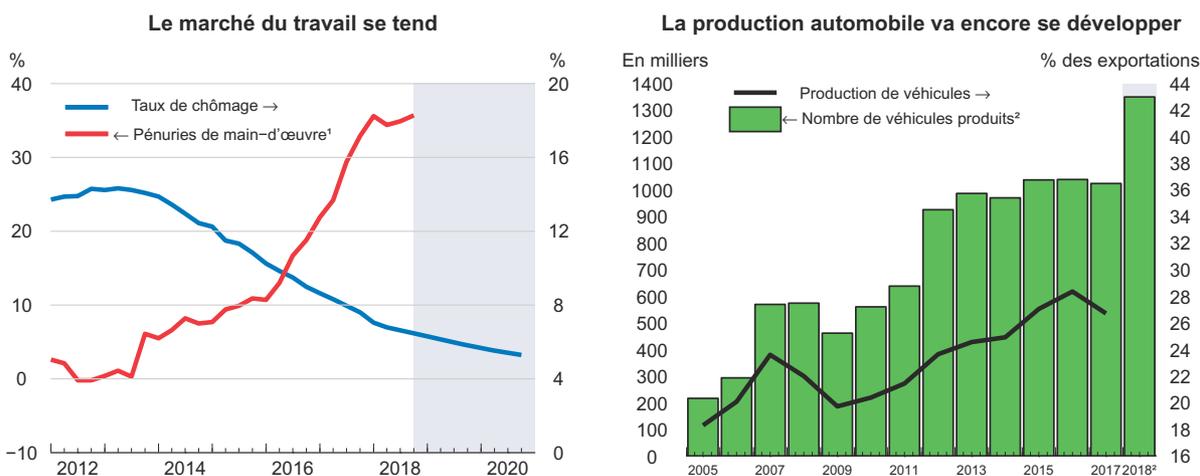
Selon les prévisions, le dynamisme de la croissance devrait persister. L'importance des nouvelles capacités dans le secteur automobile stimulera les résultats à l'exportation. La vigueur du marché du travail et la forte progression des investissements, étayées par des conditions financières favorables et l'augmentation des décaissements des fonds de l'UE, contribueront à la solidité de la demande intérieure. La hausse des salaires va s'accélérer et celle des prix à la consommation atteindra 3 %, sur fond de resserrement du marché du travail et d'accumulation de tensions sur les capacités de production.

Le gouvernement entend parvenir à l'équilibre budgétaire d'ici 2020, objectif pleinement conforme aux obligations fixées par l'UE. L'assainissement des finances publiques est judicieux dans un contexte d'accroissement des pressions sur les ressources. À plus long terme, le vieillissement rapide de la population fera fortement augmenter les dépenses publiques. Une fragilisation de la réforme des retraites de 2012-13, en cours d'examen au Parlement, rendrait ce problème plus difficile à résoudre.

La croissance économique est vigoureuse

La rapide expansion économique générale s'est poursuivie. De nouvelles lignes de production dans l'industrie automobile ont permis de donner un coup de pouce aux exportations. L'investissement s'est redressé grâce à des taux d'intérêt bas, au climat de confiance dans les entreprises et à de nouveaux investissements étrangers dans l'automobile. La croissance de l'emploi a été vigoureuse et le chômage a reculé à un rythme soutenu. Les postes non pourvus atteignent des niveaux record et les pénuries de

République slovaque



1. Pourcentage d'entreprises manufacturières désignant la pénurie de main-d'œuvre comme un facteur de limitation de la production.
2. Les estimations pour 2018-20 comprennent le lancement de nouvelles lignes de production lancées en 2018 et qui seront à pleine capacité en 2020.

Source : Eurostat, Base de données sur l'industrie ; Base de données de l'OCDE sur les échanges ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; Slovak Investment and Trade Development Agency (SARIO) ; et Zväz automobilového priemyslu Slovenskej republiky.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933877202>

République slovaque : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	78.9	3.3	3.4	4.1	4.3	3.6
Consommation privée	43.2	2.7	3.6	3.0	4.0	4.1
Consommation publique	15.3	1.6	0.2	2.3	1.9	2.0
Formation brute de capital fixe	18.9	-8.3	3.2	13.2	4.1	4.1
Demande intérieure finale	77.4	-0.2	2.8	5.2	3.6	3.7
Variation des stocks ¹	0.2	1.1	-0.1	-0.3	0.1	0.0
Demande intérieure totale	77.6	0.9	2.7	4.7	3.7	3.7
Exportations de biens et services	73.3	6.2	4.3	5.8	8.3	6.4
Importations de biens et services	72.1	3.7	3.9	5.9	7.7	6.5
Exportations nettes ¹	1.3	2.4	0.5	0.1	0.8	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	-0.4	1.3	2.3	2.8	3.0
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	-0.5	1.4	2.7	2.7	3.0
IPCH sous-jacent ²	–	0.9	1.4	2.1	2.5	3.0
Taux de chômage (% de la population active)	–	9.6	8.1	6.7	6.1	5.5
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	3.0	2.4	2.9	2.9	2.9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-2.2	-0.8	-0.7	-0.4	0.0
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	59.8	58.1	57.0	55.1	53.2
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	51.8	50.9	49.8	47.9	45.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	-1.5	-2.1	-1.2	0.1	0.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878114>

main-d'œuvre se sont creusées, limitant la production dans certains secteurs. L'endettement des ménages, et en particulier leur dette hypothécaire, est en forte hausse. L'inflation s'est rapprochée de 3 % sous l'effet de tensions accrues sur la demande et de la montée des prix alimentaires.

Il faut que des mesures budgétaires et macroprudentielles contiennent l'expansion du crédit et le dynamisme de la demande

La banque centrale a durci les critères d'octroi des prêts pour contenir l'endettement croissant des ménages, entraînant un ralentissement de l'essor du crédit, qui reste vigoureux cependant. L'assainissement des finances publiques et le dynamisme de la croissance ont contribué à faire diminuer le déficit à un niveau record (0.8 % du PIB) en 2017. L'objectif de la politique budgétaire du gouvernement est de faire disparaître le déficit d'ici 2020. Toutefois, l'amélioration de la situation budgétaire sera principalement imputable à une conjoncture en forte croissance, et très peu à un assainissement structurel. Le gouvernement a l'intention de revaloriser de 10% les rémunérations du secteur public une première fois en 2019, puis en 2020. Compte tenu des importantes pressions exercées par la demande et de la faiblesse des taux directeurs dans la zone euro, un durcissement de la politique budgétaire serait bienvenu. Il permettrait également

d'accroître la marge de manœuvre disponible en cas de choc négatif, l'économie ouverte de la Slovaquie étant particulièrement exposée aux tensions et à la volatilité du commerce mondial. À long terme, les tensions sur les dépenses vont fortement s'accroître en raison du vieillissement de la population. Dans ce contexte, les autorités devraient se garder de fragiliser la réforme des retraites menée en 2012-13 et maintenir l'indexation de l'âge légal de la retraite sur l'espérance de vie.

Le gouvernement devrait persister dans ses efforts pour améliorer le recouvrement de l'impôt et renforcer l'efficacité du secteur public pour dégager une marge de manœuvre permettant de financer des réformes structurelles urgentes, en particulier dans les domaines de l'éducation et de l'intégration des Roms. Afin d'enrayer la dégradation des résultats scolaires, il faut redoubler d'efforts pour donner de meilleures chances aux enfants issus des milieux défavorisés. L'éducation et l'accueil des jeunes enfants et l'amélioration de la formation et de la rémunération des enseignants sont des volets indispensables de cette réforme. Enfin, promouvoir le bien-être des Roms, qui souffrent d'exclusion sociale, nécessitera un renforcement et une meilleure coordination des initiatives déployées dans les domaines de l'action sociale, du logement, de l'éducation et de l'emploi.

La croissance devrait rester soutenue

La croissance devrait atteindre 4.3 % en 2019, avant de diminuer pour s'établir à 3.6 % en 2020, parallèlement au ralentissement de l'environnement extérieur. De nouvelles lignes de production dans l'industrie automobile doperont le potentiel productif, en particulier en 2019, et alimenteront des gains de parts de marché à l'exportation. La bonne tenue du marché du travail et la confiance des consommateurs contribueront au dynamisme de la consommation privée. Des conditions financières accommodantes, l'accélération des décaissements des fonds de l'UE et de nouveaux projets d'infrastructures publiques porteront l'investissement. L'inflation s'établira à environ 3 % d'ici la fin de 2020.

Le risque existe de voir l'accumulation des tensions sur les capacités entraîner une surchauffe de l'économie, ce qui ferait remonter l'inflation et saperait la compétitivité. En outre, la République slovaque est sensible à l'escalade des mesures protectionnistes dans le monde. Les décaissements des versements des fonds structurels de l'UE pourraient réserver une surprise, dans un sens comme dans l'autre. Si ces fonds permettent de développer des capacités de production plus vite que prévu, le dynamisme de la croissance pourrait durer plus longtemps.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

La croissance économique devrait rester vigoureuse en 2019 et en 2020, malgré un ralentissement. La croissance de la consommation des ménages demeurera forte, sur fond d'augmentation des salaires et de faiblesse du chômage. L'investissement privé restera solide, en particulier dans le logement et l'industrie manufacturière. La croissance des exportations va demeurer ferme. Toutefois, les pénuries de main-d'œuvre feront obstacle à une croissance économique plus soutenue.

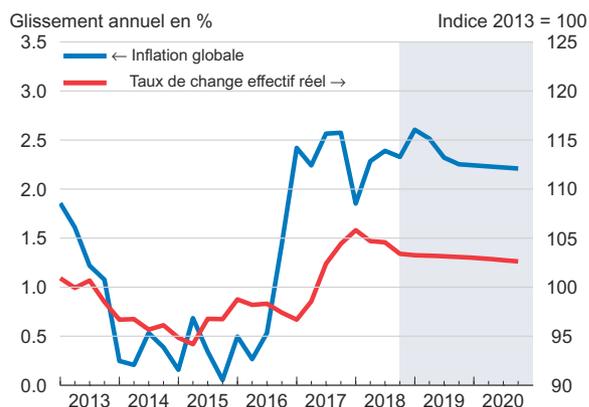
L'inflation se maintiendra au-dessus de la cible fixée par la banque centrale. Comme le taux de change reste relativement stable, la politique monétaire devrait poursuivre sur la voie d'une normalisation progressive des taux d'intérêt. La politique budgétaire est légèrement expansionniste et, au besoin, de nouvelles dépenses publiques pourraient être engagées pour soutenir la croissance à long terme. La marge de manœuvre budgétaire est suffisamment grande pour investir dans des infrastructures, des structures d'accueil de jeunes enfants et la formation, et stimuler ainsi la productivité et l'activité des femmes ayant de jeunes enfants et des seniors.

La consommation des ménages et l'investissement stimulent la croissance

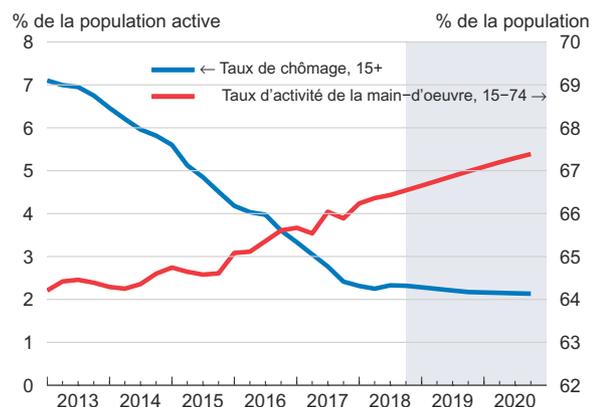
L'investissement privé a augmenté notablement. Les entreprises investissent pour accroître leurs capacités mais aussi pour renforcer leur intensité capitalistique afin de faire face aux pénuries de main-d'œuvre. Les projets d'infrastructures publiques et la forte demande de logements continueront à doper le secteur de la construction jusqu'à la fin de 2019. La consommation des ménages demeure solide, sous l'effet de la progression des revenus et de l'emploi et du recul de l'épargne. Les importations augmentent plus rapidement que les exportations, ce qui s'explique par des investissements à fort contenu en importations et par la demande des ménages en biens importés en accord avec les modes de consommation. Malgré une hausse, les exportations sont freinées par l'insuffisance des capacités de production, notamment dans l'industrie automobile. Le

République tchèque

L'inflation reste ancrée



Le marché du travail est tendu malgré une hausse du taux d'activité



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876537>

République tchèque : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de CZK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	4 597.8	2.4	4.5	3.0	2.7	2.6
Consommation privée	2 152.8	3.6	4.4	3.9	3.5	3.2
Consommation publique	883.1	2.7	1.3	2.7	2.0	1.8
Formation brute de capital fixe	1 217.4	-3.3	3.7	8.5	4.4	3.9
Demande intérieure finale	4 253.4	1.4	3.5	4.9	3.4	3.1
Variation des stocks ¹	67.7	-0.3	0.1	-1.4	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	4 321.0	1.1	3.6	3.3	3.2	3.1
Exportations de biens et services	3 728.8	4.1	7.2	4.5	4.0	3.9
Importations de biens et services	3 452.0	2.6	6.3	5.1	4.8	4.7
Exportations nettes ¹	276.8	1.4	1.2	-0.1	-0.3	-0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.3	1.5	1.8	1.6	2.1
Indice des prix à la consommation	—	0.7	2.5	2.2	2.4	2.2
IPC sous-jacent ²	—	1.6	2.0	2.4	2.4	2.2
Taux de chômage (% de la population active)	—	3.9	2.9	2.3	2.2	2.1
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	6.5	4.3	3.5	3.3	3.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.7	1.5	1.3	1.3	1.0
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	47.7	44.0	42.1	40.3	39.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	36.8	34.6	32.7	31.0	29.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.6	1.1	0.8	0.3	0.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877601>

marché du travail est tendu en dépit d'une progression du taux d'activité, en particulier des seniors.

Des mesures s'imposent pour faire face aux pénuries de main-d'œuvre et à la hausse des prix des logements

Le niveau élevé des cours du pétrole et la forte progression des salaires maintiendront l'inflation un peu au-dessus de la cible fixée par la banque centrale. Par conséquent, la Banque nationale tchèque devrait continuer de relever ses taux d'intérêt tout au long de 2019 et 2020. Le niveau plus élevé des taux dans la zone euro atténuera le risque d'une nouvelle appréciation de la couronne. Le relèvement des taux d'intérêt intérieurs réduira la forte demande de logements et le crédit aux ménages. Il reste toutefois que permettre à la banque centrale de fixer des règles prudentielles contraignantes, applicables aux prêts aux particuliers, limiterait l'endettement excessif des ménages et les risques qu'il fait courir au système financier.

La situation des finances publiques est solide et la politique budgétaire reste légèrement expansionniste. Le solde primaire demeurera positif au cours des deux prochaines années, ce qui réduira encore la dette publique. Par conséquent, les dépenses publiques pourraient être consacrées au développement et à la modernisation des

infrastructures de transport, et compenser de ce fait le resserrement de la politique monétaire.

Pour garantir la poursuite de la croissance économique, il est nécessaire de mobiliser toutes les sources potentielles d'offre de main-d'œuvre. Les pénuries de main-d'œuvre grandissantes se sont déjà traduites par une hausse de l'activité des catégories traditionnellement défavorisées, comme les jeunes, les personnes d'origine étrangère et les seniors. Toutefois, des programmes spéciaux de formation et d'adaptation pourraient renforcer l'insertion des inactifs dans la population active. En outre, l'activité des femmes ayant de jeunes enfants demeure faible par rapport à la moyenne de l'OCDE. La solidité des finances publiques pourrait aussi être mise à profit pour financer le développement de structures financièrement abordables et de qualité pour l'accueil des jeunes enfants et pour accompagner la réduction de la durée du congé parental. Enfin, l'augmentation des quotas de migrants originaires de pays hors UE réduirait les tensions sur le marché du travail.

La croissance devrait rester vigoureuse malgré un ralentissement

La croissance économique restera supérieure au potentiel en 2019 et en 2020 et s'appuiera sur la demande intérieure légèrement plus que sur le secteur extérieur. En particulier, l'investissement et la consommation, y compris les dépenses publiques, seront les principaux moteurs de cette croissance. Les pénuries de main-d'œuvre resteront néanmoins un frein. Le principal facteur de risque sur le plan intérieur tient à une accélération des hausses de salaires et de prix, qui déboucherait sur une riposte plus brutale de la politique monétaire. Sur le front extérieur, l'économie tchèque reste exposée à d'éventuelles perturbations dans les échanges commerciaux, compte tenu de sa forte intégration aux chaînes de valeur mondiales.

ROYAUME-UNI

La croissance économique devrait augmenter légèrement en 2019, avant de ralentir en 2020, dans l'hypothèse où la sortie de l'Union européenne (« Brexit ») se ferait sans heurts. Certaines incertitudes liées au Brexit persisteront jusqu'à ce que la nature des futurs accords commerciaux soit clarifiée. Une politique budgétaire expansionniste et un lent redressement des exportations devraient soutenir la croissance, tandis que l'orientation accommodante de la politique monétaire sera progressivement réduite. L'inflation devrait converger vers 2 % d'ici à la fin 2020.

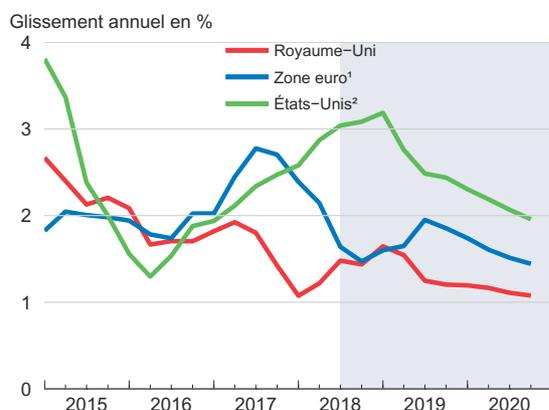
Dans un contexte d'inflation supérieure à la cible d'inflation et de fortes incertitudes persistantes, la politique monétaire devrait être normalisée à un rythme très progressif. La relance budgétaire devrait atteindre son point culminant en 2019. Les autorités devraient se tenir prêtes à prendre des mesures complémentaires en cas d'affaiblissement sensible de la demande dû au Brexit. À cet égard, l'option à privilégier d'un point de vue économique serait un accord garantissant la relation commerciale la plus étroite possible avec l'Union européenne et un accès aisé des services financiers aux marchés étrangers. Des mesures temporaires seront nécessaires pour protéger l'économie et soutenir les individus privés de leur emploi en cas de sortie sans accord.

Les incertitudes liées au Brexit freinent la croissance économique

La croissance de la consommation privée comme celle de l'investissement ont nettement ralenti depuis 2016, reflétant le climat d'incertitude et la diminution du pouvoir d'achat des ménages. Sur le marché du logement, l'activité a été faible. La hausse des prix de l'immobilier ralentit depuis le début de 2016, même si ce fléchissement concerne avant tout Londres. Les exportations de biens et services, qui avaient vigoureusement augmenté durant deux ans à la faveur de la dépréciation de la livre sterling consécutive au

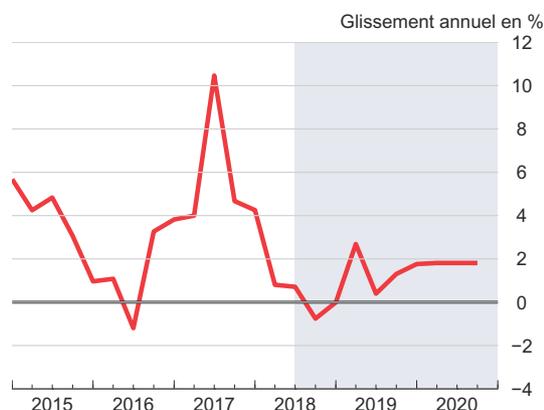
Royaume-Uni

La croissance devrait ralentir en 2020



Les exportations ont chuté fortement

Exportations réelles de biens et services



1. Pour les 17 pays qui sont à la fois membres de la zone euro et de l'OCDE.

2. Prévisions à partir du quatrième trimestre 2018.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Royaume-Uni : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de GBP	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2016)				
PIB aux prix du marché	1 895.8	1.8	1.7	1.3	1.4	1.1
Consommation privée	1 235.5	3.1	1.8	1.5	1.1	0.6
Consommation publique	361.0	0.8	-0.1	0.8	1.9	2.0
Formation brute de capital fixe	319.4	2.3	3.3	0.0	0.8	0.4
Demande intérieure finale	1 915.9	2.5	1.7	1.1	1.2	0.8
Variation des stocks ¹	6.9	-0.1	-0.5	-0.1	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	1 922.8	2.5	1.2	1.0	1.1	0.8
Exportations de biens et services	519.6	1.0	5.7	1.2	1.1	1.8
Importations de biens et services	546.6	3.3	3.2	0.2	0.1	0.7
Exportations nettes ¹	- 27.0	-0.7	0.7	0.3	0.3	0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.1	2.0	1.9	1.7	1.8
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.6	2.7	2.5	2.3	2.1
IPCH sous-jacent ²	—	1.2	2.3	2.2	2.1	2.1
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.9	4.4	4.1	4.0	4.1
Taux d'épargne brute des ménages (% du revenu disponible)	—	6.7	4.5	4.6	4.6	4.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-2.9	-1.9	-1.3	-1.6	-1.3
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	119.5	117.0	115.6	114.6	113.6
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	87.9	87.4	87.3	87.0	86.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-5.2	-3.7	-3.4	-3.3	-2.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878247>

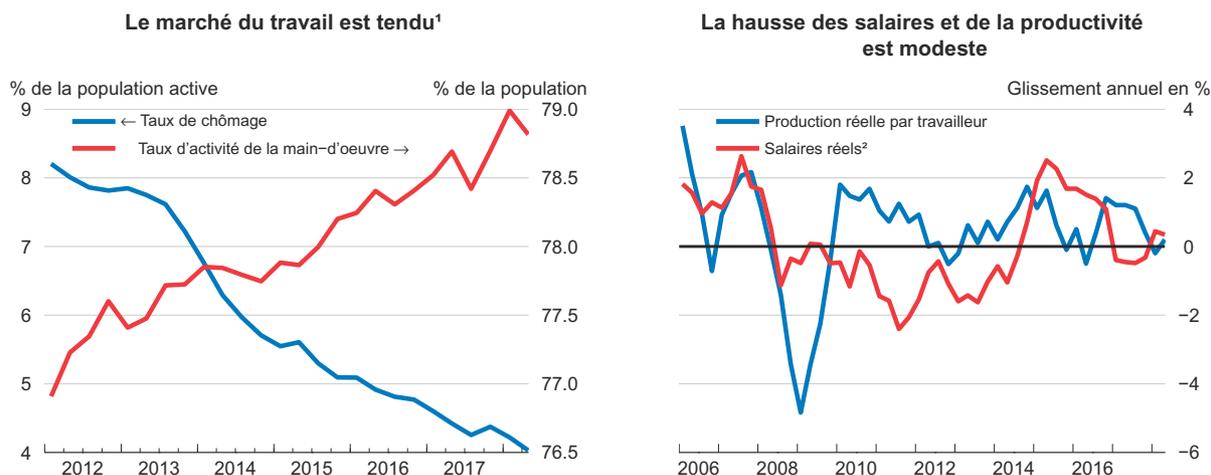
référendum, ont enregistré une forte baisse depuis le début de l'année, due dans une certaine mesure à des facteurs ponctuels. Les flux d'échanges ont rebondi dernièrement, et le déficit des paiements courants s'est établi à 3.2 % du PIB au troisième trimestre de 2018.

L'inflation est supérieure à la cible de 2 % depuis 2017, tirée vers le haut par la dépréciation antérieure de la livre sterling et, plus récemment, par le renchérissement des produits de base. Le taux de chômage a atteint un point bas historique de 4 % au deuxième trimestre de 2018, et des pénuries de main d'œuvre sont apparues. Les salaires réels moyens ont progressé mais demeurent inférieurs à leur niveau d'avant la crise. L'immigration en provenance de l'Union européenne diminue, mais cette baisse est compensée par la hausse des flux nets d'immigration en provenance d'autres régions du monde.

Les pouvoirs publics devront prendre des mesures pour assurer une transition en douceur vers l'après-Brexit

Les prévisions se fondent sur l'hypothèse que le Royaume-Uni et l'Union européenne parviendront à un accord sur les conditions de sortie et la période de transition à court terme, mais en esquissant uniquement les contours de leur future relation commerciale.

Royaume-Uni



1. Les données relatives au taux de chômage concernent les personnes âgées de 16 ans et plus. Les données relatives au taux d'activité de la main-d'oeuvre concernent les personnes entre 16 et 64 ans.
2. Salaires hebdomadaires réels moyens hors primes. Les salaires ont été corrigés de l'indice des prix à la consommation, y compris les coûts de logement des propriétaires occupants.

Source : Office statistique du Royaume-Uni.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877354>

Un tel accord apporterait quelques clarifications à court terme, sans toutefois lever d'autres incertitudes majeures.

La Banque d'Angleterre a signalé que de nouveaux relèvements de son taux d'intérêt directeur ainsi qu'une réduction de la taille son bilan pourraient être de mise en cas de sortie sans heurts de l'Union européenne. Compte tenu des incertitudes actuelles, le rythme de cette normalisation devrait être progressif et faire l'objet d'une communication claire.

Après plusieurs années d'assainissement des finances publiques, la politique budgétaire devrait prendre une orientation accommodante en 2019. Les augmentations des dépenses de santé, d'infrastructure et de défense, conjuguées aux réductions des prélèvements sur les ménages ainsi que d'autres impôts, représentent approximativement 0.8 % du PIB l'année prochaine, ce qui rehaussera le taux de croissance de 0.3 point de pourcentage environ. Compte tenu de l'amélioration des perspectives d'évolution des recettes publiques, le gouvernement devrait cependant atteindre ses objectifs budgétaires.

Les autorités devraient se tenir prêtes à prendre des mesures dans l'hypothèse où le Royaume-Uni et l'Union européenne ne parviendraient pas à trouver un accord. La politique monétaire devrait conserver une orientation accommodante si la demande est atone. Tout en laissant jouer pleinement les stabilisateurs budgétaires automatiques, le gouvernement devrait s'attacher à prendre des mesures pour favoriser les gains de productivité et une croissance inclusive à long terme, telles qu'une augmentation des dépenses consacrées à la formation et aux travailleurs peu qualifiés.

Les autorités devraient se fixer pour objectif de signer avec l'Union européenne un accord de sortie garantissant les relations commerciales les plus étroites possibles, notamment dans le domaine des services financiers. Le gouvernement a publié une série de fiches techniques en vue de sensibiliser les particuliers et les entreprises à l'impact

probable d'une sortie sans accord. Il a présenté des dispositions législatives permettant aux ménages et aux entreprises britanniques de conserver l'accès aux services financiers offerts par des entreprises de l'Union européenne. Il sera important d'adopter des dispositions législatives mettant en place des régimes temporaires en vue d'empêcher des perturbations sur les marchés de capitaux et autres, si nécessaire. Si le Brexit devait se traduire par des transferts de production et de flux commerciaux, il faudrait que les pouvoirs publics axent leurs efforts de soutien sur les travailleurs, et non sur des secteurs ou des emplois particuliers, notamment en prenant des mesures d'aide à la reconversion.

La croissance devrait continuer de ralentir

L'expansion économique devrait s'accélérer légèrement l'année prochaine, sous l'impulsion de la politique budgétaire, avant de ralentir en 2020, la croissance de la demande étant inférieure à son niveau tendanciel. Le resserrement de la politique monétaire et la dissipation des effets de l'évolution des cours des produits de base devraient ramener l'inflation à un niveau plus proche de la cible d'inflation. Le taux de chômage devrait légèrement augmenter. Après avoir atteint un sommet pendant l'exercice budgétaire en cours, le ratio dette publique sur PIB devrait baisser progressivement pendant les deux prochaines années. Le déficit des paiements courants devrait diminuer à la faveur d'une augmentation des exportations de biens et services.

La non-conclusion d'un accord de sortie avec l'Union européenne constitue de loin le plus grand risque à court terme. Selon les analyses de l'OCDE, un scénario de sortie sans accord pourrait amputer le PIB réel de plus de 2 % en deux ans. Le manque de précisions quant aux relations futures entre le Royaume-Uni et l'Union européenne ou à la prolongation de la période de transition, et les incertitudes qui en découlent, pourraient inciter les entreprises à différer davantage leurs projets d'investissement. À l'inverse, la perspective d'un maintien de relations économiques aussi étroites que possibles avec l'Union européenne se traduirait par une croissance économique plus forte que prévu.

RUSSIE

La croissance devrait rester solide, la consommation privée étant soutenue par la hausse des salaires, du crédit aux ménages et de l'emploi, cette dernière hausse faisant suite à une réforme des retraites ambitieuse. Les grands projets d'infrastructures tireront l'investissement public et privé. L'augmentation de la TVA au début de 2019 freinera temporairement la croissance en diminuant les revenus disponibles. La croissance des exportations fléchira avec l'affaiblissement de la demande extérieure, tandis que les importations rebondiront en 2020. Sous l'effet de la dépréciation du rouble et de l'augmentation de la TVA, l'inflation dépassera momentanément l'objectif de 4 %. Le chômage augmentera, la demande de main-d'œuvre ne couvrant que partiellement une offre allant croissant du fait du report de l'âge de la retraite.

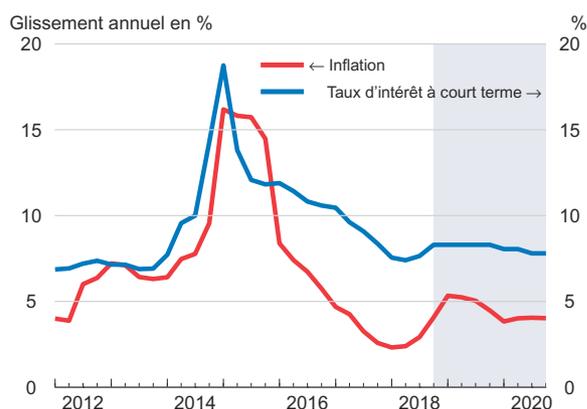
Un tour de vis devrait être opéré dans la politique monétaire face à la tendance haussière des anticipations d'inflation. En dépit d'une forte augmentation des dépenses publiques, la politique budgétaire demeure restrictive de façon à reconstituer les volants de sécurité assurant une marge de manœuvre en cas de choc futur. Des dépenses publiques plus ciblées, notamment une hausse des pensions minimums, pourraient atténuer l'impact de l'augmentation de la TVA sur les inégalités de revenu. Des réformes structurelles visant à améliorer le climat des affaires soutiendraient la croissance à plus long terme.

La croissance se redresse

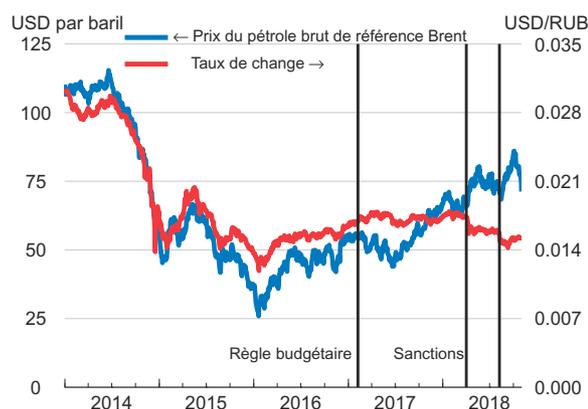
La croissance se redresse, soutenue par la consommation privée qui profite de l'augmentation des revenus disponibles en termes réels, après plusieurs années de repli graduel. L'expansion du crédit à la consommation et du crédit hypothécaire tire également la consommation. Si le renchérissement des cours du pétrole dope les recettes des exportations, les incertitudes croissantes quant à de futures sanctions et la hausse des coûts de financement des marchés émergents pèsent sur la croissance des

Russie

L'inflation restera contenue



L'évolution du rouble s'est dissociée de celle des prix du pétrole



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104; et Thomson Reuters.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933877164>

Russie : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants trillions de RUB	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2016)				
PIB aux prix du marché	83.4	-0.1	1.5	1.6	1.5	1.8
Consommation privée	43.7	-2.3	3.3	2.6	1.3	2.2
Consommation publique	14.8	0.8	0.4	-0.9	0.9	1.6
Formation brute de capital fixe	16.4	1.7	4.7	2.3	2.4	3.4
Demande intérieure finale	74.8	-0.8	3.0	1.8	1.5	2.4
Variation des stocks ¹	1.9	-0.5	0.8	-0.7	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	76.7	-1.3	3.8	1.0	1.3	2.3
Exportations de biens et services	23.9	3.2	5.1	5.7	2.6	2.2
Importations de biens et services	17.2	-3.8	17.4	5.0	3.0	4.4
Exportations nettes ¹	6.7	1.7	-2.3	0.5	0.2	-0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	3.4	5.2	9.5	5.3	3.4
Indice des prix à la consommation	—	7.0	3.7	2.9	5.0	4.0
Déflateur de la consommation privée	—	6.2	3.0	3.0	4.5	3.5
Solde financier des administrations publiques ² (% du PIB)	—	-3.6	-1.5	0.5	1.8	1.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.9	2.1	5.6	6.3	6.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Budget consolidé.

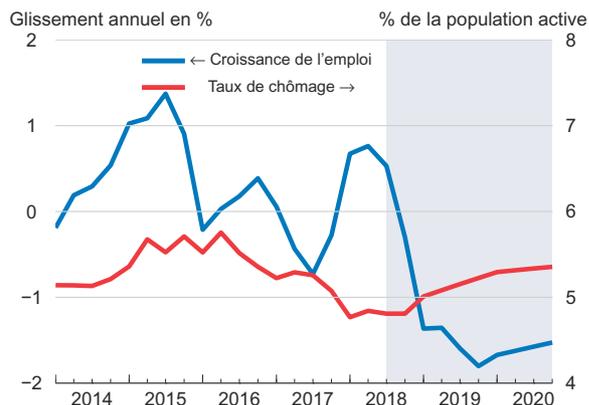
Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878095>

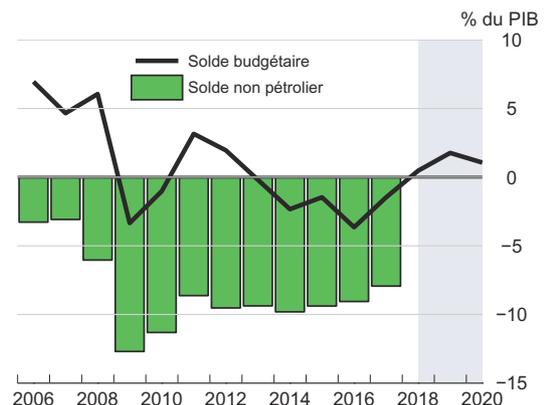
investissements et sur les importations de biens d'équipement. L'éventualité de nouvelles sanctions a entraîné une baisse du rouble en avril et en août, et les turbulences sur les marchés émergents ont provoqué des mouvements de capitaux vers l'étranger. La dépréciation du rouble alimente l'inflation, qui reste toutefois inférieure à l'objectif de 4 %. Le taux de chômage demeure bas, à moins de 5 %.

Russie

Le chômage va s'orienter à la hausse, malgré la progression de l'emploi



Un resserrement de la politique budgétaire s'annonce



Source : Ministère des Finances; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877183>

Les politiques menées demeurent restrictives et des réformes structurelles aideront à améliorer le potentiel de l'économie

La banque centrale a rapidement réagi aux tensions inflationnistes en relevant son taux directeur en septembre, et devrait s'apprêter à le relever encore afin d'ancrer davantage des anticipations d'inflation en hausse. Les autorités ont également gelé les achats de devises dictés par la règle budgétaire pour limiter toute nouvelle dépréciation du rouble. S'il est raisonnable de lisser la volatilité des changes, les autorités devraient se garder de procéder à des interventions pour orienter les taux de change à long terme. La banque centrale a poursuivi l'assainissement salutaire du secteur bancaire en retirant leur licence à plusieurs établissements, sans effet visible sur les marchés financiers et, plus généralement, sur l'économie.

La politique budgétaire demeure restrictive. Le solde budgétaire affiche un excédent pour la première fois depuis 2009, grâce à l'augmentation des recettes pétrolières et à la prudence observée dans les dépenses publiques, conformément à la règle budgétaire en vigueur. La récente réforme des retraites et une hausse de la TVA prévue renforceront davantage encore la viabilité des finances publiques. Le financement du programme d'investissements publics prévus justifierait un certain assouplissement.

La réforme des retraites prévoit que l'âge de départ en retraite soit porté à 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes d'ici à 2029. L'augmentation prévue des pensions, notamment pour les bas revenus, contribuera à réduire les inégalités. L'impact positif global de la réforme sur la croissance du PIB est estimé à environ 0.1 point de pourcentage en 2019, et entre 0.2 et 0.3 point de pourcentage en 2020. Le relèvement du taux de TVA, de 18 à 20 %, au début 2019 réduira temporairement la consommation des ménages, notamment celle des plus modestes.

Le gouvernement a adopté un programme d'investissements ambitieux pour la période 2019-2024, dont l'objectif est de porter la part de l'investissement dans le PIB de 21 % à 25 %. Ce programme devrait contribuer à améliorer les infrastructures de transport, accélérer la numérisation de l'économie, favoriser le développement des marchés de capitaux et compléter le système de retraite par répartition par un régime par capitalisation. Attribuer à une personnalité du gouvernement la responsabilité des résultats relevant de son ressort est louable et devrait concourir à la mise en œuvre effective du programme.

Une amélioration du climat des affaires passant par une meilleure protection des droits des entrepreneurs, une concurrence plus efficace, une moindre implication de l'État dans le secteur marchand et une meilleure gouvernance des entreprises publiques, constituerait un facteur de dynamisation supplémentaire de l'investissement et de la productivité. Promouvoir l'entrepreneuriat, intensifier la collaboration entre le secteur marchand et les universités, et augmenter les dépenses publiques dans la recherche-développement renforceraient également la croissance potentielle. Les mesures de simplification administrative, à l'image du guichet unique que l'on a prévu de mettre en place à l'intention des entreprises exportatrices, constituent un pas dans la bonne direction.

La croissance augmentera légèrement

L'économie devrait croître à un taux de 1.5 % en 2019 et de 1.8 % en 2020, portée par la progression de la consommation des ménages à la faveur d'une hausse des salaires réels, et par l'investissement public. La croissance des exportations ralentira, les prix du pétrole n'augmentant plus. Le solde des comptes courants restera excédentaire. La hausse de la TVA, le resserrement de la politique monétaire et une expansion plus modérée du crédit aux ménages freineront la croissance temporairement en 2019. Toutefois, la réforme des retraites et le programme d'investissements dans les infrastructures soutiendront la croissance en 2020.

De grandes incertitudes demeurent quant à de futures sanctions et mesures de riposte, qui pourraient freiner les exportations et entraîner une nouvelle vague de sorties de capitaux ainsi qu'une nouvelle dépréciation du rouble. En outre, les autorités se méfient d'évolutions défavorables sur le marché pétrolier, tablant sur un scénario qui verrait les cours de l'or noir descendre progressivement pour atteindre moins de 60 USD le baril d'ici à 2020, sous l'effet d'un rebond de la production de gaz de schiste et d'un étiolement de l'accord OPEC+. Cela étant, l'impact sur la croissance d'une baisse des cours du pétrole de cette ampleur serait sans doute modeste grâce au rôle stabilisateur de la règle budgétaire et à la flexibilité des taux de change.

SLOVÉNIE

La croissance économique, qui s'est modérée en 2018, devrait ralentir sensiblement en 2019 et 2020, les contraintes de capacité pesant de plus en plus sur la production et la progression de l'investissement revenant à un rythme plus viable. Les gains de part de marché réalisés à l'exportation vont ralentir, la hausse des salaires mettant à mal la compétitivité des exportateurs.

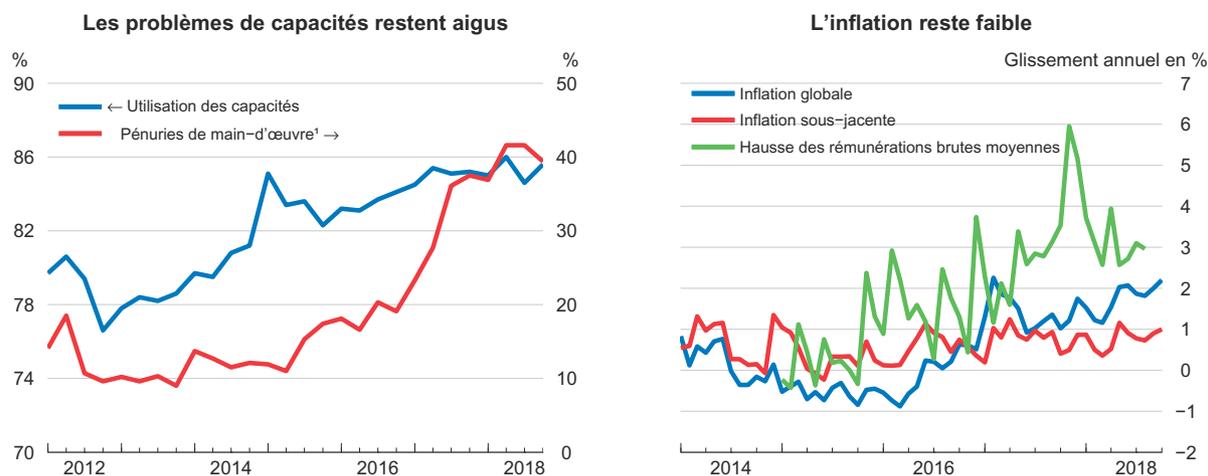
L'orientation de la politique budgétaire devrait rester expansionniste en 2019 et devenir neutre en 2020. L'excédent budgétaire, après avoir atteint 0.6 % du PIB en 2018, se contractera en 2019 sous l'effet d'un assouplissement discrétionnaire et du ralentissement de la croissance économique. Néanmoins, étant donné que les conditions monétaires resteront accommodantes dans la zone euro, un excédent budgétaire plus important s'impose pour juguler les tensions inflationnistes et garantir la poursuite de la réduction de la dette.

La reprise économique a été vigoureuse

L'expansion économique est demeurée vigoureuse en 2018, l'investissement restant dynamique, porté par les fonds structurels de l'Union européenne (UE), la nécessité de renforcer les capacités et la reprise en cours dans le secteur de la construction résidentielle. La progression de la consommation publique a été soutenue, en raison du démantèlement des mesures d'austérité antérieures. La croissance de la consommation privée a été plus faible, mais compte tenu du niveau élevé de la confiance des consommateurs et de la forte augmentation des rémunérations, elle devrait repartir à la hausse. Les exportateurs ont gagné des parts de marché.

Le marché du travail se tend. L'emploi a augmenté de près de 2 % en 2018 et davantage de personnes ont intégré la population active, notamment des immigrants. Le taux de chômage est tombé à son plus bas niveau depuis dix ans, soit 5.5 %, à la mi-2018. Le resserrement du marché du travail transparaît aussi dans le fait que 40 % des entreprises

Slovénie



1. Pourcentage d'entreprises manufacturières désignant la pénurie de main-d'œuvre comme un facteur de limitation de la production. Source : Office statistique de la République de Slovénie ; Eurostat, Base de données sur l'industrie.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877221>

Slovénie : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	38.9	3.1	4.9	4.4	3.6	2.7
Consommation privée	20.8	3.9	1.9	2.3	2.6	2.0
Consommation publique	7.2	2.7	0.5	2.7	2.0	1.5
Formation brute de capital fixe	7.3	-3.7	10.7	9.0	8.5	6.4
Demande intérieure finale	35.3	2.1	3.3	3.8	3.8	2.9
Variation des stocks ¹	0.2	0.7	0.6	-0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	35.5	2.9	3.9	3.5	3.6	2.8
Exportations de biens et services	29.9	6.4	10.7	8.1	6.4	6.3
Importations de biens et services	26.6	6.6	10.3	8.0	6.9	7.0
Exportations nettes ¹	3.3	0.5	1.3	0.9	0.3	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	0.8	1.6	2.1	2.2	3.3
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	-0.2	1.6	2.0	2.2	2.8
IPCH sous-jacent ²	–	0.7	0.7	1.1	1.9	2.8
Taux de chômage (% de la population active)	–	8.0	6.6	5.3	4.6	4.3
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	5.1	6.2	7.5	7.6	7.9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-1.9	0.1	0.6	0.2	0.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	97.7	89.2	86.9	85.2	83.5
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	78.7	74.1	70.0	66.1	61.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	5.5	7.2	7.0	6.4	6.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878133>

manufacturières font état de pénuries de main-d'œuvre. En revanche, la progression des salaires a été modérée, s'établissant à 3.6 % au début de l'automne 2018, et la hausse des prix à la consommation est revenue en deçà de 2 %, tandis que l'inflation sous-jacente est restée stable, aux alentours de 1 %.

Des mesures de restriction budgétaire et des réformes structurelles rendraient la croissance plus durable

Les conditions monétaires restent favorables, compte tenu du maintien attendu de l'orientation accommodante de la politique monétaire dans la zone euro et du fait que les taux d'intérêt à long terme fluctuent aux environs de 1 %. La politique budgétaire est expansionniste, du fait d'importants investissements publics bénéficiant des fonds structurels de l'UE et du démantèlement de mesures d'austérité antérieures, comme le gel des salaires dans le secteur public. Quoi qu'il en soit, la forte expansion économique se traduira par un léger excédent budgétaire des administrations publiques sur la période considérée. Une politique budgétaire restrictive serait justifiée pour parer au risque de surchauffe et dégager les marges de manœuvre nécessaires pour financer une future hausse des dépenses liées au vieillissement.

La reprise économique pourrait être renforcée par des réformes structurelles. Une intensification des efforts en matière de privatisations permettrait de dégager des ressources et de mieux les répartir, notamment si elle s'accompagne de mesures visant à accentuer la concurrence, consistant en particulier à attribuer davantage de ressources aux autorités de la concurrence et à simplifier les procédures judiciaires dans les affaires de concurrence. La réforme des retraites pourrait contribuer à rehausser le faible taux d'activité des seniors.

La croissance va ralentir

La croissance économique devrait s'essouffler au cours des deux prochaines années, car la demande sera progressivement satisfaite par une augmentation des importations due à des contraintes de capacité intérieure. La consommation privée et le logement seront soutenus par la progression de l'emploi et des salaires. L'investissement des entreprises continuera de renforcer les capacités de production et garantira la poursuite de l'augmentation de la productivité, quoique à un rythme plus lent. Néanmoins, de fortes augmentations des salaires sur un marché du travail tendu réduiront la compétitivité des exportations et les gains de parts de marché. La vigueur du marché du travail entraînera un creusement de l'écart entre la hausse des salaires réels et celle de la productivité, et une montée de l'inflation au-dessus de 3 % au second semestre de 2020. Des gains de productivité plus importants que prévu découlant des investissements permettraient de limiter les pertes de compétitivité extérieure. Inversement, une surchauffe du marché du travail plus rapide et plus marquée qu'on ne s'y attend pourrait entraîner une forte dégradation de la compétitivité extérieure et de la confiance des investisseurs. Si le Royaume-Uni quittait l'UE sans accord, les exportations et la confiance des entreprises slovènes en pâtiraient.

SUÈDE

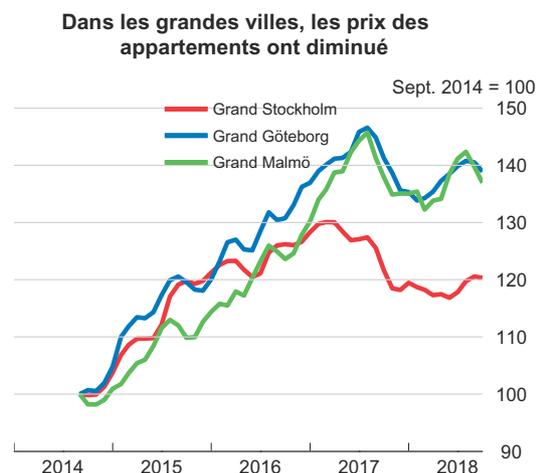
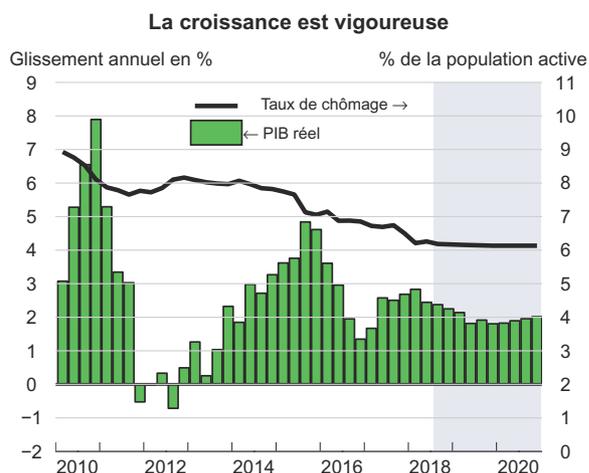
Le dynamisme des exportations, résultant à la fois de la croissance chez les principaux partenaires commerciaux de la Suède et de la dépréciation de la couronne, ainsi que la solidité de la demande intérieure, continueront de porter l'expansion. L'investissement résidentiel poursuivra son repli consécutif à l'évolution à la baisse antérieure des prix des logements. Les créations d'emplois ralentiront, sur fond de pénuries de main-d'œuvre dans diverses professions. Le taux de chômage se stabilisera, la main-d'œuvre à faible employabilité constituant une proportion grandissante des demandeurs d'emploi.

Les politiques budgétaire et monétaire sont expansionnistes. L'inflation est globalement conforme à l'objectif, ce qui tient en partie à des facteurs transitoires. La Banque de Suède a fait part de son intention de commencer à relever ses taux d'intérêt vers la fin de l'année, ce qui serait tout à fait indiqué pour trouver un équilibre entre le risque d'une inflation inférieure à l'objectif et celui d'une mauvaise affectation des ressources en capital. Des réformes visant le marché du logement, l'intégration des immigrés et l'éducation sont nécessaires pour favoriser une croissance inclusive.

La croissance est ralentie par la faiblesse de l'activité dans le bâtiment

L'économie continue de bénéficier d'une croissance vigoureuse. La demande d'exportations a résisté chez les principaux partenaires commerciaux de la Suède, tandis que l'affaiblissement de la couronne a amélioré la compétitivité. Toutefois, l'investissement résidentiel s'est contracté après la baisse des prix des logements de la fin de 2017 et du début de 2018. La progression de la consommation est modeste en raison d'une hausse des salaires toujours en demi-teinte, les négociations salariales demeurant centrées sur les questions de compétitivité. L'inflation est conforme à l'objectif, bien que cela tienne en partie à des facteurs transitoires, notamment l'augmentation des prix de l'énergie. Des pénuries de main-d'œuvre qualifiée et le fait que les demandeurs d'emploi à faible employabilité, parmi lesquels des immigrés arrivés récemment sur le territoire,

Suède



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE n°104 ; et Mäklarstatistik.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933877278>

Suède : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de SEK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2017)				
PIB aux prix du marché	4 200.8	2.5	2.4	2.5	1.9	1.9
Consommation privée	1 889.3	2.8	2.3	2.5	2.8	2.6
Consommation publique	1 085.7	3.2	0.4	1.1	1.2	1.2
Formation brute de capital fixe	990.3	3.9	6.5	3.2	0.2	1.6
Demande intérieure finale	3 965.3	3.2	2.8	2.3	1.7	2.0
Variation des stocks ¹	31.3	-0.1	0.1	0.4	0.1	0.0
Demande intérieure totale	3 996.6	3.0	2.9	2.7	1.7	1.9
Exportations de biens et services	1 913.0	2.6	3.7	3.3	3.5	3.3
Importations de biens et services	1 708.7	4.0	5.1	3.8	3.1	3.5
Exportations nettes ¹	204.2	-0.4	-0.4	-0.1	0.3	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	1.7	2.2	2.2	2.1	2.2
Indice des prix à la consommation ²	–	1.0	1.8	2.0	2.4	2.3
IPC sous-jacent ³	–	1.4	2.0	2.2	2.3	2.0
Taux de chômage ⁴ (% de la population active)	–	6.9	6.7	6.2	6.1	6.1
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	16.0	15.1	16.7	16.4	16.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	1.1	1.6	1.2	1.2	1.5
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	42.4	40.8	37.2	34.5	32.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	4.3	3.3	2.6	3.5	3.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. L'indice des prix à la consommation tient compte des charges au titre des intérêts hypothécaires.

3. Indice de prix à la consommation à taux d'intérêt fixes.

4. Les séries historiques comme les prévisions sont basées sur une définition du chômage couvrant les 15-74 ans, y compris les étudiants à plein temps à la recherche d'un emploi et disponibles pour travailler.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878190>

représentent une proportion croissante des personnes en recherche d'emploi empêchent le taux de chômage de reculer plus rapidement.

Des faiblesses structurelles persistent sur le marché du logement

La facilité d'accès au crédit, la croissance rapide des revenus et de la population et la faiblesse des taux d'intérêt ont alimenté une forte hausse des prix des logements jusqu'à une date récente. L'endettement des ménages s'est ainsi accru pour dépasser 180 % du revenu disponible. Des mesures macroprudentielles ont probablement contribué à une correction salutaire des prix des logements, à hauteur d'environ 6 %, au deuxième semestre de 2017, suivie d'une stabilisation depuis le début de 2018. Des faiblesses structurelles, en particulier le régime fiscal avantageux de la propriété immobilière et des prêts hypothécaires, la réglementation du marché locatif et le manque de concurrence dans le secteur du bâtiment, continuent toutefois de créer des déséquilibres sur le marché du logement.

La politique monétaire devrait demeurer très expansionniste, en dépit des signes de forte utilisation des capacités, et l'inflation devrait rester proche de l'objectif au cours de la

période à venir. Le taux des prises en pension est resté aux alentours de -0.5 % depuis février 2016. Le programme d'achat d'obligations a été mis en suspens, et le premier relèvement des taux est prévu pour la fin de 2018 ou le début de 2019. La Banque de Suède a laissé entrevoir un durcissement progressif de sa politique monétaire, qui serait opportun pour permettre de trouver un équilibre entre le risque d'une inflation inférieure à l'objectif et les risques associés à une mauvaise affectation des ressources.

La politique budgétaire expansionniste a alimenté une croissance qui était déjà vigoureuse en 2018. L'orientation budgétaire devrait être globalement neutre en 2019, mais l'impasse politique actuelle pourrait conduire à un resserrement car le temps manquera à un nouveau gouvernement pour introduire de nouvelles mesures dans le budget 2019. Dans l'ensemble, la politique budgétaire reste viable, sur fond de cadre budgétaire solide, de dette publique brute inférieure à 40 % du PIB et d'excédent budgétaire de plus de 1 % du PIB.

La croissance est vulnérable face aux risques inhérents à un nouveau fléchissement des prix des logements et au protectionnisme

La croissance du PIB devrait ralentir à mesure que l'investissement résidentiel se contractera un peu plus et que les contraintes de capacités se feront sentir dans de nombreux secteurs. La consommation des ménages continuera de progresser à un rythme mesuré, sachant que les tensions sur le marché du travail ne se répercutent que progressivement sur les salaires, l'objectif des partenaires sociaux restant de maintenir la compétitivité, et que les incertitudes relatives au marché du logement et à la situation mondiale incitent les ménages à épargner. La demande des principaux partenaires commerciaux continuera de soutenir les exportations et l'investissement des entreprises, mais de manière moins intense avec l'assombrissement de l'horizon de la croissance mondiale. La recrudescence du protectionnisme pèsera sur les perspectives des exportations et représente un risque majeur de divergence à la baisse par rapport aux prévisions pour la Suède, fortement intégrée dans les chaînes de valeur mondiales. Le marché du logement reste vulnérable, et de nouvelles baisses des prix des logements éroderaient la consommation. L'adoption de mesures macroéconomiques expansionnistes pendant la phase de reprise pourrait alimenter les déséquilibres et accentuer les fragilités dans l'hypothèse d'un prochain ralentissement de l'activité.

SUISSE

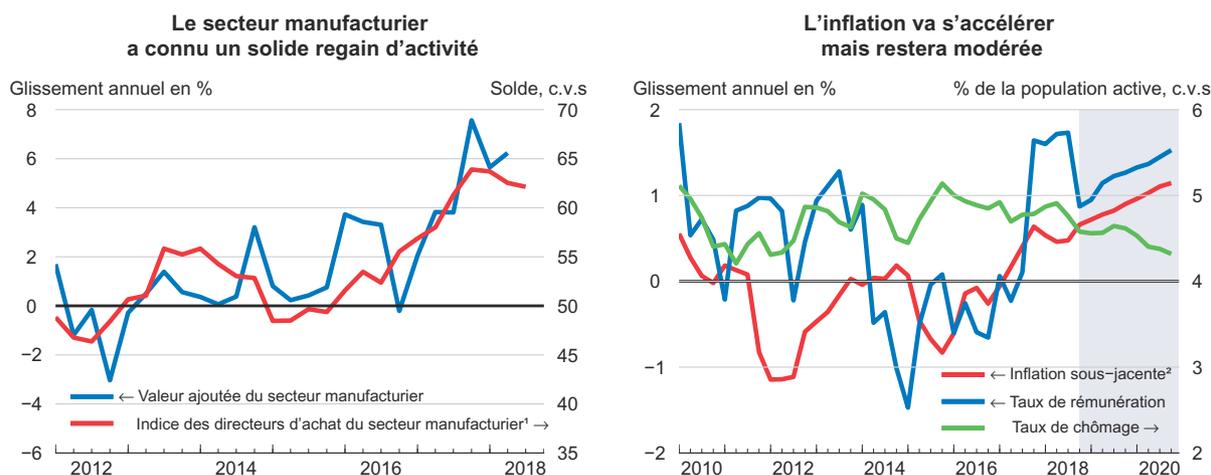
La croissance du PIB a été vigoureuse ces derniers trimestres et devrait s'établir à environ 1 ½ pour cent au cours des deux prochaines années. La demande intérieure s'affermira, portée par la consommation des ménages. Toutefois, les effets du coup de pouce que la dépréciation antérieure du taux de change et des événements exceptionnels ont donné aux exportations s'estomperont. L'excédent des paiements courants, confortable, se contractera légèrement. L'inflation repartira progressivement à la hausse, mais demeurera modérée.

Les taux directeurs devraient amorcer un redressement au second semestre 2019, mais rester négatifs jusqu'en 2020. La politique budgétaire prendra un tour légèrement expansionniste à mesure que diminueront les recettes exceptionnelles. Une réforme des retraites est urgente car le vieillissement de la population complique le financement des pensions. Le développement de l'offre de services d'accueil de jeunes enfants et la réduction de leur coût pourraient encourager la participation pleine et entière des femmes à l'activité économique.

Le secteur manufacturier a récemment été à l'origine d'une accélération de la croissance du PIB

L'économie a connu une croissance vigoureuse, progressant au rythme de 3.2 % en glissement annuel au premier semestre de 2018. Le secteur manufacturier a été le principal moteur de la croissance, mais les recettes encaissées grâce à de grandes manifestations sportives internationales par les fédérations sportives concernées dont le siège est en Suisse ont également concouru à ce bilan exceptionnel. L'accélération de la croissance des marchés d'exportation, alliée à la dépréciation du taux de change, a donné un coup de

Suisse



1. L'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier est un indicateur avancé établi à partir d'une enquête, qui indique dans quel sens devrait globalement évoluer ce secteur : une valeur supérieure à 50 est le signe d'une expansion globale de l'activité et une valeur inférieure à 50 indique une contraction de l'activité économique.

2. Hors produits alimentaires frais et de saison, énergie et carburants.

Source : SECO ; Thomson Reuters ; et Base de données des perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933877297>

Suisse : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de CHF	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	654.2	1.6	1.7	2.9	1.6	1.6
Consommation privée	348.7	1.5	1.2	1.2	1.5	1.7
Consommation publique	78.1	1.2	0.9	1.0	1.0	1.1
Formation brute de capital fixe	155.6	3.4	3.3	3.1	2.9	2.6
Demande intérieure finale	582.4	2.0	1.7	1.7	1.8	1.9
Variation des stocks ¹	- 4.8	-1.4	-0.1	0.0	0.7	0.0
Demande intérieure totale	577.6	0.3	1.5	1.7	2.6	1.9
Exportations de biens et services	406.9	6.7	-0.1	1.4	1.9	2.9
Importations de biens et services	330.4	5.9	-0.7	-0.8	3.8	3.5
Exportations nettes ¹	76.5	1.2	0.3	1.4	-0.8	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-0.6	-0.4	0.7	1.2	1.2
Indice des prix à la consommation	—	-0.4	0.5	1.0	0.9	1.1
IPC sous-jacent ²	—	-0.3	0.3	0.5	0.8	1.1
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.9	4.8	4.8	4.6	4.4
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	18.7	17.8	17.8	17.8	17.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.4	1.3	1.2	1.0	0.8
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	42.5	41.2	40.0	39.0	38.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	9.9	9.5	11.1	10.7	10.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878209>

pouce aux exportations manufacturières. La formation brute de capital fixe a été solide, en dépit d'un fléchissement récent.

Les prix des produits de base ont légèrement poussé à la hausse les prix à la consommation, mais l'inflation sous-jacente demeure faible. Les salaires sont repartis à la hausse et la consommation des ménages a également redémarré au premier semestre de 2018, mais demeure en demi-teinte compte tenu d'un taux d'épargne élevé. L'excédent des paiements courants a dépassé 12 % du PIB au premier semestre de 2018, en partie à cause d'une augmentation de l'excédent commercial.

Les mesures de relance monétaire seront progressivement levées

La politique monétaire a été expansionniste depuis la crise financière. Depuis la fin 2014, l'application de taux directeurs négatifs a permis de stimuler l'inflation et de limiter les entrées de capitaux attirés par le statut de monnaie refuge du franc suisse. Pour autant, les risques financiers que font planer la quête de rendements et une mauvaise affectation du capital s'accumulent. Le crédit hypothécaire et les prix des appartements continuent de monter, quoiqu'à un rythme plus lent, mais les taux de logements vacants aussi. Face à un volant de capacités excédentaires qui se résorbe et une inflation qui commence à s'orienter à la hausse, la banque centrale devrait amorcer un relèvement de ses taux directeurs au second semestre de 2019. Il importera de communiquer en amont

sur la suppression progressive des mesures de relance afin d'éviter des effets de surprise risquant de déstabiliser les marchés.

L'orientation de la politique budgétaire devrait prendre un tour modérément expansionniste. Le montant considérable des recettes générées par les retenues à la source a concouru à l'excédent de 2017 grâce aux dividendes exceptionnellement élevés et au faible nombre de demandes de remboursement qui s'explique en partie par le fait que les taux d'intérêt négatifs n'incitent guère à entreprendre cette démarche. L'excédent budgétaire se réduira progressivement à mesure que ces recettes diminueront, en chiffres nets. Le Parlement a voté en septembre une réforme conjointe de l'imposition des entreprises et des retraites, laquelle pourrait toutefois être bloquée par un éventuel référendum en 2019. Le projet permettrait d'injecter des recettes supplémentaires dans le système de financement des retraites à partir de 2020, grâce à une augmentation des cotisations sociales et des dotations de l'État fédéral. Il n'en reste pas moins qu'il y a urgence à aller plus loin dans les réformes, notamment en alignant l'âge de départ à la retraite des hommes et des femmes et en le reliant à l'espérance de vie, car le vieillissement démographique entraîne une dégradation de la situation financière du système de retraite. La réforme de l'impôt sur les sociétés a pour but de mettre en conformité la fiscalité des entreprises avec les engagements internationaux de la Suisse et devrait permettre de supprimer le traitement fiscal spécial dont bénéficient les entreprises multinationales d'ici 2020.

La croissance de la productivité est restée atone ces dix dernières années. La proposition d'augmenter les déductions fiscales pour frais de garde d'enfants devrait favoriser le développement de l'emploi féminin à temps plein. Cette mesure permettrait de multiplier les possibilités d'emploi des femmes tout au long de leur vie, d'accroître l'offre de main-d'œuvre, d'améliorer la productivité et d'aider à prolonger la phase d'expansion. Enfin, des réformes permettant d'améliorer l'accessibilité financière des services de garde pour les ménages les plus modestes stimuleraient la croissance et la rendraient plus inclusive.

La croissance devrait ralentir, mais rester solide

La croissance du PIB devrait ralentir, mais rester supérieure à son potentiel. La consommation des ménages va gagner de la vigueur, à la faveur d'une valorisation des salaires réels et d'un repli du chômage. L'investissement va marquer le pas, en restant toutefois solide. Tout échec des négociations en cours avec l'Union européenne (UE) sur la mise en place d'un accord-cadre institutionnel pourrait porter atteinte aux liens économiques étroits dont bénéficie actuellement la Suisse avec l'UE. Une intensification des tensions mondiales pourrait entraîner une nouvelle appréciation du franc suisse et brider les exportations. En revanche, l'optimisme des ménages pourrait se traduire par un fléchissement plus net de leur taux d'épargne et une expansion plus rapide de leur consommation, qui se traduirait par une contraction de l'excédent des paiements courants.

TURQUIE

Après plusieurs années de croissance solide et de fort endettement extérieur, le taux de change n'a cessé de baisser régulièrement à partir de la mi-2017. L'intensification des tensions sur les marchés, en août 2018, a entraîné une nouvelle dépréciation de quelque 30 %, suivie d'un redressement partiel. Une contraction de l'activité économique est prévue en 2019 car le net recul de la demande intérieure à partir du second semestre de 2018 ne sera que partiellement compensé par une augmentation des exportations. Un regain progressif de la confiance et de la demande sur le marché intérieur devrait favoriser une reprise de la croissance en 2020.

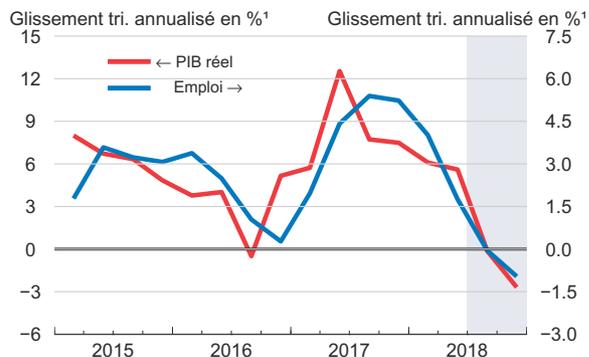
Il sera essentiel que les entreprises, les ménages et les investisseurs reprennent confiance dans les politiques monétaire et budgétaire. La banque centrale devrait rester indépendante, et la politique monétaire restrictive, pour que l'inflation converge vers sa cible. Les objectifs budgétaires devraient être réalistes et il conviendrait qu'ils soient atteints pour préserver une crédibilité à laquelle contribuerait la publication des comptes trimestriels des administrations publiques, conformément aux normes internationales. Le présent exercice de prévisions repose sur l'hypothèse que la dégradation des bilans des entreprises est contenue.

L'activité économique a nettement ralenti après le choc sur le taux de change

Après une très forte croissance du PIB en 2017, la demande intérieure, l'inflation et le déficit de la balance courante ont poursuivi leur évolution à la hausse du fait des mesures de relance prises jusqu'à la mi-2018. Comme les tensions sur les marchés se sont accentuées en réaction à l'aggravation des déséquilibres, la banque centrale a nettement durci les conditions monétaires, et la croissance était en train de marquer le pas lorsqu'en août, un nouveau choc de confiance s'est produit. Le taux de change a perdu près de 40 %

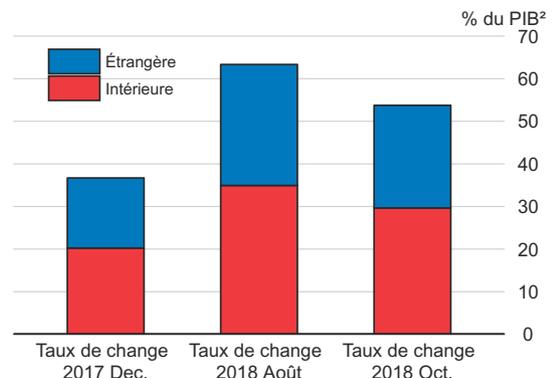
Turquie

L'économie s'essouffle rapidement



La dépréciation du taux de change a eu pour effet d'alourdir la charge de la dette pour les entreprises non financières

Dettes en devises converties en livres turques



1. Moyenne mobile sur trois trimestres.

2. Le ratio est calculé en utilisant les taux de change en vigueur le 31 décembre 2017, le 31 août 2018 et le 18 octobre 2018, ainsi que des estimations de l'OCDE.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; Ministère du Trésor et des Finances ; Agence de réglementation et de supervision bancaires (BRSA) ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877316>

Turquie : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de TRY	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2009)				
PIB aux prix du marché	2 338.6	3.2	7.4	3.3	-0.4	2.7
Consommation privée	1 411.8	3.7	6.0	3.6	-4.1	2.3
Consommation publique	324.6	9.8	4.7	8.0	2.0	2.2
Formation brute de capital fixe	694.8	2.2	7.8	1.0	-5.6	3.7
Demande intérieure finale	2 431.1	4.1	6.4	3.4	-3.7	2.7
Variation des stocks ¹	- 31.5	0.0	-0.8	-2.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	2 399.6	4.2	5.7	1.4	-3.6	2.7
Exportations de biens et services	546.0	-1.9	11.9	8.3	10.3	5.1
Importations de biens et services	607.0	3.8	10.2	-1.8	-2.3	5.0
Exportations nettes ¹	- 61.0	-1.4	0.1	2.6	3.5	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	8.1	10.9	16.1	14.2	10.3
Indice des prix à la consommation	—	7.8	11.1	16.8	19.5	10.7
IPC sous-jacent ²	—	8.5	10.1	16.9	19.7	10.7
Taux de chômage (% de la population active)	—	10.9	10.9	10.8	12.7	12.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.8	-5.6	-5.3	-2.9	-3.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878228>

en deux semaines tandis que les primes de risque et les taux d'intérêt à long terme progressaient fortement, atteignant des niveaux prohibitifs. En conséquence l'inflation, qui était de 16 % en juillet, a bondi pour s'établir à près de 25 %.

La confiance des entreprises et des ménages s'est effondrée et, selon des indicateurs à haute fréquence, la consommation et l'investissement privés sont en voie de contraction au second semestre de 2018. En revanche, les exportations, portées par des gains de compétitivité-prix, ont redoublé de vigueur dans l'industrie et le tourisme. Les importations ont marqué le pas et le solde extérieur désormais positif contribue à la réduction de l'important déficit de la balance courante.

L'emploi semble avoir culminé pendant l'été et le taux de chômage s'est établi à 11 %, celui des jeunes atteignant 19 %. On s'attend à ce que la situation sur le marché du travail continue de se dégrader, notamment dans le secteur du bâtiment, qui emploie une grande partie de la main-d'œuvre peu qualifiée. La présence de quelque 4 millions de réfugiés sur le territoire ajoute à la complexité des questions de cohésion sociale

La gestion de l'ajustement sera difficile et il faut impérativement rétablir la confiance

Les responsables de la politique économique ont réagi aux tensions sur les marchés financiers grâce par des injections de liquidités en devises, en abaissant les réserves obligatoires des banques et en limitant leur participation aux swaps (échanges) de devises. En septembre, la banque centrale a sensiblement relevé son taux d'intérêt directeur pour le porter à 24 %, ce qui contribuera à soutenir le taux de change et à faciliter l'ajustement économique nécessaire. Le « Nouveau Programme Économique » vise à encourager les

exportations et à accroître le taux de l'épargne intérieure en assainissant les finances publiques. Selon les prévisions, le déficit budgétaire global devrait passer de 2.7 % du PIB en 2018 à 1.6 % en 2019, surtout grâce à des coupes dans l'investissement public. Un « Plan global de lutte contre l'inflation » a été annoncé en octobre : il repose sur un gel des prix administrés et sur des réductions de prix volontaires dans le secteur privé visant certains articles ciblés du panier de consommation pendant deux mois, s'accompagnant dans un deuxième temps d'abaissements temporaires de la TVA sur certains biens et services. Les prix relatifs devraient évoluer durant cette période, mais un succès durable de la désinflation exigera en définitive de la confiance, de la part des acteurs du marché, dans la détermination de la banque centrale à atteindre son objectif d'inflation et dans son indépendance pour le réaliser.

Les objectifs budgétaires devraient être réalistes de façon à leur donner de la crédibilité. Il conviendrait de laisser les stabilisateurs automatiques jouer leur rôle. L'amélioration de la transparence budgétaire grâce à la publication des comptes trimestriels des administrations publiques serait utile à cet égard et permettrait également de répondre à la crainte du laxisme budgétaire.

La gestion des risques pour la stabilité financière constituera un défi majeur. Si le secteur bancaire a été globalement prémuni contre les variations du taux de change, de nombreuses entreprises dynamiques, grandes et moyennes, ont financé leurs investissements par des emprunts en devises. La dépréciation a gonflé la charge du service de cette dette et l'accroissement de son coût de refinancement va peser sur la liquidité et la solvabilité des entreprises concernées. Le nombre de dépôts de bilan est d'ores et déjà monté en flèche. Pour limiter la contagion au secteur bancaire et au reste de l'économie, des interventions spécifiques pourraient être nécessaires. Les autorités ont confirmé qu'elles effectuaient des tests de résistance pour évaluer la nécessité de telles mesures, qui pourraient grever assez lourdement le budget.

L'activité économique va connaître une contraction, mais celle-ci devrait être de courte durée

Sous réserve que les difficultés des entreprises soient contenues, un regain de confiance devrait se dessiner tant sur le marché intérieur que sur le plan international, pour le plus grand bien de la demande intérieure. Les besoins de financement extérieur, dont le montant est estimé à 25 % du PIB en 2019, pourraient alors être couverts, bien qu'à un coût plus élevé. On s'attend à ce que la progression des exportations reste solide et à ce que les investissements qui y sont liés ne soient pas affectés. Le taux de croissance du PIB devrait être ramené à -0.4 % en 2019, puis remonter à 2.7 % en 2020. Une telle reprise exige la conduite de politiques monétaire et budgétaire crédibles et transparentes et une résolution efficace des difficultés dans les secteurs des entreprises et des banques, dont on suppose dans ces prévisions qu'elles seront maîtrisées.

Si la confiance s'améliore plus vite qu'on ne le suppose et suscite une baisse plus rapide des primes de risque et des taux d'intérêt à long terme, l'économie pourra se redresser plus vite et la croissance être plus forte. Cependant, si les perturbations dans le secteur des entreprises font tâche d'huile et si la confiance ne se rétablit pas, la croissance pourrait être sensiblement moindre. Si les anticipations d'inflation restent non ancrées, des tensions sur le taux de change risquent d'apparaître et de déclencher des boucles de rétroaction négatives. Dans tous les cas, la Turquie reste très vulnérable face à un durcissement éventuel des conditions financières mondiales qui pourrait entraîner un

alourdissement des charges d'intérêt, un regain d'instabilité du taux de change et des difficultés pour se procurer des financements extérieurs. Les risques géopolitiques dans la région et au-delà pourraient également influencer sur la confiance et les perspectives commerciales.

ZONE EURO

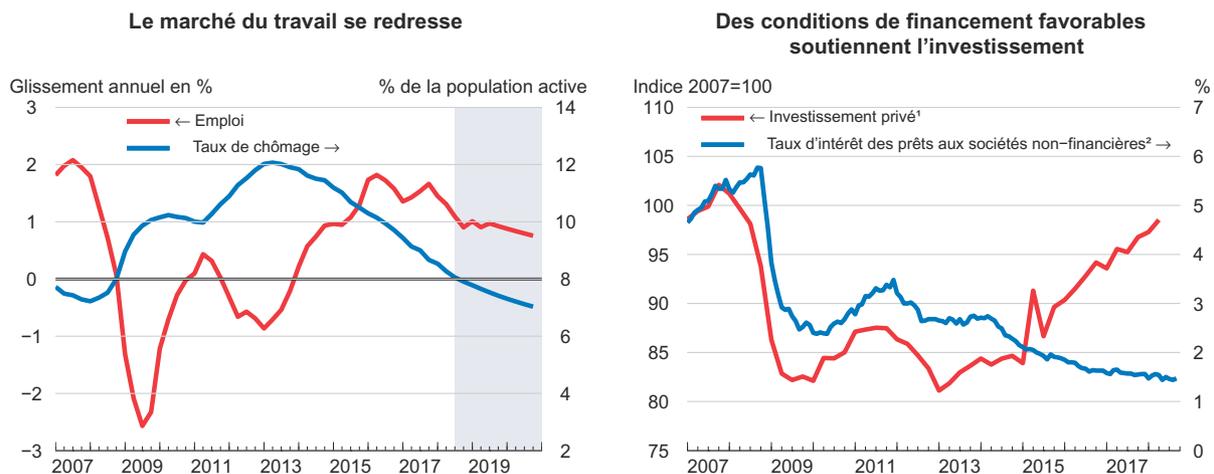
La croissance économique devrait ralentir pour s'établir légèrement au-dessus de 1 ½ pour cent en 2020. La politique monétaire accommodante et des mesures d'assouplissement budgétaire soutiendront la demande intérieure, en particulier la consommation privée, et l'emploi. L'investissement demeurera raisonnablement vigoureux, compte tenu de la persistance de conditions de financement favorables et de la nécessité de renforcer les capacités. L'inflation devrait augmenter progressivement, à mesure que l'accélération de la croissance des salaires et la résorption du volant de ressources économiques inemployées se traduiront par des hausses durables de l'inflation sous-jacente.

Les autorités monétaires devraient s'engager fermement à continuer de mener une politique accommodante aussi longtemps que nécessaire pour atteindre l'objectif d'inflation, tout en préparant sa normalisation progressive. L'orientation budgétaire globale de la zone euro devrait être légèrement expansionniste en 2018-20. Tandis que la phase d'expansion économique se poursuit, les États devraient améliorer leur situation budgétaire et réduire leur dette. Renforcer les compétences, réformer les marchés de produits, achever le marché unique des biens et des services, et progresser vers l'union bancaire constituent les meilleures garanties d'une croissance plus forte, plus résiliente et inclusive.

L'expansion se poursuit

La demande intérieure continue de soutenir la croissance, compensant les incertitudes qui pèsent sur les échanges mondiaux. La consommation privée s'est ralentie, sur fond de redressement de l'inflation et de réduction du pouvoir d'achat des ménages,

Zone euro



1. L'investissement privé est obtenu en déduisant de la formation brute de capital fixe de l'ensemble de l'économie la formation de capital fixe des administrations publiques (compte d'affectation), corrigée du déflateur du PIB.
2. Nouveaux contrats de prêt à des sociétés non financières dans la zone euro (19 pays) ; prêts autres que les crédits renouvelables et découverts, facilités de remboursement différé sur carte de crédit et prorogations de crédit sur carte, assortis d'une période de fixation initiale du taux inférieure à un an.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Banque centrale européenne, Entrepôt de données statistiques.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876594>

Zone euro : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	10 502.7	1.9	2.5	1.9	1.8	1.6
Consommation privée	5 726.7	1.9	1.7	1.4	1.6	1.5
Consommation publique	2 167.9	1.9	1.2	1.1	1.5	1.1
Formation brute de capital fixe	2 103.3	3.9	2.8	3.4	3.1	2.8
Demande intérieure finale	9 997.9	2.3	1.8	1.8	1.9	1.7
Variation des stocks ¹	32.8	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	10 030.7	2.3	1.8	1.8	1.9	1.7
Exportations nettes ¹	472.1	-0.4	0.8	0.2	0.0	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.8	1.1	1.5	1.8	1.9
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.2	1.5	1.8	1.9	1.9
IPCH sous-jacent ²	—	0.8	1.0	1.0	1.5	1.8
Taux de chômage (% de la population active)	—	10.0	9.1	8.2	7.6	7.2
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	6.1	5.7	5.6	5.6	5.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-1.6	-1.0	-0.7	-0.8	-0.5
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	109.0	105.3	103.5	102.0	100.2
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	91.3	88.9	87.1	85.6	84.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	3.5	3.9	3.8	3.6	3.6

Note : L'agrégat correspondant à la zone euro est calculé à partir des pays de la zone euro membres de l'OCDE, et de données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

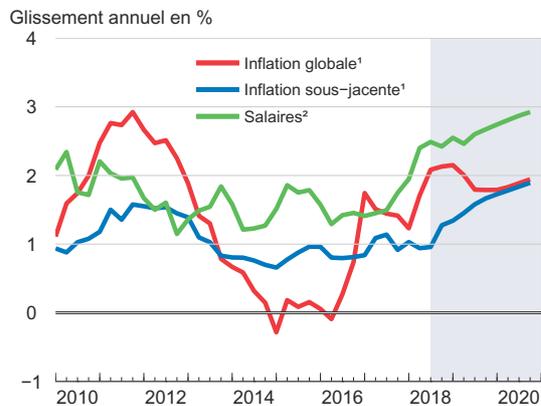
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877658>

mais elle demeure résiliente grâce à la forte progression de l'emploi. Les dépenses d'équipement restent vigoureuses, soutenues par des conditions de financement favorables, une confiance solide et la nécessité, dans certains pays, d'accroître la capacité productive. La reprise de l'investissement en logements a modérée son allure en 2018, malgré le soutien persistant de conditions de financement favorables et de la progression des revenus. La croissance des exportations a fléchi cette année, après de bons résultats en 2017, compte tenu de l'accentuation des incertitudes pesant sur les échanges mondiaux.

La situation du marché du travail s'améliore. Le taux de chômage a encore baissé, pour s'établir à proximité de son niveau d'avant la crise. L'emploi a continué de croître, tout récemment aussi en termes de nombre moyen d'heures travaillées, et le taux d'activité a augmenté dans un certain nombre de pays, laissant entrevoir des améliorations durables de l'offre de main-d'œuvre. La croissance des salaires nominaux, qui reflète principalement la revalorisation annuelle des salaires négociés, se renforce depuis plusieurs trimestres, parallèlement à l'amélioration de la situation des marchés du travail. Néanmoins, on n'observe pas encore de signes de forte croissance des salaires réels. L'inflation globale s'est hissée temporairement au-dessus de l'objectif de la Banque centrale européenne (BCE), mais l'inflation sous-jacente demeure ancrée aux alentours de

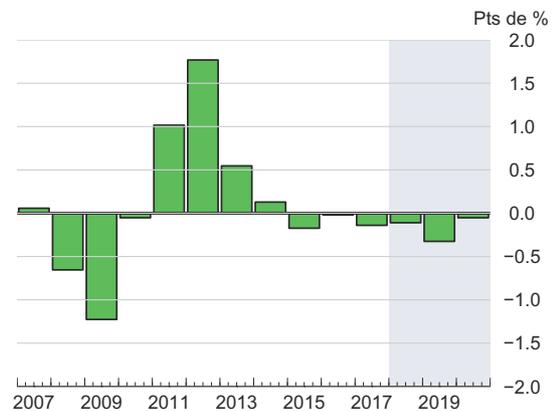
Zone euro

L'inflation va progressivement augmenter à mesure que la hausse des salaires va s'affirmer



L'orientation budgétaire restera légèrement expansionniste

Variation annuelle du solde primaire sous-jacent³



1. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie et produits alimentaires pour l'inflation sous-jacente.

2. Salaires nominaux par salarié.

3. En pourcentage du PIB potentiel.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876613>

1 % en rythme annuel. Une accentuation progressive des tensions sur les coûts intérieurs, découlant de la poursuite de la progression des salaires et de la résorption du volant de ressources économiques inutilisées, sera nécessaire pour une hausse durable de l'inflation sous-jacente.

Une croissance résiliente et plus inclusive passe par de nouvelles réformes institutionnelles et structurelles

En septembre, la BCE a confirmé le calendrier de démantèlement de son programme d'achat d'actifs, qui est adapté aux circonstances étant donné que les risques de déflation ont diminué et que la politique monétaire devra prendre peu à peu une orientation moins accommodante, avec la poursuite de la reprise. Dans la mesure où l'inflation devrait progressivement revenir au niveau de l'objectif visé – à savoir un taux inférieur à, mais proche de 2 % – la BCE devrait durcir peu à peu l'orientation de sa politique monétaire, conformément aux indications prospectives selon lesquelles ses taux directeurs devraient rester inchangés au moins jusqu'à l'été 2019. Une réduction prudente et progressive du soutien apporté à l'activité se justifie dans un contexte de faiblesse persistante de l'inflation sous-jacente, et pour éviter d'éventuelles perturbations sur les marchés de capitaux. L'hypothèse retenue est que le taux de la facilité de dépôt redeviendra positif, pour s'établir à 0,2 % à la fin de la période considérée, tandis que le taux des opérations principales de refinancement atteindra 0,4 %, soit une augmentation de 60 points de base pour le premier et de 40 points de base pour le second entre aujourd'hui et la fin de 2020.

Dans la zone euro considérée dans son ensemble, l'orientation budgétaire devrait être légèrement expansionniste en 2019, mais deviendra neutre en 2020. Les ratios dette publique/PIB demeurent supérieurs à leur niveau moyen antérieur dans de nombreux pays. Avec la poursuite de la reprise, les États devraient veiller à réduire sensiblement leur ratio dette/PIB en améliorant leur situation budgétaire et en engageant des réformes structurelles afin de renforcer la croissance. Il faudrait aussi améliorer la crédibilité et

l'efficacité du cadre de gouvernance budgétaire de l'Union européenne (UE) en simplifiant les règles budgétaires. Les progrès vers l'achèvement de l'union bancaire, en particulier grâce à la création d'un filet de sécurité budgétaire commun pour le Fonds de résolution unique et à la conclusion d'un accord sur le système européen d'assurance des dépôts, restent essentiels pour améliorer la résilience de la zone euro à un futur fléchissement de l'activité économique et aux risques pesant sur la stabilité financière. La création d'une capacité budgétaire commune renforcerait également la capacité de la zone euro à résister à des chocs négatifs.

L'amélioration durable des niveaux de vie est entravée par la faiblesse de la croissance de la productivité et de l'investissement dans de nombreux pays. L'approfondissement du marché unique exige de nouvelles réformes des marchés de produits destinées à intensifier la concurrence, en particulier dans le secteur des services, et à améliorer la diffusion des nouvelles technologies. L'achèvement rapide du marché unique dans les industries de réseau et les services favoriserait également la croissance de la productivité et libérerait encore davantage l'investissement, en particulier dans les réseaux transeuropéens de transport et d'énergie.

La croissance modérera peu à peu son allure

La croissance du PIB devrait se poursuivre, même si son taux devrait fléchir de 1.9 % en 2018 à 1.6 % en 2020, étayée par une politique monétaire très accommodante, une amélioration des créations d'emplois et une orientation budgétaire légèrement expansionniste. La croissance de la consommation privée bénéficiera de la progression de l'emploi et d'une accélération de la progression des salaires. La reprise de l'investissement des entreprises devrait se poursuivre, à la faveur de conditions de financement favorables et de la nécessité d'accroître la capacité productive. L'inflation devrait se renforcer peu à peu sur fond de résorption du volant de ressources économiques inemployées et d'accélération de la croissance des salaires.

L'incertitude liée à l'action publique est forte et pourrait encore s'accentuer. Une exacerbation des tensions commerciales pourrait nuire un peu plus encore aux échanges et à l'investissement. La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») ne représente pas un risque macroéconomique majeur pour la zone euro considérée dans son ensemble, mais les pays les plus étroitement liés au Royaume-Uni sur le plan commercial pourraient être durement touchés si celui-ci quittait l'UE sans accord négocié. Les pays lourdement endettés pourraient avoir des difficultés à absorber une augmentation des coûts d'emprunt et à faire face aux effets de contagion éventuels que produiraient un regain de tensions sur les marchés d'obligations souveraines, ou le démantèlement plus rapide que prévu des mesures monétaires. À l'inverse, si le marché du travail se redressait plus vite qu'on ne l'anticipe, avec pour conséquence une progression des salaires plus rapide, ou si la confiance se raffermissait grâce à un accord sur des réformes institutionnelles majeures de la zone euro, la croissance pourrait être plus vigoureuse que prévu.

ANNEXE STATISTIQUE

Cette annexe contient des données sur des agrégats économiques clés, met en perspective les évolutions économiques récentes de l'économie mondiale telles qu'elles sont décrites dans le corps de ce rapport. Les chiffres pour 2018, 2019 et 2020 sont des estimations et des prévisions de l'OCDE. Les données présentées dans certains tableaux ont été corrigées conformément aux concepts et définitions établis au plan international, afin de faciliter les comparaisons entre pays et d'assurer une cohérence avec les données rétrospectives figurant dans d'autres publications de l'OCDE. Les agrégats régionaux sont fondés sur les poids qui changent chaque année. Pour plus de détails voir aussi *Perspectives économiques de l'OCDE : Sources et méthodes*.

Les méthodes de prévision, les définitions statistiques et les sources utilisées par l'OCDE sont décrites de manière détaillée dans *Perspectives économiques de l'OCDE : Sources et méthodes* (www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm).

Des corrigenda relatifs à cette édition et aux précédentes, le cas échéant, peuvent être trouvés sur www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

Les données statistiques pour Israël sont fournies par les autorités israéliennes compétentes et sous leur responsabilité. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

NOTE SUR LES PRÉVISIONS TRIMESTRIELLES

Les prévisions trimestrielles de l'OCDE sont des données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés pour un ensemble de variables clés. De ce fait, on pourra observer une légère différence entre les données annuelles non ajustées et les données trimestrielles. Dans certains pays, les prévisions annuelles officielles n'incluent pas de corrections pour les jours ouvrés. Même lorsque les prévisions officielles sont corrigées des jours ouvrés, l'ampleur de la correction peut dans certains cas différer de celle effectuée par l'OCDE.

Informations complémentaires

Poids 2017 utilisés pour agréger les données du PIB réel par région

	Zone euro de l'OCDE ¹	OCDE	Monde		Zone euro de l'OCDE ¹	OCDE	Monde
Australie		2.2	1.0	Slovénie	0.5	0.1	0.1
Autriche	3.1	0.8	0.4	Espagne	11.9	3.1	1.4
Belgique	3.7	1.0	0.4	Suède		0.9	0.4
Canada		3.0	1.4	Suisse		1.0	0.4
Chili		0.8	0.4	Turquie		3.8	1.7
République tchèque		0.7	0.3	Royaume-Uni		5.1	2.3
Danemark		0.5	0.2	États-Unis		34.4	15.6
Estonie	0.3	0.1	0.0	Zone euro	100.0	26.3	11.9
Finlande	1.7	0.4	0.2	Total OCDE		100.0	45.2
France	19.3	5.1	2.3				
Allemagne	28.3	7.4	3.4				
Grèce	2.0	0.5	0.2				
Hongrie		0.5	0.2	Argentine		1.3	0.7
Islande		0.0	0.0	Brésil		4.7	2.6
Irlande	2.4	0.6	0.3	Chine		34.4	18.8
Israël		0.6	0.3	Colombie		1.1	0.6
Italie	16.0	4.2	1.9	Costa Rica		0.1	0.1
Japon		9.7	4.4	Inde		13.4	7.3
Corée		3.5	1.6	Indonésie		4.7	2.6
Lettonie	0.4	0.1	0.0	Russie		5.6	3.0
Lituanie	0.6	0.2	0.1	Arabie Saoudite		2.6	1.4
Luxembourg	0.4	0.1	0.0	Afrique du Sud		1.1	0.6
Mexique		4.2	1.9	Pays dynamiques d'Asie		8.7	4.8
Pays-Bas	6.1	1.6	0.7	Autres producteurs de pétrole		10.0	5.5
Nouvelle-Zélande		0.3	0.2	Reste des pays non-OCDE		12.3	6.7
Norvège		0.6	0.3				
Pologne		2.0	0.9	Total pays non-OCDE		100.0	54.8
Portugal	2.2	0.6	0.3				
République slovaque	1.2	0.3	0.1	Total mondial			100.0

Note : Les poids sont calculés à partir des PIB nominaux en PPA de 2017. Les agrégats régionaux sont calculés en utilisant des poids mobiles de PIB nominaux en PPA.

1. Pays de la zone euro qui sont membres de l'OCDE.

Source : OECD Economic Outlook 104 database.

Taux de conversion irrévocable de l'euro

Monnaie nationale par euro

Autriche	13.7603	Lettonie	0.7028
Belgique	40.3399	Lituanie	3.4528
Estonie	15.6466	Luxembourg	40.3399
Finlande	5.94573	Pays-Bas	2.20371
France	6.55957	Portugal	200.482
Allemagne	1.95583	Espagne	166.386
Grèce	340.75	République slovaque	30.126
Irlande	0.78756	Slovénie	239.64
Italie	1936.27		

Source : Banque centrale européenne.

Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour

L'état actuel de la conversion des comptes nationaux est le suivant :

	Comptes des		Benchmark /
	dépenses	ménages	Année de base
Argentine	SCN08 (1993-2017)	..	2004
Australie	SCN08 (1959t3-2018t2)	SCN08 (1959t3-2018t2)	2015/2016
Autriche	SEC10 (1996t1-2018t3)	SEC10 (1995-2017)	2010
Belgique	SEC10 (1995t1-2018t2)	SEC10 (1999-2017)	2016
Brésil	SCN08 (1996-2017)	..	2000
Canada	SCN08 (1982t1-2018t2)	SCN08 (1981t1-2018t2)	2007
Chili	SCN08 (1996t1-2018t2)	..	2013
Chine	SCN93 (1992-2017)	..	2015
Colombie	SCN08 (2005-2017)	..	2015
Costa Rica	SCN08 (1991-2017)	..	2012
République tchèque	SEC10 (1996t1-2018t2)	SEC10 (1999-2017)	2010
Danemark	SEC10 (1995-2017)	SEC10 (1995-2017)	2010
Estonie	SEC10 (1995t1-2018t2)	SEC10 (1995-2017)	2010
Finlande	SEC10 (1990t1-2018t2)	SEC10 (1999-2017)	2010
France	SEC10 (1949t1-2018t3)	SEC10 (1980t1-2018t2)	2014
Allemagne	SEC10 (1991t1-2018t2)	SEC10 (1991-2017)	2010
Grèce	SEC10 (1995-2017)	..	2010
Hongrie	SEC10 (1991t1-2018t2)	SEC10 (1995-2017)	2005
Islande	SCN08 (1997t1-2018t2)	..	2005
Indonésie	SCN08 (2000-2017)	..	2010
Inde	SCN93 (2011-2017)	..	2011/2012
Irlande	SEC10 (1995t1-2018t2)	SEC10 (1999-2017)	2016
Israël	SCN08 (1995t1-2018t2)	..	2015
Italie	SEC10 (1996t1-2018t2)	SEC10 (1995-2017)	2010
Japon	SCN08 (1994t1-2018t3)	SCN08 (1980-2016)	2011
Corée	SCN08 (1960t1-2018t3)	SCN08 (1975-2017)	2010
Lettonie	SEC10 (1995-2017)	SEC10 (1995-2017)	2010
Lituanie	SEC10 (1995t1-2018t2)	SEC10 (1995-2017)	2010
Luxembourg	SEC10 (1995t1-2018t2)	..	2010
Mexique	SCN08 (1993t1-2018t2)	..	2013
Pays-Bas	SEC10 (1996t1-2018t3)	SEC10 (1995-2017)	2015
Nouvelle-Zélande	SCN08 (1987t2-2018t2)	SCN08 (1986-2016)	2009/2010
Norvège	SEC10 (1978t1-2018t3)	SEC10 (1995-2017)	2016
Pologne	SEC10 (2002t1-2018t2)	SEC10 (2000-2017)	2010
Portugal	SEC10 (1995t1-2018t2)	SEC10 (1995-2017)	2011
Russie	SCN08 (2003-2017)	..	2016
République slovaque	SEC10 (1997t1-2018t2)	SEC10 (1995-2017)	2010
Slovénie	SEC10 (1995t1-2018t2)	SEC10 (1995-2017)	2010
Afrique du Sud	SCN08 (2010-2017)	..	2010
Espagne	SEC10 (1995t1-2018t3)	SEC10 (1999-2017)	2010
Suède	SEC10 (1995t1-2018t2)	SEC10 (1993-2017)	2017
Suisse	SEC10 (1980t1-2018t2)	SEC10 (1995-2017)	2010
Turquie	SCN08 (1998t1-2018t2)	..	2009
Royaume-Uni	SEC10 (1995t1-2018t3)	SEC10 (1987t1-2018t2)	2016
États-Unis	NIPA (SCN08) (1947t1-2018t3)	NIPA (SCN08) (1947t1-2018t3)	2012

Note : SCN : Système de comptabilité nationale. SEC : Système européen des comptes. NIPA : « National Income and Product Accounts ». Statistiques des finances publiques. Les premières et dernières observations disponibles dans le système de comptabilité actuel des séries historiques de la base de données de ce numéro des Perspectives économiques sont indiquées entre parenthèses.
BPM: Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale – Sixième édition.

Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour (suite)

L'état actuel de la conversion des comptes nationaux est le suivant :

	Comptes du gouvernement		Balance des paiements	
	Financiers	Non financiers		
..	BPM6 (1994-2018)	Argentine
SCN08 (1988-2017)	..	SCN08 (1959t3-2018t2)	BPM6 (1959t3-2018t2)	Australie
SEC10 (1995-2017)	..	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (2006t1-2018t2)	Autriche
SEC10 (1998-2017)	..	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (2003t1-2018t2)	Belgique
..	BPM6 (1995-2017)	Brésil
SCN08 (1990t1-2018t2)	..	SCN08 (1981t1-2018t2)	BPM6 (1981t1-2018t2)	Canada
..	BPM6 (2003t1-2018t2)	Chili
..	BPM6 (1998-2017)	Chine
..	..	SCN08 (2000-2016)	BPM6 (2000-2017)	Colombie
..	BPM6 (2009-2017)	Costa Rica
SEC10 (1999-2017)	..	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (1993t1-2018t2)	République tchèque
SEC10 (1994-2017)	..	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (1995t1-2018t2)	Danemark
SEC10 (1995-2017)	..	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (1993t1-2018t2)	Estonie
SEC10 (1995-2017)	..	SEC10 (1975-2017)	BPM6 (1995t1-2018t2)	Finlande
SEC10 (1995-2017)	..	SEC10 (1978-2017)	BPM6 (2008t1-2018t2)	France
SEC10 (1991-2017)	..	SEC10 (1991-2017)	BPM6 (1991t1-2018t2)	Allemagne
SEC10 (1995-2017)	..	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (2002-2017)	Grèce
SEC10 (1995-2017)	..	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (1995t1-2018t2)	Hongrie
SCN08 (2003-2013)	..	SCN08 (1998-2017)	BPM6 (1995t1-2018t2)	Islande
..	..	SCN08 (2010-2016)	BPM6 (2004-2017)	Indonésie
..	BPM6 (2010-2017)	Inde
SEC10 (1998-2017)	..	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (2002t1-2018t2)	Irlande
SCN08 (1995-2017)	..	SCN08 (1995-2017)	BPM6 (1995t1-2018t2)	Israël
SEC10 (1995-2017)	..	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (1995t1-2018t2)	Italie
SCN08 (1994-2016)	..	SCN08 (1994-2016)	BPM6 (1996t1-2018t3)	Japon
SCN08 (2008-2016)	..	SCN08 (1970-2017)	BPM6 (1980t1-2018t3)	Corée
SEC10 (1998-2017)	..	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (2000t1-2018t2)	Lettonie
SEC10 (1995-2017)	..	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (2004t1-2018t2)	Lituanie
SEC10 (1999-2017)	..	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (2002t1-2018t2)	Luxembourg
..	BPM6 (2010t1-2018t2)	Mexique
SEC10 (1995-2017)	..	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (2003t2-2018t2)	Pays-Bas
SCN08 (1994-2017)	..	SCN08 (1986-2016)	BPM6 (1971t2-2018t2)	Nouvelle-Zélande
SEC10 (1995-2017)	..	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (1981t1-2018t2)	Norvège
SEC10 (1998-2017)	..	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (2004t1-2018t2)	Pologne
SEC10 (1995-2017)	..	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (1996t1-2018t2)	Portugal
..	BPM6 (2000-2017)	Russie
SEC10 (1995-2017)	..	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (2004t1-2018t2)	République slovaque
SEC10 (2001-2017)	..	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (1994t1-2018t2)	Slovénie
..	..	SCN08 (2008-2017)	BPM6 (1990-2017)	Afrique du Sud
SEC10 (1995-2017)	..	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (1995t1-2018t2)	Espagne
SEC10 (1995-2017)	..	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (1982t1-2018t2)	Suède
SEC10 (1995-2016)	..	SEC10 (1995-2017)	BPM6 (2000t1-2018t2)	Suisse
..	BPM6 (1992t1-2018t2)	Turquie
SEC10 (1987-2017)	..	SEC10 (1987t1-2018t2)	BPM6 (1998t1-2018t2)	Royaume-Uni
NIPA (SCN08) (1952t1-2018t2)	..	NIPA (SCN08) (1947t1-2018t3)	BPM6 (1960t1-2018t2)	États-Unis

Tableaux annexes

Demande et production

1. PIB en volume	237
2. PIB nominal	238
3. Consommation privée en volume	239
4. Consommation des administrations publiques en volume	240
5. Formation brute de capital fixe en volume	241
6. Formation brute de capital fixe du secteur privé non résidentiel, en volume	242
7. Formation brute de capital fixe en volume : construction de logements	243
8. Demande intérieure totale en volume	244
9. Contribution de la balance commerciale aux variations du PIB en volume	245
10. Prévisions trimestrielles de la demande et de la production	246
11. Contributions aux variations du PIB en volume dans les pays de l'OCDE	248
12. Écarts de production	250

Inflation, salaires, coûts et marché du travail

13. Indices de prix du PIB	251
14. Déflateur de la consommation privée	252
15. Indice des prix à la consommation	253
16. Marché du pétrole et autres matières premières	254
17. Rémunération par employé	255
18. Productivité du travail	256
19. Emploi et population active	257
20. Population active, emploi et chômage	258
21. Taux de chômage : définitions nationales	259
22. Taux de chômage harmonisés	260
23. Prévisions trimestrielles des prix, des coûts et du chômage	261

L'offre : facteurs clés

24. Croissance du PIB potentiel et du stock de capital productif	262
25. Taux de chômage structurel et coûts unitaires de main-d'œuvre	263

Épargne

26. Taux d'épargne des ménages	264
27. Épargne nationale brute	265
28. Patrimoine et endettement des ménages	266

Soldes budgétaires et endettement des administrations publiques

29. Dépenses totales des administrations publiques	267
30. Recettes totales des administrations publiques d'origine fiscale et non fiscale	268
31. Solde financier des administrations publiques	269

32. Solde financier des administrations publiques corrigé des variations cycliques	270
33. Solde financier sous-jacent des administrations publiques	271
34. Solde financier primaire sous-jacent des administrations publiques	272
35. Charges d'intérêts nettes des administrations publiques	273
36. Engagements financiers bruts des administrations publiques	274
37. Engagements financiers nets des administrations publiques	275
38. Dette brute des administrations publiques suivant la définition de Maastricht	276
Taux d'intérêt et taux de change	
39. Taux d'intérêt à court terme	277
40. Taux d'intérêt à long terme	278
41. Taux de change nominaux (vis-à-vis du dollar des États-Unis)	279
42. Taux de change effectifs	280
Prix du logement	
43. Prix nominal du logement	281
44. Prix réel du logement	282
45. Ratio du prix du logement au loyer	283
46. Ratio du prix du logement au revenu	284
Commerce extérieur et balance des paiements	
47. Volume des exportations de biens et services	285
48. Volume des importations de biens et services	286
49. Prix des exportations de biens et services	287
50. Prix des importations de biens et services	288
51. Indicateurs de compétitivité à partir des prix relatifs à la consommation	289
52. Indicateurs de compétitivité à partir des coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre	290
53. Croissance des marchés à l'exportation de biens et services	291
54. Résultats à l'exportation de biens et services	292
55. Taux de pénétration des importations	293
56. Parts dans les exportations et importations mondiales	294
57. Décomposition géographique du commerce mondial	295
58. Balances commerciales des biens et services	296
59. Solde des revenus primaires	297
60. Solde des revenus secondaires	298
61. Balance des opérations courantes	299
62. Balance des opérations courantes	300
63. Structure des balances des opérations courantes des principales régions	301

Annexe : Tableau 1. PIB en volume

	Pourcentage de variations																		2018	2019	2020
	Moyenne 1994-04	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	T4 / T4			
Argentine	1.1	8.9	8.0	9.0	4.1	-5.9	10.1	6.0	-1.0	2.4	-2.5	2.7	-1.8	2.9	-2.8	-1.9	2.3	..	..	..
Australie	3.7	3.0	2.8	4.4	2.5	1.9	2.5	2.7	3.9	2.2	2.5	2.5	2.6	2.2	3.1	2.9	2.6	2.8	3.5	2.0	
Autriche	2.4	2.5	3.7	3.7	1.2	-3.6	1.9	3.0	0.6	0.0	0.8	1.1	2.0	2.7	2.6	1.9	1.9	1.9	2.4	1.8	
Belgique	2.4	2.1	2.5	3.4	0.8	-2.3	2.7	1.8	0.2	0.2	1.3	1.7	1.5	1.7	1.5	1.4	1.4	1.4	1.4	1.3	
Brésil	..	3.4	4.0	5.9	5.0	-0.1	7.5	4.1	1.9	3.0	0.5	-3.6	-3.4	1.0	1.2	2.1	2.4	..	..	..
Canada	3.2	3.2	2.6	2.1	1.0	-2.9	3.1	3.1	1.7	2.5	2.9	1.0	1.4	3.0	2.1	2.2	1.9	2.2	2.0	1.9	
Chili	5.2	5.8	6.3	4.9	3.5	-1.6	5.9	6.0	5.4	4.1	1.8	2.3	1.2	1.6	4.1	3.7	3.4	3.3	4.2	2.9	
Chine	9.2	11.4	12.7	14.2	9.7	9.4	10.6	9.5	7.9	7.8	7.3	6.9	6.7	6.9	6.6	6.3	6.0	6.4	6.1	6.0	
Colombie	2.1	4.7	6.8	6.8	3.3	1.2	4.3	7.4	3.9	4.6	4.7	3.0	2.0	1.8	2.8	3.3	3.4	..	..	..
Costa Rica	4.1	3.9	7.3	8.2	4.6	-1.0	5.0	4.3	4.8	2.3	3.5	3.6	4.2	3.3	2.9	3.0	3.3	..	..	..
République tchèque	..	6.6	7.0	5.6	2.5	-4.7	2.1	1.8	-0.7	-0.5	2.7	5.4	2.4	4.5	3.0	2.7	2.6	2.9	2.4	2.8	
Danemark	2.2	2.3	3.9	0.9	-0.5	-4.9	1.9	1.3	0.2	0.9	1.6	2.3	2.4	2.3	1.2	1.9	1.6	2.2	1.6	1.7	
Estonie	..	9.1	10.5	7.2	-5.0	-14.2	1.7	7.5	4.3	2.0	2.8	2.1	3.5	4.7	3.3	3.5	2.3	4.6	0.6	3.4	
Finlande	4.0	2.8	4.1	5.2	0.7	-8.3	3.0	2.6	-1.4	-0.8	-0.6	0.1	2.5	2.8	2.8	1.8	1.6	2.9	1.5	1.7	
France	2.3	1.7	2.6	2.4	0.1	-2.8	1.9	2.2	0.4	0.6	1.0	1.0	1.1	2.3	1.6	1.6	1.5	1.2	1.6	1.4	
Allemagne	1.3	0.9	3.9	3.4	0.8	-5.6	3.9	3.7	0.7	0.6	2.2	1.5	2.2	2.5	1.6	1.6	1.4	1.1	1.8	1.2	
Grèce	..	0.6	5.7	3.3	-0.3	-4.3	-5.5	-9.1	-7.3	-3.2	0.7	-0.4	-0.2	1.5	2.1	2.2	2.1	2.0	2.6	1.9	
Hongrie	3.3	4.5	4.0	0.5	0.6	-6.6	0.6	1.7	-1.5	2.2	4.1	3.5	2.2	4.4	4.6	3.9	3.3	4.2	3.9	2.9	
Islande	4.0	6.3	5.2	9.4	2.0	-6.8	-3.4	1.9	1.3	4.1	2.1	4.5	7.4	4.0	3.8	2.8	2.6	2.1	4.4	1.4	
Inde ¹	7.3	9.3	9.3	9.8	3.9	8.5	10.3	6.6	5.5	6.4	7.4	8.2	7.1	6.7	7.5	7.3	7.4	..	..	..
Indonésie	..	5.7	5.5	6.3	6.0	4.7	6.4	6.2	6.0	5.6	5.0	4.9	5.0	5.1	5.2	5.2	5.1	..	..	..
Irlande	7.7	5.7	5.1	5.3	-4.4	-5.1	1.9	3.7	0.2	1.3	8.8	25.0	4.9	7.2	5.9	4.1	3.4	1.7	5.0	2.8	
Israël	..	4.1	5.6	6.1	3.3	1.3	5.5	5.6	2.2	4.3	3.9	2.5	4.0	3.4	3.6	3.5	3.3	2.8	4.4	2.6	
Italie	1.6	1.1	2.1	1.3	-1.0	-5.5	1.6	0.7	-2.9	-1.7	0.2	0.8	1.0	1.6	1.0	0.9	0.9	0.7	1.1	0.8	
Japon	1.2	1.7	1.4	1.7	-1.1	-5.4	4.2	-0.1	1.5	2.0	0.4	1.4	1.0	1.7	0.9	1.0	0.7	0.6	0.6	1.1	
Corée	5.7	3.9	5.2	5.5	2.8	0.7	6.5	3.7	2.3	2.9	3.3	2.8	2.9	3.1	2.7	2.8	2.9	3.0	2.8	2.9	
Lettonie	..	10.7	11.9	10.0	-3.5	-14.4	-3.9	6.4	4.0	2.4	1.9	3.0	2.1	4.6	4.7	3.9	3.3	5.0	3.6	3.1	
Lituanie	..	7.7	7.4	11.1	2.6	-14.8	1.6	6.0	3.8	3.5	3.5	2.0	2.4	4.1	3.4	2.9	2.6	3.2	2.7	2.4	
Luxembourg	4.3	3.2	5.2	8.3	-1.3	-4.4	4.9	2.5	-0.4	3.7	4.3	3.9	2.4	1.6	3.0	2.9	3.2	2.5	3.2	3.2	
Mexique	2.4	2.5	4.5	2.3	0.9	-5.0	5.1	3.7	3.4	1.6	2.8	3.3	2.6	2.3	2.2	2.5	2.8	2.5	2.6	2.9	
Pays-Bas	2.9	2.1	3.6	3.8	2.2	-3.7	1.3	1.5	-1.0	-0.1	1.4	2.0	2.1	3.0	2.7	2.5	2.1	2.4	2.3	2.0	
Nouvelle-Zélande	3.7	2.6	2.8	3.9	-0.4	0.3	2.0	1.9	2.6	2.2	3.3	4.2	4.1	2.7	2.9	2.8	2.6	3.2	2.6	2.7	
Norvège	3.1	2.6	2.4	3.0	0.5	-1.7	0.7	1.0	2.7	1.0	2.0	2.0	1.2	2.0	1.6	1.9	2.3	1.8	1.8	2.8	
Pologne	4.5	3.5	6.2	7.0	4.2	2.8	3.6	5.0	1.6	1.4	3.3	3.8	3.1	4.8	5.2	4.0	3.3	5.2	3.6	3.2	
Portugal	2.8	0.8	1.6	2.5	0.2	-3.0	1.9	-1.8	-4.0	-1.1	0.9	1.8	1.9	2.8	2.2	2.1	1.9	1.9	2.1	1.8	
Russie	..	6.4	8.2	8.5	5.2	-7.8	4.5	4.1	3.7	1.8	0.7	-2.8	-0.1	1.5	1.6	1.5	1.8	..	..	..
République slovaque	4.2	6.8	8.5	10.8	5.6	-5.4	5.0	2.8	1.7	1.5	2.8	3.9	3.3	3.4	4.1	4.3	3.6	4.3	4.2	3.2	
Slovénie	..	4.0	5.7	6.9	3.3	-7.8	1.2	0.6	-2.7	-1.1	3.0	2.3	3.1	4.9	4.4	3.6	2.7	4.0	2.8	2.5	
Afrique du Sud	3.1	5.3	5.6	5.4	3.2	-1.5	3.0	3.3	2.2	2.5	1.8	1.3	0.6	1.3	0.7	1.7	1.8	..	..	..
Espagne	3.6	3.7	4.2	3.8	1.1	-3.6	0.0	-1.0	-2.9	-1.7	1.4	3.6	3.2	3.0	2.6	2.2	1.9	2.5	2.0	1.9	
Suède	3.2	2.8	4.9	3.5	-0.7	-5.1	5.7	2.7	0.0	1.2	2.7	4.2	2.5	2.4	2.5	1.9	1.9	2.2	1.8	2.0	
Suisse	1.6	3.2	4.1	4.1	2.1	-2.2	2.9	1.8	1.0	1.9	2.5	1.3	1.6	1.7	2.9	1.6	1.6	2.4	1.6	1.6	
Turquie	4.2	8.9	7.3	5.0	0.9	-4.8	8.9	10.7	4.7	8.9	5.0	5.9	3.2	7.4	3.3	-0.4	2.7	-0.6	2.0	2.7	
Royaume-Uni	3.0	3.1	2.5	2.5	-0.3	-4.2	1.7	1.6	1.4	2.0	2.9	2.3	1.8	1.7	1.3	1.4	1.1	1.4	1.2	1.1	
États-Unis	3.4	3.5	2.9	1.9	-0.1	-2.5	2.6	1.6	2.2	1.8	2.5	2.9	1.6	2.2	2.9	2.7	2.1	3.1	2.4	2.0	
Zone euro	2.2	1.8	3.3	3.1	0.3	-4.5	2.0	1.7	-0.8	-0.2	1.4	2.0	1.9	2.5	1.9	1.8	1.6	1.5	1.9	1.4	
Total OCDE	2.8	2.9	3.2	2.7	0.3	-3.4	3.0	2.0	1.4	1.6	2.2	2.5	1.8	2.5	2.4	2.1	1.9	2.2	2.1	1.9	

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 2. PIB nominal

Pourcentage de variations

	Moyenne 1994-04	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020
																		T4 / T4	T4 / T4	T4 / T4
Argentine	5.7	20.1	22.9	25.3	28.2	8.5	33.2	31.1	21.1	26.9	36.8	30.0	37.5	28.9	27.6	15.3	17.3	..	..	..
Australie	6.3	7.9	7.9	9.0	9.2	2.1	8.0	7.7	3.3	3.5	2.9	1.7	3.8	5.8	4.6	4.1	4.1	4.6	4.9	3.5
Autriche	3.7	5.0	5.6	6.0	3.1	-1.8	2.8	4.9	2.7	1.6	2.9	3.3	3.5	4.0	4.3	3.9	4.1	3.8	4.3	4.0
Belgique	3.9	4.3	4.9	5.5	2.7	-1.5	4.7	3.8	2.2	1.2	2.0	2.7	3.3	3.4	3.2	3.8	3.4	3.8	3.4	3.4
Bésil	..	10.9	11.0	12.9	14.3	7.2	16.6	12.6	10.0	10.7	8.4	3.8	4.4	4.8	4.5	6.7	7.1	..	..	..
Canada	5.4	6.4	5.3	5.4	5.0	-5.2	6.0	6.5	3.0	4.1	4.9	0.2	2.0	5.4	4.1	4.2	4.0	4.1	4.1	3.9
Chili	9.5	13.8	19.2	10.5	3.5	3.0	15.3	9.4	6.5	6.1	7.8	7.4	6.1	6.2	6.9	6.9	6.6	6.5	7.4	6.0
Chine	12.8	15.7	17.1	23.1	18.2	9.3	18.3	18.5	10.4	10.2	8.2	7.0	7.9	11.2	9.6	9.5	9.2	9.4	9.3	9.2
Colombie	15.6	10.5	13.0	12.3	11.3	5.5	8.3	13.8	7.7	7.2	6.9	5.5	7.4	7.4	6.9	6.8	7.1	..	..	..
Costa Rica	17.4	17.5	20.7	20.0	16.8	8.4	12.2	8.6	9.5	6.6	9.5	7.6	6.4	5.2	5.6	6.4	6.2	..	..	..
République tchèque	..	6.7	7.8	9.3	4.6	-2.2	0.7	1.8	0.7	0.9	5.3	6.6	3.7	6.0	4.9	4.4	4.8	3.9	4.6	5.0
Danemark	4.2	5.3	6.1	3.4	3.6	-4.4	5.2	2.0	2.6	1.8	2.7	2.8	3.1	3.7	1.5	3.9	3.6	3.0	3.4	3.7
Estonie	..	15.9	20.0	20.1	1.8	-14.2	3.9	13.3	7.6	5.6	5.9	3.0	5.0	8.9	7.1	6.7	5.5	8.4	3.9	6.6
Finlande	5.7	3.7	5.0	8.1	3.8	-6.5	3.4	5.2	1.5	1.8	1.1	2.0	3.1	3.6	4.3	3.5	3.4	4.6	3.2	3.6
France	3.7	3.7	4.8	5.0	2.5	-2.7	3.0	3.2	1.6	1.4	1.6	2.2	1.3	3.0	2.6	3.0	3.1	2.5	3.1	3.1
Allemagne	2.2	1.5	4.2	5.1	1.7	-3.9	4.7	4.8	2.2	2.6	4.0	3.5	3.6	4.0	3.5	3.9	3.7	3.2	4.0	3.7
Grèce	..	2.9	9.3	6.8	4.0	-1.8	-4.8	-8.4	-7.6	-5.5	-1.1	-0.8	-0.4	2.1	2.7	3.0	3.1	2.8	3.5	2.9
Hongrie	16.6	6.8	7.6	5.9	5.9	-2.8	3.0	4.0	1.7	5.1	7.7	5.5	3.2	8.1	9.3	8.9	7.7	9.0	9.0	6.8
Islande	8.0	9.0	14.1	14.1	14.3	3.4	2.8	5.1	4.8	6.4	5.9	10.3	9.4	4.5	6.0	6.8	6.0	3.8	8.5	4.5
Inde ¹	13.4	13.9	16.3	16.1	12.9	15.1	20.2	15.7	13.8	13.0	11.0	10.4	10.8	10.0	12.8	12.3	12.0	..	..	..
Indonésie	..	20.8	20.4	18.3	25.3	11.0	14.2	14.1	10.0	10.8	10.7	9.1	7.6	9.5	9.3	9.6	9.4	..	..	..
Irlande	12.4	9.0	8.7	6.6	-4.8	-9.4	-1.4	2.0	2.3	2.6	8.5	34.4	4.1	7.6	6.1	5.2	5.9	0.2	7.9	5.2
Israël	..	5.4	7.4	7.0	5.5	5.3	7.1	7.2	6.0	6.5	4.9	5.3	5.0	3.7	3.3	4.8	4.7	3.2	5.8	4.0
Italie	4.7	3.0	4.0	3.8	1.4	-3.7	2.0	2.2	-1.5	-0.6	1.1	1.8	1.8	2.2	2.5	2.5	2.3	2.3	2.5	2.2
Japon	0.4	0.6	0.5	0.9	-2.1	-6.0	2.2	-1.8	0.7	1.7	2.1	3.5	1.2	1.5	0.7	1.2	2.3	0.0	1.8	2.5
Corée	9.1	5.0	5.0	8.0	5.9	4.3	9.9	5.3	3.4	3.8	4.0	5.3	5.0	5.4	3.3	4.8	5.0	4.8	4.7	5.1
Lettonie	..	23.1	25.8	32.1	7.8	-22.7	-4.7	13.2	7.8	4.1	3.6	3.0	2.9	8.0	8.2	6.6	6.5	7.7	6.7	6.2
Lituanie	..	15.2	14.6	20.6	12.6	-17.6	4.1	11.6	6.6	4.8	4.6	2.4	3.8	8.6	6.0	5.5	5.1	5.4	5.0	5.1
Luxembourg	6.3	7.5	12.6	10.0	2.6	-3.1	8.7	7.5	2.2	5.4	7.1	3.5	3.4	3.7	5.8	4.7	5.4	4.5	5.1	5.5
Mexique	17.3	8.5	11.2	8.2	7.2	-1.4	9.9	9.7	7.7	3.1	7.4	6.2	8.2	8.5	8.0	8.3	7.6	8.7	7.8	7.6
Pays-Bas	5.4	4.1	6.2	5.9	4.5	-3.5	2.2	1.8	0.4	1.2	1.7	2.8	2.6	4.2	5.0	4.8	4.5	5.2	4.5	4.5
Nouvelle-Zélande	5.6	5.1	5.2	8.4	3.5	1.2	5.0	4.8	2.2	5.6	5.6	4.4	6.0	6.2	4.1	4.9	4.8	3.5	4.8	4.8
Norvège	7.1	11.6	11.4	6.1	11.0	-6.8	6.7	7.8	6.2	3.6	2.3	-0.9	0.0	5.9	7.6	5.2	4.5	8.6	3.8	5.1
Pologne	14.2	6.2	8.0	11.0	8.3	6.7	5.3	8.4	4.0	1.7	3.8	4.6	3.4	6.9	5.8	6.5	6.7	5.9	6.8	6.6
Portugal	6.3	4.1	4.8	5.5	1.9	-1.9	2.6	-2.1	-4.4	1.1	1.7	3.9	3.7	4.4	3.6	3.5	3.4	3.2	3.5	3.3
Russie	..	26.9	24.6	23.5	24.2	-6.0	19.3	20.9	13.1	7.3	8.3	5.3	3.3	6.8	11.2	6.9	5.2	..	..	..
République slovaque	10.5	9.4	11.6	12.1	8.6	-6.5	5.6	4.5	2.9	2.0	2.6	3.7	2.9	4.7	6.5	7.2	6.8	6.9	7.4	6.3
Slovénie	..	5.6	8.0	11.4	8.0	-4.7	0.2	1.8	-2.2	0.5	3.8	3.4	3.8	6.5	6.6	5.9	6.1	5.7	6.0	6.1
Afrique du Sud	11.5	11.0	12.2	14.7	12.3	5.9	9.6	10.0	7.4	9.1	7.2	6.5	7.8	7.1	5.1	7.3	7.3	..	..	..
Espagne	7.3	8.0	8.3	7.2	3.3	-3.3	0.2	-1.0	-2.9	-1.4	1.2	4.2	3.5	4.3	3.5	4.2	3.8	3.3	3.9	3.9
Suède	4.9	3.6	6.8	6.5	2.6	-2.8	6.8	4.0	1.0	2.3	4.5	6.4	4.2	4.6	4.8	4.1	4.2	4.4	4.1	4.3
Suisse	2.0	4.0	6.2	6.6	4.1	-1.8	3.2	2.2	0.8	1.9	1.8	0.6	1.0	1.2	3.6	2.7	2.8	3.5	2.7	2.8
Turquie	59.8	16.8	17.1	11.6	13.0	0.4	16.1	20.2	12.6	15.3	13.0	14.4	11.5	19.1	19.9	13.7	13.3	17.9	14.0	12.5
Royaume-Uni	5.0	5.8	5.6	5.2	2.5	-2.7	3.3	3.6	3.0	4.0	4.7	2.8	3.9	3.8	3.2	3.2	2.9	3.2	3.0	2.9
Etats-Unis	5.3	6.7	6.0	4.6	1.8	-1.8	3.8	3.7	4.2	3.6	4.4	4.0	2.7	4.2	5.2	5.0	4.6	5.3	4.8	4.4
Zone euro	4.2	3.7	5.4	5.5	2.3	-3.6	2.7	2.7	0.5	1.0	2.3	3.4	2.7	3.6	3.4	3.6	3.5	3.1	3.7	3.5
Total OCDE	6.6	5.4	5.8	5.3	2.7	-2.4	4.3	3.9	3.0	3.1	4.0	4.1	3.3	4.7	4.8	4.7	4.6	4.6	4.7	4.5

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 3. Consommation privée en volume

Pourcentage de variations

	Moyenne 1994-04	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020
																		T4 / T4		
Argentine	0.6	7.4	11.0	9.3	7.2	-5.4	11.2	9.4	1.1	3.6	-4.4	3.7	-1.0	3.5	0.1	-2.1	2.0	..	..	..
Australie	4.2	3.1	4.4	6.0	2.1	1.9	3.7	3.5	2.5	1.9	2.5	2.4	2.9	2.7	2.5	2.1	1.7	1.6	2.5	1.2
Autriche	1.8	2.4	2.3	1.1	0.7	0.9	1.0	1.5	0.7	-0.3	0.3	0.3	1.5	1.6	1.8	1.6	1.5	1.8	1.9	1.2
Belgique	1.6	1.2	1.5	1.8	1.7	0.5	2.7	0.3	0.6	0.7	0.6	0.9	1.7	1.1	1.1	1.6	1.7	1.6	1.7	1.7
Brésil	..	4.4	5.3	6.4	6.5	4.4	6.2	4.8	3.5	3.5	2.3	-3.2	-4.4	0.9	1.7	1.8	2.5	..	..	..
Canada	3.3	3.9	4.2	4.4	3.0	0.0	3.6	2.3	1.9	2.6	2.2	2.3	3.4	2.3	2.3	1.8	2.3	2.0	1.7	1.7
Chili	..	7.7	7.5	7.1	4.2	-0.9	10.6	8.3	6.0	4.7	2.7	2.1	2.1	2.5	4.3	3.8	3.4	4.5	3.8	3.2
Colombie	1.4	4.1	6.4	7.2	4.1	0.9	5.1	6.6	5.3	4.0	4.6	3.1	1.4	1.8	2.6	3.2	3.2	..	..	..
Costa Rica	2.9	4.8	5.2	7.6	5.7	0.9	5.0	6.3	6.1	2.9	4.1	4.6	4.0	2.9	2.0	2.1	3.4	..	..	..
République tchèque	..	3.4	3.9	4.2	2.8	-0.5	0.9	0.3	-1.2	0.5	1.8	3.7	3.6	4.4	3.9	3.5	3.2	3.9	3.0	3.3
Danemark	1.7	3.7	2.9	1.8	0.5	-3.4	0.8	0.3	0.5	0.3	0.9	2.3	2.1	2.1	2.5	2.2	2.2	2.4	2.2	2.2
Estonie	..	9.4	12.9	8.8	-4.8	-14.9	-2.3	3.7	4.5	3.4	3.3	4.4	4.1	2.7	4.3	4.0	3.5	4.5	3.5	3.5
Finlande	3.6	3.2	4.1	3.5	2.1	-2.7	3.1	2.9	0.3	-0.5	0.8	1.7	2.0	1.3	2.0	1.9	1.3	2.1	1.4	1.3
France	2.3	2.4	2.3	2.6	0.4	0.4	1.9	0.6	-0.4	0.6	0.8	1.4	1.9	1.2	1.0	1.6	1.5	1.0	1.6	1.4
Allemagne	1.1	0.6	1.6	0.0	0.4	0.3	0.3	1.3	1.4	0.8	1.1	1.6	1.9	2.0	1.2	1.8	1.7	1.3	2.0	1.5
Grèce	..	3.2	2.8	4.1	3.6	-1.7	-6.5	-9.7	-8.0	-2.6	0.6	-0.2	0.0	0.9	1.1	1.2	1.3	1.5	1.3	1.3
Hongrie	2.9	2.9	1.6	1.1	-1.2	-6.6	-2.7	0.7	-2.3	0.2	2.8	3.9	4.0	4.8	5.6	4.7	4.0	5.3	4.3	3.9
Islande	4.6	11.4	3.8	6.6	-6.7	-12.6	-0.4	2.5	1.9	0.9	3.2	4.5	7.2	7.9	5.3	3.7	2.5	4.9	3.1	2.1
Inde ¹	..	8.6	8.5	9.4	7.2	7.4	8.7	9.3	5.5	7.3	6.4	7.4	7.3	6.6	7.2	7.4	7.4	..	..	..
Indonésie	..	4.0	3.2	5.0	5.3	4.7	4.1	5.1	5.5	5.5	5.3	4.8	5.0	5.0	5.1	5.2	5.3	..	..	..
Irlande	5.9	7.4	6.7	6.6	0.0	-4.9	0.4	-1.6	-1.4	0.1	2.2	3.6	3.8	1.8	3.2	2.6	2.2	2.8	2.4	2.2
Israël	..	3.4	5.0	8.0	1.7	0.9	4.9	3.9	2.9	3.9	4.2	4.3	6.4	3.3	3.8	3.3	3.5	3.0	3.8	3.3
Italie	1.6	1.3	1.4	1.2	-1.1	-1.5	1.2	0.0	-4.0	-2.4	0.2	1.9	1.4	1.4	0.8	0.7	0.7	0.7	0.9	0.5
Japon	1.2	1.2	1.0	0.9	-1.0	-0.7	2.4	-0.4	2.0	2.4	-0.9	0.0	0.1	1.0	0.4	0.9	-0.1	0.7	0.0	0.6
Corée	4.3	4.4	4.6	5.1	1.4	0.2	4.4	2.9	1.9	1.9	1.7	2.2	2.5	2.6	2.8	2.7	2.8	2.3	2.8	2.9
Lettonie	..	10.0	19.4	10.2	-7.9	-16.0	2.8	3.0	3.1	5.1	1.4	2.5	1.4	4.1	4.4	3.8	3.6	3.9	3.8	3.4
Lituanie	..	11.6	9.1	12.4	3.9	-17.4	-3.4	4.6	3.1	4.3	4.0	4.0	5.0	3.3	4.3	4.1	3.6	4.7	4.1	3.2
Luxembourg	3.0	-0.1	2.8	2.3	1.3	1.2	1.2	1.5	2.9	2.0	4.1	3.2	1.7	3.0	3.8	3.5	3.9	3.2	3.7	4.0
Mexique	3.5	3.0	4.1	2.5	0.5	-6.1	3.6	3.4	2.1	2.0	2.1	2.7	3.5	3.3	2.6	2.2	2.5	2.5	2.4	2.6
Pays-Bas	3.0	0.9	-0.1	1.9	0.9	-1.9	0.1	0.1	-1.2	-1.0	0.4	2.0	1.1	1.9	2.7	1.8	1.6	2.6	1.8	1.5
Nouvelle-Zélande	3.9	4.4	3.2	4.0	1.0	-0.6	3.0	2.7	2.6	3.5	3.2	3.8	4.8	4.4	2.9	2.9	2.4	2.8	2.4	2.5
Norvège	3.8	4.4	5.0	5.3	1.7	0.0	3.8	2.3	3.5	2.8	2.1	2.6	1.3	2.2	2.0	2.3	1.9	2.1	2.1	1.8
Pologne	4.4	1.8	4.8	5.6	6.8	3.6	2.7	3.1	0.7	0.3	2.4	3.0	3.9	4.9	4.6	4.2	3.7	4.6	3.9	3.6
Portugal	2.6	1.6	1.5	2.5	1.4	-2.3	2.4	-3.6	-5.5	-1.2	2.3	2.3	2.4	2.3	2.2	1.8	2.0	1.7	1.9	2.0
Russie	..	11.7	12.0	14.2	10.4	-5.1	5.5	6.7	7.9	5.2	1.9	-9.7	-2.3	3.3	2.6	1.3	2.2	..	..	..
République slovaque	4.9	5.8	6.0	7.5	6.0	-0.5	0.4	-0.6	-0.4	-0.8	1.4	2.2	2.7	3.6	3.0	4.0	4.1	3.2	4.1	4.1
Slovénie	..	2.2	1.2	6.4	2.4	0.9	1.3	0.0	-2.4	-4.1	1.9	2.3	3.9	1.9	2.3	2.6	2.0	2.0	2.0	2.0
Afrique du Sud	3.7	6.1	8.8	6.5	1.2	-2.6	3.9	5.1	3.7	2.0	0.8	1.8	0.7	2.2	1.3	1.1	2.1	..	..	..
Espagne	3.4	4.0	3.8	3.3	-0.7	-3.6	0.3	-2.4	-3.5	-3.1	1.5	3.0	2.9	2.5	2.4	1.8	1.5	2.2	1.7	1.4
Suède	2.7	2.8	2.8	3.9	0.2	0.4	3.8	1.9	0.9	1.9	2.2	3.0	2.8	2.3	2.5	2.8	2.6	2.7	2.6	2.5
Suisse	1.4	1.6	1.4	2.3	1.4	1.3	1.7	0.8	2.3	2.6	1.3	1.7	1.5	1.2	1.2	1.5	1.7	1.3	1.6	1.7
Turquie	4.0	6.2	3.9	5.2	0.4	-4.0	12.0	10.3	3.4	9.6	2.7	5.2	3.7	6.0	3.6	-4.1	2.3	-3.3	0.3	2.8
Royaume-Uni	3.8	3.1	1.6	2.5	-0.6	-2.9	0.7	-0.6	1.5	1.8	2.0	2.6	3.1	1.8	1.5	1.1	0.6	1.6	0.9	0.4
États-Unis	3.8	3.6	3.1	2.2	-0.2	-1.3	1.7	1.9	1.5	1.5	2.9	3.7	2.7	2.5	2.7	2.7	2.0	2.8	2.2	1.9
Zone euro	2.1	1.9	2.1	1.8	0.3	-1.0	0.7	0.0	-1.2	-0.6	0.9	1.8	1.9	1.7	1.4	1.6	1.5	1.4	1.7	1.4
Total OCDE	3.0	2.9	2.8	2.5	0.2	-1.3	2.1	1.5	1.0	1.4	1.9	2.7	2.4	2.4	2.2	1.9	1.7	2.0	1.8	1.8

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 4. Consommation des administrations publiques en volume

	Pourcentage de variations																		2018	2019	2020
	Moyenne 1994-04	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	T4 / T4			
Argentine	0.9	9.9	3.7	7.8	5.0	5.6	5.5	4.6	3.0	5.3	2.9	6.9	0.3	2.2	-2.0	-3.2	-2.5	..	..	..
Australie	3.4	2.1	4.0	2.4	4.1	2.3	3.0	3.9	1.5	1.9	0.1	4.3	4.1	3.7	4.4	3.2	2.8	3.2	4.0	2.0	
Autriche	1.6	2.2	3.2	1.4	3.7	2.5	0.0	0.1	0.1	0.7	0.8	0.8	1.7	1.5	0.9	0.6	0.5	1.4	0.5	0.5	
Belgique	1.8	0.6	1.0	1.9	2.9	1.1	1.0	1.2	1.4	0.3	0.6	0.6	-0.2	0.6	1.0	1.0	0.8	1.0	0.9	0.7	
Brésil	..	2.0	3.6	4.1	2.1	2.9	3.9	2.2	2.3	1.5	0.8	-1.4	0.0	-0.6	0.2	1.1	1.0	..	..	..
Canada	1.4	1.1	2.8	2.4	3.8	2.7	2.3	1.3	0.7	-0.7	0.5	1.6	2.2	2.3	2.4	1.4	1.2	1.8	1.3	1.2	
Chili	..	5.9	6.4	7.2	0.3	8.4	3.8	2.4	3.8	3.1	3.7	4.7	6.3	4.1	2.5	2.7	2.7	3.1	3.0	2.5	
Colombie	6.1	5.2	5.2	4.6	4.7	4.8	5.2	6.5	4.8	8.9	4.7	4.9	1.8	4.0	4.9	2.7	2.5	..	..	..
Costa Rica	2.1	0.8	3.2	2.3	5.2	6.0	4.1	1.0	0.2	3.2	2.9	2.3	2.3	3.1	1.9	1.7	1.7	..	..	..
République tchèque	..	1.0	0.6	0.6	1.1	2.8	0.5	-3.2	-2.0	2.5	1.1	1.9	2.7	1.3	2.7	2.0	1.8	2.1	2.9	1.2	
Danemark	2.1	1.2	2.5	1.2	3.3	3.0	1.6	-0.6	0.8	-0.1	1.9	1.7	0.2	0.7	0.5	0.5	0.4	0.2	0.4	0.4	
Estonie	..	3.2	5.6	6.5	4.6	-3.1	-0.4	1.4	2.9	2.7	1.8	3.0	2.1	0.6	0.0	0.9	0.8	-0.3	0.8	0.8	
Finlande	2.1	1.9	1.1	1.3	1.6	1.6	-0.1	-0.1	0.5	1.1	-0.5	0.2	1.8	-0.5	2.2	0.0	0.8	2.3	0.5	0.9	
France	1.3	1.3	1.4	1.8	1.1	2.4	1.3	1.1	1.6	1.5	1.3	1.0	1.4	1.4	0.9	0.8	0.4	0.8	0.7	0.3	
Allemagne	1.1	0.5	1.0	1.5	3.4	3.0	1.3	0.9	1.1	1.4	1.6	2.9	4.0	1.6	1.2	2.5	1.8	1.5	2.5	1.5	
Grèce	..	4.1	6.8	5.4	-2.3	2.0	-4.2	-7.0	-6.0	-6.4	-1.4	1.6	-0.7	-0.4	0.5	1.2	1.2	0.7	1.3	1.2	
Hongrie	0.9	3.2	1.3	-6.8	3.1	1.4	-0.4	0.2	-1.4	4.2	5.2	1.3	0.7	1.3	1.1	1.1	0.8	-0.2	0.8	0.8	
Islande	3.5	3.0	4.4	4.3	5.7	-1.0	-3.3	-0.4	-1.8	0.7	1.3	1.1	1.9	3.1	2.8	1.9	2.1	2.4	1.9	2.2	
Inde ¹	..	8.9	3.8	9.6	10.4	13.9	5.8	6.9	0.6	0.6	7.6	6.8	12.2	10.9	7.0	7.3	5.3	..	..	..
Indonésie	..	6.6	9.6	3.9	10.4	11.2	4.0	5.5	4.5	6.7	1.2	5.3	-0.1	2.1	5.5	4.7	3.6	..	..	..
Irlande	5.7	4.5	5.0	6.7	1.4	-2.6	-4.5	-1.8	-2.5	-0.8	3.9	1.8	3.4	3.7	3.5	2.6	1.9	2.9	2.4	1.6	
Israël	..	2.1	3.6	2.5	2.0	2.9	2.7	2.2	3.6	3.7	3.8	2.9	4.2	3.4	3.8	4.1	2.9	2.0	6.7	0.9	
Italie	1.1	0.6	-0.4	0.4	1.0	0.4	0.6	-1.8	-1.4	-0.3	-0.7	-0.6	0.6	0.1	0.1	0.2	0.1	0.2	0.2	0.0	
Japon	2.5	0.8	0.1	1.2	-0.1	2.0	1.9	1.9	1.7	1.5	0.5	1.5	1.3	0.4	0.5	0.6	1.0	0.6	0.6	1.4	
Corée	4.2	4.5	7.4	6.1	5.1	5.2	3.8	2.2	3.4	3.3	3.0	3.0	4.5	3.4	5.2	6.5	5.6	5.4	7.5	4.5	
Lettonie	..	3.0	6.1	3.3	2.4	-10.7	-8.1	3.0	0.3	1.6	1.9	1.9	3.9	4.1	3.5	2.8	2.6	3.2	2.6	2.5	
Lituanie	..	3.6	2.1	1.9	0.2	-1.3	-3.2	-0.4	1.3	0.7	0.3	0.2	-0.1	-0.4	0.4	0.7	0.6	1.0	0.6	0.6	
Luxembourg	4.7	2.8	1.8	3.7	1.4	3.7	1.1	1.2	3.3	4.2	1.8	2.5	2.6	3.4	3.3	3.3	3.2	2.8	3.2	3.2	
Mexique	1.0	2.2	2.7	1.8	2.9	3.0	2.3	3.1	3.4	0.5	2.6	1.9	2.3	0.1	2.3	1.2	1.2	2.5	1.1	1.2	
Pays-Bas	2.5	1.3	8.4	3.1	3.2	4.7	1.0	-0.4	-1.1	0.0	0.5	-0.1	1.3	1.1	1.3	2.6	1.8	2.0	2.1	1.8	
Nouvelle-Zélande	2.7	7.1	4.6	4.3	4.3	0.9	0.5	2.8	-0.4	1.4	3.3	2.7	1.6	4.5	4.2	2.2	1.7	3.6	1.9	1.7	
Norvège	2.5	1.9	1.9	2.0	2.4	4.1	2.2	1.0	1.6	1.0	2.7	2.4	2.1	2.5	1.9	1.8	2.0	1.0	2.0	2.0	
Pologne	2.8	3.5	5.5	3.0	4.4	3.5	3.1	-1.8	-0.3	2.5	4.3	2.3	1.9	3.5	3.9	4.2	4.1	3.6	4.3	4.1	
Portugal	3.2	2.7	-0.2	0.6	0.4	2.6	-1.3	-3.8	-3.3	-2.0	-0.5	1.3	0.8	0.2	1.0	0.2	-0.3	1.3	-0.5	-0.1	
Russie	..	1.4	2.3	2.7	3.4	-0.6	-1.5	1.4	2.6	0.9	-2.1	-3.1	0.8	0.4	-0.9	0.9	1.6	..	..	..
République slovaque	3.1	7.0	9.2	0.3	6.5	6.2	1.7	-1.8	-2.1	2.2	5.2	5.4	1.6	0.2	2.3	1.9	2.0	1.9	1.9	2.0	
Slovénie	..	2.7	3.1	1.9	4.9	2.4	-0.5	-0.7	-2.2	-2.1	-1.2	2.4	2.7	0.5	2.7	2.0	1.5	1.8	3.0	0.6	
Afrique du Sud	1.9	5.1	4.9	4.0	5.8	4.6	3.0	2.8	3.5	3.1	1.7	-0.3	1.9	0.6	1.2	1.0	1.0	..	..	..
Espagne	3.7	5.6	5.0	6.2	5.9	4.1	1.5	-0.3	-4.7	-2.1	-0.3	2.0	1.0	1.9	2.1	1.6	1.3	1.9	1.7	1.1	
Suède	0.7	0.3	1.9	0.7	1.1	2.3	1.0	0.9	1.6	1.3	1.7	2.1	3.2	0.4	1.1	1.2	1.2	1.1	1.1	1.3	
Suisse	1.1	1.8	0.3	0.7	1.2	3.0	1.1	1.7	1.5	2.3	2.2	1.1	1.2	0.9	1.0	1.0	1.1	0.7	1.0	1.2	
Turquie	5.0	3.6	10.2	7.0	3.5	8.1	1.7	1.1	6.8	8.0	2.9	3.4	9.8	4.7	8.0	2.0	2.2	3.4	3.0	2.8	
Royaume-Uni	2.8	4.0	1.7	1.0	1.8	1.1	0.3	0.1	1.2	-0.2	2.2	1.4	0.8	-0.1	0.8	1.9	2.0	1.6	1.4	2.3	
États-Unis	1.9	0.8	1.2	1.6	2.4	4.1	0.1	-3.0	-1.5	-1.9	-0.8	1.7	1.5	-0.1	1.5	3.6	2.7	2.4	3.8	2.0	
Zone euro	1.7	1.6	2.1	2.1	2.4	2.4	0.7	-0.1	-0.3	0.4	0.7	1.3	1.9	1.2	1.1	1.5	1.1	1.2	1.4	0.9	
Total OCDE	2.1	1.6	2.0	2.0	2.3	3.1	1.0	-0.5	0.1	0.2	0.7	1.7	2.1	1.0	1.7	2.3	1.9	1.9	2.4	1.7	

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 5. Formation brute de capital fixe en volume

	Pourcentage de variations																		2018	2019	2020
	Moyenne 1994-04	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	T4 / T4			
Argentine	-0.4	15.8	14.5	20.5	8.7	-22.6	26.3	17.4	-7.1	2.3	-6.8	3.5	-4.9	11.0	-3.4	-11.1	4.0	..	..	..
Australie	5.7	8.4	4.0	8.1	7.2	-2.3	4.3	7.1	10.0	-1.9	-2.3	-3.4	-2.2	3.4	3.4	4.0	2.9	2.5	5.0	1.6	
Autriche	1.6	0.2	1.2	4.8	1.6	-7.3	-2.6	6.6	0.9	1.6	-0.3	2.2	4.4	3.9	3.4	2.0	2.0	3.1	1.9	1.9	
Belgique	2.7	6.1	2.0	6.8	1.9	-6.7	-0.8	4.2	0.2	-1.5	5.8	2.7	3.8	1.8	2.0	2.5	2.4	2.9	2.0	2.6	
Brésil	..	2.0	6.7	11.9	12.2	-2.2	18.1	6.9	0.8	5.8	-4.2	-13.9	-10.4	-1.9	4.0	4.9	3.7	..	..	..
Canada	4.8	9.1	6.3	3.2	1.6	-11.3	11.5	4.6	4.9	1.3	2.4	-5.1	-3.0	2.8	3.8	2.5	2.4	2.0	2.6	2.3	
Chili	6.7	23.7	6.1	10.3	18.8	-13.3	12.7	16.3	11.0	4.1	-5.0	-0.4	-0.7	-1.1	5.8	4.3	3.6	6.3	3.9	3.4	
Colombie	-1.1	13.2	19.6	19.8	-3.6	4.6	6.7	14.9	3.0	6.0	9.9	2.8	-2.7	3.3	-0.7	4.5	4.7	..	..	..
Costa Rica	4.9	4.4	7.7	19.0	10.0	-12.7	4.2	3.1	10.0	-0.3	3.1	3.1	4.6	-4.4	3.4	5.9	5.2	..	..	..
République tchèque	..	6.6	6.3	13.5	2.2	-9.8	1.0	0.9	-2.9	-2.5	3.9	10.4	-3.3	3.7	8.5	4.4	3.9	8.4	4.1	3.9	
Danemark	4.2	5.9	13.7	0.7	-2.5	-13.0	-5.7	0.4	3.7	2.7	3.1	5.5	7.6	4.6	7.7	1.5	3.3	4.2	3.4	3.2	
Estonie	..	15.0	22.9	10.9	-12.7	-36.6	-4.0	33.9	12.9	1.4	-2.0	-7.6	3.5	12.9	1.8	6.1	4.6	15.7	4.7	4.5	
Finlande	6.0	3.2	1.3	10.0	0.3	-12.5	1.1	4.1	-1.9	-4.9	-2.6	0.7	8.5	4.0	3.3	1.5	1.7	3.5	1.1	2.1	
France	3.0	3.0	3.9	5.5	0.7	-9.0	1.9	2.2	0.4	-0.7	0.0	0.9	2.7	4.7	2.9	2.4	2.4	2.3	2.3	2.4	
Allemagne	0.1	1.0	8.1	4.3	0.9	-10.0	5.1	7.4	-0.1	-1.2	3.9	1.0	3.4	3.6	3.0	2.5	2.2	3.1	2.5	2.1	
Grèce	..	-11.9	19.4	15.9	-7.2	-13.9	-19.3	-20.5	-23.5	-8.4	-4.7	0.7	4.7	9.1	2.4	8.8	7.6	-13.5	9.2	6.8	
Hongrie	5.3	3.6	0.7	4.2	1.0	-8.3	-9.5	-1.3	-3.0	9.8	12.3	4.7	-11.7	18.2	15.7	9.5	4.8	17.3	6.7	3.7	
Islande	8.2	31.8	23.7	-10.9	-18.2	-47.9	-8.1	11.5	5.2	2.2	15.9	19.7	21.7	9.5	5.9	4.6	3.8	6.7	4.2	3.6	
Inde ¹	..	16.2	13.8	16.2	3.5	7.7	11.0	12.3	4.9	1.6	2.6	5.2	10.1	7.6	6.2	6.0	8.6	..	..	..
Indonésie	..	10.9	2.6	9.3	11.9	3.9	6.7	8.9	9.1	5.0	4.4	5.0	4.5	6.2	6.8	6.1	5.9	..	..	..
Irlande	10.7	18.5	7.0	-0.9	-12.1	-16.4	-15.2	1.3	15.4	-4.3	18.1	49.7	52.8	-30.5	-8.3	6.7	5.2	-0.8	7.1	4.3	
Israël	..	2.0	7.3	10.2	4.9	-3.5	9.1	13.8	4.1	3.8	0.8	0.2	12.8	2.9	3.1	3.0	2.6	3.0	2.9	2.4	
Italie	3.4	2.0	3.4	1.3	-3.2	-10.0	-0.6	-1.7	-9.4	-6.6	-2.2	1.9	3.3	3.9	4.5	3.5	2.9	3.1	3.0	2.7	
Japon	-0.4	3.1	0.4	-1.9	-3.8	-9.7	-1.6	1.7	3.5	4.9	3.1	1.7	1.1	2.5	1.7	1.5	0.8	2.1	1.1	0.7	
Corée	3.3	2.0	3.6	5.0	-0.9	0.3	5.5	0.8	-0.5	3.3	3.4	5.1	5.6	8.6	-2.2	-0.6	2.1	-4.2	2.4	1.8	
Lettonie	..	20.4	15.1	22.5	-9.1	-33.3	-19.8	24.0	14.4	-6.0	0.1	-0.5	-8.4	13.1	18.6	8.1	4.4	20.8	5.0	4.1	
Lituanie	..	11.5	19.6	22.3	-4.0	-38.9	1.5	20.1	-1.8	8.3	5.8	4.9	0.3	6.8	8.3	5.6	4.7	6.6	4.0	5.0	
Luxembourg	3.8	-1.0	3.3	12.5	11.9	-12.5	3.6	13.4	6.5	1.5	9.2	-9.6	10.0	4.1	-6.4	5.1	4.7	-0.6	5.1	4.6	
Mexique	0.6	6.1	9.3	5.8	6.7	-11.7	4.7	7.8	5.1	-3.3	3.0	5.1	1.1	-1.5	2.7	2.3	3.3	3.3	2.8	3.5	
Pays-Bas	3.4	3.2	7.2	14.8	-2.8	-8.6	-6.9	4.6	-6.3	-1.5	-2.2	29.1	-7.3	6.2	4.5	3.0	3.0	3.7	3.5	2.7	
Nouvelle-Zélande	6.6	3.7	-1.2	7.7	-3.0	-12.7	0.7	6.4	6.1	7.9	9.5	4.3	6.4	3.4	3.8	2.8	3.8	1.8	3.3	3.9	
Norvège	3.9	12.0	9.1	12.2	1.1	-6.8	-6.4	7.5	7.6	6.3	-0.3	-4.0	5.2	3.6	-0.3	2.7	2.5	0.0	1.9	2.9	
Pologne	6.8	8.3	15.4	19.0	8.8	-2.7	0.0	8.8	-1.8	-1.1	10.0	6.1	-8.2	3.9	6.4	6.9	5.8	6.5	6.5	5.7	
Portugal	3.6	0.1	-0.8	3.1	0.4	-7.6	-0.9	-12.5	-16.6	-5.1	2.3	5.8	2.3	9.2	4.6	6.0	5.0	5.4	5.7	4.6	
Russie	..	10.2	17.9	21.1	9.7	-14.7	6.4	9.2	5.9	1.3	-2.7	-10.4	1.7	4.7	2.3	2.4	3.4	..	..	..
République slovaque	3.4	16.5	9.1	8.9	1.6	-18.7	7.2	12.7	-9.0	-0.9	3.0	19.8	-8.3	3.2	13.2	4.1	4.1	11.0	4.6	3.6	
Slovénie	..	3.5	10.2	12.0	7.0	-22.0	-13.3	-4.9	-8.8	3.2	1.0	-1.6	-3.7	10.7	9.0	8.5	6.4	7.7	8.4	5.2	
Afrique du Sud	5.4	11.0	12.1	13.8	12.8	-6.7	-3.9	5.5	2.6	7.2	0.7	3.4	-4.1	0.4	0.3	2.0	3.6	..	..	..
Espagne	6.5	7.5	7.4	4.4	-3.9	-16.9	-4.9	-6.9	-8.6	-3.4	4.7	6.7	2.9	4.8	6.1	3.8	3.8	6.5	3.1	4.2	
Suède	4.4	5.1	9.6	8.3	0.3	-13.3	5.6	5.9	0.2	0.6	5.6	6.3	3.9	6.5	3.2	0.2	1.6	1.9	0.6	2.3	
Suisse	2.3	3.4	4.7	4.8	0.9	-7.4	4.7	4.3	3.4	0.6	2.9	2.3	3.4	3.3	3.1	2.9	2.6	2.9	3.0	2.4	
Turquie	6.8	19.6	15.4	5.5	-2.7	-20.5	22.5	23.8	2.7	13.8	5.1	9.3	2.2	7.8	1.0	-5.6	3.7	-6.2	0.8	4.0	
Royaume-Uni	2.2	5.1	2.9	5.7	-5.2	-13.7	4.1	2.6	2.1	3.4	7.2	3.4	2.3	3.3	0.0	0.8	0.4	-0.9	1.1	0.0	
États-Unis	4.9	6.1	2.7	-0.6	-4.2	-12.5	2.2	4.6	6.9	3.6	4.9	3.3	1.7	4.0	4.9	4.2	3.8	4.7	4.5	3.4	
Zone euro	2.7	3.0	5.8	5.3	-1.3	-11.1	-0.5	1.6	-3.2	-2.3	1.7	4.6	3.9	2.8	3.4	3.1	2.8	3.2	2.9	2.7	
Total OCDE	3.3	5.2	4.4	2.8	-1.8	-11.0	2.2	4.2	2.5	1.9	3.5	3.4	1.9	3.7	3.3	2.6	3.0	2.6	3.1	2.8	

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 6. **Formation brute de capital fixe du secteur privé non résidentiel, en volume**

	Pourcentage de variations																		2018	2019 T4 / T4	2020
	Moyenne 1994-04	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020				
Australie	6.1	12.2	7.9	10.3	7.3	-3.6	-0.2	12.4	17.1	-2.4	-6.0	-6.4	-8.8	3.0	4.0	5.5	4.3	1.3	7.9	2.0	
Belgique	3.9	2.9	2.3	6.5	3.4	-7.6	-2.1	6.5	0.0	-0.2	6.5	3.6	4.7	2.3	2.1	3.1	2.5	2.5	2.9	2.4	
Canada	5.7	11.2	9.0	2.5	4.0	-20.2	14.0	11.6	7.1	4.3	4.1	-11.0	-9.0	2.6	6.4	3.3	3.2	4.8	3.4	3.1	
Danemark	3.8	3.6	15.3	2.2	3.9	-13.3	-8.1	-6.1	6.2	7.7	0.8	8.9	8.4	4.7	8.6	1.3	4.1	4.9	4.4	4.0	
Finlande	7.2	5.5	2.2	16.6	4.9	-15.6	-6.6	2.6	-3.0	-7.3	-1.8	2.3	7.7	3.8	1.6	2.4	2.6	3.0	2.0	3.0	
France	3.4	2.6	5.2	8.1	3.7	-11.6	3.0	4.8	1.0	-1.0	2.9	3.4	3.4	5.2	3.9	3.3	2.6	3.5	2.8	2.5	
Allemagne	1.4	3.7	8.5	7.8	2.1	-15.5	6.2	7.3	-1.8	-0.8	5.2	1.6	2.5	3.2	2.3	1.9	1.8	1.9	1.8	1.8	
Islande	12.2	53.3	26.0	-21.9	-20.1	-51.1	-0.6	23.0	7.0	-2.3	16.8	31.1	25.0	4.7	4.3	2.9	2.0	7.2	2.5	2.0	
Japon	1.8	8.5	2.1	1.0	-2.8	-13.4	-0.9	4.0	4.1	3.7	5.4	3.4	0.6	2.8	4.5	2.4	1.7	4.4	1.9	1.7	
Corée	3.3	2.0	6.4	7.6	0.9	-3.8	14.1	3.3	0.3	0.9	3.3	2.4	1.9	7.7	-2.2	-0.8	2.2	-4.0	2.6	2.0	
Pays-Bas	4.0	3.8	7.7	25.4	-6.8	-9.7	-3.7	10.3	-3.5	2.4	-4.0	39.1	-16.2	5.7	5.1	2.7	2.4	5.5	3.0	2.1	
Nouvelle-Zélande	6.3	7.6	1.2	11.8	-0.3	-21.3	-0.3	14.1	9.6	4.2	11.8	1.4	7.8	6.7	4.7	1.9	3.5	3.3	2.9	3.7	
Norvège	3.2	16.7	11.0	16.1	2.3	-10.4	-8.5	6.5	9.3	5.2	-1.3	-7.9	4.1	2.2	0.5	4.4	3.3	1.9	2.2	4.0	
Suède	6.0	5.1	9.6	10.2	3.9	-15.2	3.4	7.2	2.9	0.8	4.3	4.8	0.6	5.0	3.9	3.1	2.8	4.5	3.2	2.7	
Suisse	3.4	4.8	6.7	7.0	1.2	-11.0	5.2	5.1	4.2	0.5	3.0	1.9	4.7	3.4	3.2	3.1	2.8	2.9	3.2	2.6	
Royaume-Uni	3.1	19.0	-6.0	9.8	-3.0	-16.6	5.0	5.4	7.2	2.9	5.2	3.7	-0.2	1.8	-0.5	-0.2	0.2	-2.0	0.4	0.1	
États-Unis	5.3	7.7	8.0	6.9	0.6	-14.5	4.5	8.7	9.5	4.1	6.9	1.8	0.5	5.3	6.7	4.7	4.1	6.5	4.9	3.6	

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878380>

Annexe : Tableau 7. **Formation brute de capital fixe en volume : construction de logements**

Pourcentage de variations

	Moyenne 1994-04	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019 T4 / T4	2020
Australie	4.1	-2.9	-5.5	1.0	1.2	-5.0	4.4	0.7	-5.9	3.8	10.0	9.5	8.7	-2.2	3.7	-1.3	-0.4	4.3	-1.5	0.0
Autriche	-0.6	1.7	0.9	2.8	0.6	-6.0	0.6	2.9	-1.3	0.0	-0.3	0.8	2.4	3.8	2.9	2.7	2.5	3.0	2.6	2.7
Belgique	-0.4	15.6	4.8	4.7	-2.2	-10.4	1.8	-2.5	-0.1	-3.9	5.7	1.0	3.7	0.0	0.4	1.8	1.9	2.2	1.9	1.9
Canada	4.1	4.9	2.4	2.6	-4.1	-5.8	7.7	1.3	5.8	0.0	2.6	3.5	3.3	2.7	-0.1	1.2	1.0	-1.9	1.2	0.9
Danemark	6.4	16.7	11.4	-5.5	-16.7	-20.4	-8.9	15.8	-5.5	-7.8	6.8	5.3	6.8	12.9	10.3	1.8	2.8	6.9	2.5	2.6
Finlande	5.4	5.0	3.8	-0.3	-10.6	-13.9	24.1	5.3	-3.5	-5.3	-6.5	2.0	10.5	5.9	7.4	1.9	1.8	5.5	1.8	1.8
France	3.3	4.3	4.9	2.6	-3.9	-11.9	1.6	1.1	-2.0	-0.3	-2.7	-1.3	2.8	5.4	1.4	-0.7	1.8	-0.4	0.0	2.8
Allemagne	-1.9	-4.1	6.8	-1.5	-4.0	-3.3	4.1	10.1	4.2	-0.7	3.0	-1.2	4.7	3.6	3.5	3.1	2.9	4.2	3.0	2.8
Grèce	5.9	-9.1	17.6	15.1	-24.0	-19.7	-26.3	-14.4	-38.0	-31.3	-53.2	-25.7	-12.3	-8.7	9.3	2.4	2.8	10.5	2.8	2.8
Islande	4.3	11.9	16.7	12.8	-21.9	-55.7	-18.0	5.4	6.9	10.8	15.4	-3.2	26.4	18.4	15.0	7.5	7.2	6.5	8.2	6.5
Irlande	10.4	16.9	3.7	-8.1	-16.9	-37.7	-32.9	-31.3	-24.8	7.5	14.4	6.0	21.4	19.6	15.1	13.5	11.3	12.6	12.2	10.9
Italie	1.4	6.2	5.2	1.0	-1.9	-9.3	-0.2	-6.4	-7.7	-4.5	-6.8	-1.7	2.9	2.2	1.5	0.8	1.0	0.4	1.0	1.0
Lettonie	..	17.8	34.4	41.4	-11.9	-52.4	-28.9	1.3	13.8	-1.3	9.7	7.6	-19.1	-10.4	24.0	5.0	4.4	35.7	5.0	4.0
Lituanie	..	0.0	21.2	14.9	24.3	-7.2	-29.7	1.0	2.3	11.5	16.9	14.9	6.8	-4.7	6.9	4.6	3.9	7.2	4.4	3.6
Japon	-2.8	-0.5	0.7	-9.5	-6.6	-16.4	-3.7	4.9	2.5	8.0	-4.3	-1.0	5.7	2.7	-6.0	0.4	-1.4	-2.9	-1.5	0.5
Corée	1.9	2.1	-2.3	-3.5	-9.4	-2.5	-12.0	-8.0	-2.9	23.4	11.1	18.9	20.3	14.9	-2.0	-3.0	0.4	-5.8	0.6	0.3
Pays-Bas	1.2	5.7	5.9	5.1	0.8	-14.8	-15.9	-3.7	-12.9	-12.3	6.3	20.2	21.8	12.0	6.1	4.8	5.2	3.1	5.9	4.9
Nouvelle-Zélande	3.9	-4.0	-2.1	3.1	-18.1	-14.1	1.2	-0.1	18.0	16.9	8.4	7.4	12.5	0.7	1.8	3.2	5.3	1.2	4.2	5.5
Norvège	6.6	9.7	4.0	2.7	-9.0	-8.1	-1.6	17.0	10.9	5.3	-1.4	3.2	6.6	7.0	-9.6	-0.8	1.0	-7.6	1.0	1.0
Espagne	8.6	6.5	6.7	1.3	-9.2	-20.3	-11.6	-13.3	-10.3	-10.2	11.3	-0.9	7.0	9.0	7.0	3.3	3.5	5.5	3.1	3.6
Suède	3.7	10.0	14.4	6.6	-13.2	-18.9	12.7	8.0	-11.8	0.9	15.6	18.1	11.2	11.4	1.7	-9.6	-3.6	-3.5	-8.9	0.0
Suisse	-0.4	1.1	-1.6	-3.0	-4.2	1.8	3.5	2.2	1.5	1.7	2.3	3.8	-1.1	3.3	3.2	2.1	1.5	2.5	2.0	1.3
Royaume-Uni	1.5	2.8	0.7	0.8	-19.3	-22.3	4.9	3.4	-2.1	9.8	10.9	5.1	8.6	7.3	1.0	0.1	-0.7	-0.1	-0.5	-0.8
États-Unis	4.4	6.6	-7.5	-18.7	-24.2	-21.7	-3.1	-0.1	13.0	12.4	3.9	10.1	6.5	3.3	0.1	1.7	3.7	-1.7	3.4	3.6

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878399>

Annexe : Tableau 8. Demande intérieure totale en volume

Pourcentage de variations

	Moyenne 1994-04	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020
																		T4 / T4		
Argentine	-0.1	9.1	9.3	11.3	6.9	-7.9	14.2	10.2	-1.3	4.0	-3.9	4.2	-1.3	6.3	-2.0	-4.1	1.6	..	..	..
Australie	4.4	4.2	3.7	6.7	3.4	0.3	4.1	5.0	4.2	0.4	0.9	1.3	1.9	3.0	3.1	2.7	2.2	2.3	3.4	1.4
Autriche	1.8	2.1	2.1	2.7	1.4	-2.1	0.9	2.7	0.0	0.0	0.5	1.1	2.0	2.6	1.9	1.4	1.4	1.9	1.6	1.3
Belgique	2.0	2.9	1.9	3.3	2.1	-1.8	2.1	2.2	0.0	-0.3	2.0	1.6	2.0	1.1	0.9	1.6	1.6	1.2	1.6	1.6
Brésil	..	2.8	5.4	7.5	7.1	-0.2	9.8	4.7	1.9	3.5	0.3	-6.1	-5.0	1.1	2.0	2.4	2.4	..	..	..
Canada	3.2	5.0	4.2	3.6	2.8	-3.0	5.3	2.2	2.1	3.4	1.8	0.1	0.8	3.8	2.6	2.1	1.8	2.0	2.0	1.7
Chili	..	11.7	9.1	7.1	8.9	-6.7	13.9	9.8	7.5	4.1	-0.4	2.7	1.5	3.3	5.2	3.3	3.3	4.7	3.6	3.1
Chine	9.1	9.2	10.7	12.6	8.9	14.0	8.8	9.6	8.1	8.0	8.3	8.3	7.7	6.0	7.1	6.3	6.0	6.9	6.2	6.0
Colombie	1.9	6.3	8.7	8.3	5.0	0.1	5.9	9.1	4.8	5.2	6.4	2.4	1.2	1.8	2.4	3.3	3.3	..	..	..
Costa Rica	3.5	4.2	7.2	9.0	6.1	-4.8	7.8	5.6	5.6	1.7	3.5	4.2	4.3	2.3	1.7	2.9	3.5	..	..	..
République tchèque	..	3.4	5.1	6.6	1.9	-5.4	1.7	-0.1	-2.1	-0.6	3.4	5.9	1.1	3.6	3.3	3.2	3.1	2.7	3.3	3.0
Danemark	2.4	3.5	5.2	1.9	-0.2	-6.1	0.7	1.0	1.0	0.9	2.0	2.8	2.5	2.2	3.1	1.5	2.0	2.4	2.0	2.0
Estonie	..	7.3	17.4	9.3	-8.7	-20.8	0.2	9.2	8.7	1.4	3.5	1.4	4.7	4.4	3.0	3.8	3.2	3.6	3.2	3.2
Finlande	3.8	4.1	2.4	4.8	0.9	-6.3	3.3	3.9	-1.1	-1.1	-0.1	1.4	3.1	2.1	1.3	1.2	1.3	1.0	1.2	1.4
France	2.3	2.3	2.5	3.3	0.4	-2.5	1.9	2.2	-0.4	0.7	1.5	1.5	1.6	2.2	1.1	1.5	1.4	1.1	1.6	1.4
Allemagne	0.8	0.3	3.0	1.8	1.0	-3.1	2.9	3.0	-0.8	1.0	1.6	1.4	2.9	2.2	2.0	2.2	1.8	2.1	2.2	1.6
Grèce	..	0.2	7.9	5.4	-0.6	-6.3	-6.6	-11.1	-9.8	-4.0	1.0	-1.2	0.4	2.0	0.9	2.3	2.2	1.9	2.4	2.1
Hongrie	3.2	1.7	1.8	-1.1	0.3	-9.4	-0.7	-0.3	-3.0	2.3	5.4	2.0	0.8	6.7	5.2	4.9	3.6	6.0	4.2	3.2
Islande	5.0	13.7	9.7	1.6	-6.5	-17.1	-2.9	2.7	1.3	1.5	4.1	5.5	8.2	6.6	5.0	3.6	2.7	5.6	3.1	2.5
Inde ¹	..	10.5	9.7	10.7	6.1	8.5	9.7	8.5	5.3	1.8	7.1	7.9	6.9	8.1	8.3	6.9	7.5	..	..	..
Indonésie	2.8	5.9	5.3	6.4	6.1	3.0	6.5	6.1	7.7	5.0	5.3	4.0	5.0	4.8	6.1	5.3	5.2	..	..	..
Irlande	7.1	10.1	6.8	3.9	-3.9	-8.1	-3.6	-0.4	2.2	-1.5	9.1	14.5	22.0	-16.0	1.4	3.7	3.1	5.1	3.9	2.8
Israël	..	3.4	4.9	6.3	2.0	0.1	5.4	5.5	3.8	3.1	4.0	3.7	6.7	3.4	5.0	3.6	3.1	3.9	4.2	2.5
Italie	1.9	1.0	2.0	1.2	-1.2	-4.2	1.9	-0.5	-5.7	-2.7	0.3	1.4	1.3	1.3	1.4	1.1	1.0	1.5	1.2	0.9
Japon	1.0	1.4	0.6	0.6	-1.3	-4.0	2.4	0.7	2.3	2.4	0.4	1.0	0.4	1.2	0.8	1.0	0.4	0.7	0.4	0.8
Corée	4.0	3.8	5.1	5.0	1.1	-2.7	8.3	3.0	0.7	1.4	3.0	3.9	3.8	5.1	1.6	2.1	3.1	0.3	3.5	2.9
Lettonie	..	9.2	18.3	12.5	-8.9	-23.3	-4.0	11.9	1.7	2.0	-0.9	2.4	2.1	6.2	4.9	4.3	3.7	5.8	4.0	3.5
Lituanie	..	9.0	8.9	15.3	3.3	-21.7	2.4	6.0	-0.4	2.5	3.3	6.7	2.1	2.9	3.1	3.5	3.3	3.7	3.5	3.2
Luxembourg	3.8	3.8	0.9	4.4	4.1	-7.3	6.2	5.0	2.5	2.9	7.6	0.0	3.5	2.6	0.8	3.6	3.9	0.3	3.9	3.9
Mexique	2.6	2.8	5.4	3.0	1.8	-6.5	4.2	4.0	3.1	0.9	2.1	3.0	2.8	1.7	2.4	1.9	2.5	2.5	2.3	2.6
Pays-Bas	2.9	1.6	3.6	5.2	0.6	-2.7	-0.1	0.3	-2.2	-0.6	0.1	6.6	-0.8	2.3	2.8	2.2	2.0	2.4	2.3	1.8
Nouvelle-Zélande	4.2	4.6	1.5	5.3	1.0	-4.7	3.8	3.3	2.7	3.7	4.6	3.2	4.6	4.1	3.9	2.6	2.6	3.2	2.5	2.7
Norvège	3.5	5.4	6.2	6.2	1.6	-3.4	3.2	2.7	3.4	3.5	1.6	0.7	2.0	2.6	1.9	1.9	2.0	0.9	1.9	2.1
Pologne	4.8	2.4	7.4	9.5	5.4	-0.3	4.2	4.2	-0.4	-0.6	4.7	3.3	2.3	4.9	5.7	4.5	4.1	5.4	4.4	4.0
Portugal	3.2	1.3	0.9	2.2	1.1	-3.6	1.9	-5.7	-7.3	-2.0	2.2	2.7	2.0	3.0	2.4	2.2	2.1	2.5	2.1	2.1
Russie	..	9.3	11.4	14.0	9.8	-14.1	8.5	9.0	6.0	1.5	-0.8	-9.3	-1.3	3.8	1.0	1.3	2.3	..	..	..
République slovaque	4.9	8.6	6.7	6.8	6.5	-7.1	4.5	1.1	-4.0	0.3	3.5	5.6	0.9	2.7	4.7	3.7	3.7	6.1	3.8	3.6
Slovénie	..	1.9	4.7	9.0	3.1	-9.5	-0.8	-0.7	-5.7	-2.0	1.7	1.9	2.9	3.9	3.5	3.6	2.8	2.3	3.6	2.4
Afrique du Sud	3.4	5.7	8.5	5.8	3.6	-1.4	3.7	5.6	3.2	2.8	0.6	2.1	-0.9	1.8	0.8	1.1	2.1	..	..	..
Espagne	4.2	5.1	5.1	4.1	-0.4	-6.0	-0.5	-3.1	-5.1	-3.2	2.0	4.0	2.4	3.0	3.2	2.3	1.9	3.1	2.0	1.9
Suède	2.4	2.6	4.4	4.8	-0.1	-4.3	5.7	3.0	-0.3	1.6	3.0	4.0	3.0	2.9	2.7	1.7	1.9	2.6	1.7	2.1
Suisse	1.2	4.2	2.3	0.6	2.5	2.2	-0.6	3.9	-1.4	-0.7	2.7	2.2	0.3	1.5	1.7	2.6	1.9	5.2	1.9	1.9
Turquie	5.7	12.2	9.0	6.1	-0.4	-7.5	13.3	10.1	1.9	9.9	2.7	4.6	4.2	5.7	1.4	-3.6	2.7	-5.4	0.8	3.2
Royaume-Uni	3.5	3.1	2.2	2.1	-0.9	-4.4	2.4	0.1	1.9	2.5	3.4	2.7	2.5	1.2	1.0	1.1	0.8	1.4	1.0	0.7
États-Unis	3.8	3.6	2.8	1.3	-1.1	-3.5	3.0	1.5	2.2	1.6	2.6	3.6	1.8	2.5	3.0	3.2	2.5	3.3	2.8	2.3
Zone euro	2.1	1.9	3.2	2.9	0.2	-3.9	1.4	0.7	-2.3	-0.5	1.4	2.3	2.3	1.8	1.8	1.9	1.7	2.0	1.9	1.6
Total OCDE	3.0	3.2	3.2	2.4	-0.1	-3.8	3.1	1.8	0.9	1.4	2.1	2.8	2.0	2.4	2.3	2.1	2.0	2.1	2.2	2.0

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 9. Contribution de la balance commerciale aux variations du PIB en volume

Points de pourcentage

	Moyenne 1994-04	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018 Quatrième trimestre ¹	2019	2020
Argentine	0.2	0.4	-0.6	-1.5	-2.3	1.3	-2.4	-2.7	0.0	-1.1	0.7	-1.1	-0.1	-2.0	-0.4	1.7	0.7	..	..	..
Australie	-0.7	-1.3	-1.2	-2.2	-1.4	2.4	-2.2	-2.3	0.1	1.6	1.7	0.9	1.2	-0.9	-0.2	-0.4	-0.2	-0.3	-0.5	0.0
Autriche	0.6	0.9	1.4	1.1	0.1	-1.3	0.6	0.4	0.4	-0.1	0.2	0.1	0.0	0.1	0.9	0.7	0.5	-0.3	0.5	0.7
Belgique	0.5	-0.7	0.7	0.2	-1.2	-0.4	0.7	-0.3	0.2	0.5	-0.8	0.1	-0.5	0.6	0.6	-0.2	-0.3	-0.5	-0.2	-0.4
Bésil	..	0.7	-1.4	-1.4	-2.0	-0.1	-2.6	-0.7	-0.1	-0.6	0.2	2.7	1.6	0.0	-0.8	-0.2	0.0	..	..	..
Canada	0.1	-1.6	-1.4	-1.5	-1.8	-0.4	-2.2	-0.3	-0.3	0.3	1.1	0.9	0.7	-0.9	-0.6	0.0	0.0	-0.2	0.0	0.1
Chili	0.3	-4.4	-1.7	-0.9	-3.9	4.8	-6.6	-2.8	-1.7	0.5	2.2	-0.2	-0.1	-1.6	-1.2	-0.1	0.1	-0.3	0.6	-0.3
Chine	0.2	2.4	2.5	2.4	1.5	-3.4	2.2	0.5	0.2	0.2	-0.5	-1.0	-0.7	1.0	-0.3	0.1	0.1	0.3	0.1	0.1
Colombie	0.3	-1.5	-2.3	-1.8	-1.9	1.0	-1.7	-1.9	-1.0	-0.6	-1.6	0.5	0.7	-0.2	-0.5	0.1	0.0	..	..	..
Costa Rica	0.7	-0.3	0.0	-0.9	-1.6	3.9	-2.8	-1.4	-1.0	0.5	-0.1	-0.7	-0.2	0.9	1.2	0.1	-0.2	..	..	..
République tchèque	..	3.2	2.1	-0.8	0.7	0.6	0.5	1.8	1.3	0.1	-0.5	-0.1	1.4	1.2	-0.1	-0.3	-0.4	0.1	-0.8	-0.1
Danemark	0.0	-0.9	-1.0	-0.9	-0.3	1.1	1.2	0.4	-0.7	0.2	-0.2	-0.2	0.1	0.2	-1.7	0.5	-0.2	0.1	-0.3	-0.2
Estonie	-2.4	0.5	-8.6	-1.7	4.9	8.1	3.0	-0.7	-3.6	0.6	-0.3	0.1	0.0	0.1	-0.3	0.2	-0.8	1.2	-1.7	0.8
Finlande	0.7	-1.0	1.6	1.0	-0.2	-2.1	0.0	-1.5	-0.2	0.3	-0.5	-0.9	-0.6	1.4	0.4	0.6	0.3	0.7	0.3	0.3
France	0.1	-0.6	0.1	-0.8	-0.3	-0.3	-0.1	0.0	0.7	-0.1	-0.5	-0.4	-0.5	0.1	0.5	0.1	0.0	0.4	0.0	0.0
Allemagne	0.5	0.6	1.1	1.6	-0.1	-2.6	1.2	0.9	1.4	-0.4	0.7	0.2	-0.5	0.4	-0.2	-0.4	-0.3	-0.1	-0.3	-0.4
Grèce	..	0.4	-2.8	-2.7	0.3	3.0	1.9	2.9	3.2	1.2	-0.2	0.9	-0.7	-0.1	1.4	-0.1	-0.1	0.4	0.1	-0.2
Hongrie	-0.1	2.7	2.2	1.5	0.7	2.6	1.3	2.0	1.3	0.0	-0.8	1.6	1.4	-1.9	-0.4	-0.6	-0.1	-3.1	-0.1	-0.4
Islande	-1.0	-8.6	-5.6	8.3	9.7	12.9	-1.3	-1.1	-0.2	3.6	-2.8	-1.6	-0.8	-2.5	-1.1	-1.0	-0.3	-2.8	0.9	-1.4
Inde ²	0.0	-1.3	-0.6	-1.2	-2.4	-0.5	0.0	-2.2	-0.2	4.5	0.2	0.2	0.1	-1.5	-0.9	0.1	-0.3	..	..	..
Indonésie	..	-0.1	0.2	-0.1	-0.1	1.7	0.0	0.2	-1.5	0.6	-0.2	0.9	0.2	0.3	-0.8	0.0	-0.1	..	..	..
Irlande	2.2	-4.0	-1.5	0.4	-1.1	5.2	5.1	1.0	-0.2	2.2	2.7	12.6	-11.9	19.0	7.2	1.6	1.4	1.8	1.6	0.8
Israël	..	0.6	0.8	-0.2	1.4	1.1	0.3	0.1	-1.5	1.3	-0.1	-1.0	-2.4	0.1	-1.3	-0.2	0.1	-0.4	0.3	0.0
Italie	-0.2	0.2	0.1	0.2	0.2	-1.3	-0.2	1.2	2.9	0.9	-0.1	-0.5	-0.3	0.3	-0.4	-0.1	0.0	0.0	0.0	-0.1
Japon	0.2	0.3	0.9	1.1	0.2	-1.4	1.8	-0.8	-0.8	-0.4	0.0	0.4	0.6	0.6	0.1	0.0	0.3	0.0	1.0	0.3
Corée	1.6	0.3	0.2	0.5	1.7	3.2	-1.4	0.8	1.5	1.5	0.4	-1.0	-0.7	-1.7	1.3	0.8	-0.1	-0.3	-0.5	0.3
Lettonie	-1.8	0.0	-9.1	-5.0	7.1	11.5	0.2	-5.7	2.3	0.4	2.8	0.6	0.0	-1.5	-0.2	-0.4	-0.3	-1.2	-0.2	-0.5
Lituanie	-1.9	-1.3	-1.9	-5.4	-0.9	11.9	-0.2	0.0	4.1	0.7	0.2	-4.7	0.1	1.3	0.4	-0.5	-0.7	3.6	-0.8	-0.7
Luxembourg	1.3	2.3	5.3	5.1	-5.1	0.4	0.6	-0.5	-2.1	1.9	0.5	3.3	0.1	-0.1	2.3	0.9	0.6	0.2	0.6	0.6
Mexique	-0.3	0.0	-0.4	-0.8	-1.1	1.7	1.2	0.6	0.4	-0.4	0.3	0.7	0.3	-1.3	0.5	0.8	0.3	0.7	0.3	0.3
Pays-Bas	0.2	0.6	0.4	-1.0	1.5	-1.2	1.4	1.2	1.0	0.4	1.3	-4.2	2.8	0.9	0.2	0.5	0.3	0.3	0.3	0.4
Nouvelle-Zélande	-0.5	-2.0	1.2	-1.4	-1.3	5.3	-2.0	-1.1	-0.2	-1.5	-1.2	1.0	-0.3	-1.3	-0.8	0.2	0.0	0.2	0.0	0.0
Norvège	-0.1	-2.0	-2.8	-2.2	-0.9	1.1	-2.1	-1.4	-0.2	-2.0	0.5	1.3	-0.7	-0.6	-0.4	0.1	0.5	-0.1	-0.2	0.8
Pologne	-0.4	1.1	-1.1	-2.5	-1.3	3.1	-0.6	0.7	2.1	1.9	-1.3	0.6	0.8	0.1	-0.1	-0.4	-0.8	-0.6	-0.7	-0.8
Portugal	-0.6	-0.6	0.6	0.1	-1.1	0.9	-0.1	4.3	3.6	0.9	-1.3	-0.9	-0.1	0.0	-0.1	-0.2	-0.2	-0.3	0.0	-0.4
Russie	0.1	-1.3	-1.8	-3.1	-2.8	4.8	-3.0	-3.8	-1.5	0.5	1.6	6.3	1.7	-2.3	0.5	0.2	-0.3	..	..	..
République slovaque	-0.9	-2.1	1.5	3.8	-0.5	2.1	0.5	1.7	5.7	1.2	-0.6	-1.5	2.4	0.5	0.1	0.8	0.1	0.6	0.4	-0.4
Slovénie	..	2.1	1.0	-2.0	0.2	1.9	2.0	1.3	3.0	0.8	1.4	0.6	0.5	1.3	0.9	0.3	0.1	0.8	-0.1	0.6
Afrique du Sud	-0.3	-0.6	-2.9	-0.6	-0.4	0.5	-0.8	-2.3	-1.0	-0.4	1.2	-0.8	1.5	-0.5	-0.1	0.6	-0.4	..	..	..
Espagne	-0.6	-1.6	-1.2	-0.6	1.6	2.8	0.5	2.1	2.2	1.5	-0.5	-0.3	0.8	0.1	-0.5	0.0	0.0	0.9	0.0	0.1
Suède	1.0	0.4	0.8	-0.9	-0.7	-1.0	0.3	-0.1	0.3	-0.3	-0.1	0.4	-0.4	-0.4	-0.1	0.3	0.0	0.2	0.1	0.0
Suisse	0.5	-0.7	2.0	3.6	-0.1	-4.3	3.3	-1.6	2.2	2.5	0.2	-0.7	1.2	0.3	1.4	-0.8	-0.1	-0.4	-0.1	0.0
Turquie	-0.6	-1.2	-0.5	-0.9	1.5	3.1	-4.5	-0.4	2.9	-2.7	1.9	0.6	-1.4	0.1	2.6	3.5	0.0	6.3	0.3	-0.5
Royaume-Uni	-0.5	0.0	0.3	0.4	0.6	0.3	-0.8	1.6	-0.5	-0.5	-0.5	-0.4	-0.7	0.7	0.3	0.3	0.3	-0.1	0.3	0.4
États-Unis	-0.5	-0.3	-0.1	0.5	1.0	1.2	-0.5	0.0	0.0	0.2	-0.3	-0.8	-0.3	-0.3	-0.2	-0.6	-0.4	-0.5	-0.4	-0.4
Zone euro	0.1	-0.1	0.2	0.2	0.2	-0.5	0.6	0.9	1.5	0.3	0.1	-0.2	-0.4	0.8	0.2	0.0	0.0	0.2	0.0	-0.1
Total OCDE	-0.1	-0.2	0.1	0.2	0.4	0.5	-0.1	0.2	0.5	0.1	0.0	-0.2	-0.2	0.0	0.1	0.0	-0.1	0.1	-0.1	-0.1

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Contributions en pourcentage de variations par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés.

2. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 10. **Prévisions trimestrielles de la demande et de la production**

Pourcentage de variations, taux annuels désaisonnalisés, volume

	2018	2019	2020	2018 T4	2019 T1	T2	T3	T4	2020 T1	T2	T3	T4	2018 T4 / T4	2019 T4 / T4	2020
Consommation privée															
Canada	2.3	2.3	1.8	3.2	2.4	2.0	1.9	1.9	1.7	1.7	1.7	1.7	2.3	2.0	1.7
France	1.0	1.6	1.5	1.6	1.8	1.7	1.6	1.5	1.4	1.4	1.4	1.4	1.0	1.6	1.4
Allemagne	1.2	1.8	1.7	2.2	2.2	2.1	2.0	1.7	1.6	1.5	1.5	1.4	1.3	2.0	1.5
Italie	0.8	0.7	0.7	0.4	1.0	1.0	1.0	0.7	0.6	0.5	0.5	0.5	0.7	0.9	0.5
Japon	0.4	0.9	-0.1	1.5	0.9	0.9	3.8	-5.2	0.8	0.6	0.5	0.6	0.7	0.0	0.6
Royaume-Uni	1.5	1.1	0.6	1.2	1.2	0.8	0.8	0.6	0.6	0.5	0.4	0.3	1.6	0.9	0.4
États-Unis	2.7	2.7	2.0	2.7	2.5	2.2	2.1	2.0	2.0	2.0	2.0	1.9	2.8	2.2	1.9
Zone euro	1.4	1.6	1.5	1.7	1.8	1.8	1.7	1.5	1.4	1.4	1.3	1.3	1.4	1.7	1.4
Total OCDE	2.2	1.9	1.7	1.9	2.0	1.9	2.2	1.3	1.8	1.8	1.8	1.7	2.0	1.8	1.8
Consommation publique															
Canada	2.4	1.4	1.2	1.4	1.3	1.3	1.3	1.3	1.2	1.2	1.2	1.2	1.8	1.3	1.2
France	0.9	0.8	0.4	0.9	0.8	0.7	0.6	0.4	0.4	0.3	0.3	0.2	0.8	0.7	0.3
Allemagne	1.2	2.5	1.8	2.4	2.8	2.8	2.3	2.0	1.6	1.5	1.4	1.4	1.5	2.5	1.5
Italie	0.1	0.2	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1	0.0	0.0	0.2	0.2	0.0
Japon	0.5	0.6	1.0	0.5	0.5	0.5	0.5	0.7	0.8	1.3	1.7	1.7	0.6	0.6	1.4
Royaume-Uni	0.8	1.9	2.0	4.5	1.4	1.4	1.4	1.4	2.3	2.3	2.3	2.3	1.6	1.4	2.3
États-Unis	1.5	3.6	2.7	4.3	4.2	3.9	3.9	3.5	2.4	2.1	1.9	1.7	2.4	3.8	2.0
Zone euro	1.1	1.5	1.1	1.6	1.6	1.5	1.3	1.2	1.0	0.9	0.9	0.8	1.2	1.4	0.9
Total OCDE	1.7	2.3	1.9	2.5	2.7	2.5	2.3	2.2	1.8	1.7	1.6	1.6	1.9	2.4	1.7
Investissement des entreprises															
Canada	6.4	3.3	3.2	3.5	3.6	3.5	3.4	3.2	3.2	3.2	3.0	3.0	4.8	3.4	3.1
France	3.9	3.3	2.6	3.0	2.9	2.8	2.7	2.7	2.7	2.5	2.4	2.3	3.5	2.8	2.5
Allemagne	2.3	1.9	1.8	1.9	1.9	1.9	1.9	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.9	1.8	1.8
Japon	4.5	2.4	1.7	3.0	2.0	2.0	2.0	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	4.4	1.9	1.7
Royaume-Uni	-0.5	-0.2	0.2	1.6	0.6	0.5	0.4	0.2	0.1	0.1	0.0	0.0	-2.0	0.4	0.1
États-Unis	6.7	4.7	4.1	5.1	5.1	5.1	4.7	4.6	4.0	3.7	3.5	3.3	6.5	4.9	3.6
Investissement total															
Canada	3.8	2.5	2.4	2.7	2.7	2.7	2.6	2.4	2.4	2.4	2.3	2.2	2.0	2.6	2.3
France	2.9	2.4	2.4	1.8	2.1	2.3	2.2	2.5	2.4	2.2	2.5	2.5	2.3	2.3	2.4
Allemagne	3.0	2.5	2.2	2.6	2.8	2.7	2.5	2.3	2.2	2.1	2.0	2.0	3.1	2.5	2.1
Italie	4.5	3.5	2.9	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	2.5	2.5	3.1	3.0	2.7
Japon	1.7	1.5	0.8	2.9	1.6	2.1	-0.7	1.6	0.8	0.9	0.6	0.5	2.1	1.1	0.7
Royaume-Uni	0.0	0.8	0.4	-1.1	1.2	1.1	1.1	1.0	0.1	0.0	0.0	0.0	-0.9	1.1	0.0
États-Unis	4.9	4.2	3.8	4.5	4.5	4.6	4.4	4.3	3.7	3.4	3.3	3.1	4.7	4.5	3.4
Zone euro	3.4	3.1	2.8	2.9	2.9	3.0	2.9	2.8	2.8	2.7	2.7	2.7	3.2	2.9	2.7
Total OCDE	3.3	2.6	3.0	3.0	2.9	3.4	3.0	3.3	2.9	2.8	2.7	2.6	2.6	3.1	2.8

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878456>

Annexe : Tableau 10. **Prévisions trimestrielles de la demande et de la production (suite)**

Pourcentage de variations, taux annuels désaisonnalisés, volume

	2018	2019	2020	2018	2019	2020				2018	2019	2020			
				T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T4 / T4		
Demande intérieure totale															
Canada	2.6	2.1	1.8	2.7	2.2	2.0	1.9	1.9	1.8	1.8	1.7	1.7	2.0	2.0	1.7
France	1.1	1.5	1.4	1.4	1.6	1.6	1.5	1.5	1.4	1.3	1.4	1.4	1.1	1.6	1.4
Allemagne	2.0	2.2	1.8	2.3	2.4	2.4	2.1	1.9	1.7	1.6	1.6	1.6	2.1	2.2	1.6
Italie	1.4	1.1	1.0	0.8	1.2	1.2	1.2	1.0	1.0	0.9	0.8	0.8	1.5	1.2	0.9
Japon	0.8	1.0	0.4	1.7	1.0	1.2	2.0	-2.4	0.8	0.8	0.8	0.8	0.7	0.4	0.8
Royaume-Uni	1.0	1.1	0.8	1.4	1.3	1.0	1.0	0.8	0.8	0.7	0.7	0.6	1.4	1.0	0.7
États-Unis	3.0	3.2	2.5	2.9	3.1	2.8	2.8	2.6	2.4	2.3	2.2	2.1	3.3	2.8	2.3
Zone euro	1.8	1.9	1.7	2.0	2.0	2.0	1.9	1.7	1.6	1.6	1.5	1.5	2.0	1.9	1.6
Total OCDE	2.3	2.1	2.0	2.0	2.3	2.3	2.4	1.9	2.0	2.0	1.9	1.9	2.1	2.2	2.0
Exportations de biens et services															
Canada	2.6	3.4	3.4	2.6	3.8	3.8	3.6	3.6	3.3	3.3	3.3	3.3	3.9	3.7	3.3
France	3.3	3.6	3.4	5.5	3.0	4.0	3.9	3.7	3.5	3.2	2.9	2.7	1.8	3.7	3.1
Allemagne	2.5	2.9	3.2	2.8	3.6	3.6	3.5	3.4	3.3	3.0	2.6	2.4	1.1	3.5	2.8
Italie	0.2	2.7	2.8	2.2	3.2	3.2	3.0	3.0	3.0	2.5	2.5	2.5	-1.1	3.1	2.6
Japon	2.8	1.4	3.8	2.5	2.5	3.0	3.3	3.5	3.6	4.1	5.1	4.1	-0.4	3.1	4.2
Royaume-Uni	1.2	1.1	1.8	-1.8	0.0	1.6	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	-0.8	1.3	1.8
États-Unis	4.1	2.1	2.8	1.5	2.5	2.9	3.0	2.9	2.8	2.8	2.7	2.7	2.6	2.8	2.8
Total OCDE ¹	3.7	3.7	3.6	3.6	3.7	3.9	3.8	3.7	3.6	3.5	3.5	3.4	3.0	3.8	3.5
Importations de biens et services															
Canada	4.2	3.2	3.1	3.0	3.9	3.7	3.5	3.3	2.9	2.9	2.8	2.8	3.2	3.6	2.8
France	1.5	3.2	3.3	4.2	2.8	3.8	3.7	3.5	3.3	3.0	2.8	2.7	1.5	3.5	3.0
Allemagne	3.6	4.4	4.4	3.7	4.5	4.7	4.7	4.6	4.4	4.3	3.9	3.6	3.3	4.6	4.1
Italie	1.6	3.5	3.1	2.5	3.5	3.5	3.2	3.2	3.0	3.0	3.0	3.0	1.5	3.3	3.0
Japon	2.6	1.4	2.0	2.5	2.2	2.5	4.3	-2.0	2.4	2.9	2.9	2.4	0.3	1.7	2.6
Royaume-Uni	0.2	0.1	0.7	-1.4	0.2	0.8	0.8	0.8	0.6	0.6	0.6	0.6	-0.8	0.7	0.6
États-Unis	4.7	5.3	4.8	4.6	5.5	5.5	5.2	5.1	4.8	4.5	4.4	4.3	4.0	5.3	4.5
Total OCDE ¹	3.4	3.7	4.0	3.3	4.2	4.3	4.3	4.0	4.1	3.9	3.8	3.7	2.3	4.2	3.9
PIB															
Canada	2.1	2.2	1.9	2.6	2.2	2.0	1.9	2.0	1.9	1.9	1.9	1.8	2.2	2.0	1.9
France	1.6	1.6	1.5	1.8	1.7	1.6	1.6	1.5	1.4	1.4	1.4	1.4	1.2	1.6	1.4
Allemagne	1.6	1.6	1.4	2.0	2.1	2.0	1.7	1.5	1.3	1.1	1.1	1.1	1.1	1.8	1.2
Italie	1.0	0.9	0.9	0.8	1.2	1.2	1.2	1.0	1.0	0.8	0.7	0.7	0.7	1.1	0.8
Japon	0.9	1.0	0.7	1.6	1.0	1.2	1.8	-1.4	1.0	1.0	1.2	1.1	0.6	0.6	1.1
Royaume-Uni	1.3	1.4	1.1	1.3	1.2	1.2	1.3	1.1	1.2	1.1	1.0	1.0	1.4	1.2	1.1
États-Unis	2.9	2.7	2.1	2.5	2.6	2.4	2.4	2.3	2.1	2.0	1.9	1.8	3.1	2.4	2.0
Zone euro	1.9	1.8	1.6	2.1	2.0	2.0	1.8	1.7	1.6	1.4	1.4	1.4	1.5	1.9	1.4
Total OCDE	2.4	2.1	1.9	2.1	2.1	2.2	2.2	1.8	1.9	1.9	1.9	1.8	2.2	2.1	1.9

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Incluant le commerce intra-zone.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878456>

Annexe : Tableau 11. Contributions aux variations du PIB en volume dans les pays de l'OCDE

	2017	2018	2019	2020		2017	2018	2019	2020
Australie					Allemagne				
Demande intérieure finale	3.1	3.1	2.7	2.2	Demande intérieure finale	2.1	1.5	1.9	1.7
Formation des stocks	-0.1	0.0	0.0	0.0	Formation des stocks	-0.1	0.3	0.1	0.0
Exportations nettes	-0.9	-0.2	-0.4	-0.2	Exportations nettes	0.4	-0.2	-0.4	-0.3
PIB	2.2	3.1	2.9	2.6	PIB	2.5	1.6	1.6	1.4
Autriche					Grèce				
Demande intérieure finale	2.0	1.9	1.4	1.4	Demande intérieure finale	1.6	1.5	2.3	2.2
Formation des stocks	0.5	-0.1	-0.1	0.0	Formation des stocks	0.0	-0.3	0.0	0.0
Exportations nettes	0.1	0.9	0.7	0.5	Exportations nettes	-0.1	1.4	-0.1	-0.1
PIB	2.7	2.6	1.9	1.9	PIB	1.5	2.1	2.2	2.1
Belgique					Hongrie				
Demande intérieure finale	1.1	1.3	1.7	1.6	Demande intérieure finale	6.2	6.5	4.9	3.4
Formation des stocks	0.0	-0.4	-0.1	0.0	Formation des stocks	-0.2	-1.6	-0.3	0.0
Exportations nettes	0.6	0.6	-0.2	-0.3	Exportations nettes	-1.9	-0.4	-0.6	-0.1
PIB	1.7	1.5	1.4	1.4	PIB	4.4	4.6	3.9	3.3
Canada					Islande				
Demande intérieure finale	3.1	2.7	2.2	1.9	Demande intérieure finale	6.6	4.6	3.4	2.7
Formation des stocks	0.8	0.0	0.0	0.0	Formation des stocks	-0.5	0.2	0.2	0.0
Exportations nettes	-0.9	-0.6	0.0	0.0	Exportations nettes	-2.5	-1.1	-1.0	-0.3
PIB	3.0	2.1	2.2	1.9	PIB	4.0	3.8	2.8	2.6
Chili					Irlande				
Demande intérieure finale	1.9	4.3	3.7	3.3	Demande intérieure finale	-10.0	-0.4	2.6	2.1
Formation des stocks	1.2	0.8	-0.4	0.0	Formation des stocks	-1.3	0.9	-0.2	0.0
Exportations nettes	-1.6	-1.2	-0.1	0.1	Exportations nettes	19.0	7.2	1.6	1.4
PIB	1.6	4.1	3.7	3.4	PIB	7.2	5.9	4.1	3.4
République tchèque					Israël				
Demande intérieure finale	3.2	4.5	3.2	3.0	Demande intérieure finale	3.2	3.6	3.4	3.2
Formation des stocks	0.1	-1.4	-0.2	0.0	Formation des stocks	0.2	1.3	0.2	0.0
Exportations nettes	1.2	-0.1	-0.3	-0.4	Exportations nettes	0.1	-1.3	-0.2	0.1
PIB	4.5	3.0	2.7	2.6	PIB	3.4	3.6	3.5	3.3
Danemark					Italie				
Demande intérieure finale	2.1	2.9	1.5	1.9	Demande intérieure finale	1.5	1.3	1.1	1.0
Formation des stocks	-0.1	0.0	0.0	0.0	Formation des stocks	-0.2	0.1	0.0	0.0
Exportations nettes	0.2	-1.7	0.5	-0.2	Exportations nettes	0.3	-0.4	-0.1	0.0
PIB	2.3	1.2	1.9	1.6	PIB	1.6	1.0	0.9	0.9
Estonie					Japon				
Demande intérieure finale	4.7	2.7	3.6	3.0	Demande intérieure finale	1.2	0.7	1.0	0.4
Formation des stocks	-0.5	0.2	0.0	0.0	Formation des stocks	-0.1	0.1	0.0	0.0
Exportations nettes	0.1	-0.3	0.2	-0.8	Exportations nettes	0.6	0.1	0.0	0.3
PIB	4.7	3.3	3.5	2.3	PIB	1.7	0.9	1.0	0.7
Finlande					Corée				
Demande intérieure finale	1.5	2.4	1.4	1.3	Demande intérieure finale	4.4	1.5	2.2	2.9
Formation des stocks	0.6	-1.0	-0.2	0.0	Formation des stocks	0.4	0.0	-0.2	0.0
Exportations nettes	1.4	0.4	0.6	0.3	Exportations nettes	-1.7	1.3	0.8	-0.1
PIB	2.8	2.8	1.8	1.6	PIB	3.1	2.7	2.8	2.9
France					Lettonie				
Demande intérieure finale	2.0	1.4	1.6	1.4	Demande intérieure finale	5.8	7.1	4.6	3.6
Formation des stocks	0.2	-0.3	-0.1	0.0	Formation des stocks	0.4	-2.1	-0.3	0.0
Exportations nettes	0.1	0.5	0.1	0.0	Exportations nettes	-1.5	-0.2	-0.4	-0.3
PIB	2.3	1.6	1.6	1.5	PIB	4.6	4.7	3.9	3.3

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique. Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments en raison des arrondis et/ou de l'erreur statistique.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878475>

Annexe : Tableau 11. Contributions aux variations du PIB en volume dans les pays de l'OCDE (suite)

	2017	2018	2019	2020		2017	2018	2019	2020
Lituanie					Espagne				
Demande intérieure finale	3.4	4.4	3.8	3.3	Demande intérieure finale	2.8	3.0	2.2	1.9
Formation des stocks	-0.6	-1.4	-0.4	0.0	Formation des stocks	0.1	0.1	0.0	0.0
Exportations nettes	1.3	0.4	-0.5	-0.7	Exportations nettes	0.1	-0.5	0.0	0.0
PIB	4.1	3.4	2.9	2.6	PIB	3.0	2.6	2.2	1.9
Luxembourg					Suède				
Demande intérieure finale	2.2	0.5	2.5	2.6	Demande intérieure finale	2.7	2.2	1.6	1.9
Formation des stocks	-0.5	0.1	-0.1	0.0	Formation des stocks	0.1	0.4	0.1	0.0
Exportations nettes	-0.1	2.3	0.9	0.6	Exportations nettes	-0.4	-0.1	0.3	0.0
PIB	1.6	3.0	2.9	3.2	PIB	2.4	2.5	1.9	1.9
Mexique					Suisse				
Demande intérieure finale	1.8	2.6	2.1	2.5	Demande intérieure finale	1.5	1.5	1.6	1.7
Formation des stocks	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	Formation des stocks	-0.1	0.0	0.7	0.0
Exportations nettes	-1.3	0.5	0.8	0.3	Exportations nettes	0.3	1.4	-0.8	-0.1
PIB	2.3	2.2	2.5	2.8	PIB	1.7	2.9	1.6	1.6
Pays-Bas					Turquie				
Demande intérieure finale	2.4	2.4	2.0	1.8	Demande intérieure finale	6.6	3.5	-3.8	2.7
Formation des stocks	-0.3	0.0	0.0	0.0	Formation des stocks	-0.8	-2.0	0.0	0.0
Exportations nettes	0.9	0.2	0.5	0.3	Exportations nettes	0.1	2.6	3.5	0.0
PIB	3.0	2.7	2.5	2.1	PIB	7.4	3.3	-0.4	2.7
Nouvelle-Zélande					Royaume-Uni				
Demande intérieure finale	4.1	3.3	2.7	2.6	Demande intérieure finale	1.7	1.1	1.2	0.8
Formation des stocks	-0.1	0.5	-0.1	0.0	Formation des stocks	-0.5	-0.1	-0.1	0.0
Exportations nettes	-1.3	-0.8	0.2	0.0	Exportations nettes	0.7	0.3	0.3	0.3
PIB	2.7	2.9	2.8	2.6	PIB	1.7	1.3	1.4	1.1
Norvège					États-Unis				
Demande intérieure finale	2.5	1.3	2.1	1.9	Demande intérieure finale	2.5	3.0	3.2	2.6
Formation des stocks	0.1	0.6	-0.3	0.0	Formation des stocks	0.0	0.1	0.1	0.0
Exportations nettes	-0.6	-0.4	0.1	0.5	Exportations nettes	-0.3	-0.2	-0.6	-0.4
PIB	2.0	1.6	1.9	2.3	PIB	2.2	2.9	2.7	2.1
Pologne									
Demande intérieure finale	4.2	4.5	4.5	4.0					
Formation des stocks	0.5	1.0	-0.1	0.0					
Exportations nettes	0.1	-0.1	-0.4	-0.8					
PIB	4.8	5.2	4.0	3.3					
Portugal					Zone euro				
Demande intérieure finale	3.0	2.3	2.2	2.1	Demande intérieure finale	1.7	1.7	1.8	1.6
Formation des stocks	0.0	0.0	0.0	0.0	Formation des stocks	-0.1	0.0	0.0	0.0
Exportations nettes	0.0	-0.1	-0.2	-0.2	Exportations nettes	0.8	0.2	0.0	0.0
PIB	2.8	2.2	2.1	1.9	PIB	2.5	1.9	1.8	1.6
République slovaque					Total OCDE				
Demande intérieure finale	2.7	4.9	3.5	3.5	Demande intérieure finale	2.4	2.4	2.1	2.0
Formation des stocks	-0.1	-0.3	0.1	0.0	Formation des stocks	0.0	0.0	0.0	0.0
Exportations nettes	0.5	0.1	0.8	0.1	Exportations nettes	0.0	0.1	0.0	-0.1
PIB	3.4	4.1	4.3	3.6	PIB	2.5	2.4	2.1	1.9
Slovénie									
Demande intérieure finale	3.0	3.4	3.3	2.6					
Formation des stocks	0.6	-0.1	0.0	0.0					
Exportations nettes	1.3	0.9	0.3	0.1					
PIB	4.9	4.4	3.6	2.7					

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique. Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments en raison des arrondis et/ou de l'erreur statistique.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878475>

Annexe : Tableau 12. Écarts de production

Différences entre le PIB effectif et le PIB potentiel, en pourcentage du PIB potentiel

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Australie	-0.3	0.6	0.1	0.8	0.7	0.3	1.5	0.9	0.1	-0.4	-0.9	-0.2	-1.0	-1.2	-1.3	-1.3	-1.4	-0.8	-0.2	0.0
Autriche	1.1	0.2	-1.0	-0.8	-0.5	1.1	2.9	2.3	-2.7	-1.9	0.0	-0.5	-1.6	-2.1	-2.3	-1.8	-0.8	0.0	0.0	-0.1
Belgique	0.0	-0.4	-1.6	0.0	0.1	0.7	2.3	1.3	-2.4	-0.9	-0.4	-1.3	-2.1	-1.9	-1.4	-1.1	-0.7	-0.4	-0.2	-0.1
Canada	1.9	2.1	1.3	1.9	2.6	2.7	2.4	1.2	-3.5	-2.4	-1.4	-1.8	-1.6	-0.9	-1.9	-2.2	-1.0	-0.6	-0.1	0.1
Chili	-1.7	-2.4	-2.1	0.9	2.3	4.0	4.6	3.6	-1.9	0.0	1.7	2.7	2.5	0.5	-0.7	-2.8	-3.9	-2.7	-1.8	-1.2
République tchèque	-0.5	-2.6	-3.0	-2.4	-0.3	2.4	4.3	3.8	-2.6	-1.5	-0.4	-1.8	-3.3	-2.4	0.4	0.0	1.8	2.0	1.7	1.1
Danemark	1.4	0.1	-1.0	0.3	1.4	4.1	3.8	2.2	-3.5	-2.2	-1.4	-1.9	-2.0	-1.6	-0.6	0.3	1.0	0.6	0.9	0.9
Estonie	-1.1	-1.8	-1.2	-0.9	2.6	8.3	12.0	4.1	-10.8	-9.1	-3.2	-0.9	-1.1	-0.7	-1.0	-0.1	1.8	2.1	2.5	1.5
Finlande	1.2	-0.3	-1.1	0.2	0.7	2.8	6.3	5.2	-4.5	-2.2	-0.3	-2.4	-3.6	-4.6	-5.1	-3.5	-1.8	-0.1	0.5	1.0
France	2.0	1.1	0.1	1.0	1.0	2.1	2.9	1.4	-2.5	-1.8	-0.7	-1.4	-1.8	-1.9	-1.9	-1.9	-0.7	-0.4	-0.1	0.0
Allemagne	0.4	-0.6	-2.0	-1.9	-1.7	0.6	2.1	1.4	-4.7	-1.8	0.6	0.1	-0.4	0.3	0.1	0.5	1.1	0.8	0.7	0.3
Grèce	-1.2	-0.5	2.1	4.6	3.3	7.6	9.8	8.6	3.9	-1.1	-9.0	-14.2	-15.7	-14.0	-13.7	-13.5	-12.0	-10.2	-8.6	-7.4
Hongrie	0.0	1.2	1.6	3.2	4.9	6.5	4.6	3.4	-4.3	-4.4	-3.7	-6.1	-5.5	-3.3	-2.0	-1.9	0.3	2.2	2.9	3.0
Islande	1.9	-0.6	-1.4	2.8	4.6	4.7	9.3	7.6	-1.9	-6.7	-6.3	-6.5	-4.3	-4.1	-2.3	1.9	2.8	3.7	3.7	3.6
Irlande	3.5	3.5	1.2	3.0	4.5	6.0	8.3	1.3	-5.3	-5.2	-3.7	-6.3	-8.1	-4.0	3.2	-2.2	-0.3	2.1	2.8	2.8
Israël	0.3	-3.0	-5.2	-3.6	-2.9	-0.9	1.4	1.1	-0.9	0.7	2.2	0.4	1.0	1.1	0.2	0.7	0.8	1.1	1.4	1.7
Italie	2.4	1.6	0.9	1.3	1.7	3.1	3.8	2.3	-3.5	-1.9	-1.3	-4.1	-5.6	-5.3	-4.5	-3.6	-2.3	-1.6	-1.1	-0.7
Japon	-3.1	-3.9	-3.2	-1.8	-0.8	0.0	1.2	-0.3	-5.9	-2.2	-2.6	-1.5	-0.1	-0.6	-0.2	-0.4	0.1	-0.3	-0.7	-1.2
Corée	-1.0	1.4	-0.1	0.5	0.4	1.6	3.0	2.0	-1.0	1.6	1.5	0.0	-0.6	-0.7	-1.2	-1.5	-1.6	-2.0	-2.0	-1.9
Lettonie	-4.6	-4.6	-2.5	-0.6	2.5	7.8	14.5	7.5	-8.2	-10.5	-4.8	-3.1	-2.9	-3.2	-2.9	-3.1	-1.2	0.4	1.0	0.9
Lituanie	..	-3.4	-0.8	-1.0	0.4	2.3	8.9	8.7	-8.1	-6.9	-2.5	-0.9	-0.1	0.7	0.0	-0.3	1.3	1.8	1.7	1.3
Luxembourg	1.8	1.3	-0.8	-0.7	-0.8	1.4	6.9	2.7	-3.9	-1.4	-1.5	-4.6	-4.0	-3.0	-2.2	-2.7	-4.0	-3.6	-3.2	-2.4
Mexique	-0.3	-2.4	-2.8	-1.1	-0.4	2.1	2.5	1.5	-5.2	-2.1	-0.6	0.3	-0.6	-0.4	0.1	0.0	-0.2	-0.5	-0.5	-0.3
Pays-Bas	2.7	0.5	-1.3	-1.4	-1.0	0.9	3.1	3.7	-1.3	-0.9	-0.3	-2.3	-3.2	-2.9	-2.3	-1.8	-0.7	0.1	0.6	0.9
Nouvelle-Zélande	-0.8	0.8	1.8	2.6	1.8	1.5	2.6	-0.3	-1.6	-1.4	-1.6	-1.2	-1.5	-1.1	0.1	1.1	0.8	0.7	0.8	0.7
Norvège ¹	-0.5	-2.0	-3.8	-1.9	-0.3	1.5	4.1	2.7	-1.8	-2.2	-2.4	-0.8	-0.5	-0.2	-0.8	-1.7	-1.6	-1.1	-0.6	-0.2
Pologne	-3.8	-6.1	-6.0	-4.6	-4.9	-2.8	0.0	0.1	-0.8	-0.6	1.0	-0.5	-2.1	-1.9	-1.5	-1.6	0.1	2.1	2.8	2.8
Portugal	3.7	2.2	-0.4	0.0	-0.5	0.0	1.6	0.9	-2.6	-1.1	-3.0	-6.7	-7.6	-7.1	-6.1	-5.2	-3.7	-2.9	-2.2	-1.3
République slovaque	-4.3	-4.4	-3.7	-3.8	-2.9	-0.7	3.6	4.1	-4.8	-2.5	-2.1	-2.7	-3.5	-3.2	-2.1	-1.4	-0.5	0.0	0.5	0.9
Slovénie	-1.2	-1.1	-1.7	-0.7	0.4	3.2	7.3	8.0	-2.1	-1.9	-2.0	-5.3	-7.3	-5.8	-5.2	-4.1	-1.3	0.9	2.2	2.4
Espagne	2.6	2.3	2.2	2.1	2.4	3.3	3.9	2.1	-3.6	-5.0	-7.0	-10.3	-12.2	-11.2	-8.2	-5.6	-3.2	-1.4	0.0	1.0
Suède	-0.1	-0.8	-0.8	0.5	0.9	3.3	4.4	1.4	-5.4	-1.6	-0.6	-2.3	-2.8	-2.0	0.1	0.4	0.7	1.1	0.9	0.8
Suisse	1.1	-0.6	-2.3	-1.7	-0.6	1.2	2.9	2.7	-1.7	-0.8	-0.9	-1.8	-1.7	-0.9	-1.3	-1.3	-1.1	0.3	0.4	0.7
Turquie	-9.3	-6.1	-3.5	1.5	5.5	7.4	6.8	2.0	-7.6	-4.4	-0.1	-1.2	1.5	0.5	0.3	-2.2	-0.7	-3.0	-8.2	-10.2
Royaume-Uni	0.2	0.0	0.8	0.8	1.8	2.3	3.1	1.3	-3.9	-3.1	-2.5	-2.3	-1.8	-0.7	-0.1	0.1	0.3	0.2	0.3	0.1
États-Unis	0.3	-0.6	-0.2	1.1	2.3	2.8	2.3	-0.2	-4.5	-3.7	-3.9	-3.5	-3.4	-2.8	-1.9	-2.1	-1.7	-0.7	0.1	0.2
Zone euro	1.5	0.6	-0.3	0.2	0.4	2.0	3.4	2.2	-3.3	-2.2	-1.4	-2.9	-3.7	-3.2	-2.6	-2.1	-0.9	-0.4	0.0	0.1
Total OCDE	-0.1	-0.7	-0.8	0.3	1.1	2.2	2.7	1.0	-4.0	-2.6	-2.2	-2.5	-2.5	-2.2	-1.6	-1.6	-1.0	-0.6	-0.4	-0.5

Note : Pour les détails méthodologiques, voir Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. Norvège continentale.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878494>

Annexe : Tableau 13. Indices de prix du PIB

	Pourcentage de variations																		2018	2019	2020
	Moyenne 1994-04	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	T4 / T4			
Argentine	4.5	10.3	13.7	14.9	23.2	15.4	20.9	23.7	22.3	23.9	40.3	26.6	40.1	25.3	31.3	17.5	14.7	..	..	..
Australie	2.5	4.7	4.9	4.4	6.5	0.3	5.4	4.9	-0.6	1.2	0.4	-0.8	1.2	3.4	1.5	1.1	1.4	1.7	1.4	1.5	
Autriche	1.2	2.5	1.9	2.2	1.9	1.9	0.9	1.8	2.1	1.7	2.2	2.2	1.4	1.2	1.6	1.9	2.2	1.9	1.9	2.2	
Belgique	1.5	2.1	2.3	2.0	1.9	0.8	1.9	2.0	2.0	1.0	0.7	1.0	1.8	1.7	1.6	2.3	2.0	2.4	2.0	2.0	
Brésil	..	7.2	6.8	6.6	8.9	7.2	8.4	8.2	8.0	7.5	7.8	7.6	8.1	3.7	3.3	4.4	4.5	..	..	..
Canada	2.1	3.1	2.6	3.3	4.0	-2.3	2.9	3.2	1.2	1.6	2.0	-0.8	0.6	2.3	2.0	2.0	2.1	1.8	2.0	2.1	
Chili	4.1	7.6	12.2	5.3	0.0	4.6	8.9	3.2	1.1	1.9	5.9	5.0	4.8	4.5	2.6	3.1	3.0	3.1	3.2	3.0	
Chine	3.3	3.9	3.9	7.8	7.8	-0.1	6.9	8.2	2.4	2.2	0.8	0.1	1.1	4.1	2.9	3.0	3.0	2.8	3.0	3.0	
Colombie	13.2	5.6	5.8	5.1	7.7	4.2	3.7	6.0	3.7	2.5	2.1	2.4	5.3	5.5	3.9	3.4	3.6	..	..	..
Costa Rica	12.7	13.1	12.5	10.9	11.7	9.5	6.9	4.1	4.5	4.2	5.8	3.8	2.0	1.9	2.5	3.3	2.8	..	..	..
République tchèque	..	0.1	0.7	3.5	2.1	2.6	-1.4	0.0	1.5	1.4	2.5	1.2	1.3	1.5	1.8	1.6	2.1	1.0	2.2	2.1	
Danemark	2.0	2.9	2.1	2.4	4.1	0.5	3.2	0.6	2.4	0.9	1.0	0.4	0.7	1.4	0.3	2.0	1.9	0.8	1.8	2.0	
Estonie	..	6.2	8.7	12.0	7.1	0.0	2.2	5.3	3.1	3.5	3.1	0.9	1.4	4.0	3.7	3.1	3.2	3.7	3.3	3.1	
Finlande	1.7	0.9	0.9	2.8	3.1	1.9	0.4	2.6	3.0	2.6	1.7	1.9	0.6	0.8	1.5	1.7	1.8	1.6	1.7	1.9	
France	1.4	1.9	2.2	2.6	2.4	0.1	1.1	0.9	1.2	0.8	0.6	1.1	0.2	0.7	0.9	1.4	1.6	1.2	1.5	1.7	
Allemagne	0.8	0.6	0.3	1.7	0.8	1.8	0.8	1.1	1.5	2.0	1.8	2.0	1.4	1.5	1.9	2.2	2.3	2.1	2.2	2.5	
Grèce	..	2.2	3.5	3.4	4.3	2.6	0.7	0.8	-0.4	-2.4	-1.8	-0.3	-0.2	0.6	0.5	0.8	0.9	0.8	0.9	1.0	
Hongrie	12.9	2.2	3.4	5.4	5.2	4.0	2.4	2.3	3.2	2.9	3.5	2.0	1.0	3.6	4.5	4.9	4.3	4.6	4.9	3.8	
Islande	3.8	2.5	8.4	4.3	12.0	10.9	6.4	3.1	3.4	2.1	3.7	5.6	1.9	0.5	2.2	3.9	3.3	1.7	3.9	3.1	
Inde ¹	5.7	4.2	6.4	5.8	8.7	6.1	9.0	8.5	7.9	6.2	3.3	2.1	3.5	3.1	4.9	4.7	4.3	..	..	..
Indonésie	..	14.3	14.1	11.3	18.1	6.0	7.3	7.5	3.8	5.0	5.4	4.0	2.5	4.2	3.9	4.2	4.0	..	..	..
Irlande	4.3	3.1	3.5	1.3	-0.4	-4.6	-3.2	-1.6	2.1	1.3	-0.2	7.5	-0.8	0.4	0.2	1.1	2.3	-1.5	2.8	2.4	
Israël	..	1.2	1.7	0.9	2.2	3.9	1.6	1.4	3.8	2.2	1.0	2.7	1.0	0.2	-0.2	1.2	1.3	0.4	1.3	1.3	
Italie	3.0	1.9	1.9	2.4	2.5	2.0	0.3	1.5	1.4	1.2	1.0	0.9	0.8	0.6	1.5	1.6	1.4	1.6	1.3	1.4	
Japon	-0.9	-1.0	-0.9	-0.7	-1.0	-0.6	-1.9	-1.7	-0.8	-0.3	1.7	2.1	0.3	-0.2	-0.1	0.3	1.6	-0.6	1.2	1.5	
Corée	3.3	1.0	-0.1	2.4	3.0	3.5	3.2	1.6	1.0	0.9	0.6	2.4	2.0	2.3	0.7	2.0	2.1	1.7	1.9	2.1	
Lettonie	..	11.2	12.4	20.1	11.8	-9.7	-0.8	6.4	3.6	1.6	1.8	0.0	0.9	3.2	3.4	2.6	3.0	2.6	3.0	3.0	
Lituanie	..	6.9	6.7	8.6	9.7	-3.3	2.4	5.2	2.7	1.3	1.0	0.3	1.4	4.3	2.6	2.5	2.5	2.1	2.2	2.6	
Luxembourg	1.9	4.2	7.1	1.5	4.0	1.3	3.6	4.8	2.5	1.7	2.7	-0.4	1.0	2.1	2.7	1.7	2.1	2.0	1.9	2.2	
Mexique	14.6	5.8	6.4	5.8	6.3	3.9	4.6	5.8	4.2	1.4	4.4	2.8	5.5	6.0	5.7	5.6	4.6	6.1	5.1	4.6	
Pays-Bas	2.4	2.0	2.5	2.1	2.3	0.2	0.9	0.2	1.4	1.3	0.2	0.8	0.5	1.2	2.2	2.3	2.3	2.7	2.1	2.4	
Nouvelle-Zélande	1.8	2.5	2.3	4.3	3.9	0.9	2.9	2.9	-0.3	3.3	2.3	0.2	1.8	3.4	1.1	2.0	2.1	0.3	2.2	2.1	
Norvège	3.9	8.8	8.8	3.1	10.4	-5.2	6.0	6.8	3.4	2.5	0.3	-2.8	-1.1	3.9	5.9	3.3	2.2	6.7	2.0	2.3	
Pologne	9.3	2.6	1.7	3.7	3.9	3.8	1.7	3.2	2.3	0.3	0.5	0.8	0.3	2.0	0.6	2.4	3.3	0.7	3.2	3.3	
Portugal	3.4	3.3	3.2	3.0	1.7	1.1	0.6	-0.3	-0.4	2.3	0.8	2.0	1.8	1.5	1.4	1.4	1.4	1.3	1.4	1.5	
Russie	..	19.3	15.2	13.8	18.0	2.0	14.2	16.1	9.1	5.4	7.5	8.4	3.4	5.2	9.5	5.3	3.4	..	..	..
République slovaque	6.1	2.4	2.9	1.1	2.8	-1.2	0.5	1.6	1.3	0.5	-0.2	-0.2	-0.4	1.3	2.3	2.8	3.0	2.4	3.0	3.1	
Slovénie	..	1.6	2.2	4.2	4.5	3.4	-1.0	1.1	0.5	1.6	0.8	1.0	0.8	1.6	2.1	2.2	3.3	1.6	3.1	3.5	
Afrique du Sud	8.2	5.4	6.3	8.8	8.8	7.5	6.4	6.5	5.0	6.4	5.3	5.2	7.2	5.7	4.3	5.6	5.4	..	..	..
Espagne	3.5	4.1	4.0	3.3	2.1	0.3	0.2	0.0	0.1	0.4	-0.2	0.5	0.3	1.2	0.9	1.9	1.8	0.9	1.9	1.9	
Suède	1.6	0.8	1.8	2.8	3.3	2.4	1.0	1.2	1.0	1.1	1.7	2.1	1.7	2.2	2.2	2.1	2.2	2.1	2.2	2.2	
Suisse	0.4	0.8	2.1	2.4	1.9	0.5	0.3	0.3	-0.2	0.1	-0.7	-0.6	-0.6	-0.4	0.7	1.2	1.2	1.1	1.1	1.2	
Turquie	53.3	7.2	9.2	6.2	11.9	5.6	6.6	8.6	7.5	5.9	7.6	8.0	8.1	10.9	16.1	14.2	10.3	18.6	11.7	9.5	
Royaume-Uni	1.9	2.6	2.9	2.5	2.8	1.6	1.5	1.9	1.6	1.9	1.7	0.4	2.1	2.0	1.9	1.7	1.8	1.7	1.7	1.8	
États-Unis	1.9	3.1	3.0	2.7	1.9	0.8	1.2	2.1	1.9	1.8	1.9	1.1	1.1	1.9	2.2	2.2	2.5	2.2	2.4	2.4	
Zone euro	1.9	1.9	1.9	2.4	2.0	1.0	0.7	1.0	1.3	1.2	0.9	1.4	0.8	1.1	1.5	1.8	1.9	1.6	1.8	2.0	
Total OCDE	3.6	2.4	2.5	2.5	2.4	1.0	1.3	1.8	1.6	1.4	1.8	1.5	1.4	2.1	2.3	2.5	2.6	2.4	2.6	2.6	

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 14. Déflateur de la consommation privée

	Pourcentage de variations																		2018	2019	2020
	Moyenne 1994-04	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	T4 / T4			
Argentine	4.0	9.6	11.2	13.3	20.5	14.6	22.1	19.9	21.0	24.5	41.7	26.5	38.9	24.4	31.2	31.6	19.4	..	..	..
Australie	2.2	2.2	3.6	3.1	3.2	2.6	2.2	2.4	2.4	2.4	1.9	1.5	0.9	1.2	1.4	1.6	2.0	1.3	2.0	2.0	
Autriche	1.4	2.4	2.1	2.5	2.1	0.5	1.7	3.1	2.4	2.1	2.0	1.6	1.3	1.7	2.1	2.3	2.2	2.2	2.3	2.2	
Belgique	1.7	2.7	3.1	2.9	3.2	-0.4	1.7	3.0	2.0	0.8	0.5	0.7	1.7	1.8	1.9	2.2	2.0	2.5	2.0	2.0	
Bésil	..	6.7	5.3	5.1	7.1	6.5	6.7	7.5	8.3	7.5	8.1	8.9	9.2	2.9	3.0	4.9	4.7	..	..	..
Canada	1.7	1.7	1.3	1.6	1.5	0.2	1.4	2.1	1.3	1.4	1.9	1.1	1.0	1.2	1.9	2.0	1.9	2.2	1.9	1.9	
Chili	..	4.8	3.2	4.0	8.1	1.7	3.5	4.1	3.1	3.0	5.7	5.7	3.4	2.1	2.1	2.9	3.0	2.8	3.0	3.0	
Colombie	11.8	4.4	4.7	4.5	5.9	4.2	2.4	4.6	2.6	2.6	3.4	6.2	6.8	4.3	3.0	3.2	3.4	..	..	..
Costa Rica	13.4	15.2	13.8	11.6	12.5	1.4	5.1	4.6	2.4	3.6	4.9	0.9	1.0	2.5	2.1	3.4	3.0	..	..	..
République tchèque	..	1.1	1.8	2.9	4.7	0.9	0.5	1.7	2.2	0.8	0.6	0.1	0.5	2.4	2.6	2.4	2.3	2.6	2.3	2.2	
Danemark	1.8	1.7	2.2	1.7	2.9	1.3	2.5	2.3	2.4	0.8	0.6	0.4	0.5	1.2	0.9	1.9	2.0	1.4	1.8	2.0	
Estonie	..	4.4	5.9	7.8	8.2	-0.3	3.9	5.5	3.8	3.0	0.9	-0.1	1.1	3.5	3.1	3.3	3.0	3.4	3.0	3.0	
Finlande	1.5	1.0	1.3	1.9	3.4	1.8	1.4	3.2	2.8	2.5	1.3	0.3	0.7	1.1	1.2	1.6	1.8	1.5	1.7	1.9	
France	1.2	1.8	2.2	2.1	2.8	-1.5	1.1	1.8	1.4	0.7	0.1	0.3	-0.1	1.3	1.7	1.6	1.8	1.8	1.7	1.9	
Allemagne	1.1	1.5	1.1	1.6	1.7	-0.4	2.0	2.0	1.5	1.0	0.9	0.6	0.7	1.6	1.7	2.2	2.2	2.0	2.1	2.4	
Grèce	..	3.0	3.2	3.6	4.3	0.9	3.6	2.2	0.4	-1.8	-2.5	-1.7	-0.8	0.6	0.1	0.5	0.7	0.3	0.6	0.8	
Hongrie	12.7	3.6	3.2	6.6	5.7	4.1	3.7	3.7	6.2	1.9	0.9	-0.2	-0.2	2.6	3.2	3.9	4.0	3.8	3.9	4.0	
Islande	3.3	1.3	7.2	4.8	14.4	15.8	3.8	3.7	5.9	3.7	2.4	0.3	0.6	-1.4	2.2	3.0	2.5	2.4	3.1	2.0	
Inde ¹	..	3.3	6.1	4.9	6.7	6.2	8.2	8.0	8.4	7.5	5.2	3.9	3.8	3.3	4.5	4.9	4.3	..	..	..
Indonésie	..	12.1	13.6	14.2	13.4	6.0	7.9	7.1	6.1	5.9	5.7	4.6	3.1	3.5	3.5	3.6	3.6	..	..	..
Irlande	3.6	1.2	2.5	3.1	1.9	-6.7	-2.1	0.9	1.9	1.5	1.2	0.4	1.1	1.0	1.5	2.0	2.4	1.8	2.3	2.4	
Israël	..	1.6	2.4	1.3	5.5	1.8	2.9	3.2	1.8	1.5	0.4	-0.5	-0.6	0.3	0.9	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	
Italie	3.0	2.1	2.6	2.3	3.1	-0.4	1.4	2.9	2.7	1.2	0.3	0.2	0.1	1.2	1.2	1.5	1.4	1.6	1.4	1.5	
Japon	-0.5	-0.4	0.0	-0.4	0.7	-2.2	-1.4	-0.6	-0.6	-0.1	2.0	0.4	-0.5	0.1	0.5	0.9	1.6	0.5	1.1	1.6	
Corée	4.7	2.2	1.5	2.0	4.5	2.6	2.5	3.7	2.2	1.0	1.0	0.9	1.0	1.5	1.4	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	
Lettonie	..	9.7	10.0	11.7	13.4	-3.7	-2.5	6.1	3.4	0.2	1.7	-1.0	1.1	3.1	2.7	3.2	2.9	3.2	3.0	2.9	
Lituanie	..	2.4	4.7	5.9	10.9	4.3	1.3	4.1	3.1	1.0	0.1	-0.9	0.9	3.3	2.5	2.5	2.5	2.2	2.4	2.5	
Luxembourg	1.9	3.3	2.5	2.2	3.1	-0.5	1.2	3.0	2.0	1.6	0.5	-0.1	0.4	1.6	1.4	1.6	2.1	1.6	1.8	2.2	
Mexique	13.3	6.0	4.7	5.4	6.2	3.4	5.3	5.3	5.2	3.9	4.2	2.9	4.4	5.3	4.9	4.4	3.7	5.3	4.0	3.5	
Pays-Bas	2.3	1.9	2.7	2.1	2.1	-1.5	1.7	2.1	1.3	2.1	0.9	0.2	0.6	1.5	1.8	2.8	2.3	2.1	2.7	2.5	
Nouvelle-Zélande	1.6	1.9	2.9	1.6	3.8	2.6	1.2	2.9	0.8	0.6	0.9	0.7	0.6	1.5	1.4	2.2	2.1	1.7	2.1	2.1	
Norvège	2.1	1.1	1.8	1.3	3.5	2.5	2.1	1.1	1.1	2.1	2.2	2.4	3.0	2.0	2.2	2.1	1.9	2.3	1.7	2.0	
Pologne	9.7	2.2	1.5	2.2	4.1	2.7	2.5	4.9	3.3	0.4	-0.1	-1.1	-0.4	2.1	1.7	2.7	2.9	1.7	2.9	2.9	
Portugal	3.2	3.8	3.5	3.4	2.8	-1.9	1.8	1.7	1.8	0.8	0.3	0.9	1.0	1.2	1.2	1.4	1.4	1.4	1.3	1.4	
Russie	..	12.5	8.6	8.2	12.7	10.7	6.6	7.8	6.8	6.0	7.2	14.3	6.2	3.0	3.0	4.5	3.5	..	..	..
République slovaque	6.4	2.7	4.9	2.6	4.5	0.1	1.0	3.9	3.4	1.3	-0.1	-0.1	-0.3	1.4	2.6	2.8	2.9	2.7	2.9	2.9	
Slovénie	..	2.2	2.4	4.1	5.6	0.9	1.4	1.8	1.7	2.1	-0.1	-0.6	-0.5	1.7	2.3	2.2	2.8	2.2	2.5	2.9	
Afrique du Sud	7.5	4.8	3.0	7.0	8.3	7.7	4.6	5.6	6.2	6.0	5.6	4.0	6.2	4.6	4.4	5.2	5.2	..	..	..
Espagne	3.1	3.4	3.6	3.3	3.6	-0.9	2.0	2.4	2.4	1.0	0.2	-0.2	0.0	1.6	1.6	1.9	1.9	1.8	1.8	2.0	
Suède	1.4	1.1	1.2	1.4	3.1	2.2	1.5	1.7	0.5	0.7	1.1	0.9	1.0	1.7	1.9	2.2	2.3	2.0	2.3	2.4	
Suisse	0.7	1.1	1.2	1.3	1.9	-0.6	0.4	0.0	-1.1	-0.5	-0.2	-0.7	-0.1	0.5	0.6	0.9	1.1	0.7	1.0	1.1	
Turquie	53.5	8.4	9.6	6.6	10.7	5.2	5.4	9.2	7.5	4.4	7.9	8.0	6.6	10.9	14.5	17.0	10.4	20.0	11.9	9.9	
Royaume-Uni	1.5	2.0	2.8	2.0	4.0	0.9	1.7	3.8	2.1	2.3	1.9	0.5	1.5	2.1	2.1	2.2	2.2	2.1	2.4	2.2	
États-Unis	1.8	2.8	2.7	2.5	3.0	-0.1	1.7	2.5	1.9	1.3	1.5	0.3	1.1	1.8	2.1	2.1	2.4	2.0	2.2	2.3	
Zone euro	1.9	2.1	2.3	2.3	2.7	-0.7	1.6	2.3	1.9	1.0	0.5	0.3	0.4	1.4	1.6	1.9	1.9	1.8	1.9	2.0	
Total OCDE	3.8	2.4	2.5	2.4	3.2	0.1	1.7	2.6	2.0	1.4	1.6	0.8	1.1	2.0	2.3	2.6	2.5	2.6	2.5	2.5	

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 15. **Indice des prix à la consommation**

Pourcentage de variations

	Moyenne 1994-04	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020
																		T4 / T4		
Argentine	4.3	9.6	10.9	8.8	8.6	6.3	10.5	9.8	10.1	10.6	38.4	27.7	40.7	28.6	32.1	31.2	18.8	..	..	..
Australie	2.7	2.7	3.6	2.4	4.3	1.8	2.9	3.3	1.7	2.5	2.5	1.5	1.3	2.0	2.0	2.1	2.4	1.8	2.4	2.4
Autriche	1.5	2.1	1.7	2.2	3.2	0.4	1.7	3.6	2.6	2.1	1.5	0.8	1.0	2.2	2.1	2.1	2.0	2.0	2.0	1.9
Belgique	1.7	2.5	2.3	1.8	4.5	0.0	2.3	3.4	2.6	1.2	0.5	0.6	1.8	2.2	2.3	2.2	2.0	2.7	2.0	2.0
Brésil	..	6.9	4.2	3.6	5.7	4.9	5.0	6.6	5.4	6.2	6.3	9.0	8.7	3.4	3.8	4.6	4.3	..	..	..
Canada	2.0	2.2	2.0	2.1	2.4	0.3	1.8	2.9	1.5	0.9	1.9	1.1	1.4	1.6	2.3	2.1	2.1	2.4	2.1	2.1
Chili	4.4	3.1	3.4	4.4	8.7	0.4	1.4	3.3	3.0	1.9	4.4	4.3	3.8	2.2	2.5	3.0	3.0	2.9	3.0	3.0
Chine	2.5	1.8	1.6	4.8	5.9	-0.7	3.2	5.5	2.6	2.6	2.1	1.5	2.1	1.5	2.0	3.0	3.0	2.4	3.0	3.0
Colombie	12.5	5.0	4.3	5.5	7.0	4.2	2.3	3.4	3.2	2.0	2.9	5.0	7.5	4.3	3.2	3.2	3.3	..	..	..
Costa Rica	12.8	13.8	11.5	9.4	13.4	7.8	5.7	4.9	4.5	5.2	4.5	0.8	0.0	1.6	2.0	3.1	2.7	..	..	..
République tchèque	5.2	1.9	2.5	2.9	6.4	1.0	1.5	1.9	3.3	1.4	0.3	0.3	0.7	2.5	2.2	2.4	2.2	2.3	2.3	2.2
Danemark	2.2	1.8	1.9	1.7	3.4	1.3	2.3	2.8	2.4	0.8	0.6	0.5	0.3	1.1	0.9	1.8	2.0	1.3	1.8	2.0
Estonie	..	4.1	4.4	6.7	10.6	0.2	2.7	5.1	4.2	3.2	0.5	0.1	0.8	3.7	3.1	2.9	2.8	2.9	2.8	2.8
Finlande	1.4	0.8	1.3	1.6	3.9	1.6	1.7	3.3	3.2	2.2	1.2	-0.2	0.4	0.8	1.1	1.3	1.7	1.4	1.5	1.8
France	1.6	1.9	1.9	1.6	3.2	0.1	1.7	2.3	2.2	1.0	0.6	0.1	0.3	1.2	2.2	1.8	1.8	2.4	1.7	1.9
Allemagne	..	1.9	1.8	2.3	2.8	0.2	1.1	2.5	2.1	1.6	0.8	0.1	0.4	1.7	1.9	2.2	2.2	2.2	2.0	2.3
Grèce	..	3.5	3.3	3.0	4.2	1.3	4.7	3.1	1.0	-0.9	-1.4	-1.1	0.0	1.1	0.8	1.3	1.5	1.1	1.4	1.6
Hongrie	12.7	3.6	3.9	8.0	6.0	4.2	4.9	3.9	5.7	1.7	-0.2	-0.1	0.4	2.3	3.0	4.0	4.0	3.7	3.9	4.0
Islande ¹	3.2	4.0	6.7	5.1	12.7	12.0	5.4	4.0	5.2	3.9	2.0	1.6	1.7	1.8	2.6	3.9	3.5	2.9	4.2	3.0
Inde ²	6.4	3.7	6.8	5.9	9.2	10.6	9.5	9.3	9.9	9.4	5.9	4.9	4.5	3.6	4.5	5.0	4.5	..	..	..
Indonésie	..	10.5	13.1	6.4	10.2	4.4	5.1	5.4	4.3	6.4	6.4	6.4	3.5	3.8	3.3	3.7	3.8	..	..	..
Irlande	..	2.2	2.7	2.9	3.1	-1.7	-1.6	1.2	1.9	0.5	0.3	0.0	-0.2	0.3	0.8	1.9	2.2	1.3	2.0	2.3
Israël	4.8	1.3	2.1	0.5	4.6	3.3	2.7	3.5	1.7	1.6	0.5	-0.6	-0.5	0.2	0.9	1.4	1.4	1.3	1.4	1.4
Italie	2.7	2.2	2.2	2.0	3.5	0.8	1.6	2.9	3.3	1.2	0.2	0.1	-0.1	1.3	1.3	1.6	1.4	1.9	1.3	1.5
Japon	-0.1	-0.6	0.2	0.1	1.4	-1.4	-0.6	-0.3	0.0	0.3	2.8	0.8	-0.1	0.5	1.0	1.4	1.9	1.0	2.0	1.5
Corée	3.8	2.8	2.2	2.5	4.7	2.8	2.9	4.0	2.2	1.3	1.3	0.7	1.0	1.9	1.6	1.9	1.9	1.9	1.8	1.9
Lettonie	..	6.9	6.6	10.1	15.3	3.3	-1.2	4.2	2.3	0.0	0.7	0.2	0.1	2.9	2.6	3.0	2.7	3.1	2.7	2.7
Lituanie	..	2.7	3.8	5.8	11.1	4.2	1.2	4.1	3.2	1.2	0.2	-0.7	0.7	3.7	2.6	2.5	2.5	2.4	2.4	2.5
Luxembourg	..	3.8	3.0	2.7	4.1	0.0	2.8	3.7	2.9	1.7	0.7	0.1	0.0	2.1	2.0	2.1	2.1	2.5	1.8	2.3
Mexique	14.8	4.0	3.6	4.0	5.1	5.3	4.2	3.4	4.1	3.8	4.0	2.7	2.8	6.0	4.9	4.2	3.4	4.6	3.7	3.2
Pays-Bas	2.3	1.5	1.6	1.6	2.2	1.0	0.9	2.5	2.8	2.6	0.3	0.2	0.1	1.3	1.7	2.5	2.0	2.0	2.3	2.3
Nouvelle-Zélande	2.0	3.0	3.4	2.4	4.0	2.1	2.3	4.0	1.1	1.1	1.2	0.3	0.6	1.9	1.7	2.3	2.2	2.1	2.2	2.2
Norvège	2.1	1.5	2.4	0.7	3.8	2.2	2.4	1.3	0.7	2.1	2.1	2.2	3.6	1.9	2.7	2.3	2.1	3.3	1.9	2.2
Pologne	10.0	2.2	1.3	2.5	4.2	3.8	2.6	4.2	3.6	1.0	0.1	-0.9	-0.7	2.1	1.9	2.7	2.9	2.0	2.9	2.9
Portugal	3.0	2.1	3.0	2.4	2.7	-0.9	1.4	3.6	2.8	0.4	-0.2	0.5	0.6	1.6	1.3	1.5	1.4	1.4	1.3	1.5
Russie	..	12.7	9.7	9.0	14.1	11.6	6.8	8.4	5.1	6.8	7.8	15.5	7.0	3.7	2.9	5.0	4.0	..	..	..
République slovaque	..	2.8	4.3	1.9	3.9	0.9	0.7	4.1	3.7	1.5	-0.1	-0.3	-0.5	1.4	2.7	2.7	3.0	2.7	3.0	3.0
Slovénie	..	2.4	2.5	3.8	5.5	0.8	2.1	2.1	2.8	1.9	0.4	-0.8	-0.2	1.6	2.0	2.2	2.8	2.1	2.5	2.9
Afrique du Sud	..	3.4	4.6	7.2	11.5	6.6	4.3	5.0	5.6	5.8	6.1	4.6	6.3	5.3	4.5	5.6	5.5	..	..	..
Espagne	3.0	3.4	3.6	2.8	4.1	-0.2	2.0	3.0	2.4	1.5	-0.2	-0.6	-0.3	2.0	1.9	1.9	1.7	2.3	1.7	1.8
Suède ³	1.2	0.5	1.4	2.2	3.4	-0.5	1.2	3.0	0.9	0.0	-0.2	0.0	1.0	1.8	2.0	2.4	2.3	2.5	2.3	2.3
Suisse	0.9	1.2	1.1	0.7	2.4	-0.5	0.7	0.2	-0.7	-0.2	0.0	-1.1	-0.4	0.5	1.0	0.9	1.1	1.2	0.9	1.1
Turquie	56.5	8.2	9.6	8.8	10.4	6.3	8.6	6.5	8.9	7.5	8.9	7.7	7.8	11.1	16.8	19.5	10.7	24.1	12.8	10.2
Royaume-Uni	1.6	2.0	2.3	2.3	3.6	2.2	3.3	4.5	2.8	2.6	1.5	0.1	0.6	2.7	2.5	2.3	2.1	2.4	2.2	2.0
États-Unis	2.5	3.4	3.2	2.9	3.8	-0.3	1.6	3.1	2.1	1.5	1.6	0.1	1.3	2.1	2.5	2.3	2.4	2.4	2.3	2.4
Zone euro	..	2.2	2.2	2.1	3.3	0.3	1.6	2.7	2.5	1.3	0.4	0.0	0.2	1.5	1.8	1.9	1.9	2.1	1.8	1.9

Note : Indice des prix à la consommation. Pour les pays de la zone euro, pour le total de cette zone ainsi que pour le Royaume-Uni, l'indice des prix à la consommation harmonisé a été utilisé (IPCH).

1. Loyers exclus, à l'exception des loyers implicites.

2. Exercices budgétaires.

3. L'indice des prix à la consommation tient compte des charges au titre des intérêts hypothécaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 16. **Marché du pétrole et autres matières premières**

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Situation du marché du pétrole¹																				
	Millions de barils par jour																			
Demande																				
Total OCDE	48.5	48.6	49.1	50.0	50.4	50.2	50.1	48.3	46.3	46.9	46.5	46.0	46.0	45.8	46.5	47.0	47.4	47.8	48.1	..
<i>dont</i> : Total OCDE d'Amérique du Nord	24.3	24.3	24.8	25.6	25.8	25.7	25.9	24.6	23.7	24.3	24.1	23.7	24.1	24.2	24.6	24.9	25.1	25.5	25.7	..
Total OCDE d'Europe	15.6	15.5	15.7	15.8	15.9	15.9	15.6	15.5	14.8	14.7	14.3	13.8	13.6	13.5	13.8	14.0	14.3	14.3	14.4	..
Total OCDE d'Asie et du Pacifique	8.6	8.7	8.7	8.7	8.7	8.6	8.5	8.2	7.8	7.9	8.1	8.5	8.3	8.1	8.1	8.1	8.1	8.0	7.9	..
Total pays non-OCDE	29.4	30.1	31.0	33.2	34.2	35.5	36.9	38.1	39.0	41.2	42.4	43.9	45.7	47.3	48.7	49.4	50.5	51.4	52.5	..
Total mondial	77.9	78.7	80.1	83.2	84.6	85.7	87.0	86.4	85.3	88.2	88.8	89.9	91.7	93.0	95.2	96.4	97.9	99.2	100.6	..
Offre																				
Total OCDE	21.7	21.7	21.4	21.1	20.2	19.8	19.4	18.7	18.8	18.9	18.9	19.8	21.0	22.9	23.9	23.4	24.2	26.4	27.7	..
Total OPEP	31.0	29.5	31.8	34.2	35.7	36.0	35.8	36.9	35.0	35.4	36.4	38.2	37.2	37.3	38.6	39.8	39.5	..	..	..
Ex-URSS	8.6	9.5	10.5	11.4	11.8	12.3	12.8	12.8	13.2	13.5	13.6	13.6	13.8	13.9	14.0	14.2	14.3	14.6	15.0	..
Reste du monde	16.1	16.4	16.6	16.7	17.0	17.3	17.5	18.1	18.4	19.3	19.3	19.0	19.2	19.6	19.9	19.5	19.4	..	..	..
Total mondial	77.4	77.2	80.3	83.4	84.7	85.4	85.6	86.6	85.3	87.1	88.1	90.6	91.2	93.6	96.4	96.9	97.5	..	..	..
Commerce																				
Importations nettes de l'OCDE	27.1	26.6	27.9	29.1	30.4	30.7	30.4	29.9	27.6	28.1	27.3	26.4	24.9	23.3	23.4	23.6	22.7	..	..	..
Exportations nettes de l'ex-URSS	4.9	5.8	6.7	7.6	8.0	8.3	8.9	8.8	9.4	9.6	9.5	9.5	9.5	9.3	9.5	9.7	9.8	9.9	10.2	..
Exportations nettes des autres non-OCDE	22.2	20.8	21.3	21.5	22.4	22.4	21.5	21.1	18.2	18.5	17.8	16.9	15.4	14.0	13.9	13.9	12.9	..	..	..
Prix²																				
	fab, USD par baril																			
Prix du pétrole brut Brent ³	24.5	25.0	28.8	38.3	54.4	65.2	72.5	97.0	61.5	79.5	111.2	111.6	108.7	99.0	52.4	43.7	54.2	74.1	80.0	80.0
Prix des autres matières premières²																				
	Indices de prix en USD, 2010 = 100																			
Produits alimentaires et boissons tropicales	42	46	50	57	56	62	78	103	90	100	129	120	106	104	85	87	85	81	79	79
Matières premières agricoles	53	51	61	68	70	77	92	88	73	100	122	93	85	74	61	60	70	76	69	69
Minéraux, minerais et métaux	34	33	38	50	59	85	95	98	68	100	118	99	96	86	64	61	75	79	77	77
Total ⁴	40	41	46	56	59	74	88	99	78	100	123	107	98	91	72	72	78	80	76	76

1. Données fondées sur les publications de l'Agence internationale de l'énergie, Oil Market Report.

2. Les indices jusqu'à octobre 2018 sont fondés sur les données établies par l'Agence internationale de l'énergie pour le pétrole et par l'Institut pour la recherche économique de Hambourg (HWWI) pour les prix des autres matières premières. À partir de novembre 2018, hypothèses de l'OCDE.

3. North Sea Dated, Londres fermeture, point milieu.

4. Calculs de l'OCDE. L'indice total des prix des matières premières hors énergie est une moyenne pondérée des indices individuels HWWI des matières premières hors énergie, dont les poids reflètent les parts des différentes matières premières dans le commerce mondial de matières premières hors énergie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Agence internationale de l'énergie, Oil Market Report.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878570>

Annexe : Tableau 17. Rémunération par employé

Pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	Moyenne 1991-2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Australie	3.7	3.6	3.6	5.3	3.6	4.5	6.2	4.0	1.1	5.5	5.7	3.2	1.7	2.7	0.9	0.8	0.6	1.4	1.9	2.8
Autriche	2.7	2.1	1.7	2.1	2.0	3.1	2.9	3.3	1.7	1.0	2.1	2.7	2.2	1.9	2.0	2.4	1.5	2.4	2.3	2.4
Belgique	3.1	3.9	2.0	1.7	1.9	3.6	3.5	3.7	1.1	1.4	3.4	3.1	2.5	1.0	0.0	0.5	2.0	2.0	2.4	2.5
Canada	2.7	1.4	1.8	4.0	4.5	4.3	4.1	3.2	1.3	1.4	3.4	3.1	2.8	3.1	2.0	0.8	1.9	3.3	3.1	3.3
République tchèque	..	7.8	7.7	7.9	3.9	5.9	6.1	4.1	-0.6	3.5	2.7	1.7	-0.3	2.6	3.0	4.0	6.4	7.8	6.8	6.2
Danemark	3.2	3.8	3.5	3.1	3.4	3.5	3.7	3.9	2.8	3.2	1.4	1.8	1.6	1.5	1.7	1.3	1.2	2.3	2.6	2.8
Estonie	..	10.7	11.1	12.2	10.5	14.9	25.6	10.7	-3.0	2.6	0.8	7.7	4.9	6.5	3.4	6.2	6.9	7.4	6.8	6.6
Finlande	3.0	1.7	2.2	3.6	3.5	3.4	3.3	4.3	2.0	2.2	3.6	2.8	1.3	1.0	1.4	1.1	-1.2	1.7	2.7	3.2
France	2.1	3.5	2.9	3.4	3.1	3.2	2.5	2.6	1.6	2.9	2.3	2.2	1.8	1.2	1.1	0.8	1.7	2.2	0.3	2.5
Allemagne	2.7	1.3	1.5	0.2	0.2	1.0	0.9	2.1	0.2	2.6	3.0	2.5	1.8	2.8	2.7	2.2	2.6	2.9	3.3	3.4
Grèce	..	11.0	7.9	3.9	3.5	3.1	4.6	3.7	3.1	-2.0	-3.8	-3.0	-7.5	-2.0	-2.3	-0.9	0.1	1.8	1.3	1.5
Hongrie	..	11.3	11.7	10.9	7.9	5.2	5.4	7.2	-1.4	1.4	3.2	1.7	1.8	0.8	-1.6	4.5	6.2	10.9	8.1	7.5
Islande	5.3	8.8	2.2	10.2	8.8	12.3	7.9	2.0	-3.4	6.3	9.7	5.3	5.1	4.4	7.5	9.5	8.5	4.5	4.0	2.5
Irlande	5.9	5.2	6.5	5.2	5.2	4.4	5.8	4.0	-1.1	-2.5	0.6	1.1	-0.5	0.5	2.4	2.1	0.7	2.8	3.0	3.8
Israël	..	0.1	-2.5	0.8	2.3	6.5	2.6	2.9	-0.7	3.9	4.2	2.4	2.1	0.8	3.0	3.2	2.9	3.6	3.2	3.1
Italie	3.4	2.4	3.0	3.2	2.8	2.3	2.1	2.9	0.5	2.3	1.1	-1.1	0.8	0.2	0.9	0.5	0.2	1.7	0.8	0.9
Japon	0.3	-2.8	-1.0	-0.9	0.6	-0.2	-0.5	0.6	-3.5	0.0	0.2	0.0	-0.6	0.7	0.5	1.2	0.7	0.8	1.7	2.2
Corée	8.6	6.1	7.1	4.8	6.1	3.3	4.2	3.8	2.3	3.8	3.4	3.2	2.5	1.8	3.2	3.8	3.0	5.0	4.5	4.4
Lettonie	..	2.5	12.0	15.0	26.4	22.2	36.7	16.8	-11.5	-6.9	2.6	7.5	5.7	8.2	7.9	7.3	7.7	8.2	8.1	7.8
Lituanie	..	5.0	8.9	11.9	14.0	20.7	14.1	14.0	-9.2	-0.2	6.4	4.1	5.6	4.7	5.9	6.5	8.7	8.9	7.6	7.6
Luxembourg	3.6	3.9	1.3	3.9	3.8	4.2	4.2	2.8	1.7	1.9	1.9	1.8	2.3	3.6	1.6	0.9	3.3	2.2	2.6	2.3
Mexique	16.9	4.7	5.8	3.9	5.6	4.4	5.4	5.4	3.7	-1.4	6.1	3.2	4.2	4.3	4.2	4.2	4.9	5.1	5.8	6.2
Pays-Bas	3.0	4.2	3.2	3.1	1.1	1.4	2.8	4.0	2.4	0.7	1.9	1.9	1.9	1.7	-0.3	1.7	1.2	1.6	2.6	3.7
Norvège	4.5	4.3	4.1	4.2	4.7	5.5	6.2	6.3	3.4	3.2	4.7	4.6	4.4	3.2	2.7	1.4	2.2	3.1	3.4	3.0
Pologne	..	2.5	1.6	2.4	2.1	2.0	5.8	8.6	3.2	5.5	5.3	3.6	1.7	2.2	1.7	5.1	6.0	7.2	8.7	8.8
Portugal	..	3.6	3.6	2.8	4.7	1.8	3.5	2.6	2.4	2.1	-1.8	-3.1	3.6	-1.8	0.4	1.7	1.6	1.9	2.5	2.9
République slovaque	..	8.9	8.1	8.0	9.1	8.0	8.7	6.6	2.6	5.4	2.0	2.6	2.6	1.8	3.5	2.3	4.1	6.2	6.6	7.1
Slovénie	..	8.3	7.7	7.5	6.1	5.6	6.2	7.0	1.9	3.9	1.6	-0.8	0.5	1.2	1.3	3.0	3.2	4.4	4.8	5.4
Espagne	4.3	3.5	2.8	2.3	2.9	3.3	4.6	6.7	4.5	0.2	0.7	-1.4	0.3	0.1	1.4	-0.2	0.6	1.4	2.0	2.0
Suède	4.1	3.2	3.7	4.3	3.1	3.1	5.3	3.7	2.7	2.3	3.2	3.0	2.0	2.2	2.7	2.5	2.0	4.1	4.3	4.4
Suisse	2.3	1.5	-0.1	0.3	2.5	1.5	3.3	1.6	0.7	1.1	0.7	0.5	1.1	-0.3	-0.3	-0.5	0.5	1.5	1.1	1.5
Royaume-Uni	4.7	2.4	4.7	4.7	3.5	5.8	5.4	0.6	2.3	3.0	1.1	1.9	2.7	0.6	1.1	2.9	3.1	2.0	2.3	2.2
États-Unis	3.8	2.7	3.8	4.7	3.4	3.9	4.2	2.8	0.6	2.8	2.5	2.4	1.5	2.7	2.7	0.9	2.9	3.0	3.3	3.8
Zone euro	3.5	3.0	2.9	2.5	2.5	2.8	3.1	3.6	1.3	1.8	1.8	1.1	1.4	1.4	1.6	1.3	1.7	2.4	2.2	2.7
Total OCDE	4.5	2.4	3.1	3.3	3.1	3.2	3.6	3.1	0.8	2.0	2.5	1.9	1.6	2.0	2.0	1.7	2.5	2.9	3.2	3.6

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878589>

Annexe : Tableau 18. Productivité du travail

Pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	Moyenne 1991-2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Australie	2.2	2.1	0.5	2.3	-0.4	0.3	1.3	-0.3	1.2	0.5	0.9	2.6	1.2	1.7	0.5	0.9	-0.1	0.4	0.7	0.6
Autriche	1.9	1.6	0.4	1.8	1.2	1.8	1.8	-0.7	-3.1	1.1	1.5	-0.4	-0.4	-0.1	0.5	0.8	1.0	0.9	0.8	0.8
Belgique	1.4	2.0	0.9	2.6	0.6	1.4	1.8	-1.0	-2.1	2.1	0.4	-0.2	0.5	0.8	0.8	0.2	0.3	0.3	0.4	0.7
Canada	1.7	0.7	-0.6	1.4	1.9	0.9	-0.2	-0.4	-1.4	1.6	1.6	0.5	1.1	2.2	0.1	0.7	1.2	0.9	1.2	1.2
Chili	4.2	1.2	0.3	4.4	1.9	4.6	2.1	0.5	-0.9	-1.9	0.9	3.4	1.9	0.2	0.8	-0.1	-0.2	2.2	1.6	1.6
République tchèque	..	0.9	4.4	5.0	4.6	5.6	3.4	0.3	-2.9	3.2	2.1	-1.1	-0.8	2.2	3.9	0.8	2.9	1.6	2.3	2.2
Danemark	2.0	0.4	1.3	3.2	0.9	1.6	-1.4	-1.7	-1.8	4.3	1.4	0.9	0.9	0.7	0.9	0.8	0.7	-0.4	0.9	0.7
Estonie	..	6.3	5.2	6.7	6.7	5.4	7.0	-4.8	-4.5	7.0	1.0	2.6	0.8	2.0	-0.7	3.2	2.1	2.4	2.7	1.6
Finlande	3.2	0.6	1.9	3.3	1.2	2.2	3.0	-1.5	-6.0	3.7	1.3	-2.3	0.0	-0.2	0.3	2.0	1.6	0.4	1.1	1.1
France	1.3	0.6	0.8	2.5	1.0	1.5	1.0	-0.4	-1.7	1.8	1.5	0.0	0.4	0.5	0.8	0.4	1.1	0.7	0.9	0.9
Allemagne	1.4	0.5	0.4	0.3	0.9	3.1	1.6	-0.5	-5.6	3.6	2.3	-0.5	0.0	1.3	0.5	0.8	1.0	0.3	0.8	0.7
Grèce	..	1.4	4.3	2.6	-0.3	3.8	1.9	-1.6	-3.8	-3.0	-2.4	-1.0	-0.6	-0.2	-1.2	-0.7	-0.6	0.5	0.3	0.3
Hongrie	..	4.7	3.7	5.8	4.8	3.6	0.4	2.7	-4.2	1.7	1.6	-1.7	1.1	-0.7	1.0	-0.8	2.3	2.7	2.6	2.6
Islande	1.6	2.2	2.1	8.6	2.9	0.2	4.6	1.1	-0.6	-3.1	1.9	0.3	0.6	0.5	1.1	3.5	2.2	1.5	1.2	1.9
Irlande	3.4	4.3	1.1	3.1	0.7	0.4	0.9	-3.8	3.0	6.2	6.0	0.7	-1.6	5.9	20.6	1.1	4.1	2.7	1.9	1.5
Israël	..	-0.9	-0.1	3.4	0.7	2.8	1.7	-0.3	-0.6	2.4	2.6	-1.8	1.6	1.0	0.3	1.6	0.9	1.7	1.7	1.5
Italie	1.5	-1.4	-1.2	0.8	0.6	0.1	0.1	-1.3	-3.9	2.3	0.4	-2.5	0.0	0.1	0.2	-0.3	0.4	0.2	0.3	0.6
Japon	1.0	1.4	1.8	2.0	1.2	0.9	1.0	-0.8	-4.0	4.5	0.0	1.7	1.2	-0.3	0.9	0.0	0.7	-1.0	0.7	0.6
Corée	4.8	4.6	3.1	2.8	2.6	3.8	4.2	2.2	1.0	5.1	1.9	0.5	0.4	0.9	1.7	2.0	1.8	2.4	2.5	2.4
Lettonie	..	5.6	7.8	8.1	9.7	5.8	5.9	-2.7	-0.1	2.9	4.8	2.6	0.1	3.3	1.5	2.4	4.7	3.5	4.0	3.2
Lituanie	..	3.0	8.1	7.6	7.0	7.8	8.8	3.9	-7.6	7.3	5.6	1.9	2.3	1.5	0.7	0.2	4.8	3.3	3.2	3.0
Luxembourg	0.7	0.9	-0.1	1.3	0.4	1.3	3.7	-5.7	-5.3	2.9	-0.4	-2.7	1.8	1.7	1.3	-0.6	-1.8	-0.3	0.5	0.7
Mexique	..	-2.3	0.6	0.2	1.9	1.0	0.6	-1.4	-4.0	-2.8	3.0	-1.1	1.0	3.0	1.0	0.7	0.9	-0.5	1.0	1.1
Pays-Bas	1.4	-0.5	0.8	2.9	1.4	1.4	0.8	0.6	-2.9	2.0	0.7	-0.8	1.0	1.6	1.0	1.0	0.8	0.2	0.8	1.0
Nouvelle-Zélande	1.6	2.0	1.8	1.1	-1.7	0.5	2.9	-2.8	2.3	1.5	0.4	2.8	0.3	-0.2	2.0	0.5	-2.0	-0.1	1.2	1.4
Norvège	2.2	1.0	2.1	3.3	1.3	-1.0	-1.1	-2.7	-1.2	1.2	-0.5	0.6	0.0	0.8	1.6	1.0	0.9	-0.1	0.7	1.4
Pologne	..	4.6	4.8	3.9	1.3	2.9	2.5	0.5	2.5	3.1	4.4	1.5	1.5	1.6	2.3	2.5	3.4	4.2	3.4	3.1
Portugal	1.6	0.4	0.0	2.5	1.2	1.2	2.5	-0.2	-0.3	3.4	0.1	0.1	1.8	-0.5	0.4	0.3	-0.5	0.0	0.9	0.9
République slovaque	..	4.4	4.3	5.5	5.1	6.2	8.5	2.3	-3.5	6.7	1.0	1.6	2.3	1.3	1.8	0.9	1.2	2.3	3.5	2.9
Slovénie	..	2.2	3.2	4.1	4.3	4.1	3.5	0.7	-6.3	3.6	2.2	-1.7	0.0	2.5	1.0	1.2	1.9	1.7	2.0	2.1
Espagne	1.0	0.3	-0.1	-0.6	-0.5	0.0	0.5	0.9	2.9	1.8	1.7	1.1	0.9	0.4	0.8	0.6	0.4	0.4	0.3	0.2
Suède	2.8	2.0	3.1	4.6	2.5	3.2	1.2	-1.6	-2.8	4.7	0.6	-0.7	0.3	1.2	2.7	0.6	0.0	0.9	1.2	1.3
Suisse	1.2	-0.5	0.4	2.3	2.4	1.9	1.5	-0.3	-2.7	2.6	-0.7	-0.7	0.6	0.6	-0.2	0.2	0.8	1.9	0.3	0.4
Turquie	1.8	6.7	6.7	7.3	6.6	5.5	3.5	-0.8	-5.1	2.7	4.3	1.6	5.8	-0.2	3.0	1.0	3.7	1.3	0.1	1.2
Royaume-Uni	2.3	1.6	2.3	1.2	2.0	1.5	1.7	-1.2	-2.7	1.5	1.1	0.4	0.9	0.6	0.6	0.4	0.7	0.2	1.0	0.8
États-Unis	1.8	2.9	2.8	2.7	1.9	1.1	1.0	0.6	1.7	3.3	0.6	0.6	0.5	0.6	0.8	-0.2	0.8	1.3	1.5	1.4
Zone euro	1.5	0.4	0.6	1.5	0.9	1.7	1.4	-0.4	-2.7	2.5	1.4	-0.4	0.3	0.8	0.9	0.5	0.9	0.5	0.8	0.8
Total OCDE	1.9	1.7	1.9	2.3	1.7	1.7	1.4	-0.2	-1.4	2.5	1.3	0.4	0.9	0.8	1.0	0.4	1.0	0.7	1.2	1.2

Note : La productivité du travail est mesurée comme étant le PIB divisé par le nombre de personnes ayant un emploi.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878608>

Annexe : Tableau 19. **Emploi et population active**

Pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	Moyenne		Emploi							Moyenne		Population active						
	1994-03	2004-13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	1994-03	2004-13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Australie	1.9	2.0	0.8	2.0	1.7	2.3	2.6	2.2	2.0	1.5	2.1	1.2	2.0	1.3	2.2	2.4	2.1	1.9
Autriche	0.3	1.2	0.2	0.9	1.7	1.0	1.3	1.2	1.1	0.4	1.2	0.5	1.0	2.1	0.4	0.5	0.9	1.0
Belgique	0.9	0.9	0.4	0.9	1.3	1.4	1.2	1.0	0.7	0.7	0.9	0.5	0.8	0.5	0.6	0.3	0.8	0.5
Canada	2.0	1.2	0.6	0.9	0.7	1.9	1.2	1.0	0.6	1.7	1.2	0.4	0.9	0.8	1.1	0.7	0.9	0.6
Chili	1.6	3.0	1.5	1.5	1.2	1.9	1.9	2.0	1.8	1.8	2.5	1.9	1.4	1.5	2.1	2.0	1.6	1.4
République tchèque	-0.4	0.6	0.7	1.4	1.9	1.6	1.3	0.4	0.4	0.0	0.4	-0.2	0.2	0.8	0.5	0.7	0.3	0.3
Danemark	0.6	-0.2	1.0	1.4	3.2	-0.8	1.9	1.0	0.9	0.4	0.0	0.5	1.0	3.2	-1.3	1.3	1.0	0.7
Estonie	-1.2	0.4	0.6	2.6	0.6	2.2	0.6	0.6	0.6	-0.9	0.2	-0.8	1.3	1.2	1.1	0.6	0.7	0.8
Finlande	1.8	0.4	-0.4	-0.4	0.5	1.0	2.6	0.7	0.5	0.6	0.3	0.1	0.3	-0.1	0.8	1.2	0.2	0.1
France	1.0	0.4	0.1	0.2	0.6	1.1	0.9	0.7	0.5	0.7	0.6	0.1	0.3	0.3	0.4	0.5	0.4	0.3
Allemagne	-0.1	1.2	0.9	0.8	2.4	1.1	0.2	0.6	0.6	0.0	0.6	0.7	0.4	1.9	0.6	-0.2	0.2	0.3
Grèce	..	-2.4	0.7	2.1	1.7	2.2	1.8	1.9	1.8	..	-0.2	-0.7	-0.1	-0.1	-0.5	-0.8	0.3	0.4
Hongrie	0.7	0.0	5.4	2.7	3.3	1.6	1.4	1.2	0.7	0.1	0.5	2.6	1.6	1.5	0.6	0.8	0.8	0.6
Islande	1.5	1.3	1.6	3.4	3.7	1.8	2.3	1.7	0.7	1.2	1.5	1.1	2.3	2.7	1.5	2.2	1.7	0.9
Irlande	4.4	-0.1	2.6	3.5	3.6	2.9	3.1	2.1	1.9	3.1	1.1	0.5	1.2	1.9	1.1	1.9	1.7	1.7
Israël	..	3.2	3.0	2.5	2.7	2.2	2.1	1.8	1.8	..	2.4	2.7	1.8	2.2	1.7	1.8	1.9	1.8
Italie	0.7	-0.1	0.4	0.8	1.3	1.1	1.1	0.6	0.3	0.4	0.4	1.0	0.0	1.0	0.7	0.2	-0.2	0.2
Japon	-0.2	0.0	0.7	0.5	1.0	1.0	1.9	0.2	0.0	0.0	-0.1	0.2	0.2	0.7	0.7	1.4	0.3	0.0
Corée	1.3	1.2	2.4	1.1	0.9	1.2	0.3	0.2	0.5	1.4	1.2	2.8	1.2	1.0	1.2	0.5	0.4	0.4
Lettonie	..	-0.8	-1.0	1.3	-0.3	0.2	0.8	-0.1	0.1	..	-0.8	-2.2	0.2	-0.6	-0.9	-0.5	-0.4	-0.1
Lituanie	..	-1.0	2.0	1.2	2.0	-0.5	0.3	-0.3	-0.4	..	-0.9	0.8	-0.6	0.6	-1.3	-0.7	-0.6	-0.6
Luxembourg	1.7	2.0	2.3	2.1	2.3	2.8	2.7	2.4	2.5	1.8	2.3	2.6	1.8	1.8	2.3	2.3	2.1	2.3
Mexique	2.0	2.3	0.4	2.4	1.9	1.4	2.7	1.5	1.7	2.0	2.3	0.3	1.9	1.5	1.0	2.6	1.5	1.7
Pays-Bas	1.8	0.7	-0.6	1.0	1.3	2.1	2.2	1.7	1.1	1.3	0.9	-0.4	0.4	0.4	0.8	1.2	1.4	1.1
Nouvelle-Zélande	2.2	1.1	3.5	2.3	4.6	4.2	3.0	1.7	1.2	1.7	1.3	3.1	2.2	4.3	3.7	2.5	1.6	1.2
Norvège	1.2	1.5	1.0	0.5	-0.1	0.2	1.5	1.2	0.9	1.1	1.5	1.0	1.4	0.3	-0.3	1.0	1.0	0.7
Pologne	-0.8	1.7	1.8	1.4	0.9	1.2	0.4	0.4	0.2	-0.1	0.6	0.3	-0.3	-0.5	-0.1	-0.8	0.0	0.0
Portugal	1.0	-1.5	1.6	1.1	1.2	3.3	2.3	1.1	1.1	0.9	-0.3	-1.1	-0.6	-0.3	0.8	0.3	0.4	0.4
République slovaque	0.3	0.8	1.5	2.6	2.8	1.5	1.1	0.8	0.7	0.8	0.3	0.2	0.6	0.7	-0.1	-0.5	0.1	0.1
Slovénie	..	-0.5	1.2	0.1	-0.3	4.8	2.6	1.5	0.5	..	0.0	0.7	-0.7	-1.3	3.2	1.2	0.8	0.3
Espagne	3.9	-0.6	1.2	3.0	2.7	2.6	2.6	2.0	1.8	2.8	1.4	-1.0	-0.1	-0.4	-0.4	0.2	0.2	0.3
Suède	0.9	0.9	1.4	1.4	1.5	2.3	1.6	0.7	0.6	0.3	1.0	1.3	0.8	1.0	2.0	1.1	0.7	0.6
Suisse	0.8	1.2	1.7	1.5	1.5	0.7	1.3	1.2	1.2	0.8	1.1	1.8	1.5	1.6	0.6	1.2	1.0	1.0
Turquie	0.7	2.8	5.1	2.8	2.2	3.6	1.9	-0.5	1.5	0.9	2.7	6.2	3.2	2.9	3.6	1.8	1.6	1.6
Royaume-Uni	1.1	0.6	2.4	1.7	1.4	1.0	1.1	0.4	0.3	0.6	0.9	0.8	0.9	0.9	0.5	0.7	0.3	0.4
États-Unis	1.3	0.4	1.7	1.7	1.7	1.3	1.5	1.2	0.7	1.2	0.6	0.3	0.8	1.3	0.7	1.0	0.8	0.6
Zone euro	1.0	0.3	0.6	1.1	1.7	1.5	1.2	1.0	0.8	0.8	0.6	0.2	0.2	0.8	0.4	0.2	0.3	0.4
Total OCDE	..	0.8	1.4	1.5	1.6	1.5	1.5	0.9	0.8	..	0.9	0.8	0.8	1.1	0.9	1.0	0.7	0.7

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878627>

Annexe : Tableau 20. Population active, emploi et chômage

	Millions																			
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Population active																				
Sept principaux pays	347.1	348.7	351.0	352.5	355.8	359.4	362.3	364.6	364.6	364.5	364.9	367.5	369.1	370.7	372.7	376.9	379.4	382.5	384.4	386.0
Total des petits pays	199.2	202.4	204.2	208.1	212.2	215.6	219.0	222.7	225.9	229.0	232.0	235.4	237.6	240.7	243.7	246.5	249.3	252.4	254.9	257.5
Zone euro	146.8	148.3	149.7	151.0	152.9	154.5	156.1	157.7	158.0	158.1	158.5	159.7	159.9	160.1	160.5	161.7	162.4	162.8	163.3	163.9
Total OCDE	546.3	551.1	555.2	560.7	568.0	575.0	581.3	587.3	590.5	593.5	596.9	602.9	606.7	611.4	616.5	623.4	628.7	634.9	639.3	643.5
Emploi																				
Sept principaux pays	326.9	326.3	327.8	330.2	333.9	338.7	342.7	343.3	335.4	334.9	337.0	340.4	342.9	347.0	351.1	356.3	360.5	365.2	368.0	369.8
Total des petits pays	184.7	186.7	188.1	191.5	196.6	201.4	205.9	209.0	207.0	209.1	212.3	214.4	215.8	219.4	223.6	227.6	231.9	236.1	238.6	241.6
Zone euro	134.9	135.7	136.2	137.1	139.0	141.7	144.4	145.8	142.8	142.0	142.3	141.5	140.7	141.6	143.1	145.5	147.7	149.4	150.9	152.1
Total OCDE	511.5	513.1	515.9	521.7	530.5	540.1	548.6	552.3	542.4	543.9	549.3	554.8	558.7	566.4	574.7	583.9	592.4	601.3	606.6	611.4
Chômage																				
Sept principaux pays	20.2	22.3	23.2	22.4	21.9	20.7	19.6	21.3	29.2	29.7	27.9	27.1	26.2	23.7	21.7	20.6	18.9	17.3	16.4	16.2
Total des petits pays	14.5	15.7	16.1	16.6	15.6	14.2	13.1	13.7	18.9	19.9	19.8	21.0	21.8	21.3	20.1	18.9	17.4	16.2	16.3	15.9
Zone euro	12.0	12.6	13.5	13.9	13.8	12.9	11.7	11.9	15.2	16.1	16.2	18.2	19.2	18.6	17.4	16.2	14.7	13.3	12.4	11.7
Total OCDE	34.7	38.0	39.3	39.0	37.5	34.9	32.7	35.0	48.2	49.6	47.7	48.1	48.0	45.0	41.8	39.5	36.3	33.6	32.7	32.1

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878646>

Annexe : Tableau 21. Taux de chômage : définitions nationales

En pourcentage de la population active

	2017 Chômage (milliers)	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018 2019 2020 Quatrième trimestre		
Australie	726.7	5.0	4.8	4.4	4.2	5.6	5.2	5.1	5.2	5.7	6.1	6.1	5.7	5.6	5.4	5.3	5.1	5.3	5.3	5.0
Autriche	247.9	5.6	5.2	4.9	4.1	5.3	4.8	4.6	4.9	5.3	5.6	5.7	6.0	5.5	4.8	4.5	4.5	4.7	4.5	4.5
Belgique	368.0	8.5	8.3	7.5	7.0	7.9	8.3	7.2	7.6	8.4	8.6	8.5	7.9	7.1	6.2	6.0	5.9	6.2	5.9	5.9
Canada	1243.0	6.8	6.3	6.0	6.1	8.3	8.0	7.5	7.3	7.1	6.9	6.9	7.0	6.3	5.9	5.8	5.8	5.9	5.8	5.8
Chili	591.0	9.2	7.8	7.1	7.8	9.7	8.1	7.1	6.4	6.0	6.3	6.2	6.5	6.7	6.8	6.4	6.1	6.7	6.3	6.0
République tchèque	155.4	7.9	7.1	5.3	4.4	6.7	7.3	6.7	7.0	6.9	6.1	5.0	3.9	2.9	2.3	2.2	2.1	2.3	2.2	2.1
Danemark	171.2	4.8	3.9	3.8	3.5	6.0	7.5	7.6	7.5	7.0	6.5	6.2	6.2	5.7	5.2	5.1	4.9	5.4	5.0	4.9
Estonie	40.3	8.0	5.9	4.6	5.5	13.5	16.7	12.3	10.0	8.6	7.4	6.2	6.8	5.8	5.8	5.8	6.0	5.8	5.9	6.0
Finlande	234.0	8.4	7.7	6.9	6.4	8.2	8.4	7.8	7.7	8.2	8.7	9.4	8.8	8.6	7.4	6.9	6.5	7.2	6.8	6.3
France	2787.9	8.8	8.8	8.0	7.3	9.1	9.2	9.2	9.8	10.3	10.3	10.4	10.1	9.4	9.0	8.8	8.6	8.9	8.7	8.5
Allemagne	1617.5	11.0	10.0	8.6	7.4	7.6	7.0	5.9	5.4	5.2	5.0	4.6	4.2	3.8	3.4	3.0	2.7	3.3	2.9	2.6
Grèce	1027.1	10.0	9.0	8.4	7.8	9.6	12.7	17.9	24.4	27.5	26.5	24.9	23.5	21.5	19.5	18.1	17.0	18.9	17.7	16.6
Hongrie	191.5	7.2	7.5	7.4	7.8	10.1	11.2	11.0	11.0	10.2	7.7	6.8	5.1	4.2	3.6	3.2	3.1	3.5	3.1	3.2
Islande	5.5	2.6	2.9	2.3	3.0	7.2	7.6	7.0	6.0	5.4	4.9	4.0	3.0	2.8	2.7	2.7	2.9	2.5	2.7	3.0
Irlande	157.7	4.6	4.7	5.0	6.8	12.6	14.5	15.4	15.4	13.7	11.9	9.9	8.4	6.7	5.6	5.2	5.1	5.4	5.1	5.0
Israël	169.4	11.3	10.5	9.1	7.7	9.5	8.3	7.1	6.9	6.3	5.9	5.3	4.8	4.2	4.0	4.1	4.1	4.1	4.1	4.2
Italie	2921.4	7.7	6.8	6.1	6.7	7.7	8.3	8.4	10.7	12.1	12.6	11.9	11.7	11.3	10.4	9.7	9.6	9.9	9.6	9.5
Japon	1896.7	4.4	4.1	3.8	4.0	5.0	5.0	4.6	4.3	4.0	3.6	3.4	3.1	2.8	2.4	2.4	2.4	2.3	2.6	2.3
Corée	1022.1	3.7	3.5	3.2	3.2	3.6	3.7	3.4	3.2	3.1	3.5	3.6	3.7	3.7	3.9	4.0	4.0	4.1	4.0	4.0
Lettonie	85.4	10.0	7.0	6.0	7.8	17.5	19.5	16.2	15.0	11.8	10.8	9.9	9.7	8.7	7.5	7.2	7.0	7.4	7.2	7.0
Lituanie	103.1	8.3	5.8	4.2	5.8	13.8	17.8	15.4	13.4	11.8	10.7	9.1	7.9	7.1	6.2	5.9	5.8	6.1	5.9	5.8
Luxembourg	16.2	4.1	4.2	4.2	4.1	5.5	5.8	5.7	6.1	6.8	7.1	6.8	6.3	5.9	5.5	5.2	5.0	5.4	5.1	4.9
Mexique ¹	1863.5	3.6	3.6	3.6	3.9	5.4	5.3	5.2	4.9	4.9	4.8	4.3	3.9	3.4	3.3	3.3	3.2	3.3	3.3	3.2
Pays-Bas	437.7	5.9	5.0	4.2	3.7	4.4	5.0	5.0	5.8	7.3	7.4	6.9	6.0	4.9	3.9	3.7	3.7	3.7	3.7	3.7
Nouvelle-Zélande	126.5	3.8	3.9	3.6	4.0	5.8	6.1	6.0	6.4	5.8	5.4	5.4	5.1	4.7	4.2	4.1	4.2	4.0	4.1	4.2
Norvège	114.8	4.4	3.4	2.5	2.5	3.1	3.5	3.2	3.1	3.4	3.5	4.3	4.7	4.2	3.7	3.5	3.3	3.6	3.4	3.2
Pologne	842.5	17.7	13.8	9.6	7.1	8.1	9.6	9.6	10.1	10.3	9.0	7.5	6.1	4.9	3.7	3.2	3.0	3.5	3.1	3.0
Portugal	462.8	7.6	7.6	8.0	7.6	9.4	10.8	12.7	15.5	16.2	13.9	12.4	11.1	8.9	7.1	6.4	5.7	6.8	6.1	5.5
République slovaque	224.0	16.2	13.3	11.0	9.6	12.1	14.4	13.6	13.9	14.2	13.2	11.5	9.6	8.1	6.7	6.1	5.5	6.5	5.8	5.3
Slovénie	67.7	6.6	6.0	4.9	4.4	5.9	7.2	8.2	8.9	10.1	9.7	9.0	8.0	6.6	5.3	4.6	4.3	5.1	4.4	4.3
Espagne	3916.9	9.1	8.5	8.2	11.3	17.9	19.9	21.4	24.8	26.1	24.4	22.1	19.6	17.2	15.3	13.8	12.5	14.6	13.3	12.0
Suède	358.5	7.7	7.1	6.1	6.2	8.3	8.6	7.8	8.0	8.0	7.9	7.4	6.9	6.7	6.2	6.1	6.1	6.2	6.1	6.1
Suisse	233.5	5.1	4.6	4.2	3.9	4.8	4.8	4.4	4.5	4.7	4.8	4.8	4.9	4.8	4.8	4.6	4.4	4.6	4.6	4.3
Turquie	3451.3	9.5	9.0	9.2	10.0	13.0	11.1	9.1	8.4	9.0	9.9	10.3	10.9	10.9	10.8	12.7	12.8	11.6	12.9	12.7
Royaume-Uni	1479.8	4.8	5.4	5.3	5.7	7.6	7.9	8.1	8.0	7.6	6.2	5.4	4.9	4.4	4.1	4.0	4.1	4.0	4.1	4.1
États-Unis	6973.2	5.1	4.6	4.6	5.8	9.3	9.6	8.9	8.1	7.4	6.2	5.3	4.9	4.3	3.9	3.5	3.5	3.7	3.4	3.5
Zone euro	14715.5	9.0	8.3	7.5	7.5	9.6	10.2	10.2	11.4	12.0	11.6	10.9	10.0	9.1	8.2	7.6	7.2	7.9	7.4	7.0
Total OCDE	36331.5	6.6	6.1	5.6	6.0	8.2	8.4	8.0	8.0	7.9	7.4	6.8	6.3	5.8	5.3	5.1	5.0	5.2	5.1	4.9

Note : Les données sur le marché du travail sont sujettes à des différences de définitions entre pays et comportent de nombreuses ruptures, ces dernières étant en général relativement mineures.

1. Données établies sur la base de l'enquête nationale sur l'emploi.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878665>

Annexe : Tableau 22. Taux de chômage harmonisés

En pourcentage de la population active civile

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Australie	8.4	7.7	6.9	6.3	6.7	6.4	5.9	5.4	5.0	4.8	4.4	4.2	5.6	5.2	5.1	5.2	5.7	6.1	6.1	5.6
Autriche	4.7	4.7	4.2	3.9	4.0	4.4	4.8	5.5	5.6	5.3	4.9	4.1	5.3	4.8	4.6	4.9	5.4	5.6	5.7	5.5
Belgique	9.2	9.3	8.4	6.9	6.6	7.5	8.2	8.4	8.4	8.3	7.5	7.0	7.9	8.3	7.2	7.6	8.5	8.5	8.5	7.1
Canada	9.1	8.3	7.6	6.8	7.2	7.7	7.6	7.2	6.8	6.3	6.1	6.1	8.4	8.1	7.5	7.3	7.1	6.9	6.9	6.3
Chili	6.1	6.4	10.1	9.7	9.9	9.8	9.5	10.0	9.2	7.8	7.1	7.8	9.7	8.2	7.1	6.4	5.9	6.4	6.2	6.7
République tchèque	4.8	6.5	8.7	8.8	8.1	7.3	7.8	8.3	7.9	7.1	5.3	4.4	6.7	7.3	6.7	7.0	7.0	6.1	5.1	2.9
Danemark	5.2	4.9	5.2	4.3	4.5	4.6	5.4	5.5	4.8	3.9	3.8	3.5	6.0	7.5	7.6	7.5	7.0	6.5	6.2	5.7
Estonie	9.6	9.2	11.4	14.5	13.0	11.3	10.4	10.1	8.0	5.9	4.6	5.5	13.6	16.7	12.4	10.0	8.6	7.4	6.2	5.8
Finlande	12.6	11.4	10.2	9.8	9.1	9.1	9.0	8.8	8.4	7.7	6.9	6.4	8.2	8.4	7.8	7.7	8.2	8.7	9.4	8.6
France	12.3	12.1	11.3	9.6	8.7	8.6	8.5	8.9	8.9	8.8	8.0	7.4	9.1	9.3	9.2	9.8	10.3	10.3	10.4	9.4
Allemagne	9.7	9.5	8.6	8.0	7.9	8.7	9.8	10.5	11.3	10.3	8.5	7.4	7.6	7.0	5.8	5.4	5.2	5.0	4.6	3.8
Grèce	..	..	12.0	11.2	10.7	10.3	9.7	10.6	10.0	9.0	8.4	7.8	9.6	12.8	17.9	24.5	27.5	26.6	25.0	21.5
Hongrie	9.1	8.7	6.9	6.3	5.6	5.6	5.7	6.1	7.2	7.5	7.4	7.8	10.0	11.2	11.1	11.0	10.1	7.7	6.8	4.2
Islande	..	..	..	..	..	..	3.4	3.1	2.6	2.9	2.3	3.0	7.2	7.6	7.1	6.0	5.4	5.0	4.0	2.8
Irlande	9.9	7.6	5.8	4.5	4.2	4.7	4.9	4.7	4.6	4.8	5.0	6.8	12.7	14.6	15.4	15.5	13.8	11.9	9.9	6.7
Israël	7.7	8.5	8.9	8.8	9.3	10.3	10.7	10.4	9.0	8.4	7.3	6.1	7.5	6.6	5.6	6.9	6.2	5.9	5.2	4.2
Italie	11.2	11.3	10.9	10.1	9.0	8.5	8.4	8.0	7.7	6.8	6.1	6.7	7.8	8.4	8.4	10.6	12.1	12.7	11.9	11.2
Japon	3.4	4.1	4.7	4.7	5.0	5.4	5.3	4.7	4.4	4.1	3.8	4.0	5.1	5.1	4.6	4.4	4.0	3.6	3.4	2.8
Corée	2.6	7.0	6.6	4.4	4.0	3.3	3.6	3.7	3.8	3.5	3.3	3.2	3.6	3.7	3.4	3.2	3.1	3.5	3.6	3.7
Lettonie	..	..	14.1	14.3	13.5	12.5	11.6	11.8	10.1	7.0	6.1	7.7	17.6	19.5	16.2	15.0	11.9	10.9	9.9	8.7
Lituanie	..	..	14.6	16.4	17.4	13.8	12.4	10.9	8.3	5.8	4.3	5.8	13.8	17.8	15.4	13.4	11.8	10.7	9.1	7.1
Luxembourg	2.7	2.7	2.4	2.2	1.9	2.6	3.8	5.0	4.7	4.6	4.2	4.9	5.1	4.6	4.8	5.1	5.9	6.1	6.5	5.6
Mexique	3.7	3.2	2.5	2.5	2.8	3.0	3.4	3.9	3.6	3.6	3.7	4.0	5.5	5.4	5.2	5.0	4.9	4.8	4.4	3.4
Pays-Bas	6.5	5.1	4.2	3.7	3.1	3.7	4.8	5.7	5.9	5.0	4.2	3.7	4.4	5.0	5.0	5.8	7.2	7.4	6.9	4.9
Nouvelle-Zélande	6.8	7.7	7.0	6.2	5.5	5.3	4.8	4.0	3.8	3.9	3.6	4.0	5.8	6.2	6.0	6.4	5.8	5.4	5.4	4.7
Norvège	3.9	3.1	3.0	3.2	3.4	3.7	4.2	4.3	4.5	3.4	2.6	2.7	3.3	3.7	3.4	3.3	3.8	3.6	4.5	4.2
Pologne	10.9	10.2	13.4	16.1	18.3	20.0	19.8	19.1	17.9	14.0	9.6	7.0	8.1	9.7	9.7	10.1	10.3	9.0	7.5	4.9
Portugal	6.7	6.1	5.6	5.1	5.1	6.1	7.4	7.8	8.8	8.9	9.1	8.8	10.7	12.0	12.9	15.8	16.5	14.1	12.7	9.0
République slovaque	..	12.7	16.5	18.9	19.5	18.8	17.7	18.4	16.4	13.5	11.2	9.6	12.1	14.5	13.7	14.0	14.2	13.2	11.5	8.1
Slovénie	6.9	7.4	7.4	6.7	6.2	6.3	6.7	6.3	6.5	6.0	4.9	4.4	5.9	7.3	8.2	8.9	10.1	9.7	9.0	6.6
Espagne	18.4	16.4	13.6	11.9	10.6	11.4	11.5	11.0	9.2	8.5	8.2	11.3	17.9	19.9	21.4	24.8	26.1	24.5	22.1	17.2
Suède	9.9	8.2	6.7	5.6	5.8	6.0	6.6	7.4	7.6	7.0	6.1	6.2	8.3	8.6	7.8	8.0	8.0	7.9	7.4	6.7
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4.8	4.4	4.5	4.7	4.8	4.8
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	9.2	8.8	8.8	9.7	12.6	10.7	8.8	8.2	8.7	10.0	10.3	10.9
Royaume-Uni	6.8	6.1	5.9	5.4	5.0	5.1	5.0	4.7	4.8	5.4	5.3	5.6	7.6	7.8	8.1	7.9	7.6	6.1	5.3	4.4
États-Unis	5.0	4.5	4.2	4.0	4.7	5.8	6.0	5.5	5.1	4.6	4.6	5.8	9.3	9.6	9.0	8.1	7.4	6.2	5.3	4.4
Zone euro	10.8	10.6	9.8	8.9	8.3	8.6	9.1	9.3	9.1	8.4	7.5	7.6	9.6	10.2	10.2	11.4	12.0	11.6	10.9	9.1
Total OCDE	..	..	6.6	6.2	6.4	6.9	7.1	6.9	6.6	6.1	5.6	6.0	8.1	8.4	8.0	8.0	7.9	7.4	6.8	5.8

Note : Dans la mesure du possible, les données ont été ajustées pour en assurer la comparabilité dans le temps et pour être conformes aux directives du Bureau international du travail. Les données annuelles sont calculées en faisant la moyenne des estimations mensuelles (à la fois pour les chômeurs et pour la population active). Voir les notes techniques dans OECD.stat (<http://stats.oecd.org/index.aspx>).

Source : OCDE, Principaux indicateurs économiques.

Annexe : Tableau 23. **Prévisions trimestrielles des prix, des coûts et du chômage**

Pourcentage de variations, taux annuels désaisonnalisés

	2018	2019	2020	2018	2019	2020							2018	2019	2020
				T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T4 / T4		
Prix à la consommation¹															
Canada	2.3	2.1	2.1	2.1	2.1	2.0	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.4	2.1	2.1
France	2.2	1.8	1.8	1.3	1.8	1.7	1.5	1.8	2.1	1.8	1.7	1.9	2.4	1.7	1.9
Allemagne	1.9	2.2	2.2	2.4	2.1	2.0	2.0	2.1	2.2	2.2	2.3	2.4	2.2	2.0	2.3
Italie	1.3	1.6	1.4	1.4	1.4	1.4	1.3	1.3	1.4	1.4	1.5	1.5	1.9	1.3	1.5
Japon	1.0	1.4	1.9	1.1	1.2	1.3	1.4	3.9	1.3	1.5	1.6	1.7	1.0	2.0	1.5
Royaume-Uni	2.5	2.3	2.1	2.3	2.2	2.2	2.2	2.1	2.0	2.0	2.0	2.0	2.4	2.2	2.0
États-Unis	2.5	2.3	2.4	2.5	2.4	2.2	2.3	2.4	2.4	2.4	2.4	2.3	2.4	2.3	2.4
Zone euro	1.8	1.9	1.9	1.8	1.9	1.7	1.7	1.8	1.9	1.9	1.9	2.0	2.1	1.8	1.9
Déflateur du PIB															
Canada	2.0	2.0	2.1	2.1	2.0	2.0	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.0	1.8	2.0	2.1
France	0.9	1.4	1.6	1.3	1.4	1.5	1.4	1.6	1.8	1.7	1.6	1.7	1.2	1.5	1.7
Allemagne	1.9	2.2	2.3	1.9	2.3	2.4	2.2	1.9	2.3	2.5	2.6	2.6	2.1	2.2	2.5
Italie	1.5	1.6	1.4	1.3	1.4	1.2	1.3	1.3	1.4	1.3	1.5	1.5	1.6	1.3	1.4
Japon	-0.1	0.3	1.6	-0.8	0.1	0.8	0.8	3.1	1.2	1.5	1.4	1.7	-0.6	1.2	1.5
Royaume-Uni	1.9	1.7	1.8	1.7	1.7	1.7	1.8	1.8	1.7	1.8	1.8	1.8	1.7	1.7	1.8
États-Unis	2.2	2.2	2.5	2.0	2.2	2.3	2.4	2.5	2.5	2.5	2.4	2.4	2.2	2.4	2.4
Zone euro	1.5	1.8	1.9	1.9	1.9	1.9	1.8	1.8	2.0	2.0	2.1	2.1	1.6	1.8	2.0
Total OCDE	2.3	2.5	2.6	2.5	2.2	2.4	2.6	2.9	2.3	2.5	2.8	2.7	2.4	2.6	2.6
Coût unitaire de main-d'œuvre															
Canada	2.3	1.9	2.0	1.8	2.0	2.1	1.9	1.9	2.0	2.0	2.0	2.0	1.8	2.0	2.0
France	1.6	-0.3	1.8	1.6	-6.2	1.8	1.8	1.5	1.8	1.8	1.7	1.7	2.0	-0.3	1.8
Allemagne	3.0	2.7	2.9	2.3	2.3	2.4	2.5	2.5	2.9	3.2	3.3	3.3	3.3	2.5	3.2
Italie	1.8	0.3	0.4	-0.4	0.0	0.0	0.0	0.2	0.3	0.6	0.7	0.7	1.7	0.1	0.6
Japon	2.0	1.1	1.5	-0.2	1.3	1.4	0.6	3.7	1.1	1.1	1.0	1.1	2.0	1.7	1.1
Royaume-Uni	2.1	1.6	1.9	1.8	1.8	1.8	1.7	1.9	1.9	1.9	2.0	2.0	1.7	1.8	1.9
États-Unis	1.6	1.8	2.3	2.3	1.7	2.5	2.5	2.1	2.2	2.3	2.5	2.5	1.5	2.2	2.4
Zone euro	2.2	1.4	2.0	1.3	0.1	1.7	1.7	1.7	2.0	2.2	2.2	2.2	2.4	1.3	2.2
Total OCDE	2.3	2.1	2.5	1.9	1.7	2.4	2.3	2.5	2.4	2.5	2.5	2.5	2.3	2.2	2.5
Chômage															
En pourcentage de la population active															
Canada	5.9	5.8	5.8	5.9	5.8	5.8	5.8	5.8	5.8	5.8	5.8	5.8			
France	9.0	8.8	8.6	8.9	8.9	8.8	8.7	8.7	8.6	8.6	8.6	8.5			
Allemagne	3.4	3.0	2.7	3.3	3.2	3.1	3.0	2.9	2.8	2.7	2.6	2.6			
Italie	10.4	9.7	9.6	9.9	9.8	9.7	9.7	9.6	9.6	9.6	9.5	9.5			
Japon	2.4	2.4	2.4	2.3	2.2	2.5	2.4	2.6	2.5	2.4	2.4	2.3			
Royaume-Uni	4.1	4.0	4.1	4.0	4.0	4.0	4.0	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1			
États-Unis	3.9	3.5	3.5	3.7	3.6	3.5	3.4	3.4	3.4	3.5	3.5	3.5			
Zone euro	8.2	7.6	7.2	7.9	7.8	7.7	7.5	7.4	7.3	7.2	7.1	7.0			
Total OCDE	5.3	5.1	5.0	5.2	5.2	5.1	5.1	5.1	5.0	5.0	5.0	4.9			

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Pour le Royaume-Uni, les pays de la zone euro ainsi que pour le total de cette zone, l'indice des prix à la consommation harmonisé a été utilisé (IPCH).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878703>

Annexe : Tableau 24. Croissance du PIB potentiel et du stock de capital productif

Pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	Moyenne		Croissance du PIB potentiel								Moyenne		Stock de capital productif ¹							
	1994-03	2004-13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	1994-03	2004-13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020		
Argentine	1.5	3.7	2.3	2.1	1.8	1.7	1.6	1.3	1.1	0.5	2.2	2.0	1.9	1.5	1.5	0.8	0.6			
Australie	3.6	3.1	2.8	2.6	2.6	2.4	2.4	2.4	2.4	2.8	4.7	3.8	3.0	2.4	2.3	2.5	2.6			
Autriche	2.4	1.5	1.2	1.3	1.5	1.7	1.8	1.9	2.0	2.7	1.8	1.3	1.2	1.2	1.4	1.5	1.5			
Belgique	2.3	1.5	1.1	1.2	1.1	1.3	1.3	1.3	1.2	3.9	2.7	1.9	2.2	2.1	2.2	2.2	2.2			
Bésil	2.8	3.4	2.6	2.2	1.8	1.6	1.5	1.5	1.5	0.6	1.5	2.1	1.4	0.3	-0.2	-0.1	0.1			
Canada	2.9	2.2	2.1	2.0	1.8	1.7	1.7	1.7	1.7	2.6	3.0	2.7	2.4	1.8	1.7	1.9	2.0			
Chili	..	4.3	3.8	3.5	3.3	2.9	2.8	2.8	2.8	..	6.8	6.6	5.6	4.8	4.1	4.0	4.1			
Chine	9.9	9.8	7.6	7.2	6.7	6.3	6.2	6.1	6.0	10.4	12.5	11.1	10.5	9.6	8.9	8.5	8.2			
Colombie	..	4.7	3.9	3.6	3.2	2.8	2.6	2.5	2.4	..	5.3	5.8	6.0	5.1	4.6	4.2	4.0			
Costa Rica	..	4.3	3.5	3.8	3.6	3.3	3.3	3.4	3.4	5.1	4.6	3.8	3.9	3.7	3.1	2.8	3.0			
République tchèque	..	2.2	1.7	2.5	2.7	2.6	2.8	3.0	3.2	..	1.9	0.7	1.2	1.0	0.7	1.0	1.3			
Danemark	2.2	0.9	1.2	1.3	1.5	1.5	1.6	1.6	1.6	2.8	1.4	0.8	0.9	1.0	1.2	1.4	1.5			
Estonie	..	2.3	2.3	2.4	2.5	2.8	3.0	3.1	3.3	..	5.7	3.5	2.7	2.0	2.4	2.5	2.6			
Finlande	3.3	1.2	0.5	0.6	0.8	1.0	1.1	1.1	1.1	1.8	1.6	0.5	0.4	0.5	0.8	0.8	0.9			
France	2.1	1.3	1.0	1.0	1.1	1.1	1.3	1.3	1.3	2.2	1.7	1.2	1.1	1.2	1.3	1.5	1.6			
Allemagne	1.5	1.2	1.4	1.7	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.6	0.7	0.4	0.4	0.6	0.6	0.7	0.8			
Grèce	..	0.0	-1.2	-0.8	-0.5	-0.2	0.1	0.4	0.7	..	1.5	-1.4	-1.0	-0.9	-0.7	-0.5	-0.2			
Hongrie	..	1.6	1.7	2.1	2.0	2.2	2.7	3.1	3.3	..	2.3	2.0	2.4	1.6	1.6	2.6	3.3			
Islande	3.1	2.9	1.9	2.5	2.9	3.1	2.9	2.8	2.7	2.9	2.3	-0.1	1.1	2.3	2.9	2.6	2.2			
Inde ²	..	7.8	7.3	7.5	7.4	7.2	7.1	6.9	6.8	..	9.2	7.5	7.2	7.1	6.9	7.1	6.9			
Indonésie	4.1	5.2	5.5	5.4	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3	3.6	4.1	4.9	5.0	4.8	4.6	4.8	5.0			
Irlande	6.9	2.7	4.1	16.3	10.7	5.1	3.4	3.4	3.4	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	3.7	3.7	3.5	3.5	3.3	3.3	3.2	3.0	..	2.9	2.9	2.7	3.0	3.2	3.5	3.6			
Italie	1.2	0.3	-0.1	0.0	0.1	0.1	0.3	0.4	0.5	2.1	1.1	-0.6	-0.6	-0.5	-0.4	-0.1	0.1			
Japon	1.3	0.4	0.8	1.0	1.1	1.2	1.3	1.3	1.2	2.6	0.3	0.1	0.1	0.1	0.2	0.3	0.3			
Corée	5.9	3.8	3.4	3.3	3.2	3.2	3.1	2.8	2.7	8.6	4.6	3.7	3.5	3.4	3.6	3.4	3.0			
Lituanie	..	2.9	2.7	2.7	2.6	2.6	2.8	3.1	3.0	..	5.4	3.2	3.4	3.0	3.0	3.4	3.7			
Lettonie	..	2.5	2.1	2.7	2.3	2.6	3.0	3.3	3.4	..	7.4	3.1	2.9	2.2	2.3	3.3	4.1			
Luxembourg	..	2.7	3.2	3.1	3.0	2.9	2.6	2.4	2.4	..	3.3	3.4	3.1	3.0	3.1	2.4	2.2			
Mexique	..	2.0	2.6	2.8	2.7	2.5	2.5	2.6	2.6	2.1	2.0	1.8	2.2	2.0	1.6	1.4	1.5			
Pays-Bas	3.0	1.3	1.1	1.4	1.6	1.8	1.9	1.9	1.8	2.2	1.4	0.7	0.9	1.1	1.0	1.1	1.2			
Nouvelle-Zélande	3.4	2.4	2.9	3.0	3.1	3.1	3.0	2.8	2.7	2.8	3.4	2.9	3.1	3.0	3.0	3.1	3.0			
Norvège	3.2	2.6	2.0	2.0	2.0	1.9	1.8	1.7	1.5	2.1	2.3	1.5	1.5	1.7	2.1	2.2	2.3			
Pologne	..	3.6	3.1	3.4	3.2	3.0	3.1	3.3	3.2	..	4.0	3.4	4.1	3.4	2.7	2.7	3.0			
Portugal	2.6	0.5	0.4	0.7	0.9	1.2	1.3	1.3	1.1	5.7	3.0	0.5	0.7	0.7	1.0	1.2	1.5			
Russie	..	3.5	1.3	0.8	0.6	0.5	0.9	1.0	1.1	..	5.7	4.4	3.4	2.7	2.5	2.6	2.5			
République slovaque	..	4.0	2.5	2.7	2.6	2.5	3.5	3.8	3.3	..	2.7	1.4	2.4	2.2	1.7	2.3	2.5			
Slovénie	..	1.8	1.4	1.7	1.8	1.9	2.1	2.3	2.4	..	2.4	0.2	0.3	-0.1	0.0	0.5	1.0			
Afrique du Sud	..	3.0	2.4	2.4	2.3	2.2	2.1	2.0	2.0	0.9	2.8	2.7	2.7	2.4	2.1	1.9	1.8			
Espagne	3.2	2.1	0.2	0.3	0.3	0.4	0.6	0.8	0.9	4.4	3.7	1.4	1.5	1.7	1.7	1.8	1.9			
Suède	2.7	2.0	1.9	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.0	2.3	2.1	1.7	2.0	1.9	2.0	2.2	2.3			
Suisse	1.7	2.1	1.7	1.7	1.6	1.5	1.4	1.4	1.4	2.4	1.5	1.2	1.2	1.3	1.4	1.5	1.6			
Turquie	..	5.5	6.0	6.1	5.9	5.8	5.7	5.3	5.0	4.6	6.8	7.1	7.3	6.8	6.4	6.1	5.0			
Royaume-Uni	2.8	1.4	1.7	1.8	1.6	1.5	1.4	1.3	1.3	3.2	2.4	2.3	2.4	2.3	2.3	2.1	2.0			
États-Unis	3.1	2.0	1.8	1.9	1.8	1.8	1.9	2.0	2.0	3.2	1.8	1.4	1.5	1.3	1.3	1.5	1.7			
Total OCDE	2.7	1.8	1.8	1.9	1.9	1.9	1.9	2.0	2.0	3.4	1.9	1.4	1.6	1.5	1.4	1.5	1.5			

Note : Pour les détails méthodologiques, voir Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. Pour l'ensemble de l'économie à l'exclusion du logement.

2. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 25. Taux de chômage structurel et coûts unitaires de main-d'œuvre

	Taux de chômage structurel									Coûts unitaires de main-d'œuvre								
	Moyenne 1994-03	Moyenne 2004-13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Moyenne 1994-03	Moyenne 2004-13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	<i>Pourcentage</i>									<i>Pourcentage de variations</i>								
Australie	7.0	5.2	5.6	5.6	5.4	5.3	5.3	5.3	5.2	2.3	3.5	0.9	0.3	0.2	0.8	1.4	1.3	2.0
Autriche	4.1	4.8	5.1	5.1	5.1	5.1	5.1	5.1	5.1	0.2	2.1	2.0	2.0	1.8	0.6	2.0	1.6	1.5
Belgique	8.0	7.4	7.3	7.3	7.3	7.2	7.1	7.0	7.0	1.4	2.3	0.1	-0.9	0.2	1.6	1.5	1.9	1.8
Canada	8.3	6.9	6.7	6.6	6.6	6.5	6.5	6.5	6.5	1.5	2.5	1.0	1.8	0.2	0.8	2.3	1.9	2.0
Chili	7.3	7.4	6.8	6.8	6.7	6.7	6.6	6.6	6.6	..	5.3	5.5	5.5	5.4	2.8	1.0	2.1	3.1
République tchèque	..	6.3	5.5	5.1	4.6	4.3	4.1	4.1	4.0	..	1.5	0.8	-0.4	3.4	3.7	6.7	5.5	4.8
Danemark	5.8	5.7	6.1	6.1	6.1	6.0	6.0	6.0	5.9	2.3	2.3	0.8	0.8	0.7	0.7	2.8	1.7	2.2
Estonie	..	9.2	8.0	7.7	7.5	7.4	7.3	7.3	7.3	..	5.7	4.6	4.0	2.8	3.9	4.8	4.8	4.8
Finlande	10.9	8.1	8.1	8.2	8.2	8.1	8.0	7.9	7.9	1.2	2.7	0.9	1.0	-0.8	-2.1	1.4	1.6	2.2
France	9.3	8.8	9.1	9.2	9.2	9.1	8.9	8.6	8.4	1.5	1.7	0.6	0.3	0.5	0.8	1.6	-0.3	1.8
Allemagne	7.9	7.5	5.0	4.6	4.3	3.9	3.7	3.6	3.5	0.4	1.1	1.7	2.4	1.6	1.8	3.0	2.7	2.9
Grèce	..	13.4	15.7	16.0	16.2	16.3	16.3	16.1	15.9	..	1.6	-1.6	-0.9	0.2	0.8	2.4	1.6	1.4
Hongrie	..	8.2	8.3	8.2	8.2	8.1	8.1	7.9	7.8	..	3.0	1.7	-2.1	5.6	3.8	7.9	5.1	4.4
Islande	3.6	3.9	4.0	3.9	3.9	3.9	3.8	3.8	3.8	5.4	5.2	4.0	6.4	4.3	5.7	1.5	2.0	0.6
Irlande	8.7	9.0	9.7	9.3	9.0	8.7	8.6	8.5	8.4	2.6	0.5	-4.7	-14.8	1.2	-2.3	0.0	1.2	2.3
Israël	..	8.9	5.8	5.2	4.8	4.5	4.4	4.3	4.3	..	1.8	-0.2	2.5	1.4	2.3	1.9	1.5	1.6
Italie	9.4	9.0	9.2	9.2	9.2	9.3	9.3	9.3	9.2	2.4	2.3	0.2	1.1	1.5	0.8	1.8	0.3	0.4
Japon	3.5	3.9	4.0	3.9	3.8	3.7	3.5	3.3	3.2	-1.4	-0.6	1.2	0.0	1.7	0.2	2.0	1.1	1.5
Corée	3.6	3.4	3.4	3.4	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5	2.8	2.2	1.7	2.8	2.2	1.3	3.0	2.1	1.9
Lettonie	..	11.7	10.4	9.5	9.2	8.6	8.3	8.2	8.1	..	6.9	5.2	5.0	4.4	3.5	5.1	4.0	4.5
Lituanie	..	11.3	11.1	10.6	10.2	9.9	9.6	9.3	9.0	..	4.2	2.8	4.9	6.3	4.2	4.9	4.1	4.2
Luxembourg	2.6	4.9	6.1	6.1	6.0	6.0	5.9	5.8	5.7	2.4	3.3	1.8	0.3	1.5	5.3	2.9	2.0	1.1
Mexique	3.4	4.2	4.5	4.4	4.2	4.1	4.1	4.0	4.0	15.2	4.6	2.5	2.5	3.0	3.9	4.1	4.6	4.9
Pays-Bas	5.6	5.2	6.1	6.1	6.0	5.7	5.3	4.9	4.7	2.3	1.4	-0.3	-1.3	1.0	0.7	1.7	1.7	2.8
Nouvelle-Zélande	6.5	5.0	5.3	5.1	5.0	4.9	4.8	4.8	4.8	1.7	2.8	2.4	0.4	0.5	2.4	3.3	2.2	2.4
Norvège	3.9	3.2	3.4	3.5	3.5	3.5	3.5	3.4	3.4	3.4	5.4	2.6	1.1	0.5	1.5	3.1	2.7	1.7
Pologne	..	10.1	7.4	7.0	6.5	6.0	5.5	5.0	5.0	..	2.7	1.1	-0.5	3.3	3.0	2.9	4.9	5.8
Portugal	6.3	9.3	11.0	10.4	9.8	9.0	8.1	7.4	7.1	3.6	1.0	-0.6	0.9	2.2	2.4	2.4	1.7	2.0
République slovaque	..	12.5	11.9	11.2	10.7	10.2	9.7	9.0	9.0	6.2	1.6	1.3	2.1	1.8	3.2	4.4	3.3	3.9
Slovénie	..	6.2	7.3	7.3	7.0	6.6	6.4	6.2	6.0	..	2.0	-1.2	0.4	2.1	1.6	3.1	2.5	3.3
Espagne	13.8	14.5	15.5	15.5	15.6	15.5	15.3	15.0	14.8	3.4	1.5	-0.1	1.0	-0.4	0.5	1.5	1.5	1.5
Suède	7.4	7.1	7.3	7.2	7.1	7.0	7.0	6.9	6.9	1.7	2.4	1.1	0.2	2.4	2.2	3.3	3.0	3.1
Suisse	3.8	4.4	4.4	4.4	4.4	4.4	4.5	4.5	4.5	0.8	1.1	-0.7	0.6	-0.5	-0.2	-0.7	0.8	1.1
Turquie	..	9.3	10.0	10.1	10.3	10.3	10.4	10.3	10.3	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	6.8	6.4	6.4	6.1	5.8	5.7	5.6	5.6	5.5	2.7	2.1	-0.7	0.8	1.9	2.5	2.1	1.6	1.9
États-Unis	5.1	4.9	4.5	4.4	4.4	4.3	4.3	4.3	4.3	1.9	1.5	2.2	1.9	1.1	2.3	1.6	1.8	2.3
Zone euro	9.1	9.2	8.9	8.8	8.7	8.5	8.3	8.1	8.0	2.0	1.7	0.6	0.9	1.1	1.1	2.2	1.4	2.0
Total OCDE	6.4	6.4	6.2	6.1	6.0	5.9	5.8	5.7	5.6	2.9	1.9	1.4	1.3	1.6	1.8	2.3	2.1	2.5

Note : Pour plus de détails sur les sources et définitions, voir Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878741>

Annexe : Tableau 26. Taux d'épargne des ménages

En pourcentage du revenu disponible des ménages

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Épargne nette																				
Australie	3.5	-0.1	-0.6	0.2	1.2	-0.1	1.2	5.4	7.3	6.8	8.4	7.0	7.3	7.8	6.7	4.9	2.8	2.2	2.2	2.1
Autriche	9.0	9.4	9.6	9.5	11.1	11.6	12.4	12.4	11.4	9.6	7.9	8.9	7.1	7.3	6.8	7.8	6.8	5.6	5.0	5.0
Belgique	11.9	11.0	10.6	8.9	8.5	9.2	9.4	10.0	11.3	8.1	6.5	5.7	5.1	5.1	4.3	3.9	4.0	4.4	4.4	4.4
Canada	4.5	2.9	1.9	2.3	1.3	2.4	1.9	3.2	4.4	4.0	4.1	4.7	4.8	3.6	4.6	3.4	3.7	3.4	3.1	3.2
République tchèque	6.2	6.3	5.7	4.9	6.1	7.8	7.0	6.3	8.5	7.8	6.0	6.0	5.6	6.6	6.8	6.5	4.3	3.5	3.3	3.2
Danemark	0.4	1.4	2.2	-1.9	-4.3	-1.5	-3.0	-4.1	0.7	1.8	0.8	0.1	2.3	-2.9	4.3	4.6	5.2	5.1	4.7	4.6
Estonie	-1.9	-9.5	-9.3	-9.7	-8.6	-10.9	-6.9	1.9	7.2	4.2	4.8	5.1	4.4	6.5	6.8	6.5	7.9	7.9	7.6	7.3
Finlande	2.7	2.7	2.3	3.0	1.0	-0.4	-0.4	-0.2	3.4	3.2	1.3	0.7	1.3	-0.4	-0.7	-1.8	-2.1	-2.3	-3.0	-2.6
Allemagne	9.6	9.6	10.1	10.1	10.1	10.1	10.2	10.5	10.0	10.0	9.6	9.3	8.9	9.5	9.7	9.8	9.9	9.9	9.9	9.9
Hongrie	7.3	4.4	3.2	6.7	8.0	8.6	4.4	3.7	5.5	6.1	7.0	5.2	7.1	8.0	6.2	8.1	7.3	10.8	10.6	10.8
Irlande	1.1	-0.6	0.2	0.9	1.5	-0.7	-1.0	4.8	9.6	8.2	4.2	7.0	5.2	3.6	4.2	3.8	6.6	5.6	5.2	5.1
Italie	8.9	9.6	9.1	9.6	9.1	8.5	8.1	7.8	7.1	4.2	3.7	2.0	3.6	3.9	3.2	3.2	2.3	2.4	2.6	2.1
Japon	5.6	4.9	4.4	3.6	3.4	2.5	2.5	2.5	4.0	3.7	4.0	2.7	0.3	-0.3	0.8	2.6	3.0	4.2	4.1	4.4
Corée	5.5	1.1	4.8	8.2	6.7	5.5	3.5	3.8	4.8	4.7	3.9	3.9	5.6	7.2	9.3	8.7	8.8	9.0	8.6	8.4
Lettonie	-9.8	-9.2	-7.1	-7.7	-6.5	-11.5	-10.8	3.3	6.3	-1.3	-15.9	-14.5	-15.3	-12.5	-9.9	-5.5	-6.5	-3.5	-2.6	-1.0
Lituanie	-0.5	-0.4	-2.8	3.7	-0.2	1.1	-8.8	-4.7	1.1	4.1	0.9	-2.0	-1.2	-3.6	-3.4	-3.6	-5.2	-5.0	-4.8	-4.7
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	11.5	12.5	15.3	13.1	14.4	14.5	14.6	14.6	14.9	14.9	14.4	14.0	13.4
Pays-Bas	5.2	5.3	4.8	4.4	2.6	1.9	1.9	3.7	7.6	5.9	6.8	8.4	8.6	9.9	9.6	10.0	9.1	8.8	8.8	8.8
Nouvelle-Zélande	-1.4	-6.7	-4.4	-3.8	-6.0	-4.1	-0.4	-2.2	1.2	2.1	2.4	0.5	0.1	-1.5	-1.3	-2.8	-3.3	-1.6	-1.4	-1.2
Norvège	3.1	8.2	8.8	6.9	9.7	-0.4	0.9	3.8	5.2	4.0	5.9	7.1	7.4	8.2	10.3	7.3	7.0	7.3	6.8	6.5
Pologne	12.3	8.9	7.8	2.7	2.2	2.0	2.1	0.3	2.8	2.4	-1.1	-1.1	-0.1	-0.4	-0.4	1.5	-1.2	-1.8	-0.2	1.0
République slovaque	3.7	3.4	1.1	0.3	1.1	0.1	1.9	0.8	2.3	2.4	0.8	0.7	0.2	1.4	3.0	3.0	2.4	2.9	2.9	2.9
Espagne	5.5	5.2	6.7	5.0	3.2	1.4	-1.0	1.6	7.3	3.7	4.6	2.3	3.8	3.5	2.9	1.8	-0.8	-1.5	-1.8	-1.9
Suède	8.4	8.1	7.3	6.0	5.4	7.1	9.5	11.8	11.0	11.8	12.5	14.4	15.0	16.4	15.0	16.0	15.1	16.7	16.4	16.3
Suisse	14.3	14.0	13.3	12.3	12.8	14.5	16.1	15.4	15.8	15.7	16.8	17.4	17.5	18.9	18.2	18.7	17.8	17.8	17.8	17.6
États-Unis	5.0	5.8	5.6	5.2	3.2	3.8	3.7	5.0	6.1	6.5	7.2	8.9	6.4	7.3	7.6	6.7	6.7	6.7	6.7	7.0
Épargne brute																				
France	13.9	14.8	14.2	14.5	13.5	14.0	14.5	14.6	15.8	15.6	15.3	15.3	13.9	14.2	13.8	13.7	13.8	14.0	14.0	13.8
Portugal	11.0	10.9	10.0	10.0	9.2	8.0	7.0	6.8	10.4	9.2	7.5	7.7	7.8	5.2	5.3	5.0	4.7	3.8	3.5	3.3
Royaume-Uni	9.4	9.0	7.9	8.0	7.5	7.4	8.5	7.6	10.8	10.9	9.2	9.2	8.6	8.6	9.4	6.7	4.5	4.6	4.6	4.6

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique. La majorité des pays calculent une épargne des ménages nette (épargne brute moins la consommation de capital fixe par les ménages et les entreprises constituées en société). Dans la plupart des pays, l'épargne des ménages inclut l'épargne des institutions à but non lucratif (parfois appelée épargne personnelle).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878760>

Annexe : Tableau 27. Épargne nationale brute

En pourcentage du PIB nominal

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Australie	21.6	20.6	21.3	21.2	21.5	21.4	21.0	21.8	21.2	21.2	24.0	22.1	23.0	23.7	23.8	23.7	23.1	21.5	20.5	21.0
Autriche	24.4	23.8	24.8	24.4	26.0	25.7	26.3	25.7	26.7	28.2	28.8	24.9	25.8	26.1	25.8	25.5	26.0	25.7	26.9	27.4
Belgique	26.8	27.5	27.7	26.7	26.7	26.5	27.0	27.0	27.6	28.4	27.1	22.5	26.4	24.2	24.7	23.3	23.1	23.1	23.9	..
Canada	19.6	21.0	23.6	22.5	21.7	22.0	23.5	24.4	24.5	24.2	24.2	18.4	19.1	20.7	20.8	21.6	22.1	19.9	19.2	19.9
Chili	22.0	21.1	21.1	21.3	21.5	20.8	22.6	23.4	25.4	25.3	22.7	22.9	24.6	23.1	22.5	21.6	21.6	21.4	20.9	20.6
République tchèque	28.6	26.9	27.8	27.5	25.4	24.6	25.3	26.4	26.2	27.4	26.1	22.7	22.0	22.3	23.9	23.6	24.6	26.4	26.1	26.2
Danemark	22.0	23.1	24.0	25.0	24.4	24.4	24.8	26.4	27.6	26.7	26.9	22.6	24.6	25.7	25.7	27.4	29.0	28.7	27.8	28.6
Estonie	22.4	21.2	23.8	23.6	22.1	22.9	21.7	23.6	23.9	23.8	22.3	23.0	23.2	26.5	27.2	27.4	27.5	26.6	26.2	28.7
Finlande	27.1	28.7	30.7	31.3	30.2	27.3	28.8	28.0	28.4	29.6	27.8	23.2	23.1	22.0	20.6	19.5	19.6	20.0	21.3	22.9
France	23.4	24.3	23.8	24.0	22.9	22.4	22.8	22.6	23.3	23.7	23.5	20.9	21.2	22.1	21.5	21.3	21.5	22.3	21.8	22.7
Allemagne	22.6	22.1	22.2	22.0	21.8	21.1	23.7	23.5	25.5	27.6	26.5	24.0	25.4	27.3	26.4	26.2	27.2	28.2	28.4	28.3
Grèce	..	16.9	16.6	16.4	15.9	16.4	16.6	12.6	13.9	11.6	8.7	5.8	5.7	4.8	8.4	9.3	9.8	9.9	9.8	10.4
Hongrie	22.5	19.8	20.4	20.8	19.0	16.5	17.4	16.7	18.3	17.0	17.9	19.5	20.9	21.4	21.2	24.8	24.8	25.3	26.2	25.7
Irlande	..	24.3	24.9	23.4	22.5	24.6	25.4	25.7	26.2	22.9	17.7	14.0	15.8	15.0	16.0	20.9	24.2	30.2	34.8	34.1
Israël	22.6	22.2	21.4	21.0	19.7	20.2	21.5	23.8	25.0	24.3	21.2	22.0	22.2	22.8	21.7	22.8	24.6	25.2	24.7	23.7
Italie	21.2	20.8	20.4	20.8	20.9	20.3	20.7	20.2	20.4	20.8	19.0	17.5	17.1	17.4	17.5	17.9	18.9	18.7	20.1	20.4
Japon	31.5	30.1	30.2	28.2	27.5	27.8	28.3	28.9	29.0	29.6	27.7	24.3	25.3	24.2	23.6	24.1	24.5	26.7	..	..
Corée	37.7	35.5	34.1	32.1	31.6	33.1	35.2	33.4	32.6	33.0	32.8	32.7	34.8	34.7	34.4	34.5	34.5	35.6	36.0	36.1
Lettonie	..	12.9	19.1	19.8	20.9	21.6	20.1	22.6	17.8	20.4	22.4	29.9	21.4	22.1	22.6	21.8	20.9	21.8	22.3	23.0
Lituanie	12.8	10.7	12.9	14.3	15.4	15.0	15.3	17.0	16.5	17.2	14.7	14.5	17.7	17.9	18.4	20.9	23.0	18.6	17.0	18.7
Mexique	26.8	24.9	25.6	23.1	22.4	21.9	22.9	22.5	23.2	24.1	25.7	23.8	23.3	24.4	25.2	24.9	23.7	25.8	25.9	24.8
Pays-Bas	27.1	28.4	28.9	27.1	25.9	26.6	26.9	25.6	28.4	28.6	26.5	26.3	27.4	28.8	29.0	28.5	27.4	28.7	28.5	31.1
Nouvelle-Zélande	18.0	18.5	20.0	22.1	21.1	21.7	20.4	17.8	17.3	18.5	15.6	18.4	17.5	17.5	17.4	19.9	19.6	20.8	21.7	14.2
Norvège	..	..	..	..	32.8	31.6	34.0	38.8	40.3	39.5	41.7	35.4	36.3	38.2	39.0	38.1	38.6	35.5	32.7	33.8
Pologne	20.7	19.8	18.6	18.0	16.2	17.1	13.9	17.1	17.5	18.2	18.1	17.1	16.3	17.4	17.5	18.4	18.9	21.2	19.8	20.0
Portugal	20.6	20.2	17.8	17.9	17.2	16.2	15.4	13.4	12.5	13.0	11.0	10.7	10.8	13.1	13.7	15.4	15.0	14.9	15.9	17.1
République slovaque	25.8	25.3	25.0	24.3	23.2	19.4	20.7	21.2	20.6	22.9	22.1	17.7	19.3	19.5	21.3	22.5	23.0	23.2	23.0	22.9
Slovénie	..	24.2	24.4	25.1	25.4	24.9	25.4	26.1	28.2	28.5	27.3	22.4	21.5	21.3	20.4	22.7	25.4	23.8	24.2	27.3
Espagne	22.3	22.5	22.5	22.4	23.1	23.9	23.1	22.5	22.3	21.7	20.4	20.3	19.7	18.6	19.5	20.2	20.4	21.5	22.6	23.0
Suède	25.1	26.3	27.4	27.8	27.2	28.2	28.3	29.1	31.6	33.0	32.5	27.4	29.4	29.0	28.1	27.5	28.0	28.8	29.6	30.0
Suisse	32.9	33.5	35.9	33.5	30.7	34.7	34.7	37.7	38.9	34.2	27.3	33.5	38.4	34.6	34.9	34.1	32.0	34.3	32.4	..
Royaume-Uni	18.1	15.6	16.2	15.9	15.8	15.7	15.0	15.4	14.8	14.7	12.9	11.0	12.4	13.7	12.1	11.4	12.3	12.3	12.0	13.4
États-Unis	21.3	20.9	20.7	19.6	18.3	17.4	17.7	18.1	19.2	17.6	15.2	13.9	15.4	16.5	18.7	19.2	20.3	20.1	18.6	18.9

Source : Base de données des comptes nationaux des pays de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878779>

Annexe : Tableau 28. **Patrimoine et endettement des ménages**

	Pourcentage du revenu nominal disponible											
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Canada												
Patrimoine net	694	701	638	682	706	713	743	771	810	819	868	870
Patrimoine financier net	304	299	243	273	291	286	304	321	350	346	370	378
Actifs non financiers	390	402	395	409	415	427	439	451	460	473	498	492
Actifs financiers	441	444	394	432	452	448	466	484	515	513	542	549
dont : Actions	67	80	56	77	88	79	84	89	94	80	93	93
Engagements	137	145	150	159	161	162	163	163	165	167	172	172
dont : Prêts hypothécaires	82	88	91	96	99	101	102	103	105	107	111	111
France												
Patrimoine net	803	811	737	749	788	796	800	810	802	813	834	844
Patrimoine financier net	236	232	198	214	222	218	232	243	250	263	277	282
Actifs non financiers	568	579	539	535	566	578	567	567	552	551	557	562
Actifs financiers	333	334	301	323	335	332	341	354	361	378	394	401
dont : Actions	112	110	78	85	88	82	90	94	95	107	108	114
Engagements	97	101	103	109	113	113	108	110	111	115	118	120
dont : Crédits à long terme	70	74	77	81	84	86	87	90	90	92	94	97
Allemagne												
Patrimoine net	586	611	597	621	626	625	636	656	666	676	..	..
Patrimoine financier net	176	190	173	186	193	189	197	206	213	220	225	231
Actifs non financiers	410	421	423	435	433	436	438	450	453	456	..	..
Actifs financiers	282	292	273	287	291	285	292	300	307	314	318	324
dont : Actions	68	71	50	54	55	50	53	57	59	63	66	70
Engagements	106	103	99	100	98	97	95	95	94	93	93	93
dont : Prêts hypothécaires	71	70	67	68	67	66	65	..	..	..	..	..
Italie												
Patrimoine net	917	899	895	922	926	908	952	954	945	931	916	..
Patrimoine financier net	347	307	281	283	273	257	284	303	310	316	316	326
Actifs non financiers	570	591	613	639	654	651	668	651	635	615	600	..
Actifs financiers	410	374	350	356	349	333	362	380	386	391	390	400
dont : Actions	174	140	110	106	99	88	102	123	132	142	139	150
Engagements	63	67	68	73	77	76	78	77	76	75	74	74
dont : Crédits à long et moyen terme	50	54	55	60	63	63	64	63	62	61	61	62
Japon												
Patrimoine net	865	845	807	814	809	807	819	856	875	869	866	..
Patrimoine financier net	462	438	405	424	428	431	450	485	501	502	497	..
Actifs non financiers	403	408	402	391	381	375	369	371	374	368	369	..
Actifs financiers	571	545	513	531	534	539	556	593	611	613	609	..
dont : Actions	101	78	49	55	59	54	63	88	96	100	96	..
Engagements	108	107	108	107	106	108	106	108	110	111	113	..
dont : Prêts hypothécaires ¹	61	62	62	62	62	63	63	64	64	64	64	..
Royaume-Uni												
Patrimoine net	744	759	656	676	692	716	700	705	764	758	812	836
Patrimoine financier net	300	297	271	284	299	330	324	319	356	340	374	377
Actifs non financiers	443	462	385	393	394	386	376	387	408	418	439	459
Actifs financiers	461	462	434	440	454	484	472	463	501	481	520	526
dont : Actions	76	76	63	74	77	71	66	70	76	74	78	83
Engagements	161	165	163	157	155	155	148	144	145	141	146	149
dont : Prêts hypothécaires	115	120	119	117	116	114	111	108	107	103	105	106
États-Unis												
Patrimoine net	678	651	539	555	568	550	567	651	653	650	672	699
Patrimoine financier net	383	384	316	340	365	355	369	436	439	432	448	471
Actifs non financiers	295	266	223	215	203	195	197	215	214	218	224	228
Actifs financiers	518	522	448	471	489	472	481	548	547	538	554	576
dont : Actions	138	135	78	103	116	107	118	150	156	146	156	178
Engagements	135	138	132	131	124	117	111	112	109	105	106	105
dont : Prêts hypothécaires	101	103	99	98	90	84	78	78	73	71	71	70

Note : Les actifs et les engagements sont les valeurs nominales observées en fin d'année, exprimées en pourcentage du revenu disponible nominal des ménages. Pour une description plus détaillée des variables voir Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE* (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. Exercices budgétaires.

Source : Canada : Statistics Canada ; France : INSEE ; Allemagne : Deutsche Bundesbank, Destatis ; Italie : Banca d'Italia ; Japon : Economic Planning Agency ; Royaume-Uni : Office for National Statistics ; et États-Unis : Federal Reserve.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878798>

Annexe : Tableau 29. Dépenses totales des administrations publiques

En pourcentage du PIB nominal

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Australie	34.9	34.2	33.4	34.2	33.8	33.6	33.6	34.2	37.4	36.4	36.0	36.0	35.5	35.5	35.9	36.3	35.7	35.4	35.5	35.5
Autriche	51.3	51.1	51.3	53.9	51.2	50.3	49.2	50.0	54.2	52.9	50.9	51.2	51.7	52.4	51.1	50.3	49.1	48.0	47.4	46.7
Belgique	49.2	49.5	50.7	48.9	51.6	48.4	48.2	50.3	54.2	53.3	54.5	55.9	55.8	55.3	53.7	53.0	52.2	51.6	51.2	51.1
Canada	41.2	40.5	40.4	39.3	38.6	38.8	38.6	38.9	43.5	43.2	41.7	41.0	40.1	38.5	39.9	40.7	40.3	40.3	40.0	40.1
République tchèque	43.2	44.8	49.4	42.6	42.3	41.3	40.4	40.7	44.2	43.6	43.1	44.5	42.6	42.4	41.7	39.5	38.9	39.3	39.1	38.7
Danemark	52.8	53.2	53.6	53.0	51.2	49.8	49.6	50.4	56.5	56.7	56.4	58.0	55.8	55.2	54.5	52.7	51.2	51.5	50.6	49.5
Estonie	35.0	36.1	35.2	34.3	34.0	33.6	34.1	39.8	46.0	40.5	37.4	39.3	38.5	37.9	39.6	39.5	39.3	39.8	40.2	40.6
Finlande	47.3	48.5	49.4	49.3	49.3	48.3	46.8	48.3	54.8	54.8	54.4	56.2	57.5	58.1	57.1	55.9	54.0	52.7	51.8	51.3
France	51.7	52.8	53.2	53.1	53.4	52.8	52.5	53.3	57.1	56.9	56.3	57.1	57.2	57.2	56.8	56.8	56.4	56.2	55.5	54.0
Allemagne	46.8	47.2	47.7	46.5	46.3	44.7	42.8	43.6	47.6	47.4	44.8	44.3	44.6	43.9	43.8	44.0	43.9	43.9	44.2	44.2
Grèce	46.0	45.8	46.6	47.6	45.6	45.1	47.1	50.8	54.1	52.5	54.1	55.7	62.3	50.2	53.5	48.9	47.3	46.5	46.0	45.3
Hongrie	47.1	50.8	49.0	48.7	49.4	51.4	49.9	48.7	50.4	49.3	49.5	48.5	49.4	49.5	50.1	46.8	46.9	46.6	46.4	46.1
Islande	41.5	42.8	44.3	42.6	41.3	40.7	40.6	54.5	47.4	47.8	44.2	43.8	42.4	43.8	41.5	44.3	42.5	40.8	40.2	40.0
Irlande	32.5	33.2	33.0	33.2	33.3	33.8	35.9	41.8	47.0	65.0	46.5	42.0	40.4	37.5	29.0	27.5	26.3	26.1	25.8	25.3
Israël	48.4	52.4	47.8	45.1	44.5	43.7	42.1	42.8	42.8	41.1	40.4	41.0	41.0	39.6	38.4	38.6	39.5	40.0	40.1	40.2
Italie	47.5	46.8	47.2	46.9	47.1	47.6	46.8	47.8	51.2	49.9	49.4	50.8	51.1	50.9	50.3	49.3	48.9	48.8	49.3	49.2
Japon	36.8	37.0	36.6	35.2	35.1	34.6	34.6	35.6	40.2	39.3	40.2	40.2	40.3	39.7	38.8	38.7	38.7	38.4	38.4	38.2
Corée	26.5	26.2	32.6	29.7	29.6	30.2	29.8	32.1	34.9	31.1	32.4	32.7	31.8	32.0	32.4	32.3	32.5	33.3	34.3	34.8
Lettonie	34.8	35.1	33.4	34.7	34.2	36.0	34.0	37.6	44.2	45.5	40.5	38.0	37.7	38.1	38.2	37.0	37.8	37.6	37.1	36.8
Lituanie	37.1	35.1	33.6	34.0	34.1	34.4	35.3	38.1	44.9	42.3	42.5	36.2	35.5	34.7	34.9	34.1	33.1	34.0	33.6	33.6
Luxembourg	38.3	41.4	43.5	43.8	43.6	39.7	37.8	39.7	45.2	44.1	42.4	44.1	43.3	42.0	42.0	41.9	43.1	42.8	42.8	42.6
Pays-Bas	42.9	43.6	44.5	43.5	42.3	43.0	42.3	43.1	47.6	47.9	46.8	46.8	46.5	45.7	44.6	43.6	42.5	41.6	41.2	40.6
Nouvelle-Zélande	37.2	36.5	37.0	36.6	37.7	39.0	38.7	40.7	41.9	48.1	44.9	43.8	42.6	41.4	40.7	40.7	40.6	41.6	41.6	41.1
Norvège	43.8	46.7	47.9	45.0	42.1	40.8	41.4	40.2	46.1	44.9	43.8	42.9	44.0	45.8	48.8	50.8	49.9	48.6	48.0	47.5
Pologne	44.9	45.4	45.8	43.6	44.4	44.7	43.2	44.3	45.0	45.8	43.9	42.9	42.6	42.4	41.7	41.1	41.1	41.4	41.7	42.0
Portugal	44.1	43.7	45.3	46.1	46.7	45.2	44.5	45.3	50.2	51.8	50.0	48.5	49.9	51.8	48.2	44.8	45.7	44.4	43.6	42.7
République slovaque	44.4	45.1	39.9	37.8	39.8	38.8	36.3	36.9	44.1	42.1	40.8	40.6	41.4	42.0	45.2	41.5	40.1	39.8	39.4	39.2
Slovénie	47.0	45.8	45.8	45.3	44.9	44.2	42.2	43.9	48.2	49.3	50.0	48.5	59.5	49.9	47.7	45.3	43.2	42.7	42.7	41.9
Espagne	38.5	38.6	38.3	38.7	38.3	38.3	39.0	41.2	45.8	45.6	45.8	48.1	45.6	44.8	43.7	42.2	41.0	41.2	40.7	40.2
Suède	52.7	53.8	53.9	52.5	52.4	51.0	49.2	50.0	52.7	50.9	50.3	51.2	51.9	51.0	49.6	49.8	49.3	49.0	48.7	48.1
Suisse	33.2	35.7	34.8	34.6	33.8	31.9	30.7	31.3	33.2	33.0	32.9	33.3	34.2	33.7	34.0	34.2	34.2	33.6	33.4	33.3
Royaume-Uni	36.5	37.6	38.8	40.1	41.1	40.9	40.9	44.4	47.6	47.6	45.9	45.8	43.9	43.0	42.2	41.4	40.9	40.0	39.8	39.4
États-Unis ¹	35.8	36.9	37.5	37.0	37.1	36.8	37.6	40.0	43.5	43.4	42.2	40.4	39.2	38.5	38.1	38.3	38.1	37.8	37.9	38.1
Zone euro	46.8	47.0	47.4	46.9	46.8	46.1	45.4	46.6	50.7	50.6	49.3	49.8	49.8	49.1	48.3	47.6	47.1	46.8	46.6	46.1
Total OCDE	39.6	40.3	40.0	39.4	39.3	39.0	39.0	40.8	44.4	44.0	43.2	42.6	42.0	41.4	40.9	40.7	40.3	40.1	40.0	39.9

Note : Ces données concernent le secteur des administrations publiques qui est la consolidation des comptes du gouvernement central, des collectivités territoriales et de la sécurité sociale.

1. Ces chiffres incluent les dépenses des entreprises publiques nettes des excédents d'exploitation.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878817>

Annexe : Tableau 30. Recettes totales des administrations publiques d'origine fiscale et non fiscale

En pourcentage du PIB nominal

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Australie	34.8	35.9	36.0	35.7	36.1	36.2	35.7	34.1	33.2	32.3	32.2	33.0	33.5	33.7	34.7	34.8	35.1	35.3	35.7	36.0
Autriche	50.7	49.7	49.5	49.0	48.7	47.8	47.9	48.5	48.9	48.4	48.3	49.0	49.7	49.7	50.1	48.7	48.3	47.9	47.8	47.3
Belgique	49.4	49.6	49.0	48.8	48.9	48.7	48.3	49.2	48.8	49.3	50.3	51.6	52.7	52.2	51.3	50.6	51.3	50.7	49.9	49.7
Canada	41.8	40.3	40.3	40.0	40.2	40.6	40.4	39.1	39.6	38.4	38.4	38.5	38.6	38.6	39.8	39.6	39.2	39.4	39.5	39.7
République tchèque	37.7	38.5	42.5	40.2	39.3	39.2	39.7	38.7	38.7	39.4	40.3	40.6	41.4	40.3	41.1	40.2	40.5	40.6	40.4	39.7
Danemark	54.0	53.2	53.5	55.1	56.2	54.8	54.6	53.6	53.7	54.0	54.4	54.5	54.6	56.4	53.1	52.3	52.3	51.6	50.4	49.3
Estonie	35.2	36.5	37.0	36.7	35.1	36.5	36.9	37.1	43.8	40.7	38.6	39.1	38.3	38.6	39.7	39.2	38.9	40.5	40.5	40.8
Finlande	52.3	52.6	51.8	51.5	51.9	52.3	51.9	52.4	52.2	52.1	53.3	54.0	54.9	54.9	54.4	54.2	53.3	52.1	51.8	51.6
France	50.3	49.6	49.2	49.5	50.0	50.4	49.9	50.1	50.0	50.0	51.2	52.1	53.1	53.3	53.2	53.2	53.8	53.5	52.6	52.3
Allemagne	43.7	43.3	43.6	42.7	42.8	43.0	42.9	43.5	44.4	43.1	43.8	44.2	44.5	44.5	44.9	44.9	44.9	45.5	45.3	45.2
Grèce	40.5	39.8	38.8	38.8	39.4	39.2	40.4	40.7	38.9	41.3	43.8	46.9	49.1	46.6	47.9	49.5	48.1	46.8	46.1	45.6
Hongrie	43.1	42.0	41.9	42.1	41.6	42.2	44.8	45.0	45.9	44.8	44.1	46.1	46.7	46.9	48.2	45.1	44.7	44.2	44.3	44.1
Islande	40.6	40.1	41.2	42.3	45.7	46.5	45.5	41.6	37.9	38.3	38.8	40.2	40.6	43.7	40.7	56.7	42.5	42.1	41.5	41.2
Irlande	33.5	32.7	33.4	34.5	34.9	36.6	36.2	34.8	33.2	33.0	33.7	34.0	34.2	33.8	27.0	27.0	26.1	25.7	25.6	25.4
Israël	44.1	43.9	42.5	41.5	41.6	42.5	41.6	39.2	36.3	37.4	37.4	36.6	36.9	37.2	37.3	37.2	38.6	37.0	36.9	37.2
Italie	44.1	43.8	43.9	43.4	43.0	44.1	45.3	45.2	45.9	45.7	45.7	47.9	48.2	47.8	47.7	46.7	46.5	47.0	46.8	46.3
Japon	30.5	29.6	29.1	29.9	30.7	31.6	31.8	31.5	30.5	30.1	31.1	31.9	32.7	34.4	35.3	35.2	35.1	35.3	35.3	35.6
Corée	29.5	29.7	30.7	30.0	31.1	32.6	34.0	34.4	33.6	32.0	33.3	33.7	33.1	33.3	33.6	34.7	35.3	36.1	36.3	36.5
Lettonie	32.8	32.8	31.9	33.8	33.8	35.5	33.5	33.4	35.0	36.8	36.2	36.8	36.6	36.6	36.9	37.0	37.2	36.8	36.3	36.2
Lituanie	33.6	33.3	32.3	32.6	33.7	34.1	34.5	35.0	35.8	35.4	33.6	33.0	32.9	34.0	34.6	34.4	33.6	34.4	33.9	33.9
Luxembourg	44.2	43.8	43.7	42.6	43.7	41.6	42.0	43.0	44.5	43.5	42.9	44.4	44.3	43.3	43.3	43.6	44.5	44.6	44.8	44.7
Pays-Bas	42.4	41.4	41.4	41.7	41.9	43.1	42.2	43.3	42.5	42.6	42.4	42.9	43.6	43.6	42.6	43.6	43.7	42.6	42.1	42.0
Nouvelle-Zélande	38.6	39.8	40.5	40.5	42.3	44.2	43.0	41.2	39.0	40.7	40.7	41.6	41.9	41.6	40.9	41.9	41.5	41.6	41.6	41.5
Norvège	57.0	55.8	55.1	55.9	56.9	58.8	58.5	58.9	56.4	55.9	57.2	56.7	54.7	54.5	54.9	54.8	55.0	53.8	53.4	53.0
Pologne	40.1	40.6	39.7	38.5	40.4	41.1	41.4	40.7	37.8	38.5	39.1	39.1	38.5	38.7	39.0	38.9	39.7	40.6	40.9	41.1
Portugal	39.3	40.4	40.9	39.9	40.5	40.9	41.5	41.6	40.4	40.6	42.6	42.9	45.1	44.6	43.8	42.8	42.7	43.7	43.3	42.7
République slovaque	38.0	37.1	37.2	35.5	36.9	35.2	34.4	34.5	36.3	34.7	36.5	36.3	38.7	39.3	42.7	39.3	39.4	39.1	39.0	39.1
Slovénie	43.1	43.4	43.2	43.4	43.6	43.0	42.1	42.5	42.4	43.6	43.3	44.5	44.8	44.4	44.9	43.4	43.2	43.2	42.9	42.2
Espagne	37.9	38.2	37.9	38.7	39.5	40.5	41.0	36.7	34.8	36.2	36.2	37.6	38.6	38.9	38.5	37.7	37.9	38.5	38.9	39.0
Suède	54.1	52.4	52.6	52.8	54.2	53.2	52.6	51.9	52.0	50.8	50.1	50.3	50.5	49.4	49.8	50.9	50.9	50.2	49.9	49.6
Suisse	33.4	33.9	33.4	33.1	33.1	32.8	32.3	33.2	33.7	33.4	33.6	33.6	33.8	33.5	34.7	34.6	35.4	34.9	34.5	34.1
Royaume-Uni	36.8	35.7	35.6	37.0	38.1	38.0	38.3	39.2	37.2	38.3	38.4	37.6	38.6	37.6	37.9	38.4	39.0	38.7	38.2	38.1
États-Unis ¹	33.9	31.6	31.0	31.2	32.6	33.4	33.5	32.5	30.2	30.8	31.1	31.0	33.2	33.1	33.3	33.0	33.8	31.2	30.9	31.0
Zone euro	44.7	44.3	44.2	44.0	44.2	44.6	44.7	44.5	44.5	44.4	45.0	46.1	46.8	46.6	46.3	46.1	46.1	46.2	45.8	45.6
Total OCDE	37.6	36.4	35.5	35.6	36.4	37.1	37.2	36.9	35.7	35.8	36.2	36.5	37.6	37.7	37.8	37.7	38.1	37.1	36.9	36.8

Note : Ces données concernent le secteur des administrations publiques qui est la consolidation des comptes du gouvernement central, des collectivités territoriales et de la sécurité sociale.

1. Non-compris les excédents nets d'exploitation des entreprises publiques.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878836>

Annexe : Tableau 31. **Solde financier des administrations publiques**

Excédent (+) ou déficit (-) en pourcentage du PIB nominal

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Australie	-0.1	1.7	2.6	1.5	2.3	2.6	2.1	0.0	-4.2	-4.1	-3.8	-3.0	-2.0	-1.8	-1.1	-1.5	-0.6	-0.1	0.2	0.5
Autriche	-0.7	-1.4	-1.8	-4.8	-2.5	-2.5	-1.4	-1.5	-5.3	-4.4	-2.6	-2.2	-2.0	-2.7	-1.0	-1.6	-0.8	-0.1	0.3	0.6
Belgique	0.2	0.0	-1.8	-0.2	-2.8	0.2	0.1	-1.1	-5.4	-4.0	-4.2	-4.2	-3.1	-3.1	-2.5	-2.4	-0.9	-1.0	-1.3	-1.4
Brésil	-3.3	-4.4	-5.2	-2.9	-3.5	-3.6	-2.7	-2.0	-3.2	-2.4	-2.5	-2.3	-3.0	-6.0	-10.2	-9.0	-7.8	-7.3	-6.5	-6.1
Canada	0.5	-0.2	-0.1	0.8	1.6	1.8	1.8	0.2	-3.9	-4.7	-3.3	-2.5	-1.5	0.2	-0.1	-1.1	-1.1	-0.9	-0.5	-0.4
Chine	-2.2	-2.2	-1.8	-0.8	-0.6	0.2	1.8	1.3	-0.4	-0.4	0.2	0.5	-0.3	-0.3	-1.3	-3.0	-3.1	-3.1	-3.3	-3.5
République tchèque	-5.5	-6.4	-6.9	-2.4	-3.0	-2.2	-0.7	-2.0	-5.4	-4.2	-2.7	-3.9	-1.2	-2.1	-0.6	0.7	1.5	1.3	1.3	1.0
Danemark	1.1	0.0	-0.1	2.1	5.0	5.0	5.0	3.2	-2.8	-2.7	-2.1	-3.5	-1.2	1.1	-1.5	-0.4	1.1	0.0	-0.3	-0.2
Estonie	0.2	0.4	1.8	2.4	1.1	2.9	2.7	-2.7	-2.2	0.2	1.2	-0.3	-0.2	0.7	0.1	-0.3	-0.4	0.7	0.3	0.1
Finlande	5.0	4.1	2.4	2.2	2.6	3.9	5.1	4.2	-2.5	-2.6	-1.0	-2.2	-2.6	-3.2	-2.8	-1.7	-0.7	-0.6	0.0	0.3
France	-1.4	-3.2	-4.0	-3.6	-3.4	-2.4	-2.6	-3.3	-7.2	-6.9	-5.2	-5.0	-4.1	-3.9	-3.6	-3.6	-2.7	-2.7	-2.9	-1.7
Allemagne	-3.1	-3.9	-4.2	-3.8	-3.4	-1.7	0.2	-0.2	-3.2	-4.2	-1.0	0.0	-0.1	0.6	0.8	0.9	1.0	1.6	1.1	1.0
Grèce	-5.5	-6.0	-7.8	-8.8	-6.2	-5.9	-6.7	-10.2	-15.1	-11.2	-10.3	-8.9	-13.2	-3.6	-5.6	0.5	0.8	0.3	0.1	0.3
Hongrie	-4.1	-8.8	-7.1	-6.5	-7.8	-9.3	-5.0	-3.7	-4.5	-4.5	-5.4	-2.4	-2.6	-2.6	-1.9	-1.6	-2.2	-2.4	-2.0	-2.0
Islande	-1.0	-2.8	-3.1	-0.3	4.4	5.8	4.9	-12.9	-9.5	-9.5	-5.4	-3.6	-1.8	-0.1	-0.8	12.3	0.1	1.3	1.3	1.2
Inde ¹	-10.0	-9.6	-8.5	-7.4	-6.7	-5.5	-4.1	-8.6	-9.6	-7.1	-7.8	-6.9	-6.7	-6.7	-6.9	-7.0	-6.6	-6.4	-6.2	-6.0
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	0.1	-1.7	-0.3	-1.0	-1.3	-2.1	-1.9	-2.8	-2.4	-2.5	-2.0	-2.0	-1.8
Irlande	1.0	-0.5	0.4	1.3	1.6	2.8	0.3	-7.0	-13.8	-32.0	-12.8	-8.1	-6.1	-3.6	-1.9	-0.5	-0.2	-0.4	-0.2	0.1
Israël	-4.2	-8.6	-5.3	-3.5	-2.9	-1.2	-0.5	-3.6	-6.5	-3.7	-3.0	-4.4	-4.0	-2.4	-1.0	-1.4	-1.0	-3.0	-3.2	-3.0
Italie	-3.4	-3.0	-3.3	-3.5	-4.1	-3.5	-1.5	-2.6	-5.3	-4.2	-3.7	-2.9	-2.9	-3.0	-2.6	-2.6	-2.4	-1.8	-2.5	-2.8
Japon	-6.2	-7.4	-7.5	-5.3	-4.4	-3.0	-2.8	-4.1	-9.8	-9.1	-9.1	-8.3	-7.6	-5.4	-3.6	-3.4	-3.7	-3.2	-3.0	-2.6
Corée	3.0	3.5	-2.0	0.2	1.6	2.3	4.2	2.3	-1.3	1.0	1.0	1.0	1.3	1.3	1.3	2.4	2.8	2.7	2.1	1.6
Lettonie	-1.9	-2.3	-1.5	-0.9	-0.4	-0.5	-0.5	-4.2	-9.1	-8.7	-4.3	-1.2	-1.2	-1.5	-1.4	0.1	-0.6	-0.8	-0.8	-0.6
Lituanie	-3.5	-1.9	-1.3	-1.4	-0.3	-0.3	-0.8	-3.1	-9.1	-6.9	-8.9	-3.1	-2.6	-0.6	-0.3	0.3	0.5	0.5	0.3	0.2
Luxembourg	5.9	2.4	0.2	-1.3	0.1	1.9	4.2	3.3	-0.7	-0.7	0.5	0.3	1.0	1.3	1.3	1.6	1.4	1.8	1.9	2.1
Pays-Bas	-0.5	-2.1	-3.1	-1.8	-0.4	0.1	-0.1	0.2	-5.1	-5.2	-4.4	-3.9	-2.9	-2.2	-2.0	0.0	1.2	0.9	1.0	1.4
Nouvelle-Zélande	1.4	3.3	3.5	3.9	4.6	5.2	4.3	0.4	-2.9	-7.3	-4.2	-2.3	-0.7	0.2	0.2	1.2	0.9	0.0	0.0	0.4
Norvège	13.2	9.1	7.2	10.9	14.8	18.0	17.1	18.7	10.3	11.0	13.4	13.8	10.8	8.7	6.1	4.0	5.1	5.3	5.4	5.5
Pologne	-4.8	-4.8	-6.1	-5.0	-4.0	-3.6	-1.9	-3.6	-7.3	-7.3	-4.8	-3.7	-4.1	-3.7	-2.7	-2.2	-1.4	-0.8	-0.8	-0.9
Portugal	-4.8	-3.3	-4.4	-6.2	-6.2	-4.3	-3.0	-3.8	-9.8	-11.2	-7.4	-5.7	-4.8	-7.2	-4.4	-2.0	-3.0	-0.7	-0.2	0.1
Russie	..	-0.6	1.4	5.0	5.0	6.9	4.7	6.1	-3.3	-1.0	3.2	2.0	-0.2	-2.3	-1.5	-3.6	-1.5	0.5	1.8	1.1
République slovaque	-6.4	-8.1	-2.7	-2.3	-2.9	-3.6	-1.9	-2.4	-7.8	-7.5	-4.3	-4.3	-2.7	-2.7	-2.6	-2.2	-0.8	-0.7	-0.4	0.0
Slovénie	-3.9	-2.4	-2.6	-2.0	-1.3	-1.2	-0.1	-1.4	-5.8	-5.6	-6.7	-4.0	-14.7	-5.5	-2.8	-1.9	0.1	0.6	0.2	0.2
Afrique du Sud	-2.5	-3.3	-4.5	-4.6	-2.4	-1.7	-0.7	-1.7	-3.9	-3.3	-2.5	-3.6	-3.6	-3.8	-3.8	-3.5	-4.0	-3.7	-3.7	-3.7
Espagne	-0.5	-0.4	-0.4	0.0	1.2	2.2	1.9	-4.4	-11.0	-9.4	-9.6	-10.5	-7.0	-6.0	-5.3	-4.5	-3.1	-2.7	-1.8	-1.2
Suède	1.4	-1.4	-1.3	0.4	1.8	2.2	3.4	1.9	-0.7	0.0	-0.2	-1.0	-1.4	-1.5	0.2	1.1	1.6	1.2	1.2	1.5
Suisse	0.2	-1.8	-1.4	-1.4	-0.7	0.9	1.6	2.0	0.5	0.4	0.8	0.3	-0.4	-0.2	0.6	0.4	1.3	1.2	1.0	0.8
Royaume-Uni	0.2	-1.9	-3.2	-3.1	-3.0	-2.9	-2.6	-5.2	-10.4	-9.3	-7.4	-8.1	-5.3	-5.4	-4.2	-2.9	-1.9	-1.3	-1.6	-1.3
États-Unis	-1.9	-5.3	-6.5	-5.8	-4.5	-3.4	-4.1	-7.5	-13.3	-12.6	-11.1	-9.4	-6.0	-5.3	-4.7	-5.4	-4.3	-6.6	-6.9	-7.1
Zone euro	-2.0	-2.7	-3.2	-3.0	-2.6	-1.5	-0.7	-2.2	-6.2	-6.2	-4.2	-3.7	-3.1	-2.5	-2.0	-1.6	-1.0	-0.7	-0.8	-0.5
Total OCDE	-2.0	-3.8	-4.5	-3.8	-2.9	-1.9	-1.8	-3.9	-8.7	-8.2	-7.0	-6.1	-4.4	-3.7	-3.1	-3.0	-2.3	-2.9	-3.1	-3.0
Solde financier des administrations publiques hors sécurité sociale																				
États-Unis	-3.4	-6.9	-7.8	-7.1	-5.8	-4.8	-5.4	-8.7	-14.1	-13.0	-11.6	-9.7	-6.2	-5.5	-4.9	-5.6	-4.6	-6.8	-7.1	-7.2
Japon	-6.5	-7.3	-7.7	-5.8	-4.6	-3.0	-2.6	-3.6	-8.7	-8.1	-8.3	-7.6	-7.2	-5.7	-4.5	-4.6	-4.6	-3.9	-3.4	-2.6

Note : Le solde financier comprend les opérations ponctuelles telles que la vente de licences de téléphonie mobile. Ces chiffres sont sur la base des comptes nationaux pour les pays membres de l'OCDE, tandis que les chiffres sont sur la base de définitions spécifiques pour les pays non membres de l'OCDE. Pour plus de détails se reporter aux Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE* (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 32. **Solde financier des administrations publiques corrigé des variations cycliques**

Excédent (+) ou déficit (-) en pourcentage du PIB potentiel

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Australie	0.1	1.4	2.6	1.0	2.0	2.4	1.3	-0.5	-4.2	-3.9	-3.3	-2.9	-1.4	-1.2	-0.4	-0.8	0.2	0.3	0.3	0.5
Autriche	-1.3	-1.5	-1.2	-4.3	-2.2	-3.2	-3.0	-2.9	-3.7	-3.3	-2.5	-1.9	-1.0	-1.4	0.4	-0.5	-0.3	-0.1	0.3	0.6
Belgique	0.2	0.3	-0.7	-0.2	-2.8	-0.2	-1.4	-2.0	-3.7	-3.4	-3.9	-3.3	-1.6	-1.7	-1.4	-1.7	-0.4	-0.7	-1.2	-1.3
Canada	-0.5	-1.4	-0.9	-0.3	0.2	0.4	0.5	-0.5	-1.8	-3.3	-2.5	-1.5	-0.6	0.6	0.9	0.2	-0.5	-0.6	-0.5	-0.5
République tchèque	-5.2	-5.1	-5.4	-1.3	-2.9	-3.2	-2.5	-3.6	-4.3	-3.5	-2.5	-3.1	0.2	-1.0	-0.8	0.7	0.8	0.5	0.6	0.5
Danemark	0.2	-0.1	0.5	1.8	4.0	2.4	2.6	1.8	-0.4	-1.2	-1.1	-2.1	0.2	2.3	-1.0	-0.6	0.4	-0.4	-0.9	-0.8
Estonie	0.7	1.2	2.3	2.8	0.0	-0.4	-2.2	-4.5	3.6	4.6	2.6	0.2	0.3	1.0	0.6	-0.3	-1.2	-0.3	-0.9	-0.6
Finlande	4.3	4.2	3.1	2.1	2.2	2.4	1.9	1.5	0.1	-1.3	-0.9	-0.8	-0.4	-0.3	0.4	0.4	0.4	-0.5	-0.3	-0.3
France	-2.5	-3.8	-4.1	-4.2	-4.0	-3.7	-4.4	-4.2	-5.6	-5.7	-4.7	-4.1	-2.9	-2.7	-2.4	-2.3	-2.2	-2.5	-2.8	-1.8
Allemagne	-3.3	-3.7	-3.2	-2.8	-2.6	-2.0	-0.8	-0.8	-0.8	-3.3	-1.2	-0.1	0.1	0.4	0.7	0.7	0.5	1.2	0.8	0.8
Grèce	-5.0	-5.8	-8.8	-10.9	-7.6	-9.2	-11.0	-14.3	-17.2	-10.6	-5.5	-0.9	-3.8	3.4	1.6	7.1	6.5	5.0	4.0	3.6
Hongrie	-4.1	-9.5	-8.0	-8.3	-10.5	-13.0	-7.6	-5.6	-2.2	-2.2	-3.5	0.7	0.2	-1.0	-0.9	-0.7	-2.3	-3.4	-3.4	-3.4
Islande	-2.0	-2.4	-2.2	-1.9	1.8	3.1	-0.3	-18.1	-8.3	-5.2	-1.6	0.3	0.8	2.5	0.5	11.5	-1.6	-0.8	-0.8	-0.9
Irlande	-0.4	-1.9	-0.1	0.1	-0.3	0.3	-3.3	-7.6	-10.8	-28.2	-10.7	-4.9	-2.2	-1.8	-3.1	0.2	-0.1	-1.1	-1.1	-0.7
Israël	-4.4	-6.8	-2.5	-1.7	-1.4	-0.7	-1.2	-4.2	-6.1	-4.0	-4.0	-4.6	-4.5	-3.0	-1.1	-1.7	-1.3	-3.6	-3.9	-3.8
Italie	-4.6	-3.8	-3.8	-4.2	-4.9	-5.1	-3.4	-3.8	-3.4	-3.2	-3.0	-0.8	0.1	-0.2	-0.3	-0.7	-1.2	-1.0	-1.9	-2.5
Japon	-4.9	-5.8	-6.2	-4.6	-4.1	-3.0	-3.2	-4.0	-7.1	-8.2	-7.9	-7.6	-7.6	-5.1	-3.4	-3.2	-3.7	-3.0	-2.8	-2.1
Corée	3.3	3.1	-1.9	0.1	1.4	1.8	3.2	1.6	-0.9	0.4	0.5	1.0	1.6	1.5	1.7	2.9	3.4	3.5	2.9	2.5
Lettonie	-0.3	-0.6	-0.6	-0.7	-1.2	-3.3	-5.5	-7.2	-5.6	-4.2	-2.5	-0.1	-0.1	-0.3	-0.3	1.2	-0.1	-0.9	-1.2	-1.0
Lituanie	..	-0.6	-1.0	-1.0	-0.5	-1.1	-4.1	-6.6	-5.6	-4.2	-7.9	-2.8	-2.6	-0.8	-0.3	0.4	0.1	-0.1	-0.2	-0.2
Luxembourg	5.1	1.8	0.6	-0.9	0.5	1.3	1.1	2.1	1.4	0.1	1.3	2.8	3.1	2.8	2.4	3.0	3.5	3.7	3.6	3.4
Pays-Bas	-1.9	-2.4	-2.4	-1.1	0.1	-0.4	-1.7	-1.7	-4.4	-4.7	-4.2	-2.7	-1.2	-0.6	-0.8	1.0	1.6	0.9	0.6	0.9
Nouvelle-Zélande	1.7	3.0	2.6	2.7	3.7	4.4	3.0	0.6	-2.1	-6.5	-3.3	-1.6	0.1	0.7	0.1	0.6	0.5	-0.4	-0.4	0.0
Norvège ¹	1.0	-0.6	-1.6	-0.8	-0.3	0.8	1.7	1.1	0.1	0.6	1.0	0.6	0.0	-0.5	0.4	0.8	-0.1	-0.1	-0.2	-0.1
Pologne	-3.0	-2.0	-3.2	-3.0	-1.7	-2.3	-1.8	-3.7	-6.9	-7.1	-5.3	-3.5	-3.2	-2.8	-2.1	-1.5	-1.5	-1.8	-2.1	-2.2
Portugal	-6.7	-4.4	-4.2	-6.2	-5.9	-4.3	-3.8	-4.2	-8.3	-10.5	-5.6	-1.9	-0.2	-2.7	-0.8	0.9	-0.9	0.8	0.9	0.7
Slovénie	-3.4	-1.9	-1.9	-1.7	-1.5	-2.6	-3.2	-4.8	-4.9	-4.8	-5.7	-1.7	-10.7	-2.9	-0.6	-0.2	0.6	0.2	-0.7	-0.7
Espagne	-2.0	-1.8	-1.6	-1.3	-0.3	0.2	-0.5	-5.7	-8.5	-6.0	-4.9	-3.1	1.3	1.6	0.2	-0.8	-1.0	-1.9	-1.8	-1.8
Suède	1.5	-0.9	-0.7	0.0	1.3	0.0	0.6	1.1	2.9	1.0	0.2	0.5	0.5	-0.3	0.1	0.8	1.1	0.6	0.7	1.0
Suisse	-0.2	-1.5	-0.4	-0.7	-0.4	0.4	0.5	0.9	1.2	0.7	1.1	1.0	0.3	0.2	1.2	0.9	1.8	1.1	0.9	0.5
Royaume-Uni	0.1	-1.9	-3.6	-3.5	-4.0	-4.2	-4.4	-6.0	-7.9	-7.4	-5.9	-6.7	-4.3	-5.0	-4.2	-3.0	-2.1	-1.4	-1.7	-1.4
États-Unis	-2.0	-5.0	-6.4	-6.4	-5.6	-4.8	-5.2	-7.4	-10.8	-10.5	-9.0	-7.5	-4.2	-3.9	-3.8	-4.3	-3.4	-6.3	-7.0	-7.2
Zone euro	-2.9	-3.1	-3.0	-3.1	-2.9	-2.6	-2.4	-3.3	-4.4	-4.9	-3.4	-1.9	-0.8	-0.5	-0.5	-0.3	-0.4	-0.4	-0.8	-0.6
Total OCDE	-2.2	-3.7	-4.4	-4.2	-3.7	-3.1	-3.2	-4.6	-7.0	-7.1	-5.8	-4.8	-2.9	-2.4	-2.1	-2.1	-1.8	-2.8	-3.2	-3.2

Note : Pour plus d'informations voir Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE* (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. En pourcentage du PIB potentiel continental. Ces chiffres ne comprennent pas les recettes nettes de la production pétrolière.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878874>

Annexe : Tableau 33. **Solde financier sous-jacent des administrations publiques**

Excédent (+) ou déficit (-) en pourcentage du PIB potentiel

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Australie	0.2	1.5	2.4	0.9	1.8	2.2	1.2	-0.8	-4.2	-3.6	-3.3	-2.9	-1.7	-1.3	-1.1	-1.0	0.2	0.3	0.3	0.5
Autriche	-0.9	-1.5	-1.3	-0.8	-2.5	-3.4	-3.2	-3.1	-3.2	-3.3	-2.7	-1.7	-1.5	-0.2	0.9	-0.3	-0.3	-0.1	0.3	0.6
Belgique	0.1	0.1	-0.3	-0.5	-0.7	-0.5	-1.3	-1.8	-3.3	-3.0	-3.1	-2.2	-1.6	-1.4	-1.1	-1.6	-0.4	-0.7	-1.2	-1.3
Canada	-0.7	-1.5	-0.9	-0.2	0.3	0.5	0.5	-0.4	-1.6	-3.1	-2.3	-1.2	-0.5	0.7	1.0	0.2	-0.5	-0.6	-0.5	-0.5
République tchèque	-4.5	-3.8	-7.3	-1.9	-2.6	-3.7	-2.8	-3.6	-4.9	-4.0	-2.9	0.1	0.0	-1.0	-0.5	0.7	0.8	0.5	0.6	0.5
Danemark	-0.1	-0.1	0.6	1.7	3.9	2.2	2.5	2.2	-0.4	-1.2	-0.9	-0.8	-1.2	-0.4	-1.8	-0.5	0.5	-0.1	-0.9	-0.5
Estonie	0.7	1.2	2.2	2.6	0.1	-0.9	-2.1	-3.3	0.9	1.3	0.6	1.1	0.1	1.4	1.1	0.0	-0.9	-0.1	-0.7	-0.6
Finlande	4.4	4.3	3.0	2.1	2.3	2.4	1.9	1.4	0.2	-1.3	-0.8	-0.7	-0.5	-0.2	0.5	0.4	0.4	-0.5	-0.3	-0.3
France	-2.5	-3.7	-4.3	-4.3	-4.1	-3.7	-4.4	-4.0	-5.4	-5.7	-4.8	-4.1	-2.9	-2.7	-2.5	-2.2	-2.1	-2.2	-1.9	-1.7
Allemagne	-2.7	-3.1	-2.7	-2.5	-2.3	-1.9	-0.8	-0.5	-0.7	-2.3	-1.2	-0.2	-0.1	0.4	0.5	0.6	0.5	1.2	0.8	0.8
Grèce	-6.1	-5.9	-9.4	-11.2	-9.4	-11.7	-13.0	-14.9	-17.1	-11.3	-6.2	0.5	3.4	2.1	4.8	6.8	6.1	5.0	4.0	3.6
Hongrie	-3.9	-8.0	-8.1	-8.9	-10.8	-12.8	-6.9	-5.0	-2.0	-2.2	-2.3	0.8	0.2	-1.3	-1.3	-1.4	-2.3	-3.4	-3.4	-3.4
Islande	-1.9	-2.5	-2.2	-2.0	1.7	2.9	-0.7	-5.2	-8.1	-2.2	-0.9	0.7	0.5	3.6	1.8	-4.0	-1.6	-0.8	-0.8	-0.9
Irlande	-0.3	-2.1	-0.2	0.2	-0.2	0.0	-3.7	-7.1	-8.1	-7.8	-7.0	-4.9	-2.9	-2.1	-2.4	0.1	0.0	-1.1	-1.1	-0.7
Israël	-4.2	-6.6	-2.5	-1.5	-1.2	-0.6	-1.0	-4.0	-5.7	-4.1	-4.2	-4.6	-4.6	-3.1	-1.3	-1.7	-1.3	-3.6	-3.9	-3.8
Italie	-4.2	-3.5	-4.7	-4.5	-4.8	-3.9	-3.1	-3.6	-3.5	-3.2	-3.4	-0.5	-0.1	-0.1	0.1	-0.6	-1.2	-1.0	-1.9	-2.5
Japon	-5.5	-5.9	-5.7	-5.3	-4.0	-4.4	-3.3	-4.8	-7.2	-8.4	-7.7	-7.5	-7.4	-5.6	-4.2	-3.4	-3.7	-3.0	-2.8	-2.1
Corée	3.0	2.8	2.5	0.8	1.8	2.3	2.6	1.0	-0.4	0.1	0.8	1.2	1.3	1.6	1.8	2.9	3.4	3.5	2.9	2.5
Lettonie	0.3	0.0	-1.3	-0.8	-1.7	-2.8	-5.3	-7.7	-5.6	-3.0	-2.3	-0.6	-0.3	-0.3	-0.2	1.2	-0.2	-0.9	-1.2	-1.0
Lituanie	..	-0.6	-1.0	-1.0	-0.5	-1.1	-4.1	-6.6	-5.6	-4.2	-4.3	-2.8	-2.0	-1.1	-0.5	0.3	0.1	-0.1	-0.3	-0.2
Luxembourg	3.5	1.9	0.7	-0.6	0.6	1.7	1.0	1.8	1.5	0.2	1.2	2.8	3.2	2.7	2.4	3.0	3.5	3.7	3.6	3.4
Pays-Bas	-1.4	-2.2	-2.2	-1.1	-0.1	-0.7	-1.8	-1.7	-3.7	-4.3	-4.4	-2.7	-1.8	-0.8	-1.2	1.0	1.6	0.9	0.6	0.9
Nouvelle-Zélande	1.8	3.0	2.6	2.7	3.6	4.5	2.9	0.8	-2.0	-2.5	-1.7	-0.8	0.6	0.8	0.1	0.6	0.5	-0.4	-0.4	0.0
Norvège ¹	0.9	-0.6	-1.6	-0.9	-0.3	0.7	1.7	1.2	0.2	0.6	1.1	0.6	-0.1	-0.5	0.4	0.8	-0.1	-0.1	-0.2	-0.1
Pologne	-3.1	-2.1	-2.8	-3.1	-1.8	-2.2	-2.0	-3.4	-6.5	-7.5	-6.3	-4.0	-3.3	-3.0	-2.4	-2.1	-1.5	-1.8	-2.1	-2.2
Portugal	-6.7	-5.2	-4.6	-5.8	-5.9	-4.1	-3.8	-4.6	-8.1	-8.2	-5.6	-3.4	-1.0	0.1	-0.1	0.9	1.0	0.8	0.9	0.7
Slovénie	-3.4	-2.1	-1.6	-1.8	-1.6	-3.0	-3.3	-4.8	-5.2	-5.4	-5.1	-2.3	-1.7	-3.1	-0.6	-0.2	0.6	0.2	-0.7	-0.7
Espagne	-1.9	-1.7	-1.7	-0.7	-0.1	0.5	0.0	-5.0	-7.6	-5.4	-4.1	0.0	1.6	1.4	0.1	-0.8	-1.0	-1.9	-1.8	-1.8
Suède	1.4	-0.9	-0.7	0.0	1.3	0.0	0.7	1.1	2.9	1.0	0.3	0.4	0.3	-0.2	0.0	0.8	1.1	0.6	0.7	1.0
Suisse	0.1	-0.1	-0.5	-0.7	-0.6	0.0	0.2	1.1	1.0	0.5	0.9	0.6	0.6	0.0	0.9	0.9	1.7	1.1	0.9	0.5
Royaume-Uni ²	0.0	-2.1	-3.7	-4.0	-3.5	-4.6	-5.1	-6.1	-7.4	-7.7	-6.5	-7.0	-6.2	-5.0	-4.2	-3.0	-2.1	-1.4	-1.7	-1.4
États-Unis	-2.1	-5.1	-6.3	-6.3	-5.5	-4.9	-5.2	-7.1	-10.1	-10.2	-8.8	-7.5	-4.3	-4.0	-4.1	-4.3	-4.7	-6.3	-7.0	-7.2
Zone euro	-2.6	-2.9	-3.1	-3.0	-2.7	-2.4	-2.4	-3.1	-4.1	-4.1	-3.3	-1.5	-0.8	-0.5	-0.4	-0.3	-0.4	-0.4	-0.6	-0.6
Total OCDE	-2.3	-3.6	-4.2	-4.2	-3.5	-3.3	-3.3	-4.6	-6.5	-6.8	-5.7	-4.6	-3.1	-2.5	-2.3	-2.2	-2.3	-2.8	-3.2	-3.2

Note : Le solde sous-jacent exclut l'impact du cycle et des opérations ponctuelles. Pour plus de détails se reporter aux Sources et méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. En pourcentage du PIB potentiel continental. Ces chiffres ne comprennent pas les recettes nettes de la production pétrolière.

2. Les revenus dus aux politiques d'assouplissement quantitatif qui ont été accumulés dans un fonds spécial depuis plusieurs années, et qui vont être transférés au trésor public britannique en versements bien définis durant la période de projection, sont traités comme transferts fiscaux exceptionnels et exclus des indicateurs financiers sous-jacents des administrations publiques.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878893>

Annexe : Tableau 34. Solde financier primaire sous-jacent des administrations publiques

Excédent (+) ou déficit (-) en pourcentage du PIB potentiel

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Australie	0.6	1.8	2.5	1.2	1.7	2.0	0.8	-1.3	-4.4	-3.6	-3.2	-2.8	-1.5	-0.9	-0.8	-0.7	0.5	0.7	0.7	0.9
Autriche	1.8	1.1	1.1	1.4	-0.1	-1.0	-0.9	-0.9	-1.0	-1.2	-0.6	0.4	0.5	1.7	2.7	1.3	1.1	1.2	1.4	1.6
Belgique	6.1	5.4	4.5	3.9	3.3	3.3	2.3	1.7	0.0	0.2	0.1	1.0	1.3	1.4	1.6	0.9	1.7	1.2	0.4	0.1
Canada	2.2	1.1	0.9	1.3	1.3	1.1	1.1	-0.2	-0.5	-2.3	-1.7	-0.6	0.0	1.0	1.7	0.9	-0.2	-0.2	-0.3	-0.2
République tchèque	-4.2	-3.5	-6.9	-1.3	-1.9	-3.0	-2.1	-3.0	-4.0	-3.0	-1.9	1.2	1.0	0.1	0.4	1.5	1.5	1.1	1.1	1.0
Danemark	2.3	2.2	2.6	3.5	5.4	3.4	3.5	2.7	0.4	-0.4	0.0	0.0	-0.5	0.2	-0.9	0.2	0.9	0.1	-0.7	-0.5
Estonie	0.7	1.2	2.0	2.4	-0.1	-1.2	-2.5	-3.8	0.7	1.1	0.4	1.0	0.1	1.3	1.0	-0.1	-0.9	-0.2	-0.8	-0.6
Finlande	4.9	4.3	3.0	2.1	2.2	2.2	1.5	0.9	-0.1	-1.2	-0.7	-0.5	-0.4	0.0	0.7	0.6	0.6	-0.4	-0.2	-0.2
France	0.2	-1.1	-1.7	-1.8	-1.7	-1.3	-1.9	-1.3	-3.2	-3.5	-2.3	-1.7	-0.8	-0.7	-0.7	-0.5	-0.4	-0.6	-0.4	-0.3
Allemagne	-0.1	-0.6	-0.2	-0.1	0.1	0.4	1.6	1.8	1.5	-0.2	0.8	1.6	1.4	1.6	1.5	1.5	1.3	1.8	1.3	1.3
Grèce	-0.1	-0.6	-4.6	-6.3	-4.6	-7.1	-8.3	-9.9	-12.1	-5.8	0.0	4.4	6.4	5.2	7.6	9.4	8.7	8.0	6.9	6.4
Hongrie	0.0	-4.4	-4.4	-4.8	-6.9	-9.0	-3.0	-1.2	1.8	1.4	1.3	4.7	4.2	2.4	2.1	1.7	0.4	-0.9	-0.9	-0.5
Islande	-0.2	-1.3	-0.7	-0.6	2.9	3.3	-0.5	-5.3	-5.2	0.3	1.5	3.7	3.7	7.0	5.4	-0.9	1.5	2.5	2.3	2.2
Irlande	0.8	-0.9	0.9	1.2	0.7	0.7	-3.0	-6.4	-6.7	-5.6	-4.5	-1.8	0.4	1.1	0.0	2.2	1.9	0.7	0.6	0.8
Israël	0.6	0.8	1.5	2.9	3.5	3.7	3.2	0.8	-1.2	-0.5	-0.6	-1.5	-1.5	-1.0	0.5	0.1	0.6	-1.8	-2.4	-2.4
Italie	1.7	1.8	0.1	0.0	-0.4	0.5	1.7	1.2	0.5	0.9	1.0	4.3	4.3	4.0	3.8	3.0	2.4	2.5	1.7	1.3
Japon	-4.5	-5.1	-5.1	-4.9	-3.8	-4.4	-3.3	-4.5	-6.7	-7.8	-7.0	-6.6	-6.7	-5.1	-3.8	-2.9	-3.3	-2.7	-2.6	-2.1
Corée	2.1	2.1	2.4	0.7	1.2	1.5	1.7	0.9	-1.3	-0.4	0.2	0.9	0.8	1.5	1.7	2.6	3.0	3.0	2.3	1.9
Lettonie	0.8	0.5	-0.7	-0.2	-1.3	-2.4	-5.1	-7.4	-4.7	-1.8	-1.1	0.8	0.8	0.8	0.8	2.0	0.6	-0.3	-0.6	-0.4
Lituanie	..	0.1	-0.2	-0.4	0.0	-0.7	-3.7	-6.2	-4.6	-2.7	-2.7	-0.9	-0.3	0.5	1.0	1.6	1.2	0.9	0.7	0.7
Luxembourg	2.1	0.8	-0.2	-1.4	-0.1	0.9	-0.1	0.6	1.0	-0.1	1.0	2.6	3.0	2.4	2.2	2.8	3.3	3.6	3.5	3.3
Pays-Bas	0.8	-0.2	-0.5	0.5	1.5	0.7	-0.4	-0.3	-2.5	-3.2	-3.1	-1.6	-0.7	0.2	-0.3	1.9	2.4	1.5	1.2	1.4
Nouvelle-Zélande	3.2	4.1	3.6	3.5	4.3	4.9	3.0	1.1	-1.4	-1.7	-0.8	0.4	1.4	1.6	0.8	1.3	1.0	0.1	0.0	0.3
Norvège ¹	-1.1	-2.8	-3.7	-3.0	-2.4	-1.5	-1.4	-2.1	-2.4	-1.7	-1.2	-1.4	-2.2	-2.9	-2.4	-1.9	-2.7	-2.7	-2.8	-2.7
Pologne	-0.4	-0.1	-0.6	-0.8	0.4	-0.1	-0.1	-1.8	-4.4	-5.4	-4.1	-1.7	-1.2	-1.4	-0.8	-0.5	0.0	-0.4	-0.6	-0.5
Portugal	-4.1	-2.6	-2.2	-3.6	-3.6	-1.7	-1.2	-1.8	-5.4	-5.5	-1.9	0.6	2.8	4.2	3.9	4.6	4.6	4.2	4.1	3.8
Slovénie	-1.6	-0.3	-0.2	-0.4	-0.3	-1.8	-2.2	-4.1	-4.4	-4.3	-3.7	-0.9	0.2	-0.5	2.1	2.3	2.7	2.0	0.8	0.6
Espagne	0.7	0.7	0.4	1.1	1.5	1.8	1.1	-3.9	-6.3	-3.9	-2.3	2.3	4.2	4.1	2.6	1.5	1.2	0.2	0.1	0.0
Suède	3.1	1.0	0.6	0.9	2.3	0.8	1.4	1.6	3.2	1.3	0.6	0.4	0.4	-0.2	-0.1	0.7	0.9	0.4	0.5	0.8
Suisse	1.0	0.9	0.4	0.2	0.3	0.9	0.8	1.6	1.5	1.0	1.3	1.0	0.8	0.2	1.2	1.1	1.9	1.3	1.0	0.6
Royaume-Uni ²	1.8	-0.5	-2.1	-2.3	-1.7	-2.9	-3.2	-4.4	-6.0	-5.3	-3.8	-4.5	-3.7	-2.7	-2.2	-0.8	0.3	0.7	0.2	0.5
États-Unis	0.9	-2.1	-3.1	-3.3	-2.5	-2.0	-2.3	-4.3	-7.2	-7.4	-5.8	-4.6	-2.2	-1.5	-1.6	-1.6	-1.9	-3.1	-3.4	-3.5
Zone euro	0.7	0.2	-0.3	-0.2	-0.1	0.1	0.2	-0.5	-1.7	-1.8	-0.7	1.0	1.6	1.7	1.5	1.5	1.4	1.3	0.9	0.9
Total OCDE	0.3	-1.2	-1.9	-2.0	-1.4	-1.3	-1.2	-2.5	-4.5	-4.7	-3.5	-2.4	-1.3	-0.7	-0.6	-0.4	-0.5	-1.0	-1.2	-1.2

Note : Le solde sous-jacent exclut l'impact du cycle et des opérations ponctuelles. Pour plus de détails se reporter aux Sources et méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. En pourcentage du PIB potentiel continental. Ces chiffres ne comprennent pas les recettes nettes de la production pétrolière.

2. Les revenus dus aux politiques d'assouplissement quantitatif qui ont été accumulés dans un fonds spécial depuis plusieurs années, et qui vont être transférés au trésor public britannique en versements bien définis durant la période de projection, sont traités comme transferts fiscaux exceptionnels et exclus des indicateurs financiers sous-jacents des administrations publiques.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878912>

Annexe : Tableau 35. Charges d'intérêts nettes des administrations publiques

En pourcentage du PIB nominal

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Australie	0.4	0.4	0.1	0.3	-0.1	-0.2	-0.3	-0.5	-0.3	0.0	0.1	0.1	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3	0.4	0.4	0.4
Autriche	2.7	2.6	2.4	2.3	2.4	2.3	2.2	2.2	2.2	2.2	2.1	2.2	2.1	2.0	1.9	1.7	1.5	1.3	1.1	1.0
Belgique	6.0	5.3	4.9	4.4	4.0	3.7	3.6	3.5	3.4	3.3	3.2	3.2	2.9	2.9	2.7	2.5	2.2	1.9	1.6	1.5
Canada	2.9	2.5	1.8	1.5	1.0	0.6	0.5	0.3	1.1	0.8	0.6	0.7	0.5	0.3	0.6	0.7	0.3	0.4	0.2	0.2
République tchèque	0.3	0.3	0.4	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.9	1.0	1.1	1.2	1.1	1.1	0.9	0.8	0.6	0.6	0.5	0.4
Danemark	2.4	2.3	2.0	1.8	1.4	1.2	0.9	0.5	0.8	0.8	0.9	0.8	0.7	0.6	0.9	0.7	0.4	0.2	0.1	0.1
Estonie	0.0	0.0	-0.3	-0.2	-0.2	-0.2	-0.4	-0.5	-0.3	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Finlande	0.5	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.2	-0.3	-0.5	-0.4	0.1	0.0	0.2	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1	0.0
France	2.6	2.6	2.5	2.5	2.4	2.4	2.5	2.7	2.2	2.3	2.5	2.4	2.2	2.1	1.9	1.8	1.7	1.6	1.5	1.4
Allemagne	2.6	2.5	2.5	2.5	2.4	2.3	2.4	2.3	2.3	2.1	2.0	1.7	1.5	1.2	1.0	0.9	0.8	0.7	0.5	0.5
Grèce	6.0	5.4	4.8	4.7	4.6	4.3	4.3	4.6	4.8	5.5	6.8	4.5	3.6	3.6	3.3	3.0	2.9	3.3	3.2	3.1
Hongrie	4.0	3.6	3.7	3.9	3.8	3.6	3.7	3.6	4.0	3.8	3.7	4.2	4.3	3.8	3.4	3.1	2.7	2.4	2.5	2.8
Islande	1.6	1.2	1.5	1.3	1.2	0.4	0.2	-0.1	3.0	2.7	2.6	3.2	3.3	3.5	3.6	3.0	3.1	3.2	3.0	3.0
Irlande	1.1	1.1	1.1	1.0	0.9	0.7	0.6	0.7	1.4	2.3	2.6	3.3	3.5	3.4	2.4	2.2	1.9	1.7	1.6	1.5
Israël	4.8	7.6	4.2	4.5	4.9	4.3	4.2	4.7	4.5	3.6	3.5	3.1	3.1	2.1	1.8	1.8	1.9	1.7	1.5	1.4
Italie	5.8	5.2	4.8	4.5	4.3	4.2	4.5	4.7	4.2	4.1	4.5	5.0	4.7	4.4	3.9	3.8	3.6	3.6	3.6	3.8
Japon	1.0	0.8	0.7	0.5	0.1	0.0	0.0	0.3	0.5	0.6	0.7	0.8	0.7	0.5	0.4	0.5	0.4	0.3	0.2	0.0
Corée	-0.9	-0.7	-0.1	-0.1	-0.6	-0.8	-0.9	-0.1	-0.8	-0.5	-0.5	-0.2	-0.4	-0.1	-0.1	-0.3	-0.5	-0.5	-0.6	-0.6
Lituanie	0.6	0.8	0.8	0.6	0.5	0.5	0.3	0.4	1.1	1.6	1.6	1.9	1.7	1.6	1.5	1.3	1.1	1.0	0.9	0.9
Luxembourg	-1.3	-1.1	-0.9	-0.8	-0.7	-0.8	-1.0	-1.2	-0.5	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.3	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Pays-Bas	2.1	1.9	1.8	1.7	1.6	1.4	1.3	1.4	1.2	1.2	1.3	1.2	1.1	1.1	1.0	0.9	0.8	0.6	0.5	0.5
Nouvelle-Zélande	1.5	1.1	1.0	0.8	0.7	0.4	0.1	0.3	0.6	0.8	1.0	1.2	0.8	0.8	0.8	0.7	0.6	0.4	0.3	0.3
Norvège	-2.0	-2.3	-2.2	-2.2	-2.1	-2.2	-2.9	-3.2	-2.6	-2.3	-2.3	-2.0	-2.1	-2.5	-2.7	-2.7	-2.6	-2.7	-2.7	-2.6
Pologne	2.8	2.2	2.4	2.4	2.3	2.2	1.9	1.6	2.1	2.1	2.2	2.3	2.2	1.7	1.6	1.5	1.4	1.4	1.4	1.6
Portugal	2.5	2.5	2.4	2.3	2.3	2.5	2.6	2.7	2.7	2.7	3.8	4.3	4.2	4.4	4.3	3.9	3.7	3.5	3.2	3.1
République slovaque	3.0	2.9	1.6	1.4	1.1	0.9	0.9	0.9	1.1	1.1	1.3	1.6	1.7	1.6	1.5	1.4	1.2	1.0	1.0	1.0
Slovénie	1.8	1.7	1.4	1.4	1.3	1.2	1.0	0.7	0.9	1.1	1.4	1.4	2.0	2.8	2.8	2.6	2.2	1.8	1.5	1.3
Espagne	2.5	2.3	2.0	1.8	1.5	1.3	1.1	1.0	1.3	1.5	2.0	2.5	2.9	3.0	2.7	2.5	2.3	2.1	1.9	1.8
Suède	1.7	2.0	1.2	0.9	0.9	0.8	0.7	0.5	0.3	0.2	0.3	0.1	0.1	0.0	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2
Suisse	0.9	1.0	0.9	0.9	0.9	0.8	0.6	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Royaume-Uni	1.8	1.6	1.6	1.6	1.7	1.7	1.8	1.7	1.5	2.5	2.8	2.6	2.5	2.4	2.0	2.1	2.4	2.1	1.9	1.9
États-Unis	3.0	3.0	3.1	3.0	3.0	2.9	2.9	2.9	3.0	2.9	3.1	3.0	2.2	2.6	2.5	2.8	2.8	3.1	3.6	3.7
Zone euro	3.2	3.0	2.9	2.7	2.6	2.5	2.5	2.6	2.4	2.4	2.6	2.6	2.4	2.3	2.0	1.9	1.8	1.6	1.5	1.5
Total OCDE	2.5	2.4	2.3	2.2	2.1	2.0	2.0	2.0	2.1	2.1	2.2	2.2	1.8	1.9	1.8	1.8	1.8	1.9	2.0	2.0

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878931>

Annexe : Tableau 36. Engagements financiers bruts des administrations publiques

En pourcentage du PIB nominal

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Australie	25	22	19	17	15	13	14	16	22	25	30	34	36	40	41	43	44	42	40	40
Autriche	72	76	74	73	81	78	75	80	93	96	97	103	99	107	106	106	99	97	95	93
Belgique ¹	119	118	115	110	108	100	94	101	110	108	111	120	118	131	128	128	122	120	118	117
Canada	85	84	80	76	76	75	71	72	84	86	89	93	90	92	97	98	94	93	93	92
République tchèque	28	31	34	33	33	32	31	35	42	46	49	58	58	55	52	48	44	42	40	39
Danemark	58	58	56	52	45	40	35	42	49	53	60	61	57	59	54	52	49	48	47	46
Estonie	7	8	8	9	8	8	7	8	13	12	10	13	14	14	13	13	13	12	11	10
Finlande	48	48	49	50	46	44	40	39	50	56	57	64	65	71	75	75	74	72	72	71
France	71	75	79	81	82	77	76	83	98	101	104	112	112	120	121	126	124	125	125	125
Allemagne	59	61	64	68	70	68	64	68	76	85	84	88	83	83	79	76	71	68	66	64
Grèce	116	119	113	117	119	119	116	121	138	130	112	166	183	184	185	188	191	188	184	179
Hongrie	60	61	61	65	68	71	72	76	85	86	95	99	97	100	99	99	94	91	88	86
Islande	44	40	39	34	26	32	30	69	84	88	94	92	84	77	70	64	64	62	60	59
Irlande	36	34	33	32	32	28	28	48	68	85	114	132	133	122	90	85	78	76	73	71
Israël	84	90	93	91	88	80	73	72	75	71	69	68	67	66	64	62	60	62	62	63
Italie	118	117	114	116	119	116	112	115	127	126	120	138	146	158	159	157	155	153	153	153
Japon ²	137	145	150	156	159	157	155	164	181	187	202	210	213	218	217	222	224	226	228	228
Corée	..	..	..	..	..	..	..	29	32	33	36	38	41	44	46	45	45	43	43	44
Lettonie	16	16	17	18	14	14	13	23	41	53	49	48	45	51	47	50	48	47	47	47
Lituanie	34	32	29	27	25	22	19	17	34	45	46	51	48	53	54	52	48	43	42	41
Luxembourg	16	16	18	19	17	16	16	24	22	27	27	28	29	29	29	27	29	30	30	31
Pays-Bas	57	58	59	59	58	52	49	62	65	69	73	79	78	83	79	77	70	67	65	62
Nouvelle-Zélande	34	32	30	28	27	26	25	28	33	37	40	41	40	40	40	38	36	36	36	36
Norvège	31	39	48	50	47	58	56	54	48	48	34	35	35	34	39	43	43	59	63	75
Pologne	44	53	56	53	55	54	51	53	57	61	61	64	65	71	70	72	68	67	65	64
Portugal	63	67	71	77	80	79	78	83	96	104	108	139	143	153	151	147	147	144	141	137
République slovaque	57	49	48	45	38	36	35	34	42	47	50	58	61	60	60	60	58	57	55	53
Slovénie	37	38	37	37	35	35	30	30	44	48	52	62	80	100	103	98	89	87	85	84
Espagne	61	59	54	53	50	46	42	47	62	67	78	93	106	118	116	117	115	115	113	111
Suède	59	59	58	58	58	52	47	47	49	46	47	47	49	56	54	53	50	47	44	42
Suisse	54	60	59	60	57	51	46	46	44	43	43	44	43	43	43	42	41	40	39	38
Royaume-Uni	42	45	45	48	49	48	50	62	76	87	101	104	100	110	110	119	117	116	115	114
États-Unis	53	55	58	66	65	64	64	73	86	95	99	103	104	104	104	107	105	107	110	113
Zone euro	75	76	77	78	79	76	72	77	89	93	94	105	106	112	110	109	105	104	102	100
Total OCDE	69	71	73	77	77	75	73	80	91	97	101	107	109	112	111	113	111	111	111	111

Note : Les données concernant les engagements financiers bruts ne sont pas toujours comparables entre pays en raison de définition ou traitement différent des composantes de la dette de chaque pays. Pour les pays de l'Union européenne, la dette selon la définition de Maastricht est présentée au tableau 38 de l'annexe. Les engagements financiers sont mesurés à la valeur de marché. Pour plus de détails voir Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. Y compris la dette de la Société nationale des chemins de fer belges (SNCF) depuis 2005.

2. Y compris la dette des Chemins de fer et de l'Office national des forêts.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878950>

Annexe : Tableau 37. Engagements financiers nets des administrations publiques

En pourcentage du PIB nominal

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Australie	-13	-15	-19	-21	-22	-25	-26	-26	-23	-19	-12	-9	-10	-8	-10	-12	-12	-12	-11	-11
Autriche	34	38	36	38	45	43	40	44	50	51	53	57	57	59	57	57	53	51	49	46
Belgique ¹	99	100	96	91	89	81	74	77	83	82	83	92	90	98	95	94	89	87	85	84
Canada	44	44	40	35	31	27	24	23	29	31	34	35	31	31	29	29	25	23	23	22
République tchèque	-20	-11	-4	-7	-9	-9	-12	-4	1	9	9	17	18	20	20	17	12	10	9	7
Danemark	22	21	18	14	9	1	-5	-7	-6	-3	1	7	4	5	5	4	1	1	1	1
Estonie	-29	-29	-29	-32	-32	-31	-28	-25	-28	-35	-33	-31	-31	-31	-41	-39	-38	-36	-34	-33
Finlande	-30	-30	-37	-45	-56	-67	-70	-50	-60	-62	-49	-49	-52	-53	-53	-53	-59	-56	-54	-52
France	35	40	42	43	41	36	32	43	51	56	61	69	68	75	77	83	80	81	81	81
Allemagne	33	37	40	44	46	45	40	41	46	48	50	50	46	46	43	41	36	34	31	29
Grèce	90	95	87	89	88	88	83	93	105	94	75	105	125	135	147	147	149	144	140	136
Hongrie	32	36	37	41	44	51	53	51	58	60	62	69	70	71	67	66	63	60	57	55
Irlande	12	13	11	8	7	2	0	13	26	48	64	80	81	80	58	56	51	48	46	43
Italie	96	95	92	93	95	91	88	91	102	100	95	111	117	129	131	129	126	125	124	124
Japon ²	57	66	71	74	71	70	72	87	99	108	120	123	120	121	121	126	128	130	132	132
Corée ³	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Lettonie	-11	-11	-8	-6	-5	-4	-4	-1	5	13	15	14	15	18	21	20	19	18	18	17
Lituanie	-10	-5	-8	-8	-9	-11	-11	-7	3	13	21	26	26	25	24	22	17	16	15	14
Luxembourg	-54	-53	-53	-50	-49	-51	-55	-52	-56	-51	-45	-48	-49	-49	-49	-51	-51	-50	-50	-49
Pays-Bas	28	32	33	34	31	28	25	24	28	33	38	41	42	45	44	42	38	35	32	30
Nouvelle-Zélande	21	17	13	8	4	-1	-5	-5	-1	2	4	7	6	5	5	3	1	0	0	0
Norvège	-87	-82	-96	-104	-122	-135	-140	-124	-154	-164	-160	-169	-207	-249	-285	-289	-308	-292	-283	-276
Pologne	19	24	26	22	23	21	16	16	21	27	30	35	38	42	42	43	40	39	37	36
Portugal	40	44	47	54	56	55	55	60	70	71	67	91	100	110	110	104	108	105	102	98
République slovaque	11	1	2	5	10	15	14	15	22	28	33	31	33	35	35	36	35	34	32	30
Slovénie	-11	-10	-6	-7	-7	-9	-16	-5	0	1	4	11	16	24	28	31	29	27	25	24
Espagne	40	39	36	33	28	22	17	22	34	39	48	59	69	81	81	83	81	81	80	78
Suède	-2	4	1	-1	-7	-16	-21	-16	-24	-25	-26	-29	-29	-28	-27	-31	-34	-34	-34	-34
Suisse	8	14	15	17	15	11	6	9	5	8	7	5	6	0	4	0	-1	-2	-3	-4
Royaume-Uni	24	27	26	29	28	28	30	38	47	53	68	70	68	78	78	88	85	84	83	82
États-Unis	34	36	39	48	46	45	45	51	63	70	76	80	81	80	80	81	80	82	85	88
Zone euro	46	49	49	50	50	46	41	46	54	56	58	65	66	72	71	71	67	66	64	63
Total OCDE	36	39	40	44	42	39	38	43	51	56	62	66	66	68	67	69	66	67	67	68

Note : La mesure des engagements financiers nets n'est pas toujours comparable entre pays en raison de définition ou traitement différent des composantes de la dette (ou des actifs) de chaque pays. Les engagements financiers et acquis sont mesurés à la valeur de marché. Pour plus de détails voir Sources & Méthodes des *Perspectives économiques de l'OCDE* (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. Y compris la dette de la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) depuis 2005.
2. Y compris la dette des Chemins de fer et de l'Office national des forêts.
3. Les chiffres sur la base consolidée des comptes nationaux (SNA08) ne sont pas disponibles.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878969>

Annexe : Tableau 38. Dette brute des administrations publiques suivant la définition de Maastricht

En pourcentage du PIB nominal

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Autriche	66.7	66.8	65.8	65.4	68.7	67.2	65.0	68.9	79.9	82.7	82.4	81.9	81.3	84.0	84.8	83.0	78.2	76.1	73.9	71.4
Belgique	107.6	104.7	101.1	96.5	94.7	91.0	87.0	92.5	99.5	99.7	102.6	104.3	105.5	107.6	106.5	106.1	103.4	101.6	99.8	98.4
République tchèque	22.8	25.9	28.3	28.6	27.9	27.7	27.5	28.3	33.5	37.4	39.9	44.5	44.9	42.2	39.9	36.8	34.6	32.7	31.0	29.6
Danemark	48.5	49.1	46.2	44.2	37.4	31.5	27.3	33.3	40.2	42.6	46.1	44.9	44.0	44.3	39.8	37.3	35.6	34.6	33.6	32.6
Estonie	4.8	5.7	5.6	5.1	4.6	4.4	3.7	4.5	7.0	6.6	6.1	9.7	10.2	10.5	9.9	9.2	8.7	8.1	7.4	6.6
Finlande	41.0	40.2	42.8	42.7	40.0	38.2	34.0	32.7	41.7	47.1	48.5	53.9	56.5	60.2	63.5	62.9	61.3	59.9	59.1	58.0
France	58.3	60.2	64.4	66.0	67.5	64.6	64.5	68.8	83.0	85.3	87.9	90.6	93.4	94.8	95.6	98.3	98.5	99.1	99.8	99.4
Allemagne	57.7	59.3	63.0	65.0	67.1	66.5	63.6	65.2	72.6	81.1	78.7	79.8	77.3	74.4	70.9	68.0	63.8	60.5	58.1	56.1
Grèce	107.1	104.9	101.5	102.9	107.4	103.6	103.1	109.4	126.7	146.2	172.1	159.6	177.4	178.9	175.9	178.5	176.1	172.8	168.9	164.5
Hongrie	51.9	55.3	57.9	58.7	60.5	64.5	65.5	71.6	77.8	80.2	80.5	78.4	77.1	76.6	76.6	75.9	73.3	70.6	67.7	65.7
Irlande	33.2	30.6	29.9	28.2	26.1	23.6	23.9	42.4	61.5	86.0	110.9	119.9	119.8	104.3	76.9	73.5	68.5	66.0	63.8	61.1
Italie	104.8	102.0	100.4	100.2	101.9	102.4	99.8	102.4	112.6	115.5	116.5	123.4	129.0	131.7	131.6	132.0	131.7	130.5	129.9	129.9
Lettonie	13.8	13.0	13.7	14.0	11.4	9.6	8.0	18.2	35.8	46.8	42.7	41.2	39.0	40.9	36.8	40.3	40.0	39.3	39.0	38.5
Lituanie	22.9	22.1	20.4	18.7	17.6	17.2	15.9	14.6	28.0	36.2	37.2	39.8	38.8	40.5	42.6	39.9	39.4	34.6	33.4	32.5
Luxembourg	6.9	6.8	6.9	7.3	7.4	7.8	7.7	14.9	15.7	19.8	18.7	21.7	23.7	22.8	22.2	20.7	23.0	24.0	24.3	24.7
Pays-Bas	49.4	48.8	50.0	50.3	49.8	45.2	43.0	54.7	56.8	59.3	61.7	66.3	67.7	67.9	64.6	61.9	56.9	54.2	51.6	48.8
Pologne	37.2	41.8	46.6	45.0	46.4	46.9	44.2	46.3	49.4	53.1	54.1	53.7	55.7	50.4	51.3	54.2	50.6	49.2	47.6	46.2
Portugal	53.4	56.2	58.7	62.0	67.4	69.2	68.4	71.7	83.6	96.2	111.4	126.2	129.0	130.6	128.8	129.2	124.8	121.7	118.4	115.0
République slovaque	48.3	42.9	41.6	40.6	34.1	31.0	30.1	28.5	36.3	41.2	43.7	52.2	54.7	53.5	52.3	51.8	50.9	49.8	47.9	45.9
Slovénie	26.1	27.3	26.7	26.8	26.3	26.0	22.8	21.8	34.6	38.4	46.6	53.8	70.4	80.4	82.6	78.7	74.1	70.0	66.1	61.7
Espagne	54.2	51.3	47.6	45.3	42.3	38.9	35.6	39.5	52.8	60.1	69.5	85.7	95.5	100.4	99.3	99.0	98.1	97.7	96.5	96.0
Suède	52.2	50.2	49.6	48.9	49.2	43.9	39.2	37.8	41.3	38.7	37.9	38.0	40.7	45.4	44.2	42.4	40.8	37.2	34.5	32.3
Royaume-Uni	34.3	34.4	35.6	38.6	39.8	40.7	41.7	49.7	63.7	75.2	80.8	84.1	85.2	87.0	87.9	87.9	87.4	87.3	87.0	86.9
Zone euro	67.1	66.9	68.1	68.6	69.3	67.4	65.0	68.8	79.3	84.9	87.4	91.6	93.8	94.1	92.1	91.3	88.9	87.1	85.6	84.1

Note : Pour la période antérieure à 2014, les chiffres de la dette brute sont fournis par Eurostat, l'Office statistique des Communautés européennes, à moins que des données plus récentes ne soient disponibles. Les chiffres du PIB ont été fournis par les autorités nationales. Ceci explique que ces ratios puissent être différents de ceux publiés par Eurostat. Pour la période de prévisions, les ratios de la dette suivent les prévisions de l'OCDE pour les engagements financiers bruts des administrations publiques et du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878988>

Annexe : Tableau 39. Taux d'intérêt à court terme

	Pourcentage annuel																		2018	2019	2020
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Quatrième trimestre			
Australie	5.5	5.6	6.0	6.7	7.0	3.4	4.7	4.8	3.7	2.8	2.7	2.3	2.0	1.7	2.0	2.0	2.4	2.0	2.2	2.5	
Brésil	16.4	19.1	15.1	12.0	12.5	9.9	10.0	11.8	8.5	8.4	11.0	13.5	14.2	9.9	6.6	7.2	8.2	..	..	..
Canada	2.3	2.8	4.2	4.6	3.3	0.7	0.8	1.2	1.2	1.2	1.2	0.8	0.8	1.1	1.8	2.3	2.8	2.1	2.6	3.1	
Chili	1.8	3.5	4.8	5.2	7.4	1.7	1.8	4.9	5.0	4.9	3.7	2.9	3.5	2.7	2.6	3.5	3.9	2.8	3.9	3.9	
Chine	5.4	5.6	5.9	6.8	7.0	5.3	5.4	6.4	6.3	6.0	5.9	4.9	4.4	4.4	4.4	4.4	4.4	4.4	4.4	4.4	
Colombie	7.8	7.0	6.3	8.0	9.7	6.1	3.7	4.2	5.4	4.2	4.1	4.6	6.8	6.0	4.7	4.6	5.0	..	..	..
République tchèque	2.4	2.0	2.3	3.1	4.0	2.2	1.3	1.2	1.0	0.5	0.4	0.3	0.3	0.4	1.1	1.6	1.9	1.4	1.6	1.9	
Danemark	2.2	2.2	3.2	4.4	5.3	2.5	1.2	1.4	0.6	0.3	0.3	-0.1	-0.1	-0.3	-0.3	-0.2	0.2	-0.3	-0.1	0.3	
Estonie	2.5	2.4	3.2	4.9	6.7	5.9	1.6														
Hongrie	11.3	7.0	6.9	7.6	8.9	8.5	5.4	6.0	6.9	4.2	2.2	1.2	0.7	0.0	0.2	2.3	4.6	0.6	3.4	4.9	
Islande	6.3	9.4	12.4	14.3	15.8	11.3	6.8	4.3	5.5	6.2	6.1	5.9	6.3	5.1	4.7	5.1	5.5	4.8	5.2	5.6	
Inde ¹	6.0	6.2	7.1	7.8	7.4	4.8	6.0	8.1	7.9	7.6	7.9	7.0	6.4	6.1	6.5	7.0	6.8	..	..	..
Indonésie	6.4	8.1	11.4	8.0	8.5	9.3	7.0	6.9	5.9	6.3	8.8	8.3	7.2	6.5	6.0	6.6	7.0	..	..	..
Israël	4.3	3.9	5.5	4.3	3.6	0.6	1.6	2.8	2.3	1.3	0.5	0.1	0.1	0.1	0.1	0.3	0.8	0.1	0.6	1.0	
Japon	0.1	0.1	0.3	0.8	0.9	0.5	0.2	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Corée	3.8	3.6	4.5	5.2	5.5	2.6	2.7	3.4	3.3	2.7	2.5	1.8	1.5	1.4	1.7	1.8	2.0	1.7	1.9	2.2	
Lettonie	4.2	3.1	4.4	8.7	8.0	13.1	2.0	1.0	0.9	0.4											
Lituanie	2.7	2.4	3.1	5.1	6.0	7.1	1.8	1.7	1.1	0.5	0.3										
Mexique	7.1	9.3	7.3	7.4	7.9	5.5	4.6	4.4	4.4	3.8	3.1	3.1	4.3	6.9	7.8	7.6	7.2	7.9	7.4	7.2	
Nouvelle-Zélande	6.1	7.1	7.5	8.3	8.0	3.0	3.0	2.8	2.7	2.7	3.4	3.2	2.3	2.0	1.9	2.0	2.4	1.9	2.2	2.4	
Norvège	2.0	2.2	3.1	5.0	6.2	2.5	2.5	2.9	2.2	1.8	1.7	1.3	1.1	0.9	1.0	1.3	1.9	1.1	1.6	2.1	
Pologne	6.2	5.2	4.2	4.8	6.3	4.3	3.9	4.6	4.9	3.0	2.5	1.7	1.7	1.7	1.7	2.1	3.1	1.7	2.5	3.5	
République slovaque	4.7	2.9	4.3	4.3																	
Slovénie	4.7	4.0	3.6																		
Afrique du Sud	7.5	6.9	7.3	9.1	10.9	7.8	6.4	5.5	5.3	5.1	5.8	6.1	7.2	7.3	7.1	7.3	7.3	..	..	..
Suède	2.3	1.9	2.6	3.9	4.7	0.9	0.9	2.5	2.0	1.2	0.7	-0.2	-0.5	-0.5	-0.4	0.0	0.4	-0.4	0.2	0.5	
Suisse	0.5	0.8	1.6	2.6	2.5	0.4	0.2	0.1	0.1	0.0	0.0	-0.8	-0.7	-0.7	-0.7	-0.6	-0.2	-0.7	-0.5	-0.1	
Turquie	24.1	16.8	17.5	18.6	18.2	10.1	7.6	8.8	8.9	6.9	10.3	11.0	10.3	12.8	19.7	27.5	24.5	28.0	27.0	23.0	
Royaume-Uni	4.6	4.8	4.8	6.0	5.7	1.3	0.7	0.9	0.8	0.5	0.5	0.6	0.5	0.4	0.7	1.2	1.6	0.8	1.6	1.6	
États-Unis	1.6	3.5	5.2	5.3	3.2	0.9	0.5	0.4	0.4	0.3	0.3	0.5	0.9	1.3	2.4	3.4	4.0	2.7	3.7	4.0	
Zone euro	2.1	2.2	3.1	4.3	4.6	1.3	0.8	1.4	0.6	0.2	0.2	0.0	-0.3	-0.3	-0.3	-0.2	0.2	-0.3	-0.1	0.3	

Note : Taux du marché à 3 mois si disponibles ou instruments financiers similaires. Voir Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>). Les pays membres de la zone euro ne sont pas montrés (après 2006 pour la Slovaquie, 2007 pour la République slovaque, 2010 pour l'Estonie, 2014 pour Lettonie et 2015 pour la Lituanie) car leur taux d'intérêt à court terme est le même que celui de la zone euro.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879007>

Annexe : Tableau 40. Taux d'intérêt à long terme

	Pourcentage annuel																		2018	2019	2020
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Quatrième trimestre			
Australie	5.6	5.3	5.6	6.0	5.8	5.0	5.4	4.9	3.4	3.7	3.7	2.7	2.3	2.6	2.7	2.9	3.1	2.7	3.1	3.1	
Autriche	4.1	3.4	3.8	4.3	4.4	3.9	3.2	3.3	2.4	2.0	1.5	0.7	0.4	0.6	0.7	0.8	1.1	0.7	0.9	1.1	
Belgique	4.2	3.4	3.8	4.3	4.4	3.9	3.5	4.2	3.0	2.4	1.7	0.8	0.5	0.7	0.8	0.9	1.2	0.8	1.0	1.3	
Canada	4.6	4.1	4.2	4.3	3.6	3.2	3.2	2.8	1.9	2.3	2.2	1.5	1.3	1.8	2.3	3.2	3.9	2.5	3.6	3.9	
Chili	..	6.0	6.2	6.1	7.0	5.7	6.3	6.0	5.4	5.3	4.7	4.5	4.4	4.2	4.5	5.4	5.6	4.7	5.7	5.6	
Colombie	14.6	11.8	9.2	10.0	11.9	9.6	8.5	8.1	6.9	6.4	7.0	7.8	8.0	6.8	7.0	7.1	7.5	..	..	..
République tchèque	4.8	3.5	3.8	4.3	4.6	4.8	3.9	3.7	2.8	2.1	1.6	0.6	0.4	1.0	2.0	2.7	2.7	2.2	2.7	2.7	
Danemark	4.3	3.4	3.8	4.3	4.3	3.6	2.9	2.7	1.4	1.7	1.3	0.7	0.3	0.5	0.5	0.6	0.8	0.4	0.6	0.9	
Finlande	4.1	3.4	3.8	4.3	4.3	3.7	3.0	3.0	1.9	1.9	1.4	0.7	0.4	0.5	0.7	0.8	1.0	0.6	0.9	1.1	
France	4.1	3.4	3.8	4.3	4.2	3.6	3.1	3.3	2.5	2.2	1.7	0.8	0.5	0.8	0.8	0.9	1.2	0.8	1.0	1.2	
Allemagne	4.0	3.4	3.8	4.2	4.0	3.2	2.7	2.6	1.5	1.6	1.2	0.5	0.1	0.3	0.4	0.5	0.8	0.4	0.6	0.8	
Grèce	4.3	3.6	4.1	4.5	4.8	5.2	9.1	15.7	22.5	10.1	6.9	9.6	8.4	6.0	4.1	3.9	4.0	4.0	3.8	4.1	
Hongrie	8.3	6.6	7.1	6.7	8.2	9.1	7.3	7.6	7.9	5.9	4.8	3.4	3.1	3.0	3.2	4.6	6.5	3.9	5.4	6.9	
Islande	7.5	8.6	8.8	9.4	11.1	8.3	6.1	6.0	6.2	5.8	6.4	6.3	5.6	4.9	5.2	5.6	6.0	5.3	5.7	6.1	
Inde ¹	6.3	7.2	7.8	7.9	7.6	7.3	7.9	8.4	8.2	8.5	8.3	7.8	7.2	7.0	8.0	8.2	7.8	..	..	..
Irlande	4.1	3.3	3.8	4.3	4.6	5.2	6.0	9.6	6.0	3.8	2.3	1.1	0.7	0.8	0.9	1.0	1.2	0.8	1.1	1.3	
Israël	7.6	6.4	6.3	5.6	5.9	5.1	4.7	5.0	4.4	3.8	2.9	2.1	1.9	1.9	2.0	2.4	2.9	2.2	2.6	3.0	
Italie	4.3	3.6	4.0	4.5	4.7	4.3	4.0	5.4	5.5	4.3	2.9	1.7	1.5	2.1	2.6	3.6	3.8	3.4	3.7	3.9	
Japon	1.5	1.4	1.7	1.7	1.5	1.3	1.2	1.1	0.8	0.7	0.6	0.4	0.0	0.1	0.1	0.1	0.2	0.1	0.1	0.3	
Corée	4.7	5.0	5.2	5.4	5.6	5.2	4.8	4.2	3.4	3.3	3.2	2.3	1.7	2.3	2.6	2.7	2.9	2.5	2.8	3.0	
Lettonie	4.9	3.9	4.1	5.3	6.4	12.4	10.3	5.9	4.6	3.3	2.5	1.0	0.5	0.8	0.9	1.2	1.4	1.0	1.3	1.5	
Lituanie	4.5	3.7	4.1	4.5	5.6	14.0	5.6	5.2	4.8	3.8	2.8	1.4	0.9	0.3	0.3	0.5	0.8	0.4	0.6	0.8	
Luxembourg	2.8	2.4	3.3	4.5	4.6	4.2	3.2	2.9	1.8	1.8	1.3	0.4	-0.2	0.5	0.6	0.7	0.9	0.5	0.8	1.0	
Mexique	9.5	9.4	8.4	7.8	8.3	7.9	7.2	7.0	6.4	5.9	6.2	6.1	6.2	6.9	7.0	7.2	7.5	7.0	7.3	7.6	
Pays-Bas	4.1	3.4	3.8	4.3	4.2	3.7	3.0	3.0	1.9	2.0	1.5	0.7	0.3	0.5	0.6	0.7	0.9	0.5	0.8	1.0	
Nouvelle-Zélande	6.1	5.9	5.8	6.3	6.1	5.5	5.6	4.9	3.7	4.1	4.3	3.4	2.8	3.0	2.8	3.0	3.4	2.8	3.2	3.6	
Norvège	4.4	3.7	4.1	4.8	4.5	4.0	3.5	3.1	2.1	2.6	2.5	1.6	1.3	1.6	1.9	2.0	2.4	1.8	2.1	2.5	
Pologne	6.9	5.2	5.2	5.5	6.1	6.1	5.8	6.0	5.0	4.0	3.5	2.7	3.0	3.4	3.2	3.6	4.6	3.2	4.0	5.0	
Portugal	4.1	3.4	3.9	4.4	4.5	4.2	5.4	10.2	10.5	6.3	3.8	2.4	3.2	3.1	1.8	2.0	2.3	1.9	2.1	2.4	
République slovaque	5.0	3.5	4.4	4.5	4.7	4.7	3.9	4.4	4.6	3.2	2.1	0.9	0.5	0.9	0.9	1.1	1.4	1.0	1.2	1.5	
Slovénie	4.7	3.8	3.9	4.5	4.6	4.4	3.8	5.0	5.8	5.8	3.3	1.7	1.1	1.0	0.9	1.1	1.6	0.8	1.3	1.8	
Afrique du Sud	9.5	8.1	7.9	8.0	9.1	8.7	8.6	8.5	7.9	7.7	8.3	8.2	9.0	9.1	9.1	9.6	9.7	..	..	..
Espagne	4.1	3.4	3.8	4.3	4.4	4.0	4.3	5.4	5.8	4.6	2.7	1.7	1.4	1.6	1.4	1.6	1.8	1.4	1.7	1.9	
Suède	4.4	3.4	3.7	4.2	3.9	3.2	2.9	2.6	1.6	2.1	1.7	0.7	0.5	0.7	0.7	1.0	1.2	0.7	1.2	1.2	
Suisse	2.7	2.1	2.5	2.9	2.9	2.2	1.6	1.5	0.6	0.9	0.7	-0.1	-0.4	-0.1	0.1	0.3	0.5	0.1	0.4	0.6	
Turquie	..	..	16.0	16.8	19.3	13.5	9.5	9.4	8.5	7.7	9.2	9.3	9.8	11.2	17.9	22.5	20.5	23.0	22.0	20.0
Royaume-Uni	4.9	4.4	4.5	5.0	4.6	3.6	3.6	3.1	1.9	2.4	2.6	1.9	1.3	1.2	1.5	1.7	1.8	1.5	1.8	1.8	
États-Unis	4.3	4.3	4.8	4.6	3.7	3.3	3.2	2.8	1.8	2.4	2.5	2.1	1.8	2.3	3.0	3.9	4.5	3.3	4.3	4.5	
Zone euro	4.1	3.4	3.8	4.3	4.3	3.8	3.6	4.2	3.7	2.9	2.0	1.1	0.8	1.0	1.1	1.3	1.6	1.2	1.4	1.6	

Note : Emprunts phare d'État à 10 ans si disponibles ou instruments financiers similaires (pour la Corée, obligations à 5 ans). Les taux d'intérêt à long terme correspondent aux rendements obligataires relevés sur les marchés secondaires et ne sont pas en tant que tels représentatifs des coûts moyens de financement des États. Pour plus de détails voir Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 41. Taux de change nominaux (vis-à-vis du dollar des États-Unis)

		Moyenne des taux journaliers													
	Unité monétaire	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 ¹	2019 ¹	2020 ¹
Argentine	<i>Pesos argentin</i>	3.116	3.162	3.728	3.910	4.126	4.548	5.478	8.122	9.258	14.767	16.559	28.038	36.730	36.730
Australie	<i>Dollar</i>	1.195	1.198	1.282	1.090	0.969	0.966	1.036	1.109	1.331	1.345	1.305	1.342	1.410	1.410
Brésil	<i>Real</i>	1.947	1.835	2.000	1.760	1.674	1.953	2.158	2.354	3.331	3.489	3.192	3.632	3.702	3.702
Canada	<i>Dollar</i>	1.074	1.068	1.141	1.030	0.989	0.999	1.030	1.105	1.278	1.325	1.298	1.293	1.313	1.313
Chili	<i>Peso</i>	522.2	523.5	558.9	510.0	483.4	486.0	495.3	570.6	654.3	676.5	648.7	644.2	694.8	694.8
Chine	<i>Yuan</i>	7.607	6.950	6.831	6.769	6.463	6.309	6.148	6.160	6.284	6.645	6.761	6.625	6.969	6.969
Colombie	<i>Peso</i>	2 077.7	1 966.1	2 156.8	1 899.8	1 847.9	1 797.7	1 869.7	2 002.6	2 744.5	3 053.9	2 951.3	2 955.4	3 198.8	3 198.8
Costa Rica	<i>Colon</i>	517.24	526.53	570.56	521.89	502.39	503.13	500.96	537.22	534.59	543.96	567.78	577.43	606.00	606.000
République tchèque	<i>Couronne</i>	20.29	17.08	19.05	19.08	17.67	19.54	19.56	20.76	24.59	24.44	23.39	21.73	22.75	22.750
Danemark	<i>Couronne</i>	5.443	5.099	5.359	5.622	5.357	5.790	5.618	5.619	6.725	6.731	6.602	6.314	6.561	6.561
Estonie	<i>Couronne</i>	11.4	10.7	11.3	11.8										
Hongrie	<i>Forint</i>	183.6	172.5	202.1	207.8	200.9	224.8	223.6	232.6	279.2	281.5	274.5	270.6	285.7	285.7
Islande	<i>Couronne</i>	64.07	88.00	123.66	122.24	116.06	125.12	122.17	116.69	131.90	120.84	106.82	108.12	121.00	121.00
Inde	<i>Roupie</i>	41.3	43.5	48.3	45.7	46.6	53.4	58.6	61.0	64.2	67.2	65.1	68.8	73.7	73.7
Indonésie	<i>Roupie</i>	9 139.4	9 663.9	10 376.8	9 078.0	8 760.8	9 355.1	10 450.0	11 866.3	13 386.1	13 307.6	13 381.5	14 340.2	15 237.0	15 237.0
Israël	<i>Sheqel</i>	4.11	3.58	3.93	3.73	3.57	3.85	3.61	3.58	3.89	3.84	3.60	3.59	3.70	3.70
Japon	<i>Yen</i>	117.8	103.4	93.6	87.8	79.7	79.8	97.6	105.8	121.0	108.8	112.2	110.4	112.8	112.8
Corée	<i>Won</i>	929.5	1 100.9	1 274.9	1 155.4	1 107.3	1 125.9	1 094.9	1 053.1	1 131.3	1 160.6	1 130.6	1 102.7	1 140.6	1 140.6
Lettonie	<i>Lats</i>	0.512	0.480	0.508	0.535	0.508	0.543	0.529							
Lituanie	<i>Litas lituanien</i>	2.523	2.360	2.485	2.608	2.484	2.687	2.601	2.600						
Mexique	<i>Peso</i>	10.93	11.15	13.50	12.63	12.43	13.15	12.77	13.31	15.87	18.63	18.87	19.15	19.95	19.95
Nouvelle-Zélande	<i>Dollar</i>	1.361	1.425	1.600	1.388	1.266	1.235	1.220	1.206	1.434	1.437	1.407	1.454	1.524	1.524
Norvège	<i>Couronne</i>	5.858	5.648	6.290	6.042	5.605	5.815	5.877	6.302	8.064	8.400	8.271	8.109	8.392	8.392
Pologne	<i>Zloty</i>	2.765	2.410	3.119	3.015	2.962	3.252	3.160	3.154	3.770	3.944	3.779	3.616	3.806	3.806
Russie	<i>Rouble</i>	25.57	24.87	31.77	30.37	29.40	31.05	31.86	38.59	61.26	67.05	58.33	62.57	65.59	65.59
République slovaque	<i>Couronne</i>	24.68													
Afrique du Sud	<i>Rand</i>	7.056	8.263	8.417	7.305	7.249	8.202	9.648	10.846	12.765	14.703	13.306	13.322	14.626	14.626
Suède	<i>Couronne</i>	6.758	6.597	7.653	7.202	6.489	6.769	6.513	6.860	8.429	8.556	8.547	8.707	9.138	9.138
Suisse	<i>Franc</i>	1.200	1.084	1.086	1.043	0.887	0.937	0.927	0.915	0.962	0.985	0.985	0.979	1.002	1.002
Turquie	<i>Lire</i>	1.300	1.299	1.547	1.499	1.672	1.792	1.905	2.189	2.723	3.022	3.649	4.871	5.525	5.525
Royaume-Uni	<i>Livre</i>	0.500	0.546	0.641	0.647	0.624	0.631	0.640	0.607	0.654	0.741	0.777	0.750	0.785	0.785
États-Unis	<i>Dollar</i>	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Zone euro	<i>Euro</i>	0.730	0.681	0.718	0.754	0.719	0.778	0.753	0.753	0.901	0.904	0.885	0.847	0.880	0.880

1. Sur la base de l'hypothèse technique que les taux se maintiendront leurs niveaux du 30 octobre 2018.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879045>

Annexe : Tableau 42. Taux de change effectifs

Indices 2010 = 100, moyenne des taux journaliers

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 ¹	2019 ¹	2020 ¹
Argentine	492.1	176.6	170.5	161.7	152.5	139.4	128.9	121.6	109.9	100.0	91.0	88.1	75.4	52.7	54.5	35.3	30.6	19.6	14.6	14.6
Australie	69.5	72.5	81.1	87.6	89.7	88.5	94.2	92.5	88.8	100.0	107.2	109.4	104.4	99.4	90.2	90.7	93.6	89.8	88.6	88.6
Autriche	93.8	95.1	99.1	100.4	99.5	99.5	100.5	101.4	102.9	100.0	100.1	98.6	100.4	102.0	99.9	101.4	101.7	103.7	103.8	103.8
Belgique	89.4	91.8	97.2	99.2	98.5	98.6	100.1	102.3	103.6	100.0	100.6	98.3	100.9	102.7	99.6	101.8	102.5	105.4	105.6	105.6
Brésil	78.8	71.9	62.0	62.2	74.3	82.5	88.9	92.8	89.6	100.0	102.3	90.7	83.3	79.7	62.6	62.8	68.5	61.9	63.8	63.8
Canada	71.2	70.3	77.4	81.8	87.3	92.9	96.4	95.5	91.7	100.0	101.9	102.5	100.0	94.4	86.6	85.1	86.9	86.8	87.3	87.3
Chili	83.9	88.1	83.4	90.8	96.8	101.2	98.4	96.3	93.6	100.0	101.8	104.4	104.7	94.1	90.7	91.3	95.0	97.2	93.8	93.8
Chine	98.0	98.3	92.4	88.1	87.6	89.6	90.6	97.0	103.0	100.0	99.9	105.5	111.7	115.0	126.1	120.9	117.0	119.3	116.9	116.9
Colombie	92.6	87.6	72.4	76.6	84.9	82.8	90.5	94.0	90.2	100.0	100.1	106.1	103.0	99.3	79.6	73.9	76.1	76.9	73.4	73.4
Costa Rica	180.4	165.9	144.1	127.2	114.8	106.4	101.6	97.3	93.1	100.0	101.1	103.3	104.6	99.6	108.3	109.0	104.0	102.1	99.8	99.8
République tchèque	70.1	78.7	79.0	79.7	84.5	88.7	90.9	101.9	98.5	100.0	103.3	99.4	97.8	93.8	93.6	96.2	98.9	103.9	103.3	103.3
Danemark	90.6	92.6	97.6	99.3	98.4	98.3	99.8	101.9	104.7	100.0	99.8	97.2	99.3	101.5	99.2	101.7	102.5	105.3	105.4	105.4
Estonie	88.4	91.1	96.5	98.2	97.7	97.3	98.4	100.2	104.1	100.0	100.1	97.9	100.1	104.4	107.6	110.5	109.2	113.3	113.7	113.7
Finlande	88.1	90.6	96.6	98.7	97.8	97.5	99.2	101.6	105.3	100.0	100.0	97.1	99.7	103.6	104.2	107.1	106.6	110.7	111.0	111.0
France	90.1	92.3	97.5	99.3	98.6	98.7	100.2	102.2	103.4	100.0	100.4	98.2	100.4	101.8	98.6	100.4	101.3	103.7	103.8	103.8
Allemagne	89.5	91.8	97.8	99.9	98.8	98.9	100.5	102.4	104.4	100.0	100.4	97.8	100.5	102.6	99.3	101.6	102.3	105.4	105.6	105.6
Grèce	89.6	92.1	97.1	98.9	98.0	98.1	99.5	101.7	103.6	100.0	100.8	98.3	100.8	104.1	103.4	106.3	106.8	111.5	112.1	112.1
Hongrie	99.7	107.3	107.6	109.9	110.5	103.5	109.8	110.9	101.7	100.0	99.2	93.7	93.2	91.5	89.7	91.0	91.8	91.2	89.8	89.8
Islande	166.9	172.1	181.3	183.7	203.8	182.4	184.6	134.4	98.2	100.0	100.3	98.2	100.3	107.4	111.9	125.6	139.5	135.9	125.6	125.6
Inde	120.9	117.3	113.2	110.6	112.3	107.8	112.2	103.5	96.9	100.0	94.1	84.1	77.6	76.1	80.0	78.5	80.6	76.0	73.4	73.4
Indonésie	112.5	123.4	126.0	115.6	104.9	109.7	105.2	96.1	91.8	100.0	98.4	93.4	86.3	77.6	75.0	76.8	76.3	70.5	68.6	68.6
Irlande	84.2	86.6	93.7	96.1	95.7	95.8	98.2	102.6	104.5	100.0	100.9	97.1	100.0	101.0	95.2	97.7	99.2	101.9	101.5	101.5
Israël	108.6	95.6	91.4	87.6	86.6	86.8	89.5	99.7	95.4	100.0	101.4	97.9	105.0	108.3	110.7	115.2	122.4	122.7	123.5	123.5
Italie	89.1	91.9	97.5	99.4	98.5	98.6	100.1	102.0	104.0	100.0	100.5	98.2	100.8	103.2	100.7	103.1	103.6	107.1	107.3	107.3
Japon	86.1	82.8	85.3	88.6	85.9	79.6	75.3	84.5	97.0	100.0	105.7	107.2	88.0	83.1	79.0	90.9	87.3	88.2	89.5	89.5
Corée	108.4	112.3	111.8	112.0	124.5	133.1	131.7	107.4	93.4	100.0	99.8	99.9	105.3	113.0	115.4	115.0	117.8	120.3	120.5	120.5
Lettonie	112.5	111.5	106.3	103.7	97.9	97.4	97.8	98.8	105.1	100.0	100.9	100.2	102.3	108.5	115.6	120.2	116.9	122.5	123.2	123.2
Lituanie	83.6	90.0	96.6	98.3	96.7	96.1	97.4	99.0	104.5	100.0	100.7	98.5	101.3	106.2	109.6	113.4	111.5	116.3	116.8	116.8
Luxembourg	93.1	94.5	98.3	99.5	98.9	99.0	100.0	101.4	102.6	100.0	100.2	98.6	100.0	100.9	98.4	99.6	100.2	101.8	101.8	101.8
Mexique	148.1	143.9	125.1	117.3	120.5	119.6	116.9	113.6	94.9	100.0	100.0	95.4	98.9	96.0	84.5	72.8	71.7	70.3	68.6	68.6
Pays-Bas	89.8	91.9	97.2	99.0	98.3	98.3	99.8	102.0	103.8	100.0	100.4	98.1	100.5	102.4	99.8	102.0	102.6	105.3	105.5	105.5
Nouvelle-Zélande	77.0	83.8	96.1	103.2	107.9	99.4	106.5	99.9	92.5	100.0	103.3	107.5	111.6	116.7	109.1	111.0	112.6	108.4	107.3	107.3
Norvège	88.8	97.1	96.1	93.2	97.0	96.5	98.2	99.0	95.8	100.0	102.7	104.0	101.9	96.3	87.4	86.0	86.5	86.5	86.9	86.9
Pologne	101.4	98.2	89.4	87.8	98.0	101.0	104.8	114.5	95.2	100.0	97.3	94.0	95.5	98.1	97.9	95.8	98.0	100.2	99.1	99.1
Portugal	93.6	95.2	98.5	99.5	98.9	98.9	99.8	101.3	102.3	100.0	100.3	98.9	100.7	101.9	99.7	101.3	102.0	104.2	104.3	104.3
Russie	138.2	126.1	115.2	114.6	115.3	118.7	117.5	114.6	95.2	100.0	99.2	98.7	95.9	81.8	58.0	54.0	61.5	56.6	56.2	56.2
République slovaque	66.6	68.0	72.9	76.4	77.9	80.3	88.8	96.2	103.4	100.0	100.2	99.1	101.0	103.3	102.4	104.3	104.0	106.1	106.5	106.5
Slovénie	102.9	100.4	101.1	100.2	99.2	99.2	100.0	101.1	103.3	100.0	100.5	98.9	101.0	103.2	101.8	103.7	103.8	106.5	106.9	106.9
Afrique du Sud	108.8	87.8	111.4	122.4	122.9	115.5	103.9	86.1	88.6	100.0	97.0	88.7	76.1	69.1	65.4	58.2	63.8	63.5	59.8	59.8
Espagne	90.9	93.3	97.6	99.0	98.4	98.5	99.7	101.6	103.1	100.0	100.5	98.5	100.9	102.6	99.8	102.2	103.1	106.1	106.4	106.4
Suède	92.4	95.3	101.7	103.8	101.1	101.5	103.0	101.3	93.4	100.0	106.1	107.4	110.8	107.5	102.5	103.5	102.1	98.0	97.0	97.0
Suisse	81.9	86.6	88.5	89.0	88.2	86.8	84.6	89.5	94.9	100.0	113.0	112.3	112.9	115.9	126.4	127.2	126.3	124.4	126.1	126.1
Turquie	168.6	126.6	112.8	110.5	116.2	108.2	111.0	106.8	96.6	100.0	86.2	84.4	79.2	70.8	67.1	62.2	50.2	38.1	34.0	34.0
Royaume-Uni	124.9	126.8	122.2	127.9	125.8	126.5	128.5	112.5	100.7	100.0	99.3	103.3	101.4	109.1	116.7	105.4	98.8	100.5	99.6	99.6
États-Unis	121.8	122.7	115.6	110.4	107.5	105.8	101.1	97.8	103.9	100.0	95.7	98.6	99.7	102.9	116.3	121.7	121.3	120.6	125.3	125.3
Zone euro	80.2	84.3	94.9	98.6	96.9	96.8	99.8	103.9	107.9	100.0	100.6	96.3	100.8	104.5	99.7	103.9	105.0	110.5	110.9	110.9

Note : Pour plus de détails sur la méthode de calcul, se reporter aux Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

1. Sur la base de l'hypothèse technique que les taux se maintiendront leurs niveaux du 30 octobre 2018.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 43. Prix nominal du logement

Pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Australie	7.3	7.3	8.3	11.2	18.7	18.0	6.2	1.8	6.9	10.5	3.9	4.0	11.7	-2.2	-0.3	6.6	9.1	9.0	5.5	8.3
Autriche	..	..	..	0.9	0.6	0.3	-1.9	5.0	4.1	4.7	1.1	3.9	9.4	6.3	7.3	5.2	3.5	4.9	8.5	5.3
Belgique	6.3	7.1	5.4	4.8	6.4	6.9	8.7	11.7	9.8	7.8	4.4	-0.5	3.1	4.0	2.2	1.2	-0.6	1.6	2.6	3.6
Canada	-1.3	2.8	4.3	4.7	8.1	8.3	8.2	8.0	11.7	11.6	5.5	-2.8	8.9	5.0	4.8	2.6	5.3	5.4	9.9	12.1
Chili	..	..	..	..	..	2.3	5.1	3.7	-0.5	7.1	-1.0	3.1	7.6	5.4	5.2	8.4	6.2	9.5	3.8	4.2
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-3.8	-1.8	0.0	-1.5	0.0	2.5	4.0	7.2	11.7
Danemark	9.0	6.7	6.5	5.8	3.6	3.2	8.9	18.6	24.1	2.7	-5.2	-12.0	2.8	-1.7	-2.7	3.9	3.8	7.0	5.2	4.5
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	49.5	20.8	-9.6	-37.2	5.7	8.5	7.3	10.7	13.7	6.9	4.7	5.5
Finlande	8.8	7.1	3.9	-1.4	6.0	6.3	8.2	7.9	7.0	5.9	0.8	1.4	6.3	3.2	2.4	1.2	-0.4	0.0	0.4	1.6
France	2.1	6.9	8.6	8.0	8.7	11.9	15.1	15.5	12.0	6.5	0.9	-7.1	5.1	5.9	-0.5	-2.1	-1.8	-1.9	1.0	3.0
Allemagne	-0.9	0.1	0.5	0.1	-1.3	0.4	-1.6	1.2	-0.4	-2.1	1.4	0.8	1.0	3.5	3.4	3.1	3.1	4.7	6.0	4.6
Grèce	14.4	8.9	10.6	14.4	13.9	5.4	2.3	10.9	13.0	6.2	1.5	-4.3	-4.4	-5.5	-11.8	-10.9	-8.0	-5.1	-2.4	-1.0
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2.4	-5.2	-2.4	-3.4	-3.7	-2.6	4.2	13.1	13.4	6.0
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	16.8	9.4	6.2	-9.7	-3.0	4.6	6.9	5.8	8.4	8.2	9.8	19.5
Irlande	24.1	21.5	20.6	12.4	7.0	14.2	11.2	8.6	14.9	7.5	-6.9	-19.2	-13.5	-17.1	-13.5	1.2	16.5	11.5	7.5	10.9
Israël	3.8	4.2	-4.8	-3.5	5.3	-5.7	-0.7	0.2	0.5	-1.6	7.6	13.7	17.6	10.5	3.2	9.1	6.4	5.9	7.5	3.9
Italie	2.1	5.6	8.3	8.2	9.6	10.3	9.9	7.5	6.4	5.2	1.7	-3.7	-0.5	1.4	-2.5	-6.5	-4.7	-3.8	0.2	-1.1
Japon	-1.7	-3.1	-3.8	-4.4	-5.3	-6.2	-6.1	-4.9	-3.0	-1.0	0.7	-5.8	1.4	0.1	-0.9	1.6	1.6	2.4	2.2	2.6
Corée	-9.2	-1.3	1.8	3.9	16.6	9.0	0.7	1.0	6.7	10.0	7.1	0.9	2.2	4.9	1.2	-1.1	1.6	2.8	1.6	1.2
Lettonie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	36.3	1.1	-37.3	-11.0	10.4	3.0	6.8	6.0	-3.4	8.5	8.8
Lituanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	26.3	9.0	-29.9	-7.4	6.6	-0.2	1.2	6.4	3.7	5.4	8.9
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3.3	-1.2	5.4	3.7	4.2	5.0	4.4	5.4	6.0	5.6
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	6.7	7.6	4.6	5.4	3.9	4.2	4.8	3.8	4.4	6.6	7.5	6.1
Pays-Bas	10.9	16.4	18.2	11.1	6.4	3.6	4.3	3.8	4.3	4.8	2.2	-4.5	-1.7	-2.0	-6.7	-6.0	0.8	3.6	5.0	7.5
Nouvelle-Zélande	-1.7	2.2	-0.4	1.8	10.2	19.6	17.9	13.5	10.5	10.9	-4.4	-1.6	2.0	1.2	4.7	9.1	6.5	11.8	13.1	6.4
Norvège	11.1	11.1	15.9	6.9	5.0	1.7	10.2	8.3	13.7	12.6	-1.1	1.9	8.2	8.0	6.8	4.0	2.7	6.1	7.0	5.0
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.1	-3.5	-4.4	1.0	1.5	1.9	3.9
Portugal	4.5	9.0	7.7	5.4	0.6	1.1	0.6	2.3	2.1	0.5	-6.3	0.2	0.8	-4.9	-7.1	-1.9	4.2	3.1	7.1	9.2
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	16.7	29.0	17.9	-12.8	-4.0	-1.5	-2.7	0.9	1.4	5.4	6.7	5.9
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7.0	-9.5	0.1	2.7	-6.9	-5.2	-6.6	0.8	3.3	8.0
Espagne	4.9	7.0	7.5	9.5	17.0	20.0	18.3	14.6	13.6	9.8	-1.4	-6.6	-1.8	-7.6	-14.8	-9.1	0.3	3.6	4.6	6.2
Suède	9.5	9.4	11.2	7.9	6.3	6.6	9.3	9.0	12.4	12.5	1.1	3.0	8.0	2.5	1.2	5.5	9.4	13.1	8.6	6.4
Suisse	-0.9	-0.1	0.0	0.9	-0.2	1.4	3.6	3.7	6.2	5.9	3.8	0.5	2.8	6.4	4.9	3.0	2.7	2.6	1.6	1.9
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7.3	9.4	10.5	12.2	14.5	12.2	10.5
Royaume-Uni	11.5	10.9	14.9	8.1	16.2	15.7	11.9	6.9	7.9	9.9	-4.5	-8.9	5.7	-1.4	0.4	2.6	8.0	6.0	7.0	4.6
États-Unis	4.8	6.1	6.7	6.9	7.1	7.7	9.4	10.5	5.9	0.0	-8.1	-5.9	-3.0	-4.2	2.9	7.1	5.1	5.4	6.0	6.7
Zone euro	2.9	5.5	6.5	5.8	6.3	7.6	7.3	8.0	6.9	4.5	1.0	-3.9	0.9	1.1	-2.2	-2.1	0.2	1.5	3.6	3.9
Total OCDE	3.2	4.6	5.4	4.9	6.2	6.4	6.4	6.9	5.7	3.3	-2.2	-4.1	0.8	-0.3	1.1	3.0	3.7	4.5	5.2	5.4

Source : Base de données analytique de l'OCDE sur les prix des logements.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879083>

Annexe : Tableau 44. Prix réel du logement

Pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	
Australie	5.9	6.1	4.7	7.6	15.4	15.4	4.7	-0.3	3.2	7.2	0.8	1.4	9.3	-4.4	-2.7	4.1	7.0	7.4	4.6	7.0	
Autriche	..	..	..	-1.5	-0.5	-1.2	-3.6	2.5	2.0	2.1	-1.0	3.4	7.5	3.1	4.8	3.0	1.5	3.3	7.1	3.5
Belgique	5.1	6.4	2.1	2.7	4.9	5.2	6.1	8.7	6.5	4.8	1.2	-0.1	1.4	1.0	0.2	0.3	-1.1	0.9	0.9	1.8	
Canada	-2.6	1.1	2.0	2.6	6.0	6.5	6.6	6.2	10.2	9.8	3.9	-3.0	7.4	2.8	3.5	1.2	3.3	4.3	8.8	10.8	
Chili	..	..	..	..	..	-0.2	3.2	-1.1	-3.6	3.0	-8.3	1.2	4.0	1.2	2.0	5.2	0.4	3.6	0.4	2.1
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-4.7	-2.2	-1.7	-3.6	-0.8	1.8	3.9	6.6	9.1
Danemark	7.4	4.8	3.6	3.4	1.7	1.9	7.7	16.6	21.4	0.9	-7.8	-13.1	0.3	-3.9	-4.9	3.1	3.2	6.6	4.7	3.3	
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	41.2	12.2	-16.5	-37.1	1.7	2.8	3.3	7.4	12.7	7.0	3.6	1.9
Finlande	7.0	5.5	0.8	-4.0	4.3	5.3	7.8	6.8	5.6	3.9	-2.5	-0.4	4.8	0.0	-0.4	-1.3	-1.7	-0.3	-0.2	0.5	
France	1.8	7.4	6.2	5.9	7.8	10.0	12.7	13.4	9.6	4.3	-1.8	-5.7	4.0	4.0	-1.9	-2.8	-1.9	-2.1	1.1	1.7	
Allemagne	-1.4	-0.3	-0.3	-1.7	-2.6	-1.4	-2.5	-0.3	-1.4	-3.7	-0.3	1.2	-0.9	1.4	1.9	2.1	2.2	4.1	5.3	2.9	
Grèce	16.5	4.4	10.7	12.6	11.4	2.8	-1.0	7.7	9.4	2.5	-2.8	-5.2	-7.7	-7.6	-12.2	-9.3	-5.6	-3.4	-1.6	-1.6	
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-3.1	-9.0	-5.9	-6.9	-9.3	-4.4	3.3	13.4	13.6	3.3
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	8.9	4.4	-7.2	-21.9	-6.7	0.9	1.0	2.0	5.9	7.9	9.2	21.1
Irlande	19.2	18.0	14.7	8.1	1.7	9.9	8.8	7.3	12.0	4.3	-8.7	-13.4	-11.6	-17.8	-15.1	-0.2	15.2	11.1	6.3	9.8	
Israël	-1.7	-1.3	-6.5	-4.1	0.9	-6.0	-1.2	-1.4	-1.9	-2.8	1.9	11.7	14.3	7.1	1.4	7.5	5.9	6.4	8.1	3.6	
Italie	0.2	3.6	4.7	5.4	6.5	7.2	7.3	5.3	3.7	2.8	-1.4	-3.3	-1.9	-1.5	-5.1	-7.6	-5.0	-4.0	0.1	-2.2	
Japon	-1.7	-2.5	-2.9	-3.4	-4.0	-5.2	-5.6	-4.4	-2.9	-0.6	0.0	-3.6	2.9	0.6	-0.3	1.8	-0.5	2.0	2.8	2.4	
Corée	-14.5	-3.8	-2.5	-0.5	13.1	5.6	-2.4	-1.1	5.1	7.9	2.4	-1.6	-0.3	1.2	-1.0	-2.0	0.5	1.9	0.6	-0.3	
Lettonie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	22.0	-10.7	-35.0	-8.7	4.1	-0.4	6.6	4.3	-2.4	7.3	5.5
Lituanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	19.4	-1.7	-32.9	-8.5	2.4	-3.2	0.2	6.3	4.6	4.5	5.4
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.2	-0.7	4.1	0.6	2.1	3.3	3.9	5.5	5.6	4.0
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	1.9	2.1	-1.5	1.9	-1.3	-1.0	-0.3	-0.1	0.2	3.6	3.1	0.8
Pays-Bas	8.9	14.3	14.8	7.6	2.9	1.2	2.9	2.0	1.5	2.7	0.1	-3.0	-3.3	-4.0	-7.9	-7.9	-0.1	3.4	4.4	5.9	
Nouvelle-Zélande	-3.1	1.3	-2.4	-0.3	8.0	19.0	16.4	11.4	7.3	9.1	-7.8	-4.2	0.7	-1.6	3.9	8.4	5.6	11.0	12.4	4.9	
Norvège	8.4	8.9	12.7	4.6	3.6	-1.2	8.9	7.0	11.6	11.2	-4.4	-0.6	6.0	6.8	5.6	1.9	0.5	3.6	3.9	3.0	
Pologne	-4.6	-6.6	-4.8	1.1	2.7	2.3	1.7
Portugal	2.0	6.3	3.9	1.6	-2.8	-2.4	-1.6	-1.5	-1.4	-2.8	-8.9	2.2	-1.0	-6.5	-8.8	-2.7	3.9	2.1	6.0	7.9	
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	11.3	25.7	13.0	-12.8	-4.9	-5.2	-5.9	-0.4	1.5	5.5	7.0	4.4
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.3	-10.2	-1.3	0.9	-8.5	-7.2	-6.6	1.4	3.8	6.2
Espagne	3.2	4.8	3.3	5.8	13.8	16.3	14.2	10.9	9.6	6.3	-4.8	-5.8	-3.6	-9.8	-16.8	-10.1	0.1	3.8	4.7	4.5	
Suède	9.0	7.8	10.1	5.6	4.8	4.9	8.5	7.8	11.1	10.9	-2.0	0.7	6.4	0.8	0.7	4.7	8.2	12.1	7.5	4.6	
Suisse	-1.1	-0.4	-1.4	0.3	0.2	0.4	3.1	2.6	4.9	4.5	1.9	1.1	2.3	6.4	6.0	3.5	2.9	3.3	1.8	1.4	
Turquie	-1.7	1.7	5.8	4.0	6.0	5.3	-0.3
Royaume-Uni	9.9	10.3	14.1	7.7	15.5	14.3	10.2	4.8	4.9	7.8	-8.1	-9.8	4.0	-5.0	-1.7	0.2	5.9	5.5	5.4	2.4	
États-Unis	4.0	4.6	4.1	4.9	5.7	5.6	6.8	7.4	3.1	-2.4	-10.8	-5.8	-4.6	-6.5	1.0	5.7	3.6	5.1	4.9	4.8	
Zone euro	1.9	4.4	4.0	3.3	4.3	5.3	5.2	5.8	4.5	2.1	-1.7	-3.2	-0.7	-1.1	-4.0	-3.2	-0.3	1.2	3.2	2.4	
Total OCDE	2.1	3.5	3.4	3.2	4.9	4.7	4.5	4.7	3.3	1.1	-4.9	-4.1	-0.8	-2.8	-0.9	1.6	2.0	3.7	4.2	3.4	

Source : Base de données analytique de l'OCDE sur les prix des logements.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879102>

Annexe : Tableau 45. **Ratio du prix du logement au loyer**

Moyenne à long terme = 100

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Australie	78.7	82.2	86.3	93.1	107.9	125.0	129.6	129.1	133.6	140.0	135.2	131.7	141.0	131.9	126.2	130.3	138.6	148.7	155.7	167.6
Autriche	..	..	100.9	98.9	97.9	94.0	89.1	90.5	92.1	94.5	94.4	93.7	98.5	101.3	104.2	106.3	105.8	106.3	111.9	113.1
Belgique	84.5	89.2	92.6	95.2	98.8	103.4	110.2	120.7	128.0	135.4	138.6	135.2	137.8	141.7	142.6	142.4	138.7	139.6	141.9	145.5
Canada	74.7	75.9	78.3	80.7	85.5	91.3	97.8	104.7	115.8	127.2	131.9	126.3	135.9	141.1	145.9	147.2	152.8	159.2	173.9	193.7
Danemark	91.5	95.2	98.6	101.6	102.6	103.0	109.3	126.5	153.9	154.8	142.9	122.0	122.1	116.5	110.5	112.4	114.7	120.4	125.0	128.6
Finlande	94.3	99.7	97.8	93.0	99.1	106.0	113.6	119.2	122.1	121.9	117.9	123.9	131.9	131.7	130.1	127.9	123.6	120.0	117.8	117.3
France	69.9	73.5	79.9	85.9	91.1	99.1	111.0	123.7	133.9	138.3	136.5	124.3	128.6	134.7	131.9	127.0	123.5	120.4	121.2	124.6
Allemagne	90.9	90.2	89.6	88.6	86.3	85.7	83.7	83.9	82.7	80.0	80.1	79.9	79.8	81.5	83.3	84.8	86.2	89.2	93.4	96.0
Grèce	84.0	87.5	93.1	102.5	111.2	111.4	108.2	115.1	124.6	126.6	123.6	114.2	106.6	99.9	90.0	86.0	85.7	85.1	85.3	86.4
Irlande	92.2	134.9	145.5	135.2	148.1	179.5	194.2	194.0	181.9	148.7	123.1	149.7	126.4	91.8	81.8	83.4	98.0	108.4	113.4	121.2
Israël	96.6	92.9	90.1	84.1	79.4	77.5	78.5	79.9	79.7	82.2	89.9	91.4	103.3	109.7	109.3	116.5	121.7	126.7	134.4	137.6
Italie	77.2	78.9	83.3	88.2	94.5	101.4	108.4	114.0	118.4	121.8	120.9	112.7	110.0	109.7	104.6	96.6	92.3	88.7	88.6	87.5
Japon	108.2	105.1	101.3	97.0	92.1	86.6	81.6	77.9	75.6	75.0	75.5	71.4	72.8	73.1	72.8	74.3	75.8	77.8	79.8	82.0
Corée	76.6	78.8	80.6	80.5	88.8	93.5	92.6	93.8	99.7	107.7	112.8	112.0	112.4	113.4	110.2	106.1	105.3	105.6	105.3	104.9
Pays-Bas	93.9	105.9	121.9	131.9	136.6	137.2	138.8	140.6	143.2	147.2	148.0	138.1	132.8	127.9	116.7	105.7	102.0	102.3	105.2	111.1
Nouvelle-Zélande	71.3	73.7	73.2	82.3	89.0	103.2	118.0	130.7	141.3	152.3	141.3	136.9	137.6	136.8	139.9	149.5	155.9	170.2	188.4	196.2
Norvège	80.5	87.0	97.0	99.8	100.4	98.1	106.0	112.4	125.0	138.1	132.7	130.7	137.5	145.2	152.2	153.5	153.5	158.5	166.4	171.1
Portugal	97.5	104.8	110.2	113.1	110.2	108.8	106.7	106.6	106.1	103.8	94.4	92.1	90.9	85.7	78.1	75.6	75.5	77.0	81.0	87.7
Espagne	82.4	85.2	88.3	92.7	103.9	119.5	135.9	149.3	162.6	171.1	161.8	146.6	142.4	130.2	110.3	100.4	101.5	105.6	110.6	116.9
Suède	62.9	68.8	76.2	80.8	84.1	87.4	92.7	98.7	110.0	121.8	120.1	119.8	127.3	127.6	125.8	129.8	139.5	155.6	167.5	176.8
Suisse	81.6	81.0	79.8	78.4	77.5	78.3	80.2	82.1	85.6	88.6	89.8	88.0	89.4	93.9	97.8	100.3	101.8	103.6	104.9	105.9
Royaume-Uni	72.9	78.5	87.4	91.5	103.5	117.8	128.8	133.1	139.2	148.4	137.2	122.6	127.9	123.0	119.5	119.6	126.2	130.0	136.7	141.6
États-Unis	91.8	94.7	97.9	100.9	104.1	109.5	116.6	125.6	128.6	124.0	111.2	103.5	100.6	94.8	95.0	99.0	100.9	102.6	104.8	107.7
Zone euro	84.0	87.0	90.9	94.2	97.8	102.8	107.7	113.4	117.6	119.2	117.2	111.2	110.7	110.2	106.1	102.5	101.6	102.1	104.9	107.8
Total OCDE	88.6	91.0	93.9	96.1	99.3	103.6	108.0	113.1	116.4	116.9	111.6	105.4	105.2	103.1	101.9	102.9	104.5	106.7	109.9	113.2

Source : Base de données analytique de l'OCDE sur les prix des logements.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879121>

Annexe : Tableau 46. Ratio du prix du logement au revenu

Moyenne à long terme = 100

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Australie	86.0	88.1	90.7	93.2	108.5	122.7	121.8	117.9	119.8	121.7	117.6	116.9	125.7	115.6	113.4	117.5	123.9	133.3	140.3	151.9
Autriche	..	..	95.7	95.2	94.2	91.6	87.1	86.3	86.2	86.4	85.0	88.6	96.3	100.1	103.8	109.7	111.3	116.5	123.3	127.8
Belgique	85.7	89.6	90.0	90.3	95.8	101.3	108.3	117.5	123.2	127.5	127.3	125.7	130.2	134.1	135.6	136.5	134.8	136.7	136.8	138.0
Canada	86.4	84.9	83.7	84.9	89.0	94.0	97.7	102.0	107.7	114.9	116.0	112.2	118.0	119.7	122.2	121.8	125.4	127.8	139.4	150.7
Danemark	93.9	101.0	104.6	104.7	103.8	103.5	109.1	124.3	148.2	151.4	141.9	121.0	117.7	112.2	107.3	109.6	112.8	115.7	117.0	118.2
Finlande	95.7	95.9	95.5	90.1	91.5	92.8	96.0	101.7	105.0	105.8	101.4	100.4	102.7	102.1	102.4	101.2	100.7	99.4	98.4	98.4
France	73.9	77.4	79.9	82.4	86.7	95.4	106.2	120.0	128.9	131.2	129.2	120.3	123.6	129.1	127.7	126.2	122.9	119.7	119.2	120.1
Allemagne	97.5	95.2	94.2	90.2	88.6	86.7	83.8	83.2	81.0	77.8	76.9	78.1	76.8	77.2	78.1	79.7	80.5	82.9	86.0	87.3
Grèce	81.8	87.5	94.4	102.2	109.0	104.5	99.8	108.7	113.0	112.8	108.9	102.6	107.3	111.5	108.1	104.8	95.4	93.2	92.7	90.5
Irlande	95.9	107.3	117.5	116.7	118.3	128.1	135.6	137.8	151.9	154.1	135.1	117.4	105.1	91.8	77.2	78.6	90.9	97.5	100.9	107.0
Italie	79.6	81.7	84.9	87.6	92.7	99.4	106.1	111.8	115.3	117.7	118.7	118.2	118.6	117.8	119.0	111.5	105.7	100.1	98.9	96.1
Japon	102.8	100.9	98.5	97.2	92.6	88.2	82.5	78.3	75.9	74.8	75.7	72.1	72.7	73.1	72.1	73.4	74.2	74.7	75.3	75.9
Corée	73.6	69.6	67.7	66.8	73.1	75.1	70.7	68.1	69.8	73.5	74.9	73.2	70.8	70.8	69.4	65.7	64.2	62.7	62.0	60.3
Pays-Bas	95.0	106.0	119.7	122.1	127.2	131.4	135.4	139.2	139.4	140.8	140.0	135.2	131.6	126.3	117.1	109.3	107.7	109.9	113.1	119.2
Nouvelle-Zélande	86.3	81.9	83.6	80.6	88.3	97.9	109.7	120.0	124.6	128.8	122.7	115.5	113.5	108.9	112.5	120.2	128.3	137.9	153.3	160.2
Norvège	82.3	87.8	95.9	101.4	97.5	92.6	98.2	97.8	117.6	124.6	116.8	113.9	119.5	124.2	127.4	126.5	125.0	124.1	132.3	135.0
Portugal	109.6	111.8	114.2	115.0	111.2	110.6	106.2	104.0	102.8	98.7	89.1	89.8	88.1	87.2	83.5	81.6	84.9	84.2	87.3	92.2
Espagne	83.7	85.5	84.2	86.6	97.2	110.8	125.8	138.9	152.1	164.1	156.0	143.8	144.2	132.1	116.6	106.2	105.0	106.3	109.4	114.7
Suède	80.5	83.5	87.2	87.4	89.3	93.3	100.3	105.7	113.2	120.0	114.8	114.6	119.8	117.8	115.2	118.9	126.4	139.7	146.8	152.8
Suisse	81.5	79.2	76.0	74.6	75.6	77.0	79.0	79.9	81.7	83.0	84.7	84.8	86.9	91.5	94.8	96.3	98.4	101.5	101.5	103.8
Royaume-Uni	71.8	77.1	82.9	86.5	97.6	110.2	119.2	123.2	128.0	135.2	125.2	111.7	117.7	115.1	110.7	110.4	116.8	117.8	125.5	129.6
États-Unis	92.5	94.8	95.0	98.0	101.4	105.3	109.8	117.2	117.3	113.0	100.8	95.9	90.4	83.2	81.9	88.3	88.6	90.1	93.6	96.3
Zone euro	87.5	89.5	91.4	92.0	95.3	99.7	104.0	109.6	113.0	114.2	112.1	108.6	108.9	108.5	106.3	104.0	102.8	102.8	104.5	106.0
Total OCDE	90.3	91.9	92.6	94.0	97.2	100.7	103.3	107.3	108.8	108.3	102.7	98.4	97.0	93.8	92.1	94.2	94.7	95.8	98.5	100.8

Source : Base de données analytique de l'OCDE sur les prix des logements.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879140>

Annexe : Tableau 47. Volume des exportations de biens et services

Sur la base des comptes nationaux, pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Argentine	2.7	3.1	6.0	8.1	12.9	5.6	8.2	0.7	-9.3	13.9	4.1	-4.1	-3.5	-7.0	-2.8	5.3	0.4	-2.9	9.3	8.3
Australie	3.0	0.9	-1.5	4.0	3.3	3.5	3.5	4.3	2.3	5.3	-0.4	5.9	5.8	6.9	6.3	6.8	3.7	4.6	4.1	3.8
Autriche	5.4	4.0	0.8	7.8	7.1	8.5	7.2	1.1	-13.2	12.2	6.4	1.5	0.5	3.1	3.4	2.9	4.9	3.9	3.2	3.2
Belgique	0.4	3.7	1.6	6.2	5.0	5.3	5.7	1.7	-9.4	10.3	6.7	0.3	0.9	5.2	3.5	7.6	5.0	3.4	3.3	3.2
Brésil	8.4	6.5	11.1	13.5	11.3	4.7	5.6	-0.2	-8.5	11.6	5.4	-0.3	2.7	-1.0	6.7	1.7	5.7	-0.3	3.7	4.1
Canada	-3.0	1.2	-1.7	5.5	2.2	0.9	1.1	-4.6	-13.0	6.6	4.8	2.6	2.7	5.9	3.5	1.0	1.1	2.6	3.4	3.4
Chili	6.8	2.3	6.7	14.4	2.8	5.1	7.2	-0.6	-4.3	2.3	5.4	0.2	3.5	0.4	-1.8	-0.2	-1.0	4.9	4.5	4.0
Chine	6.0	26.5	28.0	24.4	23.5	25.1	20.2	9.7	-10.8	24.9	14.0	6.2	9.1	4.2	-2.3	1.9	11.0	5.4	5.0	4.8
Colombie	2.8	-2.4	7.4	9.8	5.7	9.3	6.7	3.7	-4.3	2.1	12.3	4.9	4.7	-0.3	1.7	-1.4	-0.7	3.3	5.4	4.5
Costa Rica	1.4	2.9	5.8	10.2	6.1	8.1	7.5	2.1	-8.4	9.0	6.8	5.5	3.4	5.0	2.7	9.5	5.2	3.8	3.4	4.4
République tchèque	9.4	0.8	8.8	29.2	18.4	14.7	11.0	3.9	-9.5	14.3	9.2	4.5	0.2	8.7	6.2	4.1	7.2	4.5	4.0	3.9
Danemark	3.4	4.4	-1.2	3.0	7.8	10.3	3.7	3.9	-9.2	2.9	7.2	1.2	1.6	3.1	3.6	3.9	3.6	-0.5	2.8	3.0
Estonie	6.3	2.8	10.2	17.3	20.0	9.5	12.6	0.9	-20.3	24.0	24.2	4.8	2.7	2.8	-1.4	5.2	3.5	4.4	4.4	3.1
Finlande	1.3	3.7	-1.2	8.7	6.9	10.1	9.1	6.6	-20.1	6.2	2.0	1.2	1.1	-2.7	0.9	3.9	7.5	3.3	4.0	3.4
France	3.2	1.9	-0.9	4.9	4.1	6.3	2.9	0.0	-10.8	8.4	6.6	3.0	2.1	3.4	4.4	1.5	4.7	3.3	3.6	3.4
Allemagne	6.1	4.3	1.8	10.3	7.0	12.8	9.7	1.3	-14.3	14.2	8.4	3.5	1.9	4.6	4.7	2.1	5.3	2.5	2.9	3.2
Grèce	0.1	-7.3	-0.7	18.6	3.3	5.2	10.6	3.5	-18.5	4.9	0.0	1.2	1.5	7.7	3.1	-1.8	6.8	7.7	4.7	2.7
Hongrie	8.8	5.7	6.3	17.9	12.9	19.5	16.1	6.9	-11.4	11.3	6.5	-1.8	4.2	9.1	7.2	5.1	4.7	8.3	7.5	5.9
Islande	6.7	3.4	0.9	8.2	7.1	-4.7	23.3	3.3	8.3	1.0	3.4	3.6	6.7	3.2	9.1	10.9	5.5	2.6	2.8	2.6
Inde ¹	4.3	21.1	9.6	27.2	26.1	20.4	5.9	14.6	-4.7	19.6	15.6	6.8	7.8	1.8	-5.6	5.0	5.6	8.9	4.5	6.3
Indonésie	0.6	-1.2	5.9	13.5	16.6	9.4	8.5	9.5	-2.0	15.3	14.8	1.6	4.2	1.1	-2.1	-1.6	9.1	7.6	5.4	5.2
Irlande	14.1	6.5	-1.8	6.6	5.5	6.1	8.9	-3.9	4.6	5.9	3.2	-0.9	2.9	14.5	39.3	4.4	7.7	5.3	5.6	4.8
Israël	-11.1	-2.0	8.2	17.6	5.0	5.3	10.4	5.8	-11.2	15.3	10.5	-2.1	4.8	1.8	-2.9	1.4	5.1	4.6	4.3	5.0
Italie	2.3	-2.5	-1.5	5.4	4.3	8.6	5.5	-3.3	-17.9	11.4	6.1	2.0	0.9	2.4	4.2	2.6	6.0	0.2	2.7	2.8
Japon	-6.7	7.8	9.5	14.3	7.2	10.3	8.7	1.6	-23.4	24.9	-0.2	-0.1	0.8	9.3	2.9	1.7	6.7	2.8	1.4	3.8
Corée	-2.3	13.0	13.9	20.6	7.8	12.1	12.7	7.5	-0.3	12.7	15.1	5.1	4.3	2.0	-0.1	2.6	1.9	4.7	4.5	3.4
Lettonie	9.0	5.0	4.0	13.7	23.5	7.5	13.8	2.4	-12.9	13.4	12.0	9.8	1.1	6.0	3.1	4.4	6.2	4.7	4.3	4.0
Lituanie	24.1	20.2	9.1	4.2	20.5	12.6	3.2	13.5	-12.8	18.9	15.4	12.4	9.9	3.3	0.9	4.0	13.6	5.0	4.3	3.2
Luxembourg	6.2	2.7	2.7	9.1	6.4	13.7	8.4	4.8	-11.4	10.3	4.0	2.7	5.2	16.4	5.3	3.8	-1.9	5.9	4.4	4.5
Mexique	-0.5	0.4	1.9	9.9	6.2	7.9	1.9	-0.9	-11.0	22.4	7.8	6.5	1.3	7.0	8.5	3.5	3.9	7.6	6.0	5.3
Pays-Bas	1.4	0.6	2.1	7.6	5.8	7.5	5.3	1.6	-8.6	9.6	5.2	3.2	2.6	4.5	7.4	1.5	5.6	2.6	3.2	3.0
Nouvelle-Zélande	3.3	6.9	2.4	5.2	-0.6	1.7	4.9	-1.1	1.9	3.3	2.6	1.8	1.0	3.4	7.3	2.1	1.8	4.2	4.2	3.3
Norvège	4.3	-0.3	-0.1	1.0	0.5	-0.8	1.4	0.1	-4.1	0.6	-0.8	1.6	-1.7	3.1	4.7	1.1	-0.2	0.3	2.5	3.9
Pologne	2.4	4.7	14.1	4.9	9.9	15.6	10.0	7.1	-5.9	13.1	7.9	4.6	6.1	6.7	7.7	8.8	9.5	6.2	7.2	5.7
Portugal	2.3	3.1	3.3	4.5	0.5	12.4	7.3	-0.3	-10.2	9.5	7.0	3.4	7.0	4.3	6.1	4.4	7.8	5.8	4.3	4.0
Russie	4.2	10.3	12.6	11.8	6.5	7.3	6.3	0.6	-4.7	7.0	0.3	1.4	4.6	0.5	3.7	3.2	5.1	5.7	2.6	2.2
République slovaque	10.6	7.0	18.4	20.9	12.9	22.9	14.6	3.0	-16.8	15.7	12.0	9.3	6.7	3.9	6.4	6.2	4.3	5.8	8.3	6.4
Slovénie	7.2	7.8	3.2	13.0	11.4	14.1	13.6	4.2	-16.6	10.2	6.9	0.6	3.1	5.7	5.0	6.4	10.7	8.1	6.4	6.3
Afrique du Sud	2.4	1.0	0.1	2.8	8.6	7.5	7.8	1.5	-17.0	7.7	3.5	0.8	4.0	3.6	2.8	1.0	-0.1	2.0	5.9	2.9
Espagne	3.7	1.4	3.4	4.3	1.8	4.9	8.3	-0.8	-11.0	9.4	7.4	1.1	4.3	4.3	4.2	5.2	5.2	1.6	2.8	4.0
Suède	0.9	1.3	4.4	9.8	6.6	9.1	4.7	1.6	-14.3	11.4	6.2	1.5	-0.8	5.4	5.2	2.6	3.7	3.3	3.5	3.3
Suisse	0.0	-2.1	-1.1	9.1	6.8	6.5	11.2	3.8	-10.0	12.6	5.2	1.1	15.2	-6.1	2.5	6.7	-0.1	1.4	1.9	2.9
Turquie	4.6	7.8	6.7	11.6	8.1	6.5	7.3	3.8	-3.7	1.7	13.4	14.9	1.1	8.2	4.3	-1.9	11.9	8.3	10.3	5.1
Royaume-Uni	1.9	2.3	3.0	5.4	7.9	12.1	-1.0	0.4	-8.3	5.7	6.4	1.4	1.5	2.3	4.4	1.0	5.7	1.2	1.1	1.8
États-Unis	-5.8	-1.7	2.2	9.7	7.1	9.3	8.7	5.7	-8.4	12.1	7.1	3.4	3.6	4.3	0.6	-0.1	3.0	4.1	2.1	2.8
Total OCDE	0.6	2.0	2.4	8.7	6.1	8.7	6.7	1.9	-10.9	11.4	6.4	2.8	2.8	4.5	4.4	2.4	4.6	3.4	3.3	3.5

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional comme la somme des volumes exprimés en dollars constants de 2010.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 48. Volume des importations de biens et services

Sur la base des comptes nationaux, pourcentage de variations par rapport à la période précédente

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Argentine	-13.9	-50.1	37.6	40.1	15.8	11.0	19.6	13.6	-18.4	35.2	22.0	-4.7	3.9	-11.5	4.7	5.7	15.0	0.3	-2.7	4.2
Australie	-4.6	11.1	11.0	15.5	9.1	8.7	13.3	10.3	-8.0	15.6	10.6	5.7	-2.0	-1.4	1.7	0.5	7.8	5.6	6.1	4.9
Autriche	5.2	0.2	3.2	8.0	5.6	6.0	5.4	0.9	-11.6	11.8	6.0	0.9	0.8	2.9	3.4	3.1	5.1	2.3	2.1	2.4
Belgique	-1.0	0.9	1.5	6.2	6.4	4.6	5.7	3.5	-9.0	9.6	7.3	0.1	0.3	6.2	3.4	8.5	4.3	2.8	3.5	3.5
Brésil	2.7	-13.5	-0.7	9.7	8.9	17.7	18.5	16.4	-7.3	33.9	10.5	0.3	6.9	-1.9	-14.0	-10.1	5.5	6.2	5.4	4.0
Canada	-4.9	1.8	4.2	8.5	7.3	5.3	5.8	0.9	-12.4	13.8	5.6	3.6	1.6	2.3	0.7	-1.0	3.6	4.2	3.2	3.1
Chili	5.4	1.9	5.7	19.4	18.4	11.8	13.8	11.7	-16.7	25.5	15.3	5.1	2.1	-6.5	-1.2	0.2	4.7	9.6	4.9	3.6
Chine	9.3	25.0	32.5	23.3	12.9	16.9	13.7	5.7	4.0	18.1	16.0	7.1	11.0	8.3	2.6	6.3	6.9	7.9	4.9	4.7
Colombie	8.7	0.3	8.2	10.3	11.9	18.8	13.5	12.1	-8.6	10.8	22.0	9.4	7.4	7.8	-1.1	-4.0	0.3	5.1	3.8	3.5
Costa Rica	-0.1	5.9	4.7	4.8	6.9	8.0	10.1	6.6	-18.8	18.8	10.7	7.9	1.7	4.9	4.4	8.9	2.4	0.4	3.0	4.8
République tchèque	11.2	4.7	8.6	25.7	13.0	11.8	12.8	3.0	-10.8	14.4	6.7	2.8	0.1	10.1	6.9	2.6	6.3	5.1	4.8	4.7
Danemark	2.4	6.4	-1.0	7.2	11.4	14.0	5.8	4.8	-11.9	0.5	7.4	2.7	1.5	3.9	4.6	4.2	3.6	2.9	2.2	3.8
Estonie	12.5	13.4	13.9	15.7	17.0	20.9	13.2	-6.0	-30.6	20.7	27.4	9.7	2.1	3.3	-1.7	5.4	3.6	5.1	4.3	4.4
Finlande	1.4	4.3	4.1	8.1	11.2	6.7	7.4	7.9	-16.9	6.5	6.0	1.6	0.5	-1.3	3.2	5.6	3.5	2.3	2.5	2.8
France	2.3	1.9	0.9	5.7	6.4	6.0	5.8	1.0	-9.2	8.5	6.2	0.4	2.5	4.9	5.7	3.1	4.1	1.5	3.2	3.3
Allemagne	1.2	-2.5	5.7	7.1	6.0	11.5	6.5	1.8	-9.6	12.6	7.2	0.4	3.1	3.6	5.2	4.0	5.3	3.6	4.4	4.4
Grèce	1.0	-3.4	7.4	4.4	0.9	13.3	15.5	1.3	-20.4	-3.4	-9.4	-9.1	-2.4	7.7	0.4	0.3	7.1	3.5	5.0	3.0
Hongrie	5.8	8.7	9.5	17.3	7.8	15.5	13.9	6.0	-14.7	10.2	4.4	-3.5	4.5	11.0	5.8	3.9	7.7	9.6	8.8	6.3
Islande	-10.0	-2.7	10.3	13.7	28.8	9.8	-2.3	-20.3	-22.4	4.4	6.8	4.6	0.1	9.8	13.8	14.5	12.5	5.4	5.0	3.4
Inde ¹	2.8	12.3	13.8	22.2	32.6	21.5	10.2	22.7	-2.1	15.6	21.1	6.0	-8.1	0.9	-5.9	4.0	12.4	12.0	3.4	6.9
Indonésie	4.2	-4.2	1.6	26.7	17.8	8.6	9.1	10.0	-9.3	16.6	15.0	8.0	1.9	2.1	-6.2	-2.4	8.1	12.5	5.8	5.7
Irlande	13.1	5.3	-2.4	1.9	12.8	9.3	9.3	-2.8	-1.7	0.5	2.7	-0.9	1.0	14.5	33.2	18.5	-9.3	-0.9	6.1	5.1
Israël	-5.5	-1.1	-0.9	11.8	3.4	3.4	11.1	2.4	-13.9	15.5	10.9	2.1	1.3	2.3	0.3	10.2	5.0	9.7	4.7	4.4
Italie	1.7	0.9	1.3	4.2	3.7	8.2	4.8	-3.9	-12.8	12.1	1.1	-8.2	-2.3	3.0	6.6	3.8	5.7	1.6	3.5	3.1
Japon	1.0	0.7	3.4	8.1	6.1	4.7	2.2	0.7	-15.7	11.2	5.8	5.4	3.3	8.3	0.8	-1.6	3.5	2.6	1.4	2.0
Corée	-3.6	15.0	10.6	12.3	7.8	12.4	11.6	3.2	-6.8	17.3	14.3	2.4	1.7	1.5	2.1	4.7	7.0	1.9	3.1	4.1
Lettonie	15.6	2.7	11.9	21.0	16.9	21.4	17.3	-10.7	-31.7	12.4	22.0	5.4	0.4	1.2	2.1	4.4	8.9	5.0	5.0	4.6
Lituanie	19.7	20.1	9.6	15.5	20.3	14.3	10.8	12.2	-28.0	18.7	15.0	6.6	9.1	3.1	6.8	3.8	12.0	4.7	4.9	4.1
Luxembourg	6.6	1.1	4.6	11.6	5.7	12.4	6.8	9.3	-13.8	12.2	5.3	4.8	5.0	19.4	4.4	4.5	-2.2	5.7	4.7	4.9
Mexique	-0.3	1.2	2.6	5.8	5.9	8.8	4.8	2.9	-15.7	17.1	5.7	4.9	2.6	5.9	5.9	2.4	7.0	5.9	3.9	4.5
Pays-Bas	2.4	0.2	2.2	5.8	5.5	8.0	7.8	-0.7	-7.8	8.3	3.8	2.2	2.4	3.3	14.5	-2.1	5.2	2.8	3.1	3.0
Nouvelle-Zélande	2.3	9.8	8.6	16.8	6.2	-2.4	9.3	3.3	-14.4	10.9	6.9	2.7	6.4	7.9	3.8	3.4	7.0	7.4	3.4	3.2
Norvège	1.7	1.0	1.2	9.0	7.9	9.1	10.0	3.2	-10.3	8.4	3.9	3.0	5.0	2.4	1.6	3.3	1.6	1.4	2.5	3.3
Pologne	-3.8	2.6	9.6	8.1	6.3	18.1	15.8	9.5	-12.4	14.3	5.8	-0.3	1.7	10.0	6.6	7.6	10.0	6.9	8.4	7.3
Portugal	1.1	-0.2	-0.4	7.6	2.2	7.5	5.4	2.5	-9.9	7.8	-5.8	-6.3	4.7	7.8	8.5	4.7	8.1	6.2	4.8	4.5
Russie	18.7	14.6	17.3	23.3	16.6	21.3	26.2	14.8	-30.4	25.8	20.3	9.7	3.5	-7.3	-25.8	-3.8	17.4	5.0	3.0	4.4
République slovaque	18.9	5.8	8.0	21.6	15.3	19.5	9.4	3.6	-18.8	14.7	9.6	2.5	5.6	4.8	8.4	3.7	3.9	5.9	7.7	6.5
Slovénie	3.6	5.6	6.5	14.0	7.3	12.4	16.8	3.8	-18.8	6.8	5.0	-3.7	2.1	4.1	4.7	6.6	10.3	8.0	6.9	7.0
Afrique du Sud	0.2	5.3	8.1	15.5	10.9	18.3	9.4	2.8	-17.7	10.8	11.9	4.2	5.0	-0.6	5.4	-3.8	1.6	2.3	3.8	4.1
Espagne	3.5	3.6	5.9	10.1	7.0	8.2	8.6	-5.6	-18.3	6.9	-0.8	-6.4	-0.5	6.6	5.4	2.9	5.6	3.5	2.9	4.1
Suède	-1.6	-1.3	4.0	5.8	7.0	8.7	7.9	3.5	-14.0	12.3	7.4	1.0	-0.2	6.4	4.9	4.0	5.1	3.8	3.1	3.5
Suisse	0.9	-2.2	0.3	3.6	9.8	3.3	5.8	4.9	-3.8	7.9	9.3	-2.5	13.6	-7.7	4.3	5.9	-0.7	-0.8	3.8	3.5
Turquie	-24.2	20.8	24.2	20.2	11.9	7.7	9.4	-2.6	-14.6	21.0	12.3	1.3	10.2	-0.4	1.7	3.8	10.2	-1.8	-2.3	5.0
Royaume-Uni	4.8	5.7	3.1	6.8	7.2	9.8	-2.3	-1.8	-8.6	8.1	0.7	3.0	3.2	3.8	5.5	3.3	3.2	0.2	0.1	0.7
États-Unis	-2.8	3.6	4.9	11.4	6.5	6.6	2.5	-2.2	-13.1	13.1	5.6	2.7	1.5	5.1	5.5	1.9	4.6	4.7	5.3	4.8
Total OCDE	0.2	2.5	4.2	8.6	6.9	8.1	5.5	0.5	-11.7	11.4	5.7	1.3	2.3	4.3	5.3	3.0	4.5	3.2	3.8	3.9

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional comme la somme des volumes exprimés en dollars constants de 2010.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 49. Prix des exportations de biens et services

Sur la base des comptes nationaux, pourcentage de variations par rapport à la période précédente, exprimés en monnaie nationale

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Argentine	-3.0	176.6	3.7	9.2	3.7	15.3	14.0	23.8	6.2	13.2	22.7	11.1	18.4	44.9	-0.6	53.5	14.1	56.4	45.1	18.7
Australie	5.9	-2.1	-5.3	4.1	11.8	12.4	1.0	21.8	-11.9	8.1	11.0	-9.5	-0.1	-3.9	-8.5	-2.4	10.7	5.4	2.6	2.4
Autriche	0.5	0.1	0.0	1.1	2.0	2.5	1.9	2.6	-2.8	2.9	4.2	1.3	0.0	-0.1	-0.7	-0.7	1.8	1.6	1.7	1.8
Belgique	1.4	-1.1	-1.3	2.1	3.7	2.6	2.2	3.9	-5.4	4.6	3.9	2.7	-0.3	-1.9	-3.0	-1.7	2.2	1.3	2.1	2.0
Brésil	22.9	22.2	10.8	9.4	-8.3	-0.1	-0.8	16.4	-6.1	3.4	14.2	12.7	7.1	3.6	13.9	-0.6	-0.2	15.9	2.1	1.9
Canada	1.3	-1.8	-1.6	2.1	2.8	0.2	0.8	10.6	-9.7	1.7	6.9	-0.8	1.2	3.5	-3.2	-0.8	4.0	3.2	2.1	1.9
Chili	6.6	5.5	10.9	12.8	11.7	23.7	6.1	-4.3	-3.8	14.8	3.9	-3.9	-3.3	10.4	-3.0	1.9	9.3	1.6	2.8	2.4
Chine	1.4	-3.3	5.1	9.0	2.0	-0.2	0.6	-0.9	-7.9	1.8	4.9	-0.5	-3.3	0.6	0.1	-3.3	1.0	-0.4	2.0	2.4
Colombie	1.8	7.1	15.7	4.1	5.0	7.9	-2.4	18.2	-0.3	5.7	19.6	0.2	-1.6	-1.5	-2.4	1.2	8.3	9.4	3.4	3.6
Costa Rica	5.6	7.1	13.1	11.3	14.0	11.7	4.1	9.3	6.2	-2.6	1.0	1.4	0.3	7.3	0.1	1.3	4.1	2.2	3.2	2.0
République tchèque	0.3	-4.8	0.1	2.8	-2.2	-1.3	0.3	-4.2	0.5	-1.0	0.8	3.1	1.5	4.0	-1.3	-2.4	-0.6	-1.4	0.7	1.1
Danemark	1.6	-1.1	-1.1	2.0	5.5	2.8	1.2	5.0	-8.4	9.5	1.3	3.0	0.6	-0.8	0.7	-4.0	1.9	1.0	2.1	2.1
Estonie	5.9	3.1	0.0	1.2	4.4	5.6	6.3	6.6	-2.2	3.1	5.4	2.2	0.7	-0.1	-1.1	0.0	3.9	1.8	1.8	1.9
Finlande	-1.3	-2.5	-1.4	-0.4	1.2	2.3	1.0	-0.2	-5.9	3.8	4.5	1.1	-1.1	-0.4	-0.9	-2.1	3.1	3.2	1.8	2.5
France	-0.3	-1.4	-1.6	0.4	1.8	2.1	1.9	3.1	-3.7	2.2	2.9	1.4	-0.2	-0.7	0.8	-1.6	0.8	0.9	1.9	1.6
Allemagne	0.7	-0.6	-1.3	-0.2	1.1	1.1	0.3	1.0	-2.6	2.3	2.6	1.8	-0.5	-0.2	1.2	-0.8	1.6	0.9	1.4	1.6
Grèce	2.2	2.3	1.7	2.0	2.4	3.3	2.7	4.3	-2.1	5.7	5.8	2.5	-1.5	-2.1	-6.2	-3.4	5.0	3.1	1.4	1.6
Hongrie	3.0	-4.1	0.1	-1.0	-0.5	6.4	-3.9	0.8	2.9	1.8	3.4	3.1	0.0	1.1	-0.1	-1.0	1.5	2.1	3.2	2.9
Islande	21.8	-1.2	-6.4	1.7	-4.4	21.4	-0.9	36.1	14.3	8.8	7.0	1.6	-3.1	-1.2	1.9	-10.0	-3.6	5.0	4.0	2.1
Inde ¹	0.3	1.0	6.9	7.1	-0.7	5.8	6.3	13.7	2.7	9.9	8.9	6.4	8.7	-1.4	0.9	2.9	2.7	7.5	3.9	3.3
Indonésie	12.1	-6.2	-2.7	6.2	9.6	0.2	3.4	15.8	-5.8	1.9	7.7	1.1	3.5	8.4	-0.4	-1.2	7.0	7.7	6.7	2.8
Irlande	-0.4	-0.6	-2.7	0.3	2.1	1.7	0.1	3.1	-4.0	2.8	-0.6	4.2	-1.1	0.4	7.4	-1.9	-0.3	1.0	2.5	2.9
Israël	0.9	11.9	-1.9	0.9	4.5	1.9	-3.8	-5.2	2.6	-2.4	-0.3	8.3	-4.9	-0.8	4.7	-0.9	-3.7	0.7	2.1	1.3
Italie	2.4	1.4	-0.1	1.1	1.9	2.2	2.4	2.9	-2.0	2.3	4.0	1.9	-0.3	-0.1	-0.4	-1.1	1.7	1.8	2.1	1.8
Japon	2.5	-1.4	-3.7	-1.4	1.4	3.2	2.3	-3.9	-11.8	-1.7	-2.3	-1.8	10.4	3.0	0.8	-8.5	4.1	1.3	3.1	3.0
Corée	3.7	-7.7	-0.9	4.9	-6.4	-5.4	1.1	25.6	-0.4	1.3	3.2	-0.6	-4.8	-4.9	-5.0	-4.5	5.4	0.7	2.3	2.6
Lettonie	3.1	3.0	8.0	10.0	10.1	8.3	11.7	8.3	-4.4	5.8	8.8	4.1	1.3	-1.5	-0.7	-2.1	3.5	3.8	2.9	2.3
Lituanie	-2.2	-4.2	-2.0	7.7	8.6	5.1	5.8	12.5	-14.1	10.1	11.0	3.3	-1.7	-2.3	-5.1	-2.5	4.4	2.4	1.8	1.2
Luxembourg	-3.7	-0.8	-0.9	6.1	8.1	8.5	5.2	-0.6	-4.1	5.3	5.3	4.2	2.4	2.7	4.0	-1.0	5.6	1.6	1.4	2.1
Mexique	-5.1	4.3	12.0	8.3	3.5	7.3	6.9	9.1	8.3	-1.8	6.3	5.4	-1.5	2.2	6.1	12.4	6.5	4.1	4.5	4.7
Pays-Bas	0.7	-1.8	-0.9	0.7	3.0	3.0	1.4	4.4	-5.7	4.3	4.6	2.4	-0.8	-1.9	-1.8	-2.8	3.1	2.5	4.0	3.7
Nouvelle-Zélande	7.3	-6.9	-7.4	0.8	1.1	7.3	1.0	15.3	-8.0	3.0	5.7	-5.3	2.4	1.7	-3.9	-1.5	7.2	2.3	1.2	1.8
Norvège	-2.2	-10.2	2.0	12.9	17.4	15.5	1.5	17.5	-17.0	7.5	12.8	2.9	1.6	-1.7	-8.0	-7.6	9.2	13.2	5.0	2.4
Pologne	2.7	4.6	6.2	7.9	-2.4	2.3	2.7	-0.7	11.4	0.3	6.8	3.8	-0.1	0.0	1.1	0.2	1.6	-0.1	2.2	2.9
Portugal	0.6	0.1	-1.5	1.7	1.6	4.4	1.9	2.7	-5.0	3.3	5.0	1.7	-1.0	-1.2	-1.3	-1.6	3.3	1.0	0.6	0.7
Russie	-1.6	4.8	8.4	12.6	21.9	11.2	3.9	28.1	-11.9	16.6	24.8	7.2	-1.6	13.0	7.4	-10.1	3.0	26.3	9.0	2.6
République slovaque	4.9	1.0	1.5	1.8	1.6	2.1	0.5	1.4	-5.1	3.0	4.0	1.2	-1.9	-3.3	-1.4	-1.5	2.2	2.3	1.6	1.9
Slovénie	8.0	4.5	2.8	3.0	2.8	2.7	2.5	1.4	-1.1	2.2	4.2	1.0	-0.7	-0.1	-0.1	-1.4	2.5	2.2	2.0	2.5
Afrique du Sud	16.8	24.7	-8.0	2.6	6.2	15.6	13.3	26.4	0.0	4.3	13.2	4.2	9.0	5.5	-0.8	8.3	3.8	-0.3	0.9	1.6
Espagne	1.7	0.4	-0.3	1.8	4.0	4.1	2.4	2.6	-2.7	3.0	4.5	2.0	-0.7	-1.5	0.7	-1.1	2.7	1.3	2.3	1.6
Suède	2.6	-1.5	-2.0	-0.3	2.6	3.0	2.0	4.0	1.3	-0.6	-1.0	-1.0	-2.5	2.0	2.1	-1.2	3.3	3.6	2.5	2.2
Suisse	-0.1	-1.9	0.6	0.7	1.8	4.9	3.9	2.5	-0.4	2.3	-0.5	2.2	-5.1	-3.0	-5.0	0.1	0.2	2.9	1.2	1.5
Turquie	87.9	25.1	10.9	13.0	-0.2	13.3	1.9	17.1	3.2	3.4	15.4	4.2	7.3	11.5	7.7	6.9	20.1	20.7	15.5	10.0
Royaume-Uni	0.7	-1.5	1.7	-0.8	3.4	1.9	-1.1	9.7	3.8	5.3	5.2	-0.6	2.2	-2.8	-4.4	6.1	4.9	2.7	2.3	2.7
États-Unis	-0.8	-0.8	1.5	3.6	3.5	3.2	3.8	4.7	-6.0	4.1	6.3	0.8	0.2	0.0	-5.0	-2.0	2.9	3.9	2.4	2.0
Total OCDE	2.3	-0.4	0.3	2.3	2.2	3.0	1.9	5.0	-3.2	2.8	4.3	1.2	0.1	0.0	-1.1	-0.8	3.5	2.7	2.8	2.7

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional. Ils sont calculés comme la moyenne géométrique des prix pondérés par les volumes du PIB de l'année 2010 exprimés en dollars.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 50. Prix des importations de biens et services

Sur la base des comptes nationaux, pourcentage de variations par rapport à la période précédente, exprimés en monnaie nationale

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Argentine	-3.0	203.2	-3.8	6.1	6.5	11.4	10.0	13.2	5.2	9.0	12.3	8.4	25.8	47.0	4.5	49.5	14.6	49.0	39.2	20.9
Australie	5.9	-4.1	-8.5	-5.0	0.6	4.2	-4.0	7.4	-2.4	-7.6	-1.4	0.9	3.7	4.1	3.3	-3.1	-0.3	4.6	3.0	2.4
Autriche	0.3	-0.6	-0.8	1.7	2.8	3.6	2.3	3.9	-4.6	4.7	6.0	1.9	-0.1	-1.1	-1.8	-1.3	2.8	2.3	2.2	2.0
Belgique	1.3	-1.8	-1.0	3.0	4.4	3.3	2.0	6.6	-8.3	6.3	5.1	2.8	-0.6	-2.1	-3.8	-2.3	3.1	2.7	2.2	2.0
Brésil	25.0	20.3	12.5	5.3	-8.2	-7.1	-2.3	12.6	-5.2	-8.8	5.8	17.1	10.5	8.5	24.0	-0.2	-5.0	16.1	4.4	1.9
Canada	2.5	0.5	-6.7	-2.2	-0.7	-0.8	-2.2	6.0	-0.6	-3.4	3.4	0.7	1.2	4.9	4.0	1.2	1.0	2.0	2.3	1.9
Chili	8.7	4.1	3.2	-5.5	1.0	-0.6	3.8	16.4	-8.0	-1.8	4.4	0.5	-0.3	13.1	0.0	-2.2	0.2	1.5	3.1	2.1
Chine	-0.5	-3.1	5.2	9.5	2.2	0.4	1.7	4.6	-15.1	12.5	8.9	-3.0	-4.2	-2.1	-11.2	-3.4	8.3	2.1	2.7	3.0
Colombie	10.1	6.2	12.7	-1.9	-2.8	1.8	-6.7	1.1	2.5	-6.3	5.1	-2.4	-0.9	3.9	16.1	5.3	-1.2	1.9	2.9	2.4
Costa Rica	5.3	9.4	14.2	13.9	16.8	14.2	7.2	13.4	-1.1	-6.4	2.8	-0.4	-0.3	5.6	-6.1	-1.9	6.5	3.7	3.3	3.1
République tchèque	-2.5	-8.1	0.0	1.6	0.0	0.7	-0.8	-3.1	-1.5	0.9	2.5	3.5	0.5	2.5	-1.7	-3.4	0.4	-0.7	2.3	1.1
Danemark	1.7	-2.2	-1.9	1.1	3.6	3.5	1.7	3.1	-8.6	6.9	3.3	2.4	-0.4	-2.4	0.3	-4.7	1.4	2.4	2.2	2.1
Estonie	1.4	-1.0	-1.6	1.0	1.8	3.2	4.0	6.2	-2.6	5.7	4.7	2.5	-0.1	-1.5	-1.8	-0.2	2.9	1.5	2.2	1.9
Finlande	-2.9	-2.7	0.0	1.8	4.7	5.6	1.1	1.7	-7.1	6.0	6.1	2.1	-1.7	-1.6	-4.3	-2.5	3.5	3.2	1.9	2.5
France	-0.5	-3.1	-1.6	1.4	3.2	3.6	0.7	3.8	-6.2	3.7	5.4	1.7	-1.4	-1.9	-2.4	-2.2	2.1	2.1	1.8	0.9
Allemagne	0.6	-2.6	-2.5	-0.4	3.0	2.8	0.1	2.8	-6.9	4.8	5.5	2.0	-1.6	-1.5	-1.5	-2.5	2.6	1.5	1.8	1.7
Grèce	1.3	0.8	-0.1	2.1	3.4	3.3	2.2	5.5	-1.4	5.3	6.4	4.2	-3.1	-3.7	-10.5	-3.0	5.4	4.6	1.1	1.6
Hongrie	2.4	-5.2	0.4	-0.9	1.3	7.8	-4.4	2.0	1.6	1.7	4.9	4.1	-0.7	0.3	-0.8	-2.1	1.6	2.8	3.3	3.0
Islande	21.7	-1.7	-2.4	3.2	-5.3	17.7	2.8	45.7	23.9	4.1	10.0	4.8	-1.2	-4.3	-4.5	-12.1	-5.2	8.0	1.7	1.3
Inde 1	1.8	8.7	1.0	17.1	-1.9	5.3	6.2	8.0	4.1	7.9	9.6	8.0	11.9	0.4	0.0	1.3	2.5	5.8	7.7	4.2
Indonésie	14.8	-0.8	-4.6	7.2	11.5	-5.1	7.5	28.9	-7.7	3.8	5.6	6.7	7.6	7.1	-1.0	-2.7	6.1	12.9	6.4	2.7
Irlande	-1.7	-2.7	-1.6	6.0	0.4	2.7	-0.4	2.0	-2.6	6.4	-2.5	6.0	-0.9	2.6	2.6	-1.5	1.6	1.8	4.4	3.1
Israël	1.8	12.2	0.5	3.7	6.7	3.2	-1.8	-2.7	-4.1	-0.6	4.2	5.3	-6.9	-1.7	-3.4	-4.7	-3.1	4.4	2.4	1.3
Italie	1.2	-0.3	-1.7	2.0	5.3	5.4	1.3	5.1	-7.8	6.6	6.8	3.5	-1.8	-2.6	-2.6	-3.4	3.1	1.9	2.2	1.9
Japon	2.3	-1.0	-0.6	3.0	8.3	11.0	6.6	5.8	-21.4	4.3	5.8	-0.6	11.5	3.5	-7.5	-13.2	8.4	6.0	6.6	2.5
Corée	6.4	-9.4	0.7	8.0	-2.9	-1.1	1.2	34.7	-4.1	1.1	8.1	-0.4	-6.8	-5.7	-12.1	-7.5	4.8	3.7	2.5	2.4
Lettonie	1.7	5.7	5.9	7.3	11.1	9.0	6.7	10.2	-4.6	5.7	5.6	7.1	0.7	-0.2	-1.2	-4.8	2.8	1.7	3.1	2.3
Lituanie	-1.8	-4.5	-2.0	-0.8	7.5	8.2	4.9	8.6	-10.7	9.9	11.9	4.1	-1.5	-3.2	-7.5	-4.6	4.0	4.4	1.9	1.2
Luxembourg	-3.0	-1.5	-1.7	6.3	7.9	6.2	6.8	-1.8	-5.3	4.1	4.7	4.2	2.3	2.0	5.4	-1.9	6.0	1.2	1.7	2.1
Mexique	-3.8	2.3	10.3	13.6	2.6	6.1	5.0	7.2	11.8	1.2	8.4	6.4	-2.8	3.3	10.9	12.9	2.8	5.0	5.2	5.2
Pays-Bas	-0.7	-2.5	-0.9	1.1	2.7	2.8	1.7	4.5	-6.2	5.9	6.3	2.4	-1.2	-1.8	-2.9	-3.4	3.4	2.7	4.7	3.7
Nouvelle-Zélande	2.2	-5.9	-11.4	-4.4	0.8	9.9	-4.9	12.5	-1.4	-4.1	2.6	-1.0	-4.6	-3.3	0.7	-3.4	2.1	3.5	1.8	1.8
Norvège	-0.1	-5.0	1.4	4.7	1.5	3.2	3.9	4.2	-0.3	0.8	3.3	0.0	1.6	4.9	5.1	1.3	2.7	4.1	2.2	2.0
Pologne	0.2	5.5	6.7	4.6	-3.6	2.4	1.1	0.8	8.0	1.8	8.5	5.1	-1.1	-1.9	-1.3	-0.3	1.4	1.4	2.4	2.1
Portugal	0.3	-1.6	-1.5	2.1	2.9	3.8	1.4	5.1	-9.3	4.7	7.1	1.1	-2.7	-2.3	-4.4	-3.2	4.0	1.2	0.5	0.6
Russie	3.9	6.6	1.6	-2.9	5.6	0.3	0.4	10.8	25.5	-2.2	3.3	4.7	4.5	18.2	41.4	7.1	-8.3	13.3	8.4	2.4
République slovaque	6.1	1.0	1.9	2.1	1.7	3.6	1.6	3.0	-4.1	3.6	5.3	2.5	-1.4	-3.4	-1.1	-1.1	2.7	2.7	1.6	1.9
Slovénie	6.2	2.5	2.1	4.2	5.0	3.3	1.5	2.7	-4.4	6.5	5.7	2.1	-1.5	-1.1	-1.4	-2.2	3.0	2.4	2.4	2.5
Afrique du Sud	15.5	21.6	-11.7	0.7	4.4	10.2	10.0	25.1	-5.1	-1.6	6.5	8.6	10.6	7.1	-3.6	6.8	-0.9	1.7	1.0	1.9
Espagne	-0.1	-2.4	-1.7	2.2	3.1	3.9	1.7	5.1	-7.4	5.5	8.5	4.0	-1.8	-0.7	-0.2	-1.6	3.5	3.0	2.3	1.6
Suède	4.0	0.1	-2.0	0.8	4.5	3.4	0.5	4.4	0.5	-0.2	-0.2	-1.0	-2.8	1.8	1.3	-1.8	4.0	4.7	2.7	2.2
Suisse	-0.1	-4.8	-1.0	1.9	3.5	6.2	4.9	3.6	-2.8	2.5	0.0	2.7	-5.1	-3.1	-7.3	2.4	1.7	3.9	0.8	1.5
Turquie	91.9	22.1	6.5	11.4	0.4	18.1	0.3	20.5	1.4	4.5	27.9	4.4	2.7	11.6	5.6	2.9	27.5	26.8	18.0	10.7
Royaume-Uni	-0.1	-2.8	0.1	-1.4	3.4	2.6	0.5	12.4	2.0	3.6	6.9	-0.8	1.0	-4.1	-5.8	4.1	5.6	2.6	3.2	2.9
États-Unis	-2.6	-1.3	3.0	4.8	5.9	3.8	3.5	10.1	-11.1	5.5	7.6	0.2	-1.4	-0.9	-8.2	-3.6	2.3	3.5	2.2	2.1
Total OCDE	1.9	-1.3	0.1	2.8	3.4	4.1	1.8	7.8	-5.8	3.6	6.6	1.8	-0.7	-0.3	-3.0	-2.0	3.8	3.9	3.4	2.7

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional. Ils sont calculés comme la moyenne géométrique des prix pondérés par les volumes du PIB de l'année 2010 exprimés en dollars.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 51. Indicateurs de compétitivité à partir des prix relatifs à la consommation

Indices, 2010 = 100

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Argentine	269.4	114.2	122.3	117.2	116.8	114.8	111.9	109.2	102.6	100.0	95.6	98.5	90.2	79.0	99.9	86.7	91.5	74.2	71.6	83.1
Australie	65.6	69.4	78.4	84.9	87.4	87.2	92.7	90.8	88.2	100.0	106.9	108.4	103.7	99.2	90.4	90.8	93.7	89.7	88.3	88.4
Autriche	98.3	99.0	102.3	103.4	102.5	101.7	102.1	102.2	103.0	100.0	100.4	98.8	100.8	102.7	100.5	101.8	102.4	104.5	104.6	104.5
Belgique	92.5	94.1	99.0	100.9	100.6	100.2	100.9	103.5	103.6	100.0	100.9	98.7	100.2	100.6	96.8	99.5	100.1	102.7	102.6	102.2
Brésil	58.8	55.8	53.7	55.9	69.2	77.6	83.6	87.9	87.9	100.0	104.7	94.8	89.9	88.3	73.4	77.2	84.0	75.4	78.5	79.6
Canada	74.4	73.8	81.6	85.7	90.8	95.8	98.7	96.0	92.0	100.0	101.5	101.1	97.6	92.1	84.6	83.1	84.3	84.1	84.4	84.0
Chili	85.5	87.9	82.0	87.6	93.1	97.5	95.9	97.3	94.8	100.0	101.1	103.7	103.1	94.1	92.5	93.8	97.0	98.6	94.9	95.1
Chine	97.6	95.7	89.3	86.7	85.6	87.0	90.1	97.9	102.0	100.0	102.3	108.1	114.9	117.8	129.0	124.0	119.5	121.1	117.8	117.0
Colombie	75.2	73.7	63.4	69.1	78.0	77.0	86.3	91.6	90.4	100.0	99.8	106.0	102.4	98.7	81.5	79.3	83.2	84.1	80.4	80.8
Costa Rica	94.8	93.0	86.1	83.3	83.1	83.5	84.7	88.0	90.1	100.0	102.4	106.6	111.3	108.5	117.4	116.0	109.8	107.6	106.1	106.7
République tchèque	71.6	79.8	78.2	79.1	83.4	87.6	89.9	102.9	99.0	100.0	101.9	98.7	96.6	91.5	90.5	92.7	95.9	101.1	100.5	100.3
Danemark	92.8	95.0	100.1	100.9	99.7	99.4	99.9	101.4	104.4	100.0	99.4	96.7	97.7	98.9	96.0	97.2	97.6	99.1	98.8	98.5
Estonie	84.3	86.5	89.6	91.2	91.4	92.2	95.8	101.7	103.4	100.0	101.2	100.1	102.8	104.8	104.5	105.5	105.6	110.4	111.5	112.0
Finlande	101.7	103.1	107.8	107.5	104.2	102.6	103.6	105.1	106.7	100.0	99.6	96.9	98.6	101.4	99.3	100.4	98.7	101.8	101.2	100.6
France	95.8	97.6	103.0	104.8	103.4	102.7	103.1	103.8	104.0	100.0	99.3	96.3	97.4	97.8	93.7	94.4	94.4	96.5	95.8	95.4
Allemagne	99.1	100.3	105.2	106.7	104.5	103.5	104.8	104.8	105.7	100.0	99.0	95.7	97.8	99.1	94.7	96.0	96.1	98.6	98.4	98.3
Grèce	85.3	88.0	93.5	95.7	95.9	96.6	98.0	99.8	101.4	100.0	100.7	96.8	95.9	95.5	90.9	90.9	90.2	92.1	90.4	88.8
Hongrie	79.1	87.3	89.5	95.3	96.9	92.1	102.5	105.2	99.2	100.0	99.8	96.8	96.0	92.5	89.3	89.7	91.0	91.4	91.3	92.7
Islande	117.6	125.4	132.1	135.6	153.3	143.1	148.7	116.4	95.0	100.0	101.0	101.5	105.4	113.1	118.0	132.5	147.6	144.9	134.7	134.9
Inde	88.7	88.5	87.0	86.0	88.1	87.2	93.5	88.9	90.2	100.0	99.1	94.3	93.2	95.5	103.3	104.3	108.5	104.9	103.9	106.5
Indonésie	66.7	81.0	86.9	82.9	81.6	94.7	94.2	90.4	89.5	100.0	99.8	96.0	92.1	86.3	87.7	91.6	93.0	87.5	86.7	88.3
Irlande	84.7	89.4	98.1	100.7	100.3	102.0	107.0	112.0	107.8	100.0	100.2	95.7	97.2	96.8	90.1	91.3	90.9	92.7	92.1	92.2
Israël	114.4	103.5	97.0	90.2	87.7	87.2	87.5	97.5	95.3	100.0	101.1	96.3	102.3	103.7	103.6	105.2	109.8	108.7	107.8	106.6
Italie	94.0	96.5	102.4	104.3	102.8	102.3	102.8	103.6	104.9	100.0	99.8	97.9	99.5	100.1	96.1	96.7	96.3	98.5	97.7	96.7
Japon	112.2	104.9	105.5	106.8	100.4	90.7	83.1	89.7	100.5	100.0	101.2	99.9	80.2	76.1	71.7	80.8	76.6	76.6	76.8	76.6
Corée	101.8	106.8	108.1	109.7	122.6	130.9	129.0	104.9	93.1	100.0	100.0	99.7	103.8	110.2	111.3	109.9	112.6	114.4	114.4	114.1
Lettonie	95.3	92.0	87.7	88.2	85.9	88.2	93.8	103.0	109.6	100.0	100.6	99.0	98.0	101.5	103.6	105.0	102.6	107.8	108.5	108.7
Lituanie	89.7	92.1	94.1	93.5	90.8	90.4	93.1	98.9	106.1	100.0	100.7	98.5	99.6	101.8	100.4	102.5	102.3	106.9	106.9	106.8
Luxembourg	92.9	94.3	98.0	99.4	99.1	99.7	100.6	101.5	102.3	100.0	100.5	99.0	100.4	100.8	98.1	98.5	99.0	100.1	99.4	99.4
Mexique	123.1	123.4	109.7	105.0	108.9	108.8	107.6	105.5	92.8	100.0	100.1	97.3	102.7	101.9	91.5	79.8	81.1	81.6	81.4	82.5
Pays-Bas	95.4	98.6	104.2	105.1	103.5	102.1	102.5	103.0	104.8	100.0	99.4	96.9	99.8	101.0	97.7	98.8	98.9	101.3	101.9	101.9
Nouvelle-Zélande	74.9	82.2	94.2	101.2	106.6	99.0	105.9	98.9	92.6	100.0	103.8	106.6	109.5	113.2	104.8	105.6	107.2	102.9	102.1	102.3
Norvège	91.2	98.8	98.2	93.9	97.3	96.8	96.8	97.4	95.5	100.0	100.6	100.2	98.5	93.8	86.3	87.0	87.4	87.4	87.7	87.4
Pologne	104.1	99.6	88.9	88.0	97.8	99.3	102.6	111.7	94.8	100.0	98.2	95.7	96.0	97.1	94.3	90.3	92.7	94.5	93.6	94.1
Portugal	95.2	97.9	102.1	103.2	102.3	102.8	103.5	103.6	102.9	100.0	100.8	99.5	99.6	99.3	96.7	97.9	98.3	99.9	99.1	98.3
Russie	64.6	66.3	67.2	72.5	80.4	88.7	93.0	99.3	91.1	100.0	104.0	105.9	107.6	97.1	79.0	77.7	90.2	83.7	84.7	85.6
République slovaque	60.0	61.2	69.4	76.1	77.7	81.6	90.0	97.5	104.7	100.0	100.9	100.4	101.8	102.5	99.9	100.0	99.2	101.7	102.3	102.8
Slovénie	93.8	95.8	99.3	99.5	98.4	98.4	100.0	102.3	103.8	100.0	99.0	97.2	98.8	99.5	96.2	96.6	96.7	99.9	99.8	100.2
Afrique du Sud	85.4	74.0	97.0	103.8	104.0	98.5	91.6	80.0	87.4	100.0	98.1	92.3	81.8	77.0	75.0	69.8	79.3	80.8	78.3	80.6
Espagne	88.3	91.0	95.8	98.0	98.5	99.8	101.3	103.4	103.4	100.0	100.5	98.2	99.9	99.8	95.2	95.9	96.5	98.9	98.6	98.2
Suède	101.3	104.1	110.8	111.3	106.4	105.6	106.8	104.3	94.4	100.0	105.8	105.3	106.4	101.4	95.4	95.9	94.3	90.5	89.4	89.5
Suisse	94.8	98.5	99.0	98.0	95.9	93.1	88.8	92.3	96.3	100.0	109.7	105.6	103.7	104.8	111.7	110.6	108.5	105.5	105.5	104.3
Turquie	67.4	73.7	78.2	80.9	89.6	88.8	96.0	97.0	91.3	100.0	88.4	91.7	90.3	86.1	85.8	84.1	74.7	63.4	65.1	70.3
Royaume-Uni	127.0	127.4	121.6	126.2	123.8	124.4	125.9	109.6	99.4	100.0	100.6	104.9	103.6	111.3	117.8	105.5	99.5	101.6	100.5	100.5
États-Unis	123.9	124.0	116.7	111.7	109.9	109.1	104.2	100.3	104.8	100.0	95.3	97.7	97.8	100.1	111.4	115.9	115.4	114.7	118.7	118.8
Zone euro	89.8	93.6	104.4	107.8	104.9	103.8	105.7	107.7	109.6	100.0	99.2	94.3	97.3	98.8	91.9	93.9	93.9	98.1	97.5	96.9

Note : Ces indices représentent la compétitivité pondérée des prix relatifs à la consommation et sont exprimés en terme de dollar. Les poids de la compétitivité prennent en compte, pour 53 pays, la structure de la compétition sur les marchés d'exportation et d'importation de l'industrie. Une croissance de l'indice indique une augmentation réelle effective et, parallèlement, une détérioration de la position concurrentielle. Pour plus de détails sur la méthode de calcul, voir Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 52. Indicateurs de compétitivité à partir des coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre

Annexe : Tableau 52. Indicateurs de compétitivité à partir des coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre

Indices, 2010 = 100

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Argentine	168.5	58.1	64.5	74.0	79.4	84.4	88.6	94.4	90.0	100.0	103.8	120.3	116.1	94.0	112.4	84.2	84.6	61.6	53.6	61.8
Australie	58.9	61.6	70.5	77.8	81.4	82.4	90.7	89.6	84.4	100.0	110.1	111.4	105.8	100.1	89.8	89.1	91.3	87.1	85.4	85.5
Autriche	99.4	98.5	101.6	101.8	100.3	100.4	100.5	101.0	102.7	100.0	99.2	98.5	101.4	103.5	102.0	103.4	102.4	103.5	102.6	101.4
Belgique	94.7	96.7	101.4	101.3	100.2	100.8	101.7	104.2	104.6	100.0	101.4	99.7	102.3	102.7	97.4	98.1	98.4	100.2	100.0	99.3
Brésil	61.8	58.1	53.8	56.2	70.0	77.0	82.0	88.3	90.4	100.0	108.9	101.3	95.8	95.1	77.3	80.6	91.0	84.8	90.5	93.4
Canada	67.7	66.8	74.3	79.1	84.7	91.2	95.5	94.6	91.6	100.0	101.6	102.7	100.3	93.8	86.1	83.6	84.2	84.4	84.6	84.3
Chili	77.9	82.6	77.1	80.5	84.3	87.2	86.6	89.6	91.7	100.0	102.9	107.0	109.0	100.6	99.8	103.4	107.7	107.9	103.4	103.5
Chine	79.8	83.4	79.7	78.7	79.1	81.1	83.7	92.6	98.6	100.0	102.6	110.4	118.8	123.7	137.5	133.3	130.6	134.1	132.5	133.5
Colombie	71.3	71.2	60.3	65.5	74.2	73.9	82.6	87.3	87.9	100.0	98.3	106.8	105.4	101.9	82.8	79.3	82.3	84.8	82.5	83.9
Costa Rica	219.7	199.0	170.0	147.3	130.0	117.3	108.5	99.6	93.4	100.0	98.4	97.7	97.3	90.8	96.9	95.8	89.4	85.8	82.0	79.9
République tchèque	70.9	81.9	81.8	84.4	88.7	92.0	94.6	105.5	99.2	100.0	101.7	98.2	95.9	91.1	89.3	93.1	97.3	105.9	108.2	110.2
Danemark	87.2	89.8	94.9	95.7	95.6	95.8	99.4	102.4	105.7	100.0	97.6	93.1	93.9	95.2	92.7	93.9	93.5	96.2	95.5	95.0
Estonie	73.8	75.3	80.4	82.3	83.2	86.4	96.2	107.5	108.4	100.0	96.4	94.9	97.6	103.4	108.7	111.6	111.8	117.5	119.8	121.3
Finlande	99.4	100.1	104.2	104.5	103.2	100.9	98.6	100.6	107.3	100.0	98.7	97.2	98.7	101.0	100.9	100.4	95.5	97.4	96.5	95.7
France	92.9	95.6	100.8	102.0	101.4	101.3	101.7	102.1	102.5	100.0	99.0	96.2	97.7	98.4	94.4	95.1	94.9	96.4	93.9	93.2
Allemagne	108.8	108.8	114.0	113.9	108.9	103.9	101.5	101.2	105.8	100.0	98.6	96.4	99.6	101.9	99.8	101.9	102.4	105.8	106.4	106.6
Grèce	74.9	82.3	87.6	90.0	92.5	91.8	94.3	97.4	101.7	100.0	96.8	89.2	83.5	83.0	80.3	80.8	79.8	82.7	82.0	80.8
Hongrie	83.7	93.5	99.9	106.0	108.9	102.6	111.8	112.6	101.9	100.0	98.9	93.8	93.2	91.4	86.4	90.7	92.9	96.8	97.7	99.2
Islande	136.0	146.9	156.9	159.2	183.6	179.0	183.5	130.6	90.0	100.0	105.8	105.8	110.2	120.7	132.2	151.8	174.8	168.2	154.9	151.8
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	85.7	101.5	106.0	101.4	98.2	112.6	107.3	98.5	92.6	100.0	95.3	89.0	81.5	72.5	69.5	70.3	69.2	63.0	60.6	59.8
Irlande	85.9	87.7	98.7	101.6	104.7	107.6	111.7	120.8	113.9	100.0	94.2	88.9	90.9	86.4	68.5	70.1	68.2	68.5	67.6	67.5
Israël	128.1	110.7	100.5	92.5	90.7	91.5	92.5	101.7	94.6	100.0	100.2	97.4	103.3	104.4	107.7	111.5	118.6	117.9	117.4	116.2
Italie	85.8	89.6	96.5	98.9	99.3	99.7	100.5	102.1	105.0	100.0	98.9	95.5	97.0	97.7	95.1	96.9	96.1	98.4	96.4	94.1
Japon	119.7	108.3	106.6	105.6	99.2	89.6	81.5	89.2	101.6	100.0	103.1	100.1	79.6	74.9	70.1	80.7	76.4	77.2	77.8	77.4
Corée	101.4	106.4	110.7	113.1	127.8	135.0	132.7	106.1	93.2	100.0	99.3	99.4	105.4	112.9	116.7	116.8	119.1	122.8	123.2	123.0
Lettonie	89.3	83.1	80.7	81.1	86.3	94.8	115.6	131.6	116.9	100.0	94.2	93.7	96.7	103.8	113.1	118.2	115.2	121.8	122.5	123.1
Lituanie	85.1	87.0	90.1	94.2	96.6	103.1	105.8	113.0	111.9	100.0	98.0	93.6	95.2	99.4	105.3	112.5	112.1	118.5	119.9	120.7
Luxembourg	83.9	85.9	88.9	91.4	92.7	94.2	93.6	99.3	103.6	100.0	100.9	101.2	101.4	103.0	99.8	101.2	105.3	107.5	107.3	106.0
Mexique	110.6	114.4	102.9	98.4	103.7	104.5	103.8	104.7	93.9	100.0	101.2	98.6	104.3	101.8	90.3	79.0	79.2	79.4	79.5	81.5
Pays-Bas	95.2	99.7	105.9	106.0	102.8	100.5	101.2	102.4	105.6	100.0	99.3	96.6	97.5	97.3	92.4	93.7	93.1	94.7	94.1	94.3
Nouvelle-Zélande	69.0	75.3	87.5	95.9	103.5	96.5	105.0	100.2	92.0	100.0	102.1	104.4	108.9	114.7	106.3	107.1	109.5	106.9	106.3	106.6
Norvège	72.5	80.2	79.4	76.8	81.5	85.0	90.8	95.9	93.6	100.0	106.2	109.1	110.0	105.3	95.8	93.0	93.3	93.7	94.5	93.7
Pologne	113.6	103.4	90.0	86.1	96.2	98.0	103.1	116.4	93.3	100.0	96.0	92.4	92.4	94.2	92.1	91.0	93.8	95.8	96.7	99.5
Portugal	95.4	98.0	102.3	102.9	104.0	102.8	102.3	102.0	102.4	100.0	97.2	90.9	93.8	93.3	91.0	93.3	94.6	96.7	96.4	96.1
Russie	43.4	48.4	49.6	57.1	64.0	75.8	87.3	97.6	88.5	100.0	112.5	120.2	126.3	116.0	85.2	83.5	98.7	93.7	96.3	99.6
République slovaque	71.8	72.8	78.0	80.3	83.2	85.6	91.5	97.0	105.0	100.0	99.9	97.2	97.6	99.4	99.3	100.7	101.5	104.7	105.4	106.2
Slovénie	92.9	93.0	95.7	96.8	95.8	95.5	96.3	98.6	104.0	100.0	97.4	93.6	92.5	91.8	89.5	91.2	90.8	93.3	93.5	94.0
Afrique du Sud	68.7	58.6	77.9	89.0	91.6	89.0	84.9	74.4	82.1	100.0	100.6	95.5	86.7	82.7	82.0	77.3	88.3	91.1	89.3	92.6
Espagne	83.5	86.6	91.8	94.9	96.3	98.7	102.2	105.7	104.8	100.0	97.8	90.4	89.9	90.1	87.3	87.4	86.8	88.3	87.9	87.0
Suède	100.1	101.9	107.6	107.9	103.5	101.4	103.9	102.8	95.9	100.0	106.8	109.3	112.5	108.5	102.4	104.2	103.2	99.6	99.2	99.7
Suisse	93.8	99.3	99.5	97.1	94.4	90.8	87.2	90.4	96.4	100.0	112.6	110.7	109.8	110.3	119.5	117.5	114.3	109.0	109.1	107.7
Turquie	67.8	74.0	78.7	81.7	90.9	90.0	97.1	97.5	89.7	100.0	89.1	92.4	91.2	87.0	87.2	85.3	74.9	64.0	67.4	72.8
Royaume-Uni	122.9	122.6	117.2	125.3	122.8	125.7	128.6	109.4	99.5	100.0	96.9	99.2	97.4	102.6	109.8	99.4	94.0	95.4	94.0	93.4
États-Unis	136.3	133.9	124.2	118.7	114.7	113.4	108.9	103.0	104.6	100.0	95.2	96.9	97.5	101.1	114.6	119.1	119.1	117.4	121.3	121.0
Zone euro	90.6	94.7	106.1	108.3	105.0	102.5	102.8	105.4	110.2	100.0	97.5	91.5	94.5	96.3	90.9	93.3	92.8	96.7	95.4	94.4

Note : Ces indices représentent la compétitivité pondérée des prix relatifs à la consommation et sont exprimés en terme de dollar. Les poids de la compétitivité prennent en compte, pour 53 pays, la structure de la compétition sur les marchés d'exportation et d'importation de l'industrie. Une croissance de l'indice indique une augmentation réelle effective et, parallèlement, une détérioration de la position concurrentielle. Pour plus de détails sur la méthode de calcul, voir Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/eco/sources-et-methodes.htm>).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 53. Croissance des marchés à l'exportation de biens et services

	Pourcentage de variations par rapport à la période précédente																			
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Argentine	2.8	0.5	5.8	12.1	10.0	11.8	12.2	8.1	-9.8	16.8	9.7	3.4	4.5	1.9	-1.9	-0.8	5.0	5.0	4.1	3.7
Australie	1.0	6.6	9.8	13.8	9.7	9.9	7.8	5.2	-8.7	14.7	10.2	5.3	4.5	5.2	1.5	2.5	6.1	5.4	3.6	3.9
Autriche	2.2	1.4	5.4	9.4	7.7	10.7	8.4	3.0	-11.4	11.9	7.0	0.8	3.2	3.4	3.8	3.4	5.4	3.7	4.3	4.2
Belgique	2.0	1.8	4.3	8.3	7.3	9.5	6.9	2.3	-10.7	10.8	6.1	1.6	2.6	4.6	5.0	2.7	4.5	3.3	3.6	3.8
Brésil	0.5	-0.4	9.5	14.1	10.0	10.7	10.7	5.7	-10.5	14.1	10.3	3.5	4.1	2.7	2.3	2.1	6.0	4.2	3.1	3.7
Canada	-1.8	3.8	5.2	11.3	7.0	7.4	3.5	-0.9	-12.2	13.0	6.2	3.0	2.2	4.9	4.7	2.0	4.7	4.5	4.8	4.5
Chili	0.9	3.8	8.5	12.2	8.6	10.2	8.7	4.3	-8.8	15.1	9.8	3.8	4.7	4.6	1.7	2.3	5.8	5.0	3.8	3.9
Chine	-0.5	3.7	6.2	12.2	8.5	8.9	7.5	3.9	-12.0	13.6	7.3	3.6	2.8	3.5	2.0	1.4	5.7	4.2	3.8	3.8
Colombie	0.0	3.5	5.6	11.4	8.0	8.1	7.1	2.5	-11.2	12.2	7.2	3.5	3.0	3.9	3.2	1.7	4.4	4.1	4.2	3.9
Costa Rica	-0.9	4.3	6.3	12.3	7.6	8.2	6.7	2.6	-11.3	13.5	6.9	3.4	3.4	4.0	4.3	2.7	5.6	4.5	4.1	3.8
République tchèque	2.8	1.3	5.3	9.2	7.7	11.2	8.1	2.9	-12.1	11.8	6.9	1.1	2.9	3.8	4.3	3.5	5.4	3.8	4.4	4.3
Danemark	1.3	1.7	4.8	8.6	7.7	9.7	7.4	2.4	-11.5	11.2	6.3	1.8	2.6	4.3	4.4	3.4	4.6	3.3	3.6	3.7
Estonie	3.2	3.7	5.8	10.4	10.6	11.2	10.7	4.9	-17.5	11.9	9.6	3.4	2.3	1.6	0.2	3.2	6.5	3.4	3.3	3.7
Finlande	1.6	3.0	6.1	10.2	8.8	10.8	9.3	3.7	-13.4	12.9	8.7	3.1	2.9	3.0	1.1	2.6	5.9	3.8	3.6	3.9
France	1.8	2.3	5.3	9.3	7.8	9.7	8.1	2.6	-11.2	10.9	6.1	1.3	2.9	4.0	3.7	2.8	4.7	3.3	3.5	3.7
Allemagne	2.1	3.0	4.9	9.6	8.0	9.4	8.0	2.9	-11.3	11.2	6.7	1.6	3.1	3.8	3.6	3.0	5.0	3.4	3.6	3.8
Grèce	1.9	3.6	6.0	10.3	7.9	9.7	10.0	4.4	-11.5	10.6	7.5	2.4	3.0	2.9	3.2	3.0	5.3	3.0	2.9	3.2
Hongrie	3.1	2.0	5.5	9.7	7.7	10.8	8.6	3.0	-12.3	11.7	7.1	1.5	2.7	3.4	3.7	3.4	5.6	3.5	3.8	3.9
Islande	2.3	1.9	3.7	7.9	7.1	9.2	6.9	1.3	-10.9	9.6	5.2	1.9	3.0	3.4	6.2	1.6	4.7	2.8	3.1	3.3
Inde	2.3	5.0	7.7	13.2	9.9	10.1	11.4	6.1	-9.4	10.8	8.0	4.7	4.3	4.5	1.3	0.8	4.4	3.9	3.4	3.3
Indonésie	-0.9	5.3	8.1	13.2	9.1	9.3	7.4	4.8	-10.5	14.9	8.4	4.4	3.5	4.2	1.9	1.9	6.3	4.8	3.7	3.8
Irlande	0.5	2.8	4.1	8.7	7.0	7.9	4.4	0.5	-10.8	10.9	5.4	1.5	2.7	4.1	4.6	3.3	4.4	3.1	3.5	3.5
Israël	-0.8	4.1	6.6	11.6	8.3	9.0	6.2	2.6	-11.0	13.7	7.8	3.2	2.8	3.7	3.0	2.7	5.6	4.5	4.2	4.2
Italie	1.9	2.5	5.4	9.7	8.1	9.6	8.9	3.5	-11.4	10.6	6.9	1.9	3.4	3.4	2.9	2.6	4.9	3.3	3.6	3.7
Japon	-0.6	7.0	9.9	14.6	9.4	10.3	8.7	4.2	-8.5	15.4	9.3	4.2	4.9	4.2	2.5	3.0	6.2	5.3	4.3	4.2
Corée	1.1	6.3	10.5	14.8	10.0	10.9	9.6	5.3	-8.6	14.8	9.7	5.0	5.3	4.9	1.6	2.6	6.1	5.7	4.2	4.1
Lettonie	6.4	7.0	7.6	12.2	12.3	13.8	12.2	6.2	-19.8	14.5	12.3	5.1	3.7	1.7	-1.2	2.8	7.5	4.0	3.8	4.0
Lituanie	5.1	4.2	6.8	12.1	8.9	11.7	13.5	7.4	-14.2	10.9	10.3	4.7	2.7	1.6	1.1	3.4	6.2	3.7	3.1	2.9
Luxembourg	1.7	1.4	3.7	7.3	7.1	9.0	6.5	1.7	-10.3	10.3	5.9	0.5	2.8	3.7	4.8	3.6	4.4	2.6	3.5	3.6
Mexique	-2.2	3.2	5.2	11.4	6.9	7.2	3.7	-1.0	-12.7	13.3	6.3	2.8	2.0	4.7	4.7	1.7	4.6	4.6	5.0	4.6
Pays-Bas	1.6	1.6	4.4	8.3	7.3	9.4	6.9	2.2	-10.9	10.8	6.2	1.0	2.5	4.3	4.2	3.9	4.6	3.1	3.6	3.7
Nouvelle-Zélande	-0.3	6.6	8.7	13.6	9.4	9.7	9.6	6.1	-9.2	13.6	9.0	5.0	2.5	3.1	1.9	1.4	6.0	4.9	4.2	4.0
Norvège	2.2	2.9	3.8	7.7	7.5	9.4	4.5	0.9	-10.3	9.9	4.9	1.9	2.5	4.2	5.7	3.2	4.2	2.5	2.8	3.1
Pologne	3.1	2.0	5.1	9.6	7.9	10.7	8.2	2.6	-12.5	11.5	7.0	1.3	2.7	3.7	3.8	3.3	5.4	3.4	3.7	3.8
Portugal	2.8	2.4	4.7	8.9	7.5	8.9	8.2	0.5	-12.5	9.0	4.4	-0.1	2.1	4.7	4.2	2.5	4.5	2.9	3.2	3.5
Russie	1.5	3.6	6.1	10.1	8.2	9.8	9.2	3.5	-10.9	11.1	7.5	2.3	3.3	3.6	4.5	2.7	5.5	3.5	3.5	3.6
République slovaque	3.0	2.1	5.6	10.5	7.6	10.7	9.1	2.9	-12.1	11.9	6.4	0.6	2.2	5.0	4.3	3.5	6.1	4.0	4.4	4.3
Slovénie	3.3	2.0	5.1	9.5	7.4	10.6	9.3	3.6	-12.4	11.5	7.1	1.1	2.4	3.5	3.4	3.3	5.7	3.6	3.9	3.8
Afrique du Sud	1.8	4.3	7.2	11.3	9.2	10.3	7.4	5.0	-9.5	12.4	8.6	4.4	3.0	4.1	2.3	2.5	5.5	4.5	3.4	3.6
Espagne	1.7	1.7	3.6	8.1	6.9	9.0	7.3	2.6	-10.6	10.5	5.3	0.6	2.9	4.0	4.4	2.9	5.0	3.0	3.5	3.6
Suède	1.7	3.0	4.2	9.2	8.6	10.1	7.6	3.2	-11.5	9.9	6.5	2.4	2.9	3.4	3.5	3.0	4.4	3.2	3.3	3.6
Suisse	1.3	2.4	5.4	9.6	7.5	9.6	7.1	2.2	-10.9	12.0	6.6	1.8	2.8	4.2	3.5	2.6	5.1	3.7	3.7	3.8
Turquie	4.3	3.3	5.7	10.5	9.2	10.5	11.9	6.0	-11.1	8.8	7.0	3.5	3.1	3.6	0.9	1.0	4.1	2.9	3.1	3.0
Royaume-Uni	2.3	2.6	3.8	8.4	8.5	9.0	8.1	1.9	-9.7	9.6	6.3	1.5	2.7	5.0	8.0	5.1	2.2	2.8	4.2	4.1
Etats-Unis	-0.2	2.9	5.9	10.3	8.5	9.0	8.2	4.3	-10.6	13.9	7.9	3.9	3.6	3.7	2.3	1.6	5.0	4.3	3.5	3.6
Total OCDE	1.1	3.1	5.7	10.2	8.1	9.4	7.7	2.9	-10.7	12.1	7.1	2.5	3.3	4.1	3.6	2.8	4.9	3.9	3.9	3.9
Pays dynamiques d'Asie ¹	-0.2	5.8	9.0	14.2	9.4	9.6	8.0	4.6	-9.1	15.0	9.0	4.5	4.5	4.4	2.3	2.6	6.2	5.4	4.1	4.1
Autres pays producteurs de pétrole ²	0.4	4.8	7.7	12.3	9.4	10.0	8.1	5.1	-10.3	13.3	8.8	4.2	2.7	4.1	1.6	1.9	5.9	4.9	3.8	3.9
Reste des pays non-OCDE	2.3	3.7	6.8	11.5	9.1	10.6	10.8	5.4	-12.0	11.9	8.5	3.4	3.3	2.7	0.5	1.6	5.5	3.7	3.4	3.6

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional.

1. Hong-Kong - Chine, Malaisie, Philippines, Singapour, Taipei chinois, Thaïlande et Vietnam.

2. Algérie, Angola, Arabie Saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Brunei, République du Congo, Émirats arabes unis, Équateur, Gabon, Guinée équatoriale, Irak, Iran, Kazakhstan, Koweït, Libye, Nigéria, Oman, Qatar, Soudan, Tchad, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Venezuela et Yémen.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 54. Résultats à l'exportation de biens et services

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Argentine	-0.1	2.6	0.2	-3.5	2.6	-5.6	-3.6	-6.8	0.5	-2.5	-5.0	-7.3	-7.6	-8.7	-0.9	6.1	-4.3	-7.6	5.1	4.4
Australie	2.0	-5.3	-10.3	-8.7	-5.8	-5.9	-4.0	-0.9	12.0	-8.2	-9.6	0.6	1.2	1.6	4.8	4.3	-2.3	-0.8	0.5	0.0
Autriche	3.2	2.6	-4.4	-1.5	-0.5	-1.9	-1.2	-1.8	-2.0	0.3	-0.6	0.7	-2.6	-0.3	-0.4	-0.5	-0.5	0.1	-1.1	-0.9
Belgique	-1.6	1.8	-2.6	-2.0	-2.1	-3.9	-1.1	-0.6	1.4	-0.4	0.5	-1.2	-1.7	0.6	-1.4	4.8	0.4	0.1	-0.3	-0.6
Brésil	7.9	7.0	1.5	-0.5	1.2	-5.4	-4.7	-5.6	2.2	-2.2	-4.5	-3.7	-1.4	-3.6	4.4	-0.4	-0.4	-4.3	0.5	0.3
Canada	-1.2	-2.5	-6.6	-5.1	-4.5	-6.0	-2.3	-3.7	-0.8	-5.6	-1.3	-0.4	0.5	1.0	-1.2	-1.0	-3.4	-1.8	-1.3	-1.0
Chili	5.9	-1.4	-1.6	1.9	-5.4	-4.7	-1.4	-4.7	4.9	-11.1	-4.0	-3.5	-1.1	-4.0	-3.4	-2.4	-6.4	-0.1	0.6	0.1
Chine	6.5	22.0	20.5	10.9	13.8	14.9	11.8	5.6	1.4	9.9	6.3	2.5	6.1	0.7	-4.3	0.5	5.1	1.2	1.2	1.0
Colombie	2.8	-5.7	1.7	-1.4	-2.1	1.1	-0.4	1.1	7.8	-9.0	4.7	1.3	1.7	-4.1	-1.5	-3.1	-4.9	-0.8	1.2	0.5
Costa Rica	2.3	-1.3	-0.5	-1.8	-1.4	-0.1	0.8	-0.5	3.3	-3.9	-0.1	2.0	0.1	1.0	-1.5	6.6	-0.4	-0.7	-0.7	0.6
République tchèque	6.4	-0.5	3.4	18.4	10.0	3.1	2.7	0.9	2.9	2.2	2.1	3.3	-2.7	4.7	1.9	0.6	1.7	0.7	-0.4	-0.3
Danemark	2.0	2.6	-5.7	-5.1	0.1	0.6	-3.5	1.5	2.6	-7.4	0.8	-0.6	-1.0	-1.1	-0.8	0.5	-0.9	-3.7	-0.7	-0.7
Estonie	3.0	-0.8	4.1	6.3	8.5	-1.5	1.7	-3.8	-3.3	10.9	13.2	1.4	0.4	1.2	-1.7	1.9	-2.8	0.9	1.0	-0.5
Finlande	-0.3	0.6	-6.9	-1.4	-1.7	-0.6	-0.2	2.8	-7.7	-6.0	-6.2	-1.8	-1.7	-5.6	-0.1	1.3	1.5	-0.5	0.4	-0.4
France	1.4	-0.4	-5.8	-4.1	-3.4	-3.1	-4.8	-2.5	0.5	-2.3	0.5	1.7	-0.8	-0.6	0.7	-1.3	0.0	0.0	0.1	-0.2
Allemagne	3.9	1.2	-2.9	0.7	-1.0	3.1	1.5	-1.5	-3.4	2.6	1.6	1.9	-1.2	0.8	1.1	-0.8	0.3	-0.9	-0.7	-0.6
Grèce	-1.7	-10.6	-6.3	7.4	-4.2	-4.1	0.6	-0.9	-8.0	-5.2	-7.0	-1.2	-1.5	4.7	-0.1	-4.7	1.4	4.6	1.7	-0.4
Hongrie	5.6	3.7	0.7	7.4	4.8	7.9	6.9	3.7	1.0	-0.4	-0.5	-3.3	1.4	5.5	3.4	1.6	-0.8	4.7	3.6	1.9
Islande	4.3	1.4	-2.6	0.3	-0.1	-12.7	15.4	2.0	21.5	-7.9	-1.7	1.7	3.6	-0.3	2.7	9.2	0.7	-0.2	-0.3	-0.7
Inde	4.3	11.0	2.9	9.2	16.1	11.4	-3.4	9.5	4.8	2.9	10.1	3.9	2.0	0.9	-7.4	1.6	1.6	4.5	1.2	2.8
Indonésie	1.6	-6.2	-2.1	0.3	6.9	0.1	1.0	4.5	9.5	0.3	5.9	-2.7	0.6	-3.0	-3.9	-3.4	2.7	2.7	1.6	1.3
Irlande	13.5	3.6	-5.6	-2.0	-1.4	-1.6	4.4	-4.3	17.3	-4.5	-2.1	-2.4	0.2	10.0	33.2	1.1	3.1	2.2	2.1	1.2
Israël	-10.3	-5.9	1.5	5.4	-3.0	-3.3	4.0	3.2	-0.1	1.4	2.5	-5.2	1.9	-1.9	-5.8	-1.3	-0.5	0.1	0.1	0.7
Italie	0.4	-4.8	-6.6	-3.9	-3.6	-1.0	-3.1	-6.6	-7.4	0.6	-0.8	0.1	-2.4	-1.0	1.2	0.0	1.0	-3.0	-0.8	-0.9
Japon	-6.1	0.7	-0.3	-0.3	-2.0	0.0	-0.1	-2.5	-16.3	8.3	-8.7	-4.1	-4.0	4.9	0.4	-1.3	0.5	-2.3	-2.7	-0.4
Corée	-3.3	6.3	3.1	5.0	-2.0	1.0	2.8	2.1	9.1	-1.9	4.9	0.1	-1.0	-2.7	-1.7	0.0	-4.0	-0.9	0.3	-0.7
Lettonie	2.5	-1.9	-3.4	1.3	10.0	-5.5	1.4	-3.6	8.7	-0.9	-0.2	4.5	-2.5	4.2	4.4	1.5	-1.2	0.7	0.5	0.1
Lituanie	18.1	15.3	2.1	-7.0	10.7	0.8	-9.1	5.7	1.7	7.3	4.6	7.3	7.0	1.6	-0.3	0.5	6.9	1.3	1.1	0.2
Luxembourg	4.4	1.3	-1.0	1.6	-0.6	4.4	1.9	3.1	-1.2	-0.1	-1.7	2.3	2.4	12.2	0.5	0.2	-6.1	3.2	0.9	0.9
Mexique	1.8	-2.8	-3.1	-1.3	-0.6	0.7	-1.7	0.0	1.9	8.1	1.4	3.6	-0.6	2.2	3.7	1.7	-0.7	2.9	0.9	0.7
Pays-Bas	-0.2	-0.9	-2.2	-0.6	-1.4	-1.7	-1.5	-0.6	2.6	-1.1	-1.0	2.3	0.1	0.3	3.0	-2.3	0.9	-0.4	-0.4	-0.7
Nouvelle-Zélande	3.6	0.2	-5.8	-7.4	-9.1	-7.2	-4.2	-6.8	12.2	-9.1	-5.9	-3.1	-1.4	0.2	5.4	0.6	-4.0	-0.7	-0.1	-0.7
Norvège	2.1	-3.1	-3.7	-6.2	-6.5	-9.4	-3.0	-0.8	6.9	-8.5	-5.5	-0.3	-4.1	-1.1	-0.9	-2.1	-4.3	-2.2	-0.3	0.8
Pologne	-0.6	2.6	8.6	-4.3	1.8	4.4	1.7	4.4	7.5	1.4	0.8	3.2	3.3	2.9	3.8	5.4	3.8	2.8	3.4	1.8
Portugal	-0.6	0.6	-1.4	-4.1	-6.5	3.2	-0.8	-0.8	2.7	0.5	2.6	3.6	4.8	-0.3	1.8	1.9	3.2	2.9	1.1	0.5
Russie	2.6	6.5	6.1	1.6	-1.6	-2.3	-2.7	-2.8	6.9	-3.7	-6.7	-0.9	1.2	-3.0	-0.8	0.5	-0.4	2.1	-0.8	-1.4
République slovaque	7.5	4.9	12.2	9.3	4.9	11.0	5.0	0.1	-5.3	3.4	5.3	8.6	4.4	-1.0	2.0	2.6	-1.8	1.7	3.8	2.0
Slovénie	3.7	5.7	-1.8	3.3	3.7	3.2	4.0	0.6	-4.8	-1.2	-0.2	-0.5	0.7	2.2	1.5	3.0	4.8	4.4	2.4	2.5
Afrique du Sud	0.6	-3.2	-6.6	-7.6	-0.5	-2.5	0.4	-3.3	-8.3	-4.2	-4.7	-3.4	1.0	-0.5	0.5	-1.5	-5.3	-2.4	2.4	-0.7
Espagne	1.9	-0.4	-0.2	-3.6	-4.8	-3.7	0.9	-3.3	-0.5	-0.9	2.0	0.5	1.4	0.3	-0.2	2.2	0.3	-1.4	-0.6	0.4
Suède	-0.7	-1.7	0.2	0.6	-1.8	-0.9	-2.7	-1.6	-3.2	1.4	-0.3	-0.8	-3.5	2.0	1.7	-0.4	-0.7	0.1	0.1	-0.3
Suisse	-1.3	-4.4	-6.2	-0.4	-0.6	-2.8	3.8	1.6	1.0	0.5	-1.3	-0.7	12.1	-9.9	-1.0	4.0	-5.0	-2.2	-1.7	-0.9
Turquie	0.3	4.3	1.0	1.0	-1.0	-3.6	-4.1	-2.1	8.3	-6.6	6.0	11.0	-2.0	4.4	3.4	-2.8	7.5	5.2	7.0	2.0
Royaume-Uni	-0.4	-0.4	-0.8	-2.7	-0.5	2.8	-8.4	-1.5	1.5	-3.6	0.2	-0.1	-1.2	-2.6	-3.3	-3.8	3.5	-1.6	-3.0	-2.2
Etats-Unis	-5.6	-4.5	-3.5	-0.6	-1.2	0.3	0.5	1.3	2.5	-1.5	-0.7	-0.5	0.0	0.6	-1.7	-1.7	-1.9	-0.2	-1.3	-0.8
Total OCDE	-0.4	-1.1	-3.1	-1.4	-1.9	-0.6	-0.9	-1.0	-0.2	-0.7	-0.7	0.3	-0.4	0.4	0.8	-0.3	-0.3	-0.5	-0.5	-0.4
Pays dynamiques d'Asie ¹	-3.3	2.0	1.8	2.2	0.9	0.6	0.2	-0.9	0.1	1.9	-3.0	-1.7	0.7	-0.6	-0.1	0.0	1.1	-0.9	-0.2	-0.4
Autres pays producteurs de pétrole ²	-0.6	-6.3	5.0	-1.9	-0.7	-6.4	-4.2	0.0	3.0	-7.6	-0.8	-0.9	-0.8	-1.8	3.1	1.9	-7.7	-4.4	-1.4	-1.9
Reste des pays non-OCDE	3.2	0.3	0.1	1.0	-4.0	-4.6	-2.8	-0.5	6.5	-3.6	-1.1	0.4	1.8	0.2	2.2	2.1	1.2	0.2	-1.0	-1.6

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional. Les résultats à l'exportation sont définis comme le rapport entre les exportations totales en volume et les marchés à l'exportation. Pour plus de détails sur la méthode de calcul, voir Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/eeco/sources-et-methodes.htm>).

1. Hong-Kong - Chine, Malaisie, Philippines, Singapour, Taïpei chinois, Thaïlande et Vietnam.

2. Algérie, Angola, Arabie Saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Brunei, République du Congo, Émirats arabes unis, Équateur, Gabon, Guinée équatoriale, Irak, Iran, Kazakhstan, Koweït, Libye, Nigéria, Oman, Qatar, Soudan, Tchad, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Venezuela et Yémen.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 55. Taux de pénétration des importations

Volume des importations de biens et services en pourcentage du volume des dépenses totales finales à prix constants

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Argentine	15.6	9.4	11.6	14.4	15.2	15.6	16.8	18.1	16.1	19.0	21.3	20.6	20.9	19.3	19.6	20.8	22.7	23.3	23.1	23.5
Australie	11.5	12.2	13.0	14.2	14.8	15.6	16.6	17.7	16.2	17.9	19.1	19.3	18.7	18.0	18.0	17.6	18.4	18.8	19.4	19.8
Autriche	29.4	29.2	29.6	30.8	31.4	31.9	32.2	32.1	30.2	32.3	32.9	33.0	33.2	33.7	34.2	34.5	35.1	35.0	35.0	35.1
Belgique	37.5	37.4	37.5	38.1	39.0	39.5	40.0	40.6	39.0	40.5	41.7	41.7	41.7	42.9	43.2	44.9	45.5	45.8	46.3	46.8
Brésil	11.2	9.6	9.5	9.8	10.2	11.4	12.6	13.9	13.0	15.8	16.7	16.5	17.0	16.7	15.1	14.1	14.7	15.3	15.8	16.0
Canada	21.4	21.2	21.6	22.5	23.2	23.6	24.3	24.3	22.5	24.2	24.9	25.2	24.8	24.7	24.7	24.2	24.3	24.7	24.9	25.1
Chili	17.3	17.1	17.2	18.6	20.3	21.0	22.3	23.5	20.9	23.7	25.2	25.1	24.7	23.1	22.5	22.3	22.8	23.8	24.1	24.1
Chine	9.9	11.2	13.2	14.6	14.7	15.2	15.1	14.7	14.0	14.8	15.6	15.5	15.9	16.0	15.4	15.4	15.4	15.6	15.4	15.2
Colombie	12.0	11.8	12.2	12.6	13.3	14.5	15.3	16.3	15.0	15.8	17.6	18.3	18.7	19.1	18.5	17.6	17.4	17.8	17.9	17.9
Costa Rica	24.2	24.7	24.7	24.8	25.4	25.5	25.8	26.2	22.5	24.8	25.9	26.5	26.4	26.6	26.8	27.7	27.5	27.0	27.0	27.3
République tchèque	28.4	28.9	29.9	33.7	34.9	35.9	37.4	37.5	35.9	38.6	39.7	40.6	40.7	42.3	42.7	42.8	43.2	43.7	44.2	44.7
Danemark	25.1	26.1	25.9	26.7	28.3	30.2	31.2	32.3	30.6	30.4	31.6	32.1	32.2	32.7	33.2	33.6	33.8	34.2	34.3	34.8
Estonie	33.4	34.9	35.8	37.7	39.4	41.7	42.7	42.3	37.0	40.7	44.8	45.9	46.0	46.0	45.2	45.4	45.2	45.9	46.0	46.6
Finlande	23.2	23.7	24.2	25.0	26.4	27.0	27.3	28.7	26.7	27.2	27.9	28.5	28.8	28.6	29.2	29.8	29.8	30.0	30.1	30.3
France	19.4	19.6	19.6	20.0	20.8	21.3	21.8	22.0	20.9	21.9	22.6	22.6	22.9	23.6	24.4	24.7	25.1	25.1	25.4	25.7
Allemagne	21.6	21.2	22.2	23.3	24.2	25.5	26.1	26.3	25.4	27.0	27.6	27.6	28.1	28.3	29.1	29.5	30.1	30.5	31.1	31.7
Grèce	24.1	22.8	23.1	22.9	23.0	24.2	26.3	26.7	23.2	23.5	23.4	23.1	23.2	24.3	24.5	24.6	25.5	25.8	26.3	26.4
Hongrie	34.1	34.9	36.1	38.6	39.3	41.9	45.0	46.2	43.9	46.3	47.0	46.5	47.1	48.8	49.4	49.8	50.8	52.1	53.4	54.3
Islande	24.1	23.5	24.9	25.8	29.7	30.6	28.2	23.5	20.1	21.3	22.1	22.6	21.9	23.2	24.7	25.9	27.5	27.8	28.2	28.4
Inde ¹	12.4	13.2	13.8	15.3	18.0	19.6	19.6	22.4	20.7	21.5	23.7	23.8	21.3	20.2	18.1	17.6	18.4	19.0	18.5	18.4
Indonésie	15.3	14.2	13.8	16.2	17.7	18.1	18.5	19.1	17.0	18.3	19.5	19.8	19.3	18.8	17.2	16.2	16.5	17.5	17.6	17.7
Irlande	43.9	43.8	42.1	40.8	42.6	43.8	45.0	45.5	45.6	45.2	45.7	45.1	45.1	46.1	47.8	51.1	47.7	45.3	45.8	46.2
Israël	22.8	22.6	22.2	23.3	23.2	22.8	23.6	23.4	20.8	22.3	23.1	23.1	22.6	22.3	21.9	22.9	23.2	24.3	24.5	24.7
Italie	18.9	19.0	19.1	19.6	20.0	20.9	21.5	21.0	19.7	21.3	21.4	20.5	20.4	20.8	21.8	22.2	22.9	23.1	23.5	23.9
Japon	11.3	11.4	11.6	12.2	12.6	13.0	13.1	13.3	12.0	12.7	13.4	13.8	14.0	14.9	14.8	14.5	14.7	14.9	15.0	15.2
Corée	23.5	24.8	26.2	27.6	28.4	29.8	31.1	31.1	29.6	31.6	33.8	33.8	33.5	33.1	33.0	33.4	34.4	34.2	34.2	34.5
Lettonie	32.4	31.5	32.1	34.6	35.8	37.7	39.2	37.3	32.0	35.5	38.7	39.1	38.6	38.4	38.2	38.8	39.7	39.8	40.1	40.4
Lituanie	31.4	34.0	33.8	35.7	38.0	39.4	39.2	41.4	36.6	40.2	42.1	42.8	44.1	44.0	45.2	45.6	47.5	47.8	48.3	48.7
Luxembourg	53.4	52.5	53.2	55.5	55.6	56.9	56.7	59.2	56.9	58.6	59.2	60.3	60.6	63.3	63.6	64.0	63.2	63.7	64.0	64.4
Mexique	21.8	21.9	22.0	22.0	22.5	23.2	23.6	24.0	21.9	23.7	23.9	24.1	24.5	25.1	25.5	25.4	26.6	27.1	27.3	27.6
Pays-Bas	33.9	33.9	34.4	35.3	36.0	37.0	37.9	37.2	36.2	37.8	38.3	39.1	39.6	40.1	42.9	41.9	42.4	42.4	42.6	42.8
Nouvelle-Zélande	19.2	19.9	20.4	22.3	22.9	22.0	22.9	23.5	20.7	22.2	23.0	23.0	23.8	24.6	24.5	24.4	25.1	26.0	26.1	26.2
Norvège	19.6	19.5	19.5	20.3	21.1	22.2	23.3	23.8	22.1	23.4	24.0	24.0	24.7	24.8	24.8	25.1	25.1	25.0	25.1	25.3
Pologne	24.0	24.2	25.2	25.7	26.2	28.3	29.9	30.9	27.6	29.6	29.8	29.4	29.4	30.7	31.3	32.2	33.3	33.6	34.5	35.4
Portugal	25.5	25.4	25.5	26.5	26.8	28.0	28.5	29.0	27.5	28.7	27.8	27.3	28.5	29.9	31.3	31.9	33.0	33.9	34.5	35.1
Russie	11.9	12.8	13.8	15.4	16.5	18.2	20.4	21.8	17.3	20.1	22.6	23.6	23.9	22.3	17.6	17.0	19.2	19.8	20.0	20.4
République slovaque	37.7	37.9	38.5	42.0	43.9	46.3	46.0	45.4	41.6	43.8	45.3	45.5	46.5	47.0	48.1	48.2	48.4	48.7	49.4	50.2
Slovénie	32.8	33.2	33.9	35.9	36.7	38.1	40.1	40.3	37.3	38.6	39.6	39.3	40.1	40.3	40.9	41.7	42.9	43.8	44.6	45.7
Afrique du Sud	17.5	17.7	18.4	20.0	20.8	22.7	23.4	23.3	20.3	21.5	22.9	23.2	23.7	23.2	23.9	23.1	23.2	23.5	23.9	24.3
Espagne	20.5	20.6	21.0	22.1	22.6	23.3	24.1	22.8	20.1	21.2	21.2	20.6	20.8	21.6	21.9	21.9	22.3	22.4	22.5	22.9
Suède	24.7	24.1	24.3	24.7	25.4	26.1	26.8	27.6	25.8	26.9	27.8	28.0	27.7	28.4	28.5	28.8	29.4	29.6	29.9	30.2
Suisse	32.0	31.5	31.6	31.8	33.2	33.0	33.4	34.0	33.6	34.8	36.4	35.5	38.0	35.4	36.1	37.2	36.6	35.8	36.3	36.7
Turquie	16.0	17.7	19.7	20.8	20.9	20.7	21.3	20.7	18.9	20.6	20.9	20.4	20.7	19.9	19.4	19.5	20.1	19.2	18.9	19.2
Royaume-Uni	19.7	20.2	20.2	20.8	21.5	22.7	21.8	21.5	20.8	21.8	21.6	21.9	22.1	22.2	22.7	23.0	23.2	23.0	22.8	22.7
États-Unis	12.3	12.6	12.8	13.6	13.9	14.4	14.5	14.2	12.9	14.0	14.5	14.6	14.5	14.8	15.2	15.2	15.5	15.7	16.1	16.4
Total OCDE	17.9	18.0	18.3	19.1	19.7	20.4	20.9	20.9	19.5	20.8	21.4	21.4	21.6	21.9	22.4	22.6	23.0	23.2	23.5	23.8

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional comme la somme des volumes d'importation divisée par la somme des volumes de dépense totale finale exprimés en dollars constants de 2010.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 56. Parts dans les exportations et importations mondiales

En pourcentage du total des biens et services en valeur, comptes nationaux

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	
A. Exportations																					
Canada	4.1	3.8	3.6	3.4	3.4	3.2	2.9	2.7	2.5	2.5	2.5	2.5	2.4	2.4	2.3	2.3	2.3	2.2	2.2	2.2	
France	5.2	5.2	5.3	5.0	4.7	4.4	4.4	4.2	4.3	3.8	3.7	3.5	3.6	3.6	3.6	3.6	3.5	3.5	3.5	3.4	
Allemagne	8.3	8.6	8.9	8.9	8.5	8.5	8.7	8.4	8.3	7.7	7.6	7.3	7.4	7.6	7.5	7.8	7.7	7.7	7.4	7.4	
Italie	4.0	3.9	4.0	3.9	3.6	3.5	3.6	3.3	3.1	2.9	2.8	2.6	2.7	2.7	2.6	2.7	2.7	2.6	2.6	2.5	
Japon	5.8	5.7	5.6	5.6	5.3	4.9	4.6	4.5	4.2	4.6	4.2	4.0	3.6	3.6	3.7	3.9	3.8	3.7	3.7	3.7	
Royaume-Uni	5.3	5.3	5.2	5.1	4.9	4.9	4.5	4.0	4.0	3.7	3.6	3.6	3.5	3.6	3.8	3.7	3.5	3.5	3.3	3.3	
États-Unis	13.6	12.6	11.3	10.6	10.3	10.1	9.8	9.5	10.1	9.9	9.5	9.8	9.8	10.1	10.8	10.8	10.4	10.3	10.4	10.3	
Total des petits pays	27.6	27.9	28.4	28.5	27.9	27.6	28.1	28.0	28.4	27.4	27.1	26.4	26.7	26.8	27.0	27.6	27.7	27.6	27.5	27.6	
Total OCDE	73.9	73.1	72.2	70.8	68.4	67.0	66.4	64.5	64.8	62.5	60.8	59.6	59.6	60.3	61.2	62.1	61.5	61.1	60.5	60.3	
Brésil	0.9	0.9	0.9	1.0	1.1	1.1	1.1	1.2	1.2	1.3	1.4	1.3	1.2	1.2	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	
Chine	3.6	4.2	4.9	5.4	6.1	6.8	7.4	7.7	8.0	8.6	9.1	9.7	10.2	10.5	11.3	10.7	10.7	10.6	10.4	10.5	
Inde	0.8	0.9	0.9	1.0	1.2	1.3	1.4	1.5	1.6	1.8	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.1	2.1	2.1	2.1	2.2	
Indonésie	0.9	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.9	1.0	1.1	1.0	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	
Russie	1.5	1.5	1.6	1.8	2.1	2.3	2.3	2.7	2.2	2.4	2.6	2.6	2.6	2.4	1.9	1.6	1.8	2.1	2.1	2.1	
Pays dynamiques d'Asie ¹	9.9	10.0	9.6	9.5	9.5	9.5	9.3	8.9	9.4	10.0	9.7	9.9	10.0	10.0	10.6	10.8	10.8	10.9	11.2	11.4	
Autres pays producteurs de pétrole ²	4.2	4.2	4.5	5.0	6.1	6.5	6.5	7.4	6.4	6.8	7.8	8.1	7.8	7.2	5.6	5.2	5.3	5.8	6.1	5.9	
Reste du monde ³	4.3	4.4	4.5	4.6	4.6	4.8	4.9	5.3	5.5	5.5	5.7	5.8	5.7	5.6	5.5	5.6	5.6	5.5	5.6	5.6	
Total pays non-OCDE	26.0	26.8	27.7	29.1	31.5	32.8	33.5	35.3	35.0	37.4	39.1	40.3	40.3	39.6	38.7	37.7	38.3	38.8	39.4	39.5	
B. Importations																					
Canada	3.6	3.4	3.2	3.1	3.1	3.0	2.8	2.6	2.7	2.8	2.6	2.7	2.6	2.6	2.6	2.6	2.5	2.4	2.4	2.4	
France	4.9	4.9	5.0	4.9	4.7	4.6	4.6	4.5	4.5	4.1	4.0	3.8	3.8	3.8	3.7	3.8	3.8	3.7	3.6	3.6	
Allemagne	7.8	7.5	8.0	7.7	7.4	7.5	7.5	7.3	7.4	6.9	6.9	6.5	6.6	6.6	6.4	6.6	6.7	6.7	6.6	6.6	
Italie	3.8	3.8	4.0	3.8	3.7	3.7	3.7	3.5	3.3	3.2	3.0	2.6	2.5	2.5	2.4	2.5	2.5	2.5	2.4	2.4	
Japon	5.5	5.1	4.9	4.8	4.8	4.6	4.2	4.5	4.1	4.3	4.4	4.6	4.2	4.2	3.9	3.8	3.7	3.8	3.8	3.8	
Royaume-Uni	5.8	6.0	5.8	5.7	5.5	5.5	5.0	4.4	4.4	4.1	3.9	3.8	3.9	4.0	4.1	4.0	3.8	3.7	3.5	3.4	
États-Unis	18.4	18.1	16.9	16.3	16.2	15.6	14.3	13.4	13.0	13.0	12.4	12.6	12.3	12.6	13.6	13.7	13.3	13.2	13.7	13.7	
Total des petits pays	26.3	26.7	27.4	27.5	27.3	27.3	28.2	28.1	27.5	26.6	26.6	25.6	25.6	25.6	25.5	26.1	26.1	26.1	25.8	25.9	
Total OCDE	76.0	75.4	75.0	73.7	72.6	71.6	70.2	68.1	66.7	64.8	63.7	62.1	61.4	61.7	62.0	62.8	62.2	62.0	61.7	61.5	
Brésil	1.1	0.9	0.8	0.8	0.8	0.9	1.0	1.2	1.2	1.4	1.5	1.5	1.5	1.5	1.2	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	
Chine	3.2	3.7	4.5	5.0	5.2	5.5	5.7	6.0	6.7	7.6	8.5	8.9	9.5	9.8	9.8	9.7	10.1	10.4	10.2	10.3	
Inde	0.9	0.9	1.0	1.1	1.4	1.5	1.6	1.9	2.1	2.4	2.5	2.6	2.4	2.4	2.3	2.3	2.5	2.5	2.6	2.7	
Indonésie	0.7	0.7	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	0.8	0.8	0.9	1.0	1.1	1.0	0.9	0.9	0.9	0.9	1.0	1.0	1.0	
Russie	1.0	1.1	1.1	1.2	1.3	1.4	1.7	1.9	1.6	1.7	1.9	2.0	2.1	1.9	1.4	1.3	1.5	1.5	1.5	1.5	
Pays dynamiques d'Asie ¹	9.1	9.2	8.8	8.9	8.9	8.8	8.5	8.4	8.6	9.4	9.2	9.5	9.6	9.5	9.9	10.0	10.1	10.3	10.6	10.8	
Autres pays producteurs de pétrole ²	3.1	3.2	3.3	3.4	3.8	4.0	4.6	5.0	5.7	5.2	5.1	5.4	5.5	5.7	5.7	5.2	4.8	4.6	4.6	4.4	
Reste du monde ³	5.0	4.9	5.0	5.2	5.4	5.6	6.0	6.6	6.5	6.5	6.7	6.9	6.9	6.7	6.8	6.7	6.8	6.7	6.7	6.6	
Total pays non-OCDE	23.9	24.5	24.9	26.2	27.3	28.2	29.7	31.7	33.2	35.1	36.1	37.8	38.4	38.1	37.8	37.1	37.6	37.9	38.1	38.3	

Note : Les agrégats régionaux régionaux calculés incluent le commerce intra-régional.

1. Hong-Kong - Chine, Malaisie, Philippines, Singapour, Taipei chinois, Thaïlande et Vietnam.

2. Algérie, Angola, Azerbaïdjan, Arabie Saoudite, Bahreïn, Brunei, République du Congo, Émirats arabes unis, Équateur, Gabon, Guinée équatoriale, Irak, Iran, Kazakhstan, Koweït, Libye, Nigéria, Oman, Qatar, Soudan, Tchad, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Venezuela et Yémen.

3. Autres pays non membres de l'OCDE non mentionnés.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879330>

Annexe : Tableau 57. **Décomposition géographique du commerce mondial**

Moyenne des volumes d'importation et d'exportation

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Pourcentage de variations par rapport à la période précédente																				
A. Croissance du commerce																				
Total OCDE	0.4	2.3	3.3	8.7	6.5	8.4	6.1	1.1	-11.3	11.4	6.1	2.0	2.5	4.4	4.8	2.7	4.6	3.3	3.5	3.7
dont : Total OCDE d'Amérique ¹	-3.4	1.4	3.1	9.8	6.3	6.9	4.6	0.6	-11.6	13.0	6.2	3.3	2.4	4.6	3.4	1.1	3.8	4.6	4.0	4.0
Total OCDE d'Europe	2.8	1.9	2.6	7.4	6.5	9.1	6.3	0.9	-11.0	9.8	5.8	1.2	2.7	4.2	6.2	3.6	4.8	2.7	3.5	3.6
Total OCDE d'Asie et du Pacifique ²	-2.1	6.4	7.1	12.0	6.7	8.3	7.7	3.2	-12.1	15.4	6.9	3.5	2.4	5.3	2.0	1.9	4.9	3.4	2.9	3.5
Total pays non-OCDE	2.0	6.7	12.6	16.1	12.1	11.6	11.3	7.8	-8.5	14.4	9.8	5.0	5.3	3.2	0.1	2.1	6.2	4.8	3.9	3.7
dont : Brésil	5.6	-2.9	6.2	12.0	10.4	9.7	10.8	7.0	-7.9	22.2	8.1	0.0	5.0	-1.5	-4.6	-4.1	5.6	2.7	4.5	4.0
Chine	7.6	25.8	30.2	23.8	18.2	21.2	17.2	7.9	-4.3	21.7	15.0	6.6	10.0	6.1	0.1	4.1	8.9	6.7	5.0	4.8
Inde	3.9	10.9	13.8	21.3	30.0	23.8	7.3	24.7	-6.8	16.1	18.5	10.3	-0.7	2.6	-6.0	1.8	8.8	10.2	4.8	6.3
Indonésie	2.3	-2.7	3.8	19.6	17.2	9.0	8.8	9.8	-5.6	15.9	14.9	4.7	3.0	1.6	-4.2	-2.0	8.6	9.9	5.6	5.4
Russie	8.1	11.6	14.0	15.4	9.8	12.2	13.9	6.6	-16.4	14.2	8.7	5.2	4.1	-3.2	-9.9	0.6	9.5	5.4	2.8	3.0
Pays dynamiques d'Asie ³	-4.4	7.4	10.2	17.3	9.8	9.1	7.7	4.3	-10.3	18.1	5.4	3.0	5.5	3.3	2.4	2.8	7.7	4.8	4.0	3.7
Autres pays producteurs de pétrole ⁴	3.2	1.0	12.0	11.9	11.7	6.8	11.2	9.0	-7.3	3.6	7.4	5.7	3.0	4.2	1.1	-1.0	-1.8	0.6	2.1	1.8
Reste du monde ⁵	4.8	2.1	6.7	12.0	7.1	8.8	11.5	7.3	-10.3	9.0	9.6	4.0	3.7	1.5	3.0	3.3	5.3	3.3	2.8	2.4
Total mondial	0.8	3.4	5.9	10.9	8.2	9.4	7.8	3.4	-10.3	12.5	7.4	3.1	3.6	4.0	3.0	2.5	5.2	3.9	3.7	3.7
B. Contribution à la croissance du commerce mondial																				
Points de pourcentage																				
Total OCDE	0.3	1.6	2.4	6.1	4.5	5.7	4.1	0.8	-7.4	7.3	3.9	1.3	1.6	2.7	3.0	1.7	2.9	2.1	2.2	2.3
dont : Total OCDE d'Amérique ¹	-0.7	0.3	0.6	1.8	1.1	1.2	0.8	0.1	-1.9	2.1	1.0	0.5	0.4	0.7	0.5	0.2	0.6	0.7	0.6	0.6
Total OCDE d'Europe	1.2	0.8	1.1	3.2	2.7	3.7	2.6	0.4	-4.3	3.8	2.2	0.4	1.0	1.5	2.3	1.4	1.8	1.0	1.3	1.3
Total OCDE d'Asie et du Pacifique ²	-0.2	0.6	0.6	1.1	0.6	0.7	0.7	0.3	-1.1	1.3	0.6	0.3	0.2	0.5	0.2	0.2	0.4	0.3	0.3	0.3
Total pays non-OCDE	0.5	1.8	3.5	4.7	3.7	3.7	3.7	2.6	-3.0	5.1	3.6	1.8	2.0	1.2	0.0	0.8	2.3	1.8	1.4	1.4
dont : Brésil	0.1	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	-0.1	0.3	0.1	0.0	0.1	0.0	-0.1	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0
Chine	0.2	0.8	1.1	1.1	0.9	1.2	1.1	0.5	-0.3	1.6	1.2	0.6	0.9	0.6	0.0	0.4	0.9	0.7	0.5	0.5
Inde	0.0	0.1	0.1	0.2	0.4	0.3	0.1	0.4	-0.1	0.3	0.4	0.2	0.0	0.1	-0.1	0.0	0.2	0.2	0.1	0.1
Indonésie	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1
Russie	0.1	0.2	0.2	0.3	0.2	0.2	0.3	0.1	-0.4	0.3	0.2	0.1	0.1	-0.1	-0.2	0.0	0.2	0.1	0.1	0.1
Pays dynamiques d'Asie ³	-0.4	0.6	0.8	1.5	0.9	0.8	0.7	0.4	-0.9	1.7	0.5	0.3	0.5	0.3	0.2	0.3	0.7	0.5	0.4	0.4
Autres pays producteurs de pétrole ⁴	0.2	0.1	0.6	0.7	0.7	0.4	0.7	0.5	-0.5	0.2	0.4	0.3	0.2	0.3	0.1	-0.1	-0.1	0.0	0.1	0.1
Reste du monde ⁵	0.3	0.1	0.4	0.7	0.4	0.5	0.6	0.4	-0.6	0.5	0.6	0.2	0.2	0.1	0.2	0.2	0.3	0.2	0.2	0.1
Total mondial	0.8	3.4	5.9	10.9	8.2	9.4	7.8	3.4	-10.3	12.5	7.4	3.1	3.6	4.0	3.0	2.5	5.2	3.9	3.7	3.7

Note : Les agrégats régionaux calculés incluent le commerce intra-régional comme la somme des volumes exprimés en dollars constants de 2010.

1. Canada, Chili, Mexique et États-Unis.

2. Australie, Japon, Corée et Nouvelle-Zélande.

3. Hong-Kong - Chine, Malaisie, Philippines, Singapour, Taïpei chinois, Thaïlande et Vietnam.

4. Algérie, Angola, Azerbaïdjan, Arabie Saoudite, Bahreïn, Brunei, République du Congo, Émirats arabes unis, Équateur, Gabon, Guinée équatoriale, Irak, Iran, Kazakhstan, Koweït, Libye, Nigéria, Oman, Qatar, Soudan, Tchad, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Venezuela et Yémen.

5. Autres pays non membres de l'OCDE non mentionnés.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933879349>

Annexe : Tableau 58. Balances commerciales des biens et services

Milliards de dollars, sur la base des comptes nationaux

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Argentine	3.8	15.2	14.6	11.6	11.9	13.1	12.6	13.7	17.0	12.3	9.0	11.4	-0.5	2.0	-6.8	-5.3	-16.8	-16.1	-3.1	-1.8
Australie	1.9	-4.8	-14.3	-19.3	-15.0	-12.5	-22.8	-12.5	-10.2	5.7	11.5	-23.8	-10.5	-9.9	-27.9	-10.1	7.4	7.5	0.6	-2.9
Autriche	3.3	7.6	7.5	8.1	9.7	12.9	17.8	17.6	14.1	13.2	12.3	11.9	12.1	14.9	14.8	15.9	14.9	18.3	19.8	22.2
Belgique	8.1	14.4	16.8	17.7	14.0	15.0	18.0	3.0	11.1	8.7	2.8	3.1	6.5	3.4	6.5	6.3	5.8	3.0	1.7	0.6
Brésil	-12.7	2.7	12.6	22.8	30.5	30.0	18.8	-3.7	-7.3	-22.9	-20.2	-33.4	-57.2	-65.2	-23.2	7.1	20.9	5.6	-5.5	-5.5
Canada	41.8	32.8	34.1	44.9	45.6	35.2	30.5	28.3	-20.3	-30.9	-21.6	-35.9	-30.3	-17.6	-38.6	-37.2	-37.8	-42.2	-43.1	-42.8
Chili	1.2	1.5	3.9	9.8	10.8	22.4	23.8	4.8	13.6	14.1	8.4	-0.1	-1.7	2.5	-0.4	2.1	4.8	1.7	0.9	1.6
Chine	28.1	37.4	35.8	51.2	124.6	208.9	308.0	348.8	220.1	223.0	181.9	231.8	235.4	221.3	357.9	255.7	210.7	108.2	96.5	89.4
Colombie	-4.5	-4.7	-4.7	-4.5	-5.1	-6.8	-8.7	-7.1	-5.4	-4.6	-3.1	-4.5	-6.9	-15.9	-20.5	-19.3	-16.2	-14.6	-13.4	-13.1
Costa Rica	0.0	-0.3	-0.3	-0.1	-0.4	-0.7	-1.4	-2.7	-0.1	-0.7	-1.6	-1.8	-1.5	-1.3	-0.5	0.2	0.3	0.6	0.7	0.4
République tchèque	-0.8	-1.1	-1.2	1.0	3.2	4.3	4.7	5.2	8.2	6.4	8.5	10.2	12.0	13.2	11.3	15.0	16.4	16.0	11.8	11.1
Danemark	11.8	12.3	14.9	14.2	14.6	11.6	9.3	12.6	14.5	22.4	22.0	19.7	22.7	24.5	20.6	21.0	23.3	16.6	18.0	17.5
Estonie	-0.2	-0.6	-0.8	-1.0	-0.7	-1.7	-2.0	-1.0	1.0	1.2	1.3	0.4	0.7	0.9	0.9	1.0	1.2	1.3	1.2	1.0
Finlande	11.9	12.5	11.1	12.2	8.0	9.0	12.3	10.5	5.2	3.1	-2.3	-3.7	-2.4	-2.6	-1.1	-2.2	0.9	2.1	3.6	4.5
France	21.9	29.9	26.5	21.3	2.0	-5.4	-18.9	-33.9	-21.4	-33.4	-55.5	-34.6	-29.8	-32.8	-14.0	-20.3	-28.3	-26.1	-21.7	-15.3
Allemagne	35.2	92.7	93.0	139.7	143.8	160.3	231.5	224.3	169.8	174.8	180.7	217.1	226.5	271.4	269.5	271.2	281.5	279.0	249.9	241.4
Grèce	-14.4	-15.7	-22.5	-20.4	-20.5	-28.8	-39.9	-45.0	-32.4	-25.9	-19.6	-10.9	-6.7	-5.7	0.1	-1.4	-2.0	-0.4	-0.5	-0.6
Hongrie	-0.7	-1.4	-3.3	-4.1	-2.5	-1.2	1.0	0.5	5.4	7.0	8.6	8.5	9.4	8.9	10.0	12.6	10.6	9.5	8.1	8.0
Islande	-0.1	0.1	-0.3	-0.7	-2.0	-2.9	-2.0	-0.7	1.2	1.4	1.2	0.9	1.2	1.1	1.2	1.3	1.0	0.5	0.4	0.5
Inde ¹	-4.3	-5.1	-4.2	-12.6	-23.0	-30.0	-50.0	-62.0	-74.2	-74.7	-119.0	-123.2	-56.4	-60.9	-48.4	-39.1	-77.5	-89.9	-110.8	-132.3
Indonésie	12.7	11.5	16.7	10.8	10.3	18.3	15.6	1.7	15.2	14.4	22.2	-3.6	-8.1	-6.8	3.2	7.5	12.2	-7.0	-7.8	-9.5
Irlande	17.1	22.2	25.0	27.9	23.2	18.9	22.5	23.7	32.0	36.8	44.5	38.9	44.3	46.2	83.4	46.5	100.6	128.8	126.7	134.6
Israël	-3.1	-3.5	-1.0	0.1	-0.2	0.2	-1.7	-1.4	5.5	5.0	1.4	0.0	5.4	5.8	9.7	5.9	5.9	-2.7	-3.7	-3.2
Italie	14.5	9.8	7.6	9.5	-1.7	-16.2	-8.2	-18.7	-14.3	-42.4	-35.3	20.3	49.2	61.4	53.2	59.7	59.9	54.6	49.9	50.0
Japon	28.4	55.7	75.9	97.4	72.0	64.0	85.4	21.5	29.2	83.2	-34.1	-95.8	-119.0	-120.9	-18.4	49.1	45.1	10.3	-21.6	0.2
Corée	8.3	9.0	13.8	29.2	21.9	8.0	12.7	-2.1	41.4	34.7	17.8	34.5	64.9	74.1	96.4	96.7	82.5	87.5	98.0	100.7
Lettonie	-0.9	-1.0	-1.5	-2.3	-2.5	-4.5	-5.9	-4.6	-0.4	-0.3	-1.4	-1.3	-1.1	-0.5	-0.1	0.3	0.0	0.4	0.2	0.1
Lituanie	-0.7	-0.8	-1.1	-1.6	-1.9	-3.1	-5.2	-5.7	-0.6	-0.7	-1.1	0.4	0.6	1.0	-0.2	0.5	1.3	0.8	0.5	0.1
Luxembourg	5.1	6.1	7.1	7.9	9.5	13.9	17.4	16.8	16.1	17.4	19.5	17.6	19.8	21.4	19.0	19.9	20.8	24.2	23.8	24.8
Mexique	-13.8	-11.7	-10.5	-13.9	-13.0	-14.1	-18.3	-25.5	-14.8	-14.5	-16.6	-15.1	-15.2	-15.8	-23.8	-21.6	-21.1	-19.4	-13.6	-13.3
Pays-Bas	28.4	32.6	38.9	50.8	57.7	63.2	59.6	81.3	64.8	68.4	77.1	81.6	89.5	99.0	57.7	79.9	89.7	96.3	95.6	101.6
Nouvelle-Zélande	2.2	1.8	1.7	0.6	-1.3	-0.8	-0.2	-1.1	2.8	3.4	3.5	0.8	1.8	2.3	1.4	1.8	2.0	-0.3	-0.2	-0.1
Norvège	29.0	25.8	29.1	34.9	49.3	58.5	54.2	80.0	44.5	48.5	64.3	66.5	56.4	45.2	21.9	6.1	12.6	25.1	30.2	33.7
Pologne	-6.8	-6.8	-5.8	-6.8	-3.2	-7.1	-15.2	-27.3	-3.7	-9.6	-10.4	-2.2	10.2	7.8	14.7	19.1	21.3	17.4	14.0	12.7
Portugal	-12.4	-11.1	-11.5	-15.7	-18.0	-17.2	-18.4	-25.6	-16.9	-18.0	-10.5	-1.1	2.3	0.4	1.2	2.3	1.8	1.4	1.1	0.9
Russie	39.4	37.7	49.6	73.2	105.5	127.0	114.3	158.0	94.0	125.4	165.0	146.6	123.7	133.0	110.9	67.1	84.4	148.7	160.4	160.5
République slovaque	-1.7	-1.8	-0.6	-1.2	-2.2	-2.2	-0.9	-2.7	-1.2	-1.3	-0.9	3.4	4.2	3.5	1.4	3.1	3.3	3.2	4.0	4.2
Slovénie	-0.2	0.2	-0.1	-0.5	-0.2	0.0	-0.6	-1.1	0.9	0.7	0.9	2.0	2.7	3.7	3.7	4.1	4.7	5.4	5.3	5.5
Afrique du Sud	4.9	4.4	4.1	-0.4	-0.7	-4.6	-4.0	-4.9	1.3	4.7	3.5	-5.7	-8.5	-5.3	-4.0	1.9	5.1	2.6	4.5	3.3
Espagne	-14.7	-14.5	-20.3	-41.3	-57.7	-74.9	-88.9	-84.9	-17.6	-18.6	-3.8	19.6	44.3	33.3	28.0	39.0	38.5	25.9	25.4	26.4
Suède	14.9	16.8	21.2	29.0	28.0	31.9	34.1	32.4	24.8	26.8	26.6	26.8	26.2	25.0	24.2	22.6	19.7	17.1	17.6	18.2
Suisse	15.8	20.6	23.6	34.8	29.7	37.0	54.4	59.0	41.6	62.2	58.9	70.0	83.4	83.5	79.5	77.6	73.8	82.2	77.5	78.2
Turquie	7.2	3.4	-3.4	-10.7	-17.1	-26.8	-33.2	-34.0	-5.4	-38.9	-68.4	-43.0	-55.2	-36.2	-22.7	-25.0	-38.4	-28.6	-4.4	-6.5
Royaume-Uni	-39.0	-50.0	-49.1	-61.6	-63.7	-63.2	-70.1	-73.6	-44.2	-54.3	-29.6	-40.6	-45.9	-48.7	-41.2	-41.8	-29.1	-21.3	-19.7	-12.3
États-Unis	-367.9	-425.4	-503.1	-619.1	-721.2	-770.9	-718.4	-723.1	-396.5	-513.9	-579.5	-568.6	-490.8	-508.3	-521.4	-520.6	-578.4	-628.8	-754.5	-863.6
Zone euro	100.2	182.6	175.2	211.2	162.4	139.2	190.2	153.9	210.1	183.7	208.7	364.5	462.6	518.9	524.1	525.8	594.7	618.0	586.5	601.9
Total OCDE	-169.6	-142.2	-198.7	-229.1	-401.7	-487.5	-381.6	-503.2	-52.3	-157.6	-318.9	-222.8	-12.3	55.6	120.7	200.5	216.3	166.3	2.8	-60.6

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 59. Solde des revenus primaires

Milliards de dollars

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Argentine	-7.8	-7.6	-8.1	-9.5	-7.6	-7.7	-7.6	-9.0	-10.3	-14.5	-15.1	-13.8	-13.2	-11.6	-12.1	-12.1	-16.3	-15.1	-12.6	-13.1
Australie	-10.5	-11.7	-15.3	-22.2	-28.2	-32.7	-41.3	-38.1	-38.5	-49.7	-55.4	-41.3	-39.0	-32.9	-28.8	-30.1	-42.4	-46.8	-45.3	-45.3
Autriche	-2.0	-0.2	0.4	0.6	0.2	0.8	-0.4	3.6	-0.2	3.3	1.4	0.5	1.3	0.4	-3.8	-0.4	-1.1	-1.9	-2.3	-2.3
Belgique	4.2	4.1	6.1	5.0	4.5	4.8	6.3	10.3	-2.5	8.8	5.8	11.4	7.3	3.7	-2.5	0.5	6.0	5.2	1.1	1.7
Brésil	-19.3	-17.7	-18.1	-20.1	-25.6	-27.0	-29.0	-41.8	-35.0	-67.1	-70.5	-54.3	-32.5	-52.2	-42.9	-41.1	-42.6	-35.1	-40.1	-42.1
Canada	-26.5	-20.7	-23.5	-21.1	-22.3	-15.6	-17.4	-23.4	-17.3	-23.4	-24.4	-25.6	-25.1	-22.4	-14.4	-9.5	-9.0	-8.6	-8.7	-8.7
Chili	-2.7	-3.0	-4.7	-8.1	-10.7	-18.8	-19.4	-14.7	-12.0	-15.5	-15.3	-12.6	-12.0	-9.1	-7.2	-7.0	-10.8	-12.4	-11.5	-13.0
Chine	-19.2	-14.9	-10.2	-5.1	-16.1	-5.1	8.0	28.6	-8.5	-25.9	-70.3	-19.9	-78.4	13.3	-41.1	-44.0	-34.4	-36.4	-28.7	-28.7
Colombie	-2.4	-2.6	-3.2	-4.1	-5.3	-5.7	-7.8	-9.6	-8.4	-11.2	-15.5	-15.0	-14.2	-12.5	-5.7	-5.2	-8.4	-8.4	-7.7	-8.0
Costa Rica	-0.7	-0.8	-0.8	-0.8	-0.8	-0.7	-0.7	-0.6	-1.0	-1.2	-1.4	-1.5	-1.8	-2.2	-2.5	-2.5	-2.9	-3.1	-2.8	-2.8
République tchèque	-2.2	-3.5	-4.3	-5.0	-5.1	-6.9	-11.9	-8.8	-11.3	-13.1	-12.8	-12.2	-12.7	-12.6	-10.4	-10.3	-11.3	-13.1	-10.0	-9.7
Danemark	-3.5	-2.6	-2.4	-2.0	2.1	3.4	1.6	4.0	3.2	5.3	7.3	7.4	10.9	12.8	9.3	8.0	7.3	8.8	7.1	5.3
Estonie	-0.3	-0.3	-0.5	-0.6	-0.6	-0.8	-1.4	-1.3	-0.6	-1.0	-1.2	-0.9	-0.6	-0.7	-0.5	-0.5	-0.5	-0.6	-0.6	-0.6
Finlande	-1.0	-0.6	-2.6	0.8	0.2	1.2	-0.4	-1.5	2.1	2.3	0.3	0.1	0.3	1.6	2.3	3.5	-0.1	-0.2	-0.1	-0.1
France	25.7	14.0	23.3	29.2	40.1	49.6	56.3	65.5	61.0	68.0	79.1	58.1	62.4	59.7	50.7	51.7	59.5	70.7	62.3	62.3
Allemagne	-15.6	-24.6	-22.2	20.3	25.0	50.7	50.2	37.6	77.2	65.5	96.3	82.6	79.4	74.4	76.7	67.4	76.8	85.7	88.4	91.9
Grèce	-2.0	0.5	-1.4	-2.1	-3.3	-5.3	-9.1	-11.1	-9.4	-7.7	-9.1	1.0	-0.6	1.9	0.4	-0.4	-0.3	-0.3	-0.2	-0.4
Hongrie	-2.8	-3.6	-4.1	-5.0	-5.4	-5.7	-9.0	-9.8	-6.0	-6.1	-6.8	-5.4	-3.6	-5.9	-5.5	-3.2	-5.6	-6.1	-5.9	-6.1
Islande	-0.3	0.0	-0.2	-0.6	-0.7	-1.1	-1.0	-3.7	-2.3	-2.1	-1.8	-1.3	-0.2	-0.3	0.0	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0
Inde ¹	-4.2	-3.5	-4.4	-5.0	-5.7	-7.4	-5.2	-7.0	-8.1	-17.8	-16.0	-21.5	-23.0	-24.2	-24.5	-26.2	-28.6	-30.7	-34.3	-38.7
Indonésie	..	..	..	-10.8	-12.8	-13.7	-15.3	-15.0	-15.0	-20.7	-26.5	-26.6	-27.1	-29.7	-28.4	-29.6	-32.8	-30.2	-29.2	-29.9
Irlande	-17.4	-23.5	-26.2	-29.6	-32.9	-32.6	-41.4	-40.2	-41.4	-36.8	-47.0	-43.7	-37.2	-40.4	-67.5	-55.2	-67.5	-75.4	-81.0	-90.3
Israël	-5.5	-4.6	-4.7	-4.1	-1.4	-0.8	-0.3	-4.1	-5.2	-4.4	-3.6	-6.6	-6.0	-1.9	-2.6	-3.0	-3.6	-1.5	-1.1	-1.1
Italie	-2.8	-5.0	-6.9	-2.4	3.9	9.2	2.6	-20.4	-2.4	-5.1	-7.0	-3.4	-3.4	0.6	-9.1	5.8	12.3	13.0	10.3	8.3
Japon	67.1	62.3	74.9	96.1	109.0	123.3	138.9	138.8	135.2	156.4	184.8	174.9	181.2	184.5	176.6	171.4	177.8	183.5	181.8	183.5
Corée	-3.5	-2.2	-2.5	-1.3	-7.3	-4.0	-3.4	-1.2	-2.4	0.5	6.6	12.1	9.1	4.2	3.6	3.9	0.1	-1.9	-3.8	-3.6
Lettonie	0.0	0.0	0.0	-0.3	-0.2	-0.6	-1.2	-0.9	1.6	0.2	0.0	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2	-0.6	-0.8	-0.8
Lituanie	..	..	..	-0.5	-0.4	-0.7	-1.6	-1.7	0.7	-0.7	-1.6	-1.3	-1.3	-0.7	-1.7	-1.7	-1.9	-2.0	-2.0	-2.0
Luxembourg	-1.9	-3.7	-5.3	-3.7	-4.7	-7.9	-11.1	-13.7	-11.2	-11.4	-12.7	-14.2	-16.4	-19.0	-18.9	-18.7	-18.7	-22.6	-22.4	-23.2
Mexique	-13.0	-12.2	-12.2	-10.0	-16.5	-15.5	-18.1	-16.1	-14.5	-12.3	-18.6	-26.5	-37.7	-31.3	-30.1	-28.4	-28.3	-32.4	-33.1	-34.1
Pays-Bas	-6.9	-5.7	-6.9	9.3	1.5	17.3	0.6	-17.3	-4.2	2.7	15.6	19.7	10.4	-5.7	0.6	-11.6	3.6	-1.5	-0.8	-0.6
Nouvelle-Zélande	-2.8	-3.1	-3.9	-5.4	-6.9	-7.5	-9.4	-10.1	-5.7	-6.8	-7.9	-7.3	-7.4	-8.2	-6.4	-5.5	-7.5	-6.7	-5.9	-5.9
Norvège	0.2	0.6	1.4	0.5	3.3	0.3	-1.1	-2.7	2.4	4.5	4.7	4.2	5.5	18.3	16.1	15.7	16.5	22.6	23.7	24.2
Pologne	-0.4	-0.8	-2.2	-8.1	-5.1	-7.2	-13.1	-10.2	-12.7	-15.6	-17.1	-15.6	-15.9	-18.6	-16.3	-19.6	-21.1	-21.4	-22.3	-22.3
Portugal	-2.7	-1.8	-1.6	-1.9	-2.8	-6.1	-7.3	-8.7	-9.3	-7.6	-6.5	-5.5	-2.7	-4.5	-4.8	-4.8	-5.5	-6.3	-4.7	-3.7
Russie	-3.9	-6.5	-13.4	-13.5	-18.2	-28.0	-28.2	-46.0	-39.6	-47.0	-60.9	-68.3	-79.5	-68.6	-38.0	-35.2	-42.2	-44.1	-44.3	-44.3
République slovaque	-0.2	-0.4	-1.5	-1.9	-1.7	-2.2	-3.0	-2.8	-0.8	-2.5	-3.3	-1.6	-0.7	-1.0	-1.5	-2.1	-2.2	-1.7	-1.6	-1.8
Slovénie	0.1	-0.1	-0.2	-0.4	-0.3	-0.5	-1.1	-1.5	-0.7	-0.5	-0.4	-0.7	-0.6	-0.6	-1.4	-1.3	-1.0	-1.2	-1.4	-1.5
Afrique du Sud	-3.8	-2.8	-4.6	-4.3	-4.9	-5.2	-9.8	-9.1	-6.7	-8.0	-10.7	-10.8	-9.6	-9.4	-7.9	-8.2	-10.5	-12.9	-14.7	-15.5
Espagne	-8.2	-7.4	-6.9	-9.3	-16.6	-21.4	-36.5	-44.7	-26.7	-20.1	-25.5	-9.1	-7.0	-4.6	-3.2	1.1	-1.3	-1.3	-1.2	-1.2
Suède	-1.1	-0.8	5.3	1.4	4.8	11.0	15.4	18.3	10.6	13.6	11.9	12.8	11.9	11.1	6.0	5.8	7.7	8.3	8.9	8.9
Suisse	12.2	9.3	24.5	25.8	34.6	32.7	3.2	-35.9	9.8	34.1	9.3	16.8	16.8	2.3	15.5	5.0	9.6	9.8	11.6	13.2
Turquie	-5.0	-4.6	-5.6	-5.6	-5.4	-6.0	-6.3	-7.6	-7.7	-6.5	-7.2	-6.6	-8.6	-8.2	-9.8	-9.2	-11.1	-11.6	-13.6	-16.0
Royaume-Uni	11.9	23.4	26.4	25.4	34.9	2.7	-14.4	-24.6	-17.1	1.6	10.6	-28.3	-56.9	-62.1	-65.6	-67.6	-42.5	-43.9	-43.4	-43.0
États-Unis	27.5	22.7	34.7	53.9	53.9	26.9	85.0	129.7	115.2	168.2	211.1	207.5	206.0	218.4	203.6	193.0	221.7	241.9	232.6	223.5
Zone euro	-31.0	-54.8	-52.6	12.5	12.2	55.5	1.6	-48.7	33.2	57.6	84.0	92.9	90.5	65.0	15.6	33.0	57.8	58.9	42.9	35.7
Total OCDE	8.3	-10.0	29.0	117.2	139.8	134.0	79.6	31.2	156.7	286.2	359.1	339.3	306.4	302.9	249.4	242.7	305.7	327.6	304.0	285.5

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 60. Solde des revenus secondaires

Milliards de dollars

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Argentine	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6	1.0	1.1	1.1	0.9	0.6	0.5	0.7	0.7	1.5	1.1	1.2	0.5	0.5	0.5	0.5
Australie	0.0	0.0	0.4	-0.3	-0.4	-0.6	0.0	-0.1	-0.7	-1.5	-2.3	-2.2	-1.6	-2.6	-0.8	-0.8	-1.3	-0.9	-1.0	-1.1
Autriche	-3.6	-3.2	-3.7	-3.5	-3.7	-3.5	-3.7	-4.5	-3.8	-4.0	-4.2	-4.1	-5.2	-4.2	-3.5	-3.8	-3.2	-5.4	-5.7	-5.7
Belgique	-4.0	-4.1	-6.1	-6.0	-5.9	-5.9	-5.3	-8.3	-7.8	-6.8	-7.9	-7.7	-9.1	-8.5	-7.5	-8.4	-7.4	-8.0	-7.1	-7.3
Brésil	1.6	2.4	2.9	3.2	3.6	4.3	4.0	4.2	3.3	2.9	3.0	2.8	3.7	2.7	2.8	2.9	2.6	2.8	3.0	3.1
Canada	0.4	0.3	-0.2	-0.5	-1.5	-1.7	-2.2	-1.5	-3.1	-3.8	-3.7	-4.2	-3.9	-3.1	-3.1	-2.6	-2.1	-2.1	-2.3	-2.3
Chili	0.4	0.6	0.6	1.1	1.8	3.4	3.1	2.9	1.6	4.4	2.9	2.1	2.2	2.1	1.9	1.4	1.8	3.5	3.8	4.1
Chine	8.5	13.0	17.4	22.9	23.9	28.1	37.1	43.2	31.7	40.7	24.5	3.4	-8.7	1.4	-12.6	-9.5	-11.4	-13.8	-14.5	-14.5
Colombie	2.4	2.7	3.3	3.7	4.1	4.7	5.2	5.5	4.6	4.7	5.1	4.8	4.9	4.6	5.4	5.9	6.6	7.0	6.9	7.4
Costa Rica	0.1	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.5	0.4	0.3	0.4	0.3	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.5	0.6	0.7	1.0
République tchèque	0.5	0.9	0.6	0.0	-0.7	-0.8	-1.1	-0.7	-1.1	-0.6	-1.0	-1.4	-0.5	-0.4	0.0	-1.1	-2.0	-0.9	-0.8	-0.9
Danemark	-3.3	-3.2	-4.4	-5.5	-5.5	-5.6	-6.2	-6.1	-6.5	-6.5	-6.6	-6.6	-6.9	-5.9	-4.9	-4.3	-4.5	-5.3	-4.6	-4.6
Estonie	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.1	0.1	0.1
Finlande	-0.8	-0.8	-1.2	-1.8	-2.1	-2.2	-2.4	-2.9	-3.0	-2.7	-2.7	-2.2	-3.2	-3.3	-2.9	-2.8	-2.3	-2.5	-2.3	-2.3
France	-22.3	-24.7	-32.1	-37.1	-41.0	-41.1	-47.2	-50.2	-51.0	-48.1	-51.7	-54.2	-59.6	-64.5	-49.9	-51.8	-49.7	-50.3	-47.1	-47.1
Allemagne	-26.0	-27.5	-35.2	-37.2	-39.1	-40.1	-47.8	-52.8	-51.8	-53.3	-50.0	-50.6	-55.7	-53.8	-42.8	-43.6	-61.4	-55.8	-51.4	-48.6
Grèce	3.5	1.2	1.2	1.1	0.1	0.5	-1.6	-0.5	-1.3	-2.4	-2.1	-1.2	2.4	-0.4	-0.6	-0.7	-0.7	-0.4	-0.3	-0.3
Hongrie	0.4	0.5	0.7	-0.5	-1.2	-1.2	-1.6	-1.9	-0.4	-0.5	-0.8	-1.0	-0.7	-0.9	-1.0	-1.6	-0.4	-0.7	-0.7	-0.7
Islande	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.3	-0.1	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1
Inde 1	15.8	16.8	22.3	20.7	24.6	30.0	41.8	45.0	52.3	53.3	63.6	64.0	65.3	65.6	62.6	56.0	62.4	65.8	70.2	79.0
Indonésie	..	..	..	1.1	4.8	4.9	5.1	5.4	4.6	4.6	4.2	4.1	4.2	5.2	5.5	4.5	4.5	6.5	6.5	7.2
Irlande	-0.3	-0.7	-1.5	-1.6	-2.2	-2.6	-3.5	-4.0	-4.1	-3.6	-3.7	-3.4	-3.9	-3.7	-3.7	-4.2	-5.2	-6.3	-6.7	-7.1
Israël	6.7	6.9	6.5	6.2	6.1	7.6	7.4	8.1	7.3	8.2	8.4	8.1	9.2	9.8	9.2	8.9	7.9	7.7	7.6	7.7
Italie	-5.0	-7.4	-9.0	-13.8	-17.4	-20.5	-24.6	-26.4	-25.7	-26.5	-26.8	-25.1	-24.0	-21.1	-17.0	-18.5	-16.6	-17.2	-10.3	-9.7
Japon	-8.1	-5.6	-7.8	-8.0	-7.3	-10.6	-11.6	-13.2	-11.9	-12.7	-15.2	-14.1	-10.0	-18.8	-16.6	-20.2	-19.2	-19.4	-20.2	-20.2
Corée	-1.3	-2.1	-3.2	-3.0	-3.3	-4.4	-4.4	-1.3	-2.2	-5.3	-4.7	-5.5	-4.2	-5.0	-5.0	-5.8	-7.1	-9.2	-11.2	-11.2
Lettonie	0.1	0.3	0.5	0.7	0.5	0.4	0.3	0.5	0.6	0.6	0.5	0.5	0.4	0.0	0.2	0.2	0.4	0.4	0.5	0.5
Lituanie	..	..	..	0.4	0.4	0.6	0.8	0.7	0.5	0.9	0.8	0.4	1.1	1.3	1.1	0.9	1.0	1.1	1.2	1.3
Luxembourg	-0.7	-0.4	0.2	-0.1	0.1	0.1	0.3	0.2	-0.9	0.2	0.1	-0.4	0.3	0.3	0.8	0.8	0.7	1.1	1.1	1.1
Mexique	9.3	10.3	15.6	18.8	22.1	25.9	26.3	25.3	21.5	21.4	22.9	22.4	21.5	22.8	24.1	26.5	29.7	28.8	20.1	19.6
Pays-Bas	-2.0	-2.8	-2.8	-11.0	-12.1	-14.2	-16.5	-15.7	-11.4	-14.0	-14.8	-13.8	-17.7	-14.5	-9.8	-5.3	-5.5	-4.6	-2.7	-2.8
Nouvelle-Zélande	0.1	0.1	0.2	0.1	0.2	0.4	0.4	0.7	0.3	0.0	-0.2	-0.4	-0.4	-0.4	-0.2	-0.2	-0.3	-0.4	-0.2	-0.2
Norvège	-1.7	-2.4	-3.3	-2.9	-2.7	-3.0	-3.5	-3.8	-4.8	-5.9	-7.1	-6.7	-7.9	-7.8	-6.9	-7.0	-6.7	-6.6	-6.6	-6.8
Pologne	0.6	1.3	2.2	0.7	0.2	0.7	1.1	1.4	-1.4	-0.1	1.1	-0.2	-0.5	-0.5	-1.0	-1.5	-0.1	-1.4	-2.4	-2.4
Portugal	2.2	1.4	1.1	1.5	0.7	0.9	1.5	1.5	0.2	0.3	0.8	1.3	2.0	2.1	1.7	1.8	2.5	2.7	2.5	2.6
Russie	-0.8	-0.7	-0.4	-0.9	-1.5	-2.5	-5.5	-7.0	-5.5	-6.2	-5.8	-6.1	-9.2	-8.4	-5.7	-6.2	-9.0	-9.3	-7.7	-7.7
République slovaque	-0.1	-0.1	0.0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.6	-1.1	-1.4	-0.7	-1.1	-1.3	-2.0	-1.8	-1.4	-1.5	-1.4	-2.1	-2.3	-2.3
Slovénie	0.1	0.1	0.0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.4	-0.4	-0.5	-0.2	-0.1	-0.1	-0.5	-0.4	-0.4	-0.4	-0.3	-0.4	-0.3	-0.3
Afrique du Sud	-0.7	-0.6	-1.0	-1.7	-2.5	-2.4	-2.3	-2.3	-2.7	-2.3	-2.0	-3.8	-3.2	-3.2	-2.6	-1.9	-2.9	-2.8	-2.4	-2.4
Espagne	-4.7	-4.9	-8.6	-9.6	-12.7	-18.0	-18.2	-22.7	-20.5	-17.7	-19.1	-14.7	-17.1	-14.8	-11.6	-13.0	-12.4	-10.7	-10.2	-10.2
Suède	-3.1	-3.6	-4.2	-5.4	-6.0	-6.4	-6.8	-8.4	-6.3	-8.1	-9.2	-10.8	-10.3	-10.3	-8.3	-7.0	-8.3	-8.5	-7.5	-7.5
Suisse	-4.0	-4.4	-3.7	-3.9	-8.4	-6.3	-6.2	-9.1	-8.3	-8.4	-8.8	-8.7	-12.6	-18.9	-13.1	-9.9	-13.5	-9.4	-9.3	-9.3
Turquie	3.0	2.4	1.0	1.1	1.5	1.9	2.2	2.1	2.4	1.5	1.8	1.4	1.2	1.3	1.4	1.7	2.7	-1.2	-2.7	-2.9
Royaume-Uni	-9.3	-13.4	-16.8	-19.2	-22.2	-22.0	-26.2	-24.8	-23.1	-30.4	-32.4	-32.4	-39.5	-38.4	-35.4	-30.4	-27.0	-29.2	-27.5	-27.5
États-Unis	-55.7	-54.5	-59.6	-75.6	-84.9	-71.1	-90.7	-102.3	-103.9	-104.3	-107.0	-96.9	-93.6	-94.0	-112.8	-123.9	-118.6	-116.2	-118.6	-118.9
Zone euro	-63.2	-73.6	-97.1	-118.3	-134.8	-146.2	-169.0	-186.5	-181.8	-177.7	-181.7	-176.6	-191.8	-187.3	-147.4	-150.3	-161.3	-158.1	-141.1	-138.2
Total OCDE	-128.2	-139.6	-172.6	-215.3	-246.8	-240.1	-288.8	-319.1	-322.5	-330.3	-343.9	-333.7	-350.6	-358.5	-320.2	-328.4	-330.7	-329.7	-325.3	-323.4

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 61. Balance des opérations courantes

Milliards de dollars

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Argentine	-3.8	8.7	8.1	3.1	5.1	6.5	6.0	5.4	7.3	-1.6	-5.3	-2.1	-13.1	-9.2	-17.6	-14.7	-31.3	-26.6	-12.1	-11.4
Australie	-8.6	-16.5	-29.2	-41.8	-43.6	-45.8	-64.2	-50.7	-49.3	-45.5	-46.2	-67.4	-51.2	-45.4	-57.5	-41.0	-36.3	-40.2	-45.7	-49.2
Autriche	-2.0	6.9	5.3	7.8	8.0	11.1	14.8	19.5	10.4	11.2	7.0	6.1	8.3	10.6	6.6	9.8	8.2	10.2	10.8	13.2
Belgique	6.9	10.2	11.3	12.2	8.2	8.0	9.0	-4.7	-5.0	8.2	-5.7	-0.3	-1.5	-4.8	-4.7	-2.8	3.8	-2.1	-4.2	-5.0
Brésil	-23.7	-8.1	3.8	11.3	13.5	13.0	0.4	-30.6	-26.3	-75.8	-77.0	-74.2	-74.8	-104.2	-59.4	-23.5	-9.8	-21.6	-36.1	-38.0
Canada	15.8	12.5	10.3	23.2	21.9	17.9	10.9	3.3	-40.7	-58.2	-49.7	-65.7	-59.4	-43.1	-56.1	-49.4	-48.9	-52.8	-54.0	-53.8
Chili	-0.6	0.0	-0.2	2.8	1.8	7.0	7.4	-6.7	3.2	3.1	-4.1	-10.5	-11.2	-4.3	-5.5	-3.5	-4.1	-7.1	-6.8	-7.3
Chine	17.4	35.4	43.1	68.9	132.4	231.8	353.2	420.6	243.3	237.8	136.1	215.4	148.2	236.0	304.2	202.2	164.9	58.0	53.3	46.2
Colombie	-1.0	-1.3	-0.9	-0.8	-1.9	-2.9	-6.0	-6.5	-4.6	-8.7	-9.8	-11.4	-12.5	-19.8	-18.6	-12.0	-10.6	-10.8	-10.4	-10.7
Costa Rica	-0.5	-0.8	-0.9	-0.7	-0.8	-0.9	-1.5	-2.6	-0.5	-1.2	-2.3	-2.4	-2.5	-2.5	-2.1	-1.3	-1.7	-1.6	-1.5	-1.4
République tchèque	-3.3	-4.2	-5.7	-4.4	-2.9	-3.9	-8.8	-4.4	-4.5	-7.4	-5.0	-3.3	-1.1	0.3	0.5	3.1	2.3	1.9	0.8	0.2
Danemark	4.1	5.0	7.3	5.7	11.2	9.4	4.7	10.4	11.2	21.2	22.7	20.5	26.7	31.4	25.0	24.7	26.1	19.9	20.5	18.1
Estonie	-0.4	-0.8	-1.3	-1.5	-1.2	-2.6	-3.4	-2.1	0.5	0.3	0.3	-0.4	0.1	0.2	0.4	0.5	0.8	0.8	0.7	0.5
Finlande	10.4	11.5	7.9	11.4	6.2	8.0	9.5	6.1	4.0	2.8	-4.8	-5.9	-5.3	-4.2	-1.7	-1.8	-1.7	-0.8	1.4	2.7
France	21.7	17.0	15.5	11.2	2.4	6.0	-3.1	-20.4	-15.0	-16.6	-24.4	-25.9	-14.4	-27.9	-8.9	-18.7	-14.3	-11.1	-5.9	0.5
Allemagne	-6.0	40.8	35.5	122.3	129.5	169.8	233.6	209.1	195.3	185.7	226.3	250.5	254.7	292.9	302.5	296.2	297.1	311.0	286.9	284.7
Grèce	-10.8	-10.6	-17.2	-18.5	-21.9	-31.5	-48.6	-53.8	-41.0	-34.3	-28.9	-9.5	-4.9	-3.8	-0.5	-2.4	-2.0	-1.5	-1.0	-1.3
Hongrie	-3.1	-4.3	-6.8	-8.8	-7.9	-8.0	-9.9	-11.1	-0.9	0.4	1.0	2.2	5.2	2.1	3.5	7.8	4.4	2.7	1.4	1.1
Islande	-0.4	0.1	-0.6	-1.4	-2.7	-4.0	-3.0	-4.4	-1.3	-0.9	-0.8	-0.6	0.9	0.7	0.9	1.6	0.8	0.3	0.4	0.4
Inde ¹	3.3	6.4	13.9	-3.5	-10.3	-9.5	-15.8	-26.2	-37.4	-48.2	-78.3	-88.4	-32.9	-26.8	-22.4	-14.7	-49.0	-55.5	-79.8	-98.2
Indonésie	6.9	7.8	8.1	1.6	0.3	10.9	10.5	0.1	10.6	5.1	1.7	-24.4	-29.1	-27.5	-17.5	-17.0	-17.3	-29.3	-28.2	-29.7
Irlande	-0.7	-1.2	0.8	-0.2	-7.4	-12.4	-17.6	-17.4	-11.1	-2.7	-3.9	-7.6	3.8	2.7	12.9	-12.6	29.0	42.5	39.0	37.3
Israël	-1.9	-1.1	0.8	2.0	4.4	6.3	5.6	2.2	6.8	9.1	5.3	1.5	8.7	13.3	15.9	11.9	9.3	3.6	2.8	3.3
Italie	6.1	-3.7	-9.4	-6.4	-16.6	-29.2	-30.9	-66.6	-41.2	-72.5	-68.4	-7.1	21.1	40.8	27.0	47.4	54.6	52.3	50.7	49.4
Japon	87.0	108.6	139.3	182.3	170.2	175.7	212.9	142.2	146.5	221.3	128.1	62.5	46.3	36.6	136.4	189.2	196.6	163.6	129.6	153.1
Corée	2.7	4.7	11.9	29.7	12.7	3.6	11.8	3.2	33.6	28.9	18.7	50.8	81.1	84.4	105.9	99.2	78.5	83.3	90.7	93.7
Lettonie	-0.6	-0.6	-0.9	-1.8	-2.0	-4.6	-6.4	-4.5	2.1	0.5	-0.9	-1.0	-0.8	-0.5	-0.1	0.4	0.2	0.1	-0.3	-0.4
Lituanie	..	..	..	-1.7	-1.9	-3.2	-6.1	-6.4	0.4	-0.6	-1.9	-0.5	0.5	1.4	-1.0	-0.6	0.5	0.3	-0.3	-0.5
Luxembourg	1.5	2.1	2.0	4.1	4.1	4.2	5.0	4.2	3.7	3.5	3.6	3.2	3.4	3.3	2.9	3.0	2.9	3.6	2.9	3.0
Mexique	-17.8	-14.9	-8.3	-7.0	-9.1	-3.8	-10.1	-17.0	-7.9	-5.2	-12.5	-18.7	-31.2	-24.6	-30.3	-23.9	-19.5	-25.0	-26.6	-27.8
Pays-Bas	10.3	11.8	30.1	49.9	48.3	66.6	58.3	48.1	47.5	58.8	77.3	85.5	85.4	75.5	48.5	63.1	87.9	94.9	98.0	104.1
Nouvelle-Zélande	-0.4	-1.3	-2.0	-4.7	-8.0	-7.9	-9.1	-10.4	-2.8	-3.3	-4.7	-6.9	-5.8	-6.2	-5.0	-4.0	-5.8	-7.4	-6.2	-6.2
Norvège	27.5	24.2	27.6	32.8	50.7	56.5	50.3	74.1	42.3	47.4	62.5	63.4	53.4	55.0	31.0	14.8	22.5	39.3	44.6	48.5
Pologne	-6.2	-5.8	-5.7	-13.8	-8.0	-13.9	-27.4	-35.8	-17.9	-25.9	-27.4	-18.6	-6.7	-11.4	-2.7	-2.5	0.6	-1.4	-5.5	-6.9
Portugal	-12.7	-11.4	-11.9	-15.8	-19.5	-22.2	-23.5	-31.9	-25.5	-24.2	-14.8	-3.9	3.6	0.2	0.2	1.2	1.0	-2.1	-1.0	-0.1
Russie	33.2	27.7	33.3	58.0	84.9	94.8	73.6	104.7	49.5	69.8	96.4	71.2	33.2	55.8	67.5	24.9	33.3	90.8	105.3	105.4
République slovaque	-1.7	-1.9	-1.9	-3.3	-4.1	-4.4	-4.1	-6.1	-3.0	-4.2	-4.9	0.9	1.8	1.2	-1.5	-1.3	-2.0	-1.3	0.1	0.1
Slovénie	0.0	0.2	-0.2	-0.9	-0.6	-0.7	-2.0	-3.0	-0.3	-0.1	0.1	1.0	2.1	2.9	2.0	2.5	3.5	3.8	3.5	3.6
Afrique du Sud	0.3	1.1	-1.5	-6.4	-8.1	-12.1	-16.2	-16.3	-8.1	-5.6	-9.2	-20.2	-21.2	-17.8	-14.5	-8.1	-8.3	-13.1	-12.6	-14.5
Espagne	-27.5	-26.5	-35.3	-59.8	-86.7	-114.0	-143.3	-152.5	-64.0	-56.0	-47.2	-3.3	20.6	14.6	13.9	28.0	24.3	14.1	14.2	15.2
Suède	11.4	11.8	19.6	22.9	23.5	34.5	40.0	40.8	26.0	29.2	31.5	30.4	30.3	26.1	22.6	21.8	17.7	14.3	19.0	19.6
Suisse	22.7	25.6	44.7	57.7	55.0	61.6	48.0	13.0	40.7	86.1	54.5	71.3	79.7	60.2	75.6	66.1	64.4	78.6	75.8	79.1
Turquie	3.8	-0.6	-7.6	-14.2	-21.0	-31.2	-36.9	-39.4	-11.4	-44.6	-74.4	-48.0	-63.6	-43.6	-32.2	-33.2	-47.4	-43.2	-22.0	-26.7
Royaume-Uni	-36.5	-40.0	-39.4	-55.4	-51.0	-82.5	-110.7	-123.0	-84.4	-83.0	-51.5	-101.3	-142.3	-149.3	-142.1	-139.7	-98.6	-94.4	-90.6	-82.8
États-Unis	-389.7	-450.8	-518.8	-631.6	-745.2	-806.0	-711.0	-681.4	-372.5	-431.3	-445.7	-426.8	-348.8	-365.2	-407.8	-432.9	-449.1	-486.4	-626.0	-744.6
Zone euro	-5.4	43.7	30.3	108.9	44.8	49.1	41.1	-82.2	57.9	59.8	108.8	281.7	378.7	404.8	398.5	411.9	493.9	514.8	495.4	506.7
Total OCDE	-298.9	-303.4	-332.5	-315.0	-503.1	-585.3	-558.4	-777.2	-225.5	-198.8	-288.8	-183.4	-10.2	21.8	76.6	122.1	207.4	164.4	-2.7	-81.4

Note : Les données de balance de paiement présentées ici sont fondées sur les concepts et définitions du Cinquième et Sixième manuel de la balance des paiements du Fonds monétaire international.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 62. Balance des opérations courantes

En pourcentage du PIB

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Argentine	-1.3	8.4	5.8	1.8	2.5	2.8	2.1	1.4	2.2	-0.4	-1.0	-0.4	-2.2	-1.6	-2.8	-2.7	-4.9	-5.0	-2.9	-2.3
Australie	-2.3	-3.9	-5.4	-6.4	-6.0	-5.9	-6.8	-4.7	-4.8	-3.6	-3.1	-4.3	-3.4	-3.1	-4.7	-3.3	-2.6	-2.9	-3.3	-3.4
Autriche	-1.0	3.2	2.0	2.6	2.5	3.3	3.8	4.5	2.6	2.9	1.6	1.5	1.9	2.5	1.7	2.5	1.9	2.2	2.4	2.8
Belgique	2.9	4.0	3.5	3.3	2.1	1.9	2.0	-1.0	-1.1	1.8	-1.1	-0.1	-0.3	-0.9	-1.0	-0.6	0.7	-0.4	-0.8	-0.9
Brésil	-4.2	-1.3	0.7	1.7	1.5	1.2	0.1	-1.8	-1.5	-3.4	-2.9	-3.0	-3.0	-4.2	-3.1	-1.3	-0.5	-1.2	-1.8	-1.8
Canada	2.1	1.7	1.1	2.3	1.8	1.4	0.8	0.1	-2.9	-3.6	-2.8	-3.6	-3.2	-2.4	-3.6	-3.2	-2.9	-3.1	-3.0	-2.9
Chili	-0.7	-0.1	-0.3	2.9	1.5	4.5	4.3	-4.0	1.9	1.4	-1.6	-3.9	-4.0	-1.6	-2.3	-1.4	-1.5	-2.4	-2.3	-2.3
Chine	1.3	2.4	2.6	3.5	5.8	8.4	9.9	9.1	4.8	3.9	1.8	2.5	1.5	2.3	2.8	1.8	1.4	0.4	0.4	0.3
Colombie	-1.1	-1.4	-1.0	-0.7	-1.3	-1.8	-2.9	-2.7	-2.0	-3.0	-2.9	-3.1	-3.3	-5.2	-6.3	-4.3	-3.4	-3.2	-3.1	-3.0
Costa Rica	-3.2	-5.1	-5.1	-3.6	-4.2	-4.1	-5.5	-8.3	-1.7	-3.2	-5.4	-5.3	-4.9	-5.0	-3.8	-2.3	-2.9	-2.7	-2.4	-2.2
République tchèque	-4.8	-5.1	-5.7	-3.7	-2.1	-2.5	-4.6	-1.9	-2.3	-3.6	-2.1	-1.6	-0.5	0.2	0.2	1.6	1.1	0.8	0.3	0.1
Danemark	2.5	2.8	3.4	2.3	4.2	3.3	1.4	2.9	3.5	6.6	6.6	6.3	7.8	8.9	8.2	7.9	8.0	5.7	5.8	5.0
Estonie	-7.1	-11.4	-12.9	-12.3	-8.9	-15.1	-15.3	-8.7	2.3	1.7	1.2	-1.9	0.6	0.9	1.7	1.9	3.1	2.7	2.3	1.5
Finlande	8.1	8.2	4.6	5.8	3.0	3.7	3.7	2.1	1.6	1.1	-1.7	-2.3	-1.9	-1.5	-0.7	-0.7	-0.7	-0.3	0.5	0.9
France	1.6	1.1	0.8	0.5	0.1	0.3	-0.1	-0.7	-0.6	-0.6	-0.9	-1.0	-0.5	-1.0	-0.4	-0.8	-0.6	-0.4	-0.2	0.0
Allemagne	-0.3	1.9	1.4	4.3	4.5	5.6	6.8	5.5	5.7	5.4	6.0	7.1	6.8	7.5	9.0	8.5	8.0	7.7	7.2	6.8
Grèce	-7.9	-6.8	-8.5	-7.7	-8.9	-11.5	-15.2	-15.1	-12.3	-11.4	-10.0	-3.8	-2.0	-1.6	-0.2	-1.2	-1.0	-0.7	-0.5	-0.6
Hongrie	-5.8	-6.3	-8.0	-8.5	-7.0	-7.0	-7.1	-7.0	-0.8	0.3	0.7	1.7	3.8	1.5	2.8	6.2	3.2	1.7	0.9	0.6
Islande	-4.3	1.1	-4.9	-9.8	-15.8	-23.1	-13.8	-22.3	-9.4	-6.4	-5.1	-3.8	5.8	3.9	5.2	7.5	3.3	1.3	1.6	1.6
Inde ¹	0.7	1.3	2.3	-0.5	-1.3	-1.0	-1.3	-2.2	-2.8	-2.9	-4.3	-4.8	-1.7	-1.3	-1.1	-0.6	-1.9	-2.1	-2.8	-3.0
Indonésie	3.9	3.7	3.1	0.6	0.1	2.7	2.2	0.0	1.8	0.7	0.2	-2.7	-3.1	-3.1	-2.0	-1.8	-1.7	-2.8	-2.6	-2.5
Irlande	-0.6	-1.0	0.5	-0.1	-3.5	-5.4	-6.5	-6.2	-4.6	-1.2	-1.6	-3.4	1.6	1.1	4.4	-4.2	8.5	11.5	10.5	9.5
Israël	-1.5	-0.9	0.6	1.5	3.1	4.1	3.2	1.1	3.2	3.9	2.0	0.6	3.0	4.3	5.3	3.7	2.6	1.0	0.7	0.9
Italie	0.5	-0.3	-0.6	-0.3	-0.9	-1.5	-1.4	-2.8	-1.9	-3.4	-3.0	-0.3	1.0	1.9	1.5	2.5	2.8	2.5	2.5	2.4
Japon	2.0	2.6	3.1	3.8	3.6	3.9	4.7	2.8	2.8	3.9	2.1	1.0	0.9	0.8	3.1	3.8	4.0	3.3	2.6	3.0
Corée	0.5	0.8	1.7	3.9	1.4	0.3	1.1	0.6	3.8	2.7	1.6	4.1	6.2	6.0	7.7	7.0	5.1	5.2	5.5	5.4
Lettonie	-7.5	-6.5	-7.8	-12.3	-11.9	-20.9	-20.8	-12.4	7.8	2.0	-3.2	-3.6	-2.7	-1.7	-0.5	1.6	0.7	0.4	-0.8	-1.0
Lituanie	..	..	..	-7.7	-7.3	-10.6	-15.1	-13.1	0.9	-1.6	-4.3	-1.2	1.2	2.9	-2.4	-1.3	1.1	0.6	-0.5	-0.9
Luxembourg	7.1	9.3	6.5	11.8	11.0	9.9	9.7	7.6	7.2	6.7	6.0	5.6	5.4	5.2	5.1	5.1	4.9	5.2	4.1	4.1
Mexique	-2.3	-1.9	-1.1	-0.9	-1.0	-0.4	-1.0	-1.6	-0.9	-0.5	-1.1	-1.5	-2.4	-1.9	-2.6	-2.2	-1.7	-2.0	-2.1	-2.0
Pays-Bas	2.4	2.4	5.1	7.6	7.1	9.1	6.9	5.0	5.4	6.9	8.5	10.2	9.8	8.4	6.3	8.1	10.5	10.4	10.6	10.8
Nouvelle-Zélande	-0.8	-2.2	-2.4	-4.6	-7.1	-7.1	-6.8	-7.7	-2.3	-2.2	-2.8	-3.9	-3.1	-3.1	-2.8	-2.2	-2.9	-3.6	-3.1	-2.9
Norvège	15.8	12.3	12.1	12.4	16.5	16.3	12.4	15.8	10.7	11.0	12.5	12.4	10.2	11.0	8.0	4.0	5.6	9.0	10.0	10.4
Pologne	-3.2	-2.9	-2.6	-5.5	-2.6	-4.0	-6.4	-6.6	-4.0	-5.4	-5.2	-3.7	-1.3	-2.1	-0.6	-0.5	0.1	-0.2	-0.9	-1.1
Portugal	-10.4	-8.5	-7.2	-8.3	-9.9	-10.7	-9.7	-12.1	-10.4	-10.1	-6.0	-1.8	1.6	0.1	0.1	0.6	0.5	-0.9	-0.4	-0.1
Russie	10.0	7.5	7.2	9.1	10.3	8.9	5.2	5.8	3.7	4.2	4.7	3.2	1.4	2.7	4.9	1.9	2.1	5.6	6.3	6.0
République slovaque	-8.1	-7.7	-5.8	-7.6	-8.3	-7.7	-5.2	-6.2	-3.4	-4.7	-5.0	0.9	1.9	1.1	-1.7	-1.5	-2.1	-1.2	0.1	0.0
Slovénie	0.0	0.9	-0.8	-2.7	-1.8	-1.8	-4.1	-5.3	-0.6	-0.1	0.2	2.1	4.4	5.8	4.5	5.5	7.2	7.0	6.4	6.2
Afrique du Sud	0.3	0.9	-0.8	-2.8	-3.1	-4.5	-5.4	-5.5	-2.7	-1.5	-2.2	-5.1	-5.8	-5.1	-4.6	-2.8	-2.4	-3.5	-3.5	-3.8
Espagne	-4.4	-3.7	-3.9	-5.6	-7.5	-9.0	-9.6	-9.3	-4.3	-3.9	-3.2	-0.2	1.5	1.1	1.2	2.3	1.8	1.0	1.0	1.0
Suède	4.7	4.5	5.9	6.0	6.1	8.2	8.2	7.8	6.0	6.0	5.6	5.6	5.2	4.5	4.5	4.3	3.3	2.6	3.5	3.4
Suisse	8.1	8.3	12.6	14.7	13.4	14.3	10.0	2.3	7.3	14.7	7.8	10.7	11.6	8.5	11.1	9.9	9.5	11.1	10.7	10.8
Turquie	2.0	-0.3	-2.4	-3.5	-4.2	-5.7	-5.4	-5.0	-1.7	-5.7	-8.9	-5.5	-6.7	-4.7	-3.7	-3.8	-5.6	-5.3	-2.9	-3.1
Royaume-Uni	-2.2	-2.3	-1.9	-2.3	-2.0	-3.0	-3.6	-4.2	-3.6	-3.4	-2.0	-3.8	-5.1	-4.9	-4.9	-5.2	-3.7	-3.4	-3.3	-2.9
États-Unis	-3.7	-4.1	-4.5	-5.2	-5.7	-5.8	-4.9	-4.6	-2.6	-2.9	-2.9	-2.6	-2.1	-2.1	-2.2	-2.3	-2.3	-2.4	-2.9	-3.3
Zone euro	-0.1	0.6	0.3	1.1	0.4	0.4	0.3	-0.6	0.4	0.5	0.8	2.2	2.9	3.0	3.4	3.5	3.9	3.8	3.6	3.6
Total OCDE	-1.1	-1.1	-1.1	-0.9	-1.4	-1.5	-1.3	-1.7	-0.5	-0.4	-0.6	-0.4	0.0	0.1	0.2	0.3	0.4	0.3	0.0	-0.1

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

Annexe : Tableau 63. Structure des balances des opérations courantes des principales régions

Milliards de dollars

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Balance commerciale¹																				
Total OCDE	-170	-142	-199	-229	-402	-487	-382	-503	-52	-158	-319	-223	-12	56	121	200	216	166	3	-61
Brésil	-13	3	13	23	30	30	19	-4	-7	-23	-20	-33	-57	-65	-23	7	21	6	-6	-6
Chine	28	37	36	51	125	209	308	349	220	223	182	232	235	221	358	256	211	108	96	89
Inde	-5	-3	-7	-11	-21	-28	-36	-71	-60	-84	-103	-121	-80	-59	-53	-40	-68	-82	-106	-126
Indonésie	13	12	17	11	10	18	16	2	15	14	22	-4	-8	-7	3	8	12	-7	-8	-10
Russie	39	38	50	73	106	127	114	158	94	125	165	147	124	133	111	67	84	149	160	161
Pays dynamiques d'Asie ²	55	67	83	78	97	126	160	124	152	154	157	143	148	182	207	211	213	198	204	207
Autres pays producteurs de pétrole ³	82	81	118	181	309	367	335	477	140	316	630	622	567	403	-4	29	141	331	413	430
Reste du monde ⁴	-48	-35	-40	-59	-80	-103	-162	-237	-139	-150	-184	-230	-239	-230	-233	-207	-218	-247	-245	-255
Total mondial ⁵	-18	57	70	118	174	259	372	296	362	418	530	533	678	634	486	531	613	622	512	429
Solde des revenus d'investissement																				
Total OCDE	8	-10	29	117	140	134	80	31	157	286	359	339	306	303	249	243	306	328	304	286
Brésil	-19	-18	-18	-20	-26	-27	-29	-42	-35	-67	-70	-54	-33	-52	-43	-41	-43	-35	-40	-42
Chine	-19	-15	-10	-5	-16	-5	8	29	-9	-26	-70	-20	-78	13	-41	-44	-34	-36	-29	-29
Inde	-4	-4	-5	-4	-6	-6	-7	-5	-8	-15	-16	-21	-22	-25	-23	-27	-26	-31	-34	-37
Indonésie	..	..	..	-11	-13	-14	-15	-15	-15	-21	-27	-27	-27	-30	-28	-30	-33	-30	-29	-30
Russie	-4	-7	-13	-13	-18	-28	-28	-46	-40	-47	-61	-68	-79	-69	-38	-35	-42	-44	-44	-44
Pays dynamiques d'Asie ²	-2	-7	-2	-7	-14	-5	-2	-6	-6	-9	-7	-29	-37	-27	-27	-26	-18	-76	-97	-95
Autres pays producteurs de pétrole ³	-7	-16	-14	-12	1	9	7	-13	-25	-53	-105	-75	-91	-93	-63	-42	-47	-60	-68	-72
Reste du monde ⁴	-30	-30	-39	-45	-50	-57	-61	-72	-67	-92	-110	-110	-119	-104	-86	-106	-116	-111	-112	-116
Total mondial ⁵	-78	-106	-72	0	-2	1	-49	-139	-48	-44	-107	-66	-179	-83	-101	-108	-53	-96	-149	-180
Solde des transferts																				
Total OCDE	-128	-140	-173	-215	-247	-240	-289	-319	-322	-330	-344	-334	-351	-359	-320	-328	-331	-330	-325	-323
Brésil	2	2	3	3	4	4	4	4	3	3	3	3	4	3	3	3	3	3	3	3
Chine	8	13	17	23	24	28	37	43	32	41	25	3	-9	1	-13	-10	-11	-14	-14	-14
Inde	15	16	22	20	24	29	37	49	49	52	60	65	65	65	64	57	60	66	68	77
Indonésie	..	..	..	1	5	5	5	5	5	5	4	4	4	5	6	4	4	6	7	7
Russie	-1	-1	0	-1	-2	-2	-5	-7	-6	-6	-6	-6	-9	-8	-6	-6	-9	-9	-8	-8
Pays dynamiques d'Asie ²	2	3	4	5	7	10	13	16	15	15	19	22	23	24	16	23	25	27	29	31
Autres pays producteurs de pétrole ³	-20	-20	-19	-19	-20	-11	-20	-28	-38	-42	-49	-56	-68	-74	-76	-71	-69	-68	-69	-70
Reste du monde ⁴	51	58	67	78	89	103	120	139	127	138	150	158	167	174	168	175	181	190	200	209
Total mondial ⁵	-72	-69	-78	-106	-116	-74	-97	-98	-135	-125	-137	-140	-173	-169	-158	-153	-147	-129	-110	-89
Balance des opérations courantes																				
Total OCDE	-299	-303	-333	-315	-503	-585	-558	-777	-225	-199	-289	-183	-10	22	77	122	207	164	-3	-81
Brésil	-24	-8	4	11	14	13	0	-31	-26	-76	-77	-74	-75	-104	-59	-24	-10	-22	-36	-38
Chine	17	35	43	69	132	232	353	421	243	238	136	215	148	236	304	202	165	58	53	46
Inde	2	7	10	1	-10	-9	-8	-31	-26	-54	-63	-92	-49	-28	-23	-12	-38	-55	-76	-93
Indonésie	7	8	8	2	0	11	10	0	11	5	2	-24	-29	-28	-18	-17	-17	-29	-28	-30
Russie	33	28	33	58	85	95	74	105	49	70	96	71	33	56	67	25	33	91	105	105
Pays dynamiques d'Asie ²	51	62	84	73	79	120	153	116	150	149	161	129	131	173	191	207	221	197	188	199
Autres pays producteurs de pétrole ³	55	41	82	145	289	365	322	436	77	221	477	491	408	233	-137	-88	31	202	274	286
Reste du monde ⁴	-24	-3	-7	-21	-36	-52	-98	-165	-75	-101	-139	-179	-187	-157	-149	-130	-143	-159	-151	-157
Total mondial ⁵	-182	-134	-75	23	50	189	249	73	177	252	304	353	371	404	253	286	449	447	327	238

Note : Pour la zone OCDE, les données historiques sont les agrégats des données de balance des paiements recensées par chaque pays. En raison de divers problèmes statistiques et du fait que de nombreux pays non membres ne communiquent pas leurs chiffres, des divergences peuvent exister entre les balances commerciales et les balances courantes recensées par ces pays et celles qui sont présentées dans ce tableau.

1. Sur la base des comptes nationaux pour les pays de l'OCDE et des balances de paiements pour les régions non-OCDE.
2. Hong-Kong - Chine, Malaisie, Philippines, Singapour, Taipei chinois, Thaïlande et Vietnam.
3. Algérie, Angola, Azerbaïdjan, Arabie Saoudite, Bahreïn, Brunei, République du Congo, Émirats arabes unis, Équateur, Gabon, Guinée équatoriale, Irak, Iran, Kazakhstan, Koweït, Libye, Nigéria, Oman, Qatar, Soudan, Tchad, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Venezuela et Yémen.
4. Autres pays non membres de l'OCDE non mentionnés.
5. Comprend les erreurs statistiques et les asymétries de traitement. Étant donnée l'importance des flux bruts au niveau mondial, des erreurs statistiques et des asymétries de traitement donnent lieu à des soldes mondiaux significativement différents de zéro.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements oeuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Perspectives économiques de l'OCDE 2018

Les *Perspectives économiques de l'OCDE*, publication semestrielle, présentent une analyse des grandes tendances économiques qui marqueront les deux années à venir. Les Perspectives économiques proposent un ensemble cohérent de projections concernant la production, l'emploi, les prix et balances des opérations courantes et budgétaires.

Tous les pays membres de l'OCDE sont examinés ainsi que certains pays non membres. Cette édition comporte une évaluation générale, un chapitre spécial sur les implications du découplage salaires-productivité sur les politiques publiques, un chapitre résumant les tendances économiques et fournissant des projections par pays et une annexe statistique.

Veillez consulter cet ouvrage en ligne : https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-fr.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.

Volume 2018/2
N° 104, Novembre
éditionsOCDE
www.oecd.org/editions



ISBN 978-92-64-30874-9
12 2018 04 2 P

